137693

50374
2000
43

UNIVERSITÉ des SCIENCES et TECHNOLOGIES de LILLE
- Lille 1 -

- FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES -

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ LILLE 1

Discipline : Sciences Économiques

présentée et soutenue publiquement

par

Bernard Delmas

le 21 Décembre 2000

François Quesnay et la naissance de l'économie politique.

UNIVERSITÉ DES SC. ET TECHN. LILLE
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

Directeur de thèse :

Madame le Professeur Annie L. COT

JURY

Monsieur Jean-Claude PERROT , Président
Madame Jacqueline HECHT
Monsieur Gianni VAGGI
Monsieur Gérard KLOTZ

Bernard Delmas

François Quesnay
et la naissance de
l'économie politique

décembre 2000



François Quesnay

1694 - 1774

L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Στή Καρμέλλα,
γιά τήν αγάπη της
καί τήν υπομονή της

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement le Professeur Annie L. Cot, qui a accepté de diriger cette thèse malgré ses nombreuses autres tâches personnelles de recherche et d'animation de la recherche. Sa disponibilité et sa générosité ont joué un rôle essentiel dans le - long - processus d'élaboration finale de ce travail. À chaque étape, sa lecture érudite, amicale et sensible de mes projets, les conseils qu'elle m'a prodigués, m'ont permis d'améliorer la pertinence des analyses et la lisibilité des textes. Je reste cependant - faut-il le dire ? - seul responsable des erreurs et des lourdeurs de cette version finale.

Je remercie également avec respect et cordialité les éminents collègues à qui j'ai déjà eu l'occasion de présenter - lors de séminaires ou de colloques - certaines des recherches synthétisées ici ; tous m'ont aidé par leurs critiques, leurs conseils et leurs encouragements. Faute de pouvoir tous les citer, je mentionnerai simplement : Madame Jacqueline Hecht, Directeur de recherches à l'INED, le regretté Professeur Alfred Sauvy, fondateur de l'INED et de l'Institut de Démographie de l'Université de Paris I, ainsi que les Professeurs Françoise Renversez, André Babeau et André Nicolaï, mes maîtres à l'IDUP et à Faculté de Lille. Il faut y ajouter d'autres grands spécialistes des textes économiques de cette période, que l'historien amateur que j'étais a souvent dû mettre à contribution : les Professeurs Jean-Claude Perrot, Steven L. Kaplan, Jean-Pierre Hirsch, Gérard Gayot, Gianni Vaggi, Gérard Klotz, Régis Mahieu, Philippe Steiner et, bien sûr, tous les membres du séminaire d'histoire de la pensée économique du CLERSÉ.

Cette thèse est aussi pour moi l'occasion de remercier des amis qui m'ont aidé dans les multiples autres activités menées, conjointement à la thèse, au cours de ces dernières années, en particulier le Président de Lille 1, Jacques Duveau, les Professeurs François Stankiewicz et Jean Gadrey, ainsi que mes collègues Jean Bourgain, Guy Joignaux, Gilbert Théry et Hadjila Krifa-Schneider.

... / ...

Comment oublier dans cette énumération l'aide irremplaçable que j'ai pu trouver auprès des secrétaires de la Faculté, du personnel des bibliothèques de la Faculté et des Universités de Lille, ainsi que ceux de la bibliothèque royale de Bruxelles - sans oublier Cécile Soudan et Kourosh Saljoghi à l'IFRESI ? Tous ont fait preuve d'une grande disponibilité, malgré des conditions de travail souvent difficiles ; certains sont devenus des amis, ils savent mes sentiments pour eux.

S'il est vrai enfin, que l'Université ne saurait être tenue pour responsable des opinions ici exprimées, il serait faux de dire qu'elles n'engagent que leur auteur. Celui-ci doit trop à la collaboration menée depuis plusieurs années avec Thierry Demals pour ne pas l'associer à la présentation de cette thèse. Ce travail n'est après tout qu'un des *produits nets* de notre « micro-laboratoire » d'études physiocratiques, et il sera suivi, je l'espére, de nombreuses autres publications communes car ce terrain réclame encore d'importants défrichements !

Le dernier mot sera pour mes amis de l'imprimerie de la Faculté. Une fois de plus, ils ont fait des miracles en matière de qualité et de délais d'édition. Ils sont tellement coutumiers du fait que certains auraient tendance à oublier l'importance cruciale de leur rôle dans nos activités d'enseignement et de recherche. Ils savent que, nous, nous ne l'oublions pas.

S

Introduction

Faut-il tout d'abord justifier le choix d'un sujet qui a nécessité la mise en œuvre de tant de recherches, de lectures et d'efforts d'interprétation ? On pourrait faire état de raisons personnelles : l'intérêt suscité par la découverte des *Économistes* du XVIII[ème] siècle lors de mes études d'économie puis de démographie[1] ; les difficultés rencontrées quelques années plus tard lorsque j'ai eu moi-même à enseigner les grandes lignes de la pensée physiocratique à mes étudiants ; les contradictions que je ne parvenais pas à résoudre ; la recherche - souvent infructueuse - de réponses dans tous les ouvrages spécialisés, puis dans les textes originaux eux-mêmes.

Mais ces raisons seraient sans doute de peu de poids pour certains économistes, si l'on en juge par l'attitude - de plus en plus répandue - consistant à considérer l'histoire de la pensée économique comme une occupation de seconde zone, bonne, tout au plus, à enrichir les introductions de cours « scientifiques » en les adornant d'une couche (d'un vernis ?) d'érudition. Pourquoi enseigner l'histoire des erreurs de notre science, pourquoi revisiter les impasses où elle s'est fourvoyée ?

L'idée n'est pas nouvelle : elle était déjà fortement marquée chez Jean-Baptiste Say qui critiquait en termes vifs - à propos justement des physiocrates - les efforts déployés pour « décrire *cette suite de faux pas* qui ont toujours retardé la marche de l'homme dans la recherche de la vérité. Ces erreurs, poursuivait-il, ne sont pas ce qu'il s'agit d'apprendre mais ce qu'il faut oublier »[2].

La thèse avait le don, comme on l'imagine, de faire sortir de ses gonds le pauvre Du Pont de Nemours qui s'évertuait, dans d'interminables lettres, à tenter de convaincre cette étoile montante de la science économique française qu'il était bien, quoi qu'il en ait, un héritier direct de Quesnay et qu'il lui devait allégeance, quitte à accepter quelques édulcorations aux thèses de la *secte* :

---

[1] Dans les cours très stimulants d'histoire de la pensée d'André Nicolaï puis de Jacqueline Hecht à l'I.D.U.P.

[2] Cité par Marc Pénin dans son article introductif au n° spécial des *Cahiers Charles Gide* (n° 1, 1995), « Faire l'histoire de la pensée économique », p. 5 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

« Vous avez presque tous nos principes ; et, si l'on en excepte ce qui « concerne les Revenus publics, vous en tirez exactement les mêmes conséquences « pratiques.

« La fantaisie que vous avez de nous *renier*, et que vous ne dissimulez point « assez, mon cher Say, n'empêche pas que vous soyez par la branche de *Smith* un « petit-fils de *Quesnay*, un neveu du grand *Turgot*.

« Votre discours préliminaire m'avait fait du chagrin par la manière plus que « froide, un peu dure et hautaine, dont vous y parlez des prédécesseurs qui pourtant « ont puissamment concouru à votre instruction. J'ai retrouvé avec peine cette sorte « d'affectation dans le livre même »[3].

Say n'a que faire à vrai dire de ces querelles de filiation, tout au plus concède-t-il que les erreurs de ses prédécesseurs ont pu avoir, en leur temps, quelque utilité :

« Les progrès toujours croissants des différents genres d'industrie, ceux des « sciences [...], la pente de l'opinion, décidée enfin à compter pour quelque chose le « bonheur des nations, firent entrer l'économie politique dans les spéculations d'un « grand nombre d'écrivains. On n'en connut pas encore les vrais principes mais « puisque, suivant l'observation de Fontenelle, notre condition est telle qu'il ne nous « est pas permis d'arriver tout d'un coup à rien de raisonnable, et qu'il faut « auparavant que nous passions par diverses sortes d'erreurs et par divers degrés « d'impertinences, doit-on regarder comme absolument inutiles les faux pas qui nous « ont enseigné une marche plus sûre ? »[4]

Mais le fond de l'affaire est clair : une science inclut dans son patrimoine les vérités découvertes par les savants, ces vérités font donc désormais partie de l'actualité scientifique et non de l'histoire. Quant aux erreurs, elles peuvent être un objet de curiosité pour les « antiquaires »[5], mais leur étude ne présente pas d'intérêt particulier pour le théoricien. L'idée reviendra comme un *leitmotiv*, tout au long de l'histoire de l'économie politique, souvent accompagnée d'une dénégation de l'existence de courants opposés au sein de la science économique : ceux qui se singularisent en

---

[3] Lettre de Du Pont à J. B. Say du 22 avril 1815, Ms. de la Eleutherian Mills Historical Library (EMHL), Wilmington (Del.) [Cote EMHL : W 2-4918] (C'est l'auteur, F.Q., qui souligne). Texte repris après « toilettage » dans les *Œuvres diverses* de Say publiées chez Guillaumin et C^ie^ en 1848 (pp. 366-387).

La lettre conclut quelques pages plus loin : « Aimez-vous mieux marcher *isolé*, ou même comme à présent, dédaigneux, et n'être que mon cousin né de la cohabitation de *Smith* avec je ne sais quelle demoiselle de la maison de *Colbert* ? [...] Vous serez admiré pour l'exactitude et le soin que vous portez dans vos observations. Vous serez hautement loué pour votre logique, pour votre dialectique, pour la clarté de votre esprit, pour votre rare talent d'écrire ; et vous serez passé sous silence pour des petites injustices envers vos émules et vos prédécesseurs ».

[4] Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, 6^ème^ édition, Bruxelles, éd. De Mat et Remy, 1827, « Discours préliminaire », tome 1, p. XXVIII.

[5] On dirait aujourd'hui : les érudits.

portant l'étiquette d'une école, d'une secte, trahissent, ce faisant, leur absence de scientificité.

Cette idée, là non plus, n'était pas nouvelle, Voltaire l'avait brillamment défendue - dans un contexte il est vrai différent[6] -, par exemple dans une lettre à Clairaut de 1759, en proclamant que « *la vérité n'a pas de nom de parti* » :

« On ne dira pas de celui qui sait les *Éléments* d'Euclide qu'il est Euclidien,
« ni de celui qui sait d'après Galilée en quelle proportion les corps tombent qu'il est
« Galiléiste. Aussi en Angleterre ceux qui ont appris le calcul infinitésimal, qui ont
« fait les expériences de la lumière, qui ont appris les lois de la gravitation ne sont
« point appelés "Newtoniens" : *c'est le privilège de l'erreur de donner son nom à*
« *une secte* »[7].

Faut-il dès lors produire de prestigieuses signatures d'économistes - celles de grands spécialistes d'économie pure s'entend - pour légitimer une étude approfondie de la pensée économique de Quesnay ? Aussi surprenant que cela puisse paraître à certains, cette condition ne serait point trop difficile à remplir car, si les épigones regimbent, les grands théoriciens, eux, n'ont pas hésité en général à reconnaître la dette de l'économie pure à l'égard de Quesnay.

Léon Walras lui-même conclut par exemple son *Examen critique de la doctrine des physiocrates*, par un éloge très appuyé : qu'on ait eu à leur reprocher bien des imperfections « n'empêche pas, cependant, qu'ils aient été non seulement la première mais *la seule école d'économistes qui, en France, aient eu une économie politique pure originale*, et aussi qu'au milieu de leurs erreurs apparaissent des vues d'une profondeur et d'une justesse extraordinaires dont deux subsisteront : l'une comme base de l'économie sociale, savoir que l'État doit vivre sur le prix de la rente foncière ; et

---

[6] Il s'agissait, en l'espèce, de conflits relatifs à la physique et à la physiologie.

[7] Voltaire, *Lettre à Clairaut, 27* août 1759, *apud* : Ferdinand Brunot, *Histoire de la langue française des origines à 1900*, tome VI, fascicule 1, Paris, A. Colin, 1930, p. 7, note 1 (C'est nous qui soulignons, B.D.).
La lettre poursuivait : « Si Platon avait trouvé des vérités, il n'y eût point eu de Platoniciens et tous les hommes auraient appris peu à peu ce que Platon avait enseigné ; mais parce que, dans l'ignorance qui couvre la terre, les uns s'attachaient à une erreur, les autres à une autre, on combattait sous différents étendards : il y avait des *Péripatéticiens*, des *Platoniciens*, des *Épicuriens*, des *Zénonistes*, en attendant qu'il y eût des Sages.
« Si on appelle encore on France *Newtoniens* les philosophes qui ont joint leurs connaissances à celles dont Newton a gratifié le genre humain, ce n'est que par un reste d'ignorance et de préjugé. Ceux qui savent peu et qui savent mal [...] entendirent parler de ses découvertes et ils les prirent pour un système nouveau. C'est ainsi que, quand Harvée [*sic*] eut rendu palpable la circulation du sang, on s'éleva en France contre lui : on appela *Harvéistes* ou *Circulateurs* ceux qui osaient embrasser la vérité nouvelle que le Public prenait pour une opinion ».
La même année Voltaire développait ses idées à ce sujet dans la *Préface historique à la traduction des* Principia Mathematica *de Newton par Mme du Chatelet.* Paris, 1759, in-4°, pp. VII-VIII.

l'autre comme base de l'économie politique appliquée, savoir que la libre concurrence est, sauf exceptions motivées, la règle générale et supérieure de la production de la richesse »[8].

Veut-on des témoignages plus récents - sans aller quand même jusqu'à ceux d'auteurs hétérodoxes comme Wassily Leontief[9] ? On pourrait d'un même mouvement obtenir la double caution de Samuelson et de Schumpeter, excusez du peu. Samuelson rappelle en effet - en introduction d'un de ses articles sur le *Tableau économique* - que Schumpeter avait coutume de déconcerter ses étudiants d'Harvard en déclarant que *sur les quatre plus grands économistes, trois étaient français* ! Il poursuit : « compte tenu de l'admiration sans limites qu'il vouait à l'équilibre général newtonien de Walras, et du ravissement que lui procurait l'élégance de l'analyse de l'équilibre partiel par Cournot, nous pouvions comprendre les deux tiers de son affirmation. Mais admettre François Quesnay dans le Panthéon - sans doute parce que son *Tableau économique* était un précurseur de l'équilibre général et du circuit que Schumpeter appréciait tant lui-même -, cela semblait un peu fort »[10]. La suite de l'article prouve en tout cas que Schumpeter n'avait pas eu de mal à le convaincre.

Ces cautions sont-elles vraiment utiles ? Peut-on espérer convaincre, même à coup d'arguments d'autorité, des économistes qui ne verraient pas, par eux-mêmes, l'intérêt heuristique d'un recours à l'approche historique pour la compréhension du développement de l'analyse économique, même dans ses aspects les plus formalisés ? Le cas est peut-être désespéré et sans doute faut-il fonder plus d'espoir dans les propositions qui émanent des assemblées où, depuis quelque temps, en France mais aussi ailleurs en Europe et en Amérique, des étudiants de sciences économiques débattent des modalités de leur formation et de son contenu, souvent considéré comme « autistique ».

---

[8] Léon Walras, *Abrégé des éléments d'économie politique pure*, 33ème leçon, Paris, éd. L.G.D.J., 1953 [1874], p. 327 (C'est nous qui soulignons, B.D.). Walras précise même ensuite : « C'est à tort que l'on a reproché aux physiocrates l'emploi de nombres concrets pour rendre leur théorie plus sensible. Il est certain, cependant, qu'ils ont confondu les quantités qu'ils étaient libres de choisir arbitrairement et celles qu'ils étaient tenus de déduire des premières, en un mot, les données et les inconnues du problème ».

[9] Qui, bien sûr, a reconnu à de nombreuses reprises la filiation de son analyse *input-output* avec le *Tableau économique* de Quesnay, qu'il avait découvert dans les années 1921-1922 par des lectures à la bibliothèque de Saint-Pétersbourg (v. *Wassily Leontief. Textes et itinéraire*, Bernard Rosier (éd.), Paris, La découverte, 1986, pp. 77 et 89)

[10] Paul A. Samuelson, « Quesnay's *Tableau Économique* as a theorist would formulate it today », *in* : *Classical and marxian political economy*, Ian Bradley & Michael Howard (ed[s]), London, Mac Millan, 1982, p. 1.

La question la plus difficile à résoudre est ailleurs. Elle porte sur les modalités de la mise en œuvre des méthodes de l'histoire à l'étude des textes des économistes anciens, et a été posée de manière lumineuse, il y a quelques années, dans une communication de Jean-Claude Perrot à la Société d'Histoire Moderne, que l'on voudrait pouvoir citer dans son intégralité :

« Comment situer historiquement la littérature économique des temps « modernes ? Voici des textes bruissants d'opinions plus ou moins fondées, de lieux « communs, de passions doctrinales ; ils appartiennent manifestement à l'histoire des « mentalités. Pourtant celle-ci n'en épuise pas l'intérêt.
« Aux 17ème et 18ème siècle, l'Économie politique s'est peu à peu constituée en « discipline autonome avec ses questions canoniques : la monnaie et le crédit, la « répartition des revenus, l'équilibre des circuits, etc ... et cette genèse relève de « l'histoire des sciences. Ce deuxième point de vue est encore insuffisant.
« En réalité l'histoire économique ne devrait pas se désintéresser non plus « d'une discipline où elle peut puiser des fragments d'analyse à confronter aux « investigations récentes. [...] Prendre enfin l'économie politique pour un simple « outillage d'histoire économique nous fait manquer à nouveau son véritable statut.
« Cette discipline ne ressemble en rien aux sciences de la nature. Avant « Newton, déjà les pommes tombaient. Les analyses économiques agissent au « contraire sur la réalité dont elles prétendent rendre compte. L'Économie politique, « comme perception raisonnée et datée de l'économie appartient de plein droit à une « histoire économique vraiment compréhensive. Les doctrines, leurs propositions « établies, leurs conjectures, leurs méconnaissances engendrent des choix individuels « ou collectifs. Il n'existe pas d'économie politique qui n'aboutisse un jour à une « politique économique et à l'histoire de l'économie »[11].

Le texte de Jean-Claude Perrot, de 1984, n'a rien perdu de sa pertinence. Tout au plus pouvons nous désormais être moins pessimiste sur l'état de la recherche historique dans ce domaine, qui était décrit, il y a 15 ans, en termes bien noirs. L'auteur concluait en effet : « Si ce plaidoyer convainc, étonnons-nous ensemble de voir ce domaine si négligé. Les grands ouvrages d'autrefois, ceux de G. Weulersse sur la physiocratie, de Heckscher sur le mercantilisme, n'ont pas eu une postérité très méritante. Sauf exception, le genre s'est épuisé depuis un demi-siècle, en travaux de second ordre, bâtis sur les canevas traditionnels : l'homme, le milieu et l'œuvre »[12].

---

[11] Jean-Claude Perrot, « Les publications françaises d' économie politique (17ème-18ème siècle). », *Bulletin de la société d'histoire moderne*, vol. 84, 16ème série, n° 25, 1985, pp. 21-22.

[12] *Ibid.*, p. 22. On ne peut citer dans le cadre de cette introduction tous les grands travaux publiés dans ce domaine en France comme à l'étranger depuis 15 ans. On en retrouvera un bon nombre - pour autant qu'ils concernent l'analyse de la physiocratie - dans la bibliographie générale située à la fin de notre travail.

Le jugement était il est vrai un peu plus optimiste en ce qui concerne les travaux des économistes dans ce domaine, mais les limites de leur approche étaient nettement marquées :

« Les économistes de leur côté, n'ont pas cessé, il est vrai, de prendre intérêt « aux fondements de leur discipline dans le sillage de Schumpeter et de sa splendide « *Histoire de l'analyse économique.* On ne sera pas surpris de voir la science voisine « y appliquer ses propres démarches et ce n'est pas mettre en doute leur fécondité « que d'en faire voir les limites.

« La principale tient au traitement des sources : ré-écrire une théorie ancienne « en langage formalisé, transcrire par exemple le *Tableau économique* de Quesnay « sous une forme matricielle, c'est sans doute une tâche importante ; elle permet « d'identifier éventuellement le dérapage logique des vieux auteurs, elle opère le tri « entre les propositions démontrées et les autres. Mais *l'histoire demande aussi que « les erreurs soient traitées comme les vérités puisqu'elles ont été commises et « qu'elles ont eu des suites.* [...] L'*histoire de la pensée économique n'a pas « pleinement achevé cette conversion intellectuelle bien établie dans l'histoire des « sciences.* Elle considère encore trop spontanément l'économique d'aujourd'hui « comme une science aboutie, dont on pourrait se borner à saisir les étapes réussies. « Le reste ne serait que futilité. Ce point de vue relève plus de la généalogie que de « l'histoire. Il découpe de surcroît le passé selon les problématiques actuelles, majore « des continuités ténues, engendre des artefacts, sans compter qu'il substitue le « justicier à l'observateur »[13].

Est-ce à dire que la méthode analytique n'a pas de validité ? Non bien sûr, mais sous réserve que certaines conditions très strictes soient respectées, ainsi, « des textes de Cantillon ou de F. Quesnay ont été récemment formalisés avec les outils logiques du XX^{e} siècle. Ces tests de cohérence ont le plus grand intérêt, ils peuvent dépister les points aveugles du raisonnement et les démarches erronées ; ils servent donc à dater d'éventuels obstacles épistémologiques. Mais ici commencent les vrais difficultés ; *leur solution attend une méthode que l'économie ne donne pas* »[14].

Bref, la méthode analytique ne fait montre de quelque puissance que « quand elle n'est pas *affadie en une réécriture standard des théories anciennes.* Ce risque pourrait être évité. Dans ce cas l'analyse établit comment des notions, préalablement datées par leurs anciens modes d'emploi, peuvent rendre compte de situations économiques devenues, avec le temps, incommensurables au présent ; en un mot elle explicite la relation faits-idées »[15].

---

[13] *Ibidem* (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[14] Jean-Claude Perrot, *Une histoire intellectuelle de l'économie politique (XVII^{e}-XVIII^{e} siècle)* , Paris, éd. de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1992, p. 8 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[15] *Ibid.*, p. 18 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

Le programme défini par Jean-Claude Perrot est ambitieux : « Une histoire de l'économie politique satisfaisante se proposerait plutôt de voir comment des auteurs, par générations successives, ont délimité leur savoir, organisé des thématiques et par quels procédés on entendait trier erreurs et vérités, proposer des lois ou des normes »[16]. Ceci suppose, dit-il ailleurs, de nouvelles approches qui « concernent l'usage de sources plus étendues, les habitudes de travail des anciens économistes, le contenu de leurs découvertes, la réception des idées parmi les contemporains »[17].

Nous espérons pouvoir revendiquer le fait que, dans la limite - étroite - de nos compétences, nous avons placé nos recherches dans la ligne de ce programme. Nous souhaitons y avoir modestement contribué. La tâche étant immense, la thèse que nous présentons aujourd'hui n'est qu'un « relevé de conclusions » provisoire qui conclut une première étape. Si elle peut aider d'autres chercheurs à mieux comprendre le processus de construction de la pensée quesnélienne et de création de l'École physiocratique, nous pourrons dire qu'elle a atteint son but. Déjà, nous remarquons avec plaisir que nos explications du système physiocratique sont mieux comprises par nos étudiants quand nous les présentons sous cet angle dynamique, ce qui est pour nous un signe encourageant.

Pour éviter les dangers d'une dérive de type « reconstruction rationnelle »[18] que nous avions décelé et critiqué chez certains analystes contemporains du *Tableau économique*, notre méthode a consisté à mettre en œuvre une démarche que nous qualifierons, faute de mieux, de *génétique*. Ce terme vise à évoquer plusieurs dimensions de notre travail, que nous évoquerons rapidement tout en présentant la structure de notre ouvrage :

→ Un chapitre complet est ainsi consacré, dès l'abord, au problème du repérage des marges de liberté dont pouvait disposer au milieu du 18ème siècle un philosophe écrivant sur les questions de politique et d'économie politique. On verra par l'analyse des textes et de l'action de l'omniprésent censeur royal Moreau, que la plus extrême prudence était de mise, même pour un médecin bien en cour, s'il n'était pas protégé par son état de noble.
Cette analyse semble aboutir à une forte remise en cause de certaines des idées reçues sur l'innocuité de la *censure* royale, nées peut-être d'une attention trop exclusive portée à l'action de Malesherbes.
Question préjudicielle, puisqu'elle nous obligera ensuite à lire, sinon « entre les lignes », du moins avec précaution, des textes où la pensée de l'auteur ne peut pas

[16] J.-C. Perrot, « Les publications françaises d' économie politique », *op. cit.*, p. 22.
[17] J.-C. Perrot, *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, *op. cit.*, p. 9.
[18] Méthode d'histoire de la pensée économique qui, à la différence de la « reconstruction historique », « traite les auteurs passés comme si leurs théories étaient contemporaines et discute leurs thèses dans un langage moderne », v. sur ce point l'article d'Annie Cot et Jérôme Lallement, « Histoire de frontières », *in* : « Faire l'histoire de la pensée économique », *op. cit.*, pp. 205 *sq.*

toujours s'exprimer dans toute sa puissance, quand il n'est pas obligé de dissimuler ses idées complètement.

→ Le point suivant de notre exposé retrace la *biographie* du fondateur de la physiocratie. Là encore, il ne s'agit pas de paraphraser le beau texte qu'y consacre Jacqueline Hecht dans l'édition I.N.E.D. des textes de Quesnay. Notre objectif est de décrire certains des enjeux sociaux et symboliques, sous-jacents aux biographies « officielles » de Quesnay rédigées par les membres de la *secte*. Notre objectif est aussi de repérer les rapports - réels ou purement fantasmatiques - qui ont pu exister entre toutes les fonctions initiales de Quesnay : chirurgien, médecin, « lobbyiste » des chirurgiens et théoricien de la médecine, et son action ultérieure de fondateur d'une école de pensée et de théoricien de l'économie. On verra que ces rapports sont beaucoup plus complexes que ceux que l'on retient encore souvent. L'influence de la formation médicale de Quesnay et de ses travaux spécialisés dans ce domaine ne se limite pas à l'« exportation » présumée du modèle de la circulation sanguine de Harvey dans l'analyse du fonctionnement du circuit économique.

→ Le terme de « méthode génétique » s'applique particulièrement - nous l'espérons tout au moins - au troisième chapitre. Nous ne cherchons pas à y analyser la morphologie « définitive » du *Tableau économique* dans sa version « achevée », comme on le fait trop souvent. Nous cherchons à nous replacer dans le processus intellectuel de construction du *Tableau* auquel se livre Quesnay. C'est dans ce cadre, et dans ce cadre seulement - lors de la comparaison systématique de toutes les versions qui nous sont parvenues - que nous avons recours à un traitement symbolique et matriciel « moderne ».
Cette méthode nous permet de mettre l'accent sur les difficultés insurmontées de l'auteur et d'expliquer le passage d'une version à une autre du *Tableau économique* en mettant l'accent sur les différences, parfois profondes, qui séparent ces moutures successives.
Elle nous permet de repérer le rôle crucial des *intraconsommations* dans les difficultés rencontrées par l'auteur et ses hésitations sur le traitement des *avances* et des intérêts des avances, c'est à dire sur le traitement du capital dans un circuit.

→ L'analyse du *Tableau économique* nous a amenés à récuser totalement les interprétations purement physiques du circuit physiocratique : on peut éventuellement les repérer chez certains disciples, mais jamais chez Quesnay lui-même. C'est dire toute l'importance que prennent dans son système les problèmes de *fixation du prix des produits agricoles*. Une analyse très détaillée de l'article « grains » - rédigé pour l'*Encyclopédie* - nous permet de comprendre comment Quesnay

élabore par la construction de tableaux très élaborés, portant sur toutes les productions, l'opposition chiffrée entre deux situations antithétiques : la situation actuelle - déplorable pour *toutes les classes* - et la « bonne culture » *qui profitera à toutes*.
Quesnay construit pour ce faire, sans doute par tâtonnements, deux tableaux d'évolution des recettes totales qui aboutissent à « prouver » la convergence des intérêts des producteurs et des consommateurs en cas de « bonne culture » et à débloquer le carcan de la loi de King-Davenant qui condamne l'agriculture à l'immobilisme.
La présentation analytique et graphique des deux situations chiffrées décrites par Quesnay nous permet de montrer que ces deux cas paradigmatiques sont des constructions *ad hoc*, et qu'elles ne satisfont aux objectifs de démonstration de l'auteur que dans d'étroites limites. Il reste que, pour la première fois, est décrit un système de formation des prix qui permet d'entrevoir un affranchissement possible par rapport aux risques délétères de la surproduction.

→ Les analyses menées au chapitre 1 nous ont permis de mesurer les risques d'une expression trop franche de thèses jugées dangereuses par les classes privilégiées. C'est sans doute en matière de *fiscalité* que le risque était le plus grand, ce qui permet d'expliquer l'obscurité des objectifs déclarés de certaines réformes fiscales proposée par les physiocrates.
On verra que celles-ci, - pour autant que l'on puisse en juger malgré les multiples précautions de l'auteur - avaient un contenu fortement critique pour la propriété seigneuriale. Quesnay réussit ce tour de force d'obtenir le soutien d'une partie de la classe qu'il avait sans doute pour objectif d'exproprier. Le fameux marquis de Mirabeau sera le premier adepte d'une doctrine fiscale que beaucoup, comme Voltaire, critiquerons faute d'en comprendre tous les enjeux, et qui ne sera vraiment influente qu'à l'époque révolutionnaire. Les physiocrates étaient donc rien moins que « des féodaux déguisés en capitalistes » !

→ Selon Engels, *Marx* est le seul à avoir réussi à tirer au clair le *Tableau économique* de Quesnay, « cette énigme du sphinx, restée insoluble pour toute l'économie moderne ». En fait, Marx n'a pas résolu, loin de là, tous les problèmes d'interprétation du système de Quesnay - il n'avait d'ailleurs pas à sa disposition toutes les sources qui lui auraient permis de le faire.
Il reste cependant que Marx a été le premier auteur à mesurer l'importance fondamentale des physiocrates dans la genèse de l'économie politique comme science[19]. L'analyse des nombreux textes qu'il leur a consacré, depuis les

[19] À certains points de vue – comme la théorie du capital productif par exemple – il les juge d'ailleurs supérieurs à Adam Smith. Certaines analyses de Marx aident d'ailleurs à comprendre le statut très peu

Manuscrits de 1844 jusqu'à sa contribution à l'*Anti-Dühring* de Engels, le confirme amplement. On ne peut donc évoquer l'histoire de la réception des idées physiocratiques au XIX^{ème} siècle, sans évoquer, au moins dans ses grandes lignes, l'apport fondamental de Marx.
Le premier de tous, à une époque où les œuvres de Quesnay étaient tombées dans l'oubli, il a démontré l'importance théorique majeure des physiocrates dans l'explication de la genèse du surplus, de la formation du capital et des rapports de production, et l'ignorance crasse des auteurs « qui confondent l'apparence de la physiocratie avec son essence et avec la glorification de l'aristocratie terrienne ».

→ Transition essentielle donc pour aborder l'étude de la *diffusion de la physiocratie* que nous entamons dans le dernier chapitre, toujours dans notre perspective génétique. Il ne s'agit pas bien sûr de traiter l'ensemble d'une question que plusieurs colloques ont commencé à jalonner. Nous n'avons retenu ici que quelques cas très contrastés d'utilisation de thèses physiocratiques dans des contextes et pour des objectifs politiques partiellement ou totalement différents (Suède, Toscane, Espagne). On verra ainsi que, dans certaines configurations historiques et idéologiques, l'héritage physiocratique a été utilisé par des courants réformateurs voire révolutionnaires, alors que dans d'autres, il servait de caution à une politique franchement contre-révolutionnaire.
Le dernier avatar de ces récupérations est récent, c'est celui des « penseurs » vichystes qui ont cru trouver dans la physiocratie une justification théorique de leurs thèses, parfois nauséabondes. Il ne faut pas s'étonner que la secte en ait gardé quelques traces dans les esprits, qui ont failli lui coûter une nouvelle période d'oubli ou, au moins, de dévalorisation. Sans la géniale découverte du *tableau input-output* de Leontief, et les efforts de certains de ses disciples pour retracer la généalogie de cet outil essentiel d'analyse macro-économique, le *Tableau économique* et la pensée physiocratique seraient sans doute restés de nombreuses années encore dans le purgatoire des curiosités historiques.

Tels sont les sept chapitres qui structurent ce travail dans son état actuel. Nous y avons adjoint, chaque fois que cela nous semblait nécessaire, des annexes où nous avons repris notamment, soit le détail fin d'analyses qui auraient sinon encombrées le texte principal, soit des textes difficilement accessibles que nous voulions utiliser dans nos commentaires[20].

Comme on le voit cependant à la lecture de cette brève synthèse ou à l'examen du plan détaillé reporté *in fine*, notre thèse est loin de porter sur la totalité du message physiocratique. Certes, le terrain économique est relativement bien couvert ici, mais

---

clair des avances dans le circuit quesnélien et l'importance cruciale de cet aspect trop négligé des thèses physiocratiques.

[20] Pour faciliter la lecture de ces textes, l'orthographe a été systématiquement modernisée.

nous devons reconnaître que des points aussi importants que la question du luxe ou celle du commerce des grains sont à peine évoquées. Quant aux positions philosophiques, au débats sur l'ordre naturel ou l'évidence, aux controverses sur l'« économie morale », aux discussions avec les autres Encyclopédistes et Rousseau, c'est à peine s'ils sont mentionnés. Enfin, et pour certains de nos lecteurs ce sera considéré comme encore plus grave, la question politique du fonctionnement du régime monarchique n'est qu'indirectement effleurée, la thèse du « despotisme légal » n'est pas discutée.

Toutes ces remarques sont parfaitement justes et nous ne chercherons pas à nous justifier sur ce point, nous demanderons simplement l'indulgence de nos lecteurs, et encore un peu de patience, car nous envisageons de revenir par la suite sur certaines de ces questions. On nous permettra cependant quelques remarques :

→ notre compétence sur ces questions est faible, parfois nulle, disons-le, et nous préférerions, plutôt que de tenter une synthèse des résultats existants, reporter le lecteur aux beaux travaux réalisés dans ces domaines par les spécialistes que l'on trouvera cités à de nombreux endroits de notre texte.

→ les textes philosophiques de Quesnay ne nous semblent pas jouer un rôle essentiel dans son système. Ils ne semblent pas en tout cas d'une grande originalité par rapport à ce qui pouvait s'écrire à cette époque dans les milieux éclairés. Ils apparaissent même parfois comme une simple décoration, placée-là pour accroître le sérieux de tel et tel propos. Quant aux physiocrates qui s'investissent sur ce terrain, comme Mercier de la Rivière, il resterait à démontrer que ses vues reflètent vraiment celles du maître, ce qui paraît fortement sujet à caution.

→ concernant la théorie politique, les choses sont moins claires encore. On pourrait même soutenir que ce sont les projets économiques de Quesnay qui nous éclairent un peu sur ses véritables positions politiques, qu'à aucun moment il ne laisse clairement transparaître dans les écrits signés de sa main. Il est possible que les positions très tranchées publiées par certains disciples, comme l'apologie du despotisme légal par Mercier, ne soit qu'un moyen de propagande destiné à s'assurer les bonnes grâces du pouvoir royal. Faute de textes sur ce point, on doit se contenter de conjectures qui me semblent trop hasardées pour justifier un exposé sérieux de la doctrine de Quesnay lui-même.
Un point nous semble cependant insuffisamment traité par les spécialistes, c'est celui de la réception des idées physiocratiques à l'époque révolutionnaire. Nous l'évoquons en passant, mais la question est complexe et mériteraient un examen approfondi. Le rôle joué par Du Pont à cette

époque est considéré comme emblématique, mais cette position est elle représentative ? La question, là aussi est ouverte[21].

Le seul point qui nous semble manquer, à ce stade de notre recherche, est celui des liens entre physiocratie et agronomie, beaucoup trop rapidement évoqué ici. La question est de taille, il est vrai, et bien qu'aillant étudié sérieusement la somme rédigée par André Bourde sur *l'agronomie et les agronomes français du XVIII*^{ème} *siècle* et les travaux de quelques autres auteurs, nous manquions décidément de temps pour développer ce point de manière satisfaisante. Notre seule contribution sur ce thème est ici l'analyse détaillée de l'article « grains » de Quesnay, qu'il aurait fallu pouvoir mettre en parallèle avec quelques comptabilités économiques standard de l'époque. Nous aurions voulu aussi analyser de plus près, à cette occasion, les thèses de Lavoisier et celles développées au comité d'agriculture par Du Pont[22] et les autres membres. Nous reviendrons sans doute sur ce thème ultérieurement en nous aidant des belles analyses de Perrot sur la comptabilité des entreprises agricoles, de Kaplan sur la production et le commerce des grains et des farines . . .

Quoiqu'il en soit, malgré tous les manques que nous venons de signaler, malgré les obscurités de certains de nos développements et le caractère insatisfaisant d'une recherche commencée il y a assez longtemps et dont nous souhaiterions reprendre certains aspects à la lumière de travaux récents, il nous semble avoir au moins démontré qu'il n'est plus possible de considérer Quesnay comme un auteur de second rang, simple « prédécesseur » de Smith. Dans la question de la naissance de l'économie politique, qui n'a pas qu'un aspect formel, il est temps de réévaluer la place de Quesnay qui, chronologiquement au moins, est la première. Toute notre thèse

---

[21] Nous nous permettons de renvoyer sur ce point le lecteur à notre article de 1991 où certains aspects de cette question sont évoqués :
Delmas Bernard & Demals Thierry, « Du Pont et *éclectiques* : la controverse sur la stérilité pendant la période révolutionnaire », *in : La pensée économique pendant la Révolution française,* Gilbert Faccarello & Philippe Steiner (éd^{s}), Presses Universitaires de Grenoble, 1991 (Également paru en numéro spécial de la revue *Œconomia, Cahiers de l'ISMÉA*, Série PE, n° 13, juillet-octobre, 1990).

[22] Nous ne citerons ici que le procès-verbal de l'intéressante intervention de Du Pont au Comité d'Organisation de l'Agriculture du 24 novembre 1786, qui inaugure en quelque sorte une vision cybernétique de l'économie :
« M. Du Pont a observé que l'abondance dépendait de trois conditions ; qu'il fallait :
- premièrement, que l'état de cultivation fût avantageux ;
- deuxièmement, que celui du commerçant du blé le fût également ;
- troisièmement, que la liberté remplissait toutes ces conditions ; *que c'était une machine qui portait en quelque façon son régulateur qui en modérait l'effet et qui le proportionnait juste au besoin* ; que l'augmentation des prix était ce régulateur et que son effet était de fermer tout naturellement la porte dès que les prix s'élevaient au-dessus de leur niveau naturel. »
« Procès-verbal de la 48ème séance du Comité d'Organisation de l'Agriculture », *in* : Pigeonneau et Foville, 1882 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

prouve, nous l'espérons que la pensée physiocratique, en tout cas celle de Quesnay[23] est le lieu d'une mutation épistémologique fondamentale.

Paraphrasant une remarque de Leroy-Ladurie dans ses souvenirs[24], frappée au coin de l'auto-dérision, nous croyions au début de cette recherche que « faire l'histoire de la physiocratie c'était entrer dans l'économie politique à reculons », nous sommes maintenant persuadés qu'il n'en est rien et que Quesnay a bien joué un rôle majeur dans la naissance de l'économie politique. Comme le dira en 1772 Pietro Verri dans la préface de ses *Meditazioni sull'economia politica*, « le moment me semble être venu où l'économie politique est en train de devenir une science ; il ne lui manquait que cette méthode et cette articulation des théorèmes entre eux qui lui donneraient la forme d'une science »[25].



[23] On ne saurait être aussi élogieux pour les disciples. Pour ce qui les concerne, nous reprendrions bien les termes de Diderot dans une lettre de mars 1768 : « Je ne réponds pas des collègues de M. de la Rivière ; ce peuvent être des étourdis, des têtes échauffées, des espèces de missionnaires enthousiastes à qui le zèle indiscret aura fait dire des inepties » (cité par Michel Augé-Laribé, *La révolution agricole*, A. Michel, 1955, p. 64).

[24] La phrase originale était : « faire de l'histoire rurale c'était entrer dans le XX^{ème} siècle à reculons », Emmanuel Leroy-Ladurie, *Paris-Montpellier*, Gallimard, 1982, p. 218.

[25] Pietro Verri, op. cit., 1772, cité par Moses Finley, *L'économie antique*, éd. française, Paris, éd. de Minuit, 1975, p. 42.

Sommaire

Introduction générale 7

Chapitre 1 : « *Sapere aude* ». 21

Chapitre 2 : Les enjeux d'une biographie. 73

Chapitre 3 : Ombres et Lumières du *Tableau économique*. 101

Chapitre 4 : Le « bon prix » sans la « cherté » : la quadrature du cercle des prix. 147

Chapitre 5 : Les paradoxes de la fiscalité physiocratique. 191

Chapitre 6 : Karl Marx et la physiocratie. 229

Chapitre 7 : Lectures de la physiocratie, contresens et réinterprétations 249

Conclusion générale 311

Bibliographie 316

Chapitre 1

"Sapere aude"[1]

Rara temporum felicitate, ubi sentire quae velis,
et quae sentias dicere licet Tacite [2]

Les auteurs des Lumières devaient faire preuve d'une double audace. Audace intellectuelle bien sûr, celle qu'évoque Kant dans sa définition de l'*Aufklärung* : la mise en œuvre de la réflexion autonome, le fameux "*sapere aude*", qui prend le risque du refus du dogme et de l'argument d'autorité. Mais l'inconfort du refus de la tradition s'accompagnait nécessairement d'un risque personnel autrement plus redoutable : les Lumières ne pouvant sans contradiction être mises sous le boisseau, le philosophe se devait de chercher tous les moyens de publication de ces idées éclairées en dépit de la censure.

Que celle-ci se soit révélée impuissante à interdire durablement la diffusion de certaines œuvres majeures, au premier rang desquelles l'*Encyclopédie*, doit être imputé au courage et à l'opiniâtreté de philosophes tels que Diderot, bien plus qu'à une supposée faiblesse intrinsèque des organes répressifs de la *Police des Lettres* dans la France de la fin de l'Ancien Régime.

Mais tous ne présentèrent pas des qualités de fermeté d'âme et de désintéressement à la hauteur de celles dont fit montre Diderot. Pour beaucoup, même parmi les plus grands, la seule alternative envisageable consistait soit à édulcorer suffisamment ses idées pour passer les barrages de la censure, soit à publier sous l'anonyme.

Cet anonymat pouvait être purement formel dans les cas de transgressions mineures des interdits, le nom de l'auteur courait alors la place sans dommage, ce qui lui permettait de retirer quand même les bénéfices - au moins symboliques - de l'œuvre. Mais lorsque des intérêts trop puissants étaient en cause, le risque devenait réel et exigeait un secret qui ne fût pas que de façade, c'est ce qu'expose Quesnay à son fameux confrère genevois Tronchin à la suite du scandale provoqué par la publication du pamphlet de leur ami La Mettrie, *La politique du médecin de Machiavel* :

« La liberté dans les écrits anonymes en France est assez grande, mais il faut du secret et
« ne la pas porter jusqu'à se mettre sous les lois. Avec cette prudence, on a assez de facilité à
« satisfaire son goût pour une sincérité outrée ; tel est celui de notre ami, mais ce penchant si
« agréable et souvent fort utile au public attire beaucoup d'ennemis très nuisibles, c'est

[1] Citation d'Horace (*Épîtres*, I, 2, 40) reprise par Kant dans le manifeste de l'*Aufklärung* : *Réponse à la question "Qu'est-ce que les Lumières ?"* : « *Sapere aude* ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement. Voilà la devise des Lumières » *(in : Kant et la philosophie de l'histoire*, Aubier-Montaigne, 1943, p. 83).

[2] [« Le rare bonheur d'une époque où l'on peut penser ce que l'on veut et dire ce que l'on pense »], Tacite, *Histoire*, I-1, cité par l'abbé Morellet dans ses *Mémoires sur le dix-huitième siècle et la Révolution* [1ère éd. 1821] (éd. de poche, Mercure de France, Paris, 2000, p . 158).

« pourquoi les hommes attentifs à leur intérêt ne s'y livrent jamais ou du moins se cachent si « bien qu'on ne peut porter sur eux aucun soupçon qui soit fondé. C'est ce que j'ai toujours « voulu exiger de notre ami pour lui éviter les effets de la vengeance. Mais il ne peut souffrir « cet état ténébreux dans lequel un auteur trop zélé et trop véridique doit se renfermer »[3].

Cet « état ténébreux » n'était pas au goût de l'élève de Boerhave à Leyde, du médecin des gardes françaises qui, ayant vécu les batailles de Dettingen et de Fontenoy, ayant frôlé la mort des suites d'une fièvre contractée lors du siège de Fribourg, ne souhaitait plus édulcorer ses critiques de la rapacité des maîtres de la science médicale de son temps et de leur ignorance crasse en anatomie et en physiologie.

D'autres gens de lettres n'auront pas cette franchise un peu suicidaire. Voltaire par exemple n'hésita pas une seconde à quitter l'équipe de l'*Encyclopédie* aux premières alarmes, quitte à publier lui-même plus tard les articles qu'il devait y donner sous la forme d'un *Dictionnaire philosophique*. Encore prenait-il garde de ne pas le signer et même d'engager toutes ses connaissances à ne pas lui attribuer cette œuvre. Toute sa correspondance de l'époque tourne sur cette question des menaces du parlement et des dévots. Ainsi à Condorcet : « Je vous conjure encore une fois de ne pas souffrir qu'aucun de vos amis se donne le funeste plaisir de m'imputer des ouvrages qui m'exposent à la fureur de ces persécuteurs éternels ». Le mot d'ordre est parfaitement clair : « Ne nous refroidissons point, mais ne nous exposons pas »[4].

De nombreux autres avaient choisi la même stratégie prudente : « Buffon, avec le cabinet du roi et son *Histoire naturelle*, se sentait assez fort pour se donner une existence considérable. Il voyait que l'école encyclopédique était en défaveur à la cour et dans l'esprit du roi ; il craignit d'être enveloppé dans le commun naufrage ; et, pour voguer à pleines voiles, ou du moins pour louvoyer seul prudemment parmi les écueils, il aima mieux avoir à soi sa barque libre et détachée. On ne lui en sut pas mauvais gré »[5].

Morellet lui-même, tout en continuant à soutenir les philosophes par des pamphlets qui lui vaudront un embastillement de quelques mois, ne put guère procéder autrement : « L'*Encyclopédie* ayant été supprimée par arrêt du conseil, je ne pensai pas devoir partager désormais la défaveur que cette suppression jetterait sur un homme de mon état, qui continuerait, malgré le gouvernement, à coopérer à un ouvrage proscrit comme attaquant le gouvernement et la religion ; et je me livrai dès lors avec plus de suite à mes études d'économie publique »[6].

Quesnay ne fut pas plus téméraire, il avait même délibérément choisi, dès le début de ses recherches économiques, une politique d'extrême discrétion, d'autant plus notable qu'elle contrastait singulièrement avec la forte visibilité de ses travaux médicaux ou de ses mémoires en faveur du corps des chirurgiens. Les rares publications économiques du maître étaient soit anonymes[7], soit signées du nom d'un adepte dont on avait tenu la plume (Patullo, Mirabeau),

---

[3] Lettre de François Quesnay au célèbre médecin suisse Théodore Tronchin du 21 octobre 1746, publiée en appendice de l'ouvrage de Henry Tronchin : « *Un médecin du XVIII*ème *Siècle: Théodore Tronchin (1709-1781), d'après des documents inédits* », éd. Plon, Paris, 1906, pp. 356-358. Le texte complet de cette lettre de Quesnay à Tronchin, ainsi que d'une autre, datée de 1753, est donné ci-dessous, en annexe du chapitre II.

[4] Lettre à Condorcet du 27 / 1 / 1776, *in* : Voltaire, *Correspondance choisie*, L.G.F., 1990, pp. 1434-1435.

[5] Marmontel, *Mémoires d'un père*, éd. Stock, Paris, 1943, pp. 272-273.

[6] *Mémoires de l'abbé Morellet sur le dix -huitième siècle et la Révolution*, éd. de poche, Mercure de France, Paris, 2000 [1ère éd. 1821], p. 112.

[7] Ainsi l'article « Évidence » de l'*Encyclopédie*.

soit enfin – ce qui dénote un sens aiguë des solidarités familiales – du nom de « Quesnay le fils ». Mais le subterfuge n'aurait pas longtemps protégé Quesnay-le-père des fureurs des ennemis de l'*Encyclopédie*, aussi jugea-t-il plus prudent, lui aussi, lors de la suppression du privilège, de cesser toute collaboration en retirant notamment ses articles « Hommes », « Impôts » et « Fonctions de l'âme ». Quant aux textes ultérieurs, dont l'auteur revendiquera plus ou moins explicitement la paternité, peut-on considérer dans un tel contexte que Quesnay ait pu y déployer l'intégralité de ses thèses sans y introduire le moindre tempérament ? Cette hypothèse ne serait acceptable que si l'on pouvait constater un net allégement de la censure dans les années qui suivent l'épisode de l'interdiction de l'*Encyclopédie*.

Or, c'est généralement l'inverse que l'on observe, Voltaire par exemple écrit en 1767 : « L'inquisition redouble ; il est beaucoup plus aisé de faire parvenir une brochure à Moscou qu'à Paris. La lumière s'étend partout, et on l'éteint en France où elle venait de naître »[8]. « Le temps des beaux-arts est passé. Et la philosophie qui faisait l'honneur de ce siècle est persécutée. La Sorbonne est dans la boue[9], mais les gens de lettres sont *sub gladio*. L'approbateur de *Bélisaire* est toujours destitué. Rien ne marque plus le dessein formé d'empêcher la nation de penser. C'était tout ce qui lui restait. Battue [...], sans argent, sans commerce et sans crédit, si elle ne se met pas à penser que deviendra-t-elle ? »[10]

Certes, pour le futur, Voltaire veut rester optimiste et croire que « les hommes s'éclaireront malgré les tigres et les singes », qu'on ne parviendra pas à boucher les yeux, les oreilles et l'entendement d'une nation. Mais il n'est pas dupe des discours lénifiants de certains ministres philosophes et, à la fin de sa vie encore, il ne peut que constater « l'extrême sévérité [qui] ne s'accorde pas avec l'esprit de tolérance dont quelques personnes se flattent. On s'imagine en vain que les sages qui sont dans le ministère[11] seront assez hardis et assez puissants pour s'exposer au fanatisme. Ils ne pourront, ni n'oseront combattre ; ils se borneront à plaindre les philosophes qui leur sont attachés, mais ils ne voudront jamais se perdre avec eux. La raison sera toujours le partage du petit nombre et ce petit nombre sera toujours écrasé par le grand qui est payé pour tenir dans leurs fers, pour s'engraisser de notre substance, et pour boire notre sang. Le *Cri* de ce *sang innocent* [12] qui fume encore n'a pu se faire entendre à Paris »[13].

Qu'un homme aussi avisé que Voltaire ait passé autant d'années loin de Paris et de la cour - son milieu d'élection en quelque sorte - d'abord en Angleterre, puis en Lorraine ou à proximité, enfin en Suisse ou sur ses marches, prouve en tout cas que le risque personnel n'était pas mince. Aussi Voltaire est-il rarement évoqué dans ce contexte par les partisans de la thèse de l'inefficacité totale de la censure royale. On lui préfère l'exemple de Rousseau car son délire de persécution semble autoriser à bon compte la négation du risque réel. Mais cette « sélectivité » dans le choix des exemples retenus, qui met complaisamment en valeur les phobies de certains auteurs philosophiques, la pusillanimité de certains autres, ne fait que manifester la faiblesse de cette thèse.

---

[8] Voltaire, Lettre à d'Alembert du 19 juin 1767, *in* : *Correspondance choisie*, L.G.F., 1990, p. 1043.

[9] Dans une lettre à Marmontel du 2 décembre 1767, Voltaire parle des « sorboniqueurs » qui « prêchent l'intolérance dans un siècle si éclairé » (*ibid.* p. 1061).

[10] Voltaire, Lettre à d'Alembert du 4 novembre 1767, *ibid.* p 1059.

[11] Voltaire se réfère ici à Turgot, mais aussi à Malesherbes, Miromesnil et Trudaine, voire à Maurepas.

[12] Allusion à sa brochure, ainsi intitulée, concernant l'affaire de La Barre - d'Étallonde. Le chevalier de la Barre a été exécuté en 1766.

[13] Voltaire, Lettre à Condorcet du 20 août 1775, *Correspondance choisie*, L.G.F., 1990, p. 1411.

1.1 - La censure impuissante ou complice.

L'attitude sans doute la plus nette – on peut même dire : la plus caricaturale – dans cette ligne est celle que Georges Minois développe dans son ouvrage récent : *Censure et culture sous l'Ancien Régime*[14]. Après 1715, selon lui, « plus qu'à un affrontement entre pouvoir et gens de lettres, c'est à un jeu subtil que nous allons assister. Car si l'on considère la hardiesse des propos, on ne peut que constater l'indulgence du gouvernement à l'égard des philosophes, qui n'eurent guère à se plaindre des mauvais traitements »[15]. L'Église a beau réclamer à grands cris des arrestations et un renforcement de la censure, « elle se révèle impuissante face à un pouvoir royal devenu complice de la culture ambiante »[16]. Selon Minois, malgré les alternances de durcissements et de relâchements, « l'État monarchique perd progressivement confiance en l'efficacité de la censure et en lui-même et glisse avec délices à sa perte »[17].

Sélectivité là encore, l'auteur retient deux exemples qui confirmeraient selon lui cette impuissance du pouvoir royal :
- l'impression et la diffusion, poursuivies sans interruption de 1728 à la fin de l'Ancien Régime en dépit des condamnations, du journal des jansénistes : les *Nouvelles ecclésiastiques*,
- son incapacité, dans l'affaire des billets de confession, à imposer le silence aux deux parties en conflit : le parlement[18] et l'évêque de Paris Christophe de Beaumont.

Mais les avanies de la censure dans la querelle du jansénisme constituent plus qu'un simple exemple pour l'auteur. C'est en fait une *cause* d'affaiblissement de l'Église gallicane « polarisée sur cette question secondaire sans s'apercevoir de la montée du véritable danger : le déisme »[19]. Ainsi, « tandis que Voltaire rêve d'"étrangler le dernier jésuite avec les boyaux du dernier janséniste", un collaborateur de *l'Encyclopédie,* l'abbé Jean Martin de Prades, peut tranquillement soutenir des thèses déistes à la Sorbonne le 18 novembre 1751, thèses que le syndic juge "pleines de bons sentiments en faveur de la religion" »[20].

Selon l'auteur, la « preuve » de l'inanité de la politique de contrôle de la Librairie nous est fournie par la réaction de l'Église qui réagit enfin au tournant du siècle[21]. L'Assemblée générale du clergé de 1750 s'alarme contre les « mauvais livres qui inondent la France ». Les

---

[14] Paris, Fayard, 1995. L'auteur se présente lui-même comme « historien des mentalités religieuses et des rapports Église-pouvoirs ».
[15] Georges Minois, *op. cit.*, p. 182.
[16] *Ibidem.*
[17] *Ibidem.*
[18] Qui trouve là, dit Minois « un moyen supplémentaire pour entretenir son attitude frondeuse, en prenant la défense des jansénistes persécutés » (*Ibid.*, p. 185).
[19] *Ibid.*, p. 186.
[20] Étonnante présentation de l'affaire de l'Abbé de Prades : s'il a focalisé l'attention des contemporains, ce n'est pas pour le contenu bien anodin de sa thèse. Elle sentait bien peu le souffre et avait d'ailleurs valu à l'auteur l'approbation unanime de la Sorbonne lors de sa soutenance. Minois omet de signaler que si la thèse fut condamnée *a posteriori* ce n'était pas pour son contenu impie, mais parce que l'auteur s'était avéré être un modeste collaborateur de l'*Encyclopédie*. L'occasion était trop bonne pour les censeurs, il fut forcé de s'exiler en Hollande et ne put obtenir quelques moyens d'existence que grâce à Voltaire qui le recommanda auprès de Frédéric II. Pour les contemporains, le traitement subi par l'abbé de Prades apparaissait donc sans conteste comme une répression et non comme un exemple du « laxisme » des autorités.
[21] *Ibid.*, pp. 186 *sq.*

prélats condamnent en particulier les *Lettres philosophiques* où le clergé est présenté comme « la partie la moins utile de la société » ; où l'on attaque le célibat ecclésiastique, qui dépeuplerait l'État ; où l'on on s'en prend enfin – *last but not least* - aux biens du clergé et à ses exemptions fiscales[22].

L'Assemblée de 1755 réoriente l'attaque vers les ouvrages politiques qui critiquent l'absolutisme : « On raisonne, avec une hardiesse sans exemple dans la monarchie française, sur l'origine et l'exercice de la souveraineté. On oublie cette doctrine salutaire, qui reconnaît dans la royauté l'empreinte ineffaçable de la majesté divine. On s'égare entre de vaines spéculations, pour découvrir un contrat primitif entre les peuples qui obéissent et les princes qui commandent ; et l'usage de ce contrat chimérique est d'affaiblir les liens qui doivent les unir »[23]. La manœuvre est claire, si les évêques s'en prennent à l'idée de contrat social, c'est pour tenter de montrer la liaison des intérêts de l'Église et de l'État : ce sont les mêmes hommes qui, « dégoûtés de la soumission, attirés par l'amorce flatteuse de la liberté [...], rejettent comme incroyables des dogmes qui surpassent leur faible raison ». Le pouvoir politique doit donc faire preuve d'« une inflexible sévérité » dans la censure. Et l'Assemblée de 1758 d'enfoncer le clou, en adressant un mémoire au roi : « Ces maux, Sire, sont d'autant plus affligeants qu'ils semblent tolérés » ; votre intérêt est de défendre l'Église attaquée par les déistes, car « affermir sa puissance, c'est établir la vôtre »[24].

Nouvelle charge des évêques en 1765 qui demandent que l'on mette en garde les fidèles contre « les dangereux effets de la liberté de penser », tout en affirmant être « bien éloignés de vouloir donner des entraves au génie, et arrêter les progrès des connaissances humaines ». Les plus mauvais livres sont nommément désignés[25], la complicité des hauts fonctionnaires est dénoncée qui, « autorisant, par des permissions tacites, l'audace des écrivains et des imprimeurs, semblent vouloir établir une espèce d'intelligence entre l'impiété et le gouvernement », mais la critique la plus forte vise l'absence de volonté politique d'appliquer strictement les lois sur le contrôle de la Librairie : « La loi fournira toujours des moyens sûrs pour arrêter le débit d'un livre, lorsqu'on voudra sérieusement en faire usage »[26].

La réponse du roi équivaut à une fin de non-recevoir : je partage vos craintes, dit en substance le souverain, mais « je regarde comme inutile de faire à ce sujet de nouvelles lois ». C'est en même temps un aveu d'impuissance, dont la réalité est confirmée par l'examen du fonctionnement de la censure royale sous Louis XV. Mais cette situation résulte, selon Minois, d'un mal plus profond : le diable est dans la place, les ministres eux-mêmes sont amis des philosophes, la Pompadour soutient les encyclopédistes et les physiocrates . . .

« On ne s'étonne donc pas des égards témoignés par la censure envers des écrits qu'on « aurait pu croire "subversifs". En 1760, Mirabeau est arrêté à cause de la publication de la « *Théorie de l'impôt,* mais c'est avec des excuses qu'on le conduit en prison [...]. En 1770, « Turgot écrit au physiocrate Dupont : "J'insisterai, mon cher Dupont, auprès de M. de « Sartine [directeur de la Librairie] pour vous faire avoir un autre censeur que Guettard".

---

[22] Alors que, disent les évêques, c'est Moïse lui-même qui a attribué aux lévites le produit des dîmes.

[23] *Ibidem*, pp. 186-187 [*Procès-verbaux* . . . , « Pièces justificatives », p. 195].

[24] *Ibid.*, p. 241.

[25] *De l'esprit,* l'*Émile, Le Contrat social,* le *Dictionnaire philosophique,* les *Lettres de la montagne,* la *Philosophie de l'histoire, Le Despotisme oriental,* les œuvres de Bayle.

[26] *Ibid.*, p. 466. L'exemple flagrant pour l'Assemblée est celui des *Nouvelles ecclésiastiques* : « Jusqu'à quand [...] ce libelle séditieux et diffamatoire, déchirera-t-il impunément tout ce qu'il y a de respectable dans l'Église ? Verrons-nous toujours se répandre et s'augmenter sous nos yeux cette collection scandaleuse et dégoûtante d'erreurs proscrites, de calomnies grossières, d'injures atroces ?»

« Systématiquement, il fait examiner les ouvrages des physiocrates par des censeurs « favorables. La même année, Mirabeau obtient les félicitations du censeur Moreau, « historiographe du roi, pour ses *Leçons Œconomiques :* "Votre science ne peut être trop « répandue ; simplifiez-en le vocabulaire, on n'osera attaquer votre doctrine"[27]. Mieux, on « attribue des pensions à ces économistes qui critiquent le système en place : 3 000 livres à « l'abbé Roubaud, 4 000 livres à l'abbé Baudeau et à Dupont de Nemours. Pour aller en « prison, il faut mettre beaucoup de bonne volonté, comme l'abbé Saury qui refuse « obstinément de supprimer quelques notes en 1775 »[28].

Même l'affaire emblématique des poursuites contre l'*Émile* se voit transformée en épisode cocasse, sans conséquences sérieuses pour Rousseau, que ses protections permettent d'échapper aux sergents censés l'arrêter et qui peut se réfugier tranquillement à Neuchâtel et y écrire ses *Lettres de la Montagne*, pendant que l'*Émile* est vendu en France en dépit des condamnations. Et Minois poursuit : « Laxisme de la censure, querelle d'arrière-garde entre catholiques, rivalités entre Parlement et Sorbonne, protections et complicités en haut lieu faisaient le lit des philosophes »[29].

Toujours selon Minois, les succès des philosophes a même une conséquence imprévue concernant l'instruction du peuple. L'Église y est tout d'abord favorable, elle y voit en effet un instrument de christianisation et de lutte contre les superstitions. Mais les choses changent à partir de 1770 : « devant la pénétration massive de la littérature philosophique qui éclipse les livres de piété, les pasteurs commencent à se demander si l'apprentissage de la lecture n'est pas plutôt le début de la déchristianisation. C'est ce qu'exprime le curé Reguis dans un sermon de 1773 : " [...] la plus grande partie de ce que nous avons de moins chrétien dans nos paroisses est compris dans le nombre de ceux qui ont été aux écoles ; et que tout ce qu'il y a de plus simple, de plus innocent, de plus chrétien, ne sait ni lire ni écrire" »[30].

Les philosophes, quant à eux, auraient suivi une évolution inverse. La plupart jusque vers 1770 resteraient farouchement opposés à l'instruction du peuple enlevant des bras aux métiers manuels et rendant la soumission plus dure à supporter. On invoque par exemple la position de La Chalotais, procureur au parlement de Rennes, dans son *Essai d'éducation nationale* de 1763 : « Le bien de la société demande que les connaissances du peuple ne s'étendent pas plus que ses occupations » ; position réitérée en 1766 de manière encore plus claire : « Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir comme moi une terre et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis ; ce n'est pas le manœuvre qu'il faut instruire, c'est le bon bourgeois »[31]. Rousseau lui-même n'écrit-il pas dans *La Nouvelle Héloise* : « N'instruisez pas l'enfant du villageois, car il ne lui convient pas d'être instruit » ?

Ainsi, poursuit Minois, « ce n'est que dans les années 1770 et 1780 que les philosophes les plus radicaux, comme d'Holbach, Diderot, Helvétius, demandent l'instruction du peuple, qui le débarrasserait des superstitions, lui permettrait de rejeter la tyrannie, et rendrait possibles des pratiques éclairées dans l'agriculture et l'artisanat. "L'instruction générale et

---

[27] Nous reviendrons à la fin du présent chapitre sur cet épisode éclairant des commentaires de Moreau (dont le texte est d'ailleurs repris en annexe). On verra qu'ils ont tout d'une menace et rien d'un *satisfecit* officiel.
[28] Minois, *ibid.*, p. 192.
[29] *Ibid.*, p. 194.
[30] *Ibid.*, p. 245. La citation est extraite de : *L'enseignement et l'éducation en France*, tome II « de Gutenberg aux Lumières », L.-H. Parias (ed.), Paris, 1981, p. 305.
[31] Cité *in* Minois, *ibid.*, p. 245.

universelle de son peuple est le premier devoir, essentiel et sublime, du souverain", écrit le marquis de Mirabeau »[32].

Mais l'auteur va encore plus loin dans la conclusion de son ouvrage en se demandant si, après tout, la liberté réclamée était aussi désirable pour le peuple :

« Si le fossé entre culture populaire et culture des élites s'élargit, cela n'est pas dû « à l'action conjointe des autorités royales et religieuses, mais bien plutôt au renouvellement « intellectuel des élites, qui se produit largement contre ces autorités. Paradoxalement, c'est « le régime de la liberté d'expression qui accroît l'écart entre l'élite et la masse populaire, « car la disparition de la censure enlève tout frein à la recherche de la nouveauté, qui est la « marque essentielle de la culture des élites. Globalement, il y a peut-être plus d'écart cultu- « rel aujourd'hui entre le monde scientifico-technique de la Silicon Valley, de la NASA, de « Berkeley, Yale ou Harvard, et l'Américain moyen conditionné par les médias de masse, « qu'il n'y en avait entre les universitaires parisiens et les paysans au Moyen Âge. Ces « derniers avaient les mêmes cadres de pensée, alors que des groupes qui sont capables de « produire des prix Nobel d'un côté et des consommateurs aux réflexes conditionnés de « l'autre n'appartiennent plus au même monde, ne parlent plus le même langage.

« Ce glissement avait été entrevu avec clairvoyance par le haut clergé du XVIII[ème] « siècle, lorsqu'il reprochait aux philosophes de réclamer la liberté d'expression afin « d'instaurer la domination d'un petit groupe guidé par la raison sur une masse routinière. « La liberté d'expression aboutit dans ce cas au triomphe de l'inégalité de l'intelligence, « beaucoup plus grande que l'inégalité de naissance, car elle n'a quasiment pas de « limites. »[33].

Même l'esthétique aurait tiré avantage du système de contrôle de la Librairie : « la censure d'Ancien Régime, suffisamment souple et accommodante, a contribué à la naissance de l'esprit français. D'une part, en filtrant les productions, en rejetant des œuvres pour de simples motifs de forme, elle a favorisé l'esprit de rigueur, de logique, de correction. D'autre part, en obligeant les auteurs à prendre un minimum de précautions, elle a favorisé l'esprit de finesse, l'ironie subtile qui font la valeur de tant d'ouvrages du XVIII[ème] siècle »[34]. Autrement dit, sans les censeurs, Voltaire, Diderot, Rousseau n'auraient été que de piètres folliculaires !

Évidemment, l'auteur ne peut manquer de craindre que ses paradoxes ne suscitent des réactions mitigées et il se croit obligé de se justifier avec plus d'insistance :

« Qu'on ne s'y trompe pas : loin de nous l'idée de faire l'apologie de la censure. Il « s'agit seulement de montrer que, là comme ailleurs, il faut se méfier des apparentes évi- « dences. Entre une censure éclairée et une liberté sans contrôle, le choix n'est pas si simple. « Le moyen le plus radical d'asservissement de l'individu est la liberté intégrale, qui fait de « chacun l'esclave de ses passions et de ses instincts : la dictature de la liberté n'est pas « qu'un vain paradoxe et peut prendre des sens divers. L'individu le plus conditionné est « aussi celui qui se croit le plus libre. Les maîtres de la société de consommation et de la « culture de masse ont parfaitement assimilé ce principe, tout comme le parti dictatorial « dirigé par "*Big Brother*" dans *1984* de George Orwell, dont le slogan est : "La liberté est « l'esclavage, l'ignorance est la force". La culture de masse contemporaine, en apportant « aux classes populaires et moyennes, suivant la vieille formule romaine, "du pain et des

[32] Minois, *ibid.*, p. 245. On remarquera en passant que le marquis est placé ici au rang des « philosophes les plus radicaux », ce qu'il aurait sans doute fort peu apprécié.
[33] Minois, *ibid.*, pp. 280-281.
[34] Minois, *ibid.*, p. 281.

« jeux", et en les encourageant à satisfaire leurs désirs, entretient le mythe de la liberté qui « n'est que la liberté de faire ce pour quoi on est conditionné »[35].

Mais la faiblesse de l'argumentation est un peu trop visible derrière l'outrance du propos et les raccourcis historiques, il ne reste plus ainsi à l'auteur qu'à jouer une dernière carte, celle de l'inversion complète des responsabilités : « À partir de la crise de la conscience européenne se constitue un puissant regroupement des auteurs opposés à l'absolutisme, que l'on va bientôt appeler les philosophes. Ces derniers ne sont pas moins intolérants dans leurs rapports avec leurs collègues qui défendent les pouvoirs établis, et n'hésitent pas à faire intervenir les censeurs de la Librairie pour les étouffer. Lorsque la mode est à la contestation, il n'est pas bon de se faire l'avocat des valeurs en place. Cette forme de censure est d'autant plus redoutable qu'elle se dissimule derrière une façade libérale »[36].

Faire des philosophes les responsables de la censure, et des thuriféraires de l'absolutisme royal ses victimes, voilà qui ne manque pas d'originalité. Ayant été habilement placée en conclusion, cette thèse est présentée comme un fait établi, l'auteur se dispensant de produire des exemples. Il eut été difficile, il est vrai, de recenser des cas d'acharnement de la censure sur des auteurs tels que Élie Fréron, Charles Palissot, Jacob-Nicolas Moreau voire Lefranc de Pompignan. Qu'ils aient été couverts de ridicule par les philosophes, et en particulier par Voltaire, n'en fait pas des victimes bien à plaindre, l'importance des prébendes acquises devait rendre le ridicule plus supportable. Quant à la faible diffusion de la plupart de leurs œuvres, elle n'était pas imputable à la censure mais au fait que leur style était aussi lourd que leurs idées étaient dépassées. Et si l'on fait valoir les demandes de d'Alembert et de ses amis auprès de Malesherbes pour qu'il agisse contre les diffamations des anti–philosophes, on oublie de préciser que, sur ce point au moins, le directeur de la librairie avait toujours eu une position cohérente, le refus de toute intervention : « Mes principes sont qu'en général la critique littéraire est permise, et que toute critique qui n'a pour objet que le livre critiqué, et dans laquelle l'auteur n'est jugé que d'après son ouvrage, est critique littéraire »[37].

1.2 - La censure, histoire traditionnelle et réinterprétations :

Après les outrances de la thèse précédente, dont l'examen nous a au moins permis de repérer les principaux enjeux sociaux et politiques de l'historiographie de la censure, il nous faut maintenant revenir à une analyse plus objective de l'évolution du système à la fin de l'Ancien Régime. Les exposés de référence de l'histoire de la législation censoriale sont ceux que donne Marcel Marion dans son *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles*[38], et plus récemment, ceux de Daniel Roche dans le deuxième tome de l'*Histoire de l'édition française* de Martin et Chartier[39].

---

[35] *Ibidem.*

[36] *Ibid.*, p. 283.

[37] Lettre de Malesherbes citée par Morellet dans ses *Mémoires*, *op. cit.* pp. 78 *sq.* Le texte se poursuit ainsi : « Il serait à craindre que, sous prétexte d'empêcher la diffamation personnelle, on empêchât les critiques qu'on trouverait trop dures, et qu'on ne vînt par degrés à interdire toute espèce de critique, ou à mettre de telles gênes qu'on les réduirait presque à rien » (*Ibid.*, p. 83).

[38] Paris, Picard, 1923, pp. 76-78, article « censure ».

[39] Chapitres « censure » (pp. 76-83) et « police du livre » (pp. 84-91), *in* : *Histoire de l'édition française*, Henri-Jean Martin et Roger Chartier (ed^s^), tome 2 « Le livre triomphant », Paris, Promodis, 1984.

Créée au début du XVI^{ème} siècle[40], la censure porte essentiellement, à l'origine, sur les livres religieux, soumis à autorisation préalable de la Faculté de théologie de Paris. L'objectif est de brider la diffusion des idées de la Réforme permise par le développement de l'imprimerie. Mais bientôt les censeurs royaux furent nommés à titre permanent et en dehors de la Faculté de théologie. « Dès la seconde moitié du XVII^{ème} siècle la mécanique du contrôle est laïcisée »[41], l'Église « ne conserve plus qu'un droit de réprobation quand les ouvrages sont déjà aux mains des lecteurs »[42]. Quant au champ de compétence de ces censeurs royaux, il était très large puisque seuls les mandements épiscopaux, les publications effectuées à l'imprimerie royale et les factums judiciaires échappèrent à la généralisation du privilège obligatoire. Du fait de l'augmentation de la production, il fallut augmenter considérablement le nombre des censeurs qui passa de quatre-vingt environ en 1750 à près de cent-vingt en 1760 et à cent-quatre-vingt à la veille de la Révolution[43].

Le principe était clair - il avait été fixé dès l'ordonnance initiale et il restera immuable jusqu'à la fin de l'ancien régime : « défendons [...] de faire imprimer aucuns livres ou traités sans notre congé ou permission et lettres de privilège expédiées sous notre grand scel »[44]. Le règlement de février 1723 réaffirmait ainsi le principe : point d'impression de livre sans permission préalable obtenue après examen du manuscrit remis au chancelier ou garde des sceaux. La déclaration du 10 mai 1728 punissait même du carcan ou des galères, en cas de récidive, les imprimeurs coupables d'avoir *marronné*, selon l'expression de l'époque, c'est à dire d'avoir imprimé des ouvrages[45] sans permission.

Cependant, pour Marion, qui se réclame de l'autorité de Brunetière[46], la réalité du fonctionnement du système est assez éloignée de ce carcan réglementaire :

« Mais la pratique était beaucoup moins sévère [...]. Il était possible :
« - de choisir son censeur,
« - de recourir à un autre, si le premier s'était montré peu complaisant,
« - de présenter non pas un manuscrit mais un ouvrage déjà presque imprimé,
« - de faire imprimer à l'étranger, ou plutôt de supposer une impression faite à Genève
« ou à Amsterdam,
« - d'obtenir ou de supposer des permissions tacites,
« - de faire imprimer quelque livre dangereux sous le nom d'un auteur décédé,
« - enfin, et surtout, de lancer dans la circulation des ouvrages supprimés ou prohibés. »[47]

À l'appui de cette thèse, Marion cite abondamment l'action et les écrits du Directeur de la Librairie qui incarne de manière emblématique ce « double jeu » : Chrétien Guillaume

---

[40] Ordonnance de 1521, renouvelée par édit de décembre 1547 puis de juin 1551 (édit de Châteaubrillant).
[41] D. Roche, *op. cit.*, p. 78.
[42] *Ibidem.*
[43] Cette armée de censeurs était divisée en plusieurs classes : Théologie / jurisprudence / histoire naturelle, médecine et chirurgie / mathématiques / belles-lettres et histoire / géographie, navigation et voyages / estampes. S'y ajoutaient deux « censeur de la police », chargés de surveiller deux secteurs « sensibles » : celui des pièces de théâtre et celui des libelles.
[44] *Apud* Marion, *op. cit.*, p. 76.
[45] En particulier les livres « contraires aux bulles reçues dans le royaume » ou « tendant à troubler la tranquillité de l'État et à corrompre les moeurs des sujets du roi ». La peine pouvait même alors aller jusqu'au bannissement.
[46] *Études sur le XVIII^{ème} siècle.* Marion se réfère également aux œuvres de Pellisson, Rocquain, Peignot, Roustan, ainsi qu'à l'étude de Belin sur *Le commerce des livres prohibés de 1750 à 1789*, thèse, Paris, Lenox, 1913.
[47] M. Marion, *op. cit.*, p. 77.

de Lamoignon de Malesherbes :

« Tout cela était surtout facile lorsque la direction de la librairie appartenait, « comme ce fut le cas de 1750 à 1763, à un homme comme M. de Malesherbes qui pensait « "qu'un homme qui n'aurait lu que des livres parus avec l'attache expresse du « gouvernement, comme la loi le prescrit, serait en arrière de ses contemporains presque « d'un siècle", qui passe pour avoir donné asile chez lui à des écrits recherchés par la police, « et qui faisait continuer la publication de l'*Encyclopédie* lorsqu'un arrêt du conseil du « 8 mars 1759 avait retiré à cette œuvre son privilège. "On prenait le parti, dit Malesherbes, « de dire à un libraire qu'il pouvait entreprendre son édition, mais secrètement : que la « police ferait semblant de l'ignorer et ne le ferait pas saisir : et comme on ne pouvait pas « prévoir jusqu'à quel point le clergé et la justice s'en fâcheraient, on lui recommandait de « se tenir toujours prêt à faire disparaître son édition dans le moment qu'on lui avertirait, et « on lui promettait de lui faire parvenir cet avis avant qu'il fût fait des recherches chez « lui" »[48].

Cependant, selon Marion, la politique de Malesherbes n'avait pas un caractère exceptionnel et le précédent de Boisguilbert en Normandie en fournit un autre exemple tout aussi probant : « cette *quasi complicité de l'autorité avec les auteurs* n'était pas un fait tellement nouveau qu'on n'eût déjà vu Boisguilbert, lieutenant général au bailliage de Rouen, et comme tel chargé de la police de la librairie rouennaise, favoriser des publications clandestines, faites sous le nom de quelque librairie étrangère, en faire lui-même, faire imprimer son *Détail de la France* sans privilège, sans nom d'auteur ni d'imprimeur ; aussi beaucoup de libelles contre Louis XIV sont-ils sortis des presses rouennaises »[49].

Bien évidemment, l'auteur du *Dictionnaire des institutions* ne passe pas sous silence les deux célèbres aggravations de la législation :

- celle du 16 avril 1757, *punissant de mort* tous ceux qui seraient convaincus d'avoir « composé, imprimé, vendu, colporté, des écrits tendant à attaquer la religion, à émouvoir les esprits, à donner atteinte à l'autorité royale, à troubler l'ordre et la tranquillité publics » ;
- et celle du 28 mars 1764 défendant « à tous autres qu'à nos cours d'imprimer, débiter, colporter *aucuns écrits, ouvrages ou projets concernant la réforme ou administration des finances* », car « autant des mémoires sagement combinés par nos cours peuvent être utiles à ce grand objet, autant des mémoires et des projets formés par des gens sans caractère peuvent y être contraires ou nuisibles. »[50]

Mais ces décisions avaient, selon lui, un caractère purement conjoncturel et symbolique :

- la première illustrait la règle selon laquelle, « souvent, [...] des lois très sévères n'étaient rendues que sous l'impression d'un événement sensationnel [en l'occurrence l'attentat de Damiens], mais sans intention véritable de les appliquer de façon durable »,
- quant à la déclaration de 1764, elle aurait été « rendue par l'Averdy pour rentrer en grâce auprès des cours souveraines, qu'avait irritées l'édit de 1763 sur le cadastre »[51].

Daniel Roche, quant à lui, insiste sur le rôle de régulation économique que se voit de plus en plus confier la censure. Pour le pouvoir royal en effet : « il ne faut pas [...] que la production clandestine tarisse le courant des publications légales, que le monopole des libraires de Paris pâtisse des contrefaçons provinciales ou des imprimés subreptices français et

---

[48] *Ibidem.*

[49] *Apud* Marion, *op. cit.*, p. 77, c'est nous qui soulignons, B.D.

[50] *Ibidem*, c'est nous qui soulignons, B.D.

[51] *Ibidem.*

étrangers. Le filtrage de la censure ne doit pas être un blocage et c'est pourquoi ses agents se trouvent placés dans une situation contradictoire entre leur mission de défense idéologique et leur action de protection économique »[52]. Le mot d'ordre est donc une tolérance au moins relative : l'« arbitrage tolérant » comme l'appelle Roche c'est à dire la recherche du compromis par la négociation entre censeurs et auteurs. « Comme dans les Académies, les bureaux de la censure ont favorisé la rencontre des hommes de pouvoir et de culture sur les bases d'un idéal d'utilité et de progrès »[53].

Tout n'était pas rose cependant dans la « République des Lettres », Marion et Roche eux-mêmes en conviennent, car même si la censure gouvernementale n'interdisait que 10 à 30 % des manuscrits, elle n'était pas seule en cause. Même toléré par celle-ci, le livre « restait exposé aux censures, condamnations, suppressions, du clergé, et surtout du Parlement, qui poursuivait les philosophes, les économistes, et en général tous les novateurs, avec plus de vigueur et d'esprit de suite que ne faisait le gouvernement. La plupart des œuvres philosophiques ou économiques du XVIII^{ème} siècle ont été supprimées, ou condamnées, ou brûlées, ou interdites par ordre du Parlement »[54].

Marion et de Roche restent cependant délibérément optimistes sur la liberté des auteurs et deux arguments sont invoqués :
- la très faible « productivité », voire même la « contre-productivité » de la censure : « l'efficacité de toutes ces condamnations, suppressions, etc., était d'ailleurs à peu près nulle. Elles étaient même parfois désirées comme la meilleure réclame que put souhaiter un ouvrage »[55],
- les multiples récriminations des adversaires des philosophes contre l'absence de moyens et surtout de volonté politique dans la lutte pour empêcher l'impression et la diffusion des « mauvais livres »[56].

---

[52] D. Roche, *op. cit.* p. 82. En 1731, le directeur de la Librairie Chauvelin, donnant ses instructions à un inspecteur de la Librairie écrit : « rien n'est plus contraire au commerce de la librairie que trop de rigueur » (cité par D. Roche, *ibid.*, p. 86).

[53] *Ibidem.*

[54] L'auteur rappelle à ce propos la liste des interdictions les plus célèbres, en particulier : les *Lettres philosophiques*, le *Dictionnaire philosophique*, le *Système de la nature,* les *Lettres de la Montagne*, l'*Émile*, le *Contrat social,* les *Inconvénients des droits féodaux*, sans oublier *de l'Esprit*, d'Helvétius, qui eut le privilège - si l'on ose dire - d'être successivement « censuré par la Sorbonne, supprimé par arrêt du conseil du 10 août 1758, condamné par mandement de l'archevêque de Sens du 22 novembre 1758, brûlé par arrêt du Parlement de Paris du 6 février 1759, condamné en outre par l'Assemblée du clergé en 1765 ». *Ibid.*, pp. 77-78.

[55] L'auteur évoque l'exemple célèbre de l'abbé Raynal qui, impatient d'obtenir la condamnation de son *Histoire philosophique et politique* . . . , aurait rédigé ces vers :

« Quoi, dit l'abbé Raynal, ce chien de Parlement
« Ne veut pas d'un fagot honorer ma mémoire !

De même, D. Roche (*op. cit.* p. 86) cite la *Lettre sur le commerce de la librairie* de Diderot : « Plus la proscription était sévère, plus elle haussait le prix du livre, plus elle excitait la curiosité de le lire, plus il était acheté, plus il était lu. Et combien la condamnation n'en a-t-elle fait connaître que leur médiocrité condamnait à l'oubli ? Combien de fois le libraire et l'auteur d'un ouvrage privilégié, s'ils avaient osé, n'auraient-ils pas dit aux magistrats de la grande police : "Messieurs, de grâce, un petit arrêt qui me condamne à être lacéré et brûlé au bas de votre grand escalier " », *in* : *Œuvres*, T. 3, « Politique », Laurent Versini (éd.), Robert Laffont, 1995, p. 108.

[56] Ainsi l'assemblée du clergé de 1770 s'indignait, dans un mémoire au roi, que : « le cabinet de l'incrédule, la presse qui en répand les funestes productions et l'avidité du colporteur qui les débite, pussent seuls rendre les soins [de la police] inutiles [...] et que les livres qui offensent le ciel continuassent à braver son inspection et sa vigilance ». L'assemblée de 1785 déplorait, elle aussi, que, du fait de l'inaction du feu roi Louis XV dans ce domaine : « une multitude de productions licencieuses couvre ouvertement la face du royaume. Les leçons de la nouvelle philosophie retentissent jusque dans les ateliers de l'artisan et sous l'humble toit du cultivateur. » *Apud*

On a vu ce qu'il fallait penser de ces récriminations et le rôle qu'elles jouaient en fait dans la lutte d'influence entre le pouvoir royal, l'Église et les parlements. De plus, c'est peut-être le moment d'indiquer ici que, même si aucune étude d'ensemble ne permet de mesurer avec certitude l'ampleur réelle de la répression, quelques indices sérieux permettent d'affirmer qu'elle n'était ni négligeable, ni déclinante dans la deuxième moitié du XVIII[ème] siècle. Si l'on considère les statistiques de la Bastille comme représentatives de l'ensemble des prisons, on peut même conclure, au contraire, d'après les tableaux publiés dans l'étude de Daniel Roche[57], à une forte augmentation des emprisonnements, dès 1720 pour les gens du livre (libraires, imprimeurs, colporteurs . . .) et à partir de 1750 pour les gens de lettres (auteurs, pamphlétaires, nouvellistes . . .)[58].

Quant à l'argument de la répression « publicitaire » souhaitée par les auteurs, les choses ne sont pas si simples. Morellet semble ainsi se féliciter de son emprisonnement dans l'autobiographie qu'il rédige à la fin de sa vie[59] :

« Je voyais quelque gloire littéraire éclairer les murs de ma prison : persécuté, j'allais être
« plus connu. Les gens de lettres que j'avais vengés, et la philosophie dont j'étais le martyr,
« commenceraient ma réputation. Les gens du monde, qui aiment la satire, allaient m'ac-
« cueillir mieux que jamais. La carrière s'ouvrait devant moi, et je pourrais y courir avec
« plus d'avantage. Ces six mois de Bastille seraient une excellente recommandation, et
« feraient infailliblement ma fortune.
« Telles étaient les espérances dont je me berçais, et, s'il faut le dire, elles n'ont pas été
« trompées, et je n'ai pas trop mal calculé les suites de cet événement de ma vie littéraire. »

Robert Darnton a bien montré dans son étude du « cas Morellet » que le ton badin de ses mémoires est essentiellement une reconstruction *a posteriori* et que l'examen de la correspondance permet de rétablir la vérité sur ce point. Les poursuites qu'il subit en 1760 ne sont pas dues au fait que son libelle attaque les anti-philosophes, mais au fait bien plus grave qu'il y tourne en ridicule une princesse. Or « les hommes de lettres peuvent se mordre et s'égratigner en toute impunité mais ils ne doivent pas se permettre de calomnier les grands ». [...] « Aussi son pamphlet est-il considéré non seulement comme une attaque contre les ennemis des Lumières mais comme une offense aux règles de la bonne société. La bonne société est le monde restreint où les écrivains cherchent leurs protecteurs et où les philosophes des Lumières eux-mêmes ont établi leur quartier général. En effet, la stratégie fondamentale des Lumières, telle qu'elle est développée par Voltaire et appliquée par ses agents à Paris, notamment d'Alembert, consiste à conquérir l'élite, ainsi que les salons et les académies et, en créant une coalition de gens de lettres et de gens du monde, prendre en fin de compte les commandes à Versailles. Un écrivain qui offense le "monde" risque de graves ennuis. Derrière ses barreaux, Morellet se rend compte qu'il a compromis toute sa carrière. Son désespoir se trahit dans une lettre qu'il écrit de la Bastille au chef de la police parisienne : "J'ai perdu pour une folie de vingt-quatre heures la considération de mon état et toutes les espérances de la fortune que je pouvais y faire" »[60].

Marion, *op. cit.*, p. 78.

[57] *op. cit.*, p. 87.

[58] La moyenne décennale pour la première catégorie passe de 14 dans la période 1670-1719 à 82, soit 6 fois plus, dans la période 1720-1779. Pour la seconde catégorie, elle passe de 14 dans la période 1670-1749 à 47, soit 3,5 fois plus, dans la période 1750-1779. La régression n'intervient que dans la toute dernière décennie de l'Ancien régime avec respectivement 25 et 16 embastillés.

[59] *Mémoires* de Morellet, *op. cit.*, pp. 120-121.

[60] Robert Darnton, *Gens de lettre, gens du livre* (trad. Marie-Alyx Revellat), éd. Odile Jacob, 1992, pp. 52-53.

Quoiqu'il en dise trente ans plus tard, Morellet avait donc très bien senti l'énorme risque encouru pour sa carrière à peine commencée. Il fallut d'ailleurs mobiliser son réseau de protecteurs parmi les plus titrés[61] pour éviter que l'embastillement ne se prolonge et surtout, pour échapper à la « mort sociale » qu'aurait été pour lui l'exil loin de Paris que réclamaient ses ennemis. Morellet avait eu très peur, et à juste titre. Les « retombées publicitaires » de son emprisonnement viendront certes ultérieurement, mais il s'en était fallu de peu qu'il ne retombe définitivement dans sa misère d'origine au fond d'une province comme tant d'autres gratte-papiers, condamnés pour vivre à rédiger sermons, discours, nouvelles à la main, ouvrages d'édification . . .

Les positions de Barbara de Negroni[62], bien que beaucoup plus détaillées et argumentées, ne remettent pas fondamentalement en cause le jugement traditionnel sur la censure des « livres philosophiques »[63] et sur son impact réel. D'après les textes qui réglementent, sous le règne de Louis XV, l'impression et la diffusion des livres « la liberté de penser paraît contrôlée avec une sévérité et une minutie rarement égalées. Un double réseau de protection semble constituer un mur infranchissable empêchant toute idée subversive, séditieuse, hérétique ou immorale de pénétrer dans le territoire du roi très chrétien : tout manuscrit, avant d'être imprimé, et tout livre étranger, avant d'être introduit en France, doit avoir été examiné par les services de la censure qui contrôlent l'orthodoxie politique, morale et religieuse du texte, peuvent en interdire purement et simplement l'impression ou la diffusion, ou exiger des retranchements et des adoucissements ; tout livre circulant en France [...] peut, s'il contient des thèses scandaleuses, encourir les foudres des pouvoirs politiques [...] ou celles des pouvoirs spirituels »[64].

Mais, pour l'auteur, c'est paradoxalement l'importance même de l'appareil répressif qui en trahit les failles : « Une réglementation d'une telle minutie et qui doit recourir à tant de moyens pour être appliquée finit par susciter la méfiance : si [...] tant d'énergies sont déployées pour empêcher les idées subversives de pénétrer dans le royaume, c'est qu'il y a probablement un nombre fort important de transgressions »[65]. Les exemples de livres interdits ayant pénétré clandestinement dans le royaume et qui s'y étant vendu impunément sont en effet innombrables : « les mesures de surveillance les plus sévères ne font que retarder l'entrée d'un ouvrage en France : les embargos les plus efficaces ne durent guère plus de six mois »[66].

Même l'introduction de la peine de mort, par la déclaration du 16 avril 1757 publiée au lendemain de l'attentat de Damiens, ne semble pas rendre la législation dissuasive car « les châtiments mêmes dont on menace ceux qui transgresseront la réglementation ne sont pas appliqués avec une grande sévérité, leur caractère excessif empêchant leur utilisation régu-

---

[61] Lamoignon de Malesherbes, le maréchal de Noailles et la maréchale de Luxembourg.

[62] V. *Lectures interdites. Le travail des censeurs au XVIII^e siècle, 1723-1774* (Albin Michel, 1995) et ses articles « Censure » et « Tolérance » dans le *Dictionnaire européen des Lumières*, Michel Delon ed. (P.U.F., 1997).

[63] B. de Négroni rappelle que, « dans le réseau de la littérature clandestine, on appelle "philosophique" un livre prohibé, qu'il soit métaphysique, politique ou érotique », *op. cit.* pp. 285-286, note 18.

[64] *Lectures interdites* . . . p.13.

[65] *Ibid.* p.14.

[66] *Ibid.* p.15. Comme Marion, B. de Negroni remarque de plus que les arrêts de condamnation des livres « permettent de faire connaître leur existence et leur fournissent ainsi une publicité officielle et gratuite . . . » *Ibid.* p.16.

lière. »[67] D'autant que « la sévérité extrême de ce texte n'a d'égale que son imprécision : on peut se demander ce que signifie *émouvoir les esprits*, et à partir de quel moment un écrit commence à *troubler l'ordre et la tranquillité de l'État*. L'application d'un pareil règlement peut faire de la peine de mort un châtiment banal pour les délits de librairie »[68].

Le désarroi des censeurs est tel que, pour les livres que le pouvoir ne veut ni approuver ni interdire, on invente au début du règne de Louis XV le régime des « permissions tacites » qui « font penser à de la fausse monnaie qui serait fabriquée avec la bénédiction du gouvernement, qui aurait cours dans un pays, mais dont l'existence ne serait pas reconnue officiellement »[69]. D'abord accordées à des ouvrages imprimés à l'étranger, ces permissions sont bientôt étendues à des ouvrages que l'on *prétend* importés. Bien plus, on peut accorder une simple « tolérance » sans trace écrite, à charge pour l'éditeur de faire disparaître son stock si une autorité engage des poursuites. « Cette nécessité de recourir à des permissions quasi-officielles traduit bien la difficulté de la mise en place d'un système de censure préalable : les censeurs ne savent jamais jusqu'où ils doivent interdire un ouvrage et leurs rapports sont souvent pleins de remarques angoissées sur les venins cachés que peut distiller un texte »[70].

En fait, la vigilance et la sévérité des censeurs varient beaucoup selon le type d'ouvrage : les livres susceptibles d'une large diffusion et les ouvrages théologiques sont les plus sévèrement contrôlés. Mais le censeur peut se contenter de proposer des « adoucissements » qui rendent la publication acceptable car « Malesherbes laisse toujours publier des thèses audacieuses lorsqu'il est possible de les recouvrir d'un vernis de respectabilité »[71].

Le pouvoir du directeur de la librairie n'est cependant pas sans limites, l'intervention d'un groupe de pression suffisamment puissant peut l'obliger à faire interdire un ouvrage. C'est le cas en 1760 de *La Théorie de l'impôt* de Mirabeau, débitée publiquement sans permission scellée ni permission tacite. Le libraire a auparavant publié *L'Ami des hommes* sur la simple assurance que cette publication serait tolérée, et ce livre, « qui fut applaudi du public comme des ministres, ne lui a pas causé le moindre ennui »[72]. Mais, si Mirabeau peut toujours compter sur le soutien de M^me^ de Pompadour, il s'en prend directement dans ce nouveau livre aux privilèges des fermiers-généraux : « la protection de la favorite se révèle ici insuffisante, d'autant plus que bien des passages du livre de Mirabeau critiquent la politique de Louis XIV et doivent irriter fortement Louis XV. Des sanctions sont infligées dès que livre commence à être mis en vente : Mirabeau reçoit une lettre de cachet qui l'envoie au château de Vincennes, sa peine étant commuée au bout de quelques jours, grâce aux interventions de ses amis, en exil au Bignon "jusqu'à nouvel ordre" ; le cours du livre est arrêté, le libraire est sanctionné »[73].

Mais les sanctions sont ici relativement modérées et discrètes, et ceci s'explique selon Barbara de Négroni par le contenu même du livre et le conflit d'influence sous-jacent :

---

[67] *Ibid.* p.15.

[68] *Ibid.* p.33. B. De Négroni cite sur ce point (p. 284, note 9) le témoignage très significatif de Malesherbes sur la réception de ce texte : « La peine de mort pour un délit exprimé aussi vaguement que celui d'avoir composé des ouvrages tendant à émouvoir les esprits déplut à tout le monde et n'intimida personne, parce qu'on sentit qu'une loi si dure ne serait jamais exécutée », *Mémoires sur la librairie, mémoire sur la liberté de la presse*, R.Chartier (éd.), Imprimerie nationale, 1994. La citation est extraite du 4^ème^ mémoire, p. 122.

[69] *Ibid.* p.35.

[70] B. de Négroni, article « Censure », *Dictionnaire Européen, op. cit.*, p. 198.

[71] *Lectures interdites, op. cit.*, p.54.

[72] *Ibid.* p. 67.

[73] *Ibidem.*

« Sa condamnation est discutable, il fait directement partie de la littérature à risques « imprévisibles du XVIII[ème] siècle, c'est-à-dire des ouvrages qui peuvent aussi bien rem- « porter un immense succès que provoquer un scandale retentissant. C'est probablement « cette incertitude qui permet de comprendre la réaction de Malesherbes à la lecture de *La « Théorie de l'impôt* [...] : Malesherbes commence [...] à écrire une lettre à Mirabeau pour « lui conseiller d'attendre pour diffuser son livre qu'ils en aient discuté ensemble[74]. Il « prépare en même temps une fiche relevant tous les passages qui posent problème : la dé- « nonciation de l'autorité arbitraire de Louis XIV, des préjugés que des ministres intéressés « lui ont inculqués, des édits injustes qu'il a promulgués ; la critique du fonctionnement du « recouvrement des impôts, de la cupidité des fermier-généraux, véritables vampires qui « peuvent légalement exercer des vexations et des cruautés. Or, Malesherbes finit par « renoncer à envoyer cette lettre : peut-être considère-t-il qu'il est trop tard, peut-être surtout « pense-t-il que Mirabeau dispose d'un réseau de relations et de protecteurs suffisamment « puissants pour ne pas être inquiété. **Le recours aux simples tolérances et aux « permissions indirectes transforme les publications en rapports de forces**, l'issue du « combat étant souvent difficile à prévoir ; et les services de la librairie ne peuvent estimer « exactement les risques puisque les hauts personnages qui protègent les livres ne daignent « pas les avertir pour se concerter avec eux. Ces conflits d'influence, qui rendent la « réglementation impossible à appliquer, fournissent aux fraudeurs des circonstances « atténuantes [...] . Le type de sanctions prononcées et l'absence de publicité faite autour de « la suppression du texte s'expliquent donc en dernière analyse par un rapport de forces. « S'en prendre trop violemment à Mirabeau, c'est risquer de se faire beaucoup d'ennemis, et « personne ne cherche à l'époque à attaquer les protecteurs de l'Ami des hommes »[75].

Rousseau ne bénéficiera pas, lui, pour l'*Émile*, dans des circonstances pourtant très proches, d'une telle procédure discrète car, selon Barbara de Négroni, « les protections dont jouit Rousseau se retournent contre lui »[76]. Rousseau, devenu un écrivain célèbre, est l'ami de personnages influents comme le prince de Conti, M[me] de Luxembourg et le directeur de la Librairie lui-même, « si le scandale occasionné par l'*Émile* dès sa mise en vente n'est pas étouffé, ce n'est pas en raison de l'insuffisance des protections dont jouit Rousseau, mais à cause de ces protections. Le rapport de forces n'est pas moins favorable que dans le cas de Mirabeau, il se retourne complètement contre Rousseau ; ses amis ne sont pas de mauvais boucliers, mais des armes à double tranchant qui sont utilisées contre leur détenteur. En portant contre son œuvre et contre sa personne un arrêt retentissant, prononcé avec une rapidité et une sévérité quasiment sans exemple à l'époque[77], le parlement de Paris cherche à attaquer indirectement les protecteurs de Rousseau et en particulier à contrecarrer la politique de Malesherbes en matière de Librairie en dénonçant les méfaits d'une tolérance excessive. La plus ou moins grande publicité donnée à la condamnation d'un livre est ainsi l'expression d'une lutte politique qui se cache sous l'exercice de la censure »[78].

Faut-il condamner Malesherbes pour incompétence ou subversion ? Le parlement semble ne pas trancher mais, « pour accréditer cette seconde accusation, le procureur général

---

[74] Cf. [d'après la note 3, p. 68] B.N.F., Ms. nouvelles acquisitions françaises, 3348, f° 219-220.
[75] *Ibid.*, pp. 67-68.
[76] *Ibid.*, pp. 68-69.
[77] L'arrêt rendu dès le 9 juin 1762, quelques jours seulement après le début de sa diffusion en France, condamne non seulement l'*Émile* à être lacéré et brûlé mais décrète son auteur de prise de corps Cf. Lanson, « Quelques documents inédits sur la condamnation de l'*Émile* » (*Annales J.J.Rousseau*, 1905).
[78] *Ibid.*, p. 69.

Joly de Fleury fait courir le bruit que l'*Émile* a reçu une permission tacite, bruit que Malesherbes dément aussitôt dans une lettre à son père[79]. Monter ainsi en épingle les erreurs du directeur de la Librairie, lui conférer quasiment une réputation de protecteur des esprits forts, permet non seulement de le déstabiliser, de lui susciter une "tracasserie"[80], mais également d'essayer de s'emparer de son rôle. Toute l'offensive des magistrats brosse d'eux-mêmes un portrait fort flatteur : ils apparaissent comme les ministres efficaces de la censure publique [...]. Il semble que les Joly de Fleury cherchent à travers tous les arrêts qu'ils rendent contre les textes philosophiques à constituer un ensemble de précédents pour se conférer des pouvoirs de plus en plus importants en matière de censure »[81].

Les décisions du Parlement ont un autre rôle politique, selon B. de Négroni, celui d'un contre-feu : « en soulignant constamment le zèle des magistrats pour la religion, en mettant le glaive au service de l'encensoir, Joly de Fleury fait apparaître le Parlement comme le meilleur protecteur de l'Église. Une telle manifestation de zèle est loin d'être inutile en 1762, à un moment où le Parlement poursuit avec acharnement son offensive contre les jésuites »[82].

Deux censures religieuses, celle de la Sorbonne et celle de l'archevêque de Paris, publiées toutes deux le 20 août 1762, succèdent à cet arrêt du parlement. Bien qu'arrivant après lui, ces autres censures veulent prouver leur caractère irremplaçable. Les députés de la Sorbonne, réunis le 1er juillet, décident « d'entreprendre avec "allégresse" et "ardeur" la censure de ce "philosophe en délire" »[83], car eux seuls peuvent anéantir les poisons mortels que l'*Émile* distille contre la religion. Mais, si le texte détaille longuement les aspects impies de l'œuvre, ils en mettent aussi en évidence les dangers politiques : « On voit assez que les principes de gouvernement qui lui auraient été inspirés, seraient ceux d'un vain spéculatif, ennemi de toute société publique, de tout État policé, qui voudrait rappeler les hommes à l'anarchie et à cette vie sauvage dont il a fait l'éloge dans un autre livre qu'il publia il y a quelques années, et qui contenait des paradoxes bizarres, dont tout ce qu'il dit ici n'est presque qu'un développement et une application pernicieuse »[84].

On retrouve cette stratégie du combat détourné dans le mandement publié par Christophe de Beaumont. Il condamne l'*Émile* à la fois comme « contenant une doctrine

---

[79] « Je dois, mon père, [...] vous prévenir qu'on dit dans le monde qu'il y a une permission tacite pour cet ouvrage. Je n'ignore pas que Mrs de Fleury l'ont dit tout haut dans le parquet. [...] Je vous atteste [...] que le fait est faux. J'ajoute qu'on se trompe quand on croit qu'une permission tacite est un mot dit à l'oreille dont il ne reste point de vestiges et qu'on peut toujours désavouer. Les permissions tacites s'accordent sur le rapport d'un censeur par qui le manuscrit est paraphé, comme les permissions publiques et il y a des registres. Ainsi ce que j'avance ne peut point être un fait douteux. » Ms fr. 22145, f° 2-3 [note 25, p. 213].

[80] Note 26 : Voir une lettre de Malesherbes adressée probablement à Moultou citée par Grosclaude (*J-J. Rousseau et Malesherbes*, Paris, Fischbacher, 1960, p. 108) : « Quand il revint la première fois et qu'il fut réfugié au Temple, j'allai l'y voir et j'y eus une explication sur ce que je croyais que dans la persécution qu'il avait subie il avait entré de la part de quelques personnes le désir secret de me susciter une tracasserie. »

[81] *Ibid.*, p. 213.

[82] *Ibidem.* C'est ce que Rousseau lui-même explique dans une lettre du 15 juin 1762 à son ami Moultou : « Il a donc fallu fuir, cher Moultou, et m'exposer dans une retraite assez difficile à toutes les transes des scélérats, laissant le Parlement dans la joie de mon évasion, et très résolu de suivre la contumace aussi loin qu'elle peut aller. Ce n'est pas, croyez-moi, que ce corps me haïsse et ne sente fort bien son iniquité. Mais voulant fermer la bouche aux dévots en poursuivant les jésuites, il m'eût sans égard pour mon triste état fait souffrir les plus cruelles tortures, il m'eût fait brûler vif avec aussi peu de plaisir que de justice, et simplement parce que cela l'arrangeait » [*Correspondance complète*, éd. Leigh, t. XI, n° 1873].

[83] Selon la note 27 : *Censure de la Faculté de Théologie de Paris contre le livre qui a pour titre Émile ou de l'éducation*, p. 8.

[84] *Ibid.* pp. 320-321, selon la note 29.

abominable, propre à renverser la loi naturelle, et à détruire les fondements de la religion chrétienne ; établissant des maximes contraires à la morale évangélique » et comme « tendant à troubler la paix des États, à révolter les sujets contre l'autorité de leur souverain »[85]. Les thèses de Rousseau sont aussi funestes pour la société que pour l'Église car l'incrédulité et l'impiété empoisonnent « les sources de la félicité publique, en soufflant des maximes qui ne tendent qu'à produire l'anarchie, et tous les malheurs qui en sont la suite ». Défendre la religion c'est donc défendre l'État : « l'archevêque de Paris insiste sur l'obéissance absolue que les sujets doivent au prince dans l'ordre civil, ce prince fût-il un fléau de la terre comme Néron ou Domitien. [...] Souligner la parfaite obéissance des chrétiens dans l'ordre civil, c'est faire ressortir par contraste l'insoumission et la turbulence des parlementaires : les meilleurs serviteurs de l'État sont les évêques et non les magistrats »[86].

Les attaques qui pleuvent de tous côtés contre Rousseau et les philosophes « ne sont pas l'expression d'une alliance contre l'incrédulité et l'anarchie », mais « la continuation indirecte des conflits politiques »[87] entre les différents lieux du pouvoir. « Au siècle des Lumières, la censure n'est pas seulement un moyen d'entraver la liberté de penser ; elle fournit paradoxalement un instrument incomparable pour diffuser certaines thèses politiques »[88].

Marion illustre, on l'a vu, le diagnostic traditionnel sur la censure au XVIII^{ème} siècle, très largement reçu : elle s'est révélée incapable d'empêcher la diffusion des livres « philosophiques ». Seules les explications de cette « inefficacité » semblent osciller entre deux pôles : faut-il n'y voir qu'un des aspects de l'inefficacité générale des institutions de l'ancien régime, ou le résultat une tolérance volontaire - ou une complicité - des censeurs ?

L'analyse très détaillée de Barbara de Négroni, si elle rejoint le diagnostic d'« inefficacité » sur le terrain de la lutte contre les idées délétères, en tire cependant des conclusions novatrices. Selon elle, la censure a présenté une efficacité bien réelle mais sur un autre terrain, celui de la lutte politique et, « paradoxalement, ce sont tous les dysfonctionnements et tous les échecs de la censure préalable qui permettent actuellement de comprendre le mieux le rôle qu'elle a prétendu jouer »[89].

1.3 - Le poids réel de la censure sur les « auteurs philosophiques » :

L'impact de la censure sur les auteurs était-il vraiment aussi anodin qu'on le prétend souvent ? Marion lui-même termine son article d'une manière apparemment équilibrée : « *la répression était en effet douteuse, intermittente, légère : toutefois elle n'était pas toujours nulle*, et nombreux sont les écrivains qui ont tâté de la Bastille, ou de Vincennes, ou de For-l'Évêque, ou de Saint-Lazare. L'abbé de Prades a dû fuir pour échapper à un décret de prise de corps rendu par le Parlement [...] ; Rousseau a dû fuir après l'*Émile* ; Voltaire a jugé nécessaire de prendre beaucoup de précautions. Il y avait surtout danger pour ceux qui mécontentaient personnellement quelque personnage puissant »[90].

---

[85] Selon la note 30 : BNF, Ms. fr. 22095, ff. 117 sq.
[86] *Ibid.*, p. 216.
[87] *Ibid.*, p. 216.
[88] B. de Négroni, article « Censure », *Dictionnaire Européen, op. cit.*, p. 200.
[89] *Lectures interdites, op. cit.*, p.73.
[90] Marion, *op. cit.*, p. 78 (C'est nous qui soulignons B.D). Marion poursuit avec une citation : « d'Argenson, qui,

On peut essayer tout d'abord de mesurer la « productivité globale » du système. De ce point de vue, selon Jean de Viguerie, « la censure est une réalité. Un grand nombre d'ouvrages n'obtiennent ni privilège ni permission tacite. Pendant la période 1706-1788 (sauf 1716-1723), 28 877 demandes de privilèges ont été accordées, 10 618 refusées. Pour la période 1764-1787 la proportion de permissions tacites refusées est de 41 % »[91]. Mais il ne faut voir dans ces chiffres que des ordres de grandeur et il est bien hasardé d'y lire une évolution comme le fait l'auteur pour qui : « on observe toutefois une libéralisation de la censure. La direction de Malhesherbes a été à cet égard déterminante. De 1753 à 1782, la proportion des ouvrages censurés n'a cessé de diminuer »[92]. Faut-il rappeler en effet que de nombreux ouvrages, dont bien sûr les plus « libertins », étaient publiés - ou au moins diffusés - en contrebande et ne laissaient donc pas de traces statistiques perceptibles (sauf en cas de procès). Les chiffres officiels ne peuvent donc donner une idée valable de la tendance, car rien ne permet de supposer que la part de cette édition *marron* soit demeurée constante au cours du siècle. Un constat de libéralisation apparente peut très bien cacher paradoxalement un mouvement de croissance de la répression provoquant une fuite vers l'édition clandestine. C'est ce que semble confirmer d'ailleurs l'analyse des chiffres d'embastillement précédemment évoqués.

Sans rentrer ici dans le détail de l'historique du système, l'analyse de quelques exemples significatifs amène à nuancer la thèse optimiste de l'innocuité de la censure et celle du soutien sans faille de Malesherbes aux philosophes. Voyons d'abord, à la lumière du monumental travail biographique de Pierre Grosclaude[93], son action lors de la publication de l'*Encyclopédie*.

Pour les articles théologiques de l'Encyclopédie, Malhesherbes avait prévu une équipe de trois censeurs les abbés Tamponnet[94], Millet[95] et Cotterel qui devaient se partager la censure des articles. Mais « en ce qui concerne la politique, Malhesherbes préconise des mesures plus rigoureuses encore que pour les articles de théologie : les trois censeurs seront responsables de tout ce qui concerne l'autorité du roi, "matière trop importante pour que chaque censeur ne soit tenu de dénoncer les propositions répréhensibles à cet égard qui lui seraient présentées"[96] ».

---

il est vrai, est très porté à l'exagération dans la critique, écrit en juillet-août 1749 : « on a arrêté ces jours-ci quantité d'abbés, de savants, et de beaux esprits et on les a mis à la Bastille [...]. Ils sont accusés d'avoir fait des vers contre le roi, de les avoir récités, débités, d'avoir frondé contre le ministère, d'avoir écrit et imprimé pour le déisme et contre les mœurs ; à quoi l'on voudrait donner des bornes, la licence en étant devenue très grande [...]. D'un côté on se plaint que ceci devient une inquisition française [...]. De l'autre on dit que c'est bien fait de terminer la licence d'écrire autant qu'on fait contre Dieu, contre les mœurs », *Ibidem*.

[91] Jean de Viguerie, article « Censure », in : *Histoire et dictionnaire du temps des Lumières*, Paris, Robert Laffont, 1995, p. 812. L'auteur reprend ici les chiffres donnés par Robert Estivals dans : *La statistique bibliographique de la France sous la monarchie au XVIII*ème *siècle*, Paris-La Haye, Mouton-de Gruyter, 1965.

[92] De Viguerie, *Ibidem*.

[93] P. Grosclaude, *Malhesherbes témoin et interprète de son temps*, Paris, Fischbacher, 1961, 808 pages.

[94] Que Voltaire tourne en ridicule dans l'article « Livre » du *Dictionnaire philosophique* en prétendant que ce censeur était tellement zélé qu'il « se faisait fort de trouver une foule d'hérésies dans le *Pater Noster* ». *Apud* : Grosclaude, *op. cit.* p. 111.

[95] Ancien condisciple au Collège Louis-le-Grand de Voltaire et que ce dernier -encore lui - considère comme « un homme qui réunit la duplicité et l'infamie de l'espionnage sous les apparences de la dévotion » et qui « fut l'organe dont on se servait pour persuader à l'ancien évêque de Mirepoix que l'*Encyclopédie* était un livre contre la religion chrétienne », Voltaire, *Tombeau de la Sorbonne*, *apud* : Grosclaude, *Ibidem*.

[96] Grosclaude, *Ibid.*, note 9, p. 108.

D'Alembert exprime dans une lettre à Voltaire du 28 juin 1758 ses doutes les plus vifs sur la confiance que les auteurs de l'Encyclopédie peuvent accorder à Malhesherbes « si vous connaissiez M. de Malhesherbes, si vous saviez combien il a peu de nerf et de consistance, vous seriez convaincu que nous ne pouvons compter sur rien avec lui, même après les promesses les plus positives »[97].

Malhesherbes avait d'ailleurs déjà montré sa pusillanimité dans l'affaire de l'article : *Constitution Unigenitus* rédigé par l'abbé Mallet, pourtant accepté par le censeur. Écrivant à Diderot, le 11 juillet 1754, il déclare : « Puisque cet article a été soumis à l'examen d'un des théologiens nommés par M. le Chancelier, je suis persuadé qu'il ne contient rien de contraire aux lois de l'Église et de l'État. Cependant, il serait imprudent et peu convenable de placer dans l'*Encyclopédie* un traité complet sur une matière si importante et si délicate. D'ailleurs, il est expressément défendu dans le royaume de rien écrire, imprimer et faire imprimer sur ce sujet, et l'intention de M. le Chancelier est de tenir la main à l'exécution de ce règlement »[98]. Après une première tentative consistant à amender lui-même l'article pour le transformer en un exposé édulcoré et purement historique, il avait finalement décidé - peut-être à l'instigation de son père - d'imposer la suppression pure et simple[99].

Un autre exemple significatif du fonctionnement de la censure est celui que fournit l'affaire de la publication de l'œuvre d'Helvétius, *De l'esprit*. Rappelons succinctement l'idée centrale du livre : pour Helvétius, toute idée provient des objets matériels qui ont produit en nous des sensations. Selon ce « sensualisme matérialiste », influencé par Condillac et surtout par Locke, le caractère de l'homme est considéré comme une pure résultante de ses expériences, de l'éducation et du milieu social. Ainsi c'est un intérêt personnel : « la sensibilité à la douleur et au plaisir physique » qui est pour lui l'unique source de la vertu, et de la vie sociale puisque, « sans l'intérêt personnel, les hommes, ne se fussent point assemblés en société »[100]. Son objectif était de montrer « que l'on devait traiter la morale comme toutes les autres sciences et en faire une physique expérimentale ». Cette contingence des idées morales, que l'œuvre tentait de démontrer, et l'athéisme qu'elle affirmait allait entraîner un scandale immédiat - et susciter l'enthousiasme du public - lors de la parution de l'ouvrage en juillet 1758.

Le censeur était Jean-Pierre Tercier, héros de Dantzig en 1733, où il avait contribué à sauver la vie de Stanislas Poniatowski. Membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, un temps « *intercept* », c'est-à-dire employé - avec cinq autres commis de confiance - au « cabinet noir » chargé d'espionner les correspondances pour le roi, secrétaire du représentant de la France au congrès de 1748 qui devait aboutir au Traité d'Aix-la-Chapelle, nommé un an plus tard premier commis aux Affaires étrangères[101], et anobli en 1750 par Stanislas. Il faisait de fréquents séjours à la cour de Lunéville. Agent capital du « secret du roi » à partir de 1754, il jouera à partir de cette date un rôle de confident occulte auprès de Louis XV. Client et pensionné du roi Stanislas, Tercier avait naïvement cru que les

---

[97] *Apud* : Grosclaude, *Ibid.* p. 113.

[98] *Apud* : Grosclaude, *Ibid.* p. 114.

[99] Un article *Unigenitus* paraîtra quand même au tome XVII, mais dans une autre rédaction due à Jaucourt. L'auteur n'avait plus à prendre en compte l'avis des censeurs puisque, depuis 1759, l'*Encyclopédie* était publiée clandestinement.

[100] *De l'Esprit*, disc. III, chap. IV.

[101] Poste considérable puisque deux puis trois premiers commis se partagent la direction des Affaires étrangères sous la houlette du Secrétaire d'État.

publications d'un membre de l'entourage de la reine (Helvétius avait la charge de « maître d'hôtel » de Marie Leszczynska), ne pouvait être que bon pour lui et méritait le privilège.

Certes, l'ancien fermier général put éviter le pire grâce aux puissantes protections de la reine et de Choiseul en se rétractant et en déclarant « professer toutes les vérités du christianisme », mais Tercier, tout grand commis qu'il était et malgré son rôle essentiel dans le système de diplomatie secrète de Louis XV ressortit brisé de l'aventure.

L'exemple est selon nous intéressant à, au moins, deux titres : il prouve que la censure n'avait rien d'un rôle purement formel, donc anodin, et que seuls les puissants peuvent éviter d'être broyés par ses décrets, à condition cependant de mobiliser toutes les ressources de leurs réseaux sociaux. Non seulement le pouvoir de nuisance du roi sur les « philosophes » était certes plus facile à mettre en œuvre que son pouvoir d'engager des réformes, mais, bien plus, il faut se garder de l'oublier, il avait parmi ses principaux soutiens des penseurs qui, d'un même mouvement, l'incitaient à étouffer toute expression et à refuser toute application des idées nouvelles. On s'est plu à considérer, à juste titre, que ces anti-philosophes étaient trop médiocres pour mériter une place dans les anthologies et les principaux manuels d'histoire des idées, mais cela ne doit pas faire oublier que leur influence a été très forte dans la lutte contre toute évolution de la monarchie absolue. Le rôle du censeur Moreau dans le système est à cet égard emblématique.

1.4 - Jacob-Nicolas Moreau et la défense de l'absolutisme

« Écrivain médiocre, Moreau ne compte nullement parmi les phares de son siècle »[102]. Pour son principal biographe, Dieter Gembicki, son *Discours sur l'histoire de France* est néanmoins intéressant comme document, car il « témoigne d'une projection sociologique (celle d'un magistrat roturier) sur l'Histoire ». L'échec de cet « historien représentatif de l'Ancien-Régime finissant, s'explique avant tout par sa vision sociologique étriquée, sans rapport avec les forces sociales de son temps »[103]. Le désintérêt du public « éclairé » des années soixante-dix quatre-vingt pour son œuvre est « symptomatique de la faiblesse de la monarchie d'Ancien-Régime. Mais, grâce à son insuccès, l'ancien historiographe a pu survivre aux troubles de l'époque révolutionnaire »[104].

Issu d'une famille de petite robe : son père, « janséniste endurci » avait été remarqué par d'Aguesseau qui lui avait obtenu le don d'une charge d'avocat au Conseil. Jacob-Nicolas fit lui aussi des études de droit à Paris - tout en exerçant quelques emplois comme celui de précepteur de latin dans la famille de d'Aguesseau - et il y reçu sa patente d'avocat en 1741 et commença de plaider en 1746. De 1746 à 1755, il est, selon ses propres dires « archi-parlementaire et archijanséniste ». Mais la tournure prise par le débat juridique sur les droits sacramentaux et civils des jansénistes, opposant la hiérarchie religieuse et le parlement, lui fit craindre le développement d'une opposition aux principes mêmes de la monarchie absolue. Il publie alors un petit traité : la *Lettre du chevalier* [...][105] qui montre bien les enjeux sous-

---

[102] Dieter Gembicki, *Histoire et politique à la fin de l'Ancien-Régime, Jacob-Nicolas Moreau (1717-1803)*, Paris, éd. A.-G. Nizet, 1979, p. 51.
[103] *Ibidem.*
[104] *Ibid.*, p. 53.
[105] *Lettre du chevalier *** à Monsieur ***, conseiller au parlement, ou : Réflexions sur l'arrêt du parlement du 18 mars 1755* (daté du 8 avril 1755), BNF : Ld^4 2675.

jacents du débat entre partisans et adversaires de la bulle *Unigenitus* :

« En 1714, il s'agissait de savoir, si dans un livre fort dévot et assez ennuyeux, le « P. Quesnel avait bien expliqué la nature et les effets de la Grâce. En 1753 il a été question « de savoir, si le Roi était le maître dans son Royaume. Toute autorité a été compromise, « tout ordre a été troublé »[106]. Et, plus loin : « Ces démêlés sur la constitution *Unigenitus* « [...] nous ont conduit, de proche en proche, jusqu'aux terribles disputes sur notre « constitution politique »[107].

Les qualités rhétoriques de l'auteur et sa fidélité affirmée au principe monarchique vont ouvrir à l'auteur, sinon les allées du pouvoir - il était de trop basse extraction -, mais du moins leurs bas-côtés. Il devient en effet dès cette date un protégé de Malesherbes et de Joly de Fleury et ce dernier le recrute comme jurisconsulte et publiciste du ministère des affaires étrangères. Son rôle est en fait de prêter sa plume à la défense de la position de la France contre celle de l'Angleterre dans la guerre de Sept Ans. À ce titre de propagandiste rémunéré, il rédige divers mémoires, et surtout il anime une publication périodique l'*Observateur hollandais*[108] consacrée à la diffusion des idées du ministère sur la guerre, orientée d'abord contre l'Angleterre pour « mette toute l'Europe au courant des procédés de cette puissance », puis contre la Prusse de Frédéric II.

Mais la lutte sur le front européen ne suffisait sans doute pas à l'auteur : « puisque l'effort de guerre exigeait l'ordre chez soi et le soutien du public, c'est lui aussi qui lança l'une des plus vigoureuses attaques contre les ennemis intérieurs de l'ordre public en ouvrant la campagne contre les encyclopédistes ». À la suite de l'attentat de Damiens, en janvier 1757, l'archevêque de Paris Christophe de Beaumont, dont Moreau est l'avocat (et parfois la plume comme on le verra plus loin) publie un mandement déclarant que l'attentat était dû « aux erreurs du temps, aux scandales dans tous les états et dans tous les esprits et à l'introduction dans les écrits et dans les esprits d'une multitude de principes qui portaient les sujets à la désobéissance et à la rébellion contre les souverains »[109]. Ce mandement marque en quelque sorte le point de départ de la campagne contre les « philosophes » et pour l'interdiction de l'*Encyclopédie*, Moreau allait jouer dans cette campagne un rôle majeur passant du rôle de journaliste officieux à celui de d'« anti-philosophe » pamphlétaire.

Une fable venait d'être publiée par un obscur abbé, sous-précepteur du Dauphin, dans le *Mercure de France* d'octobre 1757, qui décrivait les philosophes sous les dehors d'une peuplade de sauvages, les « Cacouacs »[110]. Reprenant cette idée, il la développe dans un *Nouveau mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs*[111], en décrivant son voyage dans cette contrée imaginaire qui lui permet de tourner en dérision les idées des philosophes et de dénoncer les « systèmes ridicules, opinions absurdes, maximes funestes, » bref, « ces folies de toute espèce »[112]. Diderot et Voltaire sont bien sûr visés, au premier rang des encyclopédistes, mais ce sont les idées de Rousseau sur l'égalité, la liberté et la propriété qui constituent la cible principale. Le ton est parodique, mais la menace est précise et sérieuse et elle sera

---

[106] *Lettre du chevalier* [...] *op. cit.* p. 8. Cf. Keith Michael Baker, *Au tribunal de l'opinion. Essai sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*. Paris, Payot, 1993, chap. II, pp. 85 sq.

[107] *Ibid.*, p. 66, *apud* D. Gembicki, *op. cit.* p. 53.

[108] La Haye-Paris, 1755-1759.

[109] *Apud* J.-P. Belin, *Le mouvement philosophique de 1748 à 1789*, Paris, 1913, p. 109.

[110] Nom forgé d'après l'adjectif grec « κακοσ » signifiant : méchant, mauvais.

[111] Amsterdam, 1757, réédité en 1828, sous le titre *Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs*, Paris, Société Catholique des Bons Livres (*reprint* : Slatkine, Genève, 1968).

[112] *Op. cit.* p. 52.

réitérée par Moreau dans de multiples textes : les philosophes sont de mauvais citoyens, leur prosélytisme auprès du « vulgaire » constitue une véritable collusion avec les adversaires du royaume, il faut donc les en bannir :

« On espère même qu'un jour tout cacouac pourra choisir dans tous les climats du monde,
« celle (sic) qui lui conviendra le mieux. Il n'y aura pour cela qu'une seule précaution à
« prendre. C'est de se faire naturaliser dans le pays dont les mœurs lui auront paru plus
« conformes à son tempérament, ou d'y faire comme on dit en France, *élection de domicile* ;
« alors il pourra porter partout la vertu qu'il aura une fois adoptée. Après une convention
« aussi utile au genre humain, tant pis pour qui sera malhonnête homme, car il n'aura tenu
« qu'à lui d'être vertueux »[113].

Sans égaler ses probables modèles : les *Lettres Persanes* de Montesquieu, les *Voyages de Gulliver* de Swift et surtout les *Aventures de Télémaque* de Fénelon - qu'il admire beaucoup -, le *Nouveau mémoire* rencontra un certain succès. Que le pamphlet ait été commandé par le ministère des affaires étrangères ou par le directeur de la librairie lui-même est fort possible même si les preuves manquent. En tout cas Moreau n'a pas écrit sans l'accord préalable du ministre et de Malesherbes pour qui les *Cacouacs* « ont porté à l'*Encyclopédie* un coup plus mortel qu'un arrêt du Conseil »[114].

On retrouve Moreau indirectement quelques années plus tard lors de la condamnation de l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau. Rappelons les faits essentiels : l'impression de l'œuvre est entamée en 1762 après bien des retards où Jean-Jacques a cru voir l'effet d'une conspiration des libraires ou, pire, d'un complot des jésuites. Malesherbes et M^me^ de Luxembourg l'ont, bien légèrement, incité à réaliser au moins partiellement l'édition en France. Rousseau a accepté en demandant que cette impression française reste clandestine et soit « couverte » par une impression parallèle en Hollande. Mais il ne mesure pas le danger :

« Sûr d'être en règle à tous égards sur cet ouvrage, fortement persuadé qu'il avait
« non seulement l'agrément et la protection du magistrat[115], mais même la faveur du
« ministère, je me félicitais de mon courage à bien faire[116] et je riais de mes pusillanimes
« amis, qui paraissaient s'inquiéter pour moi »[117].

Malesherbes, après avoir poussé inconsidérément Rousseau dans un piège avait, il est vrai, brusquement pris la mesure du danger . . . pour lui-même, et avait demandé à Rousseau qu'il lui renvoie toutes ses lettres traitant du livre qui risquaient de devenir bien compromettantes pour le Directeur de la Librairie.

Paru fin mai à Paris, le livre est condamné au feu par le Parlement le 9 juin, mais les magistrats répètent à la cantonade « qu'on avançait rien à brûler les livres, et qu'il fallait brûler les auteurs » et Rousseau commence à craindre l'application de l'édit du 16 avril 1757 qui promet la mort aux auteurs de livres séditieux[118]. Le même jour en tout cas, Rousseau part

---

[113] *Ibid.* p. 13.
[114] *Apud* Gembicki, p. 83.
[115] C'est-à-dire du Directeur de la Librairie.
[116] Rappelons que Rousseau avait décidé de signer son œuvre. Voltaire, lui, était plus prudent et déclarait : « j'ai toujours dit aux Cramer que je voulais être brûlé anonyme [...]. Je ne veux point être brûlé en mon propre et privé nom », Besterman, LII, n° 10 430, p. 13.
[117] *Confessions*, éd. Garnier, p. 665.
[118] « On l'eut brûlé peut-être même sans l'entendre » Lettre à Beaumont, *apud* : *La lettre de Jean-Jacques Rousseau à Christophe de Beaumont, étude stylistique*, de Marie-Hélène Cotoni, Paris, Les Belles Lettres, p. 14.

pour Yverdon dans le canton de Berne pour se mettre à l'abri des poursuites. Mais, un mois plus tard, le gouvernement de Berne emboîte le pas du Petit Conseil de Genève qui vient de condamner simultanément le *Contrat social* et l'*Émile*[119] et il doit se réfugier à Môtiers, dans la principauté prussienne de Neuchâtel. Après Genève et Berne, c'est la Hollande elle-même qui se joint au « concert d'aboiements »[120] et décide la destruction de l'ouvrage.

Le *Mandement de Mgr l'Archevêque de Paris portant condamnation d'un livre qui a pour titre : Émile, ou de l'éducation, par J.-J. Rousseau, citoyen de Genève* paraît quelque temps plus tard, il est signé par l'Archevêque le 20 août 1762, mais les spécialistes s'accordent à y voir la plume de Moreau, l'avocat de Christophe de Beaumont. Paraissant après la condamnation du parlement, bastion des jansénistes qu'il abhorre, Moreau ne peut que rivaliser en zèle critique avec lui.

Sans reprendre ici tout l'argumentaire pesant et convenu du *Mandement*, il est intéressant de relever un passage, qui illustre la thèse de la communauté d'intérêt entre l'Église et le pouvoir royal, où l'on retrouve bien la patte de Moreau :

« Ce n'est pas d'aujourd'hui, M. T. C. F. [Mes Très Chers Frères], que l'esprit « d'irréligion est un esprit d'indépendance et de révolte. Et comment en effet ces hommes « audacieux, qui refusent de se soumettre à l'autorité de Dieu même, respecteraient-ils celle « des rois qui sont les images de Dieu, ou celle des magistrats qui sont les images des rois ? « "Songe, dit l'auteur d'*Émile* à son élève, qu'elle [l'espèce humaine] est composée essen- « tiellement de la collection des peuples ; que quand tous les rois [...] en seraient ôtés, il n'y « paraîtrait guère, et que les choses n'en iraient pas plus mal [...]. Toujours, dit-il plus loin, « la multitude sera sacrifiée au petit nombre, et l'intérêt public à l'intérêt particulier : « toujours ces noms spécieux de justice et de subordination serviront d'instrument à la « violence et d'armes à l'iniquité. D'où il suit, continue-t-il, que les ordres distingués, qui se « prétendent utiles aux autres, ne sont en effet utiles qu'à eux-mêmes aux dépens des autres. « Par où l'on doit juger de la considération qui leur est due selon la justice et la raison."

« Ainsi donc M. T. C. F., l'impiété ose critiquer les intentions de celui *par qui « règnent les rois*[121] ; ainsi elle se plaît à empoisonner les sources de la félicité publique, en « soufflant des maximes qui ne tendent qu'à produire l'anarchie et tous les malheurs qui en « sont la suite. Mais que vous dit la religion ? *Craignez Dieu, respectez le roi*[122] *[...]. Que « tout homme soit soumis aux puissances supérieures : car il n'y a point de puissance qui ne « vienne de Dieu ; et c'est lui qui a établi toutes celles qui sont dans le monde. Quiconque « résiste donc aux puissances résiste à l'ordre de Dieu, et ceux qui y résistent attirent la « condamnation sur eux-mêmes*[123].

« Oui, M. T. C. F., dans tout ce qui est de l'ordre civil, vous devez obéir au prince et à ceux « qui exercent son autorité, comme à Dieu même [...]. Les Néron, les Domitien eux-mêmes, « qui aimèrent mieux être les fléaux de la terre que les pères de leurs peuples, n'étaient « comptables qu'à Dieu de l'abus de leur puissance »[124].

---

[119] Rousseau se plaindra amèrement que les pasteurs genevois aient mis leurs pas dans ceux des prêtres catholiques : « Il est fâcheux que les ministres de l'évangile se fassent à cette occasion les vengeurs de l'église romaine dont les dogmes intolérants et sanguinaires sont seuls attaqués et détruits dans mon livre », *Correspondance générale*, *apud* Cotoni, *op. cit.* p. 40.

[120] *Confessions*, *apud* Cotoni, *op. cit.* p. 16.

[121] Prov. cap. VIII, v. 15.

[122] I Pet. cap. II, v. 17.

[123] Rom. cap. XIII, v. 1 & 2.

[124] *Mandement . . .*, *op. cit.*, éd. Garnier (à la fin du *Contrat social* de Rousseau) pp. 431-432.

Rousseau dans sa réponse répond en tous points aux arguments du Mandement : « j'ai suivi pied à pied vos raisons, vos citations, vos censures, et j'ai fait voir qu'autant de fois que vous avez attaqué mon livre, autant de fois vous avez eu tort »[125]. Mais, paradoxalement, il se refuse à développer sa critique du passage du *Mandement* prônant la soumission au pouvoir : il peut en effet renvoyer le lecteur à ses thèses du *Contrat social*, mais surtout, il soutient que le ridicule de l'argumentaire Moreau-de Beaumont le dispense de faire valoir comme preuve autre chose que la persécution qu'il a lui-même subi :

« Il reste le seul article du gouvernement, dont je veux bien vous faire grâce, très « sûr que quand celui qui gémit sur les misères du peuple, et qui les éprouve, est accusé par « vous d'empoisonner les sources de la félicité publique, il n'y a point de lecteur qui ne « sente ce que vaut un pareil discours.

« Si le traité du *Contrat social* n'existait pas, et qu'il fallût prouver de nouveau les « grandes vérités que j'y développe, les compliments que vous faites à mes dépens aux « puissances seraient un des faits que je citerais en preuve, et le sort de l'auteur en serait un « autre encore plus frappant. Il ne me reste plus rien à dire à cet égard ; mon seul exemple a « tout dit, et la passion de l'intérêt particulier ne doit point souiller les vérités utiles. C'est le « décret contre ma personne, c'est mon livre brûlé par le bourreau, que je transmets à la « postérité pour pièces justificatives : mes sentiments sont moins bien établis par mes écrits « que par mes malheurs [...]. Je connaissais trop les hommes pour attendre d'eux de la « reconnaissance ; je ne les connaissais pas assez, je l'avoue, pour en attendre ce qu'ils « m'ont fait »[126].

Même les philosophes les plus prévenus contre Rousseau comprendront que son combat était ici le leur et qu'il plaidait comme eux la cause de la liberté de penser :

« De quel droit, écrit ainsi d'Alembert, serait-il permis à un imbécile, constitué en « dignité, d'outrager un homme d'esprit qui n'est rien, sans qu'il soit permis à celui-ci de lui « répondre sur le même ton [...] ? Non, quoi qu'on en dise, il n'y a pas grand mal qu'un « pauvre diable, retiré à Motiers-Travers, dise un peu leur vérité à ces hommes qui croient « que leurs places les mettent en droit de tout faire et de tout dire. Et je gagerais bien par « exemple, que nos seigneurs les évêques y regarderont désormais à deux fois avant que « d'écrire contre les philosophes »[127].

Quant à Moreau, il considéra assez vite que ses activités épisodiques de censure des publications philosophiques, que ses œuvres de satire ou que ses travaux d'écrivain mercenaire pour le pouvoir ministériel ou ecclésiastique n'étaient pas à la hauteur de ses ambitions[128]. Chargé par Silhouette, dès 1759, de constituer une bibliothèque de législation pour le contrôle général des finances, il y forma l'idée d'étendre le projet pour en faire un dépôt de droit public et d'histoire - le « dépôt des chartes » - constitué à l'exemple des *Foedera* éditées par l'historiographe du roi d'Angleterre Rymer. L'objectif de ce « Rymer français » était par-

---

[125] *J.-J. Rousseau, citoyen de Genève à Christophe de Beaumont* [...] , texte placé à la fin de l'édition Garnier du *Contrat social*, pp. 502 *sq.*

[126] *Ibid.* pp. 502-503.

[127] *Apud* Cotoni, *op. cit.* p. 51.

[128] Par prudence, il avait décliné l'offre de Malesherbes de faire partie du groupe des censeurs chargés de l'*Encyclopédie*, il lui écrivait ainsi (sans doute en 1758) : « je puis vous certifier dès à présent que j'aimerai beaucoup mieux être associé au *Journal des Savants* qu'au travail de l'*Encyclopédie* ». Rappelons que le *Journal des Savants* avait un caractère officiel : le chancelier désignait le président du comité de rédaction et disposait des places de rédacteurs (*V.* de Viguerie, *op. cit.* p. 1060).

faitement exprimé, il s'agissait de faire pièce aux cours souveraines qui, seules, disposaient d'archives leur permettant d'étayer leurs arguments dans la lutte contre le gouvernement, en fournissant à celui-ci des armes scientifiquement validées de combat contre les « systèmes dangereux ». Le travail mobilisa une armée de commis et de bénédictins pendant trente ans et aboutit notamment à la rédaction d'une série de *Principes de morale et de droit public*, qui devait comporter 40 volumes et que la Révolution arrêta au vingt et unième. Une autre tentative de diffusion dans le public des thèses absolutistes orthodoxes, le périodique *Le Moniteur français*, qu'il avait lancé en 1760, n'avait pas dépassé le sixième numéro. Son but était toujours le même : la lutte contre tous les auteurs acharnés à rabaisser la monarchie française, qu'il s'agisse de « prétendus philosophes » ou de tenants du gouvernement mixte :

« Ceux qui dans ces derniers temps ont travaillé, peut-être sans le vouloir, à « diminuer dans l'esprit des peuples la confiance, le respect et l'obéissance que nous devons « à la Puissance souveraine, peuvent se partager en deux classes.

« Les uns sont de prétendus Philosophes, qui, après avoir formé des plans de morale, « ont aussi voulu donner des projets de gouvernement, et en ont altéré les principes. Les « autres, meilleurs Citoyens, mais frappés d'une crainte mal fondée ont respecté le titre de « l'autorité, et ont recherché à en restreindre l'exercice. Les premiers, pour établir leur « système, ont abusé de la raison, et ont donné leurs rêveries pour les premières maximes du « Droit naturel. Les autres, par horreur pour le despotisme, ont été chercher dans les anciens « monuments de notre monarchie, les règles d'un *gouvernement mixte* auquel nous ne « sommes point accoutumés : pour écarter l'usage arbitraire du pouvoir souverain, ils en ont « peut-être trop resserré les bornes »[129].

On a pu voir dans le *Discours sur l'histoire de France* « le plus grand effort de l'apologétique monarchiste à cette époque »[130]. Moreau s'appuie sur la thèse « romaniste » des origines de la monarchie pour critiquer la théorie « germaniste » utilisée, tant par Boulainvilliers et Montesquieu pour défendre les intérêts de la noblesse et du parlement, que par Mably pour défendre ceux du peuple et le républicanisme. Il y dessine un portrait historique à charge de la « tyrannie des seigneurs » qui aurait dû convaincre le public du danger mortel d'un retour au « despotisme seigneurial » de sinistre mémoire : « Oh ! combien je voudrais que ceux qui depuis 20 ou 30 ans, ont tant philosophé contre le despotisme royal, eussent été témoins de ce despotisme seigneurial qui désola si longtemps les plus beaux et les plus fertiles états de l'Europe »[131].

Le public ne fit aucun succès aux pensums verbeux de Moreau, mais les défenseurs les plus intransigeants de la monarchie absolutiste virent à juste titre en lui un des champions les plus conséquents de leur cause. Ainsi Rivarol dans son *Petit almanach des grands hommes*, s'il ne quitte pas pour lui le ton de la satire, tresse néanmoins des couronnes à celui qui avait reçu en 1770 le titre de bibliothécaire de la Dauphine et, quatre années plus tard, celui d'Historiographe de France[132] : « M. Moreau ramène tous ceux que Montesquieu, Rousseau et d'Argenson égarent ; et ses écrits servent puissamment à nous tenir en garde contre la raison qu'il met en défaut et contre les charmes de la liberté dont il nous dégoûte »[133].

---

[129] *Le Moniteur français*, t. I, pp. 76-78, *apud* Gembicki, *op. cit.* pp. 176-177 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[130] Élie Carcassonne, *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIII^e siècle*, Paris, 1927, p. 519.

[131] Moreau, *op. cit.* t. XV, 1783, p. 67, *apud* Gembicki, *op. cit.* p. 285.

[132] Ce titre, très prisé sous l'Ancien Régime, avait connu une véritable inflation au début du siècle. Voltaire, Charles Pinot Duclos et Marmontel avaient été nommés avant lui à cette charge.

[133] *Op. cit.* année 1788, p. 126, *apud* Gembicki, *op. cit.* p. 306.

1.5 - Jacob-Nicolas Moreau et l'encadrement de la physiocratie

Les *Éphémérides du citoyen* avaient été fondées fin 1765 par l'abbé Baudeau. Le fondateur, essentiellement animé d'une ardente philanthropie, pour laquelle il avait d'ailleurs inventé le mot nouveau d'« humanisme », y combattait l'esclavage, réclamait l'éducation pour toutes les classes du peuple et des encouragements à l'agriculture. N'étaient les concessions au « système mercantile » qu'on pouvait y déceler, les physiocrates y retrouvaient une grande partie de leur programme. Aussi eurent-ils tôt fait d'engager le débat avec lui dans le *Journal d'agriculture* et Du Pont parvint rapidement à le convaincre, et à mettre ainsi à la disposition de l'École un deuxième journal.

Dès 1767, Quesnay avait songé à obtenir pour l'École la protection officielle du gouvernement en dédiant les *Éphémérides* au Dauphin, le futur Louis XVI. « Le Docteur avait manigancé cette idée, écrit Mirabeau. Mais notre franc et regrettable abbé [Baudeau] envoya tout au diable, en disant qu'il voulait être libre ; et je trouvai qu'il avait raison »[134]. Malgré cette opposition interne, le maître n'avait pas abandonné son projet et il pensa pouvoir le relancer lorsque Baudeau quitta la direction du périodique[135], en mai 1768. Un mois plus tard en effet, on lit une lettre datée de Versailles - très probablement de Quesnay, selon Weulersse - qui semble n'avoir été écrite que pour obtenir la faveur, voire le soutien, du prince[136]. On fit vraisemblablement jouer au jeune la Vauguyon, fils du gouverneur du Dauphin, et qui venait justement d'apporter sa collaboration aux *Éphémérides*, le rôle d'intermédiaire dans la négociation. En septembre, le journal publiait une « Lettre de Monsieur M., censeur royal »[137] qui était, selon Weulersse « comme un certificat de loyalisme monarchique accordé aux *Économistes* »[138] : « Nos philosophes se sont décidés pour le gouvernement d'un seul, et je crois qu'on doit leur en savoir quelque gré : car depuis longtemps il me semble qu'une autre philosophie que la leur s'est bien ouvertement déclarée pour les systèmes républicains »[139]. [...] « Il ne s'agit point ici d'affaiblir le pouvoir du gouvernement, mais de lui donner au contraire toute la force dont il est susceptible »[140].

---

[134] Lettre de Mirabeau au Bailli, du 30 mars 1769 (Cf. Lucas de Montigny, *Mémoires*, t. 1, note pp. 325 et sqq.), *apud* Weulersse *Le mouvement physiocratique*, tome I, p. 161.

[135] Il allait prendre possession d'un bénéfice de prévôt mitré en Pologne et comptait bien y appliquer ses idées réformatrices.

[136] « Lettre à l'auteur des *Éphémérides* », de Versailles, le 16 juin 1768 : « Sans doute, vous croyez toujours, monsieur, qu'il faut aller à la Chine si l'on veut voir des mains augustes manier la charrue. Eh bien ! détrompez-vous : hier, monseigneur le Dauphin nous donna ce spectacle aussi attendrissant qu'intéressant. Ce prince dirigea sa promenade vers un champ qu'on labourait ; il examina quelque temps la manœuvre et demanda ensuite à conduire lui-même la charrue ; ce qu'il exécuta avec autant de force que d'adresse, au point que le laboureur fut étonné, comme les spectateurs, de la profondeur du sillon et de la justesse de sa direction », *apud* Weulersse, *Le mouvement physiocratique*, tome I, note 4, pp. 161-162.

[137] Jacob-Nicolas Moreau, selon Weulersse, *op. cit.* p. 162, note 2. Notons que Moreau s'était vu confier l'année précédente, par La Vauguyon père, la rédaction d'un ouvrage à l'intention du futur Louis XVI sur les « devoirs du prince ».

[138] Weulersse, *ibid.* p. 162.

[139] « Lettre d'un censeur », septembre 1768, pp. 139-140, v. *infra*, annexe.

[140] *Ibid.* , p. 145 - Dans les pages suivantes les Économistes sont représentés comme « les plus honnêtes gens du monde, tous recommandables par leur attachement aux principes inaltérables de la morale et aux lois du gouvernement sous lequel ils sont nés » (p. 157) ; - « il s'en faut bien que ces philosophes soient dangereux » (p. 159). - Le censeur citait (pp. 141-142) un passage caractéristique de la lettre de Mirabeau à J.-J. Rousseau, du 30 juillet 1767 : « Tout digne économiste n'attaque aucune des autorités qu'il trouve établies ; mais il les soumet toutes à l'ordre naturel parce que Dieu et la nature l'ont ainsi voulu. » Cf. *Précis de l'ordre légal*, p. 219. - Dans

Comme Baudeau avait quitté la France et comme on avait tenu Mirabeau à l'écart de ces tractations, Quesnay considérait en décembre que « la chose était faite » pour le commencement de 1769, l'épître dédicatoire était même « prête et agréée ». Mais c'était compter sans les foucades du marquis qui fit tout échouer quand une indiscrétion le mit au courant de l'affaire :

« Nos plus sages amis dirent que c'était nous embarquer dans une cabale, et nous « mettre en butte à l'autre ; tromper les provinces qui avaient compté sur la liberté ; critiquer « et approuver de haut en bas. Quant à moi, je tins à mon dire, qu'il fallait que les princes « nous méritassent par des faits ou du moins par des sentiments hautement professés [...]. Je « pris donc tout sur moi, et déclarai net que je quittais et désavouais les *Éphémérides* sitôt « qu'elles prendraient une enseigne de Cour. Après maints détails où je tins ferme, on n'en « parla plus [...] »[141].

Pour Weulersse : « C'était un sentiment de fierté naturelle qui faisait agir l'indépendant marquis ; peut-être aussi avait-il dès ce moment deviné que le pouvoir ne tarderait pas à abandonner la cause qui lui était chère[142]. Mais si la faveur du gouvernement était incertaine, Mirabeau n'avait pas trouvé un bon moyen de la rendre plus sûre. Les Économistes avaient laissé passer l'occasion d'obtenir un patronage officiel qui aurait peut-être plus accru leur autorité et leurs moyens d'action que restreint leur liberté »[143].

De fait, les Économistes avaient apprécié au début l'attitude de Moreau, beaucoup plus conciliante que celle de Guettard, le précédent censeur[144], qui coupait à tort et à travers dans les articles prêts pour la publication. Mais ils avaient dû déchanter par la suite quand les prescriptions du censeur se firent de plus en plus insistantes, jusqu'à cet « avertissement » sans appel publié dans les *Éphémérides* de mars 1770 : « J'exhorte de nouveau les auteurs de ce journal à résister à la tentation de critiquer. Le bonheur du citoyen tient à la confiance. On peut et l'on doit quelquefois avertir *en secret* ceux qui sont préposés à l'administration ; mais *on ne doit prêcher aux particuliers que leur propre réforme et non celle de l'État* »[145].

Mais cette déclaration n'avait en rien de quoi surprendre les Quesnay et Du Pont, car Moreau s'était déjà expliqué, en détail bien qu'à mots couverts, dans deux textes, d'ailleurs publiés par les *Éphémérides* : la « Lettre de Monsieur M., censeur royal, à un Magistrat » (1768), et le « Corps de Doctrine du Censeur actuel des *Éphémérides du Citoyen* » (1770)[146].

Ces « exposés des motifs » de la décision du censeur royal ne constituent-ils que des « certificats de loyalisme monarchique » comme le pense Weulersse ? Certes, ils avaient en partie cet aspect car, dans le cas contraire, la publication eût été immédiatement interdite, mais c'était sans doute bien plus que cela. En fait, si on examine de plus près les textes, force est de constater que Moreau, fidèle à lui-même, dissimule sous les fleurs de la rhétorique un « corps de doctrine » qui fixe très fermement les bornes que ne peuvent enfreindre sans

---

la préface d'un ouvrage resté manuscrit, *François l'Amiable*, Mirabeau disait encore : « Loin d'attaquer aucune puissance établie, nous les avouons, assurons et affermissons toutes ; loin de limiter aucun pouvoir, nous le délivrons de toutes barrières humaines. » Arch. Nat. M. 784, n° 2. Cf. Weulersse, *ibid.* p. 163.

[141] Lettre citée, du 30 mars 1769, Cf. Weulersse, *ibid.* p. 163 (note 1).

[142] Cf. Mirabeau, *Discours de rentrée, 1776-1777*, p. 7, M. 780, n° 6, Cf. Weulersse, *ibid.* p. 163 (note 2).

[143] Weulersse, *ibid.* p. 163.

[144] Les physiocrates avaient obtenu son remplacement par l'intermédiaire de Turgot, Cf. Gustave Schelle, *Du Pont de Nemours et l'école physiocratique*, éd. Guillaumin, 1888, p. 104.

[145] Moreau, 1770, *apud* Schelle, *ibidem*.

[146] On trouvera l'intégralité de ces deux textes ci-dessous, en annexe du présent chapitre.

risques les spéculations des philosophes économistes.

Moreau commence par présenter ses « lettres de créance » de censeur de haut vol. Alors qu'un censeur à la petite semaine se contente de traquer les « expressions inusitées » où il croit trouver la signature des théories funestes, un spécialiste comme lui « ne chicanera jamais personne sur les définitions ». On ne doit craindre de sa part ni l'incompréhension, puisqu'il a dans le domaine du droit public une compétence reconnue, ni la complaisance « on ne me soupçonnera pas de favoriser [les nouveaux systèmes], dit-il, je crois sur cette matière avoir fait mes preuves[147] ». Il déclare néanmoins tout uniment que, s'il n'est point « adepte » de la secte, il se considère comme « amateur », ce qui peut sembler bien contradictoire.

Puis l'auteur du *corps de doctrine* délimite son rôle officiel. Il s'agit de vérifier si quelque chose dans les textes qui lui sont soumis : « blesse la religion, offense les mœurs ou attaque le gouvernement » et rien d'autre car « sur tout le reste, dit-il, le champ est libre aux écrivains ». Or rien n'est répréhensible sur ce plan dans les écrits des économistes, s'empresse-t-il d'ajouter. Mais, nouvelle contradiction, tout le reste de son analyse constitue une sévère mise en garde, portant à la fois sur les idées exprimées et sur le style employé par les auteurs.

Une part importante des deux textes est consacrée à la critique du vocabulaire et de l'emphase, du « style de l'exagération » des économistes. Moreau présente habilement la critique comme un conseil d'ami destiné à désarmer la malveillance contre la *science économique*, car le « ton d'enthousiasme et de chaleur » qu'elle affecte *décrédite* ses vérités et prête au ridicule. Certes, Quesnay lui-même prône la modestie, craint le charlatanisme et repousse les grands mots censés renfermer des secrets hors de portée du vulgaire, mais ses disciples - pourtant « excellents médecins de nos erreurs » - « présentent de bons remèdes avec les méthodes des charlatans débitant leur drogue » et ceci a deux conséquences dommageables pour eux :
- leurs expressions ridicules sont utilisées pour attaquer leur doctrine[148],
- le vocabulaire abscons effraye le peuple, ce qui empêche d'y répandre leur Science.

Mais cet aspect de la critique est assez anecdotique, l'essentiel est ailleurs. Moreau insiste très fortement - tout en s'abritant derrière le précédent censeur ou « le Magistrat »[149] - sur la crainte qu'en matière politique, « les termes nouveaux soient trop voisins des nouveaux systèmes ». On s'alarme donc avec raison, selon lui, de tout ce qui dans leur doctrine « paraît annoncer sur cette matière des idées nouvelles ou des systèmes singuliers ». On peut se montrer indulgent pour les expressions mais, compte tenu de « la multitude des productions dangereuses qui ont trompé quelquefois les soins du Magistrat »[150], il faut chercher à entendre la « langue des économistes » pour découvrir ce qu'elle cache. La chaleur de leur style peut entraîner le public, convaincre des adeptes, mais sans qu'ils comprennent vraiment la doctrine. Or, dans ce domaine, les contre-sens seraient très graves, comme le montre le débat sur le despotisme, les contre-forces . . .

---

[147] Allusion transparente à son pamphlet sur les *Cacouacs*.

[148] L'ami Moreau ne s'en prive d'ailleurs pas lui-même quand il donne en exemple un échantillon du style ampoulé du « Marquis de M. » en introduction de son premier texte.

[149] C'est à dire le Directeur de la Librairie.

[150] Rappel cruel des récents pas de clercs de ses collègues censeurs, notamment sur l'*Encyclopédie*.

Le projet des physiocrates apparaît certes *a priori* plutôt généreux à leur nouveau censeur :

- Loin d'être axée justement sur l'« amère censure », leur attitude est délibérément positive au point même de tomber parfois dans une « chaleur outrée »[151].
- Ils mettent leurs connaissances au service du bien de la Patrie et du bonheur de l'humanité et non au service d'intérêts particuliers : c'est peut-être une secte mais *pas un parti*, et son objet est très important - bien plus que les débats qui ont animés tant d'autres cercles[152].
- « S'ils ne tiennent pas ce qu'ils promettent, du moins ont-ils des intentions droites ». Leurs mobiles sont purs : réfléchir aux premières vérités dont la nature a fait la base des sociétés et y ramener tous les hommes pour en faire des artisans de leur bonheur.
- Leur dogme est optimiste : la nature nous donne les moyens du bonheur, les intérêts des hommes sont communs : le bonheur des uns n'est pas le malheur des autres.
- Leur morale a une base objective : les hommes ont reçu de la nature un ensemble de droits (liberté, propriété mobilière et foncière) dont l'extension peut être inégale à condition que l'on puisse prouver que cette inégalité « a augmenté la somme totale des jouissances, et n'a point diminué la part de ceux qui en avaient le moins ».

Cependant, le projet de recherche des bases du droit naturel est potentiellement très dangereux et Moreau évoque ici deux exemples-repoussoirs :

- une nébuleuse assez vague : « depuis longtemps il me semble qu'une autre philosophie que la leur s'est bien ouvertement déclarée pour les *systèmes républicains* »,
- et un adversaire, parfaitement désigné : « Rousseau avait senti comme eux qu'il fallait interroger la nature, et c'est après avoir cru la consulter qu'il avait *frondé toutes les institutions civiles*. Mais Rousseau n'avait point connu l'état naturel de l'homme, puisqu'il le cherchait dans un temps chimérique antérieur à toute société. Par là il errait dans le vague sur la morale, et *sapait toutes les règles du Gouvernement* »[153].

Certes, les conclusions des physiocrates sont très différentes. Convaincus que les droits que nous tenons de la nature doivent être protégés par une « puissance tutélaire », un gouvernement, ils recherchent quel est le gouvernement le plus conforme à la loi naturelle, ce qui est normal. Ils concluent pour le gouvernement d'un seul ce qui est évidemment à porter à leur crédit. Mais ils ont eu tort de l'appeler *despotisme* au lieu de monarchie, car le mot despotisme est considéré comme un mot odieux.

Si « despotisme » renvoie à « pouvoir absolu », on ne peut, dit Moreau, en regrettant l'expression, qu'approuver leur thèse. C'est en effet la monarchie absolue qui est « la condition de la liberté politique et du gouvernement civil ». Même dans les Républiques, poursuit-il, si la licence peut combattre les règles, il n'y a plus de gouvernement.

Le mot despotisme est certes corrigé par l'épithète de « légal », ce qui adoucit l'expression mais ouvre, du même mouvement, un point de débat essentiel. Les économistes n'attaquent pas les autorités établies, mais les soumettent toutes à l'ordre naturel. Il n'y a pas en effet pour eux de puissance humaine législative : non pas qu'un gouvernement ne puisse donner des lois, mais ces lois ne sont que *déclaratives* (et non constitutives) des lois

---

[151] « Soyons avares de chaleur et prodigues de lumière » leur conseille notre penseur officieux.

[152] Évocation probable des débats sur le jansénisme, où Moreau, pamphlétaire débutant, a pourtant joué un rôle, successivement dans les deux camps, il est vrai. Avec le recul, il doit reconnaître que Quesnay est plus important que Quesnel !

[153] v. *infra*, texte en annexe, c'est nous qui soulignons.

naturelles. Ce n'est donc pas un despote arbitraire qu'ils réclament mais un despote légal qui est pour eux :
- un roi, car c'est le type de pouvoir qui est le plus bénéfique,
- un roi instruit de l'ordre naturel le plus avantageux aux hommes, et donc à son propre intérêt,
- un roi dominant une Nation éclairée sur ses droits et dont les magistrats peuvent signaler au roi des décisions opposées aux droits de la Nation (et donc à son propre avantage de monarque).

Un tel despote idéal peut-il exister ? Oui répondent les physiocrates, si l'on fonde la *science du gouvernement*, sur une évidence, partagée par les gouvernants et les gouvernés, et *fondée sur le calcul*, qui éclaire la voie vers le bonheur et le plus grand bien de la société. On pourrait dire de manière plus synthétique : le gouvernement ne peut assurer la bonté de ses mesures qu'en les fondant sur la mesure. Ce à quoi Moreau objecte, non sans raison, que la mesure des intérêts ne sera jamais « si évidemment aperçue que celle d'un angle ».

La réponse du rédacteur des *Éphémérides*[154] est éclairante, elle se déploie justement comme une démonstration mathématique :
- la morale se réduit à « l'intérêt bien entendu », elle porte donc sur des objets physiques mesurables,
- ces objets sont *très calculables* dans le cadre de l'économie domestique des propriétaires, c'est même un calcul quotidien pour eux,
- il en est de même au niveau de l'État puisque le souverain est lui-même copropriétaire du produit net,
- c'est le même intérêt qui est mesuré dans les deux cas : le calcul du profit maximum des particuliers assure en même temps au souverain que c'est le maximum du profit qui lui revient, puisque le revenu royal n'est qu'une portion du produit net de l'agriculture.

Mais c'est un autre débat, autrement plus important, que soulève le principe de soumission du monarque aux lois de l'ordre naturel. Moreau essaye de se rassurer en prétendant que cette exigence de conformité des lois à l'ordre naturel n'a pas pour conséquence d'affaiblir le gouvernement mais de le renforcer. Il est bien forcé de convenir pourtant que, faute d'une mesure objective évidente de cette conformité, les lois humaines peuvent être *dépravées* et que la question de leur critique est alors posée.

Est-il calomnieux de dire que les institutions humaines sont parfois un « désordre légal » ? Non, répond Moreau, le citoyen peut juger les ordres qu'il reçoit de la puissance législative, mais, et cette limite est essentielle pour lui, à condition toutefois qu'il y obéisse[155]. Ce qui amène une réponse de Baudeau en commentaire du premier texte : dans le cas où la loi lèse l'individu lui-même, il doit certes se soumettre mais provisoirement (pour le bien de la paix) et il a le droit de demander que cesse l'injustice, mais si on demande à un individu de léser le droit d'autrui, il ne peut l'accepter, même provisoirement. Il a le devoir de surseoir à l'exécution du commandement injuste et de représenter à l'autorité que ce commandement est erroné.

---

[154] La note est vraisemblablement de la main de Baudeau.

[155] On se rappelle la formule du *Mandement* citée *supra*, et qui était sans doute de lui : « Dans tout ce qui est de l'ordre civil, vous devez obéir au prince et à ceux qui exercent son autorité, comme à Dieu même [...]. Les Néron, les Domitien eux-mêmes, qui aimèrent mieux être les fléaux de la terre que les pères de leurs peuples, n'étaient comptables qu'à Dieu de l'abus de leur puissance ».

Le danger est de taille pour Moreau qui revient encore dans le deuxième texte sur la « fausse conception » selon laquelle le Peuple - ou le Sage - ne doit obéir qu'après avoir jugé[156]. La règle est pour lui absolue : « toute loi, même imparfaite, est un provisoire auquel le citoyen doit être soumis », elle est dans l'intérêt de chacun car elle prévient le choc des intérêts et le combat des passions. Bref, les économistes ont raison quand ils disent que le gouvernement est une autorité tutélaire chargée de protéger les droits naturels des hommes. Ils ont raison encore si les bornes qu'ils fixent à cette puissance tutélaire absolue sont celles de l'ordre naturel immuable évidemment connu des Rois et des peuples[157]. Par contre ils se trompent gravement s'il s'agit du « *prétendu mécanisme des contrepoids* qui partageraient l'autorité et en arrêteraient l'exercice »[158].

En fait, le censeur est bien forcé de reconnaître que, malgré les dangers de certaines formulations physiocratiques, on est loin ici des systèmes républicains et des thèses prônant le développement du pouvoir des nobles et des parlementaires. Il sait que, pour Quesnay au moins, l'objectif est clair : il n'a aucune confiance dans les corps intermédiaires et seule l'autorité absolue du monarque peut permettre d'imposer la mise en place de la grande culture et d'une économie dynamique. De ce point de vue, l'emploi du terme « despotisme » n'est pas surprenant, c'est une déclaration d'allégeance au roi à la condition qu'il mette effectivement en œuvre pour le bien du royaume le pouvoir qui lui est confié. Ceci rassure dans une certaine mesure le censeur qui a fondé toute sa carrière sur la défense et la justification historique de la monarchie absolue, aussi sa conclusion semble-t-elle plutôt conciliante :

- la physiocratie n'est pas une philosophie factieuse puisque c'est une doctrine qui ne veut « réprimer les excès du pouvoir qu'en éclairant »,
- elle dit au citoyen : « vous n'avez pas le droit de résister[159], mais la nature vous a donné [...] le droit de parler raison. Par là le droit du plus fort, qui est toujours dans la multitude se trouve nécessairement enchaîné ».

S'il fallait résumer le diagnostic de Moreau, on pourrait dire que selon lui, après examen, les Économistes n'apparaissent pas dangereux : au pire, ils ont tort mais cela n'aggrave pas notre situation, au mieux ils apportent un progrès. Mais en filigrane court une autre thèse : ils manient des termes et donc des concepts potentiellement explosifs, aux censeurs compétents d'indiquer aux auteurs « jusqu'où l'on doit porter la tolérance des expressions ». Bref, les dangers de dérive sont si grands que la menace qui pèse sur eux doit rester permanente.

« Étrange zèle, qui s'irrite contre ceux qui accusent des fautes publiques, et non pas contre ceux qui les commettent ! » disait Pascal un siècle plus tôt[160].

---

[156] Même si, par précaution, il indique que les physiocrates ne soutiennent d'ailleurs pas cette conception.

[157] Il y aurait dans cette optique une sorte de sélection naturelle des lois : toute législation conforme à l'ordre naturel se perfectionnerait, toute législation qui l'enfreint serait détruite au cours du temps.

[158] v. *infra*, texte en annexe, c'est nous qui soulignons.

[159] On a vu ci-dessus ce que pensait Baudeau de cette thèse. On verra dans la même ligne ce que pense Du Pont des philosophes de l'Antiquité, que Moreau présente comme leurs inspirateurs. Selon lui, dans la société d'esclavage et de pillage où il vivait, le Sage ne pouvait pas jouer un rôle actif. Il n'avait souvent d'autres ressources que se cacher et la philosophie était plus tournée vers la spéculation et la consolation personnelle que vers « l'utilité générale et commune de la société ». Ces philosophes « ont ignoré presque la totalité des lois de la reproduction des subsistances et des richesses, et celles de leur distribution » (v. annexe *infra*).

[160] Blaise Pascal, *Les Provinciales*, 11ème lettre.

1.6 - Censure et discrimination selon le rang .

Une autre dimension de la censure et de ses effets est rarement mise en avant par les analystes, c'est la forte discrimination de son impact selon le rang de l'auteur dans la société d'Ancien Régime. C'est pourtant un aspect majeur du système et, comme on le verra plus loin, il eut de grandes conséquences sur l'attitude des différents physiocrates. La condition d'auteur va connaître une certaine évolution à partir du milieu du siècle, mais on est alors encore dans le cadre du modèle ancien qui « connaît deux situations : soit l'écrivain jouit d'une indépendance économique qui lui est assurée par son état ou sa fortune, soit il est le protégé d'un patron qui, contre sa fidélité, lui assure places et gratifications. Dans aucun des cas, l'homme de lettres ne vit directement de sa plume »[161]. Il faudra une pression continue de plusieurs années, où Diderot, par son *Mémoire sur la librairie*, et Beaumarchais, par ses tentatives d'organisation des auteurs dramatiques, joueront les premiers rôles, pour que les premières bases juridiques de l'indépendance des auteurs soient posées, notamment par l'arrêt du Conseil du 30 août 1777[162]. C'est à partir de la reconnaissance de la propriété de l'auteur sur son manuscrit qu'une professionnalisation de l'auteur put apparaître peu à peu.

Dans le cadre du « modèle ancien » défini par Roger Chartier il y a en effet une opposition polaire entre deux situations :
- celle de l'auteur noble ou de l'écrivain que la fortune place, de fait, au moins même rang que lui - qu'il ait ou non d'ailleurs acheté un titre de noblesse,
- celle de l'homme de lettre roturier dont la carrière est entièrement dépendante du système du patronage, les petits revenus grappillés au hasard des succès de la scène ou de la librairie n'étant considérés que comme d'agréables à-côtés[163].

Les autres écrivains sont à peine dignes d'être mentionnés selon les auteurs en place, ils constituent pour eux ce que Voltaire appelle « la canaille de la littérature » et Beaumarchais, plus charitablement, « les pauvres diables à la feuille ». Directement sous la coupe des marchands libraires : « cent auteurs compilent pour avoir du pain, et vingt folliculaires font l'extrait, la critique, l'apologie, la satire de ces compilations, dans l'idée d'avoir du pain aussi, parce qu'ils n'ont pas de métier »[164].

Si l'on exclut ces soutiers de la librairie pour revenir aux gens de lettres proprement dits, on ne peut que constater l'extrême disproportion des risques encourus par chacune des deux catégories face à la censure et, de manière plus générale, dans toutes leurs relations avec les autorités judiciaires, policières, censoriales . . . On pouvait ainsi tolérer les pires empoignades entre gens de lettres « de basse extraction », comme Malesherbes le reconnaissait ingénument. Par contre, on a vu précédemment à propos de Morellet, ce qu'il pouvait en coûter à un auteur roturier d'offenser les « gens du monde ». La « bonne société » avait même un double pouvoir : celui de réprimer directement les incartades puisque ses représentants détenaient tous les postes essentiels de l'appareil répressif, et celui, plus indirect mais autrement plus efficace, d'annihiler l'auteur en lui retirant tout patronage.

---

[161] Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, éd. de poche « Points histoire », Seuil, 2000, p. 85.
[162] V. sur ce point Chartier, *ibid.* pp. 86 *sq.*
[163] V. sur ce point les mémoires de Marmontel et de Morellet, *passim.*
[164] Voltaire, cité par Chartier, *op. cit.* p. 88.

Même un homme aussi vénéré que Voltaire, à vrai dire l'auteur plus célèbre du siècle, avait fait les frais de cette incroyable disproportion des droits. En février 1726, il avait eu des mots avec le chevalier de Rohan, ce dernier le fit tout bonnement appeler à la porte du duc de Sully, chez qui l'écrivain dînait, pour le faire bastonner par ses laquais pendant que le seigneur, de son carrosse, « surveillait les travailleurs »[165]. Pire, ses amis ducs et marquis trouvèrent l'aventure plaisante et refusèrent de le soutenir face à Rohan qui pût, avec l'appui de la cour, non seulement se dérober au duel que Voltaire voulait à tout prix, mais même obtenir que ce soit la victime qui fût embastillée. Le philosophe ne fut élargi, quelques jours plus tard, que contre une promesse de passer en Angleterre.

Anecdote dira-t-on, mais qui avait profondément marqué Voltaire, avait fait le tour de Paris et était restée dans la mémoire collective. Trente ans plus tard encore, alors que Voltaire avait répondu par un pamphlet[166] au fameux discours de réception à l'Académie de Lefranc de Pompignan qui insultait les philosophes, une réponse anonyme reprochait à Arouet certaines de ses œuvres comme l'*Épître à Uranie* et *la Pucelle* : « amas honteux d'impiétés, d'ordures grossières, de criminelles insolences contre le roi . . . » et y ajoutait une allusion perfide à la bastonnade : « on ne manque point à gens infiniment supérieurs à soi, surtout quand par des corrections corporelles on a été averti que c'est une grande faute »[167].

Bien que non écrites, ces pratiques « gothiques », avaient bien sûr des conséquences majeures sur le comportement des auteurs de l'une ou l'autre classe. Dans l'une, les doctrines les plus hardies pouvaient être hasardées sans que le risque dépasse souvent celui d'une rétractation publique, à condition que l'auteur ait pu mobiliser tous ses réseaux sociaux pour assurer une certaine protection en cas de danger[168]. Pour l'autre, un décret de la censure signifiait au moins un coup d'arrêt de la carrière, au pire la menace de perdre toute protection et de devoir fuir à l'étranger[169].

Il faudrait certes nuancer opposition puisque certains nobles n'évitèrent de très graves ennuis que par une conspiration du silence de tout leur entourage, comme le baron d'Holbach après la parution anonyme du *Système de la nature*, de la *Politique naturelle,* et du *Christianisme dévoilé*[170]. Dans l'autre sens, on peut citer l'exemple de Beaumarchais, le fils de l'horloger Caron, son exceptionnel succès lui permis de déjouer, non sans contre-temps, toutes les manœuvres de la censure et de ses ennemis à la cour. Mais que l'on mette en avant ces cas exceptionnels prouve assez que, pour les cas les plus courants, les enjeux étaient clairs. Pour rester dans le contexte on peut dire que, lorsqu'un auteur se risquait à publier un ouvrage sur un sujet sensible, en fonction de son rang, la pièce était jouée avant même la levée du rideau !

S'il fallait un autre exemple, on pourrait prendre celui de l'abbé Morellet, homme de lettres pourtant introduit dans le meilleur monde et qui fit les frais d'une certaine naïveté. « En 1764, M. de Laverdy, alors contrôleur général, ayant fait rendre un arrêt du conseil qui défendait d'imprimer sur les matières d'administration, sous peine d'être poursuivi extraordinairement, ceux qu'on appelait alors philosophes furent indignés ; et j'étais de ce nombre. Je combattis pour la liberté de la presse, et j'intitulai mon ouvrage *De la liberté*

---

[165] Gustave Lanson, *Voltaire*, édition revue par René Pommeau, Hachette, 1960, p. 23.
[166] Les *Quand* .
[167] *Mémoires de Morellet, op. cit.* note 101 p. 556.
[168] Cf. l'affaire Helvétius examinée ci-dessus.
[169] V. les affaires de l'*Émile*, les démêlés de Marmontel, de Morellet avec la censure . . .
[170] V. sur ce point les *Mémoires de Morellet, op. cit.* pp. 151-153.

d'écrire et d'imprimer sur les matières de l'administration[171] [...] . Je gardais ici une extrême modération, afin de ne pas rencontrer d'obstacles ; mais cette réserve ne me servit de rien, et je ne pus obtenir pour moi-même la liberté que je demandais pour tous » [172]. Rien que de très banal jusque là. Ce qui l'est moins, ce sont les attendus de l'interdiction dont Morellet eu connaissance. Les Trudaine, ayant apprécié ce texte, l'avaient transmis par l'intermédiaire de l'intendant des finances au contrôleur général. Ce ministre, pourtant considéré comme « éclairé », « y fit une réponse à mi-marge, tout entière de maximes despotiques, ou de la théorie des premiers commis : " *[que] pour parler d'administration, il faut tenir la queue de la poêle, être dans la bouteille à l'encre ; et [que] ce n'est pas à un écrivain obscur, qui, souvent, n'a pas cent écus vaillants, à endoctriner les gens en place* " »[173]. Les choses ne pouvaient être plus clairement exprimées !

À l'extrême fin de l'Ancien Régime encore, la situation ne s'était guère améliorée, s'il faut en croire le célèbre monologue que Beaumarchais a placé à la fin du *Mariage de Figaro* :

« Il s'élève une question sur la *nature des richesses ; et, comme il n'est pas*
« *nécessaire de tenir les choses pour en raisonner, n'ayant pas un sou, j'écris sur la valeur*
« *de l'argent et sur son produit net* : sitôt je vois du fond d'un fiacre baisser pour moi le
« pont d'un château fort, à l'entrée duquel je laissai l'espérance et la liberté[174]. Que je
« voudrais bien tenir un de ces puissants de quatre jours, si légers sur le mal qu'ils ordon-
« nent, quand une bonne disgrâce a cuvé son orgueil. Je lui dirais . . . que les sottises im-
« primées n'ont d'importance qu'aux lieux où l'on en gêne le cours ; que, sans la liberté de
« blâmer, il n'est point d'éloge flatteur, et qu'il n'y a que les petits hommes qui redoutent les
« petits écrits. Las de nourrir un obscur pensionnaire, on me met un jour dans la rue ; et
« comme il faut dîner, quoiqu'on ne soit plus en prison, je taille encore ma plume, et
« demande à chacun de quoi il est question : on me dit que, pendant ma retraite économique,
« il s'est établi dans Madrid un système de liberté sur la vente des productions, qui s'étend
« même à celles de la presse ; et que, *pourvu que je ne parle en mes écrits ni de l'autorité, ni*
« *du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni*
« *de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis*
« *tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs* »[175].

On peut maintenant revenir aux physiocrates et comprendre que, leurs combats portant sur un des domaines les plus sensibles des finances et de l'administration de l'État, la plus extrême prudence était de mise. Malgré leurs appuis à la cour, les intérêts qu'ils combattaient pouvaient leur porter des coups très durs. Répression à deux vitesses comme on l'a vu : le marquis de Mirabeau ne risquait pas beaucoup plus que les quelques jours d'embastillement qu'il subit après la parution de la *Théorie de l'impôt*, et qui ne firent que renforcer son image de réformateur hardi. Quesnay, pour sa part, aurait payé le moindre écart par un renvoi à la chirurgie militaire ou à ses saignées dans les villages d'Île de France, s'il n'avait pas mis en œuvre une stratégie très élaborée de protection préventive.

---

[171] « C'était le développement d'une partie du *Traité de la liberté de la presse* que j'avais commencé à la Bastille » précise-t-il. Il est décidément bien coriace !

[172] *Ibid.* p. 158.

[173] *Ibidem* (C'est nous qui soulignons, B.D.). « J'ai longtemps gardé ce précieux monument [témoignage] » poursuit Morellet, qui précise que l'ouvrage dut attendre l'arrivée au ministère de Turgot, en 1774, pour être imprimé, avec l'épigraphe de Tacite placée en exergue du présent chapitre.

[174] Il s'agit de la Bastille, qui était nommée en toutes lettres dans une première édition de la pièce (Beaumarchais, quant à lui, n'avait connu que l'« hospitalité » des prisons de For l'Évêque puis de Saint-Lazare).

[175] Beaumarchais, *Le mariage de Figaro*, Acte V, Scène III ; Maurice Rat (éd.), Garnier, 1964, pp.311-312 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

Ce contexte ne devrait point être ignoré quand on aborde l'étude des textes physiocratiques. Quand Quesnay évoque le rôle de la noblesse, en particulier, il est contraint à l'emploi de circonlocutions et ne peut en aucun cas livrer crûment le fond de sa pensée. Celle-ci ne transparaît que dans des écrits, restés inédits à l'époque, où le maître critique ligne à ligne les lourdes élucubrations de Mirabeau. Dans ces notes marginales au projet de *Théorie de la monarchie*[176], Quesnay n'hésite pas à étriller le marquis, toujours prêt à porter aux nues la noblesse et à défendre ses privilèges :

« Vous êtes franc, pur et vigoureux sur les autres états ; pourquoi laisser apercevoir « de l'intérêt et du faible pour la noblesse ? Voulez vous la rendre honorable? Ne parlez que « de ses devoirs, et non de son état et de ses droits ; sa considération ne peut porter que sur le « mérite, mais ne le bornez pas à la valeur militaire. [...] Blâmez au contraire la tyrannie et « l'atrocité de l'épée, elle rapproche trop le noble de la bête féroce. La chevalerie affectait au « moins de réunir la justice et la défense de l'opprimé ou du faible à la gloire des armes, « mais cette affectation jouait mal avec la barbarie de leurs siècles, et avec leur esprit de « domination attaché à l'usurpation féodale, qui est peut-être tolérable dans l'oligarchie mais « c'est une peste [...] dans la monarchie. [...] Prêchez ces vérités à la noblesse [...] et surtout « civilisez-la, inspirez-lui l'éducation utile en tout genre digne de son rang : le courage et « l'ignorance, qui pouvaient s'allier dans le gouvernement féodal à la barbarie, ne « formeraient que de méprisables archers dans une monarchie. Il n'y aurait que la haute « noblesse qui pourrait y soutenir l'éclat de son rang ; mais ce serait plus par la richesse et « l'illustration, qu'en qualité d'hommes de la classe des nobles, si la noblesse n'avait pour « tout mérite que son glaive. [...] Pour commander dignement il faut des lumières, une « intelligence et des talents, préparés par une éducation qui généralise l'homme dans les « grandes facultés patriotiques. »

Ainsi encore, quand Mirabeau affirme superbement : « il n'est que deux moyens d'acquérir les richesses : la force et l'industrie. Il dirige le premier de ces moyens vers le devoir, et lui accorde dans cette carrière toutes les distinctions et les rangs ; il laisse à l'autre toute liberté dans le cercle circonscrit par les lois, mais la borne pour jamais à la médiocrité qui lui défend l'orgueil et les prééminences ». Il s'attire une note assez vive de Quesnay : « Il ne fallait pas oublier que c'est celle-ci [l'industrie] qui alimente le militaire et qui fait toute la force de l'état. Ainsi le mot de médiocrité joue mal ici. [...] Il ne faut point aussi dénigrer cette partie, on y verrait peut-être trop de partialité. Le même langage convient aussi peu à l'égard du magistrat chargé, après le ministre de la religion, de la fonction la plus sainte et la plus respectable, entièrement réservée à la pureté de la conscience. Quelle importance et quelle dignité ! Voudrait-on tenir le même langage à l'égard du sacerdoce ? L'oserait-on ? Serait-ce donc la loi du plus fort qui parle ici ? Ce n'est pas sûrement l'intention de l'auteur »[177]. Et Quesnay précise plus loin son commentaire en montrant que la conception de Mirabeau renvoie à un état de la noblesse historiquement dépassé puisque désormais « l'état militaire s'est étendu à la roture » et que, bien plus, la noblesse elle-même « s'éteint et renaît continuellement de la masse commune roturière »[178].

---

[176] Gino Longhitano vient d'en donner une très utile édition scientifique (éd. l'Harmattan, Paris, 1999). Quelques extraits étaient connus grâce à la thèse complémentaire de Georges Weulersse : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du marquis de Mirabeau aux archives nationales* (Paris, Geuthner, 1910 ; *reprint* : Burt Franklin, New York, 1968). Sur la théorie politique des physiocrates, que l'on ne peut développer ici, v. l'intéressant article de Loic Charles et Philippe Steiner : « Entre Montesquieu et Rousseau. La physiocratie parmi les origines intellectuelles de la Révolution française », *Études Jean-Jacques Rousseau*, n° 11, 2000, pp. 83-160.

[177] *Traité de la Monarchie*, *op. cit.* p. 71.

[178] *Ibid.* p. 72. Le terme d'*industrie* s'entend ici bien sûr au sens général d'*activité de production.*

Mais ce travail de conviction était à reprendre à chaque fois, Mirabeau ayant sur ce sujet des opinions d'autant plus arrêtées que les Riqueti avaient bien peu de quartiers de noblesse à faire valoir[179]. En 1775 encore, un an après la disparition de Quesnay, le marquis laissait échapper ses sentiments personnels dans le *Discours de rentrée des Assemblées économiques* : « Je n'étais plus jeune déjà, qu'on exaltait encore le cerveau des souverains lettrés par les fumées de guerre et de conquête ; qu'on leur inspirait d'autre part que le secret d'État, la dissimulation, et *le soin de n'employer et de n'avancer que des gens de peu*, étaient les ressorts d'un gouvernement sage ; tandis que d'autre part des philosophes entortillés et vagues, soi-disant politiques, prêchaient au peuple je ne sais quelle liberté, l'opposition, les contrepoids respectifs, et tout le fatras d'intentions, d'attentions et de prétentions séditieuses dont le terme nécessaire est l'esclavage précurseur de l'anarchie ou celui qui la suit »[180].

Les rapports des philosophes avec les grands méritaient en tout cas la réflexion désabusée de Chamfort : « Dans l'Ancien Régime, un philosophe écrivait des vérités hardies. Un de ces hommes que la naissance ou des circonstances favorables appelaient aux places, lisait ces vérités, les affaiblissait, les modifiait, en prenait un vingtième, passait pour un homme inquiétant, mais pour homme d'esprit. Il tempérait son zèle et parvenait à tout ; le philosophe était mis à la Bastille »[181]. Quesnay parvint certes à éviter la Bastille, mais quand on cherche à comprendre la pensée physiocratique à travers ses écrits, on n'aura garde d'oublier que cette tranquillité était obtenue au prix d'une attention extrême aux formes de l'expression publique de ces idées. Ceci doit permettre de comprendre certains aspects paradoxaux des formulations de la secte. La gageure consistait à critiquer les institutions et le fonctionnement du système, grâce à un langage codé qui ne transgressât point les codes de la société d'Ancien Régime. Si les contre-sens ont été très nombreux chez ses lecteurs, et même chez ses disciples, Quesnay a néanmoins atteint, pour l'essentiel, son objectif.



[179] Malgré les tentatives de reconstruction d'un passé noble de la famille en Italie, avant son arrivée en Provence.

[180] *Manuscrits économiques . . .*, Weulersse (éd.), *op. cit.*, p. 126 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[181] Sébastien Chamfort : *Maximes et anecdotes*, Jean Mistler (éd.), Monaco, éditions du rocher, 1950, p. 104. Chamfort, il est vrai, avait une piètre opinion du deuxième ordre, qu'il avait beaucoup côtoyé : « - la noblesse, disent les nobles, est un intermédiaire entre le roi et le peuple . . . Oui, comme un chien est un intermédiaire entre le chasseur et les lièvres », *ibid.* p. 101.

Annexes au chapitre I :

De la censure au magistère doctrinal, les prescriptions du censeur royal Moreau.

N.B. : On a jugé utile pour le lecteur d'adjoindre, à chacun des chapitres, des textes de l'époque – inconnus ou inaccessibles - qui nous semblent éclairer certains aspects importants de notre analyse et compléter les grandes éditions des textes physiocratiques facilement consultables [182].

Annexe I.1 :

Rapport sur le *Précis de l'Ordre Légal* de Mirabeau

Lettre de Monsieur M., Censeur Royal, à un Magistrat

[*Éphémérides*, tome IX, sept. 1768, pp. 130-175]

// 130 //

MONSIEUR,

J'ai lu le *Précis de l'Ordre Légal*. Ce titre semblait prescrire au Censeur une attention sévère, & j'ai pensé après l'avoir examiné, que l'honnêteté des vues & la droiture des intentions, méritaient quelquefois un peu d'indulgence pour les expressions.

Je commencerai donc par vous rassurer, en vous certifiant, Monsieur, (& c'est à cela seul que m'oblige mon titre // 131 // de Censeur) que cet ouvrage ne renferme rien qui puisse blesser la Religion, attaquer le Gouvernement ou offenser les mœurs.

Mais comme la multitude des productions dangereuses qui ont trompé quelquefois les soins du Magistrat, vous a fait désirer depuis longtemps que les Censeurs s'expliquassent avec plus de détail sur les ouvrages qui leur passent par les mains, je serai fort aise de motiver ici mon jugement, & de contribuer à vous faire connaître des Philosophes qui ont quelques droits à l'estime des bons Citoyens.

Ces *Philosophes* que le public a nommés *Économistes*, nous ont dit des vérités utiles, & toutes leurs découvertes se sont tournées à enrichir le plus important & le plus ancien des arts. J'ai remarqué dans leurs Écrits un caractère assez rare ; c'est la facilité à supporter la critique : ils ne se fâchent point // 132 // lorsqu'on n'est pas de leur avis ; & entre nous, Monsieur, quand je vois M. le Marquis de M. si connu, si loué & si digne de l'être, se mettre docilement aux pieds de M. *Quesnay*, se nommer lui-

[182] On donne entre deux doubles barres verticales, les numéros de pages du manuscrit ou de l'édition utilisée. Pour faciliter la lecture de ces textes, l'orthographe a été modernisée.

même *un pauvre jouvenceau de 42 ans*[183], qui dans des ouvrages que le public a reçus avec applaudissement, avait mis la *charrue devant les bœufs, & n'avait rien entendu aux principes*[184]. Je dis tout haut ; assurément ces gens-là cherchent de bonne foi la vérité ; & je ne puis m'empêcher d'ajouter tout bas qu'on ne trouve guère d'Écrivains qui avouent ainsi leur défaite.

On appelle donc, Monsieur, *Philosophes économistes* un certain nombre de Savants, qui ayant profondément réfléchi sur les premières vérités que la nature nous a enseignées, & dont elle paraît avoir fait la base de toutes les sociétés, // 133 // ont cru de la meilleure foi du monde pouvoir y ramener tous les hommes, & leur apprendre à devenir artisans de leur bonheur : ce projet certainement n'a rien que de louable.

Rousseau avait senti comme eux qu'il fallait interroger la nature, & c'est après avoir cru la consulter qu'il avait frondé toutes les institutions civiles. Mais Rousseau n'avait point connu l'état naturel de l'homme, puisqu'il le cherchait dans un temps chimérique antérieur à toute société. Par là il errait dans le vague sur la morale, & sapait toutes les règles du Gouvernement. L'homme n'a jamais été isolé dans les forêts, & gravissant comme les singes sur les arbres pour y trouver sa nourriture ; son état naturel est celui de société. Je ne crois pas les économistes inventeurs de cette vérité, mais ils ont appuyé sur elle tous leurs systèmes, qui dès-là ont un fondement solide.

// 134 //

Si l'homme naît en société, s'il est fait pour elle, il existe donc indépendamment de toute institution politique des relations sociales, & par conséquent *des droits* aussi bien que *des devoirs*. J'ai droit à toutes les choses auxquelles la nature m'a donné le pouvoir d'atteindre, mais tous mes égaux ont le même droit que moi. La réciprocité de ces droits est leur mesure, & forme par conséquent le devoir qui modifie l'usage de la puissance : voila si je ne me trompe la morale des économistes.

Le pouvoir que l'homme a sur lui-même & que nous nommons *liberté*, ils l'ont appelé *propriété personnelle*.

Le pouvoir qu'il a sur les fruits de la terre acquis par ses recherches, par son travail ou par sa prise de possession, & sur toutes les choses dont il devient maître par l'usage des facultés de sa personne, ils l'ont nommé *propriété mobilière*.

// 135 //

Enfin, Monsieur, le pouvoir qu'il a eu sur les fonds de terre, lorsque la Culture a succédé à la simple recherche des productions spontanées, & que par conventions tacites ou formelles, chacun est demeuré possesseur exclusif d'une certaine quantité de terrain, ils l'ont appelé *propriété foncière*.

Je ne crois pas que l'on doive faire querelle à personne sur ses définitions, surtout lorsqu'elles vous présentent des idées aussi claires que celles-ci.

Je sais que la propriété des fonds de terre que j'avais appelée jusqu'ici *propriété civile*, n'a dû venir que longtemps après la propriété mobilière, que je nommais *propriété naturelle* ; mais j'avais cru avec bien d'autres, qu'elle supposait le Gouvernement établi, puisqu'elle n'était fondée que sur des conventions qu'il doit protéger. Cependant je pourrais bien m'être trompé ; & au lieu que je pensais que cette propriété foncière // 136 // avait été l'effet des institutions politiques & civiles, elle pourrait bien en avoir été la cause. Du moins est-il vrai qu'elle est plus ancienne que tous les Gouvernements.

En effet, Monsieur, comme la terre ne produit rien si elle n'est cultivée, le pouvoir indéfini de prendre partout la subsistance, supposait le droit de cultiver partout : or, s'il est vrai que les droits naturels sont essentiellement égaux & réciproques, celui qui voulait que l'on respectât sa propre culture, devait respecter le champ qu'il trouvait déjà cultivé par un autre. Peu-à-peu les hommes se

---

[183] *[note 1, p.132] Précis de l'Ordre Légal*, p. 225.
[184] *[note 2, p.132] Ibid.*, p. 223.

sont accoutumés à ensemencer tous les ans le même champ, & mon titre pour continuer de jouir d'un terrain, a été la peine que j'avais eue de le mettre le premier en valeur. Peu-à-peu la terre a été couverte de Cultivateurs, que la Justice, cette première souveraine des hommes, & l'intérêt // 137 // personnel qui y est toujours joint ont instruits des égards & des ménagements qu'ils se devaient les uns aux autres. Ceux qui sont venus ensuite, & qui n'ont pas trouvé à s'établir, n'en avaient pas moins de droit à la subsistance ; ils ont gagné par leur travail la portion de fruits qui leur était nécessaire, & qui sortait d'un champ dont ils n'étaient pas propriétaires. Or, pour s'assurer de la justice de cette inégalité dans les propriétés foncières, il ne faut que faire attention qu'en rendant la Culture plus utile, & les récoltes plus abondantes, elle a augmenté la somme totale des jouissances, & n'a point diminué la part de ceux qui en avaient le moins : au contraire, ceux-ci se sont trouvés par l'abondance des productions, dans une position plus assurée & plus avantageuse. En effet, si un homme a acquis le droit de posséder seul un terrain qui suffirait pour nourrir *vingt* personnes ; il // 138 // faut remarquer que sans la Culture, ce même terrain n'en aurait pas nourri deux, & que le Propriétaire, dont l'intérêt fait naître la Culture, ne peut dans le fait posséder son terrain, c'est-à-dire en jouir par cette Culture, qu'en nourrissant ces vingt personnes : or, tout cela a pu & dû se faire dans le temps où les pères jouissaient seuls de la puissance du Gouvernement, & avant que les Nations se fussent formées par la réunions des familles.

Ces vérités une fois données, nos Philosophes persuadés que toutes les richesses dont l'homme peut jouir sortent de la terre, & que la population est nécessairement proportionnée à la quantité de ces richesses, ont examiné quel est le meilleur moyen d'augmenter en même temps, & l'abondance par la Culture & la population par l'abondance.

Je ne les suivrai point dans le détail // 139 // de leurs spéculations, ni dans l'enchaînement des conséquences pratiques qu'ils en tirent, je n'envisage leur doctrine que dans les rapports qu'elle peut avoir avec le Gouvernement. Je ne veux que rassurer le Magistrat qui s'alarme avec raison de tout ce qui paraît annoncer sur cette matière des idées nouvelles ou des systèmes singuliers.

Le bien que les Philosophes économistes voudraient faire à l'humanité, ne peut s'exécuter sans le concours d'une Puissance tutélaire, obligée de protéger les droits que nous tenons de la nature. Cette Puissance est le Gouvernement, & dès-là il était assez naturel qu'ils recherchassent quelle est la forme de Gouvernement la plus conforme aux vues de la nature, & la plus propre à faire jouir l'homme de tous les avantages qu'elle a voulu lui procurer.

Nos Philosophes se sont décidés pour le Gouvernement d'un seul, & je // 140 // crois, Monsieur, qu'on doit leur en savoir quelque gré ; car depuis longtemps il me semble qu'une autre philosophie que la leur s'est bien ouvertement déclarée pour les systèmes républicains.

Il faut convenir qu'ils ont appelé *despotisme* ce que certaines gens auraient mieux aimé qu'ils nommassent *monarchie*. D'après le langage reçu, le mot qu'ils ont substitué à celui là est odieux, j'en conviens, mais ils l'ont corrigé en y joignant l'épithète de *légal*, & ils ont appelé *despotisme légal* l'autorité d'un MONARQUE qui gouvernerait les hommes d'une manière *d'autant plus ABSOLUE, qu'elle serait plus conforme AUX LOIS* de l'ordre naturel, à celles de la Justice par essence, & au plus grand intérêt de tous & de chacun des individus qui composent la société. Je le répète, je ne chicanerai jamais personne sur les définitions.

// 141 //

Si on leur fait un crime d'avoir employé un mot auquel depuis longtemps est attachée *l'idée du pouvoir le plus absolu*, je répondrai avec nos anciens Magistrats que l'autorité des Rois ne doit point être *dissolue* ; mais qu'elle doit être *absolue*, & j'ajouterai avec tous ceux qui ont réfléchi sur les principes de la société qu'il n'y a ni liberté politique ni gouvernement civil sans un pouvoir absolu. Car dans les Républiques même, la Puissance exécutrice est invincible & les hommes ne sont plus gouvernés sitôt que la licence peut lutter avec succès contre la règle destinée à l'enchaîner.

Laissons donc, Monsieur, à nos Philosophes leur *despotisme légal*, & contentons-nous de les

entendre déclarer énergiquement, *que tout digne économiste n'attaque aucune des autorités qu'il trouve établies, mais qu'il les soumet toutes* // 142 // *à l'ordre naturel parce que Dieu & la nature l'ont voulu ainsi*[185].

Lors donc que l'Auteur des Lettres que vous m'avez fait lire ajoute qu'il attend pour reconnaître une Puissance humaine législative, de trouver un Souverain, un Sénat ou une Nation qui puissent changer la saison de semer & de recueillir, il ne prétend pas en induire qu'il n'y a point de Gouvernement qui soit en droit de donner des lois à l'homme, mais qu'il existe antérieurement & supérieurement à toute autorité civile un pouvoir que les Rois doivent sans cesse consulter, s'ils veulent être vraiment puissants, une autorité le modèle de la leur, celle de la justice & de la raison : voilà le premier maître de l'homme, voilà ce Tribunal souverain devant lequel les Rois qui ont cent mille hommes sous // 143 // leurs ordres, plaident eux-mêmes par des manifestes, toutes les fois qu'ils forment quelques grandes entreprises : voilà, en un mot cette règle dont parle Cicéron lorsqu'il définit la loi *justorum injustorumque distinctio, ad illam antiquissimam & rerum omnium principem expressa naturam, ad quam leges hominum diriguntur*[186].

Dans un temps où l'on a cherché à attaquer les premières & les plus précieuses vérités, j'aime à transcrire les passages d'un des plus anciens Économistes que nous connaissons, *nos* dit encore Ciceron, *legem bonam a malla nulla alia nisi naturae norma dividere possumus. [...] Haec autem in opinione existimare non in natura posita dementis est*[187]. *[...] Hanc igitur*, dit-il encore plus bas, *video sapientissimorum fuisse sententiam, legem neque hominum* // 144 // *ingeniis excogitatam, nec scitum esse aliquod populorum, sed aeternum quiddam, quod universum mundum regeret, imperandi prohibendique sapientia. Ita principem legem illam & ultimam mentem esse dicebant omnia ratione aut cogentis aut vetantis Dei . . . Lex vera atque princeps apta ad jubendum & ad vetandum ratio est recta summi jovis*[188].

Cet *AEternum quoddam quod universum mundum regit*, cette *ratio recta summi Jovis* est, Monsieur, ce que nos Philosophes appellent l'*ordre naturel*, qui sert de base & de règle à l'*ordre légal*. Cet ordre étant aussi certain & aussi invariable que celui des saisons, & le but du Gouvernement étant de le maintenir contre la licence, nos Philosophes en concluent que les Lois des Princes sont, non *constitutives*, mais *déclaratives* des véritables droits de l'homme : ce // 145 // ne sont point les Souverains qui ont défendu le meurtre & l'adultère ; mais ils ont dû les punir : ils n'ont point fait des Lois pour nous apprendre qu'il fallait semer & recueillir ; mais beaucoup pour assurer les semences & les récoltes : ce ne sont point eux enfin qui ont rendu l'homme Propriétaire, il l'était antérieurement à toutes institutions civiles ; mais ils ont employé leur pouvoir à lui assurer ses jouissances, & lorsqu'il a fallu même régler la transmission & la succession des propriétés, ils ont consulté, ou dû consulter, le voeu de la nature & l'intérêt de la société dont ils étaient les Protecteurs.

Il ne s'agit donc point ici, Monsieur, d'affaiblir le pouvoir du Gouvernement, mais de lui donner au contraire toute la force dont il est susceptible ; car il est certain qu'il sera inébranlable

---

[185] *[note 3, p.142]* p. 219.

[186] *[note 4, p.143]* Cicéron, *de Legibus*, Liber 2, n° V-13. [Traduction de Georges De Plinval (*Traité des lois*, Paris, Les Belles Lettres, 1959) « La loi est la distinction des choses justes et injustes, exprimée conformément à la nature ancienne et primordiale du monde, sur laquelle se règlent les lois des hommes »]

[187] *[note 5, p.143] Ibid.*, Liber 1, n^{os} XVI-44 & XVI-45. [Traduction (*Ibidem*), XVI-44 : « Nous ne pouvons distinguer la loi bonne de la loi mauvaise en vertu d'aucune autre règle que celle de la nature » [...] XVI-45 : « Croire qu'elles dépendent de l'opinion au lieu de les fonder sur la nature, c'est le fait d'un individu insensé »].

[188] *[note 6, p.144] Ibid.*, Liber 2, n^{os} IV-8 & IV-10. [Traduction (*Ibidem*), IV-8 « Je vois donc, que, selon la pensée des plus grands philosophes, la Loi, ce n'est ni une invention issue du génie des hommes ni une décision arbitraire des peuples, mais quelque chose d'éternel qui règne sur le monde entier par la sagesse de ses commandements et de ses défenses ; aussi disaient-ils que cette Loi première et dernière était la pensée de la divinité, édictant selon la raison des obligations et des interdictions qui s'étendent à toutes choses. » [...] IV-10 « La Loi véritable et première, faite tant en vue du commandement que de la défense, est la droite raison du Jupiter suprême »].

comme les Lois de la nature, toutes les // 146 // fois qu'il se conformera invariablement à l'ordre qu'elle a prescrit.

D'après cela quel est le *despote légal* dont nos Philosophes se sont formé l'idée ?

1° . C'est un Roi ; car ils enseignent tous que le gouvernement de plusieurs est contraire au plus grand intérêt de la société. Je n'ai point à prononcer sur cette question. J'observerai seulement que leur assertion ne doit point alarmer les partisans de la Monarchie ; & j'ajouterai que les Économistes ont vu une vérité qui peut-être n'est point encore assez développée dans leurs écrits : c'est que de tous les gouvernements, la Monarchie est celui qui a le plus de pouvoir pour faire le bien & le moins de force pour faire le mal. Vous sentez que je n'entends point par Monarchie l'Empire de Tibère ni celui du Mogol.

2° . C'est un Roi qui, parfaitement instruit de l'ordre naturel, c'est-à-dire, // 147 // des droits que la nature a donnés aux hommes, & qui s'identifient avec leur plus grand avantage possible, a clairement aperçu que son propre intérêt est de se conformer à cet ordre invariable.

3° . C'est un Roi qui domine sur une Nation très éclairée elle-même sur ses droits, sur ses devoirs, sur son intérêt & sur la liaison intime de cet intérêt avec celui du Souverain, & chez laquelle des Magistrats chargés de faire l'application des diverses Lois positives aux cas particuliers, ont le devoir, le droit, & de plus un intérêt très pressant d'avertir le Souverain de son erreur toutes les fois qu'il pourrait lui échapper une Ordonnance opposée à la conservation des droits de la Nation, & par conséquent à l'amélioration du patrimoine particulier & public de la société, & par conséquent à l'avantage même du Monarque. Par là doivent être rassurés les Ennemis du despotisme // 148 // arbitraire. Ce genre de despotisme n'est point un gouvernement, & celui dont nous parlent nos Philosophes est, comme ils le disent eux-mêmes, le *nec plus ultra de toute puissance humaine*[189].

Mais un tel Roi ou tel Despote (car ici les termes ne me font rien) existe-t-il ou peut-il exister ? Vous m'allez dire, & bien des gens l'ont dit comme vous, qu'il faudrait, pour que les choses allassent sur ce pied dans un État, que Dieu le gouvernât immédiatement ou envoyât un Ange à sa place.

À cela voici la réponse de nos Philosophes. L'ordre naturel est une vérité ou plutôt un enchaînement de vérités. Or toute vérité peut être aperçue. Il ne s'agit que de la présenter clairement à l'homme ; aussitôt il reconnaît son Maître.

De siècle en siècle de nouvelles vérités // 149 // se découvrent par déduction les unes des autres, ou par *intuition* immédiate. Celles qui nous échappent & rentrent sous le nuage dont elles étaient sorties, ne se perdent pas pour cela. Le malheur de l'homme, c'est qu'il s'applique souvent à chercher celles dont il a le moins de besoin, & néglige quelquefois les plus utiles qui sont à côté de lui. S'il a mesuré les Cieux, calculé les révolutions des Astres, analysé tous les corps & toisé toutes les distances, pourquoi n'a-t-il pas trouvé celle qui le sépare du bonheur ? Peut-être aurait-il découvert qu'elle est la plus petite de toutes & la plus facile, comme la plus intéressante à constater.

Si donc cette évidence qui nous subjugue dans toutes les démonstrations géométriques, nous pouvions l'appliquer à la morale & à la science du Gouvernement, il est certain, Monsieur, // 150 // qu'éclairant également & le commandement & l'obéissance elle serait pour les hommes un flambeau à la lumière duquel ils tendraient tous nécessairement au plus grand bien de la société, dont résulterait infailliblement leur plus grand avantage.

C'est par cette évidence Monsieur que nos Philosophes entendent, non réformer les hommes, mais les obliger de se réformer eux-mêmes. Ils n'ont pas sans doute besoin de prouver que l'évidence opère infailliblement le même effet sur tous ceux qui ne sont pas privés du sens commun. Si dans une nuit obscure, mille personnes sont rangées sur le bord escarpé d'un abîme profond, on peut assurer,

---

[189] *[note 7, p.148] Précis de l'Ordre Légal*, p. 210.

sans craindre de se tromper qu'au premier moment où la lumière les frappera tous également, ils partiront tous ensemble pour s'écarter du danger. Voilà, suivant les // 151 // Économistes, l'image de l'évidence qui, faisant une impression uniforme sur les hommes qui gouvernent & sur ceux qui sont gouvernés, démontrent aux uns & aux autres que leur plus grand bonheur possible résulte des mêmes principes, & est attaché aux mêmes inductions pratiques.

La première maxime de ces Philosophes est donc qu'il faut éclairer le genre humain sur ses véritables intérêts, & lui faire voir évidemment que la nature n'a tracé qu'une seule route, & qu'elle la présente à tous ses enfants, *sous peine de souffrance & de malheur* ; car dit l'Auteur de la dernière des lettres que je vous envoie, *sitôt que les lois essentielles de l'ordre naturel seront généralement connues & enseignées, elles seules seront despotes & le consentement de tous veillera à leur exécution .... Notre despotisme légal qui vous effraie*, dit-il encore, *ne doit pas vous étonner davantage que le despotisme // 152 // du calcul, qui décide tous les comptes faits & à faire*[190].

Comme je dois être de la plus grande impartialité dans cet exposé, je ne dois pas, Monsieur dissimuler ici deux objections que l'on forme contre le système des Économistes. La première est de M. l'Abbé de Mably ; j'ajouterai que la seconde ne m'a été suggérée par personne ; mais elle m'a frappée vivement sans cependant me faire ou désapprouver leurs vues ou rejeter leurs raisonnements.

Ce sont, dit l'Abbé de Mably, les passions qui occasionnent dans le monde & les désordres & les malheurs. Or, les passions ou ne calculent point, ou calculent mal.

À cela je sens bien que l'on peut répondre que la passion même calculera bien, sitôt que vous aurez porté à un certain // 153 // degré l'évidence de son propre intérêt qui doit la subjuguer. Car les passions qui font qu'un homme se jette par la fenêtre ne méritent pas d'être comptées parmi celles qui font le malheur du genre humain ; & je me mis à rire ces jours passés au nez d'un Capucin qui m'assura que c'était par belle malice & pour faire niche à son Ordre, que le Gardien de S. Jacques s'était coupé le cou. La démence ne raisonne point ; mais il n'y a guère de furieux qui ne s'arrête s'il aperçoit évidemment qu'il va se tuer.

Voici une autre objection que je me suis fait quelquefois contre la possibilité de cette évidence en matière d'administration publique. Les mathématiques & la morale, me suis-je dit, sont également fondées sur des rapports ; mais ceux que les premiers envisagent sont des rapports de grandeur, & ceux dont // 154 // la morale s'occupe sont des rapports de destination. Pourquoi donc la morale avec quelques principes aussi certains que ceux de la Géométrie, a-t-elle des incertitudes & des obscurités que l'on ne trouve pas dans celle-ci ? C'est que la raison ne peut calculer que ce qu'elle aperçoit clairement : elle voit les grandeurs, elle peut les mesurer ; mais toutes les destinations de l'homme ne sont ni si facilement, ni si clairement aperçues.

On me répondra sans doute que l'homme voit bien plus clairement son intérêt qu'il ne connaît ses devoirs ; mais pour établir le meilleur gouvernement possible, il ne suffit pas qu'il voit ses intérêts, il faut aussi qu'il en connaisse la mesure, & qu'il sache que c'est dans cette mesure que se trouve le point de sa plus grande félicité possible. Or cette mesure ne sera jamais selon // 155 // moi ni si facilement toisée, ni si évidemment aperçue que celle d'un angle[191].

---

[190] *[note 8, p.152]* pp. 218 & 217.

[191] *[note 9, pp.155 à 157, sans doute rédigée par Baudeau]* La morale, dont il s'agit ici, une fois dégagée des subtilités métaphysiques qui l'obscurcissent, & réduite, dans son étude, à ce quelle est dans la nature, c'est-à-dire à l'intérêt bien entendu, est, on ne peut pas plus aisée à soumettre au calcul ; parce qu'elle ne présente plus que des objets physiques et palpables, dont nous sommes d'avance fort accoutumés à examiner les dimensions & les rapports. Ces objets sont précisément de la nature de ceux que tout Propriétaire est obligé de calculer sans cesse, pour régler la dépense de sa maison & l'administration de son bien. Et l'on peut même assurer que tous ces objets relatifs à l'économie domestique, qui deviennent la base solide de la morale la plus avantageuse au genre humain, & la règle des droits & des devoirs réciproques, décernés évidemment par la nature ont été calculés fort clairement, dès les premiers âges du Monde, par les premiers humains, & longtemps auparavant que l'on

// 156 //

Mais ici je m'arrête & je dois m'arrêter ; car, comme j'ai le plus grand désir que mon objection ne prouve rien, si réellement on me présente en matière de gouvernement & d'administration, une évidence égale à celle des démonstrations géométriques, je regarderai comme les bienfaiteurs du // 157 // genre humain ceux qui m'auront fait ce présent : ils auront trouvé le *Palladium* de la société & du bonheur.

Lors donc que je vois une foule de gens sensés, tous les plus honnêtes gens du monde, tous recommandables par leur attachement & aux principes inaltérables de la morale, & aux lois du Gouvernement sous lequel ils sont // 158 // nés ; tous enfin livrés à l'étude & n'ayant aucun intérêt de me tromper, s'avancer & me venir dire :

« oui, nous vous en répondons ; cette évidence que vous cherchez nous la tenons, & c'est elle-même « qui soutiendra notre assertion. Nous l'offrons aux Rois, à leurs Ministres, à leurs sujets. Lisez nos « écrits & vous verrez que, sous le gouvernement d'un seul vous pouvez jouir du plus grand bonheur « que Dieu vous ait destiné dans cette vie » :

qu'ai-je à leur répondre ? Hé bien, je lirai vos ouvrages & j'inviterai tout le monde à les étudier, à les méditer, à s'en nourrir : tâchez de votre côté de les faire lire à ceux qui sont chargés & du gouvernement & de l'administration ; car ils sont soumis comme moi à l'empire de l'évidence.

À cela, Monsieur, la société ne peut que gagner ; car pour qu'une chose soit évidente, il faut qu'elle soit incontestablement // 159 // décisive. Si on nous tient parole, nécessairement nous devons être mieux ; si la doctrine des Économistes n'est pas aussi évidente que leurs intentions sont pures ; le pis-aller est que l'on reste comme on est ; mais il s'en faut bien que ces Philosophes soient dangereux.

Je lis donc & je lirai. J'ai déjà trouvé, je trouverai sans doute encore de grandes & d'importantes vérités, qui toutes sont relatives à mon bien être ; chose dont je fais grand cas dans une vérité. Mon objet n'est point de vous exposer toute cette doctrine que je ne connais point encore assez ; mais en général il me paraît évident,

1° . que les seules richesses de l'homme sont les productions de la terre, & que plus elles seront abondantes, plus la population sera nombreuse.

2° . Que ces productions devant être le fruit du travail // 160 // & de la culture exigent des dépenses.

3° . Que le fond sur lequel celles-ci sont prises doit être sacré à peine de voir diminuer les reproductions & la population.

4° . Que la puissance publique destinée à protéger & les propriétés & les jouissances diminuera elle-

---

soupçonnât qu'il pût se trouver quelque sorte d'intérêt à mesurer des angles.

// 156 // Quand on est instruit des conditions nécessaires à la réproduction des richesses & des subsistances ; conditions notoirement physiques & *très calculables*, puisque les Propriétaires & les Fermiers les *calculent* tous les jours, on démontre évidemment *par le calcul* de la plus grande recette que puisse faire le Fisc, sans ruiner l'État & sans se ruiner lui-même, que le Souverain ne saurait avoir de sort plus avantageux que celui de co-propriétaire du produit net de toutes les terres soumises à son Empire. Cette vérité une fois reconnue, le plus grand intérêt possible du Souverain se trouve tellement lié à celui des propriétaires, que *le calcul* qui règle les affaires de ceux-ci pour leur plus grand profit particulier, & pour l'augmentation de leurs revenus, assure en même temps la richesse, // 157 // la puissance & le bonheur personnel du Prince qui protège leurs droits, & qui jouit d'une part proportionnelle du revenu de leurs domaines. Il n'y a alors aucun Propriétaire intelligent, ni aucun Cultivateur qui ne soit à portée de résoudre évidemment, par le compte de ses propres affaires, la plupart des questions relatives à l'administration. Et quant à celles qui sont fort compliquées, la formule du Tableau économique, qui n'est pas au fond plus difficile à apprendre que celle de la division, qui présente des résultats tout aussi évidemment certains, & qui avant un siècle d'ici ne sera ignorée de personne, donne le moyen de poursuivre avec facilité les inconnues, qui pourraient échapper aux méthodes ordinaires.

même les revenus dont elle a besoin toutes les fois qu'elle voudra les prendre sur le fond destiné à produire les revenus ? Je ne vais pas plus loin, Monsieur, car je ne dois parler que de ce que j'ai évidemment aperçu & si j'avoue que j'ai envie de m'instruire, j'avouerai également que je ne le suis pas encore assez.

Je dois avant que de finir cette longue lettre vous rassurer sur un passage auquel on chercherait peut-être querelle, si je ne prenais ici la peine de développer le sens de son Auteur. Dans la dernière des lettres que vous m'avez // 161 // fait l'honneur de m'envoyer, je trouve cette phrase[192] : « Une fois qu'un peuple sera instruit & imbu dès le berceau de la divinité de cette Loi sacrée, la *propriété* ; de son influence sur la prospérité générale & individuelle de l'humanité ; de son immunité absolue, qui rejette comme un sacrilège impie cet axiome affreux, *salus populi suprema lex esto* ; affreux, dis-je, sitôt qu'il suppose la moindre lésion de la propriété particulière ; en cet état, dis-je, nous ne craignons plus les passions personnelles des dépositaires de l'autorité tutélaire & conservatrice des sociétés, &c. »

Vous devez juger Monsieur par cet échantillon que l'Auteur de cette lettre a une imagination vive & un zèle bouillant. J'aime assez ce caractère quand l'âme est bonne & honnête. // 162 // Ce qu'il dit de la maxime *salus populi, &c.* vous paraît un blasphème, & à sa place j'aurais adouci l'expression ; mais prenez garde que ce n'est point la maxime qu'il blâme ; mais sa fausse & dangereuse application. Car, comme il est bien persuadé qu'il n'y a point de peuple lorsqu'il n'y a plus de propriétés, il doit en conclure que toutes les fois que, sous prétexte de l'axiome *salus populi, &c.* on attaque, on altère, on anéantit les propriétés ; on détruit la Nation même en abusant de la maxime qui dit qu'il faut la sauver. C'est donc parce que la proposition *salus populi suprema lex esto* loin d'être un *axiome impie & sacrilège*, est au contraire une vérité première & fondamentale, que l'on doit prodiguer toutes les épithètes de notre Auteur aux entreprises qui, en détruisant la propriété, seraient en même temps destructives de la société.

// 163 //

Si dans les cinq Lettres que j'ai examinées, il se trouve encore quelques expressions qui prêtent aux scrupules de la critique ou à la malignité de l'envie, je crois que les principes dont l'Auteur est parti, doivent leur servir d'explication, & qu'ils sont assez clairement présentés pour prévenir toutes les fausses conséquences que l'on voudrait en tirer.

Quand, par exemple, pour répondre à l'objection par laquelle, pour attaquer l'empire de l'évidence, on allègue les passions & les intérêts de ceux qui gouvernent, l'Auteur de la cinquième Lettre convient que l'évidence a *souvent disparu au milieu des combinaisons, des applications & des exceptions des gouvernements particuliers* ; il ne dit rien que de vrai & d'exact ; mais il ajoute, *& nous démontrons que toute législation humaine n'a été qu'institution d'un désordre légal excitée par l'intérêt particulier, & prétextée* // 164 // *de l'intérêt particulier*[193]. Il semble sans doute qu'il calomnie toutes les institutions publiques établies. Cependant en le lisant avec attention, on est bien convaincu qu'il n'a entendu parler que de celles de ces institutions qui auraient contredit *l'ordre naturel des sociétés*, & ce qu'il dit là dessus peut se réduire à ce dilemme : ou la législation humaine tend à déranger, à investir cet ordre qui est l'ouvrage de Dieu même, & dans ce cas elle est vicieuse, ou elle y est au contraire conforme, & dans ce cas elle n'est que le plan du Législateur éternel exécuté par les hommes ; car en reconnaissant qu'il faut à l'homme des lois positives, nous n'en devons pas moins sentir qu'elles ont elles-mêmes des principes & des règles qui ne sont point l'ouvrage de l'homme. Il est une règle supérieure à toutes, une Loi // 165 // à laquelle le Citoyen le plus fidèle & le plus soumis sera toujours en état de confronter les Ordres auxquels il obéit. Il n'aura certainement pas le droit de résister à la puissance, mais rien ne lui peut ôter le droit de la juger intérieurement. Car, cette règle immuable & éternelle ne permet jamais au supérieur un commandement injuste, lors même qu'elle prescrit à l'inférieur l'obéissance à ce commandement[194].

---

[192] *[note 10, p.161]* p. 214.

[193] *[note 11, p.164]* p. 205.

[194] *[note 12, pp.165 à 167, sans doute rédigée par Baudeau]* Il est visible que l'Auteur lui-même veut ici parler seulement de l'inférieur qui se trouve directement lésé par une Ordonnance injuste, & qui ne pouvant pas être

// 166 //

D'après l'aveu que je viens de vous faire, Monsieur, de quelques expressions qui sembleraient prêter à la critique, si l'on n'était pas d'assez bonne foi pour les entendre dans le sens de // 167 // l'Auteur ; je pense qu'en rendant aux Philosophes économistes toute la justice qui leur est dûe, on ne peut trop les exhorter à éviter dans leurs Ouvrages, ce ton d'enthousiasme & de chaleur qui, // 168 // quelquefois, pourrait décréditer les vérités les plus utiles. Il est excellent dans la conversation : car il y a des gens qu'il ne suffit pas d'éclairer, & qu'il faut encore entraîner ; mais dans des écrits qui sont lus à tête reposée, & où les phrases, couchées sur le papier, paraissent dégagées de toute cette chaleur que leur donnent le ton & les inflexions de la voix, la force du regard & l'éloquence du geste, la vérité ne doit paraître qu'avec une parure aussi simple qu'elle. Sans cela elle produira le même effet que de fort belles & très honnêtes femmes, lorsqu'elles se mettent comme des filles. Je n'ai vu M^r^ le M. de M. que deux fois en ma vie, & Dieu me garde de converser beaucoup avec lui : cet homme-là me persuaderait toutes les erreurs qu'il voudrait. J'aime mieux le lire. Son style me plaît, & ne me fait point assez d'illusion pour que je n'aie pas la liberté de peser & d'apprécier les vérités qu'il // 169 // enveloppe ; mais en même temps je sens bien que s'il me disait tout ce qu'il m'écrit, il serait mon maître.

Je dirai plus, il faut que les vérités écrites soient & bien frappantes & bien utiles, pour que le style de l'exagération ne me prévienne pas un peu contre elles. J'ajouterai même avec candeur, que c'était l'effet qu'avait produit sur moi le ton de la Préface qui est en tête du *Précis de l'Ordre légal.* Ou je me trompe fort, ou elle n'est point de la même plume que la cinquième Lettre[195]. Cette Préface

---

juge définitif dans sa propre cause, doit, pour le bien de la paix, se soumettre provisoirement ; ce qui n'exclut point la réclamation subséquente contre l'injustice : réclamation qui est de droit naturel, & dont la faculté & la liberté ne doivent jamais être ravies à personne.

Mais il est tout aussi visible qu'il ne veut pas parler de l'inférieur auquel il serait injustement ordonné de léser un tiers. Car alors, en obéissant, // 166 // cet inférieur disposerait du droit d'autrui ; & s'il peut bien sacrifier le sien, pour un temps & par provision, au bien de la paix & au respect dont il est pénétré pour les dépositaires de l'autorité, il ne peut licitement dans aucun cas empiéter sur celui des autres hommes. Cet inférieur auquel il serait injustement commandé, par l'autorité suprême, de nuire à qui que ce soit de ses semblables a donc évidemment le devoir impérieux, le devoir imposé par la Divinité même, de surseoir à l'exécution du commandement dont il reconnaît l'injustice ; et de représenter s'il le faut, jusqu'à la mort à l'autorité à laquelle ce commandement ne saurait échapper que par une erreur ; qu'elle n'a pas voulu, ni dû, ni pu vouloir lui faire un pareil commandement.

Il est vrai que ces sages & vertueuses représentations ne peuvent avoir lieu que vis-à-vis de l'injustice évidemment reconnue. Or, cette évidence complète ne peut être que le fruit d'une étude suffisante. // 167 // Chez les Nations qui ne seraient pas éclairées sur les Lois naturelles de l'ordre social et de l'ordre de la justice par essence, la conscience ne pourrait donc pas servir à tous de guide dans la conduire relative aux lois positives, où la multiplicité de rapports qu'elles embrasseraient ne serait pas assez développée. Une Nation ignorante peut donc avoir des Lois très défectueuses à cet égard, sans qu'elles soient injustes. Je dis très défectueuses ; car, c'est une grande imperfection dans les Lois, quand leur exposition même n'est pas faite de manière à instruire clairement de l'équité de leurs injonctions ceux qui doivent y obéir ; parce que l'obscurité peut servir de voile à l'arbitraire & à l'injustice. Et c'est ce qui montre encore plus la nécessité de l'instruction la plus générale qu'il soit possible, & pour toutes les classes de Citoyens, sur tous les points importants auxquels est attachée *l'observance* de l'ordre le plus avantageux au genre humain.

[195] *[note 13, pp. 169 à 171, sans doute rédigée par Baudeau]* Il est étonnant qu'un Censeur aussi judicieux, & d'un tact aussi fin que celui qui parle, ait pu se méprendre sur l'Auteur qui s'est caché sous le nom d'Éditeur dans la Préface du *Précis de l'Ordre légal.* Cet illustre Auteur pense comme nous, qu'aucun de ses écrits ne porte mieux son cachet original que cette Préface.

Quant à l'enthousiasme qu'on lui reproche ici, & qu'on ne reproche pas à lui seul, il est certain, & le sage Censeur en convient, qu'on ne peut // 170 // guère en avoir pour des objets plus grands, plus utiles, plus importants au genre humain. La circonspection exacte, qui pèse & mesure tout, est la vertu des hommes froids. Ces hommes sont très respectables & très utiles. Leur sagesse contribue beaucoup à la perfection des Sciences : si l'on peut ainsi s'exprimer, elle blute les vérités. Mais c'est l'activité des âmes ardentes et sensibles qui broie le grain où ces vérités étaient renfermées & dans lequel les hommes froids les eussent peut-être laissées inutiles à jamais.

Il est vrai qu'il y a un art de devenir froid artificiellement. Cet art est celui du calcul, qui ne prête nullement aux

est l'exposé de la Philosophie rurale, ou du Tableau économique, & comprend par conséquent de grandes & importantes vérités. Ce sont de bons & d'excellents remèdes que l'on nous propose. Pourquoi donc y mettre le faste & l'étalage dont on aurait besoin pour débiter des drogues, dont le succès serait, pour ne rien dire de plus, au moins très incertain ? Pour peu qu'on // 171 // ait vu les hommes, on remarque aisément que l'emphase & l'enthousiasme entraînent presque sûrement un quart d'entr'eux, & révoltent les trois autres. Ils peuvent faciliter les premiers progrès d'une Doctrine, & reculer les seconds, qui sont plus intéressants, puisqu'ils doivent embrasser une partie plus nombreuse de l'espèce humaine. En même temps qu'il est difficile de s'en défendre // 172 // pour les vérités importantes et nouvellement aperçues ou développées, je les crois plus nuisibles qu'utiles à la promulgation & à la défense de ces vérités.

Au reste, Monsieur, ne vous y trompez pas, l'Homme dont les découvertes ont inspiré cet enthousiasme, l'Homme que l'on appelle le Maître, le sage par excellence, l'*Auteur & l'Inventeur de la Science, le véritable Confucius de l'Europe*[196], *qui tient le fil de la stabilité & de la perpétuité de la Société*[197], *l'Aigle audacieux sous les ailes duquel* les plus grands Hommes *se cachent comme de simples roitelets*[198], cet Homme, Monsieur, est le Citoyen le plus modeste & le moins charlatan, qui sans s'enivrer des éloges qu'il reçoit, est // 173 // sans cesse le premier à rappeler ses Disciples à une vérité reconnue par celui d'entr'eux qui a écrit la Préface du Précis : *C'est que tous les grands mots ne sont que misère, sitôt qu'on prétend les donner comme renfermant des secrets particuliers, au dessus de la portée du vulgaire*[199]. Je dirais donc volontiers à tous les Philosophes économistes ; annoncez la Doctrine de votre Maître, elle est bonne, elle est claire ; elle ne prêtera jamais au ridicule que par le ton que vous lui donnerez.

Ce que j'en dis au reste, n'est que pour l'avantage de la Science économique ; car pour moi, & sans doute pour les Lecteurs désintéressés, cette chaleur est assez amusante. L'enthousiasme me plaît dans les honnêtes gens ; je fais peu de cas de ceux qui ne font qu'apercevoir les vérités, & j'aime // 174 // ceux qui les sentent & qu'elles échauffent : c'est dans de pareilles âmes qu'elles deviennent fécondes ; mais lorsqu'il s'agit de démontrer des vérités dans des Ouvrages de raisonnement, soyons avares de chaleur & prodigues de lumière.

Vous voyez, Monsieur, que si les Économistes m'ont communiqué un peu de celle-ci, leur feu du moins ne m'a pas encore enflammé. Je ne suis point adepte ; je ne suis qu'amateur. Mais, personne n'honore plus que moi ceux qui ne font usage de leurs connaissances & de leurs talents que pour le bien de la Patrie & j'ose vous assurer que les Écrits de ces Philosophes ont au moins un caractère distinctif ; c'est qu'en respectant, & les Principes du Gouvernement, & les Lois établies, ils ne cherchent qu'à présenter, & des motifs, & des moyens de faire du bien à l'humanité. Voilà ce qui doit frapper // 175 // des hommes d'État comme vous. Mais pour nous autres particuliers Littérateurs & disputeurs, j'ajouterai qu'en lisant les Ouvrages de ces Messieurs, je les ai toujours trouvés plus outrés dans leurs éloges qu'amers dans leur censure.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, Votre, &c.

À Ville-d'Avray, ce 13 Juin.

---

transports de l'imagination, // 171 // & qui rend précisément les mêmes vérités à tous les Calculateurs du monde, indépendamment de la diversité de leurs caractères. On est en droit d'exiger au moins cette froideur artificielle, & cette sévérité stricte de calcul, de la part de tous les hommes qui offrent des principes sur les Sciences exactes. Mais lorsque leurs calculs sont bien établis & bien évidents, il y aurait peut-être de la dureté à ne pas leur permettre de se livrer à la tournure naturelle de leur âme, dans l'énumération rapide & dans les Tableaux des objets relatifs à leurs découvertes. Pour faire sa besogne aussi bien qu'on le peut, il faut y prendre plaisir, & la faire à son propre gré.

[196] *[note 14, p.172]* p. 206.
[197] *[note 15, p.172]* p. 37.
[198] *[note 16, p.172]* p. 47.
[199] *[note 17, p.173]* p. 51.

Annexe I.2 : « Corps de doctrine » de Moreau

Éphémérides du Citoyen, 1770, Tome 1, 3ème Partie

// 253 //

n° IV

Événement intéressant pour les Lecteurs de ce *Recueil* périodique[200].

Les objets de l'Économie politique, mettant les philosophes qui s'appliquent à // 254 // cette science dans la nécessité de traiter souvent les plus importantes questions du droit public, Mgr. le *CHANCELIER* a cru devoir confier l'examen & la censure de tous les écrits qui peuvent être publiés sur les matières auxquelles notre *Recueil* est destiné, à un *Magistrat* livré par état à l'étude des Lois, & qui s'est surtout appliqué à approfondir celles qui forment la constitution & composent le droit public des États.

Les marques de confiance qu'il a reçues du Gouvernement en différents temps, nous autorisent à nous féliciter de l'avoir pour juge, à croire qu'il entendra la langue des Économistes, & à souhaiter que son *approbation* puisse être quelquefois regardée comme un suffrage. Son impartialité d'ailleurs est connue, & pour ajouter aux preuves que le public en a déjà, nous croyons devoir insérer ici un témoignage de sa façon de penser, dans le compte par lui rendu au Magistrat, d'un ouvrage intitulé *Leçons économiques*, le premier qu'il ait été chargé d'examiner.

L'exposé que nous allons mettre sous les yeux de nos Lecteurs est donc une espèce de *Corps de doctrine* que M. MOREAU a inséré dans l'approbation qu'il a donné aux *Leçons économiques* de M. *le Marquis* // 255 // *de MIRABEAU* : & quoique cet écrit doive être imprimé [à] la suite de cet ouvrage, il nous a paru convenable de lui donner une place dans le premier Volume des Éphémérides de cette année. Nous y trouvons trois avantages. Le premier d'enrichir ce Volume d'un morceau qui nous a paru excellent. Le second de prouver à notre Censeur le cas que nous faisons de ses avis, le plaisir avec lequel nous l'invitons à les continuer, & l'attention que nous aurons de les suivre. Le troisième, de faire part à nos Lecteurs du juste espoir que nous avons que, sous un Censeur aussi judicieux, cet ouvrage ne sera plus sujet aux retardements qui nous ont tant affligé, & qui nous ont éloigné de près de trois mois du terme auquel nous avions accoutumé de publier chacun de nos Volumes. Nous avons tout lieu de croire qu'à la faveur de ses lumières, les efforts que nous ferons pour regagner ce terme, remplir nos engagements, & donner nos douze Volumes dans le cours de cette année, sans diminuer nos soins pour leur composition, ne seront point infructueux.



[200] [Cette Introduction au texte de Moreau a manifestement été rédigée par Du Pont qui dirige les *Éphémérides* depuis 1769].

// 256 //

Corps de Doctrine du Censeur actuel des Éphémérides du Citoyen[201] .

Le Manuscrit intitulé *Leçons Économiques*, avait d'abord été remis par ordre de Monseigneur le Chancelier, à un Censeur très éclairé, qui a approuvé & paraphé les cinquante-six premières pages de cet ouvrage.

Arrivé à la leçon trentième, qui porte pour titre *Autorité tutélaire*, il s'est trouvé arrêté par quelques expressions qui lui ont paru inusitées : une délicatesse louable lui a fait craindre que dans des matières qui peuvent intéresser le droit public & les principes de la constitution, les termes nouveaux ne fussent trop voisins des nouveaux systèmes. On ne me soupçonnera pas de les favoriser, je crois sur cette matière avoir fait mes preuves & c'est pour cette raison // 257 // sans doute que le Magistrat, non seulement m'a renvoyé le manuscrit des *Leçons Économiques*, mais m'a même fait l'honneur de m'inviter à me charger de l'examen des *Éphémérides du Citoyen*. Je commence par déclarer que dans l'ouvrage sur lequel je suis maintenant obligé de m'expliquer, je n'ai trouvé que des choses bonnes & utiles.

Mais, comme je ne veux point être obligé d'avoir quelque jour à me défendre sur des mots, & qu'il serait ridicule que je cherchasse querelle à d'honnêtes gens sur leur style, j'ai cru devoir faire ici une exposition succincte de la manière dont j'ai entendu, & dont j'ai cru qu'on devait entendre la doctrine de ces Philosophes auxquels le public a donné le nom d'*Économistes*. Je leur passerai après cela leurs termes, mais j'aurai commencé par les définir, & si l'on me blâme, je renverrai à mon *Corps de Doctrine*.
// 258 //
Au reste il ne sera pas long ; car, je n'ai besoin de m'expliquer ici que sur les matières qui touchent de près le gouvernement, la religion & la morale. Voilà l'unique objet d'un Censeur. Le livre que nous examinons renferme-t-il quelque chose de contraire aux dogmes de la loi, aux maximes du Gouvernement, aux principes des mœurs ? On ne nous demande que cela : sur tout le reste, le champ est libre aux écrivains.

Il y a longtemps que les noms en *Istes* ne m'imposent ni ne m'effrayent plus, c'est le peuple qui baptise les Sectes, & c'est souvent l'ambition qui échauffe les partis. Mais, quand je vois une nombreuse société de gens réunis, dire au genre humain, « vous êtes frères, tous vos intérêts sont communs, le bonheur de l'un ne peut être exclusif de celui de l'autre ; la nature a voulu que vous fussiez tous heureux, // 259 // elle vous en a mis sous la main tous les moyens », je dis écoutons ces gens-là par préférence : car, s'ils ne me tiennent pas tout ce qu'ils me promettent, ils ont du moins des intentions droites ; si on les regarde comme une secte, il ne formeront du moins aucun parti ; & comme secte même, ils me présentent un objet bien autrement important que les opinions sur lesquelles tant d'autres ont voulu promener l'attention du genre humain, & qui ne valaient ni la peine qu'on a prise de les attaquer, ni l'enthousiasme avec lequel on les a défendues.

Laissons errer les imaginations des hommes : chemin faisant peut être elles trouveront les vérités ; & si elles ne saisissent que des chimères, rappelons nous du moins, que celles-ci ne sont dangereuses que par la valeur que nous y mettons nous-mêmes.

---

[201] Il s'agit - comme l'indique la note 16 *infra* - de Jacob-Nicolas Moreau, Cf. Weulersse, *Le mouvement physiocratique*, pp. I - 237 *sq.* et *La physiocratie à la fin du règne de Louis XV*, p. 11].

Je n'examinerai point ici si les // 260 // *Économistes* se trompent dans quelques unes de leurs opinions : mais pour rassurer le Magistrat même sur les erreurs qu'on pourrait leur imputer j'ai cherché à remonter aux premiers principes de leur doctrine, persuadé comme je le suis qu'il n'y a point d'erreur [qui][202] ne soit l'abus d'une vérité.

Les *Économistes* ont pris pour base de tous leurs raisonnements, ces deux vérités à la démonstration desquelles ils se sont principalement attachés : *Il est de l'intérêt des hommes d'être justes ; & il y a une justice absolue dont les devoirs n'ont rien d'incertain ni d'arbitraire.*

Je n'imagine pas qu'ils se croient les auteurs de cette découverte. Platon, Aristote, Cicéron étaient avant eux & aussi bien qu'eux *Économistes* sur ce point[203] mais on peut bâtir un // 261 // magnifique édifice sur des fondements qui aient existé dès le commencement du // 262 // monde, & ceux-là sans doute sont les plus durables.

Cette règle du genre humain, inséparablement unie à son intérêt, quelle est-elle ? Ou elle n'est rien, ou elle est cet ordre admirable qui résulte des destinations combinées de tous les êtres. Car chacun a la sienne, & cette destination, objet immuable de la sagesse du Créateur est le devoir physique des êtres inanimés, & le devoir moral des intelligences. L'ordre moral & l'ordre // 263 // physique se touchent donc, ils sont l'effet de la même fin, qui est la conservation de l'homme dans l'état où la nature l'a voulu, c'est-à-dire dans l'état de société.

Cet ordre naturel, cette justice indépendante des conventions & des institutions humaines, dont elle doit être au contraire la règle est donc la première de toutes les autorités. Notre raison l'aperçoit dès qu'elle est attentive, notre conscience la sent dès qu'elle se consulte. Tout ce qui s'écarte de cet ordre, tout ce qui contredit cette destination du Créateur viole ses lois ; & l'espèce de surprise qui accompagne toujours l'indignation qu'excite un grand crime, est de la même nature que l'étonnement qui nous saisirait si nous voyons un ruisseau remonter vers sa source.

Dire que cette autorité est supérieure // 264 // à celle des Rois ce n'est point attaquer leur puissance, c'est en indiquer la mesure ; mais, c'est aussi leur montrer le principe de leur force. L'histoire de tous les Empires atteste ce pouvoir de la raison, pouvoir unique qui depuis le commencement du monde se conserve inaltérable au milieu des révolutions ou lentes ou rapides qui font changer la face des États. Rien n'est durable sous le Ciel que cet ordre, & c'est lui qui, s'avançant sans cesse à travers les débris de tous les ouvrages des hommes, perfectionne ce qu'ils ont élevé de conforme à ses Lois, & détruit irrévocablement tout établissement par lequel ils auraient osé les enfreindre.

---

[202] [Le texte donne ici par erreur « qu'il », B.D.].

[203] *[note 15, pp. 260-262, rédigée par Du Pont]* : À Dieu ne plaise, que nous voulions désavouer l'origine que nous donne ici notre Censeur ! // 261 // Nous réclamerions encore le bon *Socrate*, & *Xénophon*, et le sage *Épictète*, & le divin *Marc-Aurèle*. Mais de ces Philosophes, l'un fut esclave, l'autre empereur, deux positions également désavantageuses pour qui veut connaître complètement l'ordre physique & moral qui sert de base à la société. Les autres furent des citadins placés dans des Républiques & dans des Cours orageuses, où l'esclavage était établi, où les droits de l'homme étaient généralement méconnus, où l'on subsistait, en très grande partie, des contributions qu'on imposait aux Alliés, ou du pillage des Peuples conquis ; où des démagogues, des esprits ambitieux & remuants entraînaient le Peuple sans règle, & où le sage n'avait presque autre chose à faire qu'à se cacher & vivre pour lui seul.
Aussi leur Philosophie est-elle encore plus spéculative qu'usuelle ; & plus usuelle pour la consolation personnelle de ceux qui la cultivent, que pour l'utilité générale & commune de la société. Ils n'ont vu qu'une partie des droits des Hommes, & n'en ont pas saisi l'ensemble. Ils ont ignoré presque la totalité des lois de la reproduction des subsistances & des richesses, // 262 // & celles de leur distribution. On trouve dans leurs écrits le germe d'une excellente philosophie. Mais la saison & le terrain où ils la semaient, s'opposaient à son développement. Ils n'ont pu la voir en maturité, ni en partager la récolte avec les frères que la nature leur avait donnés. Confucius a été plus heureux à la Chine.
Et il est vraisemblable que les *Économistes* modernes, qui ont embrassé une beaucoup plus grande chaîne de connaissances sociales, verront aussi plus de fruit de leur travail.

Ce sont les règles tracées par cet ordre que les *Économistes* ont appelées *Lois* ; mais entendent-ils par là exclure les lois positives que sont obligés de promulguer les chefs des différentes sociétés ? // 265 // Non, pas plus qu'ils ne nient l'autorité de ces chefs en établissant que ceux-ci ont une règle aussi immuable pour eux que pour ceux qui leur sont soumis.

Lors donc qu'ils parlent de la dépravation des Lois humaines, ils n'entendent parler que de celles qui se sont écartées de cet ordre : loin de nier la nécessité d'une législation positive, ils la supposent puisqu'ils veulent l'éclairer. Le plus sage des Rois, selon eux, sera celui qui fera servir sa puissance absolue à faire régner les Lois de la nature ; mais le plus insensé peut-être serait celui qui dirait : « abrogeons toutes les Lois civiles, la raison parle évidemment à tous les hommes & il suffit que nos sujets soient instruits[204]. »

// 266 //

Je viens d'indiquer & le principe immuable d'où partent les spéculations de nos Philosophes Économistes, & la borne devant laquelle elles doivent nécessairement s'arrêter. Qu'ils disent que le Gouvernement est une autorité tutélaire destinée à protéger tous les droits que la nature a donnés aux hommes, que la liberté & les propriétés sont antérieures à tout Gouvernement civil, & que c'est pour les soustraire à la tyrannie de la foule que les Rois furent donnés à la société ; ils auront raison. Qu'ils en concluent, & ils auront raison encore, que cette puissance absolue qui, dans tout Gouvernement, doit être assez forte pour contenir irrésistiblement la licence, a nécessairement ses bornes, non dans le prétendu mécanisme des // 267 // contrepoids qui partageraient l'autorité ou en arrêteraient l'exercice, mais dans l'ordre immuable de la Justice & de la raison évidemment connu, & des Rois dont il règle l'autorité, & des peuples dont il contient & modifie les pouvoirs naturels. Qu'ils ajoutent enfin que, dans tout Gouvernement civil, les meilleures Lois sont celles qui nous assurent le plus parfaitement l'usage de notre destination & l'exercice de nos droits naturels & que c'est à la lumière de cette règle que les législateurs doivent & se juger eux-mêmes, & être jugés par la conscience de l'univers.

Mais, qu'ils ne disent point, & aussi ne l'ont-ils jamais enseigné, que le Peuple ou même le sage ne doit obéir qu'après avoir jugé ; car, d'après leurs principes, il n'y a point de liberté sans Gouvernement, & il n'y a point de Gouvernement sans obéissance. Toute Loi, même imparfaite, est un provisoire auquel // 268 // le Citoyen doit être soumis ; elle est un bien en ce qu'elle réunit du moins les volontés, prévient le choc des intérêts, & réprime le combat des passions. Aussi est-ce dans ce sens qu'un Philosophe du dernier siècle disait : « *Les Lois sont justes parce qu'elles sont Lois* ». En me soumettant à une Loi dont je connais moi-même les inconvénients ou les défauts, j'obéis à l'ordre immuable du Créateur, je me soumets à l'empire de l'évidence ; car, il est évident pour moi que mon plus grand intérêt, est que tous ceux qui m'environnent aient une règle connue, & que nous ne prenions ni les uns ni les autres pour guides nos passions ou nos fantaisies.

Dire qu'une Loi qui contrevient à la Loi naturelle ne peut obliger, n'est point former une objection contre ce que j'avance : car, tel est l'empire absolu de la raison & de la justice que les ordres qui contreviennent directement à ce // 269 // qu'elles prescrivent ne se produisent jamais sous la forme d'une Loi générale. Il n'y a jamais eu de Gouvernement qui ait prescrit l'homicide, aucune Magistrature qui ait entrepris de changer les temps des labours & des récoltes ; supposer de pareilles Lois possibles, c'est admettre que la société peut obéir à des ordres imbéciles.

Il faut distinguer entre la certitude des calculs qui amènent les conséquences, & l'évidence qui accompagne les premiers principes. L'évidence ne nous trompe jamais ; mais le calculateur peut être de bonne foi, & son calcul peut être faux : les passions calculent mal & ce sont elles souvent qui

---

[204] *[note 16, pp. 265-266, rédigée par Du Pont]* : Comme le dit très bien M. MOREAU, ce Prince serait le plus insensé des hommes. Mais, s'il avait heureusement posé pour condition préalable que ses sujets fussent instruits, il ne pourrait // 266 // plus abroger les Lois civiles. Car il serait impossible à ses sujets de s'instruire, sans reconnaître la nécessité de ces Lois, & même sans en manifester tous les principes aux yeux du Souverain.

entraînent la multitude. La règle positive est donc évidemment nécessaire, & l'obéissance aux Lois de l'État, quelles qu'elles soient, un devoir évident & absolu.

Telles sont les vérités que le Censeur des Éphémérides, est bien sûr de trouver // 270 // toujours respectées dans les écrits, dont on lui a confié l'examen : ce qui lui donne surtout la sécurité qu'il témoigne ici, c'est que rien ne doit rassurer davantage le Gouvernement, qu'une doctrine qui n'admet de moyens de réprimer les excès du pouvoir qu'en l'éclairant. Quel procès peut-on faire à des Philosophes qui, écrivant sur les premiers principes de la morale, répètent à tous ceux qu'ils instruisent : « Comme hommes, vous avez des droits, & le Souverain en est le protecteur ; les défendre, voilà son devoir ; lui obéir, voilà le vôtre. Vous n'avez pas le droit de résister ; mais la nature vous a donné, & qui pourra vous ôter le droit de pouvoir parler raison » ? Par là le droit du plus fort, qui est toujours dans la multitude, se trouve nécessairement enchaîné, & la bienfaisance devient la ressource & le partage de l'autorité dont elle peut seule être la force.

// 271 //

Si j'osais, en finissant, donner à des Philosophes qui me paraissent mériter l'estime & la reconnaissance du Public, un avis qui ne tend qu'à désarmer l'envie, je leur dirais : vous devez parler au Peuple, ne l'effrayez point par des mots. Médecins de nos erreurs, vous avez d'excellents remèdes, gardez-vous d'y joindre l'appareil des Charlatans ou l'emphase des Empiriques. Votre science ne peut être trop répandue, simplifiez-en le vocabulaire[205] : on n'osera attaquer // 272 // votre doctrine ; on cherchera à rendre vos expressions ridicules. Mettez-vous // 273 // donc à la portée de la multitude, & et dites vous souvent que, si la vérité n'est pas dans tous les temps, la souveraine du genre humain, c'est toujours la faute de ses Ministres.

// 274 //

Je demande que l'on me passe tous ces détails de doctrine. Je les ai cru nécessaires,
1°. Parce que le Magistrat qui préside à la Librairie, exige depuis longtemps de nous un compte raisonné des ouvrages soumis à notre examen.

---

[205] *[note 17, pp. 271-273, rédigée par Du Pont]* : Les conseils d'un homme de goût, qui est instruit, & qui connaît le monde, méritent toujours la plus haute considération : & le zèle patriotique dont notre Censeur est animé, ajoute encore à l'importance que nous attachons à ses avis.
Quant au point sur lequel porte celui qu'il nous donne aujourd'hui, nous devons distinguer *les mots* qui composent véritablement le *vocabulaire* de la *Science de l'Économie politique*, des expressions de sentiments, qui ont été & qui peuvent être employées par quelques uns des Citoyens studieux qui s'appliquent à cette Science. // 272 // [Suite de la note page suivante]
Le premier article est incomparablement le plus important ; & notre Censeur sait bien que les Philosophes qu'il veut bien honorer ici de ses conseils, ont eu d'avance le soin de s'y conformer dans toutes les expressions qui sont essentielles à leur Doctrine. Obligés, comme dans toute science, de se fixer à des *mots techniques*, ils ont porté le scrupule jusqu'à éviter que ce fussent des *mots nouveaux*. Le mot Grec *Physiocratie*, qui par lui même est précis, noble, harmonieux, & dans l'analogie de la langue est le seul qui ne fut pas encore usité, qu'ils ont introduit en l'expliquant, pour éviter une grande circonlocution ; & dont ils ont fait le titre d'un Livre qui a eu tout le succès qu'on devait attendre de l'exactitude des principes qu'il renferme, & de l'utilité de leur objet. Du reste toutes leurs expressions fondamentales, *avances foncières, avances primitives, avances annuelles, reproduction, reprises, produit net, impôt direct, impôt indirect*, &c. sont du français le plus pur. Ces mots n'ont pu paraître extraordinaires qu'à ceux qui n'avaient pas l'idée des choses qu'ils expriment. Mais comment aurait-on pu leur faire connaître ces choses sans les nommer ? Pourvu que les noms soient clairs en eux-mêmes // 273 // & définis clairement, on ne peut rien demander de plus à ceux qui les emploient.
Pour ce qui est des expressions fortes que quelques-uns d'entre nous se sont permises, dans les justes éloges qu'ils ont donnés à leurs Maîtres, les hommes honnêtes ne sauraient regarder de mauvais oeil cette preuve de sensibilité de quelques âmes reconnaissantes. Il ne serait point étonnant que des esprits blasés ou des cœurs froids les tournassent en ridicule, & il le serait encore moins qu'ils en fissent des plaisanteries qui fussent elles-mêmes bien ridicules. Mais ces expressions sur lesquelles s'exercerait bien ou mal le génie de quelques mauvais plaisants, ne sont point des expressions doctrinales ; ce sont, nous le répétons, des *expressions de sentiments*, qui appartiennent à quelques particuliers, bien en état de les justifier, si les critiques en valaient la peine ; mais elles ne tiennent point du tout à la Science importante qui a excité l'admiration de ces particuliers.

2°. Parce que ceux qui se proposent d'enrichir les *Éphémérides* de leurs productions, doivent connaître d'avance quel est à peu près le point de vue sous lequel j'oserai les envisager, & apprendre de mon jugement sur les choses jusqu'où je dois porter la tolérance des expressions.

À Paris, ce 12 mars 1770. *Moreau*

Chapitre 2

Les enjeux d'une biographie

« Les petites découvertes, les petites expériences curieuses des Académies des Sciences, les petites recherches, les petites dissertations problématiques des antiquaires, ne paraissent que des badinages auprès de l'étude des objets essentiels du gouvernement économique, envisagés dans leurs différents rapports, dans leurs différents effets » François Quesnay[1].

Il ne s'agit pas ici de rédiger une « dissertation d'antiquaire » retraçant en détail les péripéties de la vie du fondateur de la physiocratie et de ses principaux disciples. Il ne serait pas non plus de grand intérêt de résumer les biographies très complètes données par Georges Weulersse puis par Jacqueline Hecht[2]. Nous nous bornerons ici à mettre en valeur, dans la vie de Quesnay, les événements et les activités qui éclairent d'une manière ou d'une autre son analyse des « objets essentiels du gouvernement économique ». La biographie du maître joue en effet, dans les obituaires de l'époque comme dans les prosopographies modernes, un rôle tout à fait spécifique dans l'analyse des thèses de l'école physiocratique.

Les histoires de la pensée traditionnelles se partagent entre une sociologie de la connaissance un peu superficielle mettant l'accent sur les origines terriennes de Quesnay et ses ressentiments à l'égard des courtisans et financiers qu'il avait fini par côtoyer à Versailles et une vision téléologique, particulièrement nette dans certains textes de Hector Denis, chez qui le parcours du chirurgien devenu médecin est reconstruit *a posteriori* comme une propédeutique à l'analyse de la société. « Deux faits rares frappent d'abord dans l'étude de la vie de Quesnay ; le premier, c'est qu'il était déjà d'un âge avancé lors de ses publications sur l'économie politique [...] ; le second fait, c'est que toute sa vie antérieure, consacrée aux

---

[1] Notes de Quesnay au manuscrit du *Mémoire sur l'agriculture* de Mirabeau (éditées par Weulersse dans *Les Manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau*, P. Geuthner, 1910, pp. 36 sq.). Le texte poursuit : « C'est la clef de l'histoire des nations, relativement à leur puissance, à leur succès, à leur prospérité, à leur gloire, à leur indigence, à leur abaissement, à leur décadence. Que sont donc nos historiens ? Des conteurs de batailles, de sièges, de procédés politiques, d'adresses, d'astuces, des différents rôles joués par les grands acteurs en politique, en guerre, en religion, en galanterie ; ils ont ignoré l'état de la base sur laquelle portaient les nations qui ont subi les révolutions qu'ils racontent. La morale du bonheur a ici un beau champ [...] ». On retrouve le même thème dans les notes de Quesnay au *Traité de la monarchie* de Mirabeau, v. l'édition de ces notes par Gino Longhitano (L'Harmattan, 1999) p. 175, note 392.

[2] V. notamment : G. Weurlesse, *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*, Paris, éd. Alcan, 1910, 2 volumes (Réédition : Mouton,1968) et *La physiocratie à la fin du règne de Louis XV, 1770-1774*, P.U.F., 1959 ; J. Hecht : « La vie de François Quesnay » in : *François Quesnay et la physiocratie*, tome 1, pp. 211-294, I.N.E.D., 1958.

sciences physiques et biologiques, est comme une préparation méthodique aux travaux en sociologie »[3].

La thèse n'est pas anodine, elle permet d'insister *ad nauseam* sur la similitude entre l'analyse de la circulation des richesses donnée dans le *Tableau économique* et la description de la circulation du sang donnée par William Harvey au siècle précédent. « [La biologie] prépara [Quesnay] à voir dans la société un véritable organisme ; ses méditations sur la circulation du sang le préparaient à dégager la théorie du mouvement social de la richesse, véritable circulation collective. Le *Tableau économique*, qui forme le fondement de la science nouvelle, est la traduction en langage social de la circulation du sang. La découverte de Harvey a préparé celle de Quesnay »[4]. [...] « L'œuvre propre de Quesnay sera de dégager les lois selon lesquelles la richesse, c'est-à-dire l'ensemble des biens matériels et propres à la satisfaction des besoins de l'homme, accomplit dans la société un mouvement analogue à celui de la circulation du sang ou, d'une manière plus générale, à l'ensemble du mouvement d'échange de matière et de force avec ce milieu externe constituant la vie de nutrition des organismes. Cette œuvre sera ensuite de rechercher dans quelles conditions cette vie de nutrition des organismes sociaux s'accomplira de la manière la plus régulière, la plus continue, la plus juste »[5].

Ce parallèle, fortement appuyé sur deux schémas[6] « prouvant » graphiquement la similitude des modèles de Harvey et de Quesnay souvent repris par les successeurs de Hector Denis, deviendra un topique des manuels d'histoire de la pensée économique.

L'utilisation de la métaphore sanguine est en fait surtout un moyen de renforcer une lecture essentiellement « physique » de la théorie du produit net : « Ce qui frappa tout d'abord [les physiocrates], c'est que l'homme social est subordonné au *milieu physique* extérieur, auquel il emprunte tous les *matériaux* qui servent à la reconstitution incessante de son organisme et à la satisfaction de ses besoins physiques, intellectuels et moraux. C'est ce qui le mena à concevoir la matérialité comme l'un des caractères essentiels de la richesse »[7].

Mais l'examen des textes de Quesnay montre que, contrairement aux idées reçues, il ne recourt quasiment jamais à l'utilisation métaphorique des modèles physiologiques dont il était pourtant plus qu'un connaisseur puisqu'il avait lui-même apporté sa pierre à l'édifice. Hector Denis lui-même ne peut que citer, au titre de la fameuse « analogie biologique », aucune formulation explicite du maître, mais des textes de disciples dont l'orthodoxie prête souvent à contestation. Mirabeau est invoqué avec un texte de la *Philosophie rurale* selon lequel « les dépenses donnent la vie à la production, et la production répare les dépenses. Cette circulation a, comme toutes les autres, des règles exactes de flux et de reflux qui

---

[3] Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, volume I « Les fondateurs », Paris, éditions Giard et Brière, 1904, p. 69.

[4] *Ibidem*, p. 71.

[5] *Ibidem*, p. 74.

[6] Voir ces schémas en annexe de l'ouvrage cité de Hector Denis ou par exemple dans : *Les représentations figurées des physiocrates*, de R. Suaudeau, 2ème édition, Paris, Sirey, 1958, pp. 67-69.

[7] H. Denis poursuit : « la raison qu'ils avaient d'assigner la productivité comme caractère exclusif à la classe agricole, c'est que seule, elle accroît la *masse de matière* mise périodiquement en circulation dans la société », *idem*, pp. 77-78 (c'est l'auteur - H.D. - qui souligne).

empêchent également et l'épuisement des canaux et leur engorgement. Ce sont ces règles, si importantes à connaître, que nous allons anatomiser »[8].

Quant à Turgot, invoqué lui aussi, c'est le seul à assimiler de manière expresse échanges entre agents et circulation du sang :

« Le cultivateur consomme immédiatement ce qui est nécessaire à sa nourriture ; le « reste se partage entre lui et le propriétaire, et tous deux, par leurs dépenses, soit qu'elles « aient pour objet la continuation ou l'amélioration de la culture, soit qu'elles se bornent à la « satisfaction de leurs besoins, distribuent le reste en salaires à tous les autres membres de la « société pour prix de leur travail. Les valeurs que ceux-ci ont reçues retournent, par l'achat « des denrées qu'ils consomment, entre les mains des cultivateurs, pour en sortir de nouveau « par une circulation dont la continuité fait la vie du corps politique, ainsi que la circulation « du sang fait la vie du corps animal »[9].

Encore faut-il noter que l'analogie est utilisée ici dans un contexte monétaire de circulation de *valeurs*, ce qui paradoxalement contredit la thèse centrale de Denis au lieu de la renforcer !

À trop vouloir filer la métaphore physiologique, on parvient d'ailleurs assez vite à des aberrations. Ainsi, pourquoi exclure du tableau la saignée qui a tant fait pour la réputation de Quesnay, auteur d'un célèbre traité sur cette pratique essentielle de la chirurgie de l'époque ? Le parallèle entre « économie animale » et économie politique serait alors évident : la saignée ayant pour homologue l'impôt, Quesnay serait métamorphosé en fervent partisan de fortes impositions !

En fait, c'est le sens même de la liaison entre science médicale et science économique chez les contemporains de Quesnay qu'il faut sans doute remettre en cause. Loin d'être vue comme un modèle, la médecine est considérée par tous les réformateurs comme une pratique corsetée dans son traditionalisme. Si l'anatomie a réalisé des progrès énormes depuis la Renaissance, la physiologie moderne n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements. La circulation du sang a certes été découverte par William Harvey en 1628[10], mais l'opposition à ses idées sera longue et véhémente[11]. Il faudra d'ailleurs attendre les travaux de Lavoisier à la fin du 18ème siècle pour que soit découvert le second des grands mécanismes vitaux : celui de la respiration et que soient posées les bases de la physiologie moderne. Certes, des tentatives sont faites pour établir une nosologie rationnelle, c'est à dire une classification des maladies

---

[8] Marquis de Mirabeau, *Philosophie rurale*, édition *in 4°*, p. 35 ; *apud* : Hector Denis, *ibidem* p. 83.

[9] Turgot, « Cinquième lettre sur la liberté du commerce des grains », *Œuvres*, édition Guillaumin, tome I, pp. 183-184 ; *apud :* Hector Denis, *ibidem*, pp. 83-84.

[10] L'article « Médecine » de Jaucourt dans l'*Encyclopédie* accorde, à juste titre, une place essentielle à « l'immortel Harvey, qui renversa par ses démonstrations la fausse théorie de ceux qui l'avaient précédé, éleva sur ses débris une doctrine nouvelle et certaine, et jeta glorieusement la base fondamentale de l'art de guérir » (tome X, 1765).

[11] « La Faculté de Paris ayant opposé son veto à la découverte de la circulation du sang, le seul moyen pour donner droit de cité à une vérité déjà vieille de près d'un demi-siècle avait été de créer en 1672, au profit du circulateur Dionis, une chaire d'anatomie au Jardin du Roi, qui bénéficiait d'un privilège d'extraterritorialité épistémologique », Georges Gusdorf, *Dieu, la nature, l'homme au siècle des Lumières* (« Les sciences humaines dans la pensée occidentale », t. 5), Payot, 1972, p. 429. « En France, l'autorité royale, incapable de vaincre le misonéisme des universitaires, développait des institutions parallèles, l'Académie des sciences pour la recherche, le Collège royal et le Jardin du Roi pour l'enseignement ; l'obstacle épistémologique des institutions se trouvait ainsi sinon supprimé, du moins contourné » (Georges Gusdorf, *ibid.*, p. 428).

qui ne soit pas fondée sur la simple ressemblance des symptômes, mais ce programme, qui ne représente pourtant qu'« un degré intermédiaire d'abstraction entre l'empirisme pur et la parfaite intelligibilité »[12], ne sera véritablement réalisé qu'au cours du siècle suivant[13]. Dans les années 1750 encore, fût-ce pour les meilleurs praticiens, la médecine est à mille lieux de pouvoir servir d'archétype aux analyses du corps social. C'est bien la médecine qui se cherche comme science et qui, en désespoir de cause, tente de faire appel à des entités métaphysiques ou philosophiques susceptibles d'éclairer le fonctionnement du corps humain.

Même un Jaucourt, pourtant parfaitement au courant des derniers progrès de la médecine - qu'il avait apprise à Leyde avec le grand Boerhave - a une attitude désabusée sur l'efficacité réelle de son art :

« J'ajoute cependant, pour conclure ce discours, et celui de la *Médecine,* que si l'on « vient à peser mûrement le bien qu'ont procuré aux hommes, depuis l'origine de l'art « jusqu'à ce jour, une poignée de vrais fils d'Esculape, et le mal que la multitude immense « de docteurs de cette profession a fait au genre humain dans cet espace de temps ; on « pensera sans doute qu'il serait beaucoup plus avantageux qu'il n'y eût jamais eu de « médecins dans le monde. C'était le sentiment de Boerhaave, l'homme le plus capable de « décider cette question, et en même temps le médecin qui, depuis Hippocrate, a le mieux « mérité du public »[14].

Dans cette phase pré-jennerienne[15], Quesnay désespère lui aussi de la médecine - et, peut-être dans une moindre mesure de la chirurgie -. Ce n'est en rien pour lui un exemple, ni sur le plan pratique, ni sur le plan théorique, et il considère comme un échec les tentatives - y compris les siennes - de fonder la médecine comme science.

Il brocarde dans le *Traité des fièvres continues* les conflits entre la « secte des médecins humoristes » (ou « iatro-chimistes ») qui, à la suite d'Hippocrate, « placent la plupart des maladies dans les vices des liquides[16] » et la secte des médecins organiques » (ou « solidistes »

---

[12] Georges Gusdorf, *op. cit.* p. 487.

[13] Voir sur ce point : *Le catalogue de la vie. Étude méthodologique sur la taxinomie*, de François Dagognet, P.U.F., 1970.

[14] *Encyclopédie*, article « Médecins anciens » (tome X, 1765). Rappelons que le chevalier Louis de Jaucourt a rédigé la quasi-totalité des articles médicaux de l'*Encyclopédie*, ainsi que de nombreux autres dans le domaine des sciences physiques et naturelles (17 395 en tout, soit près de 30 % des textes). On a dit qu'il se consolait ainsi de la perte de son manuscrit du dictionnaire de médecine en 6 volumes (*Lexicon Medicum Universale*) dont le seul exemplaire avait été envoyé à son éditeur d'Amsterdam par un vaisseau qui avait sombré sur les côtes de Hollande. Réalisation étrange du cauchemar récurrent que connaît sans doute tout écrivain et tout chercheur vers la fin de son travail de rédaction !

[15] Rappelons que le médecin anglais Jenner (1749-1823) ne réalisera ses premières observations que vers 1775 et la première vaccination le 14 mai 1796. L'inoculation était déjà pratiqué avant cette époque : la Chine connaissait depuis longtemps la *variolisation* qui permettait de prévenir la variole en inoculant à des personnes saines de la lymphe issue de pustules de malades ayant contracté une variole bénigne. En 1721, l'ayant vu pratiquer en Turquie, où son mari ambassadeur, Lady Montagu l'avait introduite en Angleterre. Mais cette méthode, qui n'était encore qu'une sorte de mithridatisation, présentait des dangers sérieux. Prônée par les philosophes, pratiquée notamment par le médecin Théodore Tronchin (l'ami de Voltaire et de Quesnay déjà évoqué au chapitre précédent), la méthode fit l'objet d'un énorme débat à l'époque. Jenner avait considérablement amélioré le procédé en remplaçant la lymphe humaine par des prélèvements de lymphe de bovins contenant le *virus vaccin*. Il avait en effet observé que les vachers ayant été atteints par la variole bovine (*cow-pox*) étaient protégés contre la variole humaine (*smallpox*).

[16] François Quesnay, *Traité des fièvres continues*, à Paris chez d'Houry, 1753, tome I, p. 26.

ou « iatro-physiciens ») qui réduisent « les maladies à la seule lésion des parties solides et à l'action de ces parties »[17]. Selon Quesnay, ces médecins « qui ont dévoilé quelques vérités, en ont presque tous abusé, en établissant sur ces vérités des systèmes généraux qui ne sont que des tissus d'erreurs. Cependant ce sont malheureusement de telles productions qui ont formé les Sectes les plus suivies ; parce que plus un plan de Médecine est simple et général, plus il est facile, plus on l'adopte. De là vient que presque toutes les Sectes les plus dominantes sont les plus pernicieuses »[18]. Ces sectes ont pourtant apporté quelques connaissances, et avec le temps, « le tissu d'erreurs formé par le système se détruit, et la vérité reste : c'est par là qu'on peut apercevoir en quoi chacune des Sectes qui ont quelque réalité dans leur doctrine a contribué aux progrès de la science de la Médecine »[19].

Si Quesnay n'a donc pas perdu tout espoir de voir apparaître un jour une véritable « science médicale », il sait déjà que sa propre tentative d'en poser les fondements est un échec. Il pense qu'il ne lui reste plus, pour agir sur le cours des choses, qu'à tenter d'obtenir une amélioration de l'économie du royaume dont l'état, en ce milieu du XVIII^{ème} siècle, le préoccupe au plus au point. Il peut certes pour cela s'appuyer sur son expérience de propriétaire terrien, mais surtout il pense pouvoir profiter de sa position à la cour et de sa très riche expérience d'« activiste corporatiste » acquise au service des chirurgiens dans leur longue lutte contre la prééminence des médecins. Cette action en faveur d'une politique économique active lui semble *a priori* présenter beaucoup plus de chances de succès que ses efforts passés de rationalisation de la médecine.

À l'extrême fin de sa vie, considérant qu'il avait été aussi mis en échec - au moins partiellement - sur ce plan, il se réfugiera, comme l'on sait, dans une dernière tentative de rationalisation : celle de la géométrie. Il s'agissait rien moins que de reconstruire cette science en « résolvant » la quadrature du cercle. Il se trompait ici sur les deux plans : la démonstration mathématique qu'il pensait avoir trouvée était complètement fausse ; par contre il n'avait pas échoué sur le plan économique mais était parvenu à fonder l'économie politique comme science. Que ses successeurs lui aient dénié ce succès n'enlève rien à l'importance de son rôle dans ce domaine.

2.1 - La jeunesse de François Quesnay, légendes et réalités.

François Quesnay naquit le 4 Juin 1694 à Méré[20], près de Monfort-l'Amaury dans la Beauce. Selon Jacqueline Hecht[21], l'anthroponymie incline cependant les spécialistes à placer

---

[17] *Ibid.*, tome I, p. 25.

[18] *Ibid.*, tome I, p. 30.

[19] *Ibid.*, tome I, pp. 31-32. Sur les débats entre iatro-chimistes et iatro-physiciens, voir : Georges Gusdorf, *op. cit.*, pp. 459 *sq.*

[20] Parfois orthographié encore Merey.

[21] À laquelle cette introduction bibliographique doit beaucoup. Cf. « La vie de François Quesnay », *in* : *François Quesnay et la physiocratie*, Paris I.N.E.D., 1958, pp. 211-294. Cette étude reste la seule analyse biographique de référence à côté des éléments contenus dans les ouvrages fondamentaux de Georges Weulersse et dans deux études de Félix Lorin publiées par la revue : *Mémoires de la Société Archéologique de Rambouillet*, « la noblesse

les origines familiales plus lointaines en Normandie ou en Picardie « quesnay » étant la forme locale de « chênaie ».

Une (« pieuse »?) tradition familiale - souvent attribuée à son gendre Prudent Hévin - place les origines sociales de la lignée Quesnay dans la robe et fait même de son père un avocat modèle dont la carrière devient, sous la plume de d'Alembert rédigeant la notice nécrologique de Quesnay, une édifiante bluette : « Son père était un honnête et vertueux Avocat, qui se livrait tout entier à sa profession, mais un peu autrement à la vérité que la plupart de ses confrères, c'est à dire, plus utilement pour ses clients que pour lui. Il était bien plus occupé d'accommoder les Parties que de plaider pour ou contre elles, et d'empêcher les procès que de les faire durer. Aussi ne fit-il pas fortune. Il fut très consulté, très estimé, très chéri, et n'en fut pas plus riche. *Probitas laudatur et alget.* »[22]

La réalité est plus simple : Quesnay le père n'était « que » laboureur, relativement aisé sans doute, mais qui devait néanmoins compléter le revenu de sa grande famille[23] par l'apport des activités annexes : un petit commerce (mercerie ou épicerie, on ne sait) et des charges occasionnelles de collecteur de fermages ou de dîmes[24]. Il est en tout cas piquant de remarquer que les héritiers du physiocrate aient tenu à rattacher sa famille à la basoche plutôt qu'à la glèbe, petite trahison qui en dit long sur la fidélité des héritiers de Quesnay aux idées du maître[25].

Si l'on hésitait encore à propos de l'inanité de la légende du père avocat, un fait devrait en convaincre : à 11 ans Quesnay ne savait pas lire, ce qui est bien peu vraisemblable d'un fils de robin - même très négligeant[26] - en ce début de XVIII^{ème} siècle.

Et la légende se prolonge : Quesnay apprend à lire, presque de lui-même, dans la célèbre *Agriculture et maison rustique* des médecins Estienne et Liébaut puis « il apprit, presque sans maître, le Latin et le Grec, dont il sentit qu'il aurait besoin, non pas pour faire de beaux vers ou de la belle prose, mais pour trouver dans les livres des Anciens des vérités utiles, qui l'intéressaient davantage »[27].

---

de François Quesnay », tome 13, Versailles, 1898, pp. 38 à 67, et « vie de François Quesnay », tome 14, 1899, pp. 63 à 237.

[22] « La probité est accablée de louanges et de misère ». Le texte est tiré de l'« Éloge de M. Quesnay par d'Alembert » publié dans le *Mercure de France* du 15 Novembre 1778, Paris, Panckoucke.

[23] Sa femme Louise Giroux, épousée à 17 ans, lui avait donné 13 enfants dont 6 vivaient encore en 1710.

[24] Ainsi, lors de la naissance de François, Nicolas le père figure sur l'acte de baptême comme « receveur de l'Abbaye de Saint Magloire » (Cf. : Jacqueline Hecht, *op. cit.*, p. 213 et Gustave Schelle, « Quesnay avant d'être économiste », *Revue d'économie politique*, vol. 18, n° 3, 1904, p. 180).

[25] Plus près de nous, le *Dictionnaire d'histoire de France* des éditions Perrin, dans son édition de 1981, fait encore de Quesnay : le « fils d'un avocat au parlement [qui] devient , après de brillantes études de médecine à Paris, chirurgien-chef de l'Hôtel-Dieu de Mantes » (*op. cit.*, p. 812, article *Quesnay*). Gustave Schelle avait pourtant clairement mis au point cette question sur la base des travaux de la Société Archéologique de Rambouillet et de ses propres recherches : « Au lieu d'être le fils d'un avocat au Parlement qui s'était retiré à la campagne par amour de l'agriculture ou par économie, Quesnay est issu d'une famille de laboureurs et de petits marchands ; il a passé son enfance au milieu des faits agricoles, dans un pays de petite et moyenne culture, et au milieu des faits du petit négoce ; il s'est marié dans le petit commerce » (*op. cit.*, p.184).

[26] L'insistance de Jean le Rond d'Alembert sur cette négligence nous met ici la puce à l'oreille. D'autant que le même d'Alembert attribue à la mère, Louise, beaucoup d'intelligence et d'esprit pratique et tout l'entregent qui était censé faire défaut à son mari.

[27] d'Alembert, *op. cit.*, p.147.

Au décès de son père en 1707, la situation familiale devient plus difficile et François Quesnay - après avoir appris la saignée et quelques autre gestes chez un chirurgien des environs - part pour Paris où il entre en apprentissage chez un graveur de l'Académie des Sciences. Il poursuit parallèlement des études de médecine et de chirurgie[28]. C'est une parisienne : Jeanne-Catherine Dauphin qu'il épousera quelque temps après la fin de son apprentissage, le 30 Janvier 1717. Là encore, la légende familiale a enjolivé quelque peu la réalité : le père de la mariée, marchand épicier rue des Fossés Saint Sulpice s'étant métamorphosé en « gros commerçant », « bourgeois de Paris », voire « marchand des six-corps »[29].

2.2 - François Quesnay chirurgien et polémiste.

Le peu d'expérience acquise par le passé auprès des chirurgiens d'Ecquevilly et d'Orgerus - qui n'étaient sans doute que des barbiers un peu aguerris -, complétée par quelques mois de cours de chirurgie à Paris au Collège de Saint-Côme, lui permirent d'acquérir des lettres de maîtrise de Paris en Août 1717 et de s'installer aussitôt à Mantes avec Jeanne-Catherine. Un premier fils naquit la même année ; suivi, deux ans après, d'une fille qui ne survécut pas. Quatre ans plus tard vint une autre fille ; enfin, en 1728 un quatrième enfant ne survécut pas lui non plus et l'accouchement coûta la vie à Jeanne-Catherine. Quesnay, veuf à 34 ans, ne se remaria jamais.

Au milieu de ces deuils familiaux, la carrière du chirurgien Quesnay se poursuivait heureusement, à la satisfaction apparente de sa pratique : après la clientèle paysanne et l'extraction d'os de poulets malencontreusement avalés, c'étaient les accouchements de bourgeoises (y compris ceux qui exigeaient la plus grande discrétion) et même l'assistance occasionnelle des dames de l'aristocratie. Quesnay en vint à acquérir une certaine réputation, en particulier lorsqu'il osa publier - après bien des démêlées - un ouvrage critiquant les thèses sur la saignée d'un médecin bien en cour : Jean-Baptiste Silva[30].

Le titre de l'œuvre est significatif : *Observations sur les effets de la saignée [...] fondées sur les lois de l'hydrostatique* [...], et la préface est explicite : « il est étonnant que

---

[28] D'Alembert, cette fois encore, ne craint pas de verser dans le dithyrambe : « Enfin M. Quesnay vint lui-même dans la capitale chercher des leçons, des lumières, des livres et des rivaux. Dévoré de l'ardeur de savoir, il y étudia non seulement la Chirurgie, la Médecine, la Physique et la Chimie, mais jusqu'à la Métaphysique, qui lui plaisait fort, et dont il ne se dégoûta jamais. Il lisait en même temps Ambroise Paré et Nicolas Malebranche, entendait très bien le premier, et se flattait d'entendre le second », *Ibid.* pp. 148-149. C'est sans doute à cette époque que Quesnay obtient le grade de « Maître-ès-Arts » qui figure parmi ses titres en première page de ses ouvrages médicaux.

[29] La dot apportée par les parents Dauphin n'était que de 3 000 livres, ce qui n'était pas d'un grand bourgeois.

[30] Cet ouvrage : *Observations sur les effets de la saignée, tant dans les maladies du ressort de la médecine que de la chirurgie, fondées sur les lois de l'hydrostatique . . .* (Paris, Charles Osmont, 1730) est la première œuvre imprimée de Quesnay, si l'on excepte un *Factum sur les droits et prérogatives de la chirurgie* qu'il aurait publié à Mantes en 1727 mais qui ne nous est pas parvenu. Certains critiques de l'époque ont accusé Quesnay d'avoir pillé pour ces *Observations* les œuvres du grand médecin hollandais Boerhaave. Il nous est bien difficile d'en juger aujourd'hui, mais de toute manière, on le sait, « la copie du texte, comme celle de l'image, est alors pratique courante » (Madeleine Pinnault, *L'Encyclopédie*, Paris, P.U.F., 1993, p.45).

depuis qu'on a découvert la circulation du sang, nous ayons si peu d'auteurs qui se soient appliqués à donner en cette matière toutes les instructions et tous les éclaircissements qui se peuvent tirer des expériences et observations de grands maîtres et des découvertes qu'ils ont faites »[31]. Lui au contraire, comme il le précise à plusieurs reprises, s'était astreint à des expériences et, pour vérifier l'application à la circulation du sang des lois de l'hydrostatique, avait fait construire une machine hydraulique composée d'un réservoir et d'un réseau de tuyaux de fer blanc.

L'idée n'était pas vraiment nouvelle, le grand Haller avait préconisé la contruction de ces *anatomia animata*, de ces « anatomies mouvantes » qui pouvaient aider à la compréhension des mécanismes physiologiques. D'autres avaient tenté également de s'attaquer au défi de la création d'une « machine circulatoire », notamment le célèbre chirurgien Claude-Nicolas Le Cat, fondateur de l'Académie de Rouen, rédacteur lui aussi d'un ouvrage sur la saignée[32]. Le sujet était même tellement à la mode, qu'il séduisit ensuite un ami de Le Cat, le plus grand mécanicien du siècle, Jacques Vaucanson[33]. Inventeur génial et grand connaisseur en anatomie, qu'il avait sans doute apprise en suivant les cours du Jardin du Roi, il était couvert de gloire en construisant trois automates de 1737 à 1739. Il s'agissait de deux musiciens qui interprétaient plusieurs morceaux de musique (un « flûteur » et un joueur de tambourin) et d'un canard qui secouait ses ailes, allongeait son cou pour attraper des graines et les évacuait après « digestion ».

Ces constructions avaient valu à leur auteur une immense notoriété dans toute l'Europe où une tournée d'exposition avait été organisée en 1741 et 1742. Sur les instances du contrôleur-général Bertin, le roi demanda à Vaucanson de construire cette fois un automate à circulation du sang. Malheureusement, ni la théorie, ni la technologie disponible ne permettait, fût-ce au meilleur ingénieur de l'époque d'atteindre cet objectif. On pouvait reproduire les os, les articulations, les muscles, le souffle du « flûteur », mais il n'était pas possible encore de simuler le processus complexe de circulation, les caractéristiques des vaisseaux ... Même la « digestion » prétendue du fameux canard automate n'était que l'élimination du contenu d'un réservoir prévu à cet effet et non la transformation des graines. Il s'agissait donc manifestement d'un échec pour Vaucanson comme pour Le Cat et Quesnay. Ce dernier le reconnaît d'ailleurs dès la deuxième édition de son traité sur la saignée : « cessons de nous représenter le corps humain comme une machine hydraulique, où les tuyaux ne sont formés que pour conduire des liquides ; nos vaisseaux sont en même temps, & des canaux très flexibles, assujettis à la compression de l'air, & des machines très actives qui forment les humeurs & qui les font circuler »[34]. Cette impossibilité technique d'utiliser des tuyaux élastiques était manifestement pour Quesnay la raison essentielle de l'échec : les vaisseaux jouaient un rôle actif dans la circulation que l'on ne pouvait simuler avec les matériaux de l'époque[35].

---

[31] Cité par André Doyon et Lucien Liaigre *in* : *Jacques Vaucanson, mécanicien de génie*, P.U.F., 1966, p. 122.

[32] Voir Doyon et Liaigre, *passim*. La proximité du parcours de Quesnay et Le Cat était telle que la concurrence ne pouvait être que vive entre eux.

[33] Vaucanson (1709-1782) était un protégé du Fermier Général La Poupelinière. Il devint Inspecteur des Manufactures de soie du royaume en 1741 et se consacra à partir de cette date à l'amélioration de cette industrie. Il inventa de nombreuse machines de traitement de la soie, de tissage ainsi que des machines-outils.

[34] *Op. cit.*, pp. 17-18.

[35] Vaucanson tenta de lever cet obstacle en cherchant à utiliser les propriétés de la gomme d'Hévéa que l'on venait de découvrir, il organisa même des expéditions dans les colonies, financées par Bertin, pour recueillir correctement cette gomme. Mais il ne parvint pas à la transformer de manière satisfaisante pour en faire des

Il est donc surprenant que l'on utilise encore, après ces analyses très éclairantes de Doyon et Liaigre, l'argument de la réalisation d'une machine circulatoire par Quesnay pour expliquer la naissance de son *Tableau économique*. Cette machine, pour l'essentiel, est un échec, elle ne remplit donc pas le rôle que Quesnay avait imaginé, celui d'aider à compléter la théorie de la circulation et de ses effets, il le reconnaît lui-même dans la deuxième édition du *Traité de la saignée*[36]. Il serait donc tout à fait incompréhensible qu'il utilise cette machine comme modèle de fonctionnement de l'économie ainsi que le soutient Foley[37] par exemple. Certes l'auteur doit convenir que « le parallélisme n'est pas parfait » entre le modèle physiologique de la circulation de Quesnay et le *Tableau économique*, car « les flux de monnaie et de biens s'écoulent dans des directions opposées » alors qu'« il ne semble pas y avoir de contre-courant dans le schéma des flux sanguins de Quesnay »[38]. Mais ni cette remarque d'évidence, ni les arguments de Doylon et Liaigre sur l'échec de la tentative de modélisation de la circulation au milieu du XVIII[ème] siècle, n'ont arrêté Foley qui reste persuadé de la liaison des thèses médicales et économiques de Quesnay. Curieusement, alors que la métaphore aboutissait chez Hector Denis à privilégier une vision en nature du circuit, c'est ici l'aspect monétaire des échanges entre classes qui est mis en valeur, alors que l'on ne sait plus que faire des flux réels !

Quant à Turgot, Jean-Claude Perrot a montré dans un beau texte[39] l'évolution de sa pensée, depuis l'idée d'un monde « enchanté » unitaire où les lois de la physique permettraient, par le jeu de l'analogie, d'expliquer les mécanismes économiques, jusqu'à une position complètement désabusée : « les phénomènes qui se déroulent dans la société ne relèvent pas d'un enchaînement causal strict passé-présent-futur puisque les décisions individuelles et collectives introduisent des anticipations et des bifurcations. [...] Toute forme de déterminisme dur devient inadéquate ». « Turgot abandonne les références physiques dans les derniers textes de 1770 sur l'équilibre pour les remplacer par un jeu d'allusions vagues [...] empruntées à l'art médical »[40]. On passe ainsi, selon Frédéric Lefebvre[41], qui poursuit cette réflexion de Perrot, d'un jeu d'analogies qui, en vertu du principe d'unité de la nature, permettent d'étendre nos connaissances du connu à l'inconnu et qui donc ont une forte qualité heuristique, à de simples métaphores qui traduisent, elles, au contraire les limites des idées abstraites, un déficit de la réflexion scientifique[42].

---

tuyaux. Ces tentatives ont en tout cas favorisé la découverte des techniques de fabrication du caoutchouc (v. sur ce point Doyon et Liaigre, *passim*). Vaucanson espérait pouvoir aussi utiliser ce nouveau matériau pour la réalisation des organes d'une « machine parlante » dont tout le monde rêvait, il n'y parvint pas non plus.

[36] Une des entrées de la table des matières est formulée comme suit : « Machines hydrauliques : le corps humain n'a aucun rapport avec elles . . . » (p. 673)

[37] « An Origin of the Tableau Economique », *History of Political Economy*, vol. 5, n° 5, Spring 1773, pp. 121-150.

[38] *Ibid.* p. 136.

[39] « Équilibre et déterminisme au XVIII[ème] siècle », *in* : *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, éd. de l'EHESS, 1992, pp. 237 *sq.*

[40] *Ibid.*, p. 251.

[41] Frédéric Lefebvre, « La vertu des images. Analogie, proportion et métaphore dans la genèse des sciences sociales au XVIII[ème] siècle », *Revue de synthèse*, t. 121, n[os] 1-2, janvier-juin 2000.

[42] Lefebvre a cependant tort, selon nous, quand il assimile le sens du terme « analogie » dans toutes ses occurrences, avec la signification particulière qu'avait ce terme à l'époque en mathématique : celui d'une égalité des proportions. L'analogie, au sens large, n'a pas toujours cette connotation.

Ainsi, tout en utilisant à l'occasion, dans cette seconde période, des images empruntées à la physiologie, Turgot marque-t-il bien la radicale incapacité des modèles médicaux à rendre compte de l'extrême complexité des phénomènes économiques. Jean-Claude Perrot cite à ce propos un texte particulièrement éclairant où il est question des perturbations de prix :

« La théorie la plus déliée n'a point encore réussi à en faire l'énumération, encore « moins à les évaluer [...]. L'administrateur qui croirait pouvoir diriger le cours des prix « d'après des calculs de ce genre ressemblerait au médecin Silva qui croyait calculer les « effets de la saignée d'après la vitesse et la quantité du sang comparées avec les diamètres « et la force contractive des artères et des veines, et qui, sans s'en douter, présentait comme « résolus d'un trait de plume cent problèmes qui auraient inutilement fait pâlir toute leur vie « les Newton et les Bernoulli »[43].

Certes, Turgot avait l'élégance d'évoquer le pensum de Silva sur la saignée plutôt que celui de son ami Quesnay, mais il est clair qu'en matière d'explication des phénomènes économiques, aucun modèle physiologique ne trouvait plus grâce à ses yeux.

La thèse traditionnelle de Hector Denis et de ses successeurs apparaît donc bien faible : Quesnay n'utilise pas ces métaphores et ces analogies, Turgot les repousse explicitement. Quant à Mirabeau, ses textes sont émaillées d'une telle profusion d'images et d'effets de style, que cela ne porte pas à conséquence. Comme disait Isaac de Pinto qui l'avait bien connu, dans une formule finalement assez charitable : « son cœur a ébloui son esprit »[44].

Si l'on revient à la carrière de Quesnay, l'année 1734 constitue un tournant dans sa vie : le duc de Retz - qu'il avait connu chez le Maréchal de Noailles[45] à Saint-Germain - devient à la mort de son père duc de Villeroy et gouverneur du Lyonnais, il l'appelle à son service et Quesnay quitte Mantes, non pour Lyon bien sûr, mais pour l'hôtel des Villeroy à Paris, rue de Varenne[46]. Le protecteur deviendra un ami et lui prodiguera de nombreuses marques d'estime, en particulier une charge de commissaire des guerres de la ville de Lyon, sinécure qui lui rapportera, sa vie durant, une rente annuelle de 600 livres.

Cette entrée au service du gouverneur marque le début d'une progression régulière dans les institutions du corps des chirurgiens. La Peyronnie - *premier chirurgien du roi* - qui appréciait beaucoup Quesnay, l'aide à acquérir en 1736 une charge de chirurgien-juré[47] qui lui ouvre l'année suivante les portes du Collège de Chirurgie et lui permet d'obtenir un brevet de

---

[43] « Lettres au contrôleur général . . . », 30 oct.-2 déc. 1770, in : *Œuvres de Turgot,* éd. Schelle, vol. 3, p. 328. *Apud* Perrot, *op.cit.*, p. 244.

[44] de Pinto, *Traité de la circulation et du crédit*, éd. 1780, p. 129 (*Apud* : Alfred Sauvy « Quelques démographes oubliés du 18ème siècle », *in* : *Économie et population, les doctrines françaises avant 1800*, Joseph J. Splengler (éd.), Cahier de l'INED n° 21, P.U.F., 1954).

[45] Adrien Maurice, duc de Noailles fut président du Conseil des Finances sous la Régence. À ce poste, il tenta de réformer la fiscalité et s'opposa au système de Law. Il commandera ensuite les troupes d'Allemagne et y gagnera un bâton de maréchal, puis sera nommé ministre des Affaires Étrangères.

[46] Cet hôtel devait devenir plus tard le siège du ministère de l'Agriculture !

[47] Les offices de chirurgiens-jurés avaient été créés en 1692, leur rôle était équivalent à celui de nos médecins légistes actuels. L'étude biographique de Lorin, précédemment citée, donne ainsi le texte de l'acte de nomination de Quesnay à la charge de « Chirurgien-juré à la Prévôté de Paris » qui précise qu'il est nommé « pour faire les rapports à la juridiction de la Prévôté [...] , faire les visites et rapports de chirurgie tant ordonnés par justice, que des corps morts, noyés, mutilés, blessés, prisonniers et autres . . . » (*op. cit.*, p. 108).

professeur royal. La Peyronnie peut désormais le recommander pour la fonction de *Secrétaire de l'Académie de Chirurgie* qu'il venait de créer et cette nomination est acquise en 1739. Quesnay, bien que souvent remplacé dans ces fonctions par son gendre Prudent Hévin, chirurgien lui aussi, déploie néanmoins une grande activité pour la publication des mémoires de l'Académie. Il poursuit parallèlement ses propres recherches et publiait en 1736 à la fois son « *Essai physique sur l'économie animale* »[48] et l'« *Art de guérir par la saignée* ».

Mais la grande affaire à cette époque pour Quesnay, c'est la part essentielle qu'il prend dans la conduite de la longue bataille - très intéressante sur le plan de la sociologie professionnelle[49] - que la *Communauté de Saint-Côme* (les chirurgiens) engage alors contre *la Faculté* (les médecins). Ce conflit d'intérêt prendra certes parfois un tour tragi-comique, mais l'enjeu de la lutte pour l'émancipation par rapport à la Faculté de médecine[50] est de taille pour les intéressés. Le chirurgien subit à l'époque deux ostracismes sociaux, d'ailleurs liés : il est considéré par les gens de qualité comme artisan de deuxième zone, astreint à des tâches purement manuelles et comme « médecin du peuple »[51], puisque seuls les chirurgiens donnent des soins dans les villages. Comme certains maniaient tout autant le rasoir que la lancette, on les avait autrefois rattachés aux barbiers, et ils se retrouvaient ainsi, dans les nomenclatures traditionnelles, aux côtés « de l'étuviste, du ventouseux, du saigneur, du perruquier, du baigneur et quelquefois du bourreau »[52] !

---

[48] Le terme d'« économie animale » correspond approximativement à ce que nous appellerions aujourd'hui le « métabolisme » (Cf. Foley : « An origin of the *Tableau Economique* », *History of Political Economy*, vol. 5, n°1 , 1973, p. 147). Pour cette œuvre également, Quesnay fut accusé de plagiat, en particulier par La Mettrie - un ami pourtant - dans un pamphlet que le Parlement condamna au feu (*La politique du médecin de Machiavel*) : « comme *Verminosus* [Andry] le disait de l'*Économie animale* de *Qualisnasus* [Quesnay], c'est du Boerhaave mis en pièces ; ce sont ses propres leçons habillées à la française » (v. Gustave Schelle, *op. cit.*, p. 206). La Mettrie avait été lui-même élève de Boerhaave à Leyde.

[49] Peut-on oser le parallèle avec certains conflits professionnels contemporains ? On pourrait retenir alors l'exemple choisi par Pierre Bourdieu dans *la Distinction* - et situé dans le même champ professionnel - de la lutte des kinésithérapeutes pour l'obtention d'un statut qui les éloigne des simples masseurs pour les rapprocher des médecins. S'il faut certes adapter l'analyse au contexte de l'époque, nous pensons néanmoins que pour comprendre les enjeux des luttes pichrocholines qui opposent au XVIII[ème] siècle médecins et chirurgiens, le concept de « lutte des classements » de Bourdieu pourrait aider à dépasser l'anecdote. Comme il l'a excellement montré, une lutte de ce type « par laquelle chaque catégorie vise à faire avancer ses intérêts professionnels en faisant accepter une échelle des valeurs plaçant au sommet de la hiérarchie les fonctions pour lesquelles elle se sent mieux armée », est « inséparable de conflits de valeurs qui engagent toute la vision du monde et tout l'art de vivre » (*La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, éditions de Minuit, 1979, p.355 ; v. également *Ibidem*, pp. 559-561). De ce point de vue, le conflit si magistralement mené par Quesnay constitue un véritable exemple d'anthologie.

[50] Un arrêt du Parlement avait confirmé, en 1660 encore, que les barbiers-chirurgiens devaient « porter honneur et respect à la Faculté de médecine et aux docteurs-régents et leur obéir comme écoliers et disciples à leur maître » (cité par : F. Olivier-Martin, *L'organisation corporative de la France d'ancien régime*, Paris, Sirey, 1938, p. 384). V. aussi *infra* en annexe II.4 le règlement des communautés de chirurgiens en Lorraine

[51] C'est la formule que relève Jean-Pierre Goubert, en 1786 encore, dans un rapport de l'Intendant de Soissons au Contrôleur général sur les praticiens de sa généralité (v. « L'art de guérir, médecine savante et médecine populaire dans la France de 1790 », *Annales. Économies Sociétés Civilisations*, t. 32, n° 5, sept.-oct. 1977, p. 908). Il est significatif d'ailleurs, à ce propos, que l'édit de Marly de 1707 ait créé pour les chirurgiens des campagnes un statut *ad hoc* de maître en chirurgie « de légère expérience » et que ce statut ait été maintenu par l'édit de 1772. S'il faut en croire certaines des réponses aux enquêtes du Cpntrôle général, analysées par J.-P. Goubert, on recevait parfois dans ce corps de « *demi-chirurgiens* », au grand dam des praticiens de qualité, des charlatans, rebouteux et autres « gens à secrets » - pour ne pas dire des sorciers (*Ibidem*, p. 911).

[52] Pierre Huard, « l'enseignement médico-chirurgical », *in* : *Enseignement et diffusion des sciences en France au XVIII[e] siècle*, R. Taton (ed.), Hermann, 1964, pp. 189-190.

L'article « Chirurgiens » de l'*Encyclopédie*, quand il décrit la condition – mythique, bien sûr - du médecin antique, compétent dans les deux domaines de traitement (maladies internes et externes) et quand il explique les causes de la séparation des deux pratiques, est assez représentatif de l'attitude commune à l'égard de la chirurgie :

« Les dehors de la Chirurgie ne sont pas attrayants ; ils *rebutent la délicatesse* : cet « art, hors les temps de guerre, *n'exerce presque les fonctions qui lui sont propres que sur le « peuple*, ce qui n'amorce ni la cupidité ni l'ambition, qui ne trouvent leur avantage que dans « le commerce avec les riches et les grands ; de-là les savants, maîtres de l'un et l'autre art, « abandonnèrent l'exercice de la Chirurgie. Les maladies médicales sont les compagnes « ordinaires des riches et des grandeurs ; et d'ailleurs elles n'offrent rien qui, comme les « maladies chirurgicales, en éloigne les personnes trop délicates ou trop sensibles ; ce fut par « ces raisons, que ces hommes illustres, médecins et chirurgiens tout-à-la-fois, « abandonnèrent les fonctions de la Chirurgie, pour n'exercer plus que celles de la « Médecine »[53].

Il s'agit maintenant pour le corps des chirurgiens d'obtenir pour eux-mêmes un rang de « *scientifiques personnes* » et pour leur art, un statut de profession « intellectuelle » au contenu au moins aussi théorique que celui de la médecine. Poussant la métaphore un peu loin, Quesnay va même jusqu'à soutenir, au plus fort de la polémique, que « la médecine n'est par rapport à la chirurgie que ce que le pilotage est par rapport à la géométrie »[54]. La chirurgie exige à ce titre, tout autant que la médecine, des spécialistes lettrés pratiquant le latin et la philosophie – ou pouvant, à tout le moins, faire valoir dans ces domaines un vernis suffisant.

En tout cas, pour Quesnay, on ne peut former un chirurgien en se contentant de lui apprendre des gestes, seule une formation intellectuelle de base lui permettra de progresser dans son art :

« La science d'opérer, écrit-il, est si essentiellement liée à celle du traitement des « maladies chirurgicales et, par conséquent, avec celle de tout l'art de guérir, qu'on ne peut « pas espérer d'excellents chirurgiens opérateurs qu'on ne prenne toutes les précautions « nécessaires pour qu'ils puissent acquérir toutes ces connaissances [...]. L'intérêt public « demande qu'ils soient instruits à fond sur la cure des maladies externes ; qu'ils le soient « aussi pour traiter les maladies internes dans le menu peuple [...]. La Faculté de Médecine « ne cesse de dire que la science est inutile aux chirurgiens, qu'en s'occupant à se remplir la « tête de la théorie de l'art de guérir, ils négligeraient l'exercice des mains qui doit faire leur « occupation journalière dès leur tendre jeunesse et non pas celle d'apprendre le latin, la « philosophie et l'art de guérir. [...] Un praticien servilement assujetti au manuel réglé des « opérations n'est qu'un ouvrier livré à une misérable routine, souvent pernicieuse pour les « malades et toujours préjudiciable au progrès de l'art. Il faut que l'esprit soit averti par la « main et que la main soit conduite par l'esprit, et nullement par une routine acquise par « l'habitude [...] »[55].

---

[53] Art. cité (C'est nous qui soulignons, B.D.). Ce texte fait partie des 475 articles rédigés par Antoine LOUIS (1723-1792), chirurgien major de la Charité, futur secrétaire perpétuel de l'Académie de Chirurgie. Chirurgien très réputé, ses ouvrages de médecine légale seront ainsi utilisés par les avocats des Calas pour obtenir la révision du fameux procès où l'on avait fait passer un suicide pour un meurtre.

[54] *Apud* Jacqueline Hecht, *op. cit.*, p. 231.

[55] F. Quesnay, *Sur la théorie et la routine en médecine*, *Apud* : P. Huard, *op. cit.*, p.192. On notera cependant que, par une dernière hésitation, Quesnay restreint le champ d'intervention du chirurgien pour les maladies

L'évolution passe nécessairement par des décisions royales car, pour des raisons d'ordre public, l'organisation des trois corps de la médecine (médecins, chirurgiens et apothicaires) est très rigoureusement réglementée et privilégiée[56]. Il s'agit en effet, officiellement, de réprimer les pratiques magiques ou superstitieuses des « *empiriques* » et la distribution des « *remèdes spécifiques* »[57] en soumettant à un contrôle public l'accès à ces professions et leurs conditions d'exercice. Le préjugé courant, que combattent Quesnay et ses confrères, oppose « l'indécence des opérations manuelles à la dignité doctorale » et assure la prééminence des médecins qui, par exemple, président les examens des chirurgiens et apothicaires. Les médecins ont, quel que soit leur âge, préséance sur les chirurgiens, leur profession n'entraîne pas dérogeance à la noblesse[58]. Le principal argument de la Faculté de médecine, comme le montre bien le chirurgien du roi La Peyronie, est que les chirurgiens « n'ont que la main » :

« On leur objectait qu'ils ne savaient ni la philosophie, ni la langue latine, et de là « on inférait qu'ils ne pouvaient ni pénétrer les véritables raisons des opérations de la nature, « ni connaître les forces mouvantes, l'équilibre des liqueurs, la nature des minéraux, la « mécanique des divers mouvements animaux, etc., enfin on en concluait que destitués de « dialectique, les chirurgiens ne pouvaient, ni raisonner avec justesse, ni établir les principes, « ni tirer des conséquences, et que dès là, il ne leur était pas possible d'aspirer à la théorie de « la chirurgie »[59].

---

internes au seul « menu peuple ». Les stéréotypes anciens sont encore très vivaces, même chez les penseurs les plus éclairés !

[56] Voir sur ce point la présentation très complète de F. Olivier-Martin, *op. cit.*, en particulier le chapitre IV : « Les corps de la médecine », pp. 366 *sq.*

[57] Tel le fameux « orviétan » dont parle Molière. Par crédulité ou par rapacité, le roi autorisait cependant parfois ces « remèdes spécifiques » - après avis toutefois de son premier médecin puis d'une « commission royale de médecine » -, ainsi en fut-il pour l'orviétan en 1647. Paradoxalement, cette législation de protection s'était transformée en une source de revenu pour le premier médecin du roi, place devenue ainsi « très lucrative : elle rapporte 80 à 100 000 livres de rente, au moyen de tous les brevets qu'il a le droit d'accorder aux auteurs de remèdes particuliers, aux charlatans, aux empiriques, à quiconque veut se mêler de guérir les autres » (Pidansat de Mairobert, *l'Observateur anglois*, 1777, tome 1, p. 351). Le lieutenant du premier chirurgien du roi de Nuits dénonce lui aussi lors d'une enquête de 1786 : « tous les charlatans entretenus par le Premier Médecin du Roi qui, pour une certaine somme, leur donnait le pouvoir d'assassiner par toute la France pendant trois ans » (*apud* Goubert, *op. cit.*, p. 917). Ce thème de la « contribution » des charlatans à la dépopulation du royaume est récurrent dans les écrits des praticiens officiels, il constitue leur principal argument en faveur d'une répression plus active.

Il est vrai cependant que les contemporains n'avaient pas une plus haute idée de leurs médecins, même docteurs de la Faculté. Ainsi, pour l'*Ami de l'humanité*, le philanthrope Monthyon, le problème reste posé « de savoir si la médecine détruit plus d'hommes qu'elle n'en sauve » (*apud* Goubert, *op. cit.*, p. 923), et pour le polygraphe Pidansat de Mairobert : « le grand art [des médecins], qui est celui de toutes les professions en France, c'est la charlatanerie ; celle de médecine y fournissant matière plus qu'une autre, ils y excellent particulièrement » (*op. cit.*, t. 1, p. 345).

La chirurgie semble être tenue en meilleure estime dans l'opinion, le même libelliste indique par exemple en passant : « j'observerai seulement que la chirurgie a fait beaucoup de progrès en France depuis quelque temps, et qu'elle est estimée dans toute l'Europe » (*Ibid.*, tome 1, p. 351).

[58] Règle assez théorique car « la médecine n'a jamais été une profession de prédilection pour le second ordre », sauf en Dauphiné et Comtat Venaissin (V. Guy Chaussinand-Nogaret, « Nobles médecins et médecins de cour au XVIII[ème] siècle », *Annales* . . ., t. 32, n° 5, sept.-oct. 1977, p. 851)

[59] La Peyronie, *Mémoire pour le Sieur La Peyronie . . . contre le Doyen . . . de la Faculté de Médecine de Paris et contre l'Université,* Imp. Osmont, 1746, p. 211 de la Seconde Objection : « Est-il vrai qu'il est difficile, et même presqu'impossible aux chirurgiens d'acquérir la Science, c'est-à-dire la Théorie de leur Art ? », *apud* : André Doyon et Lucien Liaigre, *op. cit.*, p. 120.

Le conflit fut l'occasion de multiples échanges au vitriol dans les salons et les gazettes et Quesnay put y exercer à loisir ses dons de pamphlétaire[60]. Parmi d'autres aménités, les médecins étaient accusés de se déchirer entre eux à propos de systèmes imaginaires bâtis sans fondements scientifiques, de faire plus preuve d'impéritie et d'avidité que d'attention à leurs patients ; bref, de pratiquer la médecine comme une forme du brigandage.

Comme toujours, c'est aux frontières des deux domaines que la lutte était la plus vive. Tandis que les apothicaires contestaient le droit pour les médecins de vendre des médicaments, ces derniers refusaient aux chirurgiens le droit de prescrire des médicaments, et en particulier leur habilitation à traiter les maladies vénériennes par les dérivés mercuriels. Aussi Quesnay aura-t-il à ferrailler à de multiples reprises sur ces questions[61].

Avec un tel héraut, mais surtout avec une telle mobilisation du corps des chirurgiens, et de tels appuis à la Cour, la lutte pour l'émancipation de la chirurgie - pour une institutionnalisation de plein exercice, devrait-on dire - ne pouvait qu'aboutir. Ce fut pourtant assez long : les décisions royales ne furent obtenues que l'une après l'autre et sur une période de 25 années, depuis la transformation en 1724 de l'Amphithéâtre de Saint-Côme en « Collège royal de chirurgie », assortie de la création de cinq chaires de démonstrateurs royaux en chirurgie, puis l'approbation de l'Académie de la Peyronnie en 1731, jusqu'à la déclaration royale de 1743 séparant les chirurgiens des barbiers.

En contrepartie, la déclaration enjoignait aux chirurgiens déjà en place d'acquérir des notions de latin et de philosophie ; quant aux aspirants chirurgiens, ils devaient désormais être munis, tout comme les étudiants en médecine, de la Maîtrise ès Arts. Il fallut cependant attendre un arrêt du Conseil de 1750 pour que cesse toute dépendance de la chirurgie par rapport à la médecine en matière d'enseignement, point de focalisation très classique de ces « luttes de classement ».

2.3 - François Quesnay, médecin de Cour et théoricien de la médecine.

Les premières batailles contre l'« armée et l'artillerie Doctorale »[62] à peine remportées, Quesnay allait pousser la provocation plus loin encore que la Faculté n'aurait pu l'imaginer. Profitant en effet d'une campagne militaire en Flandres puis dans l'Est[63], il demanda à la Faculté de Pont à Mousson[64] - excipant des quelques études de médecine suivies à Paris trente

---

[60] Quesnay ne répugnait pas à employer les arguments *ad hominem*, ainsi lançait-il contre le médecin Procope, qui avait attaqué les chirurgiens et avait le malheur d'écrire des comédies et d'avoir un frère limonadier : « Tandis que son frère rafraîchit la parterre de la Comédie-Française, il glace celui de la Comédie italienne ». Les arguments des médecins n'étaient bien sûr pas plus objectifs, on les trouvait développés principalement dans le *Journal des savants* qui en général tenait pour eux, tandis que les textes de la coterie des chirurgiens paraissaient dans le *Mercure*, leur organe officieux.

[61] On trouvera la liste complète de cette dizaine de textes de circonstance dans l'irremplaçable « Tableau chronologique des œuvres de François Quesnay » établi par Jacqueline Hecht dans l'édition I.N.E.D. de 1958 (*op. cit.*, tome 1, pp. 301-316).

[62] Le mot est de d'Alembert, *op. cit.*, p. 151.

[63] À laquelle sa charge de commissaire des guerres de la ville de Lyon l'obligeait pour une fois à participer aux côtés du duc de Villeroy.

[64] Qui fut transférée plus tard (en 1768) à Nancy.

ans auparavant - et obtint le 9 Septembre 1744, le grade de Docteur en médecine, à l'issue de la soutenance d'une thèse sur les troubles du sommeil. La Faculté de Paris engagea un procès à Quesnay dès son retour, sinon pour avoir endormi le jury, du moins pour tenter d'exercer à Paris en ne possédant qu'un diplôme de province[65]. Quesnay parvint néanmoins à se faire *agréger* à Paris et ses nouveaux confrères en furent réduits aux sarcasmes : l'attitude de Quesnay n'était autre pour eux qu'un aveu - tardif - de la prééminence de la médecine. Quesnay, cette fois, n'en fit pas grand cas : les attaques répétées de goutte le contraignaient de toute manière à abandonner la pratique de la chirurgie, et il semblait baisser sa garde. Mais il n'avait pas renoncé puisqu'il publiait en 1748 un *Examen impartial des contestations des médecins et des chirurgiens, considérés par rapport à l'intérêt du public* ; la prudence requise dans sa position, devenue ambiguë et très en vue, l'obligeait cependant désormais à rester sous l'anonyme [66].

Bien que, là aussi, quelques légendes courent sur le sujet, on ne sait trop pourquoi en 1749 la marquise de Pompadour - favorite en titre depuis quatre ans - demanda à Villeroy de lui céder son médecin. L'habileté dont il avait fait montre dans son art plaidait sans doute en sa faveur, sa discrétion aussi sans doute dans une Cour où la propagation des ragots était une des occupations essentielles. Quesnay ayant accepté, il vint s'installer à Versailles au printemps 1749 dans un entresol très incommode, situé au-dessous des appartements de la marquise[67].

En fait, cette promotion n'était pas aussi fortuite qu'on l'a présentée dans les nombreux éloges rédigés après sa mort. Quesnay avait vraisemblablement mis en œuvre depuis quelques années une stratégie très active d'entrée à la cour. Le duc de Luynes, dans ses mémoires, évoque ainsi, parmi les candidats malheureux à la succession du premier chirurgien du roi La Peyronnie, mort en avril 1747, « un nommé Quesnet (*sic*) qui est à Monsieur le duc de Villeroy » et précise, pour que le lecteur puisse mieux situer ce praticien encore peu

---

65 Il existait un précédent célèbre : celui de Théophraste Renaudot, médecin de Montpellier, poursuivi par l'Université de Paris pour avoir ouvert à Paris un cabinet de consultations gratuites pour les pauvres sans avoir été examiné et *agrégé* par la Faculté de Paris. Renaudot avait été condamné, mais le Parlement avait enjoint en contrepartie les médecins de Paris de visiter et secourir les pauvres (v. F. Olivier-Martin, *op. cit.*, p. 34). Le Parlement établissait ainsi clairement la liaison entre la protection du monopole et l'accomplissement de certains devoirs sociaux essentiels (v. F. Olivier-Martin, *Ibidem*, p. 376).
L'argument de la Faculté de Paris était le relâchement des critères de certaines petites Universités dont les lettres de degré, disait-on, « ne sont pas la marque de la suffisance, mais le témoignage de l'argent versé » (*apud* : F. Olivier-Martin, *op. cit.*, p. 373).

66 Comme on l'a vu au chapitre précédent, c'est cet anonymat qu'il préconisait - également face aux docteurs de la Faculté, mais dans un contexte autrement dangereux - à propos des réactions aux ouvrages de la Mettrie qui avaient contraint ce dernier à l'exil en Hollande. Voir en annexe à ce chapitre les deux lettres peu connues de Quesnay à Tronchin qu'avait signalées Roberto Zapperi dans son article de 1972 « Per una nuova edizione degli scritti di François Quesnay » (*Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, vol. VI, 1972, pp. 31-67). Ces lettres avaient été éditées pour la première fois en 1906 par un des descendants de ce médecin suisse, élève de Boerhaave (comme le Chevalier de Jaucourt et la Mettrie) et à qui l'on doit des articles de médecine de l'*Encyclopédie*.

67 Il suivait bien sûr tous les déplacements de la marquise, en particulier à Paris où elle logeait en l'hôtel de Pompadour (l'*Élysée* actuel). Après la mort de celle-ci, c'est son gendre qui le logeait, quand il était à Paris, au Palais du Luxembourg.

connu : « c'est celui qui a le plus travaillé, à ce que l'on dit, au grand mémoire des chirurgiens »[68].

Ayant échoué par la voie chirurgicale, il réussit donc de belle manière, deux ans plus tard, par la voie médicale en obtenant le poste de *médecin consultant* du roi. Mais il ne s'agissait encore que d'un « survivance », c'est à dire un simple titre, les appointements ne commençant à être perçus qu'à partir de la mort du titulaire[69]. Entre temps, il dépendait entièrement pour son ordinaire de sa place auprès de la marquise. Position enviable mais précaire : enviable, compte tenu de l'énorme influence de sa protectrice à la cour, mais précaire, autant que pouvaient l'être les faveurs accordées par le roi.

Pour se prémunir contre les effets d'une disgrâce toujours possible, il acheta une charge de *médecin ordinaire* du roi, et obtint par la suite la place de *médecin du Grand Commun*[70]. Mais, malgré ses efforts, il ne parvint jamais à saisir ce « bâton de maréchal de France de la médecine » que constituait l'office de *Premier médecin du roi*[71]. Pour cette place extrêmement lucrative[72], il fut considéré comme trop novice lorsqu'une première occasion se présenta en 1752, et il rata la seconde en 1770 parce que trop vieux.

La tradition en vigueur dans la « secte » physiocratique voulait cependant qu'il soit resté en marge de la Cour. Ainsi pour d'Alembert : « Philosophe à la Cour, y vivant dans la retraite et le travail, ignorant la Langue du Pays et ne cherchant point à l'apprendre, peu lié aux habitants, juge aussi éclairé qu'impartial et libre de tout ce qu'il y entendait dire et y voyait faire, il écrivit dans ce séjour si peu fait pour les sciences, des livres de Physiologie Médicale . . . »[73]. Le médecin plut en tous cas au roi qui lui attribua en octobre 1752 des lettres de noblesse et qui est même réputé lui avoir choisi ses armoiries[74]. Quesnay acheta alors dans le Nivernais, à Saint Germain en Viry, le domaine de Beauvoir avec son château et y installa son fils Blaise-Guillaume et sa famille[75].

---

[68] V. l'étude de Frédéric Lorin, précédemment citée : « la noblesse de François Quesnay », *Mémoires de la Société Archéologique de Rambouillet*, tome 13, 1898, p. 38.
La charge de premier chirurgien assurait à son titulaire une rente annuelle de 50 000 livres.

[69] Celle-ci n'intervint qu'en 1755.

[70] V. Jacqueline Hecht, *op. cit.*, p. 239.

[71] F. Lorin, *Ibidem* p. 40.

[72] Un document de 1792 évalue la somme des « gages, traitements, entretennement . . . » du *Premier Médecin du Roi* à 44 000 livres, contre 9 000 au *Médecin premier consultant*, 5 700 au *Médecin ordinaire* et 2 300 au *Médecin du commun* (V. G. Chaussinand-Nogaret, *op. cit.*, p. 854).

[73] *Éloge* de d'Alembert, *op. cit.*, pp. 151-152.

[74] Trois fleurs de pensée et la devise « *Propter cogitationem mentis* ». Le roi précise dans le brevet qu'il désire « lui donner une marque particulière de [sa] sensibilité aux soins assidus qu'il a donnés près de [son] cher fils le Dauphin pendant la maladie dangereuse qu'il vient d'essuyer » (F. Lorin, *Ibidem* p. 49). L'attribution de lettres de noblesse aux principaux médecins de la cour, à titre de récompenses pour leurs services, était assez fréquente à l'époque (Chaussinand-Nogaret en compte environ un par an dans la période 1751-1786, *v. op. cit.*, pp. 856-857). L'achat de charges annoblissantes était, par contre, hors de portée pour la quasi-totalité des médecins et chirurgiens.

[75] Ce serait, selon Mably, son intérêt personnel de nouveau propriétaire terrien qui l'aurait poussé à écrire sur l'économie rurale et à prôner un haut prix des grains : « tandis que la doctrine d'une liberté sans bornes s'accréditait et acquérait de jour en jour de nombreux partisans, un homme qui n'avait jamais songé qu'à des opérations de chirurgie et à des ordonnances de médecine, auxquelles il avait joint par amusement, une métaphysique assez embrouillée, acheta une terre dans le Bourbonnais (*sic*), dont il donna la régie à un de ses fils. Voilà donc M. Quesnay entièrement occupé de ce nouvel objet . . .Sa première découverte fut que si les productions de la terre augmentaient de prix, les revenus de ses nouveaux domaines augmenteraient également et qu'il se trouverait

Parallèlement, Quesnay poursuivait l'édition de ses œuvres : en 1749 paraissaient à la fois le *Traité de la suppuration* et le *Traité de la gangrène*, en 1750, une nouvelle édition du *Traité des effets et de l'usage de la saignée* et les treize premiers volumes du *Recueil des pièces et mémoires pour les maîtres en l'art et science de chirurgie, contre la Faculté de médecine, concernant la déclaration du Roi du 23 avril 1743*, qu'il avait composé avec son gendre Prudent Hévin à l'appui des demandes des chirurgiens[76]. L'année suivante, le 7 mai 1751, Quesnay était élu membre associé libre de l'Académie Royale des Sciences[77] et il présentait quelque temps plus tard sa candidature à la *Royal Society* de Londres où il était admis en Mai 1752.

C'est également en 1751 qu'est publié, avec l'approbation de l'Académie des Sciences qu'il vient de rejoindre, son dernier ouvrage médical, le *Traité des fièvres continues*. Si le contenu de l'ouvrage dégage, pour le lecteur moderne non spécialisé en histoire de la médecine, une impression tout à fait *exotique*, on peut y glaner toutefois quelques notations rétrospectivement pleines d'intérêt. Ainsi, dans la partie historique de l'ouvrage, critique-t-il la propension des médecins à former des *sectes* se réclamant de systèmes généraux d'explication des maladies. Il oppose plus particulièrement deux sectes : celle des médecins « humoristes » qui, à la suite d'Hippocrate, « placent la plupart des maladies dans les vices des liquides » [78] et celle des médecins « organiques » qui réduisent « les maladies à la seule lésion des parties solides, et à l'action de ces parties »[79].

Le mot de « secte », on le sait, s'appliquera ensuite par dérision aux Économistes eux-mêmes. Ici Quesnay critique vivement un tel systématisme en soulignant que ces médecins « qui ont dévoilé quelques vérités, en ont presque tous abusé, en établissant sur ces vérités des systèmes généraux qui ne sont que des tissus d'erreurs. Cependant ce sont malheureusement de telles productions qui ont formé les Sectes les plus suivies ; parce que plus un plan de Médecine est simple et général, plus il est facile, plus on l'adopte. De là vient que presque toutes les Sectes les plus dominantes sont les plus pernicieuses »[80]. Ces Sectes, qui « peuvent toutes se rapporter à l'*Humorisme* et à l'*Organisme* », ont cependant apporté quelques connaissances et, avec le temps, « le tissu d'erreurs formé par le système se détruit, et la vérité reste : c'est par là qu'on peut apercevoir en quoi chacune des Sectes qui ont quelque réalité dans leur doctrine a contribué aux progrès de la science de la Médecine »[81].

---

avoir fait une excellente acquisition » (in : *Du commerce des grains*, pp. 294-296, cité par Weulersse, *Le mouvement physiocratique en France*, Paris, Alcan, 1910, p. I-46). S'il fallait suivre Mably, Quesnay eut-il acheté une filature ou une manufacture de toiles peintes qu'il nous aurait laissé une théorie de la productivité exclusive de l'industrie, ce qui est pousser la sociologie de la connaissance jusqu'à la caricature.

[76] Il faudra attendre 1760 pour que paraissent, « à Philadelphie » (en fait : à Paris), les 29 volumes constituant le reste de l'édition. Quesnay avait procuré à son gendre après son mariage la place de chirurgien de la première Dauphine.

[77] Quesnay était déjà membre associé – depuis 1735 – de la *Société royale* (ou : *Académie des beaux-arts*) *de Lyon*, établie en 1713 sous la protection du Maréchal duc de Villeroy (ancien précepteur du jeune Louis XV, père du protecteur de Quesnay). L'Académie de Lyon comptait à l'époque parmi ses membres célèbres Voltaire et Jacques-Germain Soufflot, architecte et futur directeur des Manufactures des Gobelins et de la Savonnerie.

[78] *Op. cit.*, édition de 1753, en 2 tomes, à Paris, chez d'Houry, t. 1, p.26.

[79] *Ibid.*, t. 1, p. 25.

[80] *Ibid.*, t. 1, p. 30.

[81] *Ibid.*, t. 1, pp. 31-32.

2.4 - De l'« économie animale » à l'économie politique.

Entre temps, les préoccupations de Quesnay avaient changé : il s'était replongé dans ses études philosophiques puis avait commencé une réflexion sur des questions d'agronomie et de politique économique et en particulier sur la police des grains, sujet fort à la mode à cette époque. Mais s'agissait-il vraiment d'un changement de cap, ou n'était-ce pas plutôt de la part du médecin philanthrope la prise de conscience du fait que « le meilleur remède contre la malaria, c'est une marmite bien remplie » comme l'affirme le proverbe toscan souvent cité par Braudel[82] ? Ainsi que le disait en effet un contemporain de Quesnay, médecin lui aussi : Nicolas-Gabriel Clerc[83], l'auteur de *Yu-le-Grand* : « si quelqu'un s'étonnait qu'un médecin s'occupât [d'économie politique], il ignorerait qu'un médecin est né l'ami des hommes, et que les vices moraux produisent plus de maladies graves que les causes physiques »[84].

En fait, le rôle social des médecins et des chirurgiens, a subi une profonde mutation depuis le début du siècle, en particulier lors des grandes épidémies comme la dernière grande peste de l'Occident, en 1720, qui fait 100 000 morts à Marseille et dans sa région. Ces épidémies provoquent une véritable mobilisation sanitaire à l'échelle internationale et posent aux médecins la question d'une véritable politique prophylactique. Le poids de ce thème dans les éloges de Vicq d'Azir[85] constitue pour Daniel Roche un signe fort de l'importance de cet aspect de l'action médicale dans la transformation des mentalités. Ainsi dans l'*Éloge de Navier* :

« Indépendamment des causes qui affectent la santé de chaque individu, il y a en a « de générales, dont l'influence s'étend sur tous les habitants d'une contrée, où elles « multiplient les maladies du même genre, dont la source est souvent cachée, le caractère « douteux, et le traitement incertain. Celui qui se propose de donner des soins utiles dans les « circonstances fâcheuses doit joindre l'instruction à la prudence et à la fermeté. Ce n'est pas « assez qu'il possède les connaissances que requiert la pratique ordinaire de notre art, il faut « qu'il soit en état de rechercher dans les qualités de l'air et de l'eau, dans la nature des « aliments, dans la situation du climat, dans l'examen scrupuleux de tout ce qui a précédé « l'origine du mal dont il veut arrêter les progrès : il faut qu'il remonte à sa première « invasion, qu'il en suive la marche, qu'il en découvre les communications, qu'il mette des « bornes à la contagion, lorsqu'il en a déterminé l'existence, qu'il s'élève en quelque sorte « au-dessus de la condition humaine, au secours de laquelle il vole, et qu'après avoir oublié « tous les dangers qui l'entourent, il rassure, il console, il porte partout le calme, en même « temps qu'il rétablit la santé »[86].

---

[82] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, éd. Armand Colin, 1979, réédition : Livre de Poche, p. I-81.

[83] Clerc (dit aussi : Le Clerc) publiera en 1769 *Yu-le-Grand* et *Confucius : Histoire chinoise* . . . ouvrage de philosophie morale destiné à l'éducation du grand-duc de Russie. L'œuvre sera reproduite la même année dans le tome III des *Éphémérides*.

[84] Cité par Jacqueline Hecht, *op. cit.*, p. I-254.

[85] L'expression « médecin des épidémies » revient dans près de la moitié des textes (v. D. Roche, *op. cit.* p. 880).

[86] Vicq d'Azir, *apud* : D. Roche, *op. cit.* p. 881.

Ces éloges catalysent une revendication : « L'élite médicale sait que soigner, c'est diriger et gouverner [...], elle se prétend composée de médecins patriotes et citoyens. Engagée dans un mouvement collectif qui ne peut se développer sans enthousiasme, son effort réformateur scientifique appelle un changement des pratiques sociales »[87].

L'épidémie est un paroxysme qui manifeste de manière éclatante cette responsabilité sociale, mais elle est engagée quotidiennement dans les affections endémiques et les divers fléaux de la pathologie sociale :

« Le maintien de la santé individuelle est en apparence une affaire privée ; mais « lorsque l'État s'organise en système et prend conscience de ses responsabilités dans les « domaines les plus divers, il ne peut se désintéresser de la situation sanitaire, qui « conditionne l'activité économique, et donc le rendement des impôts ainsi que la prospérité « générale. La santé des paysans est aussi importante que celle du bétail, et même davantage. « Des mesures doivent être prises par les autorités en temps d'épidémie aussi bien qu'en « temps d'épizootie. L'*idée de santé publique* se fait jour dans le contexte de la rationali- « sation de la vie politique et sociale. Les praticiens isolés, les divers hôpitaux exercent une « activité dispersée; il appartient aux gouvernements de coordonner ces initiatives afin de les « rendre plus efficaces dans l'intérêt de chacun et de tous. Les souverains, les chefs « d'armées avaient dû depuis longtemps se préoccuper de constituer un service de santé « militaire, illustré par la grande figure d'Ambroise Paré dans la France du XVI^{ème} siècle. De « même, les autorités urbaines, en temps de peste, se trouvaient obligées de prendre des « mesures administratives en ce qui concernait l'hygiène, la prophylaxie et la thérapeutique. « Il apparut petit à petit que ce qui s'imposait en temps de crise devait être mis en oeuvre « dans des circonstances non exceptionnelles »[88].

Leibniz avait eu l'un des premiers l'intuition de cette évolution nécessaire, mais il fallut attendre les ouvrages du badois Johann-Peter Franck[89] pour que soit tenté une théorisation complète de la « *Police* médicale ». Son *System einer vollständigen medizinischen Polizei*, dont la parution s'étalera de 1779 à 1814, lui vaudra l'admiration de Joseph II et des réformateurs sociaux . . . et une hostilité résolue de la part des autorités médicales.

C'est dans ce contexte, que l'on peut comprendre l'attitude de Quesnay au tournant du siècle, et le fait qu'il saisisse aussitôt l'occasion que lui offrent d'Alembert et Diderot. Il participe ainsi, dès ses débuts, à l'aventure de l'*Encyclopédie* : à la demande de ses amis, il rédige les articles « Évidence » et « Fonction de l'âme ». Comme on l'a rappelé au chapitre précédent, il ne pousse pas cependant le goût de l'aventure jusqu'à braver les autorités et, l'*Encyclopédie* ayant été condamnée en 1752[90], il demande à garder l'anonymat. L'article « Évidence » fut bien publié dans le tome VI de l'*Encyclopédie* édité en 1756, mais l'autre

---

[87] D. Roche, *ibid.* p. 882.

[88] Georges Gusdorf, *op. cit.* p. 439 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[89] Franck (1745-1821), formé à Heidelberg et à Strasbourg, a participé à la formation professionnelle des sages-femmes en Allemagne, puis dirigé l'administration sanitaire de la Lombardie, il dirigera plus tard l'hôpital général de Vienne et sera médecin du tsar directeur de la première académie médico-chirurgicale de Russie.

[90] Pour « plusieurs maximes tendantes à détruire l'autorité royale, à établir l'esprit d'indépendance et de révolte et, sous des termes obscurs et équivoques, à élever les fondements de l'erreur, de la corruption des mœurs, de l'irréligion et de l'incrédulité » (Arrêt du Conseil en date du 7 Février 1752, *apud* : Robert Darnton, *L'aventure de* l'Encyclopédie, Paris, Perrin, 1982 ; réédition 1992 : Paris, Le Seuil, collection Points, p. 34).

article n'y figurera pas, sans que l'on connaisse la cause de ce retrait[91]. Dans ce même tome paraissait également le premier article d'économie politique de sa plume : l'article « Fermiers (économie politique) »[92], qui sera suivi dans le tome VII (1757) de l'article « Grains ». Pour protéger sa position à la cour, on l'a vu, Quesnay avait signé ces deux articles « Quesnay le fils », ce qui bien sûr n'était pas un mensonge et permettait de garder les formes, sans que, sans doute, personne ne soit dupe.

La suspension de l'*Encyclopédie* par l'arrêt du Conseil du roi du 7 Février 1752 semblait plutôt être destinée à calmer les jésuites et l'archevêché de Paris, voire même à prévenir une condamnation plus lourde du Parlement, d'obédience janséniste[93]. L'entreprise continuait à recevoir des marques de soutien de la part de personnes importantes[94]. Cependant, l'attentat manqué de Damiens contre Louis XV, le 7 Janvier 1757, allait provoquer un bouleversement des esprits et fournir prétexte à un renforcement du contrôle des publications. « Dans le pays déjà bouleversé par la guerre de Sept Ans, se répandent des rumeurs concernant les athées et les régicides. La couronne attise encore la crainte des conspirateurs par la Déclaration du 16 Avril 1757 qui menace de mort quiconque écrira ou imprimera des articles contre l'Église ou l'État - en réalité tout écrit tendant à "émouvoir les esprits" »[95]. La tolérance relative dont avaient fini par bénéficier les publications « philosophiques » risquait de devenir l'exception. De fait, le 23 Janvier 1759, la Cour du Parlement de Paris condamne l'*Encyclopédie, de l'Esprit* de d'Helvétius et quelques autres œuvres de moindre importance et le 8 Mars suivant, c'est un arrêt du Conseil qui révoque le privilège accordé à l'*Encyclopédie* en 1746. Les adversaires de l'entreprise semblent avoir définitivement gagné la partie.

Quesnay est courageux mais sa modeste extraction ne l'autorise pas à la témérité dans ce contexte de grande tension où le parti des philosophes avait le dessous. Le médecin de la cour est parfaitement conscient des risques, dans le nouveau contexte, ni le pseudonyme « Quesnay le fils » ni l'anonymat ne constituent plus une protection suffisante et Quesnay décide de retirer purement et simplement les trois autres articles qu'il avait rédigés, c'est à dire « Hommes », « Impôts » et « Intérêt de l'argent ». Il les confie à Du Pont pour qu'il se charge de les publier dans une conjoncture plus favorable, mais seul le troisième le fut à l'époque dans le *Journal d'Agriculture* de Janvier 1766 sous le titre « Observations sur l'intérêt de l'argent »[96] et sous la signature, anagrammatique mais limpide, de « Monsieur Nisaque ».

---

[91] D'après Jacqueline Hecht, l'opuscule publié par Quesnay en 1760 : « Aspect de la psychologie » serait un résumé de cet article disparu. Elle en a donné le texte dans son édition de 1958 (I.N.E.D., *op. cit.*, Tome 2, pp. 683-685).

[92] Précédé de l'article « Fermiers (économie rustique) » qu'avait rédigé son ami Charles Georges Leroy, dont nous reparlerons plus loin.

[93] Voir notamment sur ce point : Madeleine Pinault, *l'Encyclopédie*, Paris, P.U.F., col. « Que sais-je ? », 1993.

[94] Ainsi Madame de Pompadour, dans le célèbre pastel de Quentin de La Tour présenté au salon de 1755, est-elle entourée d'ouvrages significatifs : à côté de la *Henriade*, de l'*Esprit des Lois* et d'un volume de l'*Histoire Naturelle* de Buffon figure en effet le tome IV de l'*Encyclopédie*. Le message était clair pour les initiés.

[95] Robert Darnton, *op. cit.*, p. 35. V. aussi, Madeleine Pinault, *op. cit.*, p. 26.

[96] *Journal d'Agriculture, du commerce et des finances*, tome IV, 1ère Partie, pp. 151-171. Il faudra attendre 1908 pour que Stephan Bauer publie le manuscrit de l'article « Hommes » (v. « L'article "hommes" de François Quesnay », *Revue d'Histoire des Doctrines Économiques et Sociales,* 1908, N° 1, pp. 3-88) et pour que Gustav Schelle découvre et publie celui de l'article « Impôts » (v. « *Impôts* par Quesnay. Article inédit, avec notes de Turgot » édité par G. Schelle, *Revue d'Histoire des Doctrines Économiques et Sociales,* 1908, N°1, pp. 137-186).

C'est de cette époque que date sa rencontre avec Mirabeau. Celui-ci venait de faire paraître l'*Ami des Hommes*, immense succès de librairie qui fut réimprimé vingt fois dans les trois années qui suivent l'édition originale[97]. La tradition veut que le premier Mirabeau ait été aux antipodes de la pensée du maître[98] et qu'il ait fallu attendre l'*illumination* de l'entrevue à l'entresol de Versailles, au soir du 27 Juillet 1757, pour que l'on assiste à l'abjuration de ses erreurs et à sa conversion immédiate aux principes de la Science[99]. En fait, « l'adhésion de Mirabeau à la physiocratie dans le deuxième semestre de 1757 s'est opéré par glissement plus que par total retournement. Certes, les trois premières parties de *l'Ami des hommes* comprennent des propositions désormais caduques - par exemple : " les richesses se trouvent partout où il y a des hommes " -, mais d'autres gardent leur validité : " l'extrême population ne peut venir que de l'extrême agriculture " ; le libéralisme économique de la troisième partie n'est pas à désavouer non plus »[100].

À cette époque, Quesnay n'avait que bien peu de disciples. Si l'on se limite aux fidèles de la première heure, on ne peut en citer que deux : Charles Georges Le Roy, lieutenant des chasses du parc de Versailles et auteur de nombreux articles agronomiques de l'*Encyclopédie*[101] et Charles de Butré, gentilhomme passionné d'arboriculture et de mathématiques, dont on fit rapidement l'« arithméticien » de l'école, chargé notamment à ce titre de réviser les laborieux calculs de la *Théorie de l'impôt* ou de la *Philosophe rurale*[102]. Se joindront plus tard au groupe Henry Pattulo, agronome irlandais installé en France depuis quelques années[103] et Le Mercier de la Rivière, futur intendant de la Martinique. Mais Mirabeau avait, de loin, le premier rôle dans cet aréopage et Quesnay dépensa des trésors d'énergie pour rendre les textes du marquis un peu plus lisibles et surtout pour qu'ils deviennent le véhicule de sa propre pensée. C'est ainsi que paraissait dans la nouvelle édition de l'*Ami des hommes* de 1758, une quatrième partie qui était largement de sa main et une annexe « Questions intéressantes sur la population, l'agriculture et le commerce » qui était totalement de son cru.

---

97 Selon Perrot, on atteignit même sans doute le double de ce chiffre au cours du siècle, « succès qui le place au rang d'Adam Smith, du *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say ou du *Manifeste* de Marx » (Jean-Claude Perrot, « Nouveautés ; l'économie politique et ses livres », *in* : *Histoire de l'édition française* sous la direction de Henri-Jean Martin et Roger Chartier, Paris, Promodis, 1984, tome 2, p. 255).
Un indice probant de ce succès est la multiplication des titres plagiés parmi lesquels Perrot relève, à côté d'un seul *Ami du peuple*, cinq *Ami des femmes* et d'innombrables *Ami des enfants*. Mirabeau lui-même signera souvent ses textes ultérieurs « par l'auteur de l'*Ami des hommes* » et le titre de son *best-seller* devint en effet un pseudonyme systématiquement utilisé dans les textes de l'époque.

98 Idée que Mirabeau lui-même a contribué à propager, voir par exemple la lettre de Mirabeau à Longo citée par Loménie : « Je n'étais pas plus économiste que mon chat, quand la force du tempérament, comme disait le vénérable Quesnay, me fit écrire l'*Ami des hommes* » (Lettre du 11 Juin 1778, *apud* : Louis de Loménie, *Les Mirabeau*, tome 2, p. 135, Paris, E. Dentu éditeur, 1879).

99 C'est d'ailleurs la thèse que se plaisait à colporter l'intéressé lui-même.

100 Jean-Claude Perrot : *Une histoire intellectuelle de l'économie politique, XVII*ème *XVIII*ème *siècle*, ed. de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1992, p. 166.

101 Il s'agit notamment, outre sa contribution « Fermiers (économie rustique) », déjà évoquée, des articles : « Engrais », « Forêt », « Fumier », « Froment », « Garenne », « Gibier », « Vénerie » . . .

102 À cet auteur plus discret, on doit l'article « Culture » de l'*Encyclopédie méthodique* de Panckoucke, où il reprendra ses enquêtes « micro-économiques » publiées antérieurement dans les *Éphémérides du citoyen* (v. n^{os} 9-11, 1767).

103 L'*Essai sur l'amélioration des terres* qu'il signe en 1758 reprend des passages entiers de l'article « Hommes » que Quesnay avait rédigé pour l'*Encyclopédie*.

Outre ces fidèles, Quesnay rencontrait fréquemment chez lui ou à la Cour tout ce que le royaume comptait de beaux esprits en matière de philosophie, de commerce ou de finance, de Diderot à Gournay ou Morellet et de Turgot à Forbonnais. Pour beaucoup, Quesnay apparaissait désormais comme le véritable chef de file des « partisans de la liberté indéfinie du commerce », comme « le chef de la secte que M. de Gournay avait fondée »[104].

Mais cette position de chef d'école ne lui était reconnue à cette époque que par quelques initiés, elle n'allait être célébrée au delà de ce cercle restreint qu'après la parution du *Tableau économique*. Avec cette œuvre fondatrice, ce n'était pas un pamphlet de plus en faveur de la liberté du commerce qui venait s'ajouter à une collection déjà bien fournie, mais la première tentative de fonder des prescriptions de politique économique sur la démonstration chiffrée de leur efficacité. Sans en faire l'« Alcoran de la science économique » comme Mirabeau[105], tous les physiocrates y verront le véritable point de départ de leur doctrine et Du Pont par exemple célébrera à maintes occasions « cette formule étonnante qui peint la naissance, la distribution et la reproduction des richesses, et qui sert à calculer avec tant de sûreté, de promptitude et de précision, l'effet de toutes les opérations relatives aux richesses »[106].

Les avis divergent sur la date de rédaction de cette œuvre. Marmontel aurait trouvé Quesnay dès 1757 - quelque temps après l'attentat du 7 Janvier 1757 semble-t-il - « occupé à tracer le *zig-zag* du *produit net* »[107], mais l'allusion qu'il fait à cet épisode dans ses *Mémoires* est trop fugitive[108] pour que l'on puisse lui accorder un grand crédit. Qu'il s'agisse en tout cas du résultat d'une longue maturation ou d'une « illumination » soudaine, il semble assuré, notamment d'après le témoignage de Du Pont, que la première version a vu le jour en novembre ou décembre 1758. Les Archives Nationales en conservent la version manuscrite assortie de notes marginales et complétée de vingt-deux « Remarques sur les variations et la distribution des revenus annuels d'une nation », mais la « magnifique édition » qui en a été faite à Versailles à l'usage du roi [109] semble avoir disparu.

---

[104] C'est tout au moins la thèse que présentera quelques années plus tard Mably dans son ouvrage *Du commerce des grains* (*Œuvres*, t. XIII, pp. 296-297). Marmontel dans ses *Mémoires* confirme en tout cas le commerce très actif entre les auteurs situés dans la mouvance de l'*Encyclopédie* et les premiers physiocrates : « Tandis que les orages se formaient et se dissipaient au-dessous de l'entresol de Quesnay, il griffonnait ses axiomes et ses calculs d'économie rustique aussi tranquille et aussi indifférent à ces mouvements de la Cour que s'il eut été à cent lieues de distance. Là-bas on délibérait de la paix, de la guerre, du choix des généraux, du renvoi des ministres, et nous, dans l'entresol, nous raisonnions d'agriculture, nous calculions le produit net et quelquefois nous dînions gaiement avec Diderot, d'Alembert, Duclos, Helvétius, Turgot, Buffon ; et M^me^ de Pompadour, ne pouvant pas engager cette troupe de philosophes à descendre dans son salon, venait elle-même les voir à table et causer avec eux. » *op. cit.*, p. II-28, extrait repris en annexe de l'édition des œuvres de Quesnay par Oncken, Paris Guillaumin, p. 141.

[105] Les dithyrambes du marquis de Mirabeau étaient d'autant plus tonitruants qu'il comprenait mal la signification du *zig-zag*.

[106] Du Pont, *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle*, à Londres, 1768, p. 11 ; réédité récemment en *fac-similé* par la *Cooperativa Universitaria Editrice di Magistero*, Catania, Italie, 1992.

[107] *Op. cit.*, p. II-49 ; *apud* : Oncken, *Ibid.*, p. 142.

[108] Elle est insérée dans la narration d'une sombre affaire de négociation de l'appui de la Pompadour pour l'obtention d'une lucrative charge de secrétaire de la surintendance des postes.

[109] Selon la légende propagée par la Secte, cette édition aurait même été imprimée de la main même du roi. Celui-ci en effet, lassé du tournage des tabatières, aurait décidé à cette époque de passer le temps d'une autre manière, en imprimant quelques opuscules sur une presse de luxe spécialement installée à proximité de ses appartements.

Elle sera suivie au printemps 1759 d'une seconde édition complétée de nouveaux points et couvrant six pages au lieu de trois puis, au milieu ou à la fin de la même année, d'une troisième version qui couvre maintenant trente-cinq pages compte tenu de la multiplication des notes explicatives. Une nouvelle édition de l'*Ami des hommes* étant en préparation, le « Tableau économique avec ses explications » y pris place comme « Sixième Partie » sous la signature apparente de Mirabeau, mais Quesnay avait apporté tant de corrections au texte qu'il pouvait en être considéré comme le véritable auteur. Enfin en 1763, Mirabeau publiait sa *Philosophie rurale* où Quesnay, non content d'améliorer le style et le contenu même de passages entiers du texte du marquis, intégrait un septième chapitre entièrement de sa main.

Entre-temps, Mirabeau avait ajouté un fleuron de plus à sa couronne en bénéficiant, on l'a vu, d'un court séjour en prison (on n'ose parler d'« embastillement » . . . puisqu'il s'agissait de Vincennes et que le prisonnier fut traité avec beaucoup d'urbanité par ses hôtes) suivi d'un « exil » dans sa maison de campagne près de Paris. Il avait commis le crime, dans son ouvrage sur la *Théorie de l'impôt* paru en 1760, de mettre en doute la qualité de la gestion des finances publiques. La peine était légère, mais elle incita les physiocrates, que leur condition ne mettaient pas autant à l'abri que le Marquis, de prendre de grandes précautions dans l'expression publique de leurs idées pendant quelques années.

C'est de cette époque que datent quelques recrutements d'adeptes parmi lesquels on retiendra ceux d'Antoine Court de Gébelin et de l'inspecteur général des manufactures Louis-Paul Abeille, mais surtout celui de Pierre-Samuel Dupont[110] dont le rôle allait s'avérer décisif dans la diffusion ultérieure de la doctrine physiocratique. Quesnay avait pressenti ce rôle futur de Du Pont « choyons ce jeune homme, disait-il à Mirabeau, car il parlera quand nous serons morts » [111].

En 1764, Quesnay perdait un de ses principaux soutiens en la personne de M^me^ de Pompadour. Du Pont maintenait cependant sa dédicace à la favorite dans le *Traité sur l'exportation et l'importation des grains* qu'il publiait peu après. C'était, après tout, un gage de fidélité qui nous le rend plutôt sympathique dans cette phase de « triage de [ses] amis » que constate Quesnay.

Un an plus tard, la chance devait sourire aux physiocrates, dont un des objectifs majeurs était d'assurer la diffusion la plus large de leurs idées : le *Journal de l'agriculture du commerce et des finances* était lancé. Du Pont en était nommé rédacteur en chef et les articles rédigés par des physiocrates[112], Quesnay en tête, allaient s'y multiplier de septembre 1765 à Novembre 1766, date où Du Pont fut « remercié » par les propriétaires du journal.

Que cette anecdote soit vraie ou pas, le fait de réaliser l'impression à Versailles plaçait en quelque sorte l'œuvre sous la protection du monarque, à l'usage de qui on l'avait fait imprimer. Cela évitait éventuellement à l'auteur d'avoir à déguiser ses propositions dans des textes édulcorés, *ad usum delphini*, comme l'on aurait dit à l'époque.

110 Qui signera plus tard ses œuvres : « Du Pont de Nemours ».

111 J. Hecht, *op. cit.*, p. 264.

112 Les auteurs avaient cependant souvent la prudence de signer de pseudonymes, c'est le cas bien sûr pour Quesnay qui signe alternativement : Monsieur H. ou Monsieur N., quand ce n'est pas M. de l'Isle ou l'anagramme déjà évoqué de « Monsieur Nisaque ».

Entre-temps, s'était agrégée au groupe une troisième génération d'adeptes composée notamment de l'avocat Guillaume-François Le Trosne, de Guérineau de Saint-Péravy, de Le Mercier de la Rivière - futur intendant de la Martinique - et, *last but not least*, de l'Abbé Nicolas Baudeau qui allait opportunément fournir à l'école une nouvelle tribune : les fameuses *Ephémérides du citoyen* qu'il avait fondées en 1765 et qu'il ouvrit aux physiocrates peu après sa « conversion », en Janvier 1767 [113]. Le Mercier, pour sa part, développe à cette époque la théorie politique très controversée du « despotisme légal » - esquissée par Quesnay dans son opuscule le « Despotisme de la Chine » - dans son grand ouvrage : *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* publié en 1767[114] qui parut suffisamment intéressant à la tsarine Catherine de Russie pour qu'elle appelle l'auteur auprès d'elle afin de l'associer à la rédaction d'une nouvelle constitution.

Un autre ouvrage, paru la même année, devait fournir à la doctrine à la fois un titre : *la Physiocratie* et un compendium de la doctrine sous la forme d'un recueil des principaux textes de Quesnay : le « Droit naturel », l'« Analyse du tableau économique » et les « Maximes », suivis dans un deuxième tome de textes de moindre importance comme les deux « Dialogues sur le commerce et les travaux des artisans », ainsi que le « Premier Problème économique » et le « Second Problème économique ». À la même époque, Court de Gébelin devenait le premier « démonstrateur en économie politique »[115] en lançant un cours de « science » ou « arithmétique économique » essentiellement axé sur la résolution d'exercices d'application du *Tableau économique* assortis néanmoins de quelques « excursions économiques » dans les campagnes.

Considérée comme une *Secte* à ses origines, au milieu du siècle, l'école physiocratique a pris, dix ans plus tard, l'envergure d'une sorte d'*Église*. Tous les commentateurs de l'époque filent d'ailleurs à l'envi cette métaphore ecclésiale. La physiocratie présente certes tous les attributs d'une « religion » instituée : un « prophète » bien sûr, mais aussi des « grand-prêtres », une « bible », un cours de « catéchisme » et même une sorte de « grand-messe » hebdomadaire : les « Mardis » de Mirabeau qui étaient l'occasion de réunir les adeptes et les proches de la secte et d'organiser sa propagande.

Or, paradoxalement, c'est de ce moment que l'on peut dater le déclin de l'école. À partir de Juin 1768, Quesnay ne signe plus de texte public, même s'il corrige encore certains textes de ses disciples, en particulier ceux de Mirabeau (qui en ont généralement bien besoin). Les attaques des philosophes vont par ailleurs en se multipliant, de Voltaire à Galiani, en passant par Mably et Linguet. Quant au public, l'engouement a fait place chez lui à la désillusion, et l'on rejette de plus en plus sur les physiocrates la responsabilité de la cherté persistante des grains.

---

[113] C'est là que Quesnay publia en particulier *le despotisme de la Chine*.

[114] En fait, le livre « fut fait et conduit sous les yeux de l'inventeur de la science [c'est à dire bien sûr Quesnay], auprès duquel l'excellent auteur eu la haute sagesse d'apporter la docilité d'un enfant » (*Précis de l'ordre légal*, p. 61, *apud* : Weulersse, *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*, *op. cit.* p. I-127). Ce que confirme Mirabeau dans une lettre à Longo du 27 mai 1788 (Citée par Loménie, *op. cit.* tome II, pp. 334-335) : « J'ai vu l'auteur de l'*Ordre naturel et essentiel* travailler six semaines entières en robe de chambre dans l'entresol du Docteur, fondre et refondre son ouvrage . . . » (Weulersse, *ibidem*).

[115] Cf. Weulersse, *op. cit.*, p. I-134.

Les idées physiocratiques, certes, persistaient dans les esprits et commençaient même une nouvelle carrière à l'étranger, mais l'influence directe de la secte avait sérieusement régressé. Les *Éphémérides* disparaissaient fin 1772, sous prétexte d'interdiction, mais surtout faute de lecteurs. Quesnay se lançait sans vergogne dans de ténébreux travaux de recherche mathématique en s'attaquant en particulier à deux problèmes aussi anodins que la trisection de l'angle et la quadrature du cercle ! Son grand âge le protégea quelque peu des sarcasmes mais pas tout à fait du ridicule. À la même époque, c'est-à-dire au milieu de l'année 1774, la disgrâce devenait publique, il devait en effet quitter l'*Entresol* pour un appartement au *Grand-Commun* où il était censé officier en tant que médecin.

Il eut cependant la joie, quelque temps plus tard, d'apprendre l'avènement de Turgot, d'abord, et ses tentatives d'instaurer des réformes physiocratiques, puis la pose par le roi de la première pierre du Collège de Chirurgie. Mais il était bien tard et, lorsque Quesnay s'éteignit le 16 décembre 1774 à plus de 80 ans, bien peu sans doute auraient misé sur l'hypothèse d'une propagation - et *a fortiori* sur la victoire - des idées auxquelles il avait consacré sa vie.

Annexes du Chapitre II

Annexe II.1
Éloge de François Quesnay par d'Alembert [116]

Extrait du *Mercure de France*, 15 Novembre 1778
Paris, Panckoucke

// p. 145 //

François Quesnay naquit le 4 juin 1694, à Merey, près de Montfort-l'Amaury. Son père était un honnête et vertueux Avocat, qui se livrait tout entier à sa profession, mais un peu autrement à la vérité que la plupart de ses confrères, c'est à dire, plus utilement pour ses clients que pour lui. Il était bien plus occupé d'accommoder les Parties que de plaider pour ou contre elles, et d'empêcher les procès que de les faire durer. Aussi ne fit-il pas fortune. Il fut très consulté, très estimé, très chéri, et n'en fut pas plus riche. *Probitas laudatur et alget.*[117]

Sa femme, qui songeait un peu plus à ce // 146 // qu'on appelle le *solide*, laborieuse, active et intelligente, s'occupait de son côté toute entière de l'économie domestique et rurale, et voulut que le jeune Quesnay suivît son exemple, pour devenir plus opulent que son père. Elle le destina si bien à cet unique objet, qu'à douze ans il ne savait pas encore lire. Ce ne fut pas, comme on voit, un génie précoce ; il n'aurait pas ajouté un chapitre au Livre de *Baillet*, sur les enfants célèbres ; mais il a mieux fait pour sa renommée ; il a mérité un rang distingué parmi les vrais Savants. Peut-être même n'en a-t-il que mieux valu pour avoir commencé si tard. La nature eut le temps de développer en lui, sans gêne et sans obstacle, les forces corporelles et physiques, plus nécessaires qu'on ne croit aux forces intellectuelles, comme le prouvent tant d'enfants merveilleux qui ne le sont pas longtemps, et qui meurent ou qui restent avec un corps faible et un esprit *avorté*.

En le formant à l'administration rurale, sa mère le forma en même temps à une vie active et sobre ; deux objets importants dans une bonne éducation, et trop négligés dans nos institutions modernes.

La Maison Rustique de Liébaut, qu'il entendait lire avec intérêt, lui inspira le désir de pouvoir lire tout seul ce livre là et beaucoup d'autres ; le jardinier de sa mère lui donna quelques mauvaises leçons de lecture ; il suppléa le reste de lui-même ; c'est à dire // 147 // qu'il apprit tout seul la chose la plus difficile peut-être, si ce n'est d'apprendre à parler. On ne pense pas assez au chemin immense qu'a fait un enfant quand il sait parler et lire ; et ce chemin énorme, que les enfants, pour la plupart, font en assez peu de temps, prouverait peut-être que si la nature n'a pas fait tous les esprits égaux, comme l'expérience le prouve, le besoin et l'application peuvent au moins les rapprocher plus qu'on ne croit les uns des autres.

---

[116] *L'Éloge de M. Quesnay, par M. de Fouchy, imprimé dans l'histoire de l'Académie des Sciences de 1774, a fourni les matériaux de celui-ci, qui en est proprement l'extrait, à l'exception de quelques faits ajoutés par M. d'Alembert, qui a connu particulièrement M. Quesnay.*[N.B. : les notes originales sont en italiques, B.D.].

[117] [La probité est accablée de louanges et de misère].

Qui sait lire une fois, saura bientôt tout ce qu'il voudra, pourvu qu'il le veuille avec suite et fermeté. Le jeune Quesnay en fut la preuve ; car il apprit, presque sans maître, le Latin et le Grec, dont il sentit qu'il aurait besoin, non pas pour faire de beaux vers ou de la belle prose, mais pour trouver dans les livres des Anciens des vérités utiles, qui l'intéressaient davantage.

Assez souvent il allait à pied de Merey à Paris, pour acheter un livre où il espérait s'instruire ; il revenait le soir même en lisant son livre, et se retrouvait dans son village ayant fait vingt lieues, et ne s'étant aperçu ni du chemin ni de la fatigue, par l'application et l'intérêt qu'il avait donné à sa lecture. Il aurait pu s'appliquer, quoique dans un sens bien différent, le vers charmant de M. Marmontel, dans sa pièce d'*Annette et Lubin* : « Aller, fatigue un peu ; mais revenir délasse ».

Son père, qui voyait avec plaisir l'ardeur // 148 // et les progrès de ce digne fils, lui disait quelquefois : "*mon enfant, le temple de la vertu est appuyé sur quatre colonnes, la récompense et l'honneur, la punition et la honte*". Le bon vieillard eût peut-être dit vrai dans les siècles passés, si pourtant les siècles passés valaient mieux que le nôtre ; mais dans celui-ci les quatre colonnes, et surtout les deux dernières, sont devenues un appui bien frêle et bien négligé. Les deux autres furent toujours l'appui de M. Quesnay, et heureusement pour lui ne trompèrent pas ses espérances.

Bientôt il fallut prendre un état ; il choisit celui de Chirurgien, uniquement parce qu'il lui parut le plus utile de tous, et qu'avant tout il voulait être utile.

Il eu pour Maître un Chirurgien ignorant, qui ne put lui apprendre qu'à saigner. Pendant ce temps il écrivait, d'après ses lectures et pour sa propre instruction, des cahiers qui sans doute étaient excellents ; car son imbécile Maître, qui eut au moins l'esprit de les lui voler et de les transcrire, fut reçu avec distinction Chirurgien à Paris, sur la seule présentation de ces cahiers qu'il n'entendait pas.

Enfin M. Quesnay vint lui-même dans la capitale chercher des leçons, des lumières, des livres et des rivaux. Dévoré de l'ardeur de savoir, il y étudia non seulement la Chirurgie, la Médecine, la Physique et la Chimie, mais jusqu'à la Métaphysique, qui lui // 149 // plaisait fort, et dont il ne se dégoûta jamais. Il lisait en même temps Ambroise Paré et Nicolas Malebranche, entendait très bien le premier, et se flattait d'entendre le second.

Il alla s'établir à Mantes, où ses succès multiples lui méritèrent, comme il devait s'y attendre, la jalousie et les persécutions de ses confrères. Il en fut délivré par les bontés du feu Maréchal de Noailles, qui fut assez heureux pour sentir ce qu'il valait, le faire connaître, et le mettre à l'abri de l'envie ; ainsi pour cette fois le *Protecteur* fut vraiment digne de ce titre, puisqu'il protégeait réellement le mérite contre l'ignorance, et la probité contre l'intrigue.

Son premier ouvrage fut une critique du *Traité de la Saignée de M. Silva.* Le grand Médecin de Paris, qui s'était étayé de beaux calculs, si illusoires et presque si ridicules dans cette matière obscure, fut vaincu par le petit Chirurgien de Mantes, qui ne se payait pas d'étalage, et ne s'appuyait que sur l'observation et les faits. Il est assez juste que dans un Pays où les Charlatans en tout genre ont plus beau jeu que partout ailleurs, ils rencontrent au moins de temps à autre quelque pierre d'achoppement, qui retarde et trouble un peu leurs succès. Le docte Quesnay fut la *pierre* du Docteur Silva. Ce Docteur était, comme l'on sait, grand

partisan de la saignée, qui, comme l'on sait encore, a eu d'autres Docteurs // 150 // pour Adversaires ; les purgations ont trouvé de même, parmi les Médecins, leurs prôneurs et leurs ennemis. Il est un peu fâcheux, peut-être un peu scandaleux pour l'honneur de la médecine (a dit un Philosophe chagrin, et qui vraisemblablement se portait mal) que depuis tant de siècles qu'on cultive cette science, ou du moins qu'on la pratique, un pauvre malade ne sache pas bien encore lequel vaut mieux pour lui d'être ou saigné, ou purgé, ou saigné et purgé, ou ni l'un ni l'autre.

L'Académie de Chirurgie, qui fut formée peu de temps après que l'ouvrage de M. Quesnay eut paru, et qui est devenue depuis si célèbre et si utile, avait besoin, surtout en naissant, d'un Secrétaire qui fut à la fois Chirurgien, Médecin, Lettré et Philosophe ; on alla chercher ce Secrétaire à Mantes, que M. Quesnay eut bien de la peine à quitter ; et Paris même ne fut point jaloux de ce choix, tant il était juste.

Le nouveau Secrétaire fit la Préface du premier volume de cette Académie, qui fut regardée comme un chef-d'œuvre, et comparée, sous ce titre, à la belle Préface que Fontenelle avait mise à la tête de l'*Histoire de l'Académie des Sciences*. Sans prétendre fixer les rangs entre ces deux excellents ouvrages, on peut dire au moins que celui de Fontenelle a le mérite d'avoir été fait le premier ; M. Quesnay a profité dans le // 151 // sien de quarante ans de lumières de plus ; et quel siècle que quarante ans, chez une Nation où les Sciences sont cultivées !

Le Secrétaire de l'Académie de Chirurgie, outre sa belle Préface, donna dans le même volume quatre ou cinq excellents Mémoires, et revit ou corrigea presque tous les autres ; ce qui fit dire à un de ses amis *que la moitié du volume était de lui, et qu'il avait fait le reste*.

Quelque temps auparavant, il avait été reçu Docteur en Médecine ; mais fidèle à la Chirurgie, qui l'avait formé et nourri, il en fut le zélé défenseur dans un procès qu'elle eut alors avec les Médecins ; nouveau Coclès, il se battit seul et longtemps contre l'armée et l'artillerie Doctorale.

Attaqué de la goutte, et forcé de renoncer à la Chirurgie, mais non pas à l'art de guérir, il devint Médecin Consultant du Roi, et Premier Médecin ordinaire. Il eut des Lettres de Noblesse, qu'il ne demandait pas, et par lesquelles son nom ne sera pas aussi illustré que par ses Ouvrages ; le feu Roi, qui l'appelait *son Penseur*, lui donna en même temps pour armes trois fleurs de Pensée ; espèce de rébus, si l'on veut, comme plusieurs autres écussons, mais rébus honorable, parce qu'il était vrai.

Philosophe à la Cour, y vivant dans la retraite et le travail, ignorant la Langue du Pays et ne cherchant point à l'apprendre, peu lié aux habitants, juge aussi éclairé // 152 // qu'impartial et libre de tout ce qu'il y entendait dire et y voyait faire, il écrivit dans ce séjour si peu fait pour les sciences, des livres de Physiologie Médicale, dont la théorie serait peut-être aujourd'hui un peu surannée pour la Physique moderne, mais qui seront toujours estimables par les faits qu'ils renferment, et par le savoir qu'ils supposent.

Il s'occupait aussi en même temps de sa chère et vieille amie la Métaphysique, et fit pour l'*Encyclopédie* l'article « Évidence », qui eut le sort de presque tous les ouvrages de cette espèce, celui d'être assez peu lu, encore moins entendu, et fort critiqué.

Cette Métaphysique abstruse le mena jusqu'où elle devait le conduire, jusqu'à la Théologie, sur laquelle il écrivit aussi beaucoup ; mais comme les méprises sont encore plus faciles et surtout plus dangereuses, il eut la très sage précaution d'en conférer longtemps et profondément avec un jésuite accrédité, alors Confesseur du Roi, le R.P. Desmarets, qui se piquait aussi de Métaphysique[118], et qui // 153 // fut en Théologie son guide, son flambeau et sa sauvegarde.

Toujours méditant, toujours écrivant, lisant très peu et ne voyant presque personne, uniquement livré dans sa solitude à l'objet actuel qui l'occupait, venait-on l'interrompre pour lui demander un service, il paraissait écouter à peine ce qu'on lui disait, il en revenait toujours dans la conversation au livre qu'il faisait alors, et cependant finissait toujours par rendre le service qu'on lui avait demandé.

Enfin il abandonna Médecine, Chirurgie, Physiologie, Physique, Métaphysique et Théologie, pour s'occuper uniquement des matières d'administration ; il fut le chef et le chef très révéré, de la Secte qu'on appelle des *Économistes*, si on peut donner le nom de *Secte* à une Société de Citoyens éclairés, vertueux, et qui portent l'amour du bien public jusqu'à cet enthousiasme, toujours respectable aux yeux de l'homme de bien mais quelquefois dangereux (car pour l'honneur de le France nous n'osons dire *ridicule*) chez une Nation légère et frivole, assez peu éclairée sur ses véritables intérêts pour préférer ceux qui l'amusent à ceux qui l'instruisent, et ceux qui la flattent à ceux qui la servent.

Les disciples de M. Quesnay, semblables à ceux de Pithagore, ne l'appelaient que *le Maître* par excellence ; et comme les Elèves de cet ancien Philosophe, ils auraient // 154 // volontiers répondu à leurs adversaires : "*le Maître l'a dit*". La Science économique qu'il leur avait enseignée, était aussi pour eux *la Science* tout court ; nom qu'elle mériterait en effet d'obtenir, si elle joignait à l'utilité bien reconnue de son objet, la certitude rigoureuse dont peuvent se vanter d'autres *Sciences*, aussi utiles peut-être, mais plus modestes qui souffrent que des connaissances assez peu dignes de ce nom, le partagent néanmoins avec elles.

Une Société savante, qui s'est formée depuis peu [119], et qui a pour objet l'encouragement des Arts utiles, fait gloire de compter parmi ses principaux Membres les plus illustres Disciples de M. Quesnay. Cette Académie (car elle en mérite bien le nom) vraiment digne d'être protégée, mais n'ayant jusqu'ici d'autres ressources que son zèle, propose *à ses frais* des sujets de Prix, sur les matières, sinon les plus brillantes dans la spéculation, au moins les plus intéressantes dans la pratique. Ainsi elle diffère des autres Académies, en ce qu'elle paye pour faire le bien, et que les autres sont payées.

M. Quesnay eut des Sectateurs dans une classe même où il n'en aurait guère espéré. Un Marchand Confiseur a pris pour enseigne cette inscription, en lettres d'or : *A l'ami des maximes économiques de François Quesnay.* Ce Marchand, qui prétend être, // 155 // au

---

[118] Un assez mauvais plaisant (ce trait est sans conséquence) a témoigné son peu de respect pour la Métaphysique, par une comparaison où il y a plus de malignité que de noblesse. Les connaisseurs en Métaphysique, si on l'en croit, ressemblent aux connaisseurs en chocolat, dont chacun est très content du sien, et très peu de celui des autres.

[119] *La Société libre d'Emulation.*

moins en date, le premier des *Économistes*, désire que le Public en soit instruit[120], et il paraît juste de lui donner cette satisfaction.

À l'âge de 80 ans, l'amour des Mathématiques, que M. Quesnay avait à peine effleurées dans sa jeunesse, s'empara tout à coup de lui, et l'absorba tout entier, comme avaient fait tous les objets de ses méditations précédentes ; mais à cet âge il était trop tard pour venir frapper à cette porte, que trente ans plus tôt cet esprit patient et profond aurait peut-être enfoncée avec succès. Il eut le malheur de trouver à la fois la trisection de l'angle et la quadrature du cercle, et de démontrer par des raisonnements *Métaphysiques* qui lui paraissaient hors de doute, que la diagonale du carré et son côté ne sont pas incommensurables. Son âge qui excusait tout, et sa juste réputation, que les erreurs de sa vieillesse ne pouvaient ternir, empêchèrent que ses *élucubrations* géométriques ne fissent tort à ses autres ouvrages. *Il ne faut pas*, disait à cette occasion un Mathématicien trop caustique, *qu'un Chef de Secte se mêle d'écrire sur la Géométrie quand il ne la sait pas ; car cette maudite science est la mesure* // 156 // *de la justesse de l'esprit ; et qui déraisonne en Mathématique, où un bon esprit ne déraisonne jamais, est plus que suspect de ne pas raisonner parfaitement sur le reste, où il est plus facile de s'égarer.* Il eut été trop dur et trop injuste de faire une application sévère de cet apophtegme à un vieillard illustré et consumé par ses veilles. Aussi ne la fit-on pas.

Celui qui écrit cet Éloge, lié depuis longtemps avec M. Quesnay, fit tout ce qu'il put pour épargner à son ami ses écarts géométriques ; mais il le trouva si persuadé, si opiniâtre, et surtout si heureux par son erreur, qu'il crut devoir l'en laisser jouir en paix. *L'essentiel*, a dit un grand Roi de nos jours, vrai Philosophe, quoique Monarque et Guerrier, *l'essentiel est d'être heureux, le fût-on en jouant aux quilles ;* si cette maxime est vraie pour tout âge, à plus forte raison l'est-elle pour un vieillard de 80 ans, quand il a le bonheur de pouvoir encore s'amuser en écrivant ses rêveries. Notre vieux Philosophe était si enivré des siennes, qu'elles le consolaient de la goutte dont il était rongé. *Il faut bien*, disait-il paisiblement, *avoir quelques maux à mon âge : les autres sont paralytiques, attaqués de la pierre, sourds, aveugles, imbéciles, et moi goutteux ; c'est ma part, et je m'y soumets.*

Il mourut le 16 Décembre 1774, accablé de travaux et d'infirmités, avec toute // 157 // la tranquillité d'un sage, observant et soufrant en paix le dépérissement de la machine. Non seulement sa mort fut honorée des regrets et des éloges de ses amis ; mais ses Disciples *Économistes* de tout âge et de tout état, firent à l'envi l'Apothéose de leur cher et illustre maître. Il la méritait par ses connaissances, par ses lumières, par son humanité, par son désintéressement, enfin par ses travaux et ses vertus.

Parmi ses Panégyristes, il en est un d'une très grande naissance, M. le Comte d'Albon, qui dans l'âge de la dissipation et des plaisirs a pour toutes les connaissances utiles cette ardeur que la jeunesse augmente encore dans une âme honnête. Jacques d'Albon, Maréchal de St. André, qui ne savait pas lire, serait fort étonné sans doute de voir un de ses descendants faire le Panégyrique d'un Médecin qui n'était même pas né Gentilhomme ; ce Maréchal n'aurait sûrement pas fait l'éloge du grand Médecin Fernel son contemporain ; mais le nom de *Fernel* est devenu pour le moins aussi célèbre que celui de *Saint-André*. M. le Comte d'Albon, par ses connaissances et par ses talents, est fait pour acquérir un jour la célébrité dans tous les genres.

---

[120] *Il a écrit pour cet objet à l'Auteur de cet Éloge. L'inscription de ce Confiseur Économiste se voit rue de Bussy, avec deux vers latins relatifs, non à François Quesnay, mais à l'art du Confiseur.*

BU LILLE

Ainsi, depuis les Philosophes jusqu'aux habitants de la Cour, depuis les Académies jusqu'aux Boutiques, M. Quesnay a trouvé dans toutes les classes de zélés sectateurs ; et cette multitude de partisans n'est pas un // 158 // petit éloge pour un sage isolé, qui vivait dans la retraite, plus occupé de mériter des disciples que d'en chercher.

* * *
*

Annexe II.2

Première lettre de François Quesnay au médecin suisse Théodore Tronchin [121]

// p. 356 //

Quesnay à Tronchin

Ce 21 octobre 1746

Nous espérons que vos grandes occupations ne nous frustreront pas entièrement des savantes productions que nous promettent votre capacité et votre zèle pour la médecine, et en mon particulier je me flatte que vous daignerez me faire part de vos réflexions sur un ouvrage que j'aurai l'honneur de vous envoyer sous peu. Je vous prierai en même temps d'en faire tenir un exemplaire à M. de Gorter et un autre à notre ami M. de La Mettrie [122], pour lequel je suis extrêmement sensible à la peine que vous prenez à son adversité. Il a trop dédaigné la haine de nos plus fameux médecins de Paris, qui lui a été funeste, et dont la persécution n'a pu être arrêtée, parce qu'ils ont trouvé matière à un tribunal sur lequel le crédit // 357 // n'a pas de prise. Il eut été à souhaiter que c'eût été la cour qui se fût chargée de réprimer le courage d'un médecin qui entreprend trop vivement de réformer la médecine et la conduite d'un grand nombre de médecins qu'il estime peu, mais qui sont plus redoutable qu'il n'avait pensé. Leur accès facile auprès des magistrats leur a procuré un décret contre lequel M. de La Mettrie n'a d'autres ressources que d'en éviter l'effet.

---

[121] Publiées pour la première fois en appendice de l'ouvrage de Henry Tronchin : *Un médecin du XVIIIème Siècle : Théodore Tronchin (1709-1781), d'après des documents inédits*, Paris, Plon, 1906, pp. 356-360. Ancien élève de Boerhaave à Leyde, ce médecin genevois spécialiste de l'inoculation était souvent appelé en France auprès de personnages célèbres. Voltaire, dont il fut le médecin, parle de lui comme de l'« Apollon Esculape » qui « déracine des préjugés et inocule nos princes » (lettre à la duchesse de Saxe-Gotha du 22 Mars 1756). Il rédigea plusieurs articles de médecine pour l'*Encyclopédie*.

[122] Julien Offray de la Mettrie (1707-1751), né à Saint-Malo, prit son grade de docteur à la Faculté de Reims (1727), étudia à Leyde (1733) sous Boerhaave, dont il traduisit plusieurs ouvrages. De retour en France, il fut nommé médecin des gardes françaises (1742), suivit le colonel duc de Gramont dans la campagne d'Allemagne (1743-1745). Déjà compromis par son *Histoire naturelle de l'âme* (La Haye, 1745), il fit paraître, en 1746, *La politique du médecin de Machiavel*, satire mordante contre ses confrères. À la requête du doyen et des docteurs de la Faculté, un arrêt du Parlement du 9 Juillet 1746 condamna le libelle au feu en ordonnant des poursuites contre l'auteur. La Mettrie s'enfuit à Leyde. Il écrivit *L'Homme machine*, apologie du matérialisme (1748), qui fut brûlé par arrêt des magistrats de Leyde. Banni de France et de Hollande, La Mettrie se réfugia en Prusse, où il devint lecteur de Frédéric. [note de Henry Tronchin, *op. cit.*].

M. le procureur général, qui a d'abord donné son réquisitoire et à qui j'ai fait parler par des protecteurs puissants, ne peut plus aujourd'hui favoriser l'accusé, les magistrats même qui ont rendu le jugement ne peuvent en arrêter la suite. La cour elle-même ne le peut pas sans une évocation de l'affaire, qui serait ensuite jugée par des commissaires qui ne seraient peut-être pas moins rigoureux que le Parlement, parce que les sollicitations des parties seraient plus nombreuses et plus puissantes que toutes celles qu'on pourrait leur opposer, et le *Traité de l'âme*, qui n'est qu'accessoire, deviendrait un objet principal.

D'ailleurs cette évocation n'est elle pas possible, parce que la partie qui peut seule la requérir ne pourra pas paraître ; de plus il n'y a pas de raisons suffisantes à alléguer pour se soustraire à la première juridiction.

Ainsi vous voyez, monsieur, que tout le mal que vous voulez prévenir est arrivé et que notre ami n'a plus d'asile dans le royaume.

Tous ses amis sont fort mortifiés d'être privés de lui et il en a beaucoup à qui sa société était fort agréable et à qui ses talents la rendaient recommandable.

// 358 //

La liberté dans les écrits anonymes en France est assez grande, mais il faut du secret et ne la pas porter jusqu'à se mettre sous les lois. Avec cette prudence, on a assez de facilité à satisfaire son goût pour une sincérité outrée ; tel est celui de notre ami, mais ce penchant si agréable et souvent fort utile au public attire beaucoup d'ennemis très nuisibles, c'est pourquoi les hommes attentifs à leur intérêt ne s'y livrent jamais ou du moins se cachent si bien qu'on ne peut porter sur eux aucun soupçon qui soit fondé.

C'est ce que j'ai toujours voulu exiger de notre ami pour lui éviter les effets de la vengeance. Mais il ne peut souffrir cet état ténébreux dans lequel un auteur trop zélé et trop véridique doit se renfermer, et par là l'esprit et les talents sont devenus fort désavantageux à un homme recherché par tous ceux qui en connaissent le mérite.

Permettez-moi, monsieur, de vous demander votre bienveillance, de me croire avec le dévouement le plus parfait et avec la plus grande estime votre très humble et obéissant serviteur.

Quesnay

Annexe II.3

Deuxième lettre de François Quesnay à Théodore Tronchin

Ibidem, // p. 359 //

Le même à Tronchin,

1753

Monsieur,

L'impression de mon *Traité des fièvres continues*, en deux volumes in-12, est enfin achevée ; je dis enfin, car l'imprimeur l'a menée bien lentement, puisqu'il y a plus de deux ans que cet ouvrage est sous presse.

Je serais bien charmé d'être à portée de vous pour recevoir vos savants avis lorsque je travaille sur des matières si difficiles, et sur lesquelles il y a peu de bons ouvrages à consulter et peu d'hommes ici qui se soient donné la peine de les approfondir ; ainsi, monsieur, vous n'apercevrez que trop que mon travail se ressent beaucoup de la disette des secours, mais en m'envisageant aussi isolé vous me ferez grâce. Tant d'hommes du premier mérite ont travaillé le même sujet avec si peu de succès que vous n'exigerez pas de moi des lumières extraordinaires. Je n'aurais pourtant pas entrepris cet ouvrage si je n'avais pas espéré faire quelques pas en avant, surtout de démêler des objets trop confondus et trop peu connus, de développer des complications de maladies qu'on n'a regardées que comme des symptômes ou accidents de la fièvre, de déterminer, autant qu'il m'a été possible, l'essence de ces maladies et les indications qu'elles présentent par elles-mêmes, indépendamment de la fièvre qui, dans ces complications, est toujours la maladie la moins fâcheuse.

Je vous avouerai que je n'ai pas pu satisfaire à tout, qu'il y a quelques-unes de ces maladies que j'ai remis à un autre travail et j'aperçois même qu'elles sont très difficiles à traiter, surtout celles qui sont du genre spasmodique. On parle beaucoup de spasmes, c'est à dire qu'on en parle vaguement, mais presque jamais d'après nature. Cette partie de la médecine est une province très étendue et très variée, que les médecins n'ont point encore habitée, // 360 // de laquelle nous n'avons aucune carte détaillée et fidèle, où les voyageurs n'ont marché que dans l'obscurité de la nuit et n'ont aperçu les objets que sous de fausses apparences fournies par l'imagination.

Ainsi l'empirisme, d'où il faudrait partir pour former quelques dogmes certains et instructifs pour la pratique, est fort équivoque et fort borné, on ne peut le ramasser que par parcelles dans une multitude d'observateurs où il est répandu au hasard sans attention et sans discernement. Je ne doute pas que vous n'ayez senti tout le vide et tout le ridicule des systèmes vagues et uniformes des médecins de spasmodiques, qui ne sont entrés dans aucun détail utile pour la pratique, laquelle dans ce genre de maladie, plus que dans toutes les autres, ne s'accorde point avec les idées simples et générales dictées par l'imagination.

Je me suis borné dans mon *Traité des fièvres* à faire remarquer la variété infinie de ces sortes de maladies, mais je n'ai pas osé toucher au thérapeutique, de crainte de me tromper et de tromper les autres aux dépens du genre humain. Si vous pouvez me procurer quelques secours, je vous en ferai honneur et j'en profiterai tout le mieux qu'il m'en sera possible pour le progrès de noter art. Je suis avec la plus haute considération et le plus parfait dévouement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Quesnay

Annexe II.4

Édit de Son Altesse royale portant création d'une chaire de professeur en chirurgie en l'Université de Pont à Mousson, servant aussi de règlement pour les communautés et maîtrises des chirurgiens.[123]

Vérifié en la Cour souveraine de Lorraine et Barrois le 21 mars 1707[124].

Léopold par la grâce de Dieu duc de Lorraine et de Bar, Roi de Jérusalem, Marchis, duc de Calabre et de Gueldres, marquis de Pont à Mousson et de Nommeny, comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarverden, Salm, Falkenstein, etc. À tous, présents et à venir, salut.

L'attention particulière que nous donnons à la conservation et réparation de la santé de nos peuples nous ayant fait remarquer que les abus et désordres qui s'y commettent journellement viennent en partie du défaut d'étude et de capacité de ceux qui exercent la chirurgie, nous avons estimé ne pouvoir y apporter un remède plus efficace qu'en établissant dans la faculté de médecine de notre Université de Pont à Mousson une chaire destinée à un professeur qui, y enseignant la chirurgie, élève dans cet art des sujets qui puissent servir d'autant plus utilement le public que, joignant une bonne pratique à une parfaite théorie, ils se rendront plus surs et plus certains dans leurs différentes opérations.

Nous à ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvantes, ouï notre très cher et féal conseiller d'État premier médecin le Sieur Alliot en son rapport, l'affaire mise en délibération dans notre conseil et de l'avis des gens d'icelui, avons par ces présentes de notre certaine science pleine puissance et autorité souveraine créé et érigé, créons et érigeons une chaire de professeur en chirurgie en la faculté de médecine de notre Université de Pont à Mousson à laquelle nous nous réservons de nommer incessamment et toutes fois et quand vacance écherra (de l'avis de notre premier médecin) une personne qui ait les qualités requises et les talents nécessaires pour en faire dignement les fonctions ; et en conséquence, avons dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît que :

1. Le professeur en chirurgie par nous nommé ait et jouisse des mêmes droits, privilèges, franchises et préséances dont les trois autres professeurs de médecine en notre dite Université jouissent, ou doivent jouir de droit sans qu'il puisse néanmoins avoir droit d'assister aux examens des candidats en médecine, de présider à leurs thèses, ni de participer à aucuns émoluments et droits utiles des susdits professeurs en médecine, nous réservant de régler au premier professeur par nous nommé à ladite chaire tels gages et appointements que nous jugerons à propos, sans qu'ils puissent être tirés à conséquence pour d'autres.

---

[123] Extrait du *Diarium Universitatis Mussipontae* (1572-1764) [Diaire de l'Université de Pont à Mousson], manuscrit transcrit et édité par G.Gavet, sous les auspices de la Société des Amis de l'Université de Nancy, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1911.

[124] *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 540.

2. Il sera tenu de se faire graduer en la faculté de médecine pour qu'il puisse être réputé du corps d'icelle et y avoir rang et séance du jour de son installation, porter de même que les autres professeurs la robe et épomide rouge et chape herminée ès jours de cérémonies et jouir des mêmes droits honorifiques, exemptions et privilèges qu'eux.

3. Il sera en cette qualité subordonné au doyen de ladite faculté de médecine et même du Recteur de l'Université, en ce qui concerne la police générale d'icelle.

4. Ledit professeur sera tenu et obligé de faire une leçon en langue française d'une heure et demi tous les jours à l'heure qui conviendra aux professeurs de médecine et que le doyen de la dite faculté lui prescrira.

5. Dans ses leçons il traitera de toutes les parties de la chirurgie comme des plaies, ulcères, tumeurs, fractures, luxations, etc., des bandages et des médicaments chirurgicaux, fera deux démonstrations et dissections anatomiques tous les ans et un cours des opérations de chirurgie sur des sujets qui lui seront fournis par les juges du Pont à Mousson, Nancy, ou autres lieux sur sa réquisition, et, pour faire les préparations à l'effet des démonstrations, dissections et opérations que dessus, le dit professeur sera tenu d'avoir à lui une personne qui en ait la capacité.

6. Déclarons communs pour les étudiants en chirurgie les règlements établis pour les inscriptions et nominations des écoliers de droit et de médecine par notre édit de 1699. Sans qu'ils soient néanmoins tenus de payer autres droits que celui de six gros au greffier de la faculté de médecine par chaque trimestre pour raison desdites inscriptions.

7. Nul ne pourra dorénavant être reçu à exercer la chirurgie dans les lieux de nos États où il y a communauté de chirurgiens établie, dans les villes où il y a bailliage ou siège bailliager, ni être nommé chirurgien-juré aux rapports dans les chefs-lieux de chacune de nos prévôtés, qu'il ne justifie par certificat en bonne forme dudit professeur comme il aura étudié un an sous lui et assisté aux démonstrations et opérations que le dit professeur est tenu de faire pendant le cours d'icelui, et sera payé audit Professeur vingt cinq francs barrois par chaque certificat et un franc au greffier de la faculté de médecine pour l'expédition d'icelui.

8. Ceux des aspirants qui ayant étudié sous le dit professeur, et obtenu de lui certificat en forme d'une année d'étude, voudront s'établir dans une ville ou il y aura communauté et maîtrise de chirurgiens, seront tenus de faire apprentissage sous un maître d'icelle pour y mettre en pratique ce qu'ils auront appris de théorie sous le dit professeur, dont le certificat d'étude d'un an équivaudra seulement à une année apprentissage, lesdits aspirants étant au surplus tenus de se conformer aux chartes accordées aux dites communautés et maîtrises de chirurgiens et aux usages par elles observées.

9. Et à l'égard des aspirants en chirurgie qui voudront à l'avenir se faire recevoir à l'exercer dans les villes de nos États ou il y a bailliage ou siège bailliager, ils seront tenus de se présenter aux communautés des chirurgiens du département, d'y justifier par bons certificats d'une année d'étude sous ledit professeur en chirurgie, d'une année d'apprentissage sous un bon maître, de deux années au moins de service dans les hôpitaux ou chez d'autres maîtres chirurgiens, et de subir trois examens de chirurgie au choix des maîtres de la dite communauté, ensuite desquels lesdits maîtres leur délivreront lettres de chirurgie pour lesquelles, ainsi que pour lesdits examens, il sera payé par chaque aspirant reçu vingt et un

francs barrois aux dits maîtres, sept francs à la bourse commune et sept francs pour l'expédition d'icelles.

10. Les aspirants en chirurgie qui, n'ayant point étudié sous le dit professeur, justifieront avoir fait leur apprentissage chez quelques bons maîtres, seront obligés de se présenter au professeur et subir par devant lui en présence d'un médecin et d'un maître-chirurgien du lieu, un seul examen sur telles parties de la chirurgie qu'ils jugeront à propos, auquel examen ayant été satisfait, il en sera délivré certificat par le dit professeur, pour lequel il sera payé vingt cinq francs barrois partageables entre les examinateurs et un franc pour l'expédition.

11. L'aspirant présentera aux maîtres-chirurgiens à la communauté desquels il voudra se faire recevoir, le certificat qui lui aura été donné de l'examen par lui subi, et se conformera pour le surplus aux chartes, statuts et règlements accordés à la dite communauté et aux usages reçus par elle.

12. Si quelque maître-chirurgien reçu ès lieux ou il y a corps de maîtrise en chirurgie établi, reconnu et approuvé, voulait s'établir en aucuns lieux de nos États ou il y a communauté de chirurgiens, il sera tenu de se faire immatriculer dans le registre de la faculté de médecine, en rapporter certificat signé dudit professeur en chirurgie et contresigné du greffier en ladite faculté, pour raison duquel il payera sept francs au professeur et un franc au greffier, lequel certificat il présentera aux maîtres de la dite communauté et se conformera de plus aux chartes et statuts d'icelle pour y être agrégé.

13. Notre premier chirurgien à qui nous destinons la chaire en chirurgie ci devant créée, ne pouvant plus en faire les fonctions près de notre personne, et ne désirant point le remplacer, nous avons par ces présentes éteint et supprimé, éteignons et supprimons ledit état et office de notre premier chirurgien, et en conséquence faisons défense aux chirurgiens lieutenants de notre ci-devant dit premier chirurgien d'en prendre la qualité ni d'en faire aucunes autres fonctions que celles de chirurgiens-jurés aux rapports dans l'étendue qui sera ci-après réglée.

14. Dans les villes où il y a communauté de chirurgiens établie, les maîtres d'icelle pourront, après le décès des chirurgiens-jurés aux rapports établis par notre ci-devant premier chirurgien, choisir un d'entre eux pour en faire les fonctions tant dans la dite ville que dans les lieux en dépendant à deux lieues à la ronde seulement.

15. Notre intention étant aussi qu'il y ait un chirurgien juré aux rapports dans chaque chef-lieu de nos prévôtés et offices, nous voulons que les chirurgiens prétendant en faire les fonctions après le décès de ceux qui y sont établis par notre ci-devant premier chirurgien, soient tenus et obligés de se présenter aux communautés de chirurgiens auxquelles nous en accordons la nomination, chacune dans le département que nous leur en ferons ci-après, d'y subir par devant les maîtres d'icelles un seul examen sur la chirurgie en général et principalement sur le fait des rapports, enjoignant très expressément et sous telles peines que de droit aux-dits maîtres de choisir et nommer pour chirurgiens-jurés aux rapports celui des prétendants qu'ils jugeront le plus capable.

16. Ceux qui auront été choisis et nommés pour chirurgiens aux rapports dans les chefs-lieux de chaque prévôtés et offices seront tenus d'en prendre lettres des maîtres qui les auront choisis, pour chacune desquelles il sera payé vingt huit francs barrois partageables

entre les examinateurs, sept francs à la bourse commune et sept francs pour l'expédition desdites lettres qui seront enregistrées par les juges des lieux pour avoir leur effet.

17. Voulons que les chirurgiens-jurés aux rapports ainsi établis soient, à l'exclusion de tous autres chirurgiens, nécessaires pour faire les rapports qui se trouveront à faire dans chaque chef-lieu des prévôtés et offices auxquelles ils auront été nommés et dans tous les lieux dépendants des dites prévôtés et offices qui se trouveront à deux lieues à la ronde dudit chef-lieu, au delà de laquelle distance nous permettons aux juges d'en commettre d'autres le cas échéant.

18. Voulons et nous plaît qu'après le décès de chirurgiens-jurés aux rapports présentement établis, les maîtres composant la communauté des chirurgiens de notre ville de Bar, nomment en la manière ci-devant prescrite un chirurgien-juré aux rapports dans chaque chef-lieu des prévôtés qui sont du Barrois mouvant, que ceux qui composent celle du Pont à Mousson en nomment pareillement dans chaque chef-lieu du Barrois non mouvant, et enfin que les maîtres chirurgiens de la communauté de Nancy en nomment aussi dans chaque chef-lieu des autres prévôtés de nos États, pays, terres et seigneuries de notre obéissance.

19. Permettons pour la facilité et commodité de nos peuples à ceux qui ont été ci-devant reçus à exercer la chirurgie par notre ci-devant premier chirurgien ou ses lieutenants d'en continuer l'exercice leurs vies naturelles durantes sous l'inspection néanmoins des chirurgiens-jurés aux rapports, auxquels nous enjoignons très expressément de tenir la main à ce que la chirurgie s'exerce dans les prévôtés et offices de leurs résidences avec le plus de règle, méthode et prompt soulagement de nos sujets que faire se pourra.

20. Ceux qui n'étant point maîtres voudront à l'avenir se faire recevoir à exercer la chirurgie dans les bourgs et villages de nos États seront tenus de se présenter aux maîtres composant la communauté de chirurgiens dans le département de laquelle se trouve le lieu de leur résidence, et après avoir subi par devant eux un examen sommaire, il leur sera donné en cas de capacité et de suffisance lettres portantes permission à eux d'exercer la chirurgie, pour lesquelles lettres il sera payé quatorze francs, l'expédition d'icelles y comprise, et deux francs à la bourse commune.

21. Nul ne pourra se prévaloir des lettres obtenues en la manière rapportée au précédent article qu'il ne les ait fait voir au chirurgien-juré aux rapports établi dans le chef-lieu de la prévôté et office de l'endroit où il voudra exercer la chirurgie et n'ait obtenu de lui son visa au dos d'icelles, ce que ledit chirurgien-juré aux rapports ne pourra refuser, en lui donnant un franc pour ledit droit de visa.

22. Défendons à tous chirurgiens reçus par notre ci-devant premier chirurgien ou ses lieutenants et qui ne sont point maîtres, de faire aucunes opérations de conséquence, comme trespend[125], amputation, etc. sans le secours et l'assistance d'un maître chirurgien, ni d'entreprendre la guérison des maladies secrètes, fièvres malignes, pourpre, petite vérole, etc., sans l'avis d'un médecin et, à son défaut, d'un maître-chirurgien, faisons pareille défense à ceux qui auront obtenu conformément à l'article 20, lettres pour exercer la chirurgie dans les bourgs et villages de nos États.

---

[125] Trépanation !

23. Et désirant donner lieux aux communautés des chirurgiens établies dans nos États, pays, terres et seigneuries de notre obéissance de fleurir, nous avons confirmé et confirmons par ces présentes les chartes, statuts, règlements et usages qui leurs ont été accordés et qu'elles ont reçus, ensemble tous édits, déclarations, ordonnances et règlements faits et donnés par rapport à la chirurgie, en ce qui ne se trouvera contraire aux présentes que nous voulons sortir leur plein et entier effet.

Sy donnons en mandement à nos très chers et féaux les présidents, conseillers, procureur, avocats généraux et gens de notre Cour souveraine de Lorraine et Barrois, Recteur, Chancelier de notre Université du Pont à Mousson, Doyen et Professeurs en la Faculté de médecine de notre dite Université et tous autres nos officiers justiciers, hommes et sujets qu'il appartiendra de faire lire, publier, registrer les présentes partout où le besoin sera, et icelles exécuter selon leur forme et teneur à ce que personne n'en ignore.

Car ainsi nous plaît. En foi de quoi nous avons aux présentes signé de notre main et contresigné par l'un de nos conseillers-secrétaires d'État, commandements et finances, fait mettre et appendre notre grand scel, donné en notre Ville de Lunéville, le 18 février 1707.

Signé Léopold [...]

* * *

*

Chapitre 3

Ombres et Lumières du *Tableau Économique*

« Il est clair qu'il ne faut jamais faire d'hypothèse ; il ne faut point dire : Commençons par inventer des principes avec lesquels nous tâcherons de tout expliquer. Mais il faut dire : faisons exactement l'analyse des choses. [...] Quand nous ne pouvons nous aider du compas des mathématiques, ni du flambeau de l'expérience et de la physique, il est certain que nous ne pouvons faire un seul pas » Voltaire[1]

On peut considérer que les lectures modernes « aplatissent » en quelque sorte le *Tableau économique* en se référant toutes ou presque à la version « équilibrée » donnée dans l'*Analyse de la Formule du Tableau économique* (AFTE), et en plaquant sur elle les concepts modernes de la comptabilité nationale. Or l'analyse des textes manuscrits et publiés de Quesnay a permis d'établir maintenant avec quasi-certitude le contenu, l'ordre et l'importance des premières versions du Tableau. Celles-ci permettent d'aller plus loin dans l'interprétation et de tenter de « reconstruire » la démarche de Quesnay dans la difficile élaboration de ses concepts[2].

Le but visé, n'est en aucune manière, bien entendu, de « corriger » Quesnay, nous avons désormais à notre disposition toute une série de modèles de description de l'économie et il serait risible de chercher à construire un « modèle Quesnay rectifié ». Par contre, on peut chercher à repérer, au besoin à l'aide de traitements symboliques « modernes » des hypothèses de Quesnay, les apories et les impasses du texte et prendre appui sur elles pour essayer de reconstruire sa démarche. C'est cet objectif que nous tenterons d'atteindre ici.

---

[1] Voltaire, *Traité de Métaphysique. Mélanges*, éd. Pléiade, pp. 172 & 173-174. Cité par Ernst Cassirer, *La philosophie des Lumières*, Paris, A. Fayard, col. Agora, 1966, p. 52.

[2] Outre les ouvrages évoqués plus loin dans ce chapitre, on pourra consulter deux synthèses récentes très stimulantes : *The Economics of François Quesnay*, de Gianni Vaggi, Londres, Mac Millan, 1987 et *Quesnay's « Tableau économique »* de Steven Pressman, Fairfield (N.J.), Augustus M. Kelley, 1994.

Mais une telle approche suppose une analyse préalable du vocabulaire des Économistes, car celui-ci a souvent été ressenti comme un « repoussoir » par les contemporains et *a fortiori* par les lecteurs modernes. L'ésotérisme de leur lexique doit-il être considéré comme une preuve d'un sectarisme borné ou comme une difficile tentative de mettre sur pied un *langage économique*, donc une science économique qui n'existait pas avant eux ?

On ne pourra éclairer ce point qu'en s'interrogeant sur la rupture conceptuelle entre les concepts de la comptabilité pré-physiocratique et ceux qu'introduit Quesnay, en particulier pour l'estimation de la production. On se référera sur ce point essentiellement à l'article lumineux de Jean-Claude Perrot publié en 1978 dans les *Annales*[3]. À la lumière de ces analyses, il apparaîtra que, si la tentative de Quesnay a pu sembler « erronée », elle est en fait étonnement « moderne » dans la mesure où elle ne se limite pas à l'aspect *compte d'exploitation*[4] mais où elle cherche à intégrer l'aspect *bilan* (ou patrimoine) par la prise en compte des *avances*, c'est à dire du *capital* - au moins en ce qui concerne le capital agricole.

Ces points ayant été analysés, il sera possible de justifier ensuite une présentation nouvelle du *Tableau économique* lui-même qui cherche à éviter les lectures rétrospectives – qu'elles prennent ou non un caractère matriciel – qui ont trop souvent dominées les analyses des historiens modernes de la pensée économique. Il est vain de chercher à expliquer le *Tableau économique* à partir d'une simple transposition du tableau *input-output* de Leontief. Il est par contre stimulant pour l'esprit de savoir que Leontief a découvert son « Tableau *input-output* » à partir d'une réflexion sur le *Tableau* de Quesnay. La puissance heuristique de cet instrument pour les analyses de la production et des échanges inter-industriels justifie l'importance centrale accordée aux analyses quesnéliennes dans l'histoire de la pensée économique, elle ne justifie pas une « inversion de la charge de la preuve ». Aussi Leontief lui-même a-t-il toujours évité une utilisation « sauvage » de son modèle pour une relecture des écrits physiocratiques ; aussi a-t-il toujours reconnu le caractère fondateur du *Tableau économique* pour la science économique et sa propre dette à l'égard de Quesnay. Le terme même de *Tableau*, avait été choisi, il l'a souvent répété[5], pour manifester clairement cette filiation.

---

[3] « La comptabilité des entreprises agricoles dans l'économie physiocratique », *Annales (économies, sociétés, civilisations)*, vol. 33, n° 3, avril-juin 1978, pp. 559-579. Repris dans le recueil : *Pour une histoire intellectuelle de l'économie politique (XVII^e - XVIII^e siècle)*, *op. cit.*, pp. 217-236.

[4] Nous pensons que, sur ce point, Perrot restreint quelque peu le champ d'application des concepts physiocratiques.

[5] Par exemple lors de son intervention au colloque organisé par Jacqueline Hecht à Versailles en 1994 pour le tricentenaire de la naissance de Quesnay.

Première Partie

La langue physiocratique

3.1 Le vocabulaire des physiocrates

Les physiocrates sont parmi les premiers auteurs à se fixer explicitement comme objectif la constitution d'une science du fonctionnement de la société. Or, comme le dira Condillac dans une formule célèbre, « une science bien traitée, n'est qu'une langue bien faite »[6] : attribut essentiel de toute science, un vocabulaire est à construire. Il devra l'être presque *ex nihilo* car les rares prédécesseurs n'ont pratiquement jamais tenté un tel effort de systématisation du vocabulaire. Ceci est vrai, en particulier, en matière économique, ce qui justifie les efforts d'invention lexicale prodigués pour la description des réalités du fonctionnement de la « machine sociale » dans ce domaine. Leurs tentatives seront, comme l'on sait, beaucoup moins heureuses en matière de taxinomie sociale ou de philosophie politique.

Pour l'abbé Baudeau : « les Économistes sont faciles à caractériser par un seul trait, que tout le monde peut saisir. Ils reconnaissent un maître (Quesnay) ; une doctrine (celle de la *Philosophie rurale* et de l'*Analyse Économique*) ; des livres classiques (la *Physiocratie*) ; une formule (le *Tableau économique*) ; des termes techniques, précisément comme les antiques lettrés de la Chine »[7]. *Termes techniques*, le mot est lâché, les mécaniciens de la société ne peuvent plus se contenter de la langue des salons pour décrire leur champ d'action. « On se trouve, renchérit Du Pont de Nemours, obligé de changer de langage, à présent que l'analyse sévère et la dissection scrupuleuse des idées font sentir la nécessité de s'exprimer plus exactement »[8].

« Changer de langage, commente Ferdinand Brunot[9], le mot était gros, il annonçait le "jargon de la secte", il allait avec "adepte"[10] ». Aussi, dès les premières tentatives, les critiques vinrent-elles de tous côtés. De Voltaire bien sûr qui, dans *L'Homme aux quarante écus*, s'amuse à épingler les formules alambiquées de la secte : la « *puissance législatrice et*

---

[6] Condillac, *La langue des calculs, in : Œuvres*, tome XXIII, Paris, impr. Houel [an VI, 1798], p. 7.

[7] *Nouvelles Éphémérides, n°* 4 (1776). Dix ans auparavant, on lisait déjà dans les *Éphémérides* (1765, n°17, t. I, p. 260) : « Cette licence, que vous vous êtes déjà donnée si souvent, de créer de nouvelles expressions, loin d'être applaudie de tout le monde, a des censeurs de plusieurs espèces [...] Enfin j'ai entendu qu'on vous reprochait de longues périodes [...], des phrases un peu entortillées, des expressions négligées [...]. Donnez à votre style plus de correction ».

[8] *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle,* conclusion (note à propos du mot *Despote*, p. 80), *apud* : Brunot, *Histoire de la langue française*, tome VI, fascicule 1, p. 53.

[9] *Ibid.* p. 53

[10] « Ce nom d'"adepte" est celui que se donnent les bohémiens, les alchimistes, les francs-maçons, les économistes, en un mot les charlatans de toutes espèces » *Encyclopédie Méthodique,* Jur., Pol. et M., I, p. 50 *apud* : Brunot, *ibid.*, p. 53. L'*Encyclopédie* (tome 1) donne encore comme unique sens d'*adepte* l'initié des alchimistes : « C'est le nom qu'on donnait jadis à ceux qui s'occupaient de l'art de transformer les métaux en or, et de la recherche d'un remède universel ».

exécutrice née de droit divin », le « *copropriétaire de sa terre* », l'« *ordre essentiel des sociétés* » . . . et tire argument des obscurités de la langue contre les absurdités de la doctrine elle-même.

Même Turgot, pourtant proche des thèses de l'école, ne laisse pas de déconseiller ces excès verbaux : par leur faute, les Économistes « ont pu prévenir contre eux par l'air de secte qu'ils ont pris assez maladroitement »[11], et il enjoint Du Pont de Nemours de renoncer à ces étrangetés de langage : « Je vous recommande, dit-il, d'éviter plus que le feu le *jargon économiste*, et de dire la *justice* tout court et non la *justice par essence*, expression ambitieuse qui ne dit rien de plus quand il s'agit d'applications particulières »[12]. En 1771, il revient à la charge : « Le ton économiste vous fait presque autant d'ennemis qu'il y a d'auteurs dont vous faites l'extrait »[13]. En 1773, c'est à "tutélaire" qu'il en a. « Ce mot, indépendamment de ce qu'on peut dire sur la justesse de l'expression, est *le cachet économistique,* et il caractérise précisément la partie honteuse du système des économistes »[14].

Quant à Louis-Sébastien Mercier, il ne se fait pas faute d'insister sur le côté burlesque des rites de la secte : « Ils prêtèrent au ridicule, en déifiant, pour ainsi dire, le Docteur Quesnai [*sic*], qu'ils appelèrent le *maître* en créant une foule de mots bizarres et sans goût, qui, réduits à leur juste valeur, n'offraient que des idées communes Ils se forgèrent un style dur, prolixe, emphatique, qui n'avait ni grâce, ni clarté, ni facilité, ni couleur. Ce jargon, qui ressemblait à celui des *adeptes* prêta beaucoup à la plaisanterie. Le sérieux grotesque de leurs assemblées chez le Marquis de Mirabeau, leurs grands mots, leurs exclamations, l'abus de plusieurs termes achevèrent d'exciter la bonne humeur des plaisants. [...] L'oraison funèbre du maître, écrite d'un style emprunté des Petites-Maisons, qui fut imprimée, offrait un délire si pleinement conditionné, que la secte ne s'en releva point [...]. Ils ont déparé quelques vérités utiles et même importantes par un jargon qui ne devait pas être connu au XVIII^{ème} siècle »[15].

Même un philologue aussi fin que Brunot se laisse aller en ce domaine au persiflage : « Pour comprendre comment le jargon économique a paru à beaucoup si insupportable, il faut d'abord considérer avec quelle infatigable persévérance Quesnay et les siens ont répété certaines formules. Le *produit net,* c'est à la fois un cri de guerre, une sorte de Montjoie St. Denis, et en même temps une annonce de panacée »[16]. Brunot cite, il est vrai un texte de Mirabeau particulièrement amphigourique : « L'entendement humain avait été dérouté pour avoir voulu méconnaître sa nourrice », [...] « la connaissance de l'ordre naturel n'a pu être réduite en science qu'au moment d'une découverte de la vérité la plus simple du monde, c'est que tout marche ici bas, par excédent de produit que notre maître a appelé *produit net* [...]. Cette découverte [...] due au vénérable Confucius de l'Europe, changera un jour la face de l'Univers »[17].

---

[11] *Apud* : Brunot, *ibid.* p. 54.
[12] *Ibidem* (C'est nous qui soulignons, B. D.).
[13] *Ibidem.*
[14] *Apud* : Brunot, *ibid.*, p. 54.
[15] *Ibidem.* Les *Petites Maisons* étaient, rappelons-le, l'hôpital parisien où l'on enfermait les aliénés.
[16] Et Brunot de poursuivre : « *Tarte* à *la crème* n'est qu'une réponse. *Produit net* est une solution, la clé du problème du bonheur général, public et privé. Qu'il s'agisse d'agriculture, de développement de la richesse, d'impôt, etc., l'expression vous retombe sur le front comme le bloc des anciennes scieries, qui ne pouvait ni monter ni descendre sans qu'à chaque mouvement on fût assommé par le bruit de la lourde chute », Brunot, *Ibid.*, p. 55.
[17] Lettre de Mirabeau à Jean-Jacques Rousseau du 30 juillet 1767, *apud* : Brunot, *ibid.*, p. 55.

D'ailleurs, pour Brunot, l'expression de *produit net* n'est pas la seule tare lexicale de la secte : « [elle] est suivie d'une queue d'autres expressions, comme une oriflamme d'étendards, tous voyants et criards : *richesses disponibles, avances primitives, reprises annuelles, ordre naturel, justice par essence,* etc. Qu'était-ce quand l'expression était si maladroite qu'elle pouvait paraître insultante, telle cette qualification de *classe stérile,* jetée à la face de tous ceux qui ne remuaient pas la terre ? »[18].

C'est d'ailleurs, en matière économique, cette dénomination de *classe stérile* qui a le plus nui aux physiocrates. La surprise de Le Trosne est à cet égard révélatrice : « Des gens faits pour penser, s'attachent à la dénomination de "stérile" donnée à ces travaux : ils s'effarouchent comme des enfants d'un mot qu'on a expliqué cent et cent fois »[19]. Il fallut mobiliser tous les adeptes pour essayer de corriger la mauvaise impression laissée par le terme. Baudeau fut chargé d'introduire de subtiles distinctions : « Je le répète [...], stériles par opposition à l'art fécond, mais non par opposition à utiles, comme quelque-uns seraient tentés de le croire »[20]. Du Pont de Nemours, dans l'édition des *Dialogues sur le Commerce* dut lui aussi laborieusement argumenter pour tenter de défendre Quesnay et son expression[21] :

« Les protestataires, protecteurs du luxe et artisans qu'il emploie, négociants et « entrepreneurs de manufactures n'ont point vu que ce terme n'exprimait qu'une propriété « physique *qui ne fait rien à la dignité* ; que, *dans les sciences physiques, il faut que toutes « les expressions soient d'une justesse rigoureuse* ; qu'on ne pouvait pas en employer une « autre pour désigner la classe des citoyens purement salariés, dont les dépenses et les « travaux ne font point naître de productions, ce qui les distingue de la classe des « propriétaires qui vivent du revenu que leurs terres fournissent et qui contribuent à la « production de ce revenu par les dépenses foncières en bâtiments, dessèchements, « défrichements, plantations, etc., et ce qui les distingue encore plus de la classe des « cultivateurs qui font renaître leur propre rétribution, le revenu des propriétaires et les « salaires des agents du commerce et des fabriques ».

Les physiocrates semblent se refuser à voir les connotations pourtant manifestement péjoratives du terme *stérile* et, quand on leur propose des termes de substitution mélioratifs comme « classe industrieuse », des trésors de casuistique sont déployés pour les repousser du pied, au nom de la pureté de la langue, qui n'en demandait pas tant :

« Ces derniers [les agents du commerce et des fabriques] n'ont pas pris garde que « si, comme ils ont paru le désirer, on avait nommé industrieuse au lieu de stérile la classe « dont ils font partie, on aurait employé un terme impropre, puisque *l'industrie* n'est pas un « attribut distinctif de leurs professions. Ils ignoraient peut-être que les agents de la *classe « productive* ont pour le moins autant de connaissance, de génie et *d'industrie,* qu'ils « trouvent à employer dignement et complètement dans la direction et dans l'exécution bien « entendues de la multitude de travaux raisonnés et dispendieux qu'exigent les différentes « parties de l'agriculture »[22].

---

[18] *Ibidem.*

[19] *Intérêt Social,* Daire, II, p. 1023. *Apud* : Brunot, *ibid.*, p. 194.

[20] *Philosophie Économique*, Daire, II, p. 660. *Apud* : Brunot, *ibid.*, p. 194.

[21] *Op. cit.*, éd. Daire, II, p. 144-145, « Avis de l'éditeur ». *Apud* : Brunot, *ibid.*, p. 194.

[22] *Ibidem.* À l'époque, il est vrai que le terme d'"industrie" n'est pas encore spécialisé dans son sens actuel et peut signifier toute activité exercée pour vivre, et particulièrement les activités ingénieuses.
Comme le dit le Chevalier de Jaucourt dans l'article "INDUSTRIE, (*Droit, politique et Commerce*)" de l'*Encyclopédie* (tome 8) : « Ce mot signifie deux choses : ou le simple travail des mains, ou les inventions de l'esprit en machines utiles, relativement aux arts et aux métiers ; l'*industrie* renferme tantôt l'une, tantôt l'autre de ces deux choses, et souvent les réunit toutes les deux. Elle se porte à la culture des terres, aux manufactures, et

À bout d'arguments, Du Pont en est réduit à faire valoir les avantages matériels potentiels offerts par les physiocrates aux stériles : au prix d'une petite dépréciation en terme d'amour-propre catégoriel, ils acquièrent le droit à une immunité fiscale définitive. Dans un accès de (fausse ?) naïveté, Du Pont s'exclame : « Ce qu'il y a de plus surprenant est que des négociants, et des hommes qui se disaient leurs protecteurs, n'aient pas voulu entendre, quoiqu'on le leur ait répété et démontré plusieurs fois, que la distinction dont ils s'offensaient est entièrement à l'avantage du commerce, des manufactures et des arts de toute espèce, puisque, dès qu'elle sera universellement admise, son effet direct doit être d'affranchir le commerce, les fabriques et leurs agents de toute contribution, de tout impôt, de toute gêne, et de toutes vexations »[23].

Il est piquant de voir combien Du Pont, Baudeau et Le Trosne insistent sur le fait que l'on a « répété et démontré plusieurs fois », « expliqué cent et cent fois » . . . On est là, de leur point de vue, sur le terrain d'une pédagogie d'autorité, chargée de transmettre une évidence ; jamais sur celui, plus modeste, de l'opinion et de la conviction[24].

Mais la plaidoirie ne convainc guère au-delà du strict cercle des adeptes. Même Turgot qui avait pourtant, lui aussi, employé parfois l'expression de *classe stérile*, finit par la blâmer et propose en 1766 de lui substituer celle de "classe stipendiée" et introduit, par la même occasion, la notion de "classe disponible" pour la classe des propriétaires.

« Cette ténacité à ressasser a certainement plus nui à Quesnay et aux siens dans l'opinion du monde que bien des erreurs de doctrine. En outre, comme ce monde était frivole et voulait paraître plus léger encore qu'il n'était, même dans les discussions sérieuses, le dogmatisme pesant des Économistes y détonait. Leurs écrits roulaient sur des matières dont les cercles s'entretenaient tous les jours, en style ordinaire, non sans agrément. Eux en dissertaient, et ils faisaient l'effet de docteurs en bonnet pointu au milieu d'une réunion de gilets brodés et de paniers. Il n'y aurait pas besoin d'ouvrir les livres. Les titres suffisent : *Philosophie rurale ou Économie générale et politique de l'Agriculture, réduite à l'ordre immuable des Lois physiques et morales, qui assurent la prospérité des Empires* ! »[25].

---

aux arts ; elle fertilise tout, et répand partout l'abondance et la vie : comme les nations destructrices font des maux qui durent plus qu'elles, les nations industrieuses font des biens qui ne finissent pas même avec elles ». Ceci n'interdisait pas cependant de rechercher un autre terme, plus neutre.

[23] *Ibidem.*

[24] Condillac pensait-il aux physiocrates quand, dans sa *Langue des calculs*, il évoquait « le ton des philosophes, qui, lors même qu'ils nous égarent, ne cessent de nous traiter d'ignorants » ? (*Op. cit.*, tome XXIII des *Œuvres* de Condillac, an VI [1798], p. 9). Mais lui-même, malgré ses efforts réels de pédagogie, reste réaliste quant à la motivation de ses disciples : à ceux qui prétendent ne pouvoir continuer à s'exercer sans maître, il conseille tout uniment « restez dans l'ignorance : c'est un *oreiller* assez doux pour bien des têtes » ! (*Ibid.*, p. 273).

[25] Brunot, *ibid.*, p. 56. « Ce n'est donc pas seulement par contraste que les Économistes donnaient fâcheuse impression. Pédants, ils l'étaient et voulaient l'être, estimant qu'à paraître en tenue de laboratoire, ils gagnaient non seulement des commodités, mais de la considération, ou, pour me servir d'un de leurs mots, une "mise en valeur" ». Et encore, p. 57 : « Très souvent, pour donner du prestige à son style, l'École affecte les termes de sciences. Au lieu de redresser, elle dira *rectifier*, au lieu de disperser, *disséminer*. D'où la présence, dans les ouvrages économistes, de termes de mathématiques, de physique, etc. Il ne s'agit pas seulement de "maximum", "minimum", ni d'autres mots qu'on trouverait chez J.-J. Rousseau ou Voltaire, mais de vrais mots de métier, tels : "indéterminable", ou "interception". Ils créent des mots du goût de "dilucidation", "transférations" ».

Certains auteurs avaient certes préconisé une approche plus rationnelle de la création lexicale, Brunot le remarque à juste titre :

« Était-il possible de constater toutes les insuffisances du lexique usuel et de « concevoir un système qui parerait à toutes les difficultés sans bouleversement de la « langue ? Il n'y a en tous cas qu'un homme qui paraisse avoir appliqué à ce problème ses « méditations, c'est l'abbé Morellet. Ami de Voltaire et membre de l'Académie, il était « puriste de goût et d'habitudes. [...] Il prétendait garder le vocabulaire français, même « technique, des contagions et des souillures. Comme il avait travaillé sur les papiers de « Gournay et qu'il n'appartenait pas à l'école des Physiocrates, il n'avait pas pour leur façon « d'écrire plus de condescendance que pour leurs façons de penser. Mais si son *Prospectus* « renferme d'importantes observations négatives, nulle part n'y apparaît une théorie d'en- « semble. Il se plaint de ce qu'on fait, sans indiquer expressément ce qu'il conviendrait de « faire. La seule chose qu'on entrevoit avec clarté, c'est sa foi dans la "Grammaire géné- « rale"[26]. Là est le fondement sur lequel il voudrait s'appuyer. En admettant qu'elle l'ait « inspiré plus heureusement que Condillac, il est permis de douter qu'il fût arrivé à donner à « la formation du vocabulaire technique la direction nécessaire pour le conduire à son « développement. Faute de cette direction, écoles et écrivains en usèrent à leur gré, en s'ins- « pirant de leurs besoins réels ou prétendus, quelquefois suivant leur fantaisie personnelle. »

En fait, tous les théoriciens de la politique et de l'économie politique étaient d'accord sur cette nécessité de fixer nettement et sûrement le sens des mots. Les déclarations de Montesquieu, de Quesnay, de Morellet comme de Condillac se ressemblent beaucoup sur ce point. On pourrait multiplier les exemples de ces déclarations d'intention. Celle de Quesnay dans sa « Lettre de M. Alpha [...] sur le langage de la science économique » adressée à un contradicteur est très nette : « Je vous exhorte, Monsieur, à continuer de rendre ainsi le langage de la science économique, le plus clair, le plus précis, le plus philosophique qu'il vous sera possible, et à déterminer la signification exacte et rigoureuse de tous les prétendus synonymes qui embrouillent trop souvent les questions dogmatiques ; c'est ainsi qu'on perfectionne les langues et les sciences, et qu'on éclaircit les difficultés »[27]. Mais, comme le remarque Brunot : « que le succès ait été égal à la bonne volonté, on ne saurait l'affirmer. Combien de fois les définitions n'ont rien démêlé, quand elles n'ont pas embrouillé la matière ! »[28].

Le thème du vocabulaire fut d'ailleurs l'occasion d'une passe d'armes entre le théoricien du langage technique, Condillac, et Le Trosne. Pour le premier - on l'a vu – il n'y avait pas de science possible sans une langue bien faite et il avait soutenu que la langue économique « restait à faire », ce qui signifiait évidemment pour lui que la science économique elle-même n'était pas née. Les économistes étaient accusés d'utiliser des mots « qui sont dans la bouche de tout le monde » qui sont « souvent ceux dont l'acception est le

---

[26] Brunot, *ibid.*, p.59. Les textes suivants de Morrelet sont cités par l'auteur : « Les termes qui composent sur cette matière [des Monnaies] la langue commerçante, nous paraissent pour la plupart mal définis et pris dans des acceptions vagues et mal déterminées. [...] Or pour donner des définitions plus précises, nous sommes obligés de remonter a des principes généraux ». [...] « Le plus grand service qu'on puisse rendre aux sciences, est de bien définir les mots. La *grammaire philosophique* est le principe le plus puissant des progrès des connaissances humaines, parce qu'elle seule peut préparer et avancer ceux de la logique dont l'imperfection arrête continuellement la marche de l'esprit humain vers la vérité » (C'est nous qui soulignons, B. D.).

[27] « Lettre de M. Alpha, maître-ès-arts, à l'auteur des *Éphémérides* sur le langage de la science économique » (*Éphémérides du Citoyen*, 1767, t. X.), INED, p. II – 948.

[28] Brunot, *ibid.*, p. 61.

moins déterminée »[29]. Le Trosne, refusa la critique : « Sans doute chaque science demande une langue particulière ; aussi la science économique en a-t-elle une, qui est toute faite et qui est née avec elle. Ceux qui l'ont enseignée jusqu'ici ont eu le plus grand soin de fixer le sens propre des mots, et s'ils en ont pris quelques uns dans une nouvelle acception, ils n'ont pas manqué de la déterminer ».

La meilleure défense étant l'attaque, Le Trosne énuméra ses : « doutes sur quelques expressions de M. l'Abbé de Condillac », ainsi une expression telle que « *tous* les citoyens sont *salariés* les uns par les autres », son emploi du terme « régisseur » dans un sens non orthodoxe . . . Mais, plus fondamentalement, c'est sa typologie des échanges commerciaux qui fait l'objet de la plus vive contestation de Le Trosne : « [Les économistes] se garderont aussi de généraliser le mot *commerce,* en disant qu'il *n'est pour tous les citoyens qu'un moyen de s'enrichir,* ce qui tend à confondre sous une même dénomination des choses absolument différentes. Mais ils appelleront les ventes faites par les deux premières classes *commerce de propriété,* qui est le vrai commerce ; et ils appelleront les ventes faites par la troisième classe *trafic,* ou *commerce de revente* et *commerce de main-d'œuvre.* Ils n'exprimeront pas le commerce de propriété par *commerce de productions*, parce que cela ne le distingue nullement de *trafic,* qui fait aussi le commerce de productions »[30].

Rechercher la codification du lexique était un objectif louable. On pouvait même dans cette voie aller assez loin ; comme le dit bien Brunot, qui est orfèvre, « un mot n'est pas gâché s'il gagne en extension ce qu'il perd en relief »[31]. Pourquoi ne pas créer même des néologismes en cas de besoin manifeste : « Nous prendrons hardiment, disait-on dans le groupe de Économistes, la licence de créer encore tous les mots qui nous paraîtrons nécessaires, dès que notre langue ne nous fournira que des périphrases à la place »[32].

Mais on voulait aller plus loin encore. Quesnay professait ainsi que : « ce n'est pas à l'ordre naturel à se conformer à un langage qui n'exprime que des idées confuses et équivoques, que c'est aux expressions à se conformer à la connaissance exacte de l'ordre naturel, dans les distinctions rigoureuses assujetties à la réalité »[33]. Pour Brunot, « cet avertissement, sous sa forme obscure, ne laisse pas déjà d'inquiéter. En effet, il est arrivé qu'on a rapporté les mots aux idées, je veux dire qu'on leur a conventionnellement marqué une valeur. Le pis, c'est quand on prétend justifier ces déviations par des étymologies fantaisistes »[34]. Sur ce point encore, selon Brunot, Turgot avait raison, qui déclarait : « Qu'on y prenne garde, un philosophe n'est point autorisé à définir arbitrairement les mots ; il parle à des hommes pour les instruire; il doit leur parler dans leur propre langue, et s'assujettir à des conventions déjà faites, dont il n'est que le témoin, non pas le juge »[35]. Rousseau, lui, défendait une thèse beaucoup plus radicale : « dans un État qui se gouverne en République, et

---

[29] *Le Commerce et Gouvernement*, édition Daire, XIV, p. 276. Cf. p. 247.
[30] *De l'intérêt social. Apud* : Brunot, *ibid.*, p. 61.
[31] *Op. cit.* p. 70.
[32] Cité par Brunot, *ibid.*, p. 74.
[33] *Travaux des Artisans*, ed. Daire, p. II-186 (*Apud* : Brunot *Ibid.*, p. 62).
[34] « Le mot *despote,* comme son étymologie l'indique, signifie celui qui peut *disposer à son gré.* En l'appliquant, ainsi que l'ont fait quelques célèbres Modernes, à désigner les souverains arbitraires, on ne s'est pas aperçu que le terme impliquait contradiction avec l'idée qu'on voulait lui faire exprimer » (Du Pont de Nemours, *Origine et Progrès* . . . , éd. Daire, II, p. 364, note). *Apud* : Brunot, *ibid.*, p. 62.
[35] *Apud* : Brunot *Ibid.*, p. 62.

où l'on parle la langue française, il faudrait se faire un langage à part pour le gouvernement »[36].

Le principal responsable de la réputation de lourdeur de style acquise par la littérature physiocratique est en fait Victor de Mirabeau, le « roi du charabia » comme l'appelle Brunot[37]. Le linguiste n'a aucun mal à rassembler un florilège des énormités stylistiques du marquis :
- « Nous avons touché les "grosses cordes de l'harmonie politique", et surtout « celle qui est le "Dieu de nos jours", la finance » ;
- il n'est point d'extrémité à laquelle on ne puisse « trouver remède par les forces mouvantes de l'équité », et, s'il en était où elles ne pussent soulever le poids, les « crans de l'iniquité seraient bien loin de pouvoir mordre dans ce vide affreux » ;
- la « volonté du Prince » une fois devenue règle arbitraire, ne dépend plus de lui, ni de ses agents immédiats, mais seulement de « l'immense annelure que forme l'essaim innombrable de vermisseaux qui naissent et croissent sur le fumier de la déprédation » ;
- c'est là purement le renversement du « gradin de prospérité dont par ce moyen la base est en l'air, et dont toute la masse porte dès lors à faux sur le plus faible de trois échelons »[38] !

Il suffit d'ouvrir le *Traité de la monarchie*[39] à n'importe quelle page, pour comprendre quel mal a du avoir Quesnay pour tenter d'améliorer la forme et le contenu du texte initial de Mirabeau. Les propositions de coupes et les réécritures de passages complets par le maître n'ont d'ailleurs manifestement pas suffi et l'on ne s'étonne pas que l'œuvre soit restée dans les cartons du disciple. Quesnay a sans doute vivement déconseillé la publication en l'état de ce texte, même sérieusement amendé. Une œuvre telle que L'*Ami des hommes*, par comparaison, apparaît comme de grande clarté. Il est vrai que l'auteur, alors débutant, n'avait pas encore ressenti les premiers signes de cette hypertrophie de l'*ego* qui commencera à se manifester, sans doute, avec ce premier succès éditorial et qui ne fera ensuite que s'amplifier.

Même Brunot, pourtant très critique - par profession - sur les « dérapages verbaux » des physiocrates, doit cependant reconnaître que les enjeux de langage dépassaient le simple débat de style : « On considère trop souvent le 18ème siècle comme l'âge du badinage léger et on oublie qu'il a aussi parlé gravement, crié même. Au moment où commençait le combat décisif pour le peuple, on ne pouvait garder le ton des salons. Au risque de choquer le bon goût, la France qui peine et qui souffre, ceux qui souffrent pour elle, s'emportent. Le mot "révoltant" vient de lui-même sous toutes les plumes, la langue se sent de l'état d'esprit général : à bout de patience, on perdait le sens de la mesure »[40].

Si l'on analyse de plus près les critiques de la langue des physiocrates, on peut découvrir trois courants sensiblement différents, même s'ils peuvent être repérés conjointement chez certains auteurs :

---

[36] Cité par Ferdinand Brunot, *ibid.*, p. 75.
[37] Brunot, *ibid.*, pp. 98-99.
[38] *Apud* : Brunot, *ibid.*, pp. 98-99.
[39] Gino Longhitano vient d'en donner une belle édition critique (L'Harmattan, 1999).
[40] Brunot, *ibid.*, pp. 72-73.

- un refus de l'organisation politique prônée par les physiocrates, caractérisée en particulier par la faveur accordée au « despotisme légal »,
- un refus du calcul et, par extension, de tout l'appareillage de termes et de concepts qui le rendent possible,
- un refus de l'opposition entre classe *productive* et classe *stérile*, fondamentale pour la pensée physiocratique.

La première réaction est compréhensible, tellement semblent contradictoires les positions des physiocrates suivant leur champ d'application. L'attitude réformatrice en matière économique semble antinomique par rapport à leur attitude « gothique » en matière politique. Le système politique qu'ils appellent de leurs vœux est en effet le *despotisme légal* caractérisé par le refus des « contre-forces » susceptibles de gêner la politique royale ... Il y aurait beaucoup à dire sur ce vaste sujet, que nous ne pouvons aborder au fond ici[41], nous nous bornerons à l'évoquer marginalement, notamment à propos des projets de réforme fiscale. Mais il faut ici remarquer plusieurs faits importants pour comprendre la forme et les enjeux de la controverse :

- Quesnay lui-même a peu écrit sur ce thème précis du *despotisme légal*. Le terme « despotisme » apparaît même très négativement connoté dans ses premiers textes comme l'article « Hommes », rédigé pour l'*Encyclopédie*,
- Les positions personnelles des physiocrates semblent assez éloignées les unes des autres, on le remarque nettement quand on compare le texte de Mirabeau pour le *Traité de la monarchie* et les notes de Quesnay. Ou quand on met en parallèle les textes de Mercier de la Rivière avec ceux du maître,
- Enfin, *last but not least*, il est possible que l'expression de ces thèses politiques aient eu, au moins en partie, un aspect tactique : elles auraient permis d'obtenir à bon compte le soutien du roi et de ses proches - fermes partisans de l'absolutisme royal – au seul programme considéré comme important par Quesnay, celui de la réforme économique et fiscale.

Il ne s'agit là bien sûr que d'hypothèses mais qui sont rendues crédibles par la manière dont les révolutionnaires ont considéré, quelques années après son apogée, la pensée physiocratique[42]. S'ils critiquent certaines des thèses de l'École, jamais ils ne la présentent comme constituée de suppôts de l'absolutisme. Rabaut Saint-Etienne note qu'on lui doit « d'avoir amené les Français à réfléchir sur la science du Gouvernement » et Barnave, opposant notoire, estime qu'elle a « contribué à changer les idées sur l'économie politique, [...] comme celle des philosophes les a changées sur la religion et la méta-physique »[43], enfin l'on sait que Du Pont a été un des députés les plus actifs à l'Assemblée Nationale.

Du Pont justement, quelques années plus tard, quand il conteste la critique des physiocrates par Jean-Baptiste Say, qui parlait de « l'ennuyeux fatras de l'Ami des hommes et

---

[41] Nous renvoyons notamment aux analyses de Jean-Claude Perrot, Steven Kaplan, Catherine Larrère, Philippe Steiner ... (V. bibliographie *in fine*)

[42] Voir sur ce point l'article « Physiocrates » de Pierre Rosanvallon dans le *Dictionnaire critique de la révolution française*, François Furet, Mona Ozouf (ed^{s}.), Flammarion, 1988, pp. 813-820 ; *La physiocratie à l'aube de la révolution* de Georges Weulersse, (Corinne Beutler éd.), éditions de l'EHESS, 1984 ; Bernard Delmas, Thierry Demals, « Du Pont et les "éclectiques". La controverse sur la stérilité pendant la période révolutionnaire », *in : Économies et Sociétés*, Série *Œconomia*, PE n°13, juillet-octobre 1990, pp. 123-139.

[43] v. Rosanvallon, op. cit. p. 813 ; Barnave, *Œuvres*, Paris, Chapelle et Guiller, 1843 , pp. 62-63.

de son ami La Rivière », prend ses distances par rapport aux formulations les plus outrées du marquis de Mirabeau, de Mercier de la Rivière, mais aussi de Baudeau :

« Quand celui des Économistes qui a instruit les autres [Quesnay], a tellement « avancé leur science, [...] faut-il *parce que le style de M^r de Mirabeau le Père, n'est pas « assez châtié ; parce que M^r de La Rivière pour faire sentir l'obligation d'obéir sans « réserve aux lois a employé une expression malheureuse*[44], et que l'abbé Baudeau s'en est « permis deux ou trois qu'on pouvait tourner en ridicule, faut-il traiter tous les Économistes « de rêveurs sans lumières, ne louer que leur morale et leurs bonnes intentions ?

« Baudeau [...] a beaucoup nui par cet enthousiasme excessif et déplacé aux vérités « qu'il voulait répandre. Mais il a fait de forts bons écrits [...] le bien y est dans le fond des « choses, et surpasse le mal qui n'est que dans les mots »[45].

La deuxième attitude, celle du refus du calcul, semble assez répandue dans le milieu des encyclopédistes. Diderot l'exprime avec netteté dans une lettre à Grimm : « C'est une belle chose que la "science économique" ; mais elle nous abrutira. Il me semble que je vois déjà nos neveux, le barème en poche et le portefeuille de finance sous le bras. Regardez-y bien et vous verrez que le torrent qui nous entraîne n'est pas celui du génie »[46].

S'agit-il pour autant d'un refus total des thèses des Économistes ? La question est controversée et nous ne pouvons non plus la traiter en détail ici. Mais il nous semble que l'opposition n'est pas aussi tranchée qu'on l'a cru : Quesnay se voit ainsi confier par Diderot la rédaction de certains articles importants de l'*Encyclopédie*, ses idées, de plus, sont reprises par certains rédacteurs dans d'autres articles[47], ce qui, pour le moins, ne dénote pas une incompatibilité majeure entre les thèses des deux camps. Faut-il aller plus loin et voir dans la formule utilisée en 1775 par Diderot au détour d'une lettre à Du Pont : « votre travail a le bien public pour objet immédiat ; le mien n'a cet objet que dans le lointain »[48], l'expression d'une sorte de répartition des rôles entre Économistes et Philosophes, les premiers étant astreints à concevoir des réformes de court terme[49], les autres de plus profonds bouleversements ? Interprétation un peu hardie peut-être. Mais ce texte, comme bien d'autres de la même veine, prouve en tout cas que les relations ont toujours été assez bonnes, parfois cordiales, entre les proches de Quesnay et ceux de Diderot.

---

[44] On peut penser que Galiani n'a pas tort de trouver « très métaphysiques » (ce qui est injurieux, même pour un abbé) certains livres des Économistes, quand on lit par exemple, sous la plume de Mercier de La Rivière, un texte tel que celui-ci : « Le despotisme personnel ne sera que le despotisme légal de l'évidence d'un ordre essentiel, dans lequel il est de toute nécessité que l'état des propriétaires fonciers soit le meilleur état possible . . . » ! (*Apud* : Brunot, *op. cit.*, p. 58).

[45] Lettre de Du Pont à Jean-Baptiste Say du 20/6/1814 (C'est nous qui soulignons, B.D.). Source : manuscrit [Cote : W 2-1322] de l'*Eleutherian Mills Historical Library* (EMHL, Wilmington-De.), texte repris - avec quelques modifications - dans l'édition Guillaumin des *Œuvres* de Say pp. 361 *sq.*

Du Pont poursuit : « Quant à l'*Ami des hommes*, cette science, que nous aimons tant, lui doit aussi une vérité d'une parfaite évidence : La subsistance est la mesure de la Population. Celle-là ne dérive-t-elle pas aussi et très clairement de la nature des choses ? Qu'y a-t-il de plus dans le très beau livre de Malthus ? une bonne réfutation de quelques erreurs de Smith, qui ne sont point à Smith, mais au Gouvernement d'Angleterre. L'Écrivain, le savant qui a légué au monde une vérité n'a point perdu sa vie ».

[46] XV^ème Lettre à Grimm, 1769, XI, p. 451.

[47] Comme Jaucourt dans l'article « Industrie » du tome VIII.

[48] Lettre du 9 décembre 1775, archives Du Pont de l'EMHL, citée dans la note de Arthur M. Wilson : « An Unpublished Letter of Diderot to Du Pont de Nemours », *The Modern Language Review*, 1963, pp. 222-225.

[49] Du Pont, il est vrai, est à cette date le bras droit de Turgot au Contrôle général.

S'agissant des « stériles », on a dit toute la charge émotionnelle de ce terme et les réactions des intéressés, peu convaincus par les arguties sémantiques[50] de la secte (« stériles mais pas nuisibles », voire : « stériles mais utiles » . . .). Mais on n'a pas encore évoqué la pensée profonde des « stériles » sur ce point, pour autant qu'on puisse la restituer. La belle analyse des requêtes envoyées au roi en 1788-89 par les Chambres de commerce, donnée dans les *Annales* par Jean-Pierre Hirsch, permet d'aller plus loin et de comprendre que, même à l'extrême fin de l'Ancien Régime, les hommes du commerce et de la manufacture « admettent, au fond, l'absence de fécondité propre de leur profession »[51]. Ils en sont réduits à tenter de démontrer, pour leur classe, une utilité *dérivée* par rapport à l'agriculture : « c'est le commerce [...] qui convertit les dons de la terre en valeur »[52], ou : « on a reconnu que le commerce pouvait seul [...] rétablir en quelque sorte le niveau entre les injustices affligeantes de la nature et les avantages réparateurs de la société »[53], ou encore, en plus exotique car la France n'est pas dans ce cas, « c'est le commerce qui supplée à la stérilité du sol en ouvrant des sources inconnues de richesse, là même où la nature semble avoir tout refusé »[54].

À bout d'arguments, souvent ne leur reste-t-il plus qu'à condamner en bloc « *hommes à système* » et « idées *systématiques* », c'est à dire, bien sûr, celles « qui voulaient faire porter sur l'agriculture toute la faveur du gouvernement à l'exclusion flétrissante du commerce »[55]. Mais c'est là reconnaître indirectement qu'il n'ont pas eux-mêmes de système explicatif à opposer au tenants du « système agricole », qu'ils « sont encore dépourvus des instruments intellectuels qui leur permettent d'intégrer la justification de leurs profits dans une description d'ensemble de l'activité économique »[56].

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur l'ambivalence du terme de *système* à cette époque. Il a, lui aussi, une forte charge négative, puisqu'il évoque la banqueroute de Law, ce qui explique qu'il soit utilisé comme une sorte d'insulte pour les thèses adverses[57] : les systèmes, ce sont les autres. Mais toute pensée philosophique tend à se structurer et à construire un édifice explicatif global, à ce titre qu'est-elle, sinon un système ?

Les physiocrates sont eux-mêmes au centre de cette contradiction. S'ils osaient, ils reprendraient à leur compte la surprenante formule qu'Ange Goudar avait placée en tête de son œuvre la plus célèbre : « J'ai lu avec attention tous les écrivains économiques, pour découvrir les ressources que leurs lumières pouvaient fournir à notre Gouvernement ; mais au lieu de moyens, je n'ai trouvé que des systèmes. Quoique tout ce qui entre dans les vues du Gouvernement politique et Civil, puisse être appelé de ce nom ; *on peut dire cependant qu'il y*

---

[50] « Toujours fallait-il faire attention que dans une science physique la dénomination de classe *stérile* n'est pas employée pour marquer les rangs que les différents ordres de citoyens doivent tenir dans la constitution politique ; car il y en a beaucoup, à commencer par le souverain, qui ne voudraient pas être renfermés dans la *classe productive*. Les distinctions physiques ne sont rien à la dignité, elles doivent intéresser peu l'amour-propre des hommes ». Quesnay, *Observations sur le commerce*, INED, p. II- 880.

[51] Jean-Pierre Hirsch, « Les milieux du commerce, l'esprit de système et le pouvoir à la veille de la Révolution », *Annales (Économies, sociétés, civilisations)*, vol. 30, 1975, n° 6, p. 1350.

[52] Texte des négociants de Toulouse, cité p. 1348.

[53] Texte de la juridiction consulaire de Chalon-sur-Saône, cité p. 1341.

[54] Texte des négociants de Montpellier, cité p. 1343.

[55] Texte de Chalon-sur-Saône, cité p. 1341.

[56] Jean-Pierre Hirsch, *op. cit.*, p. 1349.

[57] « Rien n'est plus dangereux que l'esprit systématique » dit le marquis de Mirabeau dans le *Mémoire sur les États provinciaux*, p. 137.

a des systèmes moins systèmes. Je me flatte que celui-ci est de ce nombre »[58].

« Construire un *système moins système* », le mot d'ordre pouvait sembler plaisant mais bien difficile à mettre en œuvre. Il pouvait l'être si l'on prenait pour bases le *calcul*, donc l'évidence, et non l'opinion et les intérêts particuliers. C'est le sens de la profession de foi de Baudeau qui ouvre le premier tome des *Éphémérides* de 1767[59] :

« Les connaissances politiques, trop longtemps incertaines, problématiques et « arbitraires, paraissent enfin de nos jours former un corps de science exacte, indubitable, « démonstrative, appuyée sur l'évidence : tout semble promettre à cette science, aussi simple « que sublime, une stabilité à toute épreuve, et peut être des succès inespérés. Une seule « formule [...] peint aux yeux étonnés, tous les principes de l'*ordre social,* ou de la « *philosophie politique,* renfermés dans une démonstration arithmétique qui se voit et qui se « vérifie d'un seul coup d'œil. Il faudra sans doute plusieurs volumes pour développer les « vérités mères, que renferme en quatre lignes le *Tableau Économique* [...] ».

Rédigé par « le *Confucius* d'Europe », [...] « le *Tableau Économique*[60] fait « marcher les Sciences Morales et Politiques, à grand pas vers leur perfection, parce qu'il « rend sensibles et comme palpables toutes les règles de l'*ordre*, et toutes leurs « conséquences. Dans sa merveilleuse simplicité sont présentées à découvert et placées à « leur rang *naturel*, toutes les causes nécessairement efficaces de la puissance des « Souverains, de la prospérité des États, de la félicité des Nations, et du bien général de « l'humanité.

« Ce système si fécond et si peu compliqué, n'est que la naïve exposition de la « *Loi physique*, du cours de la *nature* et de sa révolution annuelle, uniforme et invariable, « appliquée à l'*ordre politique* des Empires. Il porte avec lui sa démonstration invincible ; il « pénètre les esprits d'une lumière éclatante qui n'y peut plus être étouffée mais il faudra du « temps pour que cette doctrine se répande et s'affermisse ».

3.2 La comptabilité physiocratique.

Porté aux nues par ses contemporains qui y voyaient - comme Mirabeau – rien moins que la troisième grande invention du monde après l'écriture et la monnaie ; négligé ensuite, après le recul de la secte observé dès les années 1770, et la mort du maître en 1774 ; voire même complètement oublié par les économistes, - à de rares exceptions près - pendant un siècle, le *Tableau Économique* de Quesnay ne méritait ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

Revendiqué ensuite comme figure *princeps* des modèles macro-économiques, il a retrouvé la faveur des économistes et a attiré enfin l'attention des historiens de la pensée dans l'immédiat après-guerre, à la faveur du développement des méthodes de la comptabilité

---

[58] [Ange GOUDAR], *Les intérêts de la France mal entendus, dans les branches de l'agriculture, de la population, des Finances, du Commerce, de la Marine et de l'Industrie*, Amsterdam, 1756, vol. 1, pp. IV –V (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[59] *Op. cit.*, « Avertissement de l'auteur », pp. 22-24 (Les mots soulignés le sont par nous, B.D. ; les italiques sont de l'abbé Baudeau)

[60] « La première édition du *Tableau Économique* fut faite au mois de Décembre 1758. L'Auteur est M. Q. [Quesnay] premier M. O. [Médecin Ordinaire] de Sa Majesté. M. le M. [Marquis] de M. [Mirabeau] l'a expliqué dans l'*Ami des Hommes*, et dans la *Philosophie rurale* » (Note de Baudeau).

nationale et de l'analyse économique formalisée. On a pu y voir la manifestation d'un processus épistémologique classique, les spécialistes de ces nouveaux courants cherchant une sorte de justification historique par la découverte de « grands ancêtres ». L'article de Almarin Phillips constituait à cet égard un tournant, car il fournissait enfin une « grille de lecture » du *Tableau* fondée sur l'analyse *input-output* de Leontief qui coupait court aux laborieuses tentatives d'explication qui avaient précédé et semblait fournir un exposé définitif du modèle quesnélien sur la base des instruments modernes d'analyse, et en particulier du calcul matriciel.

Si cette approche a fait depuis l'objet de critiques pertinentes[61], elle est restée cependant, depuis, la référence obligée de presque tous les commentaires du Tableau, et il reste vrai qu'elle a permis un regain d'intérêt pour les études physiocratiques. Mais même les critiques de l'« aplatissement » de la pensée quesnélienne par ces lectures modernes négligeaient deux voies de recherche qui, à nos yeux, s'imposent pour renouveler cette analyse :

- resituer le *Tableau* de l'AFTE par rapport aux anciennes versions pour réaliser en quelque sorte une critique « génétique » du *Tableau*,
- resituer l'ensemble de ces *Tableaux* dans le long et difficile processus d'élaboration des catégories comptables[62] comme tournant essentiel dans l'histoire des concepts et instruments de l'analyse comptable.

Ces deux voies sont bien sûr liées, dans la mesure où les difficultés conceptuelles expliquent justement selon nous les enjeux des révisions successives par Quesnay de son *Tableau économique* et les différences surprenantes que présentent entre elles les versions qui nous sont parvenues.

La plupart des analyses modernes du Tableau postulent l'applicabilité des concepts comptables actuels au système physiocratique. Au mieux, on se pose le problème de la « traduction » des termes physiocratiques dans la langue économique moderne en hésitant parfois quelque peu sur certaines équivalences. Mais l'objectif reste de présenter le *Tableau* « *in modern guise* »[63] ou « *as a theorist would formulate it today* »[64].

Cette approche est certes parfois féconde puisqu'elle a permis de mettre le modèle quesnélien à l'épreuve des tests de cohérence des modèles modernes et de repérer ainsi

---

[61] On citera en particulier, parmi de nombreuses autres, celles de Ronald Meek et de David Gleicher.
V. de R. Meek : « The interpretation of the *Tableau Économique* », *Economica*, Vol. 27, Nov. 1960 ; son recueil : *The Economics of Physiocracy, Essays and Translations*, Londres, Allen & Unwin 1962 (Harvard U. P. 1963) ; ainsi que son édition critique du *Tableau économique* (avec Marguerite Kuczynski) : *Quesnay's Tableau Économique*, Royal Economic Society & American Economic Association, Londres, Mac Milan, 1972.
V. de D. Gleicher : « The historical bases of Physiocracy : an analysis of the Tableau Économique », *Science and Society*, vol. 46 (3), 1982, Fall, pp. 328 - 360.

[62] Sous leur double aspect : statique (l'enchaînement répétitif des opérations de production, de circulation, de consommation, de création et de distribution du produit net) et dynamique (le capital et ses formes, l'investissement, le profit, l'intérêt).

[63] Cf. Tibor Barna : « Quesnay's *Tableau* in modern guise », *The Economic Journal*, vol. 85, Sept. 1975, pp. 485-496.

[64] Cf. le titre de la contribution de Paul Samuelson : « Quesnay's "*Tableau Économique*" as a theorist would formulate it today », *in* : *Classical and marxian economics*, Ian Bradley et Michael Howard (ed[s].), Mac Millan, 1982, pp. 45-78.

certaines de ses faiblesses ou contradictions. Mais sans doute faut-il aujourd'hui aller plus loin et passer de la traduction mot à mot à la recherche du « *Sprachsinn* », du sens profond de la langue physiocratique, c'est à dire à une tentative de compréhension interne de celle-ci. Les physiocrates ne se bornent pas en effet à créer un lexique particulier pour singulariser les produits de leur « secte », comme le pensaient nombre de leurs contemporains qui ont abondamment brocardé, comme on l'a vu, leurs idiotismes.

Quesnay ne se borne pas à bâtir une langue nouvelle[65], il invente des concepts analytiques et comptables articulés en un « système », bref, il crée une science nouvelle. Ceci éclaire le sens du dithyrambe de l'« Ami des Hommes » à propos de l'œuvre de Quesnay que nous rappelions dans l'introduction de cette section. Comme le remarque René Suaudeau en commentant cette formule : « on peut accepter sans sourire l'hommage que lui accorde Mirabeau, quand on veut bien se rappeler que Quesnay n'avait pour le guider ni technique, ni tradition, ni exemple »[66].

On ne peut en effet comprendre les écrits de Quesnay qu'en les replaçant dans leur contexte, comme le permettent les recherches du grand spécialiste des textes économiques français du 18ème siècle Jean-Claude Perrot. En situant son œuvre face à celle de ses prédécesseurs et de ses contemporains[67], il nous permet enfin de comprendre en quoi l'apport de Quesnay est fondamental.

Le bilan est clair : « la littérature pré-physiocratique disponible dans les années 1750 frappe par sa minceur »[68]. Une dizaine d'ouvrages, quelques articles du *Journal Économique* depuis 1751 font allusion au rendement des fermes, mais la perspective reste limitée à une notion purement physique de rendement. Même chez Duhamel du Monceau, le plus grand agronome de l'époque, dont le très célèbre *Traité sur la culture des terres* de 1755 prend pourtant parfois des accents physiocratiques, « on mesure avant tout la productivité des graines, on omet de calculer la productivité du capital investi »[69].

Pour opposer les résultats de la nouvelle agriculture qu'il prône à ceux des façons traditionnelles, il se borne à mettre en rapport les quantités de blé récoltées aux quantités semées, c'est la formule classique du « grain six », par exemple, qui rend compte d'une production du sextuple de la semence[70]. Au mieux, d'autres formes de calcul sont amorcées visant à prendre en compte les fermages, les impôts, les frais annuels de culture dans des

---

[65] Il est vrai que ses épigones, Mirabeau en tête, n'ont pas hésité à pousser la création lexicale jusqu'à la caricature, on en a donné quelques exemples dans la section précédente. Baudeau, tout en prenant exemple sur l'Ami des hommes, a une place à part dans la mesure où il cherchera à systématiser le vocabulaire physiocratique en précisant la définition des concepts au delà des intuitions du maître et parfois en contradiction avec sa pensée. Nous y reviendrons par la suite.

[66] *Les représentations figurées des physiocrates*, Paris, Sirey, 1947, p. 11. *Apud* : Jean Molinier « Le système de comptabilité nationale de François Quesnay », I.N.E.D., 1958, p. I-104.

[67] Voir son article fondamental : « La comptabilité des entreprises agricoles dans l'économie physiocratique » (*loc. cit.*), modèle d'érudition et de finesse d'analyse qui nous a servi de fil conducteur dans tout ce paragraphe.

[68] *Op. cit.*, p. 559.

[69] *Ibid.*, p. 561.

[70] Soit 9 quintaux à l'hectare d'après Pierre Léon, *in* : *Économies et sociétés pré-industrielles*, Tome 2, 1650-1780, A. Colin, 1970, p. 64.

études concrètes réalisées sur quelques fermes [71]. « En dépit de ces recherches empiriques, Quesnay n'a donc pas trouvé dans la littérature imprimée le corps de descriptions micro-économiques propres à vérifier ses intuitions »[72].

Quesnay n'a donc comme références initiales que des comptabilités extrêmement frustes des exploitations agricoles au niveau micro-économique et des fresques relativement naïves au niveau national, comme celle de Cantillon, avec son opposition ville-campagne . . . S'il utilise de loin en loin certaines données ou arguments de ces auteurs, comme en font foi les citations que l'on peut relever dans ses articles de l'*Encyclopédie* et dans le commentaire du *Tableau*, c'est *en rupture* par rapport à cette approche physique de la productivité qu'il s'inscrit.

Vouloir réduire le *Tableau* à un schéma de flux réels qui ne seraient exprimés en valeur pour des raisons de commodité, comme l'ont fait tant de commentateurs est, selon nous, en donner une version réductrice, voire même commettre un profond contre-sens. L'argument souvent invoqué : la référence des physiocrates au produit net comme « don gratuit de la terre » ne suffit pas : il n'est utilisé sous sa forme la plus simpliste que par des physiocrates mineurs comme Ferdinando Paoletti dans son ouvrage de 1771, dirigé contre l'anti-physiocrate Pietro Verri, *I veri mezzi di render felici le società* :

« Donnez au cuisinier une certaine quantité de petits pois [...] ; il vous les servira « bien cuits et bien préparés, mais il n'aura pas augmenté la quantité reçue ; remettez par « contre au jardinier la même quantité de petits pois pour qu'il les confie à la terre ; il vous « les rendra, le temps venu, au moins le quadruple de la quantité reçue. C'est là la seule et « authentique production. [...] L'industrie achète à l'agriculture les matières premières pour « les travailler ; ce travail [...] ne fait que donner une forme à ces matières, sans rien leur « ajouter et sans les multiplier »[73].

Une telle présentation purement physique de la production nette ne sera reprise par Quesnay et ses plus proches disciples qu'à titre de métaphore dans des contextes où le produit net apparaît bien plus comme le résultat de la *mise en oeuvre des avances* - donc comme le produit conjoint du capital et du travail - que comme le simple don du grand thaumaturge (Dieu ou la Nature).

L'image de la graine semée et de l'épi qu'elle produit présente certes un très fort pouvoir évocateur et les physiocrates ne se sont pas privés de l'employer dans certains de leurs textes, notamment dans leurs textes de vulgarisation. Marx a bien montré tout l'intérêt pour eux de pouvoir raisonner sur la productivité d'une branche où *input* et *output* sont constitués par le même bien : le blé. Mais l'introduction dans le modèle d'une consommation de « marchandises de main d'œuvre » par la classe productive - c'est à dire de biens industriels ou artisanaux par les agriculteurs - détruit son homogénéité et amène à transformer en *postulat* la productivité exclusive de l'agriculture[74].

---

[71] Perrot n'en trouve guère les traces avant la parution du *Tableau* et de la *Philosophe rurale* que chez deux auteurs : Dupré de Saint-Maur dans son *Essai sur les monnaies* . . . de 1746 et P. A. O'Heguerty dans ses *Remarques sur plusieurs branches du commerce et de navigation* de 1757.

[72] Perrot, *op. cit.*, p. 561.

[73] F. Paoletti, *in* : *Scritori classici italiani di economia politica. Parte moderna*, Custodi (ed.), Milan, 1804, tome 20, pp. 196-197 ; *apud* : Marx, *Théories sur la plus-value*, tome I, p. 50.

[74] V. sur ce point notamment les analyses de Jean Cartelier : *Surproduit et reproduction. La formation de l'économie politique classique*, Grenoble-Paris, P.U.G.-Maspéro, 1976 ; « De l'ambiguité du Tableau Écono-

La première intuition fondamentale de Quesnay est d'introduire un calcul du surplus consistant à déduire du produit brut annuel non seulement, comme le faisaient déjà certains auteurs pré-physiocratiques, les prélèvements en nature (semences, dîmes . . .), mais l'ensemble des frais annuels (les « reprises »), le solde constituant la seule partie disponible : le *produit net*.

Cette rupture est perceptible dès l'article « Grains », bien que Quesnay soit encore empêtré dans les calculs de produit *brut*, produit *hors dîme*, voire *semences déduites*, l'intuition de la nécessité de prendre en compte l'ensemble des frais qui aboutit à la détermination du produit net est très claire. Bien plus, le texte même des commentaires pose très explicitement l'enjeu du débat : il s'agit de comparer les avantages respectifs des deux types de cultures : grande culture et petite culture et, de ce point de vue, ce n'est ni la comparaison des produits bruts à l'arpent, ni celle des produits *dîmes et semence déduites*, mais bien celle des produits nets respectifs, c'est à dire de la différence entre la valeur vénale des produits et les frais, qui est déterminant[75]. L'hypothèse la plus couramment admise étant que les frais à l'arpent sont du même ordre dans les deux cas, le coût moyen au setier est beaucoup plus faible en grande culture, et celle-ci est beaucoup mieux justifiée que par la comparaison simple des produits bruts :

« Si on se procure par l'engrais de la terre un setier de blé de plus par chaque « arpent, on double à peu près le profit. Un arpent de blé qui porte cinq setiers à 15 livres le « setier donne, tous frais déduits, 20 livres de revenu, mais un setier de plus doublerait « presque à lui seul le revenu d'un arpent ; car si un arpent donne six setiers, le revenu est de « 35 livres et s'il en portait sept, le revenu serait 50 livres ou trois cinquièmes de revenu de « plus que dans le premier cas : *le revenu n'est pas simplement à raison du produit, mais à « raison du produit et des frais*. Or l'augmentation des frais est en bestiaux qui ont aussi leur « produit ; ainsi les profits d'une culture imparfaite ne sont pas comparables à ceux d'une « bonne culture »[76].

L'intuition géniale de Quesnay est de comprendre que l'on ne peut évaluer les richesses produites par une simple énumération des produits physiques annuels de toutes les « industries » : les blés et les chanvres, les toiles et les dentelles, les charrues et les meubles . . . Dans la mesure où le produit d'une « industrie » sert de matière première à une autre, où la production d'une classe suppose la consommation des marchandises d'une autre classe, une telle approche ne peut conduire selon lui qu'au *double-compte*. Totalement négligé, à notre connaissance, par les commentateurs, aussi bien les contemporains de Quesnay que les auteurs modernes, cette *obsession du double-compte* est un véritable

---

mique », *Cahiers d'économie politique*, 1984, n° 9, pp. 39-63. V . également les travaux de Gianni Vaggi, en particulier : « Surplus and Effective Demand in Physiocracy », *Studi Economici*, Vol. 37, 1982, n° 18, pp. 55-90 ; « The Physiocratic Theory of Prices », *Contributions to Political Economy*, n° 2, March 1983, Article : « François Quesnay », *in* : *The New Palgrave*, Vol. 4, pp. 22-29, Londres, Mac Millan, 1987 ; ainsi que *The Economics of François Quesnay*, *op. cit.*

[75] Ceci implique, de plus, une théorie des variations du prix en fonction des quantités récoltées que Quesnay tente de produire, en particulier dans son article « Grains » pour l'*Encyclopédie*. Cf. *infra*, chapitre 4.

[76] Quesnay, article « Grains », éd. Lutfalla, pp. 176-177.

leitmotiv dans toute son œuvre. Négligence d'autant plus surprenante que ce thème, qui éclaire d'une vive lumière la démarche de l'auteur, n'est pas seulement repérable au détour de telle ou telle explication des *Tableaux Économiques*, mais qu'il apparaît noir sur blanc dès 1758 dans ses deux lettres à Forbonnais[77].

Rédigées à une époque où, selon Marmontel, Quesnay est tout occupé à la confection de ses zigzags, elles constituent un véritable programme méthodologique où est présente en puissance toute l'œuvre ultérieure. Quesnay jette les bases d'une science nouvelle : l'économie politique, et il est conscient de la nouveauté de sa démarche : « Un tel dépouillement de ce qui est revenu, de ce qui est moyens, de ce qui est faux revenu, de ce qui est dépense sans avantage, sera la base de toute l'économie politique. C'est un bel ouvrage inconnu aux humains jusqu'à présent »[78].

Il faut reprendre ici les grandes lignes de ce programme car il éclaire les œuvres ultérieures du fondateur de la physiocratie. Dans la première lettre, c'est le refus d'une approche purement financière qui assimilerait richesse nationale et masse monétaire ou « pécule » du royaume. C'est d'ailleurs la critique de cette assimilation, réalisée par Forbonnais pour examiner l'évolution de la charge relative de la taille, qui fait l'objet de la lettre. Pour Quesnay, ce qui est capital, ce sont le revenus de la nation « base des connaissances de l'économie politique » et la masse du pécule n'instruit pas plus sur ceux-ci que le nombre de verres d'un cabaret n'instruit sur le profit du cabaretier.

L'argent monnayé n'est qu'un « ustensile du commerce » et sa plus ou moins grande abondance est en raison de sa plus ou moins grande rapidité de circulation, et non en raison des revenus : « la simple circulation de l'argent ne signifie rien du tout par rapport à la connaissance des richesses d'un État ni au produit du commerce »[79]. Ainsi oppose-t-il la « régie des finances », *subministration*[80] « digne d'un commis », à l'« administration qui est la partie du ministre » et qui « consiste dans la régie des revenus de la nation »[81]. Et la première lettre conclut : « Savoir compter les gerbes d'un royaume, voilà la vraie science de la finance tributaire »[82].

S'agit-il d'un plaidoyer pour un retour à la mesure des revenus *en quantités physiques* ? À l'évidence, non, et la figure métonymique des gerbes ne fait que renvoyer à l'image de l'impôt royal comme « dîme », c'est à dire *partie proportionnelle* des revenus de la nation. À preuve le contenu de la deuxième lettre à Forbonnais, uniquement consacrée aux problèmes posés par l'estimation des revenus de l'État sur la base de l'évaluation des « *richesses vénales* ».

Pour la première fois, Quesnay a le génie de poser le problème de l'*agrégation*, du passage de l'approche micro-économique, à la dimension macro-économique, c'est à dire de la comptabilité privée (des « livrets de ménage ») au calcul économique (le *Tableau*). Cette

---

[77] Découvertes par Jacqueline Hecht dans les archives des descendants de Quesnay et publiées par ses soins en annexe de la biographie rédigée pour l'édition INED des œuvres de Quesnay (INED, pp. I-295 *sq.*).
[78] *Ibid.*, p. I-300.
[79] *Ibid.*, p. I-298.
[80] Vocable peut-être forgé pour la circonstance ou, plus vraisemblablement, emprunté à Mirabeau, grand spécialiste, on l'a vu, en création de néologismes et de « mots-valises ».
[81] *Ibid.*, p. I-297.
[82] *Ibidem.*

agrégation pose deux exigences :
→ l'homogénéisation des différentes productions par les valeurs monétaires qui permet la sommation (et interdit donc d'en rester aux quantités physiques),
→ la résolution du problème des doubles-comptes, faute de quoi le fractionnement du procès de production et, dans la circulation commerciale des produits, la multiplication des intermédiaires (*horresco referens*) se traduiraient par un gonflement purement factice du revenu national.

Le problème est déjà très explicitement posé : « Les richesses vénales ne sont qu'un flux de richesses toujours consommées et toujours renouvelées par la production : c'est le volume vénal de ce flux permanent par son renouvellement qu'il faut saisir pour évaluer le courant de revenu d'un État. Mais il faut bien se garder des *doubles et triples emplois* que les ventes et les achats répétés porteraient sur le calcul »[83].

La suite de la lettre ne roule d'ailleurs que sur cette question des « doubles emplois », plus précisément sur ceux qu'entraînerait la prise en compte des revenus du *trafic* et de ce que nous appellerions aujourd'hui les services (Cf. l'exemple du loyer des maisons), des manufactures et fabrications d'ouvrages de main d'œuvre. La solution est nette et Quesnay ne s'en départira point : « lorsqu'on a calculé le revenu d'un État par la valeur vénale des productions *tout le revenu est évalué*, on ne doit regarder, dans cette partie, le reste que comme des moyens, pour ne pas faire de doubles emplois »[84].

Tout le reste de l'œuvre visera à préciser et à illustrer par le *Tableau Économique* et ses explications la « vraie connaissance de la circulation », « carrière nouvelle dans laquelle personne n'est encore entré » et dont Quesnay pose les fondements dans le même texte :
« que les richesses usuelles ne sont qu'un flux de denrées commerciales, toujours détruites par la consommation et toujours renouvelées par la reproduction ; que ce qui est revenu ou gain pour une partie des sujets et dépense ou retranchement pour les autres, n'est point revenu pour l'État ; mais seulement distribution de revenus, et qu'il n'y a de revenus pour l'État que les productions naturelles commerciales, et le profit net du commerce avec l'étranger »[85].

Une seule question importante n'est pas évoquée par ce texte : celle des doubles-comptes *au sein de l'agriculture* elle-même. Qu'en est-il par exemple des fourrages consommés par le bétail ? Des frais d'achat du bétail lui-même, unique source d'engrais pour l'agriculture, mais dont l'élève est aussi une source de revenus lors de la revente[86] ? . . . À cette difficulté que l'intraconsommation provoque dans l'établissement d'un compte de l'agriculture sans doubles-emplois, Quesnay n'a pas de solution théorique claire en 1758. À vrai dire, il n'en aura jamais et c'est au coup par coup qu'il traitera le problème, d'un *Tableau* à l'autre, non sans repentirs et contradictions.

---

[83] *Ibid.*, p. I - 299 (nous soulignons, B.D.).
[84] *Ibid.*, p. I - 300 (nous soulignons, B.D.).
[85] *Ibid.*, p. I - 299-300 (souligné par l'auteur, F.Q.).
[86] Cf. article « Grains », édition Lutfalla, p. 177 : « l'augmentation des frais est en bestiaux qui ont aussi leur produit . . . ».

Deuxième Partie

Le *Tableau Économique*

Si Quesnay a toujours constitué une référence obligée dans les ouvrages d'histoire de la pensée économique, ses divers écrits ont rencontré depuis deux siècles des fortunes diverses. Le *Tableau Économique* élaboré entre 1758 et 1766, tant célébré par les disciples, tomba en désuétude et connut un semi-oubli de près de deux siècles. Les commentaires - à l'exception de ceux de Marx[87] puis de Rosa Luxemburg[88] - étaient des plus sommaires, et l'on ne voyait dans le *Tableau* que la figuration hiéroglyphique et décorative d'une économie conçue sur le modèle de la circulation sanguine. La disparition des versions préliminaires interdisant la compréhension de sa genèse, on ne percevait plus le sens du Tableau qui apparaissait ainsi comme une construction surannée. Privée de cet élément fondamental, la physiocratie était réduite à une doctrine fondée sur un postulat erroné - la productivité exclusive de l'agriculture - et relevant à ce titre d'une pensée d'Ancien Régime.

L'analyse de la structure formelle du *Tableau* n'a véritablement été engagée que dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, elle a abouti à redonner progressivement son sens au système quesnélien[89] en mettant en évidence, derrière le schéma d'interdépendance sectorielle, les effets multiplicateurs de la dépense, les mécanismes d'accumulation et de reconstitution du capital.

Deux lectures peuvent être distinguées[90]. La première, celle d'Almarin Phillips, s'inspire des travaux de Leontief ; elle consiste à présenter les flux du Tableau de 1766 sous la forme d'une matrice *input-output* équilibrée. Elle présente ce faisant une version idéale négligeant les premiers zigzags (déséquilibrés) et supprimant la question de la reconstitution des avances c'est-à-dire du calendrier des dépenses et des reprises.

La seconde lecture, celle de Jean Cartelier, fait apparaître le *Tableau* comme un cas particulier d'un système d'échange et de prix classique, et la comparaison des différentes versions (premiers zigzags, formule de 1766) permet de repérer des déséquilibres que Quesnay aurait, selon lui, masqués grâce à l'artifice de la circulation des avances.

Avant même ces deux analyses, dont l'une fixait un cadre moderne d'interprétation tandis que l'autre mettait l'accent sur le déséquilibre des Tableaux successifs, un certain nombre d'auteurs, au rang desquels Georges Lutfalla, Henri Woog, Jacques-Raoul Boudeville,

---

[87] V. Karl Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, 1953 (1ère édition : 1867) ; *Théories sur la plus-value*, [1861-1863], éd. Sociales, 1974 ; sa contribution à l'*Anti-Dühring*, de Friedrich Engels, éd. Sociales, 1963 (1ère édition allemande : 1877) ; et Marx - Engels, *Lettres sur* le Capital, éd. Sociales, 1964.

[88] V. R. Luxemburg, *L'accumulation du capital*, éd. Maspéro, 1967 (1ère éd. allemande, 1913).

[89] Nous retenons, à la suite de Diderot, cet adjectif de préférence à celui, devenu ambigu, de « quesnaysien ».

[90] V. A. Phillips : « The *Tableau Économique* as a simple Leontief model », *Quarterly Journal of Economics*, 1955 ; J. Cartelier, *Surproduit et reproduction*, 1976 ; id. : « De l'ambiguïté du *Tableau économique* », *Cahiers d'économie politique*, 1984 ; de Gaudemar : « La régulation despotique, un commentaire du *Tableau économique* de Quesnay », *Revue d'économie politique*, 1983.

avaient entrevu ces difficultés logiques en comparant les différentes versions et cherché à expliquer ces colonnes-fantômes des zigzags, censées correspondre aux dépenses des classes productive et stérile sur elles-mêmes[91]. Leurs tentatives de résolution ou de correction des déséquilibres emplois/ressources sont cependant restées infructueuses puisqu'elles ont consisté soit à supprimer purement et simplement l'intraconsommation, soit à la confondre avec la reconstitution des avances.

Une autre voie mérite d'être explorée : celle d'un retour aux textes[92] qui permette à la fois de préciser les zones d'ombre et les raisons des nombreuses retouches apportées par l'auteur, de 1758 à 1766, à sa formule. C'est au repérage de ces glissements que nous nous attachons ici, non pour rechercher une mythique "vérité" du Tableau - comme le souligne Alfred Sauvy dans l'introduction à l'édition INED des œuvres de Quesnay : « nul ne prétend que le *Tableau* soit "vrai", et il est vain de poser la question sous cette forme »[93] -, mais dans la mesure seulement où, trahissant les difficultés de l'auteur, ils permettent d'éclairer les objectifs, les hypothèses et l'économie de l'œuvre[94].

Les retouches successives font apparaître les difficultés majeures, d'ailleurs liées, que Quesnay affronte sans jamais parvenir à les éliminer complètement (pas même dans la version finale de 1766, contrairement à l'opinion commune) :

- l'équilibre recettes-dépenses de la classe productive et de la classe stérile ;
- la prise en compte de l'intraconsommation ;
- l'introduction de la circulation des avances.

---

[91] Cf. le Chapitre II « Tableaux économiques et ensembles cinétiques » du cours de Georges Lutfalla : *Cours d'Économie Théorique*, É.N.O.É.S., 1945 (que son fils Michel Lutfalla a eu l'amabilité de nous communiquer), ainsi que Henri Woog : *The* Tableau Économique *of François Quesnay*, Berne, 1950 ; et Jacques-Raoul Boudeville, *op. cit.*

[92] Permis par les progrès réalisés depuis le petit livre de René Suaudeau en 1947 et l'édition de l'Institut National d'Études Démographiques (*François Quesnay et la Physiocratie*, édition réalisée par Alfred Sauvy et Jacqueline Hecht, éd. de l'I.N.E.D., 2 tomes, 1958), par les recherches philologiques de Marguerite Kuczynski : "Tableau Économique" *von François Quesnay, 3. Ausgabe 1759*, Berlin, Akademie-Verlag, 1965 ; *id.* : *F. Quesnay Ökonomische Schriften*, Berlin, Akademie-Verlag, 1971 ; M. Kuczynski et R. Meek : *Quesnay's* "Tableau Économique", Londres, Mac Millan, 1972 ; Roberto Zapperi : « Per una nuova edizione degli scritti di François Quesnay », *Annali della Fondazione Luigi Enaudi*, 1972 (trad. anglaise *in* : *Political Economy - Studies in the surplus approach*, Rome, 1988).

[93] I.N.E.D., *op. cit.*, tome I, p. XIX.

[94] Le corpus étudié est principalement composé des six versions successives du *Tableau Économique* :

- 1ère version manuscrite (1758) : fac-similé *in* : INED, *op. cit.*, pp. II-672 bis *sq.*

- 2ème version (début 1759, 1ère version imprimée connue) : *ibid.* p. II-672/5 et pp. II-669 sq.

- 3ème version : fac-similé *in* M. Kuczynski [1965] ; v. aussi INED pp. II-675 sq. pour « l'Explication du *Tableau Économique* ».
- 4ème version : « *Tableau économique* avec ses explications » (1760), *in* : 6ème Partie de l'*Ami des Hommes*, de Mirabeau (partie rédigée par Quesnay).
- 5ème version : Chapitre VII de la *Philosophie Rurale* (1763) de Mirabeau (rédigé également par Quesnay), INED pp. II-687 sq.
- 6ème version : « Analyse de la formule arithmétique du *Tableau économique* . . . » [A.F.T.E.] (1766), INED pp. II-793 sq. et Michel Lutfalla (*"Tableau économique" des Physiocrates*, Calmann-Lévy, 1969).

3.3 L'équilibre emplois-ressources dans le *Tableau économique*

Avec l'article de Phillips de 1955, un cours nouveau était donné aux études physiocratiques. L'idée de Phillips était simple, elle consistait à interpréter le *Tableau économique* de 1766 (A.F.T.E.) sous la forme d'un système Leontief fermé à trois branches[95].

La matrice, présentée par Phillips sur la base des chiffres de l'A.F.T.E., peut être exprimée de manière plus générale sous la forme suivante où les trois « branches » (donc les trois « produits ») sont repérés par les indices :

- C pour les Cultivateurs ou classe productive fournissant les « productions » ;
- P pour les Propriétaires fonciers ;
- S pour la classe Stérile fournissant les « marchandises de main-d'œuvre » ou les services (figure 1)[96].

Branche j / Produit i	C	P	S	Production totale
C	2 A_{cc}	1 A_{cp}	2 A_{cs}	5 X_c
P	2 A_{pc}	0 A_{pp}	0 A_{ps}	2 X_p
S	1 A_{sc}	1 A_{sp}	0 A_{ss}	2 X_s
Achats totaux	5 X_c	2 X_p	2 X_s	9 X

Figure 1

On sait que cette matrice donne :

- en ligne : la ventilation des utilisations d'un « produit » i entre les classes ;
- en colonne : la valeur des différents *inputs* utilisés par la « branche » j.

Un élément A_{ij} du Tableau représente donc :

- le montant des ventes annuelles de produit i à la branche j (valeur du flux physique) ;
- les paiements de la branche j aux vendeurs de i (contrepartie monétaire).

---

[95] Ce qui était, somme toute, de bonne logique puisque Leontief lui-même avait subi l'influence des œuvres de Quesnay dans la conception de son modèle *input-output*. Il marque d'ailleurs l'importance de cette filiation dès les premières lignes de *The Structure of American Economy* où, après avoir placé en exergue une citation de Quesnay, il indique que son intention est de construire un « *Tableau économique* » (en français) des États-Unis (V. *The structure of the american economy 1919-1929*, Harvard U.P., 1941, p. 9).
On notera également qu'une première tentative d'expression du *Tableau économique* sous la forme d'un *Tableau input-output* avait été présentée dès 1946 dans la thèse de Georges Malanos soutenue à Harvard sous la direction de Joseph Schumpeter et Wassily Leontief lui-même. Cf. Warren Samuels, « The *Tableau Économique* as a simple Leontief model : a precursor to Phillips », *Indian Economic Journal*, 1969, n°1, pp. 112-117.

[96] On a fait figurer également les montants (en milliards de livres) déduits de l'A.F.T.E.

Par analogie, le flux A_{pc} représente l'achat par les cultivateurs d'un droit d'usage de la terre aux propriétaires fonciers auxquels ils versent en contrepartie une rente. Cette « branche » a donc un statut tout à fait particulier puisqu'à partir de ses achats (« faste de subsistance » et « luxe de décoration ») traités comme des *inputs*, elle est censée « produire » un *output* : les services de location[97]. Le total d'un ligne (X_i) donne le montant du revenu de la classe i qui correspondra, en principe, au montant total de ses achats (total de colonne).

Suivant les hypothèses de Quesnay, il n'y a, de plus, ni intraconsommation des propriétaires fonciers ($A_{pp} = 0$) ni, surtout, aucun revenu en provenance de la classe stérile ($A_{ps} = 0$, d'où $A_{pc} = X_p$) celle-ci n'élaborant aucun produit net (d'où son nom).

L'égalité entre le total des emplois et le total des ressources pour chaque branche se traduit alors par le système suivant :

$$A_{cc} + A_{cp} + A_{cs} = A_{cc} + A_{pc} + A_{sc} \qquad (1)$$
$$A_{pc} + 0 + 0 = A_{cp} + 0 + A_{sp} \qquad (2)$$
$$A_{sc} + A_{sp} + A_{ss} = A_{cs} + 0 + A_{ss} \qquad (3)$$

Soit, en introduisant les « coefficients techniques », c'est-à-dire les rapports entre chaque élément de la matrice initiale et le total de la colonne correspondante ($a_{ij} = A_{ij} / X_j$) :

$$a_{cc} X_c + a_{cp} X_p + a_{cs} X_s = (a_{cc} + a_{pc} + a_{sc}) X_c = X_c \qquad (1')$$
$$a_{pc} X_c = (a_{cp} + 0 + a_{sp}) X_p = X_p \qquad (2')$$
$$a_{sc} X_c + a_{sp} X_p + a_{ss} X_s = (a_{cs} + 0 + a_{ss}) X_s = X_s \qquad (3')$$

Si l'on se donne le montant de la rente (c'est à dire du flux A_{pc}) et les coefficients : a_{pc}, a_{sc}, a_{sp} (ou : a_{cp}) et a_{ss} (ou : a_{cs}), ce système a pour solutions :

---

[97] C'est bien sûr ce traitement des propriétaires comme une « branche » parmi d'autres qui constitue la principale limite de l'approche de Phillips. Comme le remarque R. Meek : « Quesnay would certainly have raised his eyebrows at this model, wich effectively conceals the difference between the surplus-producing capacity of the productive class and that of the sterile class, and oblige us to assume that the proprietors produce "rental services" in return for their revenue » (Meek, *op. cit.*, 1963, p. 295). Et David Gleicher a raison lorsque, précisant cette critique, il reproche à Phillips de dénaturer la doctrine physiocratique « by grafting onto Quesnay's conception a "factor payment" theory of distribution » (Gleicher, *op. cit.*, p. 334), théorie de la répartition entre les « facteurs de production » qui ne sera développée que cinquante ans plus tard par J.-B. Say.

Faut-il pour autant transformer le modèle en un système Leontief ouvert en considérant les propriétaires comme un *secteur final* et en limitant la partie inter-industrielle du tableau aux deux classes « actives » comme le proposent Shlomo Maital (« The Tableau Economique as a simple Leontief model : an amendment », *Quarterly Journal of Economics*, 1972, pp. 504-507) et Luigi Pasinetti (v. *Leçons sur la théorie de la production*, Paris, Dunod, 1985) ? Ce serait supposer que, entre ces deux classes au moins, les relations sont pour Quesnay purement « techniques » et faire ainsi peu de cas de la doctrine du « bon prix » des biens agricoles et de l'absence de produit net dans la classe stérile.

Aussi proposons-nous de garder la forme de la matrice de Phillips, à condition de ne pas lui attribuer le contenu « technique » qu'il y introduit (avec beaucoup de guillemets d'ailleurs !). Guido Candela et Vincenzo Denicolo proposent dans ce sens de parler de « matrice des échanges » de préférence à « matrice technique » (V. « Coerenza statica ed incoerenza dinamica dei *Tableau économique* », *Giornale degli economisti e annali di economia*, 1982, p. 611). Meek lui-même ne déniait d'ailleurs pas toute valeur au Tableau de Phillips, puisqu'il concluait sa critique en ajoutant : « but there is no doubt that the model does provide an effective way of explaining the actual mechanism of the *Tableau* to economists who are unfamiliar with Physiocratic ways of thought » (1963, p. 295). Ce n'était pas l'opinion de Buffandeau pour qui la matrice n'était qu'un « exercice amusant » ne prouvant rien puisque « l'outil mathématique trahit la pensée du docteur Quesnay » (v. « Le *Tableau économique* dans l'histoire de la pensée économique », *Revue d'histoire économique et sociale*, 1967, p. 398), les agents n'étant pas tous placés sur le même plan dans le *Tableau*.

$$X_p = A_{pc} \qquad X_c = \frac{X_p}{a_{pc}} \qquad X_s = X_p \cdot \frac{a_{sc} + (a_{sp} \cdot a_{pc})}{a_{pc}(1 - a_{ss})}$$

Pour assurer la liaison avec la version en zigzag du *Tableau*, nous proposons une autre notation des flux qui s'avérera pratique. Elle consiste à regrouper les « extra-consommations » de la classe productive et de la classe stérile, soit respectivement :

$A_{c\bar{c}} = X_c - A_{cc} = A_{cp} + A_{cs}$ et $A_{s\bar{s}} = X_s - A_{ss} = A_{sc} + A_{sp}$

Les conditions (1) et (3) s'expriment alors de la manière suivante (Cf. figure 2) :

$A_{cc} + A_{c\bar{c}} = A_{cc} + A_{pc} + A_{sc}$ d'où : $A_{c\bar{c}} = A_{pc} + A_{sc}$ (1'')

$A_{s\bar{s}} + A_{ss} = A_{cs} + A_{ss}$ d'où : $A_{s\bar{s}} = A_{cs}$ (3'')

	C	P	S	
C	A_{cc}	A_{cp} ($A_{c\bar{c}}$)	A_{cs} ($A_{c\bar{c}}$)	X_c
P	A_{pc}	0	0	X_p
S	A_{sc} ($A_{s\bar{s}}$)	A_{sp} ($A_{s\bar{s}}$)	A_{ss}	X_s
	X_c	X_p	X_s	X

Figure 2

Bien que toutes les versions du *Tableau économique* puissent être résumées - du point de vue des bilans des flux entre classes - dans une matrice de Leontief, une autre présentation permet de rester plus proche de la lettre même des cinq versions antérieures à l'A.F.T.E. c'est-à-dire des versions « en zigzag ». Proposée par Cartelier dans son article de 1984, cette approche restait cependant incomplète dans la mesure où deux flux étaient négligés, essentiels pourtant, selon nous, à la compréhension de l'architecture des *Tableaux* et à la découverte des causes de leurs déséquilibres : les *flux d'intraconsommation* des cultivateurs et des stériles.

D'après Quesnay, chaque somme reçue par une classe se trouve ventilée en dépenses auprès des autres classes selon des coefficients fixes. Il est donc possible de dresser formellement le « zigzag » suivant (figure 3).

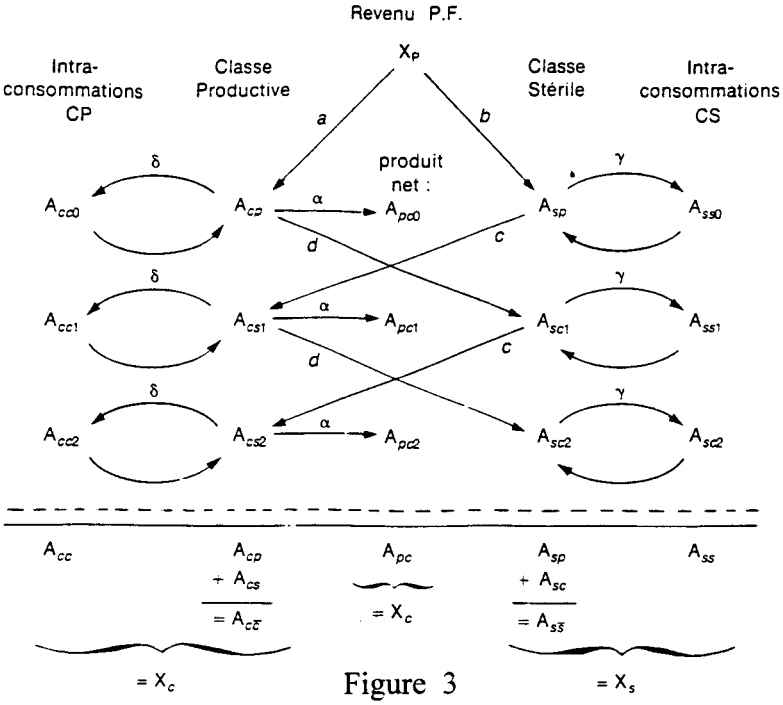


Figure 3

Les coefficients de dépense qui y figurent peuvent être reliés aux flux et aux coefficients de la matrice et définis comme suit :

$$a = \frac{A_{cp}}{X_p} = a_{cp} \quad , \quad b = \frac{A_{sp}}{X_p} = a_{sp} \quad , \quad \delta = \frac{A_{cc0}}{A_{cp}} = \frac{A_{cc1}}{A_{cs1}} = \ldots = \frac{A_{cc}}{A_{c\bar{c}}} = \frac{a_{cc}}{1-a_{cc}}$$

$$\alpha = \frac{A_{pc0}}{A_{cp}} = \frac{A_{pc1}}{A_{cs1}} = \ldots = \frac{A_{pc}}{A_{c\bar{c}}} = \frac{a_{sc}}{1-a_{cc}} \quad , \quad d = \frac{A_{sc1}}{A_{cp}} = \frac{A_{sc2}}{A_{cs1}} = \ldots = \frac{A_{sc}}{A_{c\bar{c}}} = \frac{a_{sc}}{1-a_{cc}}$$

$$c = \frac{A_{cs1}}{A_{sp}} = \frac{A_{cs2}}{A_{sc1}} = \ldots = \frac{A_{cs}}{A_{s\bar{s}}} = \frac{a_{cs}}{1-a_{ss}} \quad , \quad \gamma = \frac{A_{ss0}}{A_{sp}} = \frac{A_{ss1}}{A_{sc1}} = \ldots = \frac{A_{ss}}{A_{s\bar{s}}} = \frac{a_{ss}}{1-a_{ss}}$$

Il est dès lors possible d'exprimer les contraintes d'égalité emplois-ressources en termes de coefficients de dépense :

- en divisant (1'') par $A_{c\bar{c}}$:

$$\boxed{\alpha + d = 1} \qquad (1^*)$$

- en divisant (2) par A_{pc} :

$$\boxed{a + b = 1} \qquad (2^*)$$

(ce qui exprime que les propriétaires fonciers ne thésaurisent pas)

- enfin en divisant (3'') par A_{ss} :

$$\boxed{c = 1} \qquad (3^*)$$

(ce qui montre que la classe stérile dépense la totalité de ses recettes sans création de produit net)

On remarque que les coefficients de dépense relatifs à l'intraconsommation (δ et γ) ne jouent aucun rôle dans la compatibilité du système (ce qui ne veut pas dire que les intra-consommations puissent être purement et simplement négligées, comme nous le verrons ultérieurement à propos des avances).

Il reste enfin à établir la relation entre les flux totaux et les coefficients de dépense, point déjà résolu de manière pratique par Quesnay dans ses tableaux. Il suffit pour cela de constater que :

$$\begin{aligned} A_{c\bar{c}} &= A_{cp} + A_{cs1} + A_{cs2} + A_{cs3} + A_{cs4} + \ldots \\ &= A_{cp} + A_{sp} \cdot c + A_{cp} \cdot c \cdot d + (A_{sp} \cdot c)\, c \cdot d + A_{cp} \cdot c^2 \cdot d^2 + \ldots \end{aligned}$$

donc : $A_{c\bar{c}} = (X_p \cdot a + X_p \cdot b \cdot c)(1 + c \cdot d + c^2 \cdot d^2 + \ldots)$

et, comme la deuxième parenthèse est une série géométrique de raison *c.d* inférieure à 1, on en déduit :

$$\boxed{A_{c\bar{c}} = X_p \cdot \frac{a + bc}{1 - cd}}$$

de plus, comme :

$$A_{s\bar{s}} = A_{sp} + A_{sc} = b \cdot X_p + d \cdot A_{c\bar{c}} \qquad \boxed{A_{s\bar{s}} = X_p \cdot \frac{ad + b}{1 - cd}}$$ [98]

Ces formules, établies indépendamment des contraintes assurant la compatibilité du système se simplifient - si ces contraintes (1*), (2*) et (3*) sont satisfaites - de la manière suivante :

$$\boxed{A_{c\bar{c}} = X_p \cdot \frac{1}{1 - d}} \qquad \text{et} \qquad \boxed{A_{s\bar{s}} = X_p \cdot \left(b + \frac{d}{1 - d}\right)}$$

Après avoir généralisé l'approche de Phillips (tout en rejetant ses connotations « inter-industrielles ») et complété l'approche de Cartelier (par la prise en compte de l'intra-consommation), il serait tentant de chercher à construire un modèle unifié d'interprétation de toutes les versions du *Tableau* :

- en vérifiant que le *Tableau* de l'A.F.T.E. est conforme aux contraintes assurant son équilibre, ce qui est le cas si l'on se réfère à la lecture qu'en donne Phillips ;
- en reconstruisant sur cette base le zigzag correspondant[99] ;
- en prenant appui sur ce modèle pour corriger les cinq versions initiales du *Tableau* qui s'avèrent déséquilibrées, et qui devraient être ainsi perçues comme des brouillons préparatoires, erronés, de la *Formule du Tableau Économique* de 1766.

On examinera cette piste de recherche dans la section suivante et on constatera que les choses ne sont pas si simples.

---

[98] L'expression de tous les autres flux en terme de coefficients de dépense peut en être déduite très facilement à partir des formules de définition de ces coefficients données supra. Cf. J. Cartelier [1984], *op. cit.*, p. 43.

[99] Des coefficients de la matrice de Phillips : $a_{cc} = a_{pc} = 2/5$, $a_{sc} = 1/5$, $a_{cp} = a_{sp} = ½$, $a_{cs} = 1$ et $a_{ss} = 0$; on peut déduire, d'après les relations établies *supra* avec les coefficients de dépense : $a = b = ½$, $\delta = \alpha = ⅔$, $d = ⅓$, $c = 1$, $\gamma = 0$.

3.4 Les intraconsommations, une « pure dépense » ?

Pour séduisante qu'elle soit, de par sa simplicité, la démarche précédemment évoquée nous a semblé cependant insuffisante, incapable qu'elle est d'expliquer ni la cohérence interne des cinq premières versions, ni les retouches et repentirs successifs qui marquent le passage de l'une à l'autre, ni, enfin, les raisons de l'abandon du zigzag dans l'ultime version.

C'est donc une nouvelle approche que nous tentons ici, plus délicate, car fondée sur des éléments partiellement implicites ou contradictoires de l'oeuvre, mais, somme toute, efficace en ce qu'elle permet de mettre en lumière des aspects jusqu'ici négligés par les commentateurs. Notre hypothèse, fondée sur de multiples indices faute de pouvoir l'être sur une mention expresse de l'auteur lui-même, est que François Quesnay considère les intraconsommations comme une pure dépense, sans voir qu'elles constituent en même temps une recette pour la classe concernée[100], et qu'il n'inclut pas le paiement de la rente dans les dépenses courantes de la classe productive. Tout se passe comme si Quesnay imposait comme contrainte pour chaque classe :

recettes en provenance des autres classes	=	dépenses en produits agricoles et marchandises de main-d'œuvre

Cette contrainte, évidente pour la classe des propriétaires, ne l'est pas pour les autres classes, elle signifie en effet pour elles :

[vente en dehors de la classe] = [achats externes et internes à la classe]

Soit, avec nos notations :

$$A_{c\bar{c}} = A_{cc} + A_{sc} \qquad (4) \qquad \text{et} \qquad A_{s\bar{s}} = A_{cs} + A_{ss} \qquad (5)$$

Ce qui se traduit, en terme de coefficients de dépense[101] par :

$$d + \delta = 1 \qquad (4^*) \qquad \text{et} \qquad c + \gamma = 1 \qquad (5^*)$$

Toute somme reçue par la classe productive (et il en est de même pour la classe stérile) est ainsi épuisée en intraconsommations et dépenses auprès de l'autre classe, et le produit net n'apparaît pas dans cette optique comme un solde entre les recettes et les dépenses mais comme un surplus - inexpliqué par le zigzag (figure 4).

---

[100] Recette effective pour la classe prise dans son ensemble si l'intraconsommation ne contient aucune autoconsommation (*v.g.* : achats de blé par les vignerons . . .) ou s'il s'agit de salaires versés sous forme monétaire à des manouvriers agricoles (inclus dans la classe productive par Quesnay) et dépensée uniquement, par hypothèse, en subsistances.
Recette fictive pour la partie autoconsommée par chacune des cellules économiques de la classe. On pourrait choisir de négliger cette autoconsommation, voire même l'intraconsommation, mais il faudrait alors le faire en recettes autant qu'en dépenses.

[101] Outre la contrainte (2*) : $a + b = 1$ déjà évoquée.

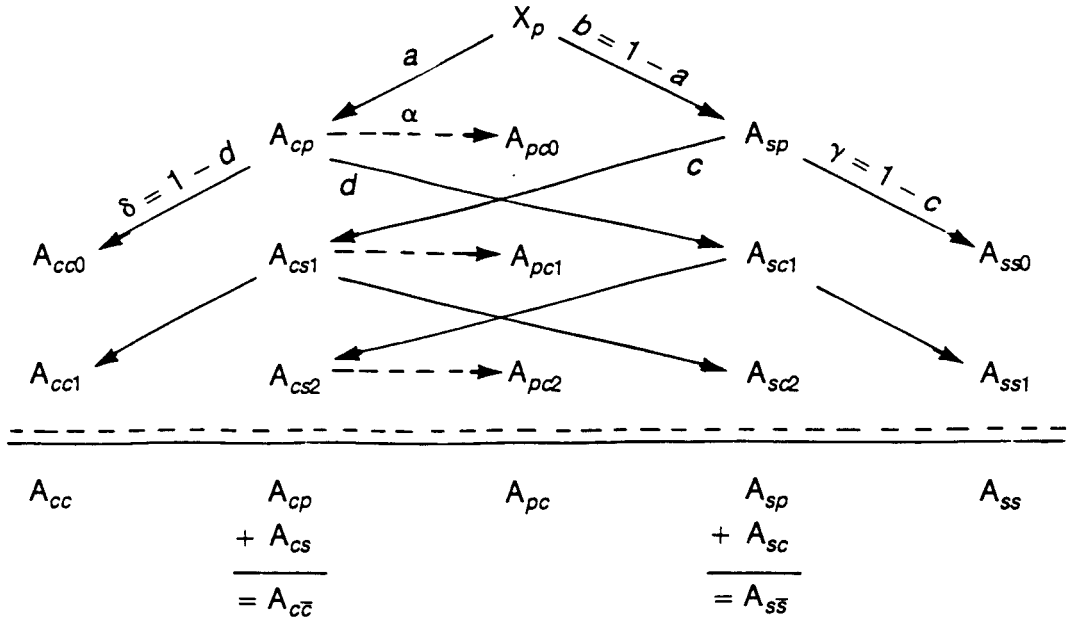


Figure 4

Ce qui a pu fournir la base à des lectures en terme de don de la Nature[102]. Le taux de production du Revenu (ou taux de reproduction nette) assurant la reproduction à l'identique du système - donc tel que : $A_{pc} = X_p$ - peut-être déduit des valeurs des coefficients de dépense :

$$\alpha = \frac{Acp}{Ac\bar{c}} = \frac{Xp}{Ac\bar{c}} = \frac{1 - c.d}{a + b.c}$$

Sur la base des contraintes (2*), (4*) et (5*) les coefficients de dépense sont ainsi dans les cinq premières versions du *Tableau* :

$$a = b = d = \delta = c = \gamma = ½$$

et le taux de production du revenu qui en découle :

$$\alpha = (1 - ¼) / (½ + ¼) = 1$$ [103]

S'il fallait à tout prix revenir à une présentation matricielle, ce serait ainsi une matrice bien singulière :

- où les propriétaires fonciers apparaîtraient comme un « secteur final », la classe productive et la classe stérile constituant la « partie inter-industrielle » du tableau (matrice de type Maital-Pasinetti) ;
- où les cases correspondant aux intraconsommations devraient être lues en colonne mais pas en ligne ! (figure 5)[104].

[102] Voir sur ce point Meek, *op. cit.*, [1963], pp. 387-388.

[103] Seul varie entre les versions le montant du revenu (et donc proportionnellement de tous les autres flux) : 0,4 milliards de livres (soit 400 £ au niveau de l'exploitation moyenne) dans la première version ; 0,6 (respectivement : 600) hors impôt dans les trois versions suivantes ; 2 milliards impôt compris dans le chapitre VII de la *Philosophie rurale* (chiffre qui sera repris dans l'A.F.T.E.).

	C	S	Sous-total	P	Total des recettes
C	0 → / 300 ↓	300	300	300	600
S	300	0 → / ↓ 300	300	300	600
Sous-total	600	600		600	
P	600	0	600	0	600
Total des dépenses	1 200	600		600	1 800 / 2 400

Figure 5

Cette lecture très particulière assurerait une égalité convenue entre total des recettes (extérieures) et total des dépenses « inter-industrielles » pour les cultivateurs et la classe stérile. Elle rendrait assez bien compte de certains passages des *Explications du Tableau.*

Si l'on revient par contre à une matrice plus classique, le déséquilibre emplois-ressources des cinq premières versions du Tableau est patent. En exprimant la valeur des flux en proportion du Revenu, on voit (figure 6) que le total des recettes est inférieur (de ½ X_p) au total des dépenses pour la classe productive, et que c'est l'inverse pour la classe stérile.

	C	P	S	
C	1/2 X_p	X_p : 1/2 X_p	1/2 X_p	3/2 X_p
P	X_p	0	0	X_p
S	1/2 X_p 1/2 X_p : X_p		1/2 X_p	3/2 X_p
	2 X_p	X_p	X_p	4 X_p

Figure 6

Plus généralement, un circuit bâti sur les hypothèses de Quesnay se traduirait par les flux globaux décrits dans la figure suivante (figure 7) :

[104] Nous reprenons ici les chiffres correspondant aux 2ème, 3ème et 4ème versions du *Tableau.*

	C	P	S	
C	$(1-d)A_{c\bar{c}}$	$A_{c\bar{c}}$: $a.X_p$	$c.A_{s\bar{s}}$	$A_{c\bar{c}} + (1-d)A_{c\bar{c}}$
P	$X_p = \alpha . A_{c\bar{c}}$	0	0	X_p
S	$d.A_{c\bar{c}}$	$b.X_p$: $A_{s\bar{s}}$	$(1-c).A_{s\bar{s}}$	$A_{s\bar{s}} - (1-c)A_{s\bar{s}}$
	$A_{c\bar{c}} - \alpha A_{c\bar{c}}$	X_p	$A_{s\bar{s}}$	

Figure 7

La comparaison des marges montre clairement que l'égalité des emplois et des ressources ne pourrait être respectée pour la classe productive et la classe stérile que sous les deux conditions suivantes :

$\boxed{\alpha = 1 - d}$ et $\boxed{c = 1}$

On retrouve tout simplement ici les conditions déduites des contraintes (1) et (3) qui, associées aux contraintes (4*) et (5*), donnent finalement :

$\delta = \alpha$ donc : $A_{cc} = A_{pc} = X_p$

et

$\gamma = 0$ donc : $A_{ss} = 0$

On peut dès lors résumer les différents cas dans un tableau croisant les contraintes de compatibilité (1*) et (3*) avec les contraintes que se donne Quesnay (4*) et (5*) (figure 8)[105].

	A Conformité aux hypothèses de Quesnay (4*) $\delta = 1 - d$ (5*) $\gamma = 1 - c$	B Cas général $\delta \neq 1 - d$ $\gamma \neq 1 - c$
I Système non compatible $\alpha \neq 1 - d$ $c < 1$	$\alpha \neq 1 - d = \delta$ $\gamma = 1 - c > 0$	/
II Système compatible (1*) $\alpha = 1 - d$ (3*) $c = 1$	$\alpha = \delta = 1 - d$ $\gamma = 0$	$\delta \neq \alpha = 1 - d$ $\gamma > 0$

Figure 8

[105] On n'y a pas fait figurer la contrainte (2*) : a + b = 1 satisfaite dans tous les cas présentés par Quesnay.

Il apparaît ainsi plus clairement :
- que les cinq premières versions (déséquilibrées) du Tableau relèvent du type I A ;
- que Quesnay parvient à équilibrer le *Tableau* de l'A.F.T.E. (système de type II A) au prix d'un doublement des intraconsommations de la classe productive ($A_{cc} = X_p$) et de la suppression de celles de la classe stérile ($A_{ss} = 0$).

On remarquera également que le système peut être compatible tout en ne respectant pas les hypothèses de Quesnay (cas II B), on aura dans ce cas :
- une intraconsommation de la classe productive différant de la reproduction nette ;
- une intraconsommation effective de la classe stérile.

En effet, dans ce cas général :
- toute somme reçue de l'extérieur par la classe productive se divise en deux :
  → une part est dépensée auprès de la classe stérile,
  → le reste est un surplus qui sera versé sous forme de rente.

  L'intraconsommation n'est qu'une dépense supplémentaire provisoire en ce sens qu'elle se traduira par un flux de recettes (réelles ou fictives) pour la même classe et d'un montant égal.

- toute somme reçue des autres classes par la classe stérile est entièrement dépensée auprès de la classe productive (c = 1), l'intraconsommation, là aussi, n'est qu'une parenthèse puisque dépenses et recettes se compensent. On a donc ici simultanément : c = 1 et $\gamma > 0$.

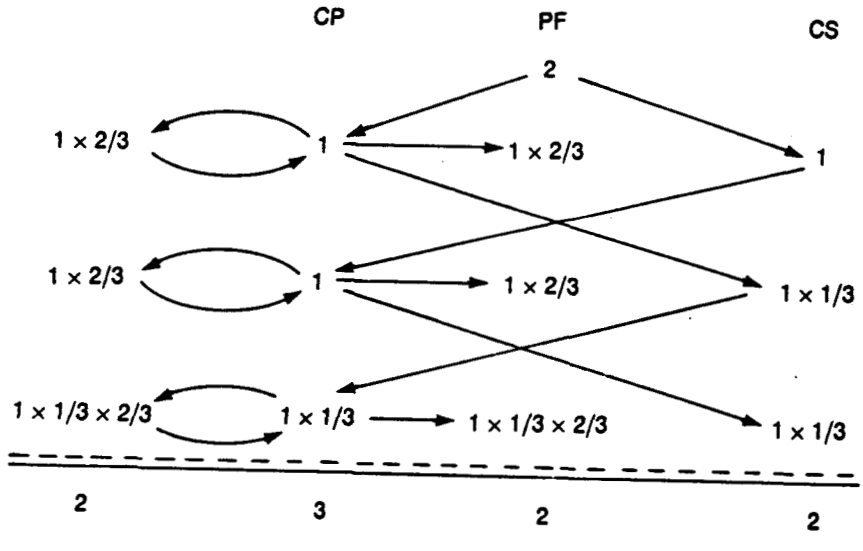


Figure 9

Reste à expliquer un fait surprenant : pourquoi Quesnay abandonne-t-il dans l'A.T.F.E. la présentation en zigzag, qui avait fait sa gloire quelques années auparavant, pour se contenter d'une version résumée bien moins spectaculaire ?

On en est réduit aux hypothèses : souhaite-t-il rendre moins voyante l'erreur des premières éditions - si tant est qu'il l'ait clairement perçue - ? N'est-ce pas surtout pour ne pas faire apparaître le profond bouleversement des coefficients de dépense découlant du bilan en équilibre – vraisemblablement obtenu au bout de bien des tâtonnements - par rapport aux valeurs retenues dans toutes les éditions précédentes ?

On aurait ici en effet, conformément au cas II A (outre : $a = b = ½$) :

$c = 1$, $\gamma = 0$, $d = ⅓$, $\alpha = \delta = 1 - d = ⅔$ (figure 9)

Plus grave encore, n'est-il pas choquant à ses yeux d'être contraint de renoncer au chiffre symbolique de 100 % de taux reproduction nette, nombre d'or des premières éditions du Tableau qui ne peut plus désormais être atteint (en effet, ici : $\alpha = 1 - d < 1$) ? On peut en être assuré dans la mesure où ce taux était dans tous les textes antérieurs de Quesnay caractéristique de la situation de référence en matière d'agriculture opulente : l'Angleterre[106]. Peut-être d'ailleurs est-ce pour le retrouver sous une autre forme qu'il fixe dans l'A.F.T.E. le montant des avances annuelles productive (K_c) à 2 milliards de livres ($= X_p$) ce qui assure une fois encore le résultat recherche ($\alpha' = X_p / K_c = 1$) alors que par la formule habituelle, le taux était inférieur ($\alpha = X_p / A_{c\bar{c}} = ⅔$)[107].

Il ne s'agit bien sûr ici que de conjectures, mais on peut s'étonner que tant de commentateurs prestigieux aient accordé si peu d'attention à ce surprenant passage du Tableau en zigzag au Tableau résumé comme symptôme d'une difficulté insurmontée.

3.5 Les retouches du *Tableau*

Une question vient immédiatement à l'esprit à l'issue des développements du point précédent : si telle était bien la lecture que faisait Quesnay de son propre système, qu'avait-il besoin de multiplier les variantes de son *Tableau*, ne pouvait-il s'en tenir à une version unique dans la mesure où elle était, à ses yeux, cohérente ?

De fait, une analyse détaillée de toutes les versions permet de mettre en évidence de notables différences non seulement entre les cinq versions initiales et l'A.F.T.E. - point sur lequel nous avons suffisamment insisté au paragraphe précédent - mais même entre les versions en zigzag pourtant bâties selon une architecture identique. C'est dire que, selon toute vraisemblance, Quesnay reste profondément insatisfait des premiers résultats obtenus et conscient, au moins confusément, du déséquilibre des premières éditions.

---

[106] Cf. *v.g.* l'article « Grains », INED, p. II-479, note 15.

[107] Dans les versions antérieures, les deux formules étaient interchangeables : comme on avait $A_{c\bar{c}} = X_p = K_c$ il était indifférent d'exprimer le taux de reproduction nette par rapport aux recettes extérieures ou par rapport aux avances : $\alpha = X_p / A_{c\bar{c}} = X_p / K_c$.

Ce ne peut plus être le cas ici où $A_{c\bar{c}}$ est nécessairement inférieur à X_p $\left(A_{c\bar{c}} = X_p \cdot \frac{1}{1-d} \right)$.

Les textes eux-mêmes laissent d'ailleurs transparaître ces hésitations : une notion aussi essentielle dans l'économie du *Tableau* que celle de *Reproduction Totale* évolue ainsi au fil des versions successives du total du produit net et des avances annuelles productives (1ère et 2ème versions) à ce total augmenté de l'intérêt des avances primitives des cultivateurs (3ème version) ou de l'intérêt des avances annuelles et primitives (4ème et 5ème versions), pour finir comme la somme des intraconsommations et des recettes extérieures de la classe productive (A.F.T.E.). Encore n'a-t-on rien dit d'un autre agrégat : la masse des « richesses qui se dépensent annuellement », dont la définition oscille entre la somme du revenu et de la moitié des avances productives consacrée aux salaires (trois premières versions) et la somme du revenu et de la totalité des avances productives et stériles (*Philosophie rurale*). Faut-il encore évoquer la « circulation entre les classes » chiffrée dans la *Philosophie rurale* au total de la reproduction et des achats et avances de la classe stérile ? Bref, on l'aura compris, ces notions ne sont ni clairement énoncées, ni bien conçues.

Mais Quesnay ne manque pas de ressources : ayant buté plus ou moins consciemment sur le problème de l'équilibre global de son circuit, il va chercher à l'atteindre par des voies détournées dans le bilan des recettes et des dépenses de chaque classe et tout d'abord dans celui de la classe productive[108].

Trois artifices sont successivement utilisés par Quesnay pour équilibrer ce compte dans les trois versions précédant l'A.F.T.E.

Dans l'édition de la fin de 1759 du *Tableau*, c'est l'introduction de la nourriture des bestiaux, en plus de l'intraconsommation des subsistances, dans la ventilation des utilisations de la production agricole et non dans le détail des dépenses[109] qui permet d'obtenir cet équilibre fictif. Ainsi pour un montant de 1 200 £ de productions (agricoles), « le Propriétaire du revenu en achète pour 300 £, il en passe pour 300 £ à la classe des dépenses stériles [...]. Enfin il y en a pour 300 £ qui sont consommées dans la classe des dépenses productives, par les hommes qui les font naître, et pour 300 £ employées pour la nourriture et entretien des bestiaux »[110].

Dans la version suivante, celle de l'*Ami des Hommes*, l'alimentation du bétail n'est plus jetée dans la balance, l'auteur prend même soin en note de l'exclure explicitement[111]. L'argumentation est ici plus confuse mais aussi plus subtile. L'auteur commence par laisser entendre que les 300 £ de subsistances consommées par les propriétaires peuvent être interprétées exactement comme si la moitié du Revenu était reçue sous forme de produits, puis il glisse subrepticement que le reste du produit, à l'issue du prélèvement des intra-

---

[108] Le cas de la classe stérile est traité de manière différente, nous en reparlerons à propos des avances.

[109] Pour la lecture en ligne de la matrice, on a ainsi : $\underline{300 + 300} + 300 + 300 = 1\,200$; A_{cc} ; A_{cp} A_{cs}

alors que la lecture en colonne donne : $300 + 600 + 300 = 1\,200 = 600 + 600$; A_{cc} A_{pc} A_{sc} ; K_c A_{pc}

[110] INED, pp. II-676-677.

[111] « La nourriture des bestiaux, quoique tirée des produits de la terre, n'entre pas ici en compte, puisque la vente des bestiaux forme elle-même une partie du revenu ». *L'Ami des Hommes*, 6ème Partie, p. 142, note a.

consommations (300 £) et des ventes aux stériles (300 £), est employé « à compléter le paiement du fermage au propriétaire »[112].

Tout se passe donc comme si, dans la ventilation des utilisations de la production agricole (donc pour la lecture en ligne seulement de la matrice) était ajoutée une nouvelle catégorie d'agents - sous-entendue par le texte - : un groupe d'intermédiaires, de blatiers, auxquels on vendrait un quart de la récolte pour pouvoir faire face au paiement de la partie monétaire de la rente[113]. Ce qui diffère évidemment de toutes les autres versions du Tableau où la moitié de la récolte est vendue pour faire face au paiement de la rente réglée en totalité en argent. Le flou de la distinction entre flux réels et monétaires et entre emplois et ressources de la classe productive atteint ici son comble.

Mais cette solution ne devait pas satisfaire Quesnay et c'est une autre tactique qu'il poursuit trois ans plus tard dans la *Philosophie rurale*. Achoppant une nouvelle fois sur l'équilibre des recettes et des dépenses, c'est maintenant par la reconstitution des avances qu'il cherche à faire l'appoint.

Ainsi, pour la dépense du produit total agricole, Quesnay ajoute-t-il au paiement du Revenu (X_p = 2 000 £) et aux dépenses des cultivateurs - égales aux avances annuelles - (A_{cc} + A_{sc} = K_c = 2 000 £), l'« intérêt des avances » de 1 000 £, somme conservée en « réserve qui est destinée à la réparation des avances primitives, au dédommagement des accidents auxquels les récoltes sont exposées . . . »[114]. Cette somme n'est donc pas dépensée dans le courant de l'année pour l'entretien des avances primitives, elle constitue une épargne de précaution qui ne circule pas.

De même, concernant la « circulation dans la classe stérile » de 3 000 £, un autre double compte apparaît puisque celle-ci comprend :

- 1 000 £ de rétribution dépensées par les stériles ;
- 1 000 £ d'avances « dépensées sur le propre fonds de cette même classe » (K_{s0}) ;
- 1 000 £ « qu'elle se restitue par épargne, et qu'elle emploie au rachat des matières premières qu'elle remplace successivement" (K_{s1})[115].

La première somme concerne ainsi l'achat de subsistances par les stériles, la seconde : la dépense en matières premières pour l'année courante, la troisième étant épargnée pour le rachat des matières premières de l'année suivante[116]. Le double compte est donc évident et il se greffe de plus sur une incohérence interne puisque, dans le *Tableau* lui-même, le flux d'achats des stériles aux cultivateurs s'élève à 1 000 £ seulement (et non 2 000 voire 3 000 £ comme le voudrait le raisonnement qui vient d'être évoqué).

---

[112] *Ibid.*, p. 142.

[113] La première ligne de la matrice aurait ainsi l'allure suivante :

	C	P	S	Intermédiaires	Total
C	300	300	300	300	1200

[114] *Philosophie rurale*, Chapitre VII. INED, p. II-698.

[115] *Ibidem.*

[116] Cf. *Ibid.*, p. 696 les explications confuses opposant « matières consommées » et « matières consommables », et la conclusion, où perce le subterfuge : « Ainsi les avances de la classe stérile présentent une double dépense : celle des matières qui s'y consomment annuellement et celles du rachat de pareilles matières qui le remplacent ».

Après avoir suivi Quesnay dans tous les détours de son raisonnement, une évidence s'impose : la profonde ambiguïté du statut des intraconsommations dans le *Tableau économique*. Un indice particulièrement révélateur en ce sens, que certains commentateurs ont remarqué sans toutefois en comprendre la portée, est l'absence de toute figuration des flux correspondants dans le zigzag et le *Tableau* résumé de l'A.F.T.E. Ces flux n'y apparaissent en effet qu'« en creux », à la faveur d'une différence entre recettes de la classe productive ou de la classe stérile et dépenses en « ouvrages » ou en « productions ».

Cette absence aux marges de toutes les versions du *Tableau*, n'a - est-il besoin de le préciser - rien à voir avec les nécessités de la mise en page, ou un souci de simplification[117], les deux « colonnes-fantômes » trahissant la difficulté de Quesnay à définir leur contenu, ce que confirme amplement l'examen des *Explications du Tableau* successives.

L'existence même des intraconsommations de la classe productive et de la classe stérile est certes clairement évoquée et ceci dès la première version : « les deux classes dépensent en partie sur elles-mêmes et en partie réciproquement l'une sur l'autre »[118]. Mais ce flux doit-il être assimilé aux salaires des ouvriers agricoles et stériles ? Quesnay semble à plusieurs reprises pencher pour cette solution, mais celle-ci ne serait parfaitement cohérente avec le reste du *Tableau* que si ces salaires étaient dépensés en totalité en produits de la même classe, or, difficile à soutenir concernant les manouvriers agricoles[119], cette hypothèse s'avère impraticable pour les ouvriers de la classe stérile. Ceci explique sans doute que l'auteur prenne le parti de négliger complètement les ouvriers de la classe stérile[120], et qu'il adopte une attitude fluctuante pour les intraconsommations/salaires de la classe productive suivant les aspects du calcul :

- envisagée comme dépense (lecture « en colonne ») la case A_{cc} correspond aux salaires et elle est comptabilisée dans toutes les versions du *Tableau* ;
- par contre, dans la lecture « en ligne », ce sont des intraconsommations qui y figurent et non plus des salaires, plus précisément, deux cas se présentent :
  - dans l'optique monétaire des recettes de la classe, les intraconsommations, considérées comme « pure dépense » sont négligées (v. *supra*) ;
  - dans l'optique réelle des utilisations du produit agricole, elles sont comptabilisées au même titre que le faste de subsistance des propriétaires fonciers et la consommation de subsistances et de matières premières des stériles (et, dans ce cas, plutôt deux fois qu'une, comme on vient de le voir).

Quesnay laisse donc, à travers ces différentes versions, des problèmes irrésolus, voire éludés, que masque la belle ordonnance du tableau de Phillips. Encore n'a-t-on rien dit d'une autre question - sans doute la plus délicate -, celle des avances et de leur circulation. C'est intentionnellement d'ailleurs que nous n'en n'avons pas traité ici, c'est-à-dire parmi les artifices destinés à équilibrer le *Tableau*, place où, trop souvent, on les a cavalièrement cantonnées. Les avances sont au contraire au cœur de la théorie quesnélienne et, en forçant à

---

[117] Comme le suggère notamment Boudeville, *op. cit.*, pp. 461-462.

[118] INED, p. II-667.

[119] Au détour d'un des laborieux états des dépenses dressés dans la *Philosophie rurale*, Quesnay suppose « moitié à la classe productive [...] et l'autre moitié à la classe stérile ». *Ibid.*, p. II-703.

[120] Même s'il utilise parfois le terme de « salaire » à propos de la dépense en subsistances de cette classe, ce qui ajoute encore à la confusion pour le lecteur moderne.

peine le trait, on pourrait dire que celle-ci est d'abord une théorie des avances c'est-à-dire, sans doute, la première théorie du capital[121].

3.6 La circulation des avances

Phillips se prévaut des résultats obtenus concernant la mise en évidence de la circularité des flux et l'équilibre statique atteint par le système quesnélien pour résoudre la question des avances annuelles ... en les éliminant. Quesnay, troublé selon lui par le problème de l'explication de l'origine de la monnaie qui démarre son procès, se tirerait d'affaire en considérant que la dépense d'une période résulte des revenus de la période précédente. D'où la conception des avances comme une rétention des recettes d'une période permettant de faire face aux dépenses de la période suivante. Et Phillips de conclure : « L'introduction dans le "*Tableau*" de tels décalages, n'est assurément pas une erreur, mais ils le rendent bien plus difficile à comprendre. [La matrice *input-output*] montre que l'économie de Quesnay pourrait être dépeinte plus aisément comme un flux circulaire, puisque chacune des industries a des recettes totales (production) égales à ses dépenses totales (achats). Les décalages ne sont pas nécessaires, chaque secteur dépensant simplement au cours de chaque période de revenu les recettes de la même période »[122].

Cette approche est couramment retenue dans les présentations modernes du *Tableau*, elle prend généralement la forme de ce qu'on pourrait appeler l'hypothèse de la « condensation » des transactions, pour reprendre la formule de Marx[123]. Ainsi en est-il par exemple pour Shigeto Tsuru[124] : tous les échanges sont supposés avoir lieu globalement en fin d'année, tous les facteurs de production étant ainsi en place dans chaque secteur, suivant les besoins, pour l'année de production qui s'ouvre[125].

La convergence apparente des commentateurs du *Tableau* sur ce point masque cependant une opposition entre deux interprétations alternatives :

- L'égalité globale des emplois et des ressources de chaque classe et l'hypothèse – généralement implicite - que les flux de recettes et de dépenses sont régulièrement répartis dans le temps - donc se compensent - rendant inutile la présence d'un fonds de roulement (les avances). Le déroulement réel des transactions est ainsi rigoureusement équivalent à la réalisation simultanée de tous les échanges en début d'année. On aura reconnu là, notamment, la position de Phillips.

---

[121] Même si Quesnay ne parvient pas à bâtir une théorie cohérente du profit, Cf. Meek : « The physiocratic concept of profit », *in* : Meek, *op. cit.*, [1963] pp. 297 *sq.*

[122] *Op. cit.*, p. 142 (nous soulignons). « Décalages » traduit ici l'expression anglaise « *leads and lags* ».

[123] Qui la fait sienne, semble-t-il, dans l'analyse du *Tableau* qu'il rédige pour l'*Anti-Dühring* de F. Engels, *op. cit.*, pp. 283-284.

[124] Dont Schumpeter recommande l'« excellente présentation » du *Tableau Économique* (V. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, Gallimard, 1983 [éd. anglaise, 1954], p. I-337, note 1).

[125] « It is imagined figuratively that exchanges take place *in a lump sum at the end of a year*, enabling the complete disposition of the goods produced during that year and at the same time placing all the factors of production in readiness where they are wanted as the new year begin ». Shigeto Tsuru « On reproduction schemes » (*in* : *The theory of capitalist development* de Paul Sweezy, New-York, Monthly Review Press, 1942, pp. 365-374).

• Le bilan fourni par le *Tableau* résumé ne fait que synthétiser l'« aspect-flux » de l'économie et doit être complété par l'« aspect-stock » : il n'y a pas fluidité parfaite et les contraintes de la production et de la réalisation du produit se traduisent par la nécessité des avances annuelles productives et stériles, c'est-à-dire d'un capital circulant. Telle est l'interprétation de Marx qui considère le *Tableau* comme un artifice de présentation des flux ne devant pas amener à négliger le déroulement concret du processus dans le temps. Marx voit d'ailleurs dans la mise en évidence du rôle des avances primitives et des avances annuelles un des titres de gloire de Quesnay, qu'Adam Smith ne ferait que généraliser sous les termes de capital fixe et de capital circulant[126].

C'est cette dernière approche qui nous semble la plus conforme, et de loin, à l'esprit et à la lettre même de l'œuvre de Quesnay. La lecture du *Tableau* en terme d'équilibre emplois-ressources a certes représenté une démarche extrêmement féconde pour l'analyse économique[127] en ce qu'elle mettait l'accent sur l'interdépendance fondamentale de tous les phénomènes économiques. Mais cette lecture nous semble très partielle : elle n'épuise pas toute la richesse des analyses de Quesnay et néglige en particulier le lien étroit entre sa théorie de la production, sa théorie de la circulation et sa théorie du capital. Schumpeter lui-même, qui saisit pourtant mal ce lien puisqu'il considère le *Tableau* comme une « pièce surajoutée » pouvant être détachée du reste de l'œuvre « étant peinte pour ainsi dire, sur une autre toile »[128], a néanmoins l'intuition d'une supériorité du *Tableau* - malgré le caractère selon lui « primitif » de la méthode - par rapport au système d'équations simultanées dans la mesure où il permet la mise en évidence de séquences de flux[129].

Tel est bien en effet le sens profond de la structure des *Tableaux* en zigzag, même si Quesnay ne parvint jamais à intégrer valablement dans ce modèle la circulation des avances. Ceci peut sembler paradoxal dans la mesure où le *Tableau* se donne pour une succession dans le temps de flux de recettes et de dépenses et où les avances pourraient donc parfaitement être considérées comme une recette particulière (engagement des avances du « fermier banquier » auprès du « fermier exploitant » - réunis dans la même personne -) suivie d'une dépense particulière (« reprise » des avances). Quesnay semble d'ailleurs, dans certains passages, pencher pour cette interprétation[130] et il l'adopte même explicitement pour les reprises des avances annuelles stériles[131]. Mais les avances n'apparaissent jamais, dans les cinq premières versions, comme injectées dans le circuit, elles restent inexplicablement en marge du zigzag.

Le paradoxe n'est qu'apparent si l'on veut bien voir que l'origine des difficultés de Quesnay sur ce point est à rechercher dans la véritable nature du *Tableau*. Celui-ci ne constitue pas en effet, comme on semble le croire trop souvent, un calendrier des flux. La preuve en est que rien ne justifierait par exemple la dépense immédiate et totale du Revenu

---

[126] Cf. Marx, *op. cit.*, [1974], p. I-399 ; Marx , *op. cit.*, [1953], pp. IV-175-176, V-15-17.

[127] On sait tout ce que lui doivent, notamment, Leontief (v. *supra*) et Marx pour ses schémas de reproduction (cf. Lettre de Marx à Engels du 6 Juillet 1863, *in* : Marx-Engels *op. cit.*, [1964], pp. 139 *sq.*).

[128] Joseph Schumpeter, *op. cit.* [1983], p. I-336.

[129] *Ibid.*, p. I-342.

[130] Ainsi dans la *Philosophie rurale*, à propos des avances stériles : « fonds que cette classe remplace continuellement ; elle ne fait, pour ainsi dire, que se le prêter et se le repayer annuellement à elle-même, en le reprenant chaque année sur les 2 000 £ qu'elle reçoit et dont elle ne dépense que 1 000 £ qui sont sa rétribution », INED, p. II-698.

[131] Nouvel exemple de lecture « en colonne seulement » d'un flux, qui ne correspond pas ainsi, à ses yeux, à une recette pour la classe. Ceci, là encore, pour les besoins de l'équilibrage du bilan de la classe stérile.

des propriétaires, dès sa perception, auprès de la classe productive et de la classe stérile. C'est dans la mesure, justement, où les recettes se font attendre que les avances annuelles s'avèrent indispensables.

Ce dernier aspect est parfaitement clair chez Quesnay, à tel point même qu'il propose à ce sujet une évaluation différenciée des besoins de chaque classe :

- C'est pour la classe productive que les besoins de fonds de roulement sont les plus élevés, elle subit en effet la contrainte du cycle naturel d'un an entre deux récoltes, donc entre deux rentrées d'argent, et doit entre-temps faire face à de nombreuses dépenses : salaires, achats d'« ouvrages » à la classe stérile[132]. De plus, comme il le note dans l'article « Fermiers » de l'*Encyclopédie*, « l'agriculture n'a pas, comme le commerce, une ressource dans le crédit »[133].
- Les besoins de la classe stérile sont par contre plus limités, au moins pour les marchands : « les fonds des commerçants revenant promptement dans leurs mains, par le débit de leurs marchandises, les remettent promptement en état d'acquérir les emprunts passagers qu'ils ont besoin de faire pour des paiements et pour des achats, dans des temps où le courant de leur commerce ne peut y pourvoir »[134]. D'où une évaluation plus faible pour les stériles du besoin de trésorerie (la moitié des avances productives)[135].

On peut voir sans doute comme une confirmation de l'incompatibilité du zigzag avec la circulation des avances le fait que leur intégration au *Tableau* ne soit tentée par Quesnay qu'à l'occasion de la dernière version (celle de l'A.F.T.E.), c'est-à-dire à la faveur de l'abandon du zigzag.

Tentative délicate pour Quesnay, comme le prouve l'examen détaillé des quatre versions du *Tableau* données dans le texte[136], car il ne parvient pas - du fait de sa conception de l'intraconsommation comme pure dépense - à mener de front l'exposé de la circulation des avances et celui de la production du Revenu.

Compte tenu du « déficit » ainsi creusé, Quesnay est prisonnier d'une alternative :

- soit il fait apparaître la reproduction du Revenu et, ne pouvant prélever les reprises des avances annuelles productives, il se voit contraint à la plus grande discrétion sur la dépense de ces avances annuelles (versions 1 et 3) ;
- soit c'est la dépense des avances annuelles productives qui apparaît, ce qui l'oblige à faire figurer les reprises et lui interdit de représenter le flux du produit net (2ème et 4ème versions).

---

[132] D'où la règle posée dans les 5 premières versions du Tableau : $K_c = A_{cc} + A_{sc}$

[133] INED, p. II-447 ; voir aussi « Dialogue entre M.H. et M.N. (sur le commerce) », *ibid.*, p. II-851, note 6.

[134] « Observations sur l'intérêt de l'argent », *ibid.*, p. II-766.

[135] On évitera donc de confondre (même si les formulations de Quesnay sont parfois équivoques, cf. Schumpeter, *op. cit.* [1983], p. I - 332-334) sous le terme *avances* le total des dépenses réalisées par une classe tout au long du cycle annuel et les besoins de trésorerie générés par ces dépenses compte tenu du rythme d'écoulement du produit (et donc de la rentrée des recettes). C'est bien sûr cette deuxième interprétation qui correspond à la notion quesnélienne d'avances : ainsi dans l'A.F.T.E., les avances stériles sont évaluées à 1 milliard (alors que les dépenses sont de 2 milliards).

[136] S'il n'y a en effet qu'un seul *Tableau* figuré : la « *Formule du Tableau économique* » (Lutfalla [1969] p. 58), il est précédé dans le texte de l'A.F.T.E. de trois versions exposées de manière sensiblement différente (v. pp. 47-49, 51-62 et 55-56, *ibidem*).

Une « Formule du *Tableau économique* » corrigée fera mieux comprendre le problème (figure 10).

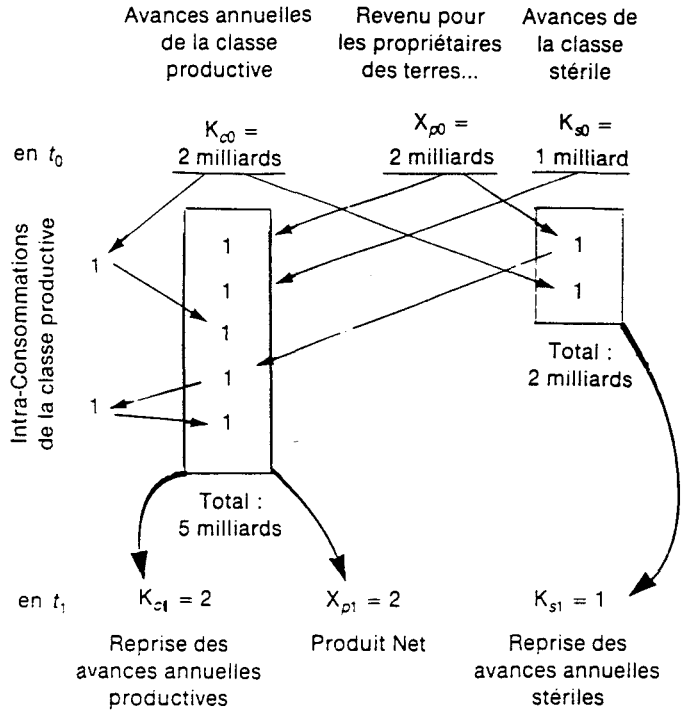


Figure 10

On voit qu'en réintégrant les recettes des intraconsommations, il est possible de faire apparaître à la fois la dépense et la reprise des avances, la consommation et la reproduction du Revenu.

Quoiqu'il en soit, le fait que Quesnay, malgré toutes les difficultés que l'on vient d'évoquer, ait tenu envers et contre tout à faire figurer les avances dans ses *Tableaux*, prouve à l'évidence que celles-ci jouaient un rôle central dans son système. La thèse des avances comme simple procédé d'équilibrage factice des flux entre classes ne résiste pas à l'examen.

Une ébauche de théorie du capital peut en effet être lue en filigrane du *Tableau*, peut-être même faut-il y voir la source d'inspiration où puisera Smith. Ce n'est pas le lieu ici d'engager le débat sur la proximité de Quesnay et de Smith, la parenté en tout cas - ne fut-ce que sur ce point - existe. Mort deux ans avant la parution de la *Richesse des Nations* Quesnay n'a pu en être le dédicataire, au moins ses idées ne disparaissaient-elles pas avec lui.

Il serait vain de prétendre conclure une recherche qui ne prendra son sens que mise en rapport avec l'étude des autres aspects de l'œuvre que nous n'avons que très partiellement entreprise. La théorie quesnélienne de la valeur, de la monnaie, de l'impôt, du commerce international ne sont pas en effet des pièces rapportées sur la trame du *Tableau*, pas plus que le *Tableau* ne serait une entité se suffisant à elle-même, « peinte sur une autre toile ».

Faute de pouvoir embrasser l'ensemble du système quesnélien, notre objectif était ici nécessairement limité : fournir, sur la base d'une méthode inutilisée jusqu'à présent - l'étude détaillée de la difficile genèse du Tableau -, une grille de lecture permettant de comprendre la cohérence de la démarche de l'auteur à travers l'ensemble de ses variantes. Une solution s'en est dégagée qui rend bien compte, selon nous, de la succession des versions et en particulier du passage des « *Tableaux en zigzag* » au « *Tableau résumé* ». Elle est fondée sur l'élucidation du statut des intraconsommations et du rôle des avances.

La plupart des commentateurs ont certes buté, tout comme Quesnay lui-même, sur ces deux problèmes, mais sans y apporter plus de lumières que lui puisqu'ils faisaient disparaître soit l'une, soit l'autre de ces questions ou du moins les minimisaient.

Pour nous, au contraire, les « erreurs » de Quesnay et les tentatives de correction au fil des versions successives du *Tableau* constituent une piste essentielle pour la reconstitution du système quesnélien ici proposée. On aura garde cependant d'en faire une formule mécaniste qui en arriverait à masquer toutes le subtilités de l'œuvre partiellement évoquées dans la troisième partie de ce chapitre.

À vrai dire, la principale difficulté d'une telle recherche est de devoir appliquer les cadres d'analyse et la langue de la science économique moderne à un auteur n'ayant à sa disposition que des instruments encore relativement frustes et une terminologie d'autant moins établie que, pour l'essentiel, c'est lui qui l'inventait. De plus, tributaire de son environnement intellectuel, Quesnay manifeste dans son œuvre à la fois l'impérieuse volonté de libération de l'entendement que représentent les Lumières, et les contradictions qu'elles recèlent. Puisque les « ombres » du Tableau mettent en relief son contenu, la méthode appropriée ne consiste pas à les supprimer pour donner au Tableau les clartés d'un modèle, elle peut par contre viser à en préciser les contours.

* * *
*

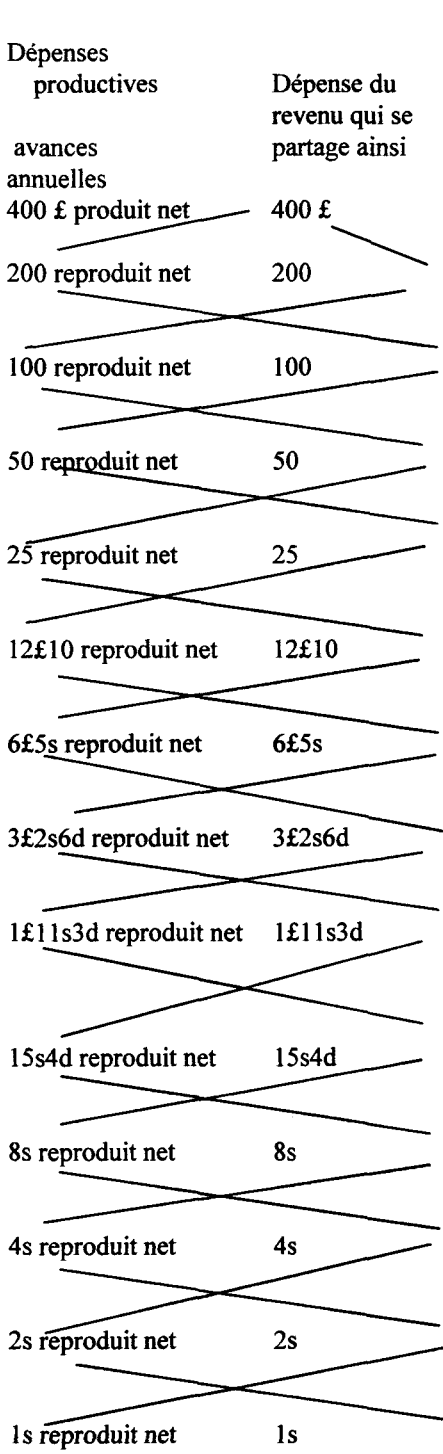
Annexes du Chapitre III

Annexe III.1

Transcription de la première version, manuscrite, du Tableau Œconomique [déc. 1758 ?], INED, 1958, p. II-672bis

TABLEAU ŒCONOMIQUE

Fournies par l'Agriculture , prairies, pâtures, forêts, etc. en grains, boissons, viande, bois, bestiaux, matières premières des marchandises de main-d'œuvre, etc. Débit réciproque d'une classe de dépense à l'autre qui distribue le revenu de 400 £ de part et d'autre ce qui donne 200 £ de chaque côté outre les avances qui sont conservées. Et le propriétaire qui dépense les 400 £ de revenu en tire sa subsistance, les 200 £ distribuées à chaque classe de dépense peuvent y nourrir un homme dans l'une et dans l'autre; ainsi 400 £ de revenu peuvent faire subsister trois hommes chefs de famille. Sur ce pied 400 millions de revenu peuvent faire subsister 3 millions de familles estimées à trois personnes hors de bas âge par famille. Les frais de la classe des dépenses productives qui renaissent aussi chaque année et dont environ la moitié est en salaires pour le travail d'hommes ajoutent 200 millions qui peuvent faire subsister encore 1 million de chefs de famille à 200 livres chacun. Ainsi ces 600 millions qui naîtraient annuellement des biens fonds pourraient faire subsister 12 millions de personnes conformément à cet ordre de la circulation et de la distribution des revenus annuels



En marchandises de main d'œuvre, logements, impôts, intérêts d'argent, domestiques, frais de commerce, denrées étrangères, etc. Débit réciproque d'une classe de dépense à l'autre qui distribue le revenu de 400 £ Les deux classes dépensent en partie sur elles-mêmes et en partie réciproquement l'une sur l'autre.

La circulation porte 400 £ à cette colonne sur quoi il faut retirer les 200 £ des avances annuelles, reste 200 £ pour la dépense

L'impôt qui est rapporté à cette classe de dépense est fourni par le revenu et par la classe des dépenses reproductives, et vient se perdre dans celle-ci, à la réserve de ce qui est reporté à la classe reproductive, où il renaît dans le même ordre que le revenu qui se distribue à cette même classe, mais toujours est-il levé au préjudice du revenu des propriétaires ou des avances des cultivateurs, ou de l'épargne sur la consommation. Dans les deux derniers cas, il est destructif parce qu'il diminue d'autant la reproduction. Il en est de même de ce qu'il en passe à l'étranger sans retour, et de ce qui en est arrêté par les fortunes pécuniaires des traitants chargés de la perception et des dépenses.

Revenu total 400£ reproduit avec les frais d'agriculture de 400 £

Annexe III . 2

Les six versions principales du *Tableau économique*, Tableau synoptique

Abbréviations :

£ = livres
M £ = millions de livres

IA_i = intérêt des avances de la classe i
IAA_i = intérêt des avances annuelles de la classe i
IAP_i = intérêt des avances primitives de la classe i

ICS ou intraconsom. = intraconsommations

CP = classe productive (cultivateurs)
PF = classe des propriétaires fonciers
CS = classe stérile

i = indice de classe, avec :
c = indice des Cultivateurs
p = indice des Propriétaires
s = indice des Stériles

X_c = revenu des cultivateurs
X_p = revenu des propriétaires
X_s = revenu des stériles

A_{ij} = vente d'un « produit » de la classe i à la classe j

$A_{c\bar{c}}$ = vente des cultivateurs à toutes les autres classes

$A_{s\bar{s}}$ = vente des stériles à toutes les autres classes

K_i = avances annuelles de la classe i

ouvrages de m. d'œuvre = ouvrages de main d'œuvre

m.p. = mat. $1^{ères}$ = matières premières

Tableau synoptique des six versions du *Tableau économique* (Versions 1 à 3)

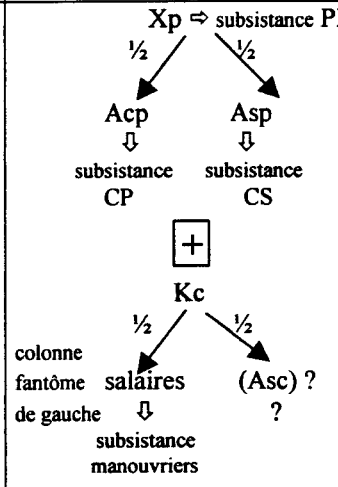
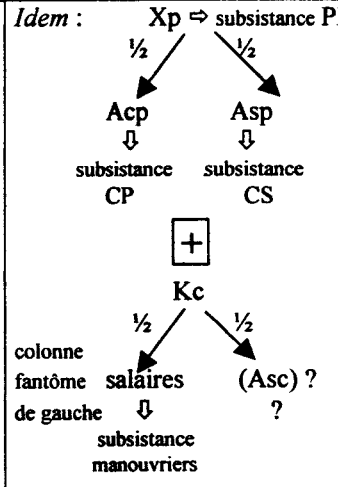
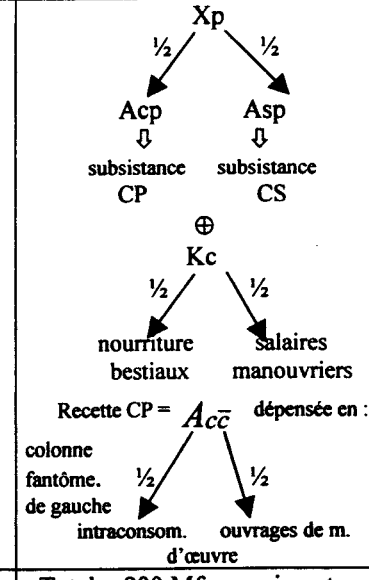
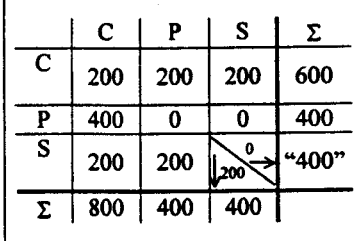
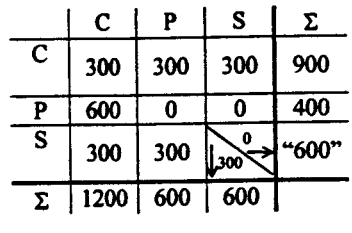
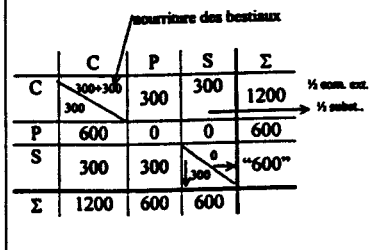
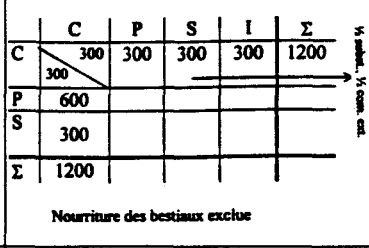
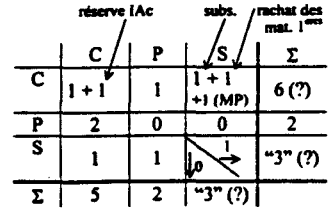
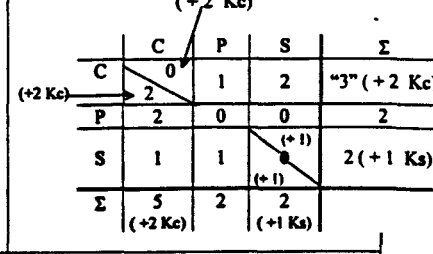
Version	1ère Version manuscrite (décembre 1758 ?)	2ème Version = 1ère édition imprimée (début 1759)	3ème Version = 2ème édition imprimée (1759)
Base	Xp = Kc = 400 (£ ou M£) Ks = ½ Xp = 200 Kc = Acc + Asc	Xp = Kc = 600 (£ ou M£) Ks = ½ Xp = 300 Kc = Acc + Asc	comme en n° 2 (hors impôt) Xp = Kc = 600 (£ ou M£) Ks = ½ Xp = 300 Kc = Acc + Asc
Distribution initiale		*Idem* : 	
Total	Total = 600 M£ qui naissent Xp = ½ Kc des biens-fonds	Total = 900 M£	Total = 900 M£ renaissent Xp = ½ Kc annuellement des biens-fonds
Reste	$As\bar{s} - Ks$ = reste **200 £** pour la **dépense** ⇒ colonne fantôme de droite = reconstitution des avances et non intraconsom.	$As\bar{s} - Ks$ = reste **300 £** pour le **salaire** ⇒ colonne fantôme de droite = reconstitution des avances et non intraconsom.	• Ks utilisé pour achats de matières 1ères & subsistances • $As\bar{s} - Ks$ = reste **300 £** pour le **salaire** • Recette CS = $As\bar{s}$ dépensée en ½ matières 1ères & subsistances ½ partagée pour entretien et restitution **avances**
Reprod. totale	Reproduction totale : Xp + Kc = **800**	Reproduction totale : Xp + Kc = **1 200**	Reproduction totale : Xp + Kc + IAPc = **1 500**
Tableau			
Intraconsom. (ICS)	ICS évoquée, non chiffrée : « les 2 classes dépensent en partie sur elles-mêmes . . . »	ICS évoquée, non chiffrée : « les 2 classes dépensent en partie sur elles-mêmes . . . »	Intraconsommation chiffrée pour la classe productive seulement (v. *supra*)
Impôt	Impôt rapporté à la **classe stérile** : est dans la liste des dépenses stériles	Impôt rapporté aux **propriétaires fonciers** : ne figure plus dans la liste des dépenses stériles	L'Impôt relève des **propriétaires fonciers**

Tableau synoptique des six versions du *Tableau économique* (Versions 4 à 6)

Version	4ème Version l'*Ami des hommes* (1760)	5ème Version *Philosophie rurale* (1763)	6ème Version A.F.T.E. (1766)
Base	hors impôt : comme en # 2 Xp = Kc = 600 (1050 avec impôt) Ks = ½ Xp =300(525 avec impôt) Kc = Acc + Asc	**impôt compris :** Xp = Kc = **2** (M£ ou G£) Ks = ½ Xp = **1** Kc = Acc + Asc	**impôt compris :** Xp = Kc = **2** (G£) Ks = ½ Xp = **1** Kc = Acc = **2**
Distri-bution initiale	Xp ⇨ subsistance PF ½ ½ Acp ⇩ subsistance CP Acs ⇩ subsistance CS ⊕ Kc ½ ½ nourriture bestiaux salaires manouvriers Recette CP = $A_{c\bar{c}}$ = Kc restitution col.fantôme de gauche ½ ½ intraconsom. ouvrages de m. d'œuvre	$A_{c\bar{c}}$ colonne fantôme de gauche ½ ½ intraconsom. ou IAc ?	$A_{c\bar{c}}$ colonne fantôme de gauche ½ ½ intraconsom. = **2**
Total	∅	Richesses consommées annuellement : Kc + Xp + Ks = 5000 £ + rachat des mat 1ères = 6000 £	Total = 900 M£ renaissent annuellement Xp = ½ Kc des biens-fonds
Reste	• Ks utilisé pour achats de matières 1ères & subsistances • $A_{s\bar{s}} - K_s$ = reste **300 £** pour le **salaire** • Recette CS = $A_{s\bar{s}}$ dépensée en ½ mat. 1ères, subsist **commerce ext.** partagée ½ pour entretien et restitution avances	• ? • ? • $A_{s\bar{s}}$ 1 mat. prem. & 1 subsist ? 1 restitution avances ou rachat des mat 1ères	• ? • ? • $A_{s\bar{s}}$ ½ 1 subsistances ½ 1 mat. 1ères
Reprod. totale	Reprod. totale : Xp + Kc + IAAc + IAPc = **1 545**	Reprod. totale (pas de Ks) : Xp +Kc + IAAc + IAPc = **5 000**	Repr. totale : $A_{cc} + A_{c\bar{c}} = 5$
Tableau	 	 	
Intra-consom. (ICS)	Intraconsommation chiffrée pour la classe productive seulement (v. *supra*)	?	Intraconsommation chiffrée pour la classe productive à 2 G£, nulle pour la classe stérile
Impôt	L'Impôt relève des **propriétaires fonciers**	L'Impôt relève des **propriétaires fonciers**	L'Impôt relève des **propriétaires fonciers**

Notes complémentaires sur le tableau synoptique :

- Version 1

La première ligne et la première colonne pourraient aussi être lues comme suit :

½ Kc (salaires)

	C	P	S	Σ
C	200+200 / 200	(~~200~~)	200	600
P	400			
S	200			
Σ	800			

- Version 3

« salaire » de la classe stérile = Asc

Ks = Asp (= ½ Xp)

Avances primitives des cultivateurs : APc = 3 milliards

Avances primitives des stériles : APs = 3 milliards = 2 milliards + 1 milliard
machines, moulins . . . « pécule »

Les intérêt des avances primitives des stériles (IAPs)ne sont pas mentionnés

- Version 4

Asp ⇒ remplacement de Ks Asc ⇒ paiement des salaires

- Version 5

Ks ⇒ Acs ⇒ IAc
(en partie)

Circulation entre les classes :

Kp	2 000	
Dépense	2 000	
IAc (réserve)	1 000	
Reproduction totale	*5 000*	*sous-total*
rétribution	1 000	
avances dépensées	1 000	
avances restituées	1 000	
Circulation dans la classe stérile	*3 000*	*sous-total*
Circulation entre les classes :	***8 000***	*Total général*

* * *
*

Chapitre 4

Le *Bon prix* sans la *Cherté* :
La « quadrature du cercle des prix »

« ***PRIX***, subst. masc. (Droit naturel & civil) *quantité morale ou mesure commune, à la faveur de laquelle on peut comparer ensemble, & réduire à une juste égalité, non-seulement les choses extérieures, mais encore les actions qui entrent en commerce, & que l'on ne veut pas faire gratuitement pour autrui* [...] », Jaucourt, *Encyclopédie*, t. XIII.

Léon Walras, on l'oublie souvent, reconnaît explicitement la dette de l'économie pure à l'égard de Quesnay. Il conclut par exemple son *Examen critique de la doctrine des physiocrates*, par un éloge appuyé des physiocrates : qu'on ait eu à leur reprocher bien des imperfections « n'empêche pas, cependant, qu'ils aient été non seulement la première mais *la seule école d'économistes qui, en France, aient eu une économie politique pure originale*, et aussi qu'au milieu de leurs erreurs apparaissent des vues d'une profondeur et d'une justesse extraordinaires dont deux subsisteront : l'une comme base de l'économie sociale, savoir que l'État doit vivre sur le prix de la rente foncière ; et l'autre comme base de l'économie politique appliquée, savoir que la libre concurrence est, sauf exceptions motivées, la règle générale et supérieure de la production de la richesse »[1].

Dans sa critique, Walras insiste en particulier sur le fait que l'un des « très graves défauts » de cette doctrine, « c'est qu'en réalité elle ne fournit nulle part *aucune théorie des prix* soit des produits soit des services »[2], et il précise :

« Ni Quesnay ni ses disciples n'expliquent comment se déterminent les reprises
« des classes productive et stérile et le produit net constituant le revenu des propriétaires
« Cette détermination reste, dans le *Tableau économique*, tout à fait arbitraire. C'est à tort
« que l'on a reproché aux physiocrates l'emploi de nombres concrets pour rendre leur théorie

[1] Léon Walras, *Abrégé des éléments d'économie politique pure*, 33ème leçon, Paris, éd. L.G.D.J., 1953 [1874], p. 327 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[2] *Ibid.*, p. 327 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

« plus sensible. Il est certain, cependant, qu'ils ont confondu les quantités qu'ils étaient « libres de choisir arbitrairement et celles qu'ils étaient tenus de déduire des premières, en un « mot, les données et les inconnues du problème. Le *Tableau économique* ne contient de « théorie de la détermination ni du fermage, ni du salaire, ni de l'intérêt. Dans un travail « complet, il y aurait lieu [...] de se demander notamment si le produit net est ou non l'intérêt « des avances foncières »[3].

Il serait certes vain de chercher dans les textes de Quesnay, même en filigrane, une préfiguration des théories économiques tentant de rendre compte de l'interdépendance des marchés et des agents économiques. Il serait vain, *a fortiori*, d'y déceler une vision, même fugace, de la notion d'équilibre général[4]. Mais de là à prétendre, comme le fait Walras et comme le feront de nombreux auteurs après lui, que pour les physiocrates « l'idée de richesses est essentiellement liée à celle de matérialité »[5], c'est méconnaître complètement un versant essentiel de l'œuvre de Quesnay, celui qui apparaît en particulier dans les articles rédigés pour l'*Encyclopédie*[6].

On peut trouver dans ces écrits de multiples preuves de l'importance que Quesnay confère aux prix dans son système. Ne voir dans ce dernier qu'un modèle *en nature* c'est, dans la perspective ici adoptée, s'interdire de comprendre la quasi-totalité des descriptions quesnéliennes des rapports économiques entre les classes. Que cette tentative d'explication de la formation des prix, que nous évoquerons au long de ce chapitre, soit en grande partie un échec est un autre problème.

Il ne suffit pas en effet pour Quesnay de décrire les mécanismes de création du produit net physique, encore faut-il s'assurer qu'au stade de la vente, le jeu des prix n'aboutisse à un véritable détournement des richesses créées au profit d'activités stériles voire parasitaires, ce qui compromettrait la reproduction et, *a fortiori*, le développement du système.

De ce point de vue, l'objectif essentiel est pour lui d'assurer le *bon prix* des subsistances et de combattre les thèses qui, sous couvert de favoriser la consommation du peuple, aboutissent en fait à une situation de « non-valeur » des grains dont les conséquences sont funestes pour le royaume. « Des richesses pécuniaires en non-valeur sont des preuves manifestes de quelques vices du gouvernement, de l'oppression et de la décadence d'une nation »[7].

---

[3] *Ibidem*. Walras poursuit : « Il y aurait lieu également de critiquer l'idée que les physiocrates se faisaient du fonds de roulement dans les classes productive et stérile, ainsi que de la circulation de la richesse et du rôle de la monnaie ».

[4] Il faudra en fait attendre Achylle-Nicolas Isnard et Joseph Lang pour qu'apparaisse véritablement une tentative de formalisation des phénomènes d'interdépendance des marchés.

[5] *Ibid.*, p. 325.

[6] Il est possible cependant – ce qui pourrait expliquer son attitude - que Léon Walras n'ait pas connu ces articles. Il n'en fait pas mention en tout cas dans ce chapitre.

[7] F. Quesnay, Article « Hommes », éd. Hecht, p. II - 512.

Il est vrai que la détermination du « bon niveau » des prix pose à l'auteur un problème redoutable, tellement redoutable même que nous avons choisi[8] de sous-titrer le présent chapitre *la « quadrature du cercle » des prix*, en manière de boutade mais aussi de rappel des vains efforts déployés par Quesnay à la fin de sa vie[9] pour résoudre cette *vexata quaestio* de l'ancienne géométrie.

Quesnay n'a bien-sûr jamais utilisé lui-même cette métaphore. Il aurait d'ailleurs été peu enclin à assimiler les niveaux de difficulté des deux problèmes car il ne faisait pas montre en mathématiques des mêmes prudences qu'en matière de police des prix, domaine où il mesurait parfaitement la difficulté de l'entreprise consistant à assurer conjointement :

→ d'abord et avant tout, que les *denrées agricoles* obtiennent un *bon prix* assurant la reproduction du revenu des fermiers et des propriétaires et le renouvellement des avances,

→ qu'au contraire, pour les *marchandises de main d'œuvre*, le prix ne dépasse pas le strict montant des *frais*, c'est à dire des coûts de production. Qu'en particulier, il ne soit pas grevé par des frais financiers et commerciaux qui gonfleraient ce prix et en feraient indirectement un fardeau insupportable pour les fermiers, contraints d'acheter ces biens artisanaux ou manufacturés.

→ qu'accessoirement le prix des denrées agricoles n'atteigne pas une « excessive cherté », c'est à dire un prix « onéreux pour le peuple » et interdisant donc un bon débit du produit,

→ qu'enfin le prix des marchandises de main d'œuvre assure malgré tout aux artisans un revenu suffisant pour qu'ils puissent poursuivre une tâche finalement utile, celle d'auxiliaires de la production agricole.

Pour résoudre ce que nous appellerons donc désormais cette *quadrature* deux stratégies sont développées par Quesnay :

- une stratégie d'économiste : la construction d'exemples supposés démonstratifs des bienfaits de sa théorie et aboutissant à une formulation nouvelle des relations entre quantités produites et prix,
- une stratégie d'administrateur : la définition d'une politique économique résolument tournée vers la croissance de la consommation, obtenue par la généralisation de la « *bonne culture* », une *grande distribution des revenus* à l'intérieur du royaume, et par la *libéralisation des échanges*.

Bref, on ne peut, selon nous, comprendre le système quesnélien qu'en combinant, comme l'a fait l'auteur lui-même, l'approche réelle et l'analyse des marchés comme lieu de détermination des prix et de formation des revenus : « Sans la jouissance et la consommation, les productions seraient des biens inutiles. C'est la consommation qui les rend commerçables et qui en soutient le prix ; c'est le bon prix et la quantité des productions qui forment les revenus ou les richesses annuelles de chaque nation »[10].

---

[8] Si l'on nous autorise à filer cette métaphore mathématique.

[9] V. *Supra*, chapitre 2. Cf. F. Quesnay, *Recherches philosophiques sur l'évidence des vérités géométriques, avec un projet de nouveaux éléments de géométrie*, Amsterdam & Paris, Knapen & Delaguette, 1773.

[10] Début de l'article « Hommes» , éd. Hecht, p. II - 511.

Première Partie

De la productivité à la rentabilité : *bonne culture* et *bon prix.*

Avant même que ne soit exposés et disposés dans le *Tableau Économique* les combinaisons des circuits d'avances, de revenus et de dépenses, Quesnay ébauche une véritable *théorie des prix* dans les articles (ou dans les projets d'articles) de l'*Encyclopédie*. Ceux-ci permettent déjà de découvrir, en filigrane, les grandes lignes d'un système explicatif très subtil des relations entre *productivité* et *rentabilité* dont le bon fonctionnement garantit la pérennité du système et où le niveau des différents prix joue un rôle essentiel.

Cet aspect de l'œuvre de Quesnay a été souvent négligé par les commentateurs qui ont voulu voir dans le *Tableau Économique* un simple modèle de création d'un surplus physique en blé. C'était, convenons-en, reprendre certaines formulations des physiocrates eux-mêmes, mais c'était surtout prendre au pied de la lettre les formulations les plus frustes, destinées avant tout à la « propagande » de la *Secte* et qui, à ce titre, faisaient passer le pouvoir de conviction - l'image de la « productivité » de l'épi par exemple - avant la pertinence de la démonstration.

Or, sans qu'on puisse en être aussi sûr pour tous ses disciples[11], Quesnay n'a, quant à lui jamais confondu fécondité du sol et rentabilité de l'activité agricole, la première n'est qu'une condition de la seconde et seul le bon fonctionnement du mécanisme des prix permet de passer d'un produit virtuel à un produit net *réalisé*. Rien de « naturaliste » ici, mais au contraire un mécanisme – social - de *valorisation* du surplus sous forme de produit net exprimé en monnaie, comme différence entre le « prix commun du vendeur » (le prix de marché) et le « prix fondamental » (le coût de production).

La généralisation de la grande culture est certes indispensable selon Quesnay pour faire parvenir la nation à l'opulence, nous examinerons cet objectif en premier lieu. Mais, dans la situation actuelle, les années d'abondance tournent au préjudice du fermier, thèse que nous rappellerons dans un deuxième paragraphe. Encore faut-il donc prouver - ce sera le dernier point de cette section - qu'en situation de bonne culture, productivité et rentabilité peuvent aller de pair.

---

[11] En réalité, les écrits de nombre des épigones du fondateur de la physiocratie ont contribué à nourrir la légende d'une conception purement matérielle de la productivité chez Quesnay. Le plus explicite est sans doute le physiocrate italien Ferdinando Paoletti, évoqué dans le chapitre précédent. Marx, qui cite Paoletti dans les *Théories sur la plus-value*, y voit une claire illustration d'un des aspects du mode de pensée physiocratique : « la confusion de la valeur avec la matière ou, plus exactement, son assimilation à la matière» (*op. cit.*, tome 1, pp. 49-50). Mais Marx prenait la peine de distinguer les thèses des différents physiocrates, ce que ne feront pas toujours les commentateurs ultérieurs qui présenteront souvent la Secte comme un groupe parfaitement uni sur le plan de la doctrine.

4.1 - L'*opulence* par la généralisation de la *bonne culture.*

4.1.1 - Les intérêts en présence.

Quels que soient les oripeaux sous lesquels ils les déguisent, les *intérêts particuliers* des négociants sont décidément en contradiction avec l'intérêt général de la nation ; sans doute Quesnay n'a-t-il pas grand mal à en convaincre la plupart de ses lecteurs, ceux en tout cas qui ne relèvent pas de la boutique ou de la finance. Mais qu'en est-il des intérêts des propriétaires et des exploitants agricoles, le *bon prix* n'est-il pas une charge pour le peuple ? La thèse de Quesnay sur ce point est audacieuse dans sa simplicité : « la non-valeur avec l'abondance n'est point richesse. La cherté avec pénurie est misère. *L'abondance avec cherté est opulence* »[12]. C'est à ce propos qu'est présentée dans l'article « *Grains* » une construction à deux volets - censée rendre compte des rapports entre prix des grains, quantités produites et produit net - qui ne manque pas de subtilité, même si on peut y voir en grande partie une théorie *ad hoc*.

« Ce n'est jamais le débit qui manque, c'est le prix. On peut toujours débiter à vil
« prix, car les consommateurs excèdent toujours de beaucoup la consommation effective et
« le débit possible. Les consommateurs se multiplient partout où la subsistance se multiplie ;
« mais il n'y a que la libre concurrence des commerçants étrangers, qui puisse assurer le
« meilleur prix possible, et il n'y a que le haut prix qui puisse procurer et maintenir
« l'opulence et la population d'un royaume par les succès de l'agriculture. Voilà l'*alpha* et
« l'*omega* de la science économique »[13].

Pour Quesnay l'*opulence* d'un royaume ne doit en aucun cas être confondue ni avec l'abondance des subsistances, ni avec la somme des richesses en circulation dans le pays. Ces richesses sont factices et transitoires si les flux sont mal orientés, en particulier si elles constituent un prélèvement sur les revenus de l'agriculture. Une telle situation compromet en effet le financement des avances, c'est à dire en fait la reproduction même du revenu. Au contraire, les seules véritables richesses, ce sont les « richesses toujours renaissantes »[14], celles qui ne peuvent être produites qu'en assurant un « bon prix » aux denrées agricoles car « TELLE EST LA VALEUR VÉNALE, TEL EST LE REVENU : *abondance et non-valeur n'est pas richesse. Disette et cherté est misère. Abondance et cherté est opulence.* »[15]

Selon Quesnay et ses disciples, de la fin du XVII^{ème} au milieu du XVIII^{ème} siècle on constaterait conjointement un avilissement important du prix des grains et une augmentation des autres prix, sauf peut-être pour les salaires agricoles qui étaient restés relativement stables.

---

[12] F. Quesnay, Article « Grains» , éd. Hecht, p. 507 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[13] [F. Quesnay], « Du commerce, premier dialogue entre M. H. et M. N . . . », *Journal de l'Agriculture*, Juin 1766, repris en 1767 dans *la Physiocratie*, recueil composé par Du Pont de Nemours, éd. Cartelier, p. 310.

[14] F. Quesnay, Article « Grains» , éd. Hecht, p. 501.

[15] F. Quesnay, *in* : *Physiocratie*, *op. cit.*, « Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole », Maxime XVIII ; éd. Cartelier, p. 243 (les majuscules sont de Quesnay). On retrouve une formulation identique dans l'« Extrait des économies royales de M. de Sully », annexé au *Tableau économique*, *ibid.* p. 111 et un texte à peine différent figurait dès 1757 dans l'article « Grains » de l'*Encyclopédie*, éd. Hecht, p. 507 : « La valeur d'un setier de blé, considéré comme richesse ne consiste que dans son prix : ainsi plus le blé, le vin, les laines, les bestiaux sont chers et abondants, plus il y a de richesses dans l'État. *La non-valeur avec l'abondance n'est point richesse. La cherté avec pénurie est misère. L'abondance avec cherté est opulence* ».

Les recherches entamées par Labrousse et poursuivies depuis par les spécialistes d'histoire économique infirment cette opinion, à condition de raisonner sur une période de temps assez longue. Si l'on compare les indices moyens du coût de la vie et du prix des grains entre 1726-1750 et 1781-1787, on peut estimer – très grossièrement bien sûr - le taux de croissance annuel moyen du coût de la vie à 0,75 % environ contre 0,72 % pour les salaires nominaux, 0,95 % pour les grains et 1,49 % pour les rentes[16].

Comment expliquer cette divergence entre l'opinion exprimée par les physiocrates et la réalité ? Il y a certes le désir de « noircir le tableau » pour justifier les propositions de la *Secte* mais, étant données les énormes fluctuations annuelles de prix agricoles, il était également possible de croire à une tendance à la baisse réelle de ces prix pour peu que l'on compare des années de mauvaise et de bonne récolte, par exemple 1741 et 1745 (indices respectifs 112 et 62[17]) ou 1752 et 1755 (indices 112 et 71).

Quoi qu'il en soit, c'est l'impression de baisse de prix des grains qui dominait largement à l'époque, de même qu'en matière de population, et peut-être pour les mêmes raisons, la thèse de la décadence. Pour Montesquieu par exemple, la terre « se dépeuple tous les jours ; et si cela continue, dans dix siècles elle ne sera plus qu'un désert »[18]. Pour les physiocrates, une telle situation de « vilité » du prix - pour reprendre un terme courant sous la plume de Quesnay - ne pouvait conduire qu'à une dégradation énorme de l'agriculture et, par contrecoup, de l'ensemble du royaume, il fallait donc au plus vite revenir à un prix :

- suffisamment élevé pour mettre les agriculteurs à même de rembourser leurs avances et d'améliorer leur exploitation,
- mais qui n'atteigne pas, toutefois, un niveau tel que nos grains soient concurrencés par les blés d'Amérique[19].

« C'est pourquoi, dit Quesnay dans l'article "Fermiers", je borne le prix commun du blé en France à 18 livres [le setier], en supposant l'exportation et le rétablissement de la grande culture »[20].

En tout cas, malgré la prudence d'expression qui est de mise sur ce sujet sensible dans un contexte encore fortement marqué par l'idéologie de la « police des grains »[21],

---

16 Ces taux sont déduits des chiffres donnés dans l'article de synthèse de David R. Weir : « Les crises économiques et les origines de la Révolution française », *Annales (Économies, Sociétés, Civilisations)*, juillet-août 1991, n° 4, pp. 917 - 947.

17 Base 100 : moyenne 1726-1787.

18 *Lettres Persanes* (lettre n°112) Comme on le sait, toutes les évaluations actuelles aboutissent à contester ces idées de décrue des prix et de la population. Hume sera un des rares auteurs de l'époque assez clairvoyant pour critiquer la thèse de Montesquieu, reprise quelques années plus tard, avec le succès que l'on sait dans l'*Ami des Hommes* de Mirabeau.

19 F. Quesnay, Article « Fermiers» , éd. Hecht, p. 448 : « On peut présumer aussi que le bon état de l'agriculture dans les colonies, surtout dans la Pennsylvanie, où elle a fait tant de progrès depuis environ cinquante ans, et qui fournit tant de blé et de farine aux Antilles et en Europe, est la principale cause [de la diminution du prix du blé], et cette cause pourra s'accroître encore dans la suite ». Dans l'article « Grains », Quesnay présentera cependant une thèse un peu plus optimiste avec deux arguments :

- « la qualité des *grains* en France est si supérieure à celles des *grains* qui naissent dans ces pays-là [les colonies d'Amérique] que nous ne devons pas craindre l'égalité de la concurrence» (*op. cit.*, p. 495) et
- « l'agriculture ne peut pas augmenter dans les colonies, sans que la population et la consommation des *grains* n'y augmente à proportion ; ainsi leur superflu n'y augmentera pas en raison de l'accroissement de l'agriculture » (*Ibidem*).

20 F. Quesnay, Article « Fermiers» , éd. Hecht, p. 449.

l'objectif est sans ambiguïté de parvenir à des prix agricoles élevés car ils sont la condition du dynamisme des fermiers et donc de l'ensemble de la société : « On a cru que la politique regardait l'indigence des habitants de la campagne, comme un aiguillon nécessaire pour les exciter au travail : mais il n'y a point d'homme qui ne sache que les richesses sont le grand ressort de l'agriculture, et qu'il en faut beaucoup pour bien cultiver »[22].

4.1.2 - Comparaison des productions en grande et en petite culture.

L'évaluation globale des résultats de la production agricole du Royaume dans différentes hypothèses de fonctionnement de la société est un des leitmotive essentiels dans l'œuvre de Quesnay et l'on pourrait ici multiplier les exemples de telles évaluations. Mais c'est dans l'article « *Grains* » que l'étude est menée avec le plus de détail et c'est à ce texte que nous nous limiterons ici. Nous nous bornerons à retranscrire de la manière la plus fidèle possible les calculs de Quesnay, sans y adjoindre d'hypothèses personnelles, mais en explicitant - autant que faire ce peut - toutes les hypothèses sous-jacentes de l'auteur, en corrigeant quelques erreurs d'arrondi dues notamment au fait que les calculs portaient sur des mesures non décimales[23].

De plus, pour tester la cohérence des résultats tabulaires de Quesnay et en mesurer toutes les conséquences, nous aurons également recours dans certains cas à des traductions graphiques et fonctionnelles. Il n'est pas question, ce faisant, et de verser dans une sorte d'anachronisme économétrique, mais de se rapprocher au contraire du texte en tentant de percer par ce moyen certains aspects d'interprétation difficile[24].On aurait grand tort de se priver de cet outil heuristique s'il permet, comme c'est le cas ici, une meilleure interprétation.

Une telle présentation ne pouvait bien sûr être le fait de Quesnay lui-même, mais elle constitue un procédé d'autant plus acceptable que cet auteur revendiquait justement sans ambiguïté l'utilisation du calcul dans les sciences morales et qu'il était tout à fait conscient des vertus généralisantes de l'emploi des mathématiques en économie.

C'est dans l'article « Grains » que l'étude est menée avec le plus de détails. Le point de départ du raisonnement consiste à comparer surfaces et productions obtenues respectivement en *Grande* et en *Petite Culture* dans la situation actuelle et de mesurer les

---

[21] La limite imposée à la hausse par les prix des grains concurrents, pouvant arriver des colonies favorisées par leur forte productivité, est sans doute surtout rappelée ici pour rassurer les acheteurs de blé, la concurrence ne semble pas être considérée comme dangereuse à court terme.

[22] F. Quesnay, Article « Fermiers» , éd. Hecht, p. 437.

[23] Dans tous les tableaux de ce chapitre, les nombres en italiques sont ceux de Quesnay. Quand l'auteur donne une valeur trop arrondie ou fausse, on fait figurer cette valeur entre parenthèses à côté de la valeur exacte. Les nombres à typographie normale et sans parenthèses correspondent à nos propres calculs.

[24] Si l'on nous autorise cette image quelque peu outrée, ce que nous tentons ici nous semble tout aussi justifiable que le travail de l'archéologue qui tente de restituer un monument ancien d'après les vestiges qui nous sont parvenus. Les difficultés se ressemblent : comment rester au plus près de l'original en évitant des reconstructions « à la Viollet le Duc » ?

conséquences de la généralisation de la *Grande Culture*. Nous pouvons synthétiser les résultats produits par Quesnay dans plusieurs tableaux de l'article[25] de la manière suivante :

Tableau n°1 : Situation actuelle et situation potentielle pour la production de blé.

	Rendement (setiers par arpent)	Situation actuelle		Situation potentielle	
		Surface cultivée (millions d'arpents)	Production en blé (millions de setiers) [26]	Surface cultivée (millions d'arpents)	Production en blé (millions de setiers)
Grande Culture	1,824	*6*	10,94 (11)	*36*	65,64 (66)
Petite Culture	1,110	*30*	33,31 (34)	*0*	*0*
Total	/	*36*	44,25 (45)	*36*	65,64 (66)

Comme on le voit d'après les calculs de Quesnay reproduits ici, si la surface cultivée reste constante mais si la *petite culture* disparaît, la généralisation de la *grande culture* aboutit, à elle seule, à une augmentation de 50 % de la production de grains. Le raisonnement est ensuite enrichi de nouvelles hypothèses, que nous ne détaillerons pas dans cette présentation très synthétique et qui reviennent à atteindre une situation de « *bonne culture* » qui, outre la généralisation de la grande culture, est caractérisée par de grandes avances, l'abondance des troupeaux . . . , qui assurent une forte croissance de la productivité en blé, celle-ci passant du grain 4 en petite culture[27] et 8 ½ en grande culture à 10 en « bonne culture ».

Mais la croissance réelle du produit pourrait avoir un effet désastreux dans la mesure où des récoltes plus abondantes « feraient tomber le blé en non-valeur »[28], ce qui aboutirait à la ruine du laboureur et assècherait cette source de revenu pour le roi et les propriétaires. Quesnay ne peut donc se contenter de cette première approche en terme de production physique, il est contraint d'étendre son analyse à l'étude de la rentabilité des activités agricoles en termes *monétaires* et de proposer une solution quand cette analyse fait apparaître des risques de *non-valeur* pour les fermiers et les propriétaires.

---

[25] Le détail des tableaux originaux est fourni en annexe du présent chapitre, *v. infra.*

[26] Le concept de production ici retenu par Quesnay est en fait celui de production *dîme incluse et semence déduite* que nous proposons de noter ci-dessous Q' pour la production en quantités physiques (et R' en valeur).

[27] La formule consacrée de l'époque pour l'expression de la productivité physique et celle du « grain ***k*** » , c'est à dire, comme le précise lui-même Quesnay, la production du $\mathbf{k^{uple}}$ de la semence. Le calcul effectué est en fait le suivant :

$$k = Q'' / S = \text{(récolte hors dîme, semence non déduite) / (semence)}$$

si l'on note, comme nous le proposons, Q'' la récolte hors dîme *avant* déduction de la semence et S la quantité de grains utilisés pour la semence.

[28] F. Quesnay, Article « Grains» , éd. Hecht, p. II-143.

4.2 - La situation actuelle : la productivité est préjudice pour le fermier.

Le rendement actuel possible serait au moins, selon Quesnay, de 8 setiers par arpent[29], mais il se rabat immédiatement sur une moyenne plus réaliste de 5 setiers par arpent pour tenir compte de l'inégale fertilité des terres et de l'existence de pauvres fermiers.

Le principal problème est cependant celui que posent les variations de forte amplitude de la production. Une augmentation conjoncturelle des quantités produites se traduit en effet par une baisse du prix, et inversement en cas de mauvaise récolte. Les frais, eux, sont par contre considérés comme fixes. On aboutit ainsi à l'expression d'une liaison négative entre productivité et recette totale et, ce qui porte plus à conséquence, entre productivité et *produit net* [30].

C'est à cette analyse que procède Quesnay, notamment dans l'article « Grains », en calculant les conséquences des écarts par rapport à une situation de référence : l'*année commune*. Ce qui suppose en premier lieu la détermination d'un prix moyen, ce qui n'a rien d'évident à l'époque, même si une notion intuitive de la moyenne est déjà couramment pratiquée[31]. Quesnay hésite en fait entre deux mesures de la moyenne qui correspondent à deux prix commun différents :

➔ le *prix commun de l'acheteur*, « prix commun pour celui qui n'achète toujours chaque année que la même quantité de blé pour sa consommation »[32], qui correspond à la *moyenne simple* construite en additionnant les différents prix observés et en divisant le total par le nombre d'années analysées.
Si l'on convient de noter $\mathbf{p_m}$ ce prix commun, $\mathbf{p_i}$ les différents prix annuels et **n** le nombre d'années, on peut transcrire le calcul de Quesnay de la manière suivante :

$$p_m = \frac{\sum_{i=1}^{n} p_i}{n} = \frac{10+12+15+20+30}{5} = \frac{87}{5}$$

qui correspond dans son exemple à la valeur : $p_m = \mathbf{17{,}4\ £}$ (17 livres 8 sols)

➔ le *prix commun du vendeur* dont le calcul, plus sophistiqué, peut être reconstruit de la manière suivante :

---

[29] L'agrégat retenu ici par Quesnay est la production physique hors semence et hors dîme que nous proposons d'appeler : Q^* pour éviter toute confusion (nous proposons, de manière homogène, la notation R^* lorsque cette production est estimée en valeur).

[30] Le produit net ici considéré par Quesnay est le produit net au sens restreint (que nous noterons ici : PN) n'incluant que l'impôt (Taille), la rente du propriétaire et le gain de l'exploitant (que nous noterons respectivement : T, P et G) : $PN = T + P + G = R^* - F$.

[31] On parle de « prix commun », de « prix courant », on dit que : « la valeur en année commune est de ... » ou que : « du fort au faible, le prix s'établit à ... ». Comme le note très finement Jean-Claude Perrot dans l'introduction de son *Histoire intellectuelle de l'économie politique*, à propos justement de la notion de moyenne : « les usages précèdent de beaucoup leur théorie. La pensée réflexive, dans l'histoire des sciences sociales aussi ne prend son vol qu'au crépuscule de pratiques touffues » (*op. cit.*, p.30).

[32] F. Quesnay, « Examen de l'examen du livre intitulé *Principes sur la liberté du commerce des grains* », Supplément aux *Éphémérides du citoyen*, t. XI, 1768 (Rééd. CUECM, Catane, 1988), p. 92.

* la recette totale de l'année commune est : $\frac{\Sigma R^*}{n} = \frac{387}{5} = 77{,}4$ £
* en divisant cette recette totale par le nombre moyen de setiers par arpent, on obtient donc la recette unitaire en année commune :

  77,4 £ / 5 = **15,48 £** (*i.e.* : 15 livres 9 sols 7 deniers).
* on aboutit ainsi, en regroupant les deux phases du raisonnement, à la formule suivante définissant le *prix commun du vendeur* (que nous noterons p_m' pour le distinguer du prix commun précédent) :

$$p_m' = \frac{\sum p.Q^*}{n} \div \frac{\sum Q^*}{n} = \frac{77{,}4£}{5} = 15{,}48£$$

soit, en simplifiant :

$$p_m' = \frac{\sum p.Q^*}{\sum Q^*} = \frac{387}{25} = 15{,}48£$$

Ce *prix commun du vendeur* n'est donc rien d'autre - pour reprendre un terme qui n'apparaîtra qu'un siècle plus tard environ - qu'une ***moyenne pondérée*** : la moyenne arithmétique des prix pondérés par les quantités correspondantes[33], ce qui explique que ce prix moyen soit inférieur puisque les années de forte production (donc de faible prix) pèsent plus sur cette nouvelle moyenne[34].

Quesnay hésite souvent entre l'utilisation des différentes mesures de la moyenne et donc entre les différents concepts de prix qui en découlent[35], les variations de vocabulaire sont un indice de cette hésitation entre :

- le *prix commun de l'acheteur* de 17,4 £ (17 Livres 8 sols) institué parfois « *prix commun de la vente du blé à Paris* »
- et le *prix commun des vendeurs* de 15,48 £ (15 Livres 9 sols 7 deniers, arrondi par Quesnay à 15 Livres 9 sols) appelé aussi parfois « *prix commun des fermiers* ».

En fait, Quesnay est gêné par cette discordance, aussi cherche-t-il parfois à proposer une interprétation de l'écart, par exemple en le présentant comme une marge commerciale[36] mais il ne fournit aucune justification réelle de ce qui apparaît ainsi comme une dérobade. Quoi qu'il en soit, le *prix commun des vendeurs* garde sa préférence et c'est lui qu'il retiendra dans ses calculs ultérieurs.

A vrai dire, ce point n'est pas essentiel à ces yeux. Ce qui compte en effet pour Quesnay dans cette analyse, ce sont les *écarts* par rapport à la moyenne, ce que l'on appellerait aujourd'hui la situation conjoncturelle. Le degré d'abondance des récoltes détermine en effet le niveau du prix sur le marché et, en conséquence, les gains du fermier.

---

[33] De ce point de vue, le *prix commun de l'acheteur* peut être interprété comme un cas particulier de cette moyenne pondérée : celui où toutes les consommations annuelles, donc toutes les pondérations, sont égales.

[34] « Les variations des prix et des récoltes combinées et compensées, [forment] pour le vendeur un prix commun beaucoup plus bas que le prix commun de l'acheteur », F. Quesnay, « Examen de l'examen . . . », *op. cit.*, p.92.

[35] Cette opposition est analysée en détail dans le chapitre 3 de l'ouvrage de référence de Gianni Vaggi (*The Economics of François Quesnay*, *op. cit.*, pp. 58-93). Vaggi fait de cette opposition un point essentiel de la théorie quesnélienne des prix.

[36] V. article « Grains» , p. 479.

Toutes les charges - sauf la dîme - étant considérées par Quesnay comme fixes quelle que soit la quantité produite, toute baisse de recette se traduira par une baisse des gains nets du fermier.

Les variations conjoncturelles peuvent être présentées dans le tableau suivant qui détaille les valeurs par arpent calculées par Quesnay. L'auteur cependant ne retient dans ce passage que les chiffres des années *abondantes*, *bonnes* et *moyennes* ; nous les avons complétés avec les valeurs des années *faibles* et *mauvaises*, cas que Quesnay retient habituellement dans sa typologie des marchés du blé. Ceci permet d'assurer une présentation homogène des données relatives aux prix et aux gains du fermier et facilite donc la comparaison des différents cas retenus par Quesnay.

Tableau n° 2 :
Influence de la conjoncture sur le gain du fermier, situation actuelle (par arpent de blé)

Blé Caractéristique de la récolte annuelle	Q* Productivité (setiers par arpent)	p prix du setier (en livres)	R* = Q* x p Recette totale par arpent (en £)	C = F + T + P Charges par arpent (en £)	G = R* - (F + T + P) Gain du Fermier par arpent (en £)
Abondante	*7*	*10*	*70*	74 (73,925 ou 73 £ 18 s 6 d)	- 4 (- 3,925)
Bonne	*6*	*12*	*72*	74	- 2 (- 1,925)
Moyenne	*5*	15,48 (15,45)	*77,4*	74	+ 3,4 (arrondi à 3,5)
Faible	4	20	80	74	+ 6
Mauvaise	3	30	90	74	+ 16

Comme on le constate dans le tableau, les fermiers doivent craindre, paradoxalement, les années *abondantes* et *bonnes* puisqu'il s'agit pour eux dans ce cas d'années de perte : « Ainsi le fermier a intérêt qu'il n'y ait pas beaucoup de blé ; car il ne gagne un peu que dans les mauvaises années : je dis *un peu*, parce qu'il a peu à vendre, et que la consommation qui se fait chez lui à haut prix augmente beaucoup sa dépense » [37].

Quant aux rapports entre quantités récoltées et prix, on pourrait considérer que Quesnay a construit une relation *ad hoc* destinée à étayer sa thèse, mais il ne fait que reprendre une thèse assez courante à l'époque suivant laquelle les variations du prix des grains ne sont pas proportionnelles aux fluctuations des récoltes et connue sous le nom de « loi de King »[38]. Un examen attentif des chiffres retenus fait apparaître le prix du blé comme une fonction simple du niveau de production[39] :

---

[37] *op. cit.*, p. 148, c'est l'auteur (F.Q.) qui souligne. Quesnay veut sans doute ici trop prouver car la consommation domestique du fermier en blé a déjà été prise en compte dans le calcul de toutes les hypothèses (qu'elle ait été déduite de la production ou comprise dans les frais de production), et on voit mal pourquoi, lors des mauvaises années cette consommation domestique se mettrait justement à augmenter !

[38] Ou, plus exactement, de « King-Davenant ». V. * G.H. Evans, « The Law of Demand- The Roles of Gregory King and Charles Davenant» , *in* : *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 81, 1967 ; Gregory King, *Natural and Political Observations and Conclusions upon the State and Condition of England*, 1696 ; Charles Davenant, *Essay upon the Probable Methods of Making a People Gainers in the Balance of Trade*, Londres, 1699.

[39] La notion de production retenue ici est la récolte *dîme et semences déduites* que nous notons Q* .

$$\boxed{p = \frac{60}{Q^* - 1}}$$ *Fonction de prix de marché* [40]

De cette fonction de prix de marché peut être déduite la fonction de recette totale (semences et dîme déduites : R*) qui présente une forme similaire :

$$R^* = p \,.\, Q^*$$

donc :

$$\boxed{R^* = \frac{60.Q^*}{Q^* - 1}}$$ *Fonction de recette totale*[41]

Les deux fonctions ne sont autres que des fonctions homographiques d'asymptotes respectives $x = 1$, $y = 0$ dans le cas du prix et $x = 1$, $y = 60$ dans le cas de la recette. La courbe de la recette totale apparaît ainsi comme la translation vers le haut - d'un montant de 60 - de la courbe des prix (*V. infra* : Figure n°1).

Bien entendu, Quesnay n'a jamais lui-même présenté une telle formulation analytique des relations entre quantités récoltées et prix mais les chiffres donnés par Quesnay concordent exactement avec cette formule. Le seul petit écart que l'on puisse constater concerne le prix moyen (p = 15,48 £) où la quantité correspondante devrait être de 4,88 setiers environ, et non 5 setiers comme l'indique le texte. En fait, l'intérêt de cette formulation fonctionnelle est qu'elle permet de décrire très synthétiquement toutes les conséquences des hypothèses de l'auteur en terme de variations du revenu des différents protagonistes. Point crucial pour qui veut justifier les efforts d'amélioration du système.

Comme on le constate d'après le graphique (Courbes C_a et R^*_a), en se déplaçant vers la droite sur l'axe des quantités produites, le *gain du fermier diminue au fur et à mesure que la production augmente*, il s'annule même pour $Q^* \approx 5{,}29$ (soit p = 14 £) et au delà commence la zone de perte. En effet, comme les charges par arpent sont fixes (F+T+P=74 £), la fonction de gain du fermier est ici :

$$G = R^* - 74 = \frac{60.Q^*}{Q^* - 1} - 74 = \frac{74 - (14.Q^*)}{Q^* - 1}$$ ou, mieux : $G = R^* - 74 = (p + 60) - 74$

soit en simplifiant[42] :

$$\boxed{G = p - 14}$$

Ce qui confirme que, *dans l'état actuel de la culture*, toute récolte tellement abondante qu'elle fait tomber le prix en deçà de 14 livres se traduit par une situation de perte pour le fermier.

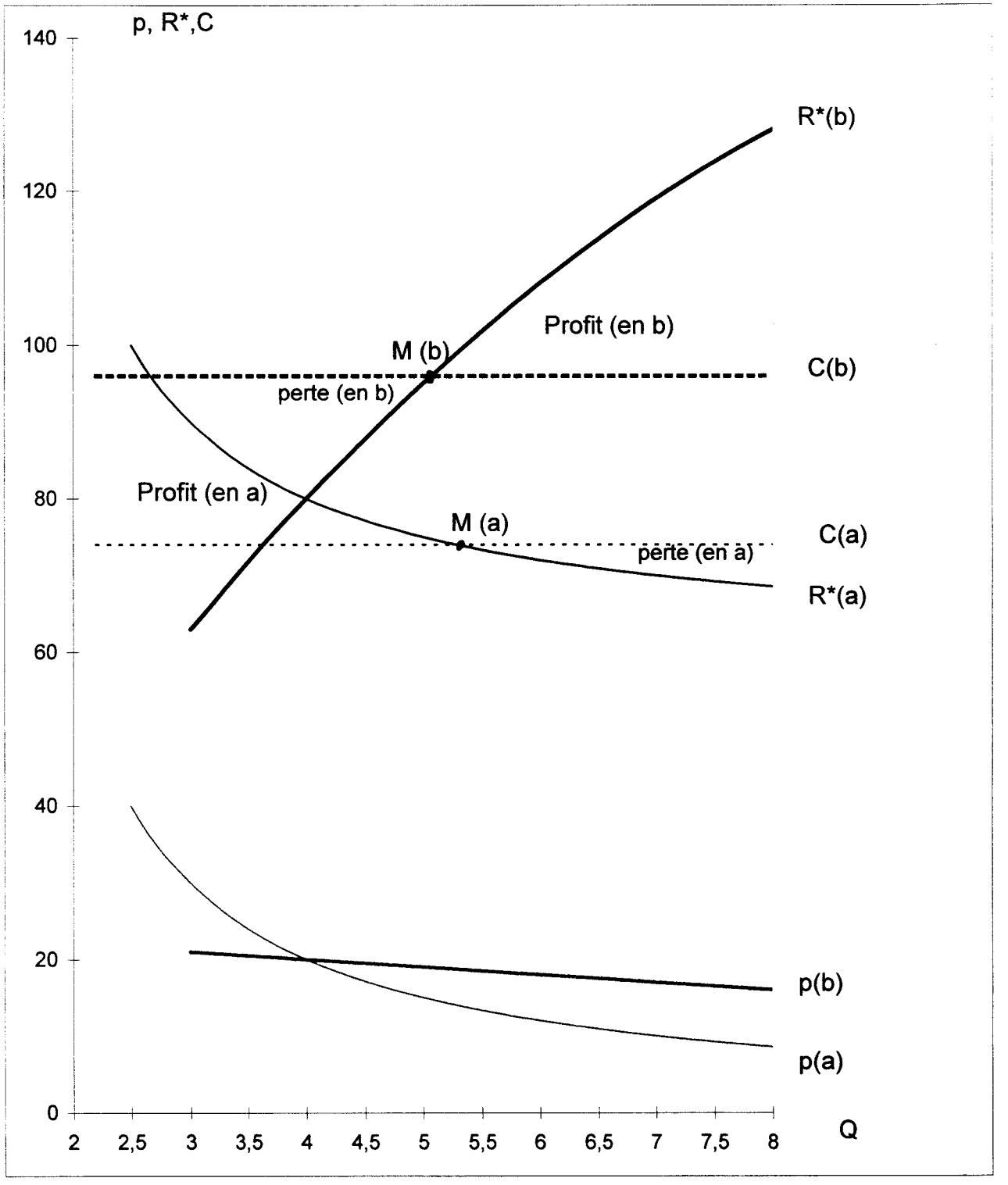
---

[40] Qui peut s'inverser en : $Q^* = (60/p) + 1$

[41] Qui peut s'écrire, en fonction du prix : $R^* = 60 + p$

[42] Compte tenu du caractère très approximatif des compétences mathématiques de Quesnay, il est très vraisemblable que c'est plutôt à partir d'une relation de ce type qu'il a bâti son exemple chiffré avec toutes ses hypothèses de gain, de recette et de prix, plutôt qu'à partir d'une forme analytique comme celle de la fonction de prix que nous avons déduit de cet exemple.

Figure N° 1 : Variations conjoncturelles du prix, des frais et de la recette.
(a) : situation actuelle (b) : bonne culture



La conclusion majeure de Quesnay est donc que dans l'état actuel de l'agriculture, les intérêts des cultivateurs et des consommateurs sont antinomiques : toute amélioration des rendements se traduit par une perte pour le fermier, qui n'est ainsi aucunement incité à améliorer son exploitation. Heureusement, comme Quesnay va s'employer à le démontrer, la situation peut être inversée à condition de passer à la *bonne culture*.

4.3 - La *bonne culture* : productivité et rentabilité vont de pair.

Si on la compare à celle du point précédent, la relation entre l'évolution conjoncturelle du prix du blé et les recettes brutes et nettes du fermier prend un tour très différent dans le cas de la *bonne culture*, c'est à dire - selon la terminologie de Quesnay - dans le cas où l'on combine une généralisation de la grande culture et la réalisation de grandes avances consacrées à l'amendement des sols, aux clôtures, aux instruments aratoires et surtout à l'entretien de grands troupeaux.

Quesnay décrit précisément cette nouvelle donne dans le deuxième tableau de l'article « Grains »[43] que nous reprenons ci-dessous en le complétant par quelques éléments que l'auteur fournit plus loin dans le texte :

Tableau n° 4 : Productivité et rentabilité dans le cas de la *Bonne Culture*.

État de la récolte annuelle :	Q* Productivité (setiers par arpent)	p prix du setier (en £)	R* = Q* x p Recette totale par arpent (en £)	F Frais totaux par arpent (en £)	PN = R* - F Produit net par arpent (en £)	C=F + T + P Charges par arpent (en £)	G=R*-(F+ T+P) Gain du fermier (en livres)
Abondante	*8*	*16*	*128*	*66*	*62*	*96*	*32*
Bonne	*7*	*17*	*119*	*66*	*53*	*96*	23
Moyenne	*6*	*18*	*108*	*66*	*42*	*96*	12
Faible	*5*	*19*	*95*	*66*	*29*	*96*	-1
Mauvaise	*4*	*20*	*80*	*66*	*14*	*96*	*-16*
Total pour les 5 années	*30*	*90*	530	*330*	*200*	*480*	50
Divisé par 5 =	6	18	106	*66*	40	*96*	10 (9,9 £)

En marge de ce tableau, on peut noter que, pour le calcul du prix commun, on retrouve l'hésitation de Quesnay entre :

1 - moyenne simple : $p_m = \frac{\sum p}{n} = \frac{90}{5} = 18£$ le setier

2 - et moyenne pondérée : $p_m' = \frac{\sum p \cdot Q^*}{\sum Q^*} = \frac{530}{30} =$ 17£ 2/3 = 17 £ 13 s 4 d

et qu'il retient finalement la solution (2) c'est à dire un prix commun de 17£ 2/3. Mais là n'est pas l'essentiel.

Ce qui importe ici, c'est que, malgré la flexibilité négative du prix du grain par rapport aux quantités offertes, on puisse avoir désormais une augmentation du gain du fermier en cas de bonne récolte, ce qui assure, dans l'immédiat, la communauté des intérêts du consommateur et du producteur et, pour l'avenir, une motivation forte à l'accroissement de la production. Il s'agit là, on ne saurait trop insister sur ce point, d'une opposition terme à terme par rapport à la situation actuelle.

---

[43] Cf. éd. Hecht, Tome II, p. 474.

Si l'on détaille maintenant cette relation nouvelle entre productivité physique et prix, c'est certes encore une relation inverse qui est retenue par Quesnay, mais ici l'amplitude des variations de prix est beaucoup plus faible : il ne s'agit plus d'une fonction de type puissance mais d'une fonction linéaire :

$$p = - Q^* + 24$$

En conséquence, la recette totale par arpent ($R^* = p.\ Q^*$) est de type parabolique :

$$R^* = - (Q^*)^2 + 24.Q^*$$

et, dans sa partie « utile », c'est à dire dans la zone de productivité envisagée par François Quesnay (de $Q^* = 4$ à $Q^* = 8$), *la recette croît avec la quantité produite*[44], ce qui constitue l'exact opposé de la situation précédente. Il en est de même, bien sûr, pour le gain du fermier qui apparaît à partir d'une production minimale de 5,1 setiers par arpent et qui croît régulièrement avec la productivité jusqu'à un maximum théorique de 48 livres par arpent quand la productivité atteint 12 setiers par arpent[45].

Sous des dehors techniques, l'enjeu de la position dans l'une ou l'autre des deux situations décrites est ici considérable pour Quesnay, les conséquences sont en effet radicalement opposées :
→ dans la situation actuelle : « l'abondance ruine le fermier et celui-ci ne peut se dédommager un peu que dans les mauvaises années », son intérêt est donc en fait opposé à l'intérêt général,
→ dans la *bonne culture* : « il gagne [dans les bonnes années] et il perd dans les mauvaises »[46]. *L'intérêt du fermier concorde alors avec l'intérêt général* : son avantage - et celui des consommateurs - est qu'il obtienne une forte récolte.

C'est là, on l'aura compris, une nouveauté radicale dans la formulation du problème des relations entre prix de marché et récolte des grains, si on la compare par exemple à son expression par King ou Davenant. Quesnay a-t-il connu leurs textes ? Il ne les cite pas dans les passages qu'il consacre aux prix agricoles, ni d'ailleurs, à notre connaissance, dans le reste de son œuvre ; on peut néanmoins considérer, à la lecture des auteurs du temps, que la relation inverse entre production agricole et prix, ou « loi de King-Davenant »[47], fait partie des lieux communs dans les textes traitant de police des grains au 18ème siècle qui, tous, opposent - pour

---

[44] Elle ne décroîtrait qu'au delà de $Q^* = 12$.

[45] Le gain diminue, certes, si l'on dépasse les 12 setiers et il pourrait même s'annuler au delà d'une productivité de 18,9 setiers , mais il ne faut pas faire « pousser le bouchon trop loin », il s'agit ici, de toute manière, de performances hors de portée à l'époque.

[46] *Op. cit.*, p. 490.

[47] Ce terme est proposé par Evans, de préférence au titre traditionnel de « loi de King» qui ne rendait pas justice à l'auteur de l'*Essay upon the Probable Methods of Making a People Gainers in the Balance of Trade*, *Cf.* : G. H. Evans, *op. cit.*

reprendre la formule de Quesnay - les situations de « non-valeur avec abondance » et de « cherté avec pénurie »[48].

Comme Jevons l'a bien montré dans sa *Théorie de l'économie politique*[49], la formulation traditionnelle de la « loi » par Davenant, peut s'exprimer synthétiquement en termes mathématiques de la manière suivante : « le prix du blé varie de manière inversement proportionnelle au carré de l'offre »[50].

Jevons va d'ailleurs plus loin et recherche quelle expression mathématique simple pourrait rendre compte des chiffres de Davenant de la manière la plus exacte possible. En comparant les couples de prix (p) et de récolte (x), il aboutit à la fonction suivante[51] :

prix du blé[52] : $$p = \frac{0{,}824}{(x-0{,}12)^2} \approx \frac{5}{6[x-(1/8)]^2}$$

Il apparaît ainsi que la recette totale des vendeurs diminue quand les quantités récoltées augmentent, ce qui correspond à la première hypothèse de Quesnay, celle de l'agriculture dans son état actuel de petite culture.

La description du modèle de la *bonne culture*, au contraire, n'a pas de précédent, à notre connaissance tout au moins. C'est un mérite essentiel de François Quesnay que d'ouvrir ainsi des perspectives de croissance de la production qui échappent aux contraintes de la « non-valeur », de démontrer que, sous certaines conditions, il est possible d'atteindre une situation *profitable à la fois pour le consommateur, le fermier et le propriétaire*. Bref, un état de la culture idéal où serait réalisée, *au profit de tous*, la fameuse maxime : « l'abondance avec cherté est opulence »[53].

---

[48] Voir par exemple les « Observations sur le prix des grains » de l'article « Grains » (éd. Hecht., tome II, p. 507) ou les « Maximes générales », maxime XVIII (*Ibid.*, p. 954).

[49] William Stanley Jevons, *La théorie de l'économie politique*, Paris, Giard et Brière, 1909 [éd. anglaise 1871].

[50] *Op. cit.*, éd. française p. 236, éd. anglaise, p. 158.

[51] La fonction donne en effet des résultats voisins de ceux de Davenant, mais elle s'avère peu pratique sur le plan de l'interprétation économique, aussi proposerons nous de lui préférer une fonction déduite de la régression entre le logarithme du prix et le logarithme des quantités produites. L'avantage de la méthode est qu'elle permet d'obtenir, par construction, une fonction isoélastique. La relation trouvée ici est approximativement la suivante

$$\ln(p) = -2{,}5424 \cdot \ln(Q) \approx -2{,}5 \cdot \ln(Q)$$

soit :

$$p = 1 / Q^{2,5} \qquad \text{d'où la fonction de recette totale :} \quad R = 1 / Q^{1,5}$$

ce qui correspond à une élasticité (ou mieux une *flexibilité*) du prix par rapport à l'offre de - 2,5 et à une élasticité de la recette totale par rapport à l'offre de - 1,5 .

[52] Une très malencontreuse coquille typographique rend l'équation complètement incompréhensible dans l'édition française de 1909 (p. 235) :
On a imprimé en effet « prix **doublé** = etc . . . » au lieu de : « prix **du blé** = . . . » !

[53] « Observations sur le prix des grains » de F. Quesnay, *in* : « Grains » (éd. Hecht, tome II, p. 507). Voir aussi les « Maximes générales », maxime XVIII (*Ibid.*, p. 954).

Deuxième Partie

De la police du commerce à la pleine liberté de la concurrence : *Circulation* et *Reproduction.*

Le mot d'ordre physiocratique ne souffre pas d'exception : « Qu'on maintienne l'entière liberté du commerce ; car LA POLICE DU COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR LA PLUS SÛRE, LA PLUS EXACTE, LA PLUS PROFITABLE À LA NATION ET À L'ÉTAT, CONSISTE DANS LA PLEINE LIBERTÉ DE LA CONCURRENCE »[54]. Mais l'unité du mot d'ordre couvre des objectifs qui diffèrent sensiblement suivant leur champ d'application.

4.4 - La liberté des échanges extérieurs.

La levée de toutes les prohibitions aurait selon Quesnay de multiples conséquences favorables, elle permettrait en particulier d'atteindre simultanément deux objectifs apparemment contradictoires :

- assurer un « bon prix » pour nos *denrées* et surtout pour nos grains dont le débit serait considérablement augmenté grâce à l'apport de la demande étrangère : effet de demande sur un marché où nous sommes essentiellement en position de « *commerce actif* », c'est à dire exportateurs.
- interdire le gonflement artificiel des prix des *marchandises* de main d'œuvre : leur prix serait maintenu au niveau juste suffisant pour couvrir les coûts grâce à la pression de la concurrence des producteurs étrangers : effet d'offre sur des marchés où nous sommes généralement en position de « *commerce passif* », c'est à dire importateurs.

Un même dieu, chez les romains, surveillait grâce à ses deux faces les entrées et les sorties. Moderne *Janus bifrons*, Quesnay proposait rien moins que d'obtenir, par l'application d'un principe unique - celui de la liberté des échanges - deux effets opposés pour les marchandises entrant et sortant du Royaume. Ceci mérite dans chaque cas une explication.

4.4.1 - La libre exportation des *denrées*.

Dans l'article « Laboureur » de l'*Encyclopédie*, Diderot expose de manière parfaitement orthodoxe la position physiocratique sur la relation entre profit agricole, prix et liberté des échanges : « S'il est vrai qu'on ne puisse établir une culture avantageuse sans de grandes avances, l'entière liberté d'exportation des denrées est une condition nécessaire sans laquelle ces avances ne se feront point. Comment, avec l'incertitude du débit qu'entraîne la gêne sur l'exportation, voudrait-on exposer ses fonds ? Les grains ont un prix fondamental nécessaire.

---

[54] F. Quesnay, « Maximes générales du gouvernement d'un royaume agricole », maxime n° XXV, *in : Physiocratie*, éd. Cartelier, Paris, Flammarion, col. « GF », 1991, pp. 244 – 245 (majuscules dans l'original).

Où l'exportation n'est pas libre, les laboureurs sont réduits à craindre l'abondance et une surcharge de denrées dont la valeur vénale est au-dessous des frais auxquels ils ont été obligés. [...] La liberté d'exportation assure par l'égalité du prix la rentrée certaine des avances et un produit net qui est le seul motif qui puisse exciter à de nouvelles »[55].

Pour Quesnay, inutile d'essayer de faire croire que les protections permettent de garantir les revenus de la nation, « ce sont là les vues de nos négociants, qui n'aspirent qu'à de grosses fortunes, et qui redoutent la concurrence de l'étranger, dans l'achat des denrées de la nation. Leurs compatriotes sont toujours la victime de leurs représentations captieuses et de *leur intérêt particulier*. Ils ne tendent qu'à faire baisser le prix des denrées dans leur pays : [...] ainsi selon eux, le moyen d'augmenter notre commerce extérieur, c'est d'en tirer les profits sur la nation. Ce principe a été la source des privilèges, des prohibitions, des monopoles, et l'accroissement de ce commerce destructif n'a servi qu'à faire tomber les *denrées* de la nation *en non-valeur*, à lui faire acheter *plus cher* les *marchandises* qu'on lui apporte, à nuire au commerce en général, aussi n'apporte-t-il aucune avantage à notre agriculture, à la multiplication des troupeaux, à la culture des chanvres »[56] .

En fait, au milieu du XVIII^{ème} siècle, la liberté d'exportation des grains est une demande commune à de nombreux auteurs, largement au-delà des cercles physiocratiques, et, à leur suite, c'est la plupart des Parlements qui la réclament, ainsi que toutes les Sociétés d'Agriculture[57]. Selon Le Trosne, il y eut même un moment en 1763-64, où le vœu pour la liberté d'exportation fut universel : « tout le monde alors semblait se réunir pour solliciter l'exportation »[58]. Il est vrai qu'une succession de très bonnes récoltes avait rallié à la cause même les plus hésitants. Les mauvaises récoltes ultérieures allaient assez vite lézarder cette belle unanimité, les auteurs qui n'y voyaient qu'une mesure de circonstance s'adaptant immédiatement à la nouvelle situation. Pour les physiocrates au contraire, cette liberté était souhaitable quel que soit l'état de nos récoltes et il n'y avait aucune raison de revenir sur ce principe.

Ainsi, pour Du Pont, il n'y a aucun risque à attendre de la libéralisation des échanges, même en cas de faible production, c'est la position qu'il exprime par exemple au Comité

---

[55] Diderot, *Œuvres*, t. XV, pp. 408 – 409 et *Encyclopédie*, tome IX. Le reste de l'article aurait pu être écrit par Quesnay lui-même, qu'on en juge sur cet extrait :
« La culture des terres est une entreprise qui exige beaucoup d'avances, sans lesquelles elle est stérile & ruineuse. Ce n'est point au travail des hommes qu'on doit les grandes récoltes ; ce sont les chevaux ou les bœufs qui labourent ; ce sont les bestiaux qui engraissent les terres : une riche récolte suppose nécessairement une richesse précédente, à laquelle les travaux quelque multipliés qu'ils soient, ne peuvent pas suppléer. Il faut donc que le *laboureur* soit propriétaire d'un fonds considérable, soit pour monter la ferme en bestiaux & en instruments, soit pour fournir aux dépenses journalières, dont il ne commence à recueillir le fruit que près de deux ans après ses premières avances. (*Voyez* « FERME & FERMIER, *Économie politique* »).
De toutes les classes de richesses, il n'y a que les dons de la terre qui se reproduisent constamment, parce que les premiers besoins sont toujours les mêmes. Les manufactures ne produisent que très-peu au-delà du salaire des hommes qu'elles occupent. Le commerce de l'argent ne produit que le mouvement dans un signe qui par lui-même n'a point de valeur réelle [...] ».

[56] Article « Hommes », pp. 523 - 524 (c'est nous qui soulignons, B.D.).

[57] Voir sur ce point, que nous ne pouvons développer ici les travaux essentiels de Steven Kaplan, en particulier le chapitre III « les origines de la liberté » de : *Le pain, le peuple et le Roi*, Paris, Libr. Académique Perrin, 1986, pp. 83 - 121 [éd. originale : *Bread, Politics and Political Economy in the Reign of Louis XV*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1976].

[58] Le Trosne, *La liberté du commerce des grains toujours utile et jamais nuisible*, 1765, p. 21 ; *apud* Weulersse, *op. cit.*,Tome I, p. 548.

d'administration de l'agriculture en 1786, devant Vergennes et Lavoisier, selon le compte-rendu qu'on en a conservé : « M. Du Pont a observé que l'abondance dépendait de deux conditions ; qu'il fallait : premièrement, que l'état de cultivateur fut avantageux ; secondement, que celui de commerçant de blé le fût également ; troisièmement que la liberté remplissait toutes ces conditions ; que c'était une machine qui portait en quelque façon avec elle son régulateur qui en modérait l'effet et qui le proportionnait juste au besoin ; que l'augmentation des prix était ce régulateur et que son effet était de fermer tout naturellement la porte dès que les prix s'élevaient au-dessus de leur niveau naturel »[59].

De toute manière, pour les physiocrates, ce n'est pas l'exportation effective des grains qui importe - elle peut même s'annuler complètement en période de disette - mais seulement la *possibilité* de leur exportation en cas de bonne récolte. C'est cette possibilité qui permet d'atteindre l'objectif essentiel pour eux, c'est à dire l'alignement du prix des grains sur le « prix commun fondamental dans les pays réunis par le commerce »[60] : en cas de surabondance en effet, on peut alors compter sur le débouché étranger pour écouler les surplus sans avilissement du prix. La démonstration de Quesnay est d'une grande clarté :

« Ce n'est pas par la quantité d'argent que vous retirez de l'étranger de la vente de
« vos denrées, que vous devez juger de vos richesses ; c'est par le prix des denrées établi par
« la communication permanente du commerce réciproque et libre entre vous et lui : quand
« vous n'exporteriez dans l'année que 100 setiers de blé [...], le prix général du blé entre les
« nations commerçantes, se trouvera aussi sûrement établi chez vous, que si vous en vendiez
« dix millions de setiers. Ce prix général se forme comme le niveau des lacs et des mers qui
« se communiquent [...]. Il en est de même de l'égalité du prix général entre les nations
« commerçantes, elle s'établit et se maintient continuellement par la communication
« permanente du commerce réciproque. Ainsi quand vous ne vendriez pas de blé cette année
« à vos voisins, et qu'ils ne vous en vendraient pas non plus, parce que vous en avez autant
« qu'il vous en faut pour votre consommation et pas plus ; il ne pourra cependant pas être à
« plus bas prix, ni à plus haut prix chez vous que chez eux ; car si votre blé était à plus bas
« prix, la liberté de votre commerce extérieur vous déterminerait à en exporter et dès lors le
« prix de votre blé deviendrait égal chez vous, au prix que vous le vendriez à l'étranger,
« voilà l'avantage de la liberté du commerce extérieur réciproque, elle vous fait jouir
« toujours des prix communs d'une denrée, lors même que vous ne seriez pas dans le cas
« d'en vendre ni d'en acheter. Or c'est ce prix commun qui constitue réellement et
« relativement à vos voisins la valeur vénale de vos denrées, et c'est cette valeur vénale
« relative à vos voisins qui forme réellement vos richesses »[61].

D'où la conclusion de Quesnay : « Il n'y a donc que le prix commun et stable des nations commerçantes, qui réalise la valeur vénale des marchandises, parce que chaque nation commerçante peut effectivement les vendre à l'étranger à raison de ce prix »[62].

---

[59] « Comité d'administration de l'agriculture, procès-verbal de la 48ème séance du 24 novembre 1786» , *in* : Henri Pigeonneau et Alfred de Foville, *L'administration de l'agriculture au contrôle général des finances (1785-1787), procès verbaux et rapports*, Paris, éd. Guillaumin, 1882, p. 320.

[60] F. Quesnay, *Examen de l'examen . . .* , *op. cit.*, p. 90.

[61] F. Quesnay, Article « Hommes» , pp. 536-537.

[62] *Ibid.*, p. 537.

4.4.2 - La libre importation des *manufactures* :

Si la politique préconisée par les physiocrates est la même pour les *manufactures*[63] que pour les denrées agricoles, c'est à dire bien sûr la liberté complète des échanges, l'objectif visé est en fait diamétralement opposé. Il s'agit ici d'obtenir la fin de la politique de soutien aux manufactures nationales et de prohibition des importations étrangères. Deux types de conséquences sont attendues de cette libération des échanges :
- obtenir pour nos grains l'ouverture de marchés qui nous étaient fermés par mesure de rétorsion à notre protectionnisme, quitte à sacrifier éventuellement des branches de production peu profitables qui ne supporteraient la concurrence des manufactures étrangères,
- obtenir, grâce à la suppression de ces « monopoles » une baisse significative du prix des marchandises de main d'œuvre, ce qui diminuera d'autant les coûts supportés par les entrepreneurs de culture et les dépenses des salariés.

La politique de bas prix du pain était certes destinée à protéger des *émotions* populaires mais elle visait plus fondamentalement à assurer une main d'œuvre à bon marché susceptible de favoriser l'industrie nationale. Colbert incarnait bien sûr cette abomination : « Qui croirait qu'il fut un temps où l'industrie s'est crue indépendante ; où, aveuglée sur ses intérêts, elle a prétendu asservir le cultivateur pour s'élever sur ses ruines, et fonder ses succès sur l'avilissement des denrées et l'extinction du revenu national. Il est bon de se rappeler ses entreprises pour la tenir dans le rang qui lui convient »[64]. Ce rang doit de toute manière rester très inférieur, car une manufacture d'exportation ne peut prospérer qu'en parasitant l'agriculture, en faisant « baisser le prix de nos blés, afin que la fabrication et la main d'œuvre fussent moins chères que chez l'étranger »[65].

Les physiocrates restent relativement discrets sur cet aspect de leur politique mais quelques textes sont néanmoins sans ambiguïté ; ainsi Quesnay dans l'article *Grains* n'hésite-t-il pas à mettre les pieds dans le plat à propos du luxe et à conseiller l'élagage des branches les moins profitables au royaume :
« L'état de la population [de la France] ne lui permet pas d'employer beaucoup d'hommes aux ouvrages de luxe ; et elle a même intérêt pour faciliter le commerce extérieur des marchandises de son cru[66] d'entretenir par l'achat des marchandises de luxe, un commerce réciproque avec l'étranger. D'ailleurs elle ne doit pas prétendre pleinement à un commerce général. Elle doit en sacrifier quelques branches les moins importantes à l'avantage des autres parties qui lui sont plus profitables, et qui augmenteraient et assureraient les revenus des biens-fonds du royaume »[67]. Bref, « une nation agricole doit favoriser le commerce extérieur actif des denrées du cru, par le commerce extérieur passif des marchandises de main d'œuvre qu'elle peut

---

63 C'est à dire dans la langue de l'époque : les biens manufacturés.

64 Le Trosne, *Réflexions* ...., 1764, p. 122, *apud* Weulersse, *op. cit.*, p. I-540 et II-401 : « Le sort [de l'industrie] est tellement lié à celui de l'agriculture que le luxe est également funeste à l'une et à l'autre » (*Ibidem*).

65 Article « *Grains*» , éd. Hecht, p. 459.

66 C'est à dire, dans la langue de Quesnay, des produits agricoles.

67 F. Quesnay, « Maximes du gouvernement économique », appendice à l'article « Grains », éd. Hecht, pp. 502-503. V. aussi l'article « Hommes » : « il nous serait bien plus avantageux d'acheter toutes fabriquées [les marchandises de luxe] [...]. Elles nous feraient vendre en échange beaucoup de plus de denrées de notre crû », *op. cit.*, éd. Hecht, p. 558.

acheter à profit de l'étranger. Voilà tout le mystère du commerce ; à ce prix, ne craignons pas d'être *tributaires des autres nations* »[68].

Même Linguet sera de l'avis de Du Pont, quelques années plus tard, dans la défense du traité de commerce avec la Grande-Bretagne : les fabricants qui se plaignent n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes « disons-le avec franchise, sans vouloir humilier personne : les Anglais font mieux, ils font à meilleur marché [...] ». « Que veulent les manufacturiers français ? - demande-t-il encore - le rétablissement de ces prohibitions qui ne favorisaient que l'industrie frauduleuse des contrebandiers ; qui perpétuaient dans les fabriques protégées en apparence par ce rempart odieux et inutile, une médiocrité léthargique, une inertie avide »[69].

4.5 - La liberté du commerce intérieur des denrées du cru.

Mais le commerce extérieur, s'il joue aux yeux des physiocrates un rôle nécessaire à l'équilibre du système comme on vient de le rappeler, n'est finalement qu'un moyen. Le rôle économique essentiel reste celui que tiennent les échanges intérieurs : ils manifestent la forte interdépendance des différentes classes régnicoles, ou, plus exactement, la forte dépendance des classes non-productives par rapport à la classe des laboureurs. À ce titre quelques règles doivent être impérativement respectées pour éviter toute déprédation. À la manière de Quesnay, on peut les regrouper sous trois maximes que nous examinerons successivement :

→ que l'on facilite la circulation,
→ que l'on favorise le faste de subsistance,
→ que l'on ne provoque point le luxe de décoration.

4.5.1 - Que l'on facilite la circulation.

Parmi les avantages de la libre circulation des grains le principal est sans doute qu'elle permet d'annuler les écarts de prix entre provinces et surtout entre bonnes et mauvaises années. Le grand problème en effet dans la situation actuelle est que la notion de *moyenne*, de « prix commun » n'a aucun sens réel pour le producteur. « La cherté du blé dans les mauvaises années ne dédommage point de la non-valeur de cette denrée dans les bonnes années »[70]. Le pauvre laboureur, en effet « a peu à vendre dans les mauvaises années. Le prix commun qu'on forme des prix de plusieurs années n'est pas une règle pour lui : il ne participe

---

[68] F. Quesnay, « Maximes générales ... », éd. Cartelier, pp. 253-254 (c'est l'auteur, F.Q., qui souligne). Mirabeau est tout aussi explicite sur le conflit d'intérêt entre agriculteurs et *stériles* : « une bonne politique législative doit [...] encourager l'agriculture, et négliger les manufactures [...]. Car vous verrez que probablement vos fabriques contre nature vous coûtent plus qu'elles ne vous valent [...], [qu'] on gâte encore le fabricant, en lui assurant une vente exclusive [...], que le cultivateur surchargé d'impôts directs, desséché par les impôts indirects, sera tout à fait anéanti par le surcroît de dépense auquel le condamnent vos partialités monopoleuses. Il n'y a pas de justice à appauvrir le cultivateur, le propriétaire, pour donner de l'aisance à l'artisan ». Cité par Georges Weulersse *in* : *La physiocratie à l'aube de la Révolution, op. cit.*, p. 168.

[69] Linguet, *Annales politiques, civiles et littéraires du XVIIIème siècle*, 1777-1792, tome XIII, pp. 380-383.

[70] F. Quesnay, Article « Grains» , éd. Hecht, p. 469. « il n'y a que quelques propriétaires aisés qui peuvent attendre les temps favorables pour la vente de leur récolte, qui puissent en profiter» , à condition toutefois qu'ils aient pu échapper aux extorsions de la police des grains, précise encore Quesnay.

point à cette compensation, qui n'existe que dans le calcul à son égard »[71]. Selon Diderot, « l'administration est la plus mauvaise qu'il soit possible d'imaginer, si, faute de liberté du commerce, l'abondance devient quelquefois pour une province un fléau plus redoutable que la disette »[72].

Dans l'état actuel de l'agriculture, seuls les gros magasiniers bénéficient des écarts de prix. La liberté de circulation réduira considérablement les variations et permettra aux pauvres paysans eux-mêmes d'en profiter. De plus, les consommateurs eux-mêmes en bénéficieront, bien que ce ne soit pas pour les physiocrates un objectif essentiel : ils souffrent en fait de la protection qu'est censée leur assurer la « police des grains » qui régit encore à cette époque le marché. Pour les physiocrates et les auteurs proches de leurs thèses, le système doit être purement et simplement abrogé car, si cette denrée devenait une « marchandise comme les autres, il y aurait moins de disettes en France »[73].

La « police des grains » a en principe pour objectif de garantir un approvisionnement en pain suffisant et à bas prix pour les habitants des villes. Mais en période de cherté, les blés sont amenés de force au marché et leur prix est baissé d'office, ce qui aboutit à l'inverse des objectifs visés car obliger le cultivateur à vendre à perte, c'est le décourager de poursuivre la culture. « Le commerce des blés a été converti en un état de guerre et de brigandage, où les marchands et les consommateurs sont armés les uns contre les autres et ne se réunissent que contre le cultivateur »[74] dit Mercier de la Rivière. Comme le dit dans un style plus fleuri l'auteur des *Saisons*, le « poète physiocrate » Saint-Lambert :

« Hélas! Le malheureux qui rend nos champs fertiles
Est immolé sans cesse aux habitants des villes »[75]

Libérez ce commerce, renchérit Quesnay, et vous verrez apparaître des marchands riches et nombreux qui assureront à la fois un grand débit des productions et les stockages nécessaires en période de pléthore.

C'est dans le même sens qu'il faut interpréter la condamnation des impôts sur les denrées agricoles qui présentent pour les physiocrates le triste privilège de cumuler tous les désavantages possibles :

- « si l'impôt indirect augmente le prix pour les acheteurs-consommateurs, ceux-ci sont forcés de diminuer leur consommation »[76],
- dès lors « le défaut de débit des productions » force le cultivateur à baisser ses prix, « car il faut qu'[il] vende à quelque prix que ce soit ou qu'il cesse de cultiver pour vendre »[77],
- la reproduction du revenu est ainsi compromise par « les détériorations successives et dans une progression géométrique, causées par les spoliations des avances de la culture »[78],

---

[71] F. Quesnay, Article « Fermiers », éd. Hecht, p. 442.
[72] D. Diderot, *in* : *Encyclopédie*, t. VIII, article « Hommes » (*Œuvres*, t. XV, p. 139).
[73] Goudar, cité par Weulersse, *op. cit.*, p. I- 529.
[74] Le Mercier de la Rivière, *Intérêt général de l'Etat*, 1770, p. 321.
[75] Saint-Lambert, *Les Saisons*, « L'été », vers 129 et 130.
[76] F. Quesnay, « Second problème économique» , éd. Cartelier, p. 408.
[77] *Ibid.*, p. 409.
[78] *Ibid.*, p. 416.

- cette atteinte à la reproduction anéantit les salaires ou la subsistance et provoque la multiplication des mendiants dont la charge retombe sur les propriétaires,
- compte tenu des très lourds frais de perception mais aussi des divers manques à gagner, la recette du souverain n'atteint qu'un huitième environ des pertes occasionnées par cet impôt[79].
- enfin, autre dommage de taille : « les fortunes pécuniaires qui se multiplient par les profits des financiers qui afferment les impositions indirectes ; ce qui arrête ou intervertit la circulation de l'argent et en empêche le retour annuel à l'agriculture »[80].

Quant aux droits de circulation, ils ne valent guère mieux et sont particulièrement préjudiciables aux provinces éloignées, aussi Quesnay et ses disciples demandent-ils à maintes reprises l'abolition « des droits d'entrée et de sortie, des péages et autres exactions de cette sorte, levés sous quelque prétexte et au profit de qui que ce soit ». Les grands seigneurs, les riches propriétaires qui possèdent encore de pareils droits, « se rendraient illustres [...] s'ils en faisaient le sacrifice »[81]. Il est significatif que ni Baudeau, ni Quesnay ne parlent d'un quelconque rachat de ces droits qui seront pourtant considérés par certains, dans un tout autre contexte une vingtaine d'années plus tard, comme des formes de propriété. Il s'agit en effet pour les physiocrates de revenus « dont l'aveugle tyrannie a forgé les titres et maintenu la possession »[82]. Les exacteurs privés ou le Trésor royal profiteraient de compensations très supérieures à la perte subie du fait de leur suppression : « le bon prix des grains, leur valeur presque uniforme assurée par la liberté, augmenteront tous les baux à ferme, toutes les ventes de fonds, tous les droits seigneuriaux et royaux qui en sont la suite »[83].

C'est dans le même sens enfin que vont les propositions concernant l'améliorations des voies de communication (chemins ruraux et canaux notamment) qui se traduira, à part égale selon les physiocrates, par une baisse du prix payé par les consommateurs et par une hausse de la recette des cultivateurs.

4.5.2- Que l'on favorise le *faste de subsistance.*

Il est indispensable d'augmenter « les débouchés pour le débit des productions », si l'on veut améliorer la production de grains sans les faire tomber en *non-valeur*. Ceci suppose certes la liberté des exportations mais on a trop tendance à retenir ce seul point du « programme commercial » des physiocrates, ce qui importe d'abord et avant tout pour eux, c'est la croissance de la consommation intérieure. « Avant de faire le commerce des Indes et de l'Amérique, commençons par faire le commerce de France »[84]. Il faudrait citer ici de nombreuses pages de l'article « Hommes » qui toutes portent le même message essentiel : « il faut des richesses pour produire des richesses », la misère du peuple, c'est « le dépérissement de l'État »:

---

[79] C'est l'objet même du texte connu sous le nom de « Second problème économique » de fournir le compte précis de cette *déprédation*, Cf. éd. Cartelier pp. 395 et *sq.*

[80] *Ibid.*, pp. 416-417.

[81] Baudeau, *Avis au peuple sur son premier besoin*, 1768, *apud* : Weulersse, *op. cit.*, pp. 511-512.

[82] *Ibid.*, p. 512.

[83] *Ibidem.*

[84] La formule est de Boesnier de l'Orne, ce « physiocrate sans le savoir » selon Weulersse, *op. cit.*, p I - 486).

« *Les richesses et les populations ne se soutiennent que par l'aisance que procurent les richesses.* Les hommes ne contribuent à la prospérité de l'État que par leurs productions et par leur consommation [...]. Dans l'état même des manouvriers, les hommes ne sont utiles qu'autant qu'ils peuvent parvenir à l'aisance que doit leur procurer le travail : car lorsqu'ils sont assujettis à des impôts, à des corvées et à d'autres charges qui éteignent en eux l'espérance de pouvoir se procurer les moindres commodités de la vie [...] : ils ne connaissent que la ressource de l'extrême pauvreté pour s'exempter du déplaisir de la saisie des effets qu'on leur enlèverait [...]. Ainsi ils ne sont utiles ni par leurs productions, ni par leur consommation. *Il ne faut donc point comprendre ces hommes, ou plutôt ces familles tombées en non-valeur, dans la population profitable à l'État.* En exigeant trop de ces hommes, on les a rendus inutiles et malheureux [...]. *Voilà les succès des maximes de ces hommes féroces, qui prétendent qu'il faut réduire le bas-peuple à la misère, pour les forcer de travailler*[85]. Les hommes et les terres sont les biens : leurs productions commerçables sont les richesses : les hommes comme les terres tombent en friche, et en non-valeur, lorsqu'ils sont épuisés. Des millions d'hommes dans la misère, et des millions de terre en friche ne servent qu'à manifester le dépérissement d'un État.

C'est l'état d'aisance qui provoque le travail parce que les hommes jouissent du bien-être qu'il leur procure, qu'ils s'accoutument aux commodités de la vie, aux bons aliments, aux bons vêtements et qu'ils craignent la misère [...]. Ces motifs fondés sur la possibilité d'accroître les richesses par les richesses sont donc les vraies causes qui excitent les hommes au travail, qui les rendent utiles et qui procurent les richesses de l'État.

Les succès des travaux des hommes ne se bornent pas aux productions qui en naissent, mais ils procurent la consommation et les dépenses, qui sont elles-mêmes une autre source de richesses. *Tout ce qu'un homme dépense de ses gains, ou de ses revenus profite à d'autres hommes, et retourne à la source qui l'a produit et qui le renouvelle.* [...].

Les richesses ne sont multipliées ou perpétuées dans un État par les hommes qu'autant que les hommes peuvent se multiplier par les richesses, et qu'ils peuvent multiplier les richesses par les richesses. Si le gouvernement détourne les richesses de la source qui les reproduit perpétuellement, il détruit les richesses et les hommes »[86].

Parallèlement, il faut encourager les manufactures consommatrices de productions nationales. La position de Quesnay sur les manufactures est nuancée : il accepte qu'on les développe à une condition : « on ne doit s'attacher qu'aux manufactures de marchandises de main d'œuvre dont on a les matières premières, et qu'on peut fabriquer avec moins de dépense

---

[85] Quesnay revient à plusieurs reprises dans ses oeuvres sur ce thème, il n'a pas de mots assez durs pour condamner cette politique *barbare*, ainsi, dans la note sur la maxime XX (*Qu'on ne diminue pas l'aisance du menu peuple*) : « Pour autoriser les vexations sur les habitants de la campagne, les exacteurs ont avancé pour maxime, qu'il faut que les paysans soient pauvres pour les empêcher d'être paresseux. Les bourgeois dédaigneux ont adopté volontiers cette maxime barbare, parce qu'ils sont moins attentifs à d'autres maximes plus décisives, qui sont que l'homme *qui ne peut rien conserver ne travaille précisément que pour gagner de quoi se nourrir et qu'en général tout homme qui peut conserver est laborieux, parce que tout homme est avide de richesses.* La véritable cause de la paresse du paysan opprimé est le trop bas prix du salaire et le peu d'emploi dans les pays où la gêne du commerce des productions fait tomber les denrées en non-valeur, et où d'autres causes ont ruiné l'agriculture [...]. Les ministres, dirigés par des sentiments d'humanité, par une éducation supérieure, et par des vues plus étendues, rejettent avec indignations les maximes odieuses et destructives qui ne tendent qu'à la dévastation des campagnes ; car ils n'ignorent pas que ce sont les richesses des habitants de la campagne qui font naître les richesses de la nation » (*op. cit.*, éd. Cartelier, pp. 263-264).

[86] F. Quesnay, Article « Hommes », éd. Hecht, pp. II-540-542.

que dans les autres pays »[87]. C'est le cas en particulier de l'industrie lainière qui favorise le progrès de l'élevage et de l'engraissement des terres. Mais, plus généralement, les manufactures de « denrées du cru » ayant la faveur de Quesnay sont celles qui utilisent proportionnellement plus de matières premières et moins de main d'œuvre, c'est à dire les « manufactures grossières », celles qui fournissent par exemple au paysan, de « bons vêtements », du « bon linge », de « bons souliers » . . . c'est à dire les articles communs mais de bonne qualité qui assurent le débit régulier de nos laines, de nos cuirs . . . À condition, une fois encore, que l'aisance du « menu peuple » le mette en état - comme c'est le cas en Angleterre ou en Allemagne selon les physiocrates - de faire face à ces dépenses[88].

4.5.3 - Que l'on ne provoque point le *luxe de décoration.*

Si « les propriétaires et ceux qui exercent des professions lucratives » doivent préférer la consommation aux *épargnes stériles* , ils n'en sont pas quittes pour autant de leurs obligations : encore faut-il que l'équilibre soit maintenu entre consommation de produits agricoles (le « faste de subsistance ») et achats de biens manufacturés (le « luxe de décoration »). Dans une nation agricole, « les grandes dépenses en consommation de subsistances entretiennent le bon prix des denrées et la reproduction des revenus »[89]. Que les dépenses de luxe viennent à dépasser la consommation de produits agricoles et le revenu foncier sera diminué de façon plus que proportionnelle, c'est tout au moins ce que cherche à démontrer le « *Tableau* »[90]. Mais si la reproduction de l'agriculture est assurée, le luxe de décoration n'est pas pour Quesnay à réprouver complètement ; à tout prendre, il est même préférable à la thésaurisation dans la mesure où les domestiques et les ouvriers du luxe sont eux-mêmes des consommateurs de produits agricoles[91].

L'avarice des riches et de l'État n'est pas seulement condamnable quand elle réduit le peuple à la misère, elle est préjudiciable également quand elle se manifeste par une thésaurisation intempestive, véritable détournement de richesse dont pâtit l'agriculture. La première condition que pose Quesnay au fonctionnement de la circulation idéale décrite dans son « *Tableau* » est « qu'il ne se forme point de fortunes pécuniaires, ou du moins qu'il y ait compensation entre celles qui se forment, et celles qui reviennent dans la circulation ; car autrement ces fortunes pécuniaires arrêteraient le cours d'une partie de ce revenu annuel de la nation, et retiendraient le pécule ou la finance du royaume, au préjudice de la rentrée des avances, de la rétribution du salaire des artisans, de la reproduction du revenu, et de

---

[87] F. Quesnay, « Extrait des économies royales de M. de Sully », éd. Cartelier, p. 117 & 146, et « Maximes . . . », *Ibid.* p. 253.

[88] Mirabeau déclare de son côté, avec sa boursouflure habituelle : « On gémit, quand on compare cela au profit fait sur les étoffes de soie, d'or et d'argent, dont la matière première n'est rien et vient du dehors ; à des glaces et des porcelaines fragiles, dont le sable et la poussière sont tout le fond » (*Philosophie rurale*, 1764, p. II - 300).

[89] « Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole» , note de Quesnay sur la maxime XXII, éd. Cartelier, p.264.

[90] A l'inverse - faut-il le préciser ? -, une prédominance de la consommation en subsistances n'aurait, pour Quesnay, aucun effet défavorable, bien au contraire.

[91] Quesnay ne souscrirait donc sans doute pas au vœux de Saint-Péravy qui souhaiterait « pour les États agricoles que toutes les manufactures qui servent au luxe de leurs riches propriétaires fussent placées dans les autres pays ». *Journal d'agriculture*, déc. 1765, *apud* : Weulersse, *Le mouvement physiocratique*, p. I - 494.

l'impôt »[92]. Mais, là encore, on aura garde de caricaturer la pensée quesnélienne : toute épargne n'est pas condamnable en soi et Quesnay prend bien soin de distinguer :

- les fortunes « actives » : « qui sont employées, par exemple, à former les avances des grandes entreprises d'agriculture, de commerce, et de manufactures profitables, ou à acquérir des biens-fonds dont les revenus rentrent annuellement dans la circulation », et
- les fortunes « rongeantes et onéreuses à la nation » : qu'il s'agisse des « fortunes pécuniaires qui tirent des intérêts de l'argent, et qui ne sont pas établies sur des fonds productifs » ou de celles « qui sont employées à des acquisitions de charges inutiles, de privilèges, etc. »[93].

Une fois de plus, la position de Quesnay est beaucoup plus nuancée que celle qu'on lui prête parfois. Il ne s'agit pas pour lui de condamner le capital mais seulement « l'accumulation d'argent qui intercepte la circulation ». Les revenus utilisés en avances pour l'agriculture - mais aussi pour les autres activités utiles - ne sont pas condamnés, bien au contraire. Même les thésaurisations sous forme d'épargnes de précaution pour les « vieux ans » peuvent présenter un aspect favorable : elles « multiplient l'offre de prêter, et font baisser par conséquent les conditions du prêt ou l'intérêt de l'argent »[94]. Quesnay ne tire pas cependant dans ce texte les conséquences économiques favorables de ce « baissement de l'intérêt de l'argent », il est vrai que, selon lui, « l'agriculture n'a pas, comme le commerce, une ressource dans le crédit »[95]. Le niveau des taux n'est donc pas un enjeu essentiel à ses yeux.

Lavoisier par contre insistera à plusieurs reprises, quelques années plus tard, sur l'importance de ce problème pour l'agriculture. Par exemple en 1786, lors d'un *Comité d'administration de l'agriculture :* « M. Lavoisier a observé qu'un changement de système dans la culture d'une ferme exigeait des avances considérables qui, presque toujours étaient hors de portée des cultivateurs, qu'il n'était pas même démontré qu'ils y trouvassent l'intérêt de leurs avances. Il a ajouté que l'intérêt de l'argent, en France, était trop haut pour qu'on trouvât de l'avantage de placer des capitaux en amélioration de culture ; que les cultivateurs eux-mêmes préféraient de placer leurs économies dans les fonds publics plutôt que d'augmenter leur culture ou d'acquérir des terres [...] et que c'était un obstacle invincible au progrès de l'agriculture »[96].

---

[92] « Extrait des économies royales de M. de Sully », éd. Cartellier, pp. 103-104.

[93] *Ibid.*, note de Quesnay, p. 104.

[94] « Du commerce . . . », éd. Cartelier, p.340.

[95] Article « Fermiers» , éd. Hecht, p.447.

[96] Séance du 15 Décembre 1786, *in* : « Procès-verbal de la 51ème séance », *apud* : Henri Pigeonneau et Alfred de Foville, *L'administration de l'agriculture au contrôle général des finances (1785-1787), procès verbaux et rapports*, éd. Guillaumin, 1882, p. 330.

Dans la présentation de l'analyse quesnélienne des prix, de leur rôle et de leurs enjeux, que nous avons tenté ici, nous avons délibérément refusé deux positions qui nous semblent à la fois peu efficaces et méthodologiquement contestables :

- la construction rétrospective d'une théorie des prix « pré-classique », même si la relecture des analyses des successeurs plus ou moins célèbres (Smith, Isnard . . .), peut jusqu'à un certain point faciliter l'interprétation de l'apport spécifique de Quesnay,
- une attitude de refus de toute formalisation - même très fruste - du raisonnement quesnélien qui, en s'interdisant une prétendue « trahison » de l'œuvre, se refuserait à en mesurer à la fois les limites et la formidable puissance explicative.

Comme dans l'analyse précédente du *Tableau Économique*, la voie de recherche que nous avons retenue permet d'éclairer un nouvel aspect de la démarche de Quesnay. Ici, elle prouve par exemple que, si Quesnay ne dispose certes pas d'une théorie parfaitement constituée des prix, les prix jouent cependant un rôle central dans son système explicatif[97]. Aussi paradoxale que cette position pourra apparaître par rapport aux lectures physicistes traditionnelles des textes des Économistes, Quesnay n'est pas, selon nous, un théoricien de la productivité agricole, c'est un théoricien de la *rentabilité*. Et l'on pourrait même préciser : de la rentabilité *sociale* de l'agriculture, dans la mesure où il se situe non seulement au niveau de l'entreprise agricole individuelle mais à celui de la nation dans son ensemble.

Second paradoxe : on peut dire que Quesnay, en un certain sens, dénaturalise l'économie. Ainsi, en matière de prix, la concurrence égalise les estimations privées comme elle atténue les pléthores et les pénuries, mais encore faut-il qu'elle puisse jouer : « ce ne sont pas seulement les bonnes et les mauvaises récoltes qui règlent le prix du blé, c'est principalement la liberté ou la contrainte dans le commerce de cette denrée qui décide de sa valeur »[98]. Ainsi « le gouvernement d'un État peut par des règlements vicieux causer beaucoup de dérangements nuisibles dans les prix »[99]. Bref, seule l'entière liberté des échanges « peut établir les productions à leur prix naturel »[100]. Mais ce qui est en jeu ici, au-delà des problèmes de prix, c'est toute l'orientation de l'économie : « Telle est la rupture qu'introduit Quesnay. En liant l'abondance et l'opulence, il cesse d'envisager la subsistance comme une finalité »[101], celle qui condamnait jusque là la nation à l'autoconsommation, à l'autarcie et, finalement, à la misère.

* * *

*

---

[97] On pourra consulter sur ce point crucial de l'analyse de l'œuvre de Quesnay les travaux de Philippe Steiner, qui rejoignent les nôtres sur de nombreux points. V. en particuler : « Quesnay et le commerce », *Revue d'Économie Politique*, vol. 107(5), sept.-oct. 1997, pp. 695-713 & « Demand, Prices and Net Product in Quesnay's Early Writings », *European Journal of the History of Economic Thought*, pp. 231-251.

[98] F. Quesnay, Article « Fermiers », éd. Hecht, p. 445.

[99] F. Quesnay, Article « Hommes », éd. Hecht, p. 527.

[100] Le Trosne, *op. cit.*, 1777, p. 912.

[101] Catherine Larrère, *L'invention de l'économie au XVIII*^{ème} *siècle*, Paris, P.U.F., 1992, p. 188.

ANNEXE IV :

Analyse de l'article « *Grains* » de Quesnay

On reprend ici, avec tout le détail nécessaire permettant de vérifier notre traitement du problème, l'analyse de l'article « *Grains* » de Quesnay. Nous ne faisons que traduire sous forme symbolique et tabulaire les développements de l'auteur. Nous précisons dans le texte les hypothèses de lecture que nous avons retenues.

Introduction :
Comparaison des productions de *blé*

Le raisonnement de Quesnay débute par la comparaison des surfaces et productions obtenues respectivement en *Grande* et en *Petite Culture* dans la situation actuelle[102]. Le concept de production ici retenu est celui de production *dîme incluse et semence déduite.*[103]

Tableau n°1 : Comparaison des productions de blé en grande et en petite culture
Situation actuelle.

	Surface cultivée (millions d'arpents)	Production en blé (millions de setiers)	Rendement (setiers par arpent)
Grande Culture	*6*	10,94 (11)	1,824
Petite Culture	*30*	33,31 (34)	1,110
Total	*36*	44,25 (45)	1,229

Un premier calcul très simple consisterait à évaluer la conséquence d'une généralisation de la *Grande Culture*, pour ce faire, Quesnay se borne à multiplier par six la production actuelle puisque les surfaces en *Grande Culture* seraient elles-mêmes six fois plus importantes dans cette hypothèse[104]. On aboutit ainsi à la situation suivante :

Tableau n°2 : **Situation potentielle** pour la production de blé.

	Surface cultivée (millions d'arpents)	Production en blé (millions de setiers)	Rendement (setiers par arpent)
Grande Culture	*36*	65,64 (66)	1,824
Petite Culture	*0*	*0*	--
Total	*36*	65,64 (66)	1,824

[102] Les nombres en italiques sont ceux de Quesnay. Quand l'auteur donne une valeur trop arrondie ou fausse, on fait figurer cette valeur entre parenthèses à côté de la valeur exacte. Les nombres à typographie normale et sans parenthèses correspondent à nos propres calculs.

[103] Qui sera noté ci-dessous Q' pour la production en quantités physiques (et R' en valeur).

[104] On passerait en effet de 6 à 36 millions d'arpents.

Mais Quesnay ne se contente pas de cette première approche en terme de production physique qui fait apparaître un accroissement de 50 %. La croissance du produit physique peut en effet avoir un effet désastreux dans la mesure où des récoltes plus abondantes « feraient tomber le blé en non-valeur »[105], ce qui aboutirait à la ruine du laboureur et assècherait cette source de revenu pour le roi et les propriétaires.

Faut-il pour autant renoncer à la généralisation de la *Grande Culture* ? Non, bien entendu à condition :

- de ne pas limiter l'analyse à la description des productions physiques et d'y inclure l'étude de la rentabilité des activités agricoles en termes monétaires,
- de proposer des solutions quand cette analyse fait apparaître des risques de non-valeur pour les fermiers et les propriétaires.

Une telle solution existe pour Quesnay : il suffit de permettre l'exportation qui permettra, en cas de forte production d'ouvrir de nouveaux marchés et, ainsi, de maintenir les prix à un niveau rémunérateur : « Il n'y a que la facilité du débit à bon prix qui puisse maintenir l'abondance et le profit »[106].

Tout au contraire, dans un État où l'on ne récolte que pour la subsistance de la nation, on a *à la fois*, en cas de production abondante :

- le bas prix, désastreux pour les fermiers et dommageable pour les propriétaires et le souverain,
- et le déséquilibre puisque le stock de 3 à 4 mois de consommation produit en trop lors d'une année abondante ne suffit même pas à assurer la couverture des besoins de l'année suivante si celle-ci est mauvaise).

I - Situation actuelle

A) État de la *grande culture* des grains

Cette grande culture est mise en oeuvre, d'après Quesnay, sur **6 millions d'arpents**, répartis également en trois soles :

→ 2 millions en blé,
→ 2 millions en avoine et autres grains de mars
→ 2 millions en jachère.

Le rendement possible serait au moins, selon lui, de 8 setiers par arpent [107] mais il se rabat immédiatement sur un chiffre moyen plus réaliste de 5 setiers par arpent pour tenir compte de l'inégale fertilité des terres et de l'existence de pauvres fermiers [108].

---

[105] Article « Grains », éd. Hecht, p. II - 143.

[106] *Ibid.*, p. II-143.

[107] L'agrégat retenu ici est la production physique *hors semence et hors dîme*, nous la noterons ci-après Q* (respectivement : R* quand on l'exprimera en valeur).

[108] Il s'agit, là encore, d'une production hors semence et hors dîme (Q*).

a) Variations du prix du blé en fonction de la récolte :

Les variations conjoncturelles des quantités produites se traduisent par des variations inverses du prix et donc de la *recette* et du *produit net*. Les frais sont par contre considérés comme fixes. On aboutit ainsi à l'expression d'une liaison négative entre productivité et recette totale[109] et, ce qui porte plus à conséquence, entre productivité et produit net[110].

Reste pour Quesnay à synthétiser ce prix fluctuant en un prix **unique** qui lui permette de construire ce que nous appellerions aujourd'hui un *compte d'exploitation*, détaillant charges et revenus selon les types de culture. Mais le calcul de ce prix moyen n'a rien d'évident à l'époque même si une notion intuitive de la moyenne est déjà couramment pratiquée. Comme on l'a vu ci-dessus, Quesnay hésite en fait entre deux raisonnements :

- celui de la *moyenne simple* consistant à diviser le total des prix par le nombre d'années :

$$p_m = \frac{\sum p}{n} = \frac{10+12+15+20+30}{5} = \frac{87}{5}$$

soit : p_m = **17,4 £** (17 livres 8 sols)

- et ce que nous pouvons interpréter comme une ***moyenne pondérée*** : la moyenne arithmétique des prix pondérés par les quantités correspondantes :

$$p_m' = \frac{\sum p.Q^*}{n} \div \frac{\sum Q^*}{n} = \frac{77,4£}{5} = 15,48£$$

soit, en simplifiant : $$p_m' = \frac{\sum p.Q^*}{\sum Q^*} = \frac{387}{25} = 15,48£$$

S'il manifeste une préférence pour la deuxième expression, Quesnay utilise cependant conjointement les deux notions de prix, :

- le prix de 17,4 £ (17 Livres 8 sols) intitulé : « *prix commun de la vente du blé à Paris* »
- et celui de 15,48 £ (15 Livres 9 sols 7 deniers, arrondi par Quesnay à 15 Livres 9 sols) appelé « *prix commun des fermiers* ».

Tableau n°3 : Productivité et prix

Q* Productivité (setiers par arpent)	p prix du setier (en livres : £)	R* = Q* x p Recette totale par arpent (en £)	F Frais totaux par arpent (en £)	PN = R* - F Produit net par arpent (en £)
7	10	70	60	10
6	12	72	60	12
5	15	75	60	15
4	20	80	60	20
3	30	90	60	30
25	87	387	300	87
5	17,4 £ (17 £ 8 s)	77,4 £ (77 £ 8 s)	60 £	17,4 £ (17 £ 8 s)

[109] Hors semence et hors dîme : Q* et R* .

[110] Le produit net ici considéré est le produit net au sens restreint (noté ici : PN) n'incluant que l'impôt (Taille, notée : T), la rente du propriétaire (notée : P) et le revenu de l'exploitant (noté : E) : PN = T + P + E = R* - F .

b) Calcul de la dîme :

Quesnay faisant référence d'un paragraphe à l'autre du texte à plusieurs notions différentes de valeur de la récolte, il nous faut tout d'abord les caractériser nettement en exposant les relations entre ces définitions. On distinguera ainsi :

→ R : valeur de la récolte, dîme et semences **non** déduites,
→ R' : valeur de la récolte, dîme comprise, semences déduites (R' = R - S = R^* + D),
→ R" : valeur de la récolte, dîme déduite, semences comprises (R" = R - D = R^* + S),
→ R^* : valeur de la récolte, dîme et semences **déduites** (R^* = R - S - D).

Compte tenu de ces notations, la part de la dîme telle que l'estime de Quesnay peut s'exprimer de différentes manières. Ainsi, en proportion de la récolte brute :

$$D = \frac{R}{13} = \frac{R'+S}{13} = \frac{R''+D}{13} \quad \Rightarrow \quad 13.D = R'' + D$$

on en déduit la proportion par rapport à la récolte nette de dîme :

$$D = \frac{R''}{12} = \frac{R^*+S}{12}$$

La dîme pour un arpent de grande culture en année moyenne peut donc être déterminée par le calcul suivant :

$R^* = Q^*$ x 15,48 £ = 5 x 15,48 £ == 77,4 £
setiers par arpent

en y ajoutant la valeur de la semence (S = 10,3 £), on en déduit :

R" = 77,4 £ + 10,3 £ = 87,7 £

d'où :

D = 87,7 / 12 = 7,3 £ (arrondi à 7 par Quesnay)

et : R = R" + D = 95 £

c) Compte d'exploitation en année moyenne pour la Grande Culture :

La construction de ce compte (v. *infra*, Tableau n°4) appelle plusieurs remarques ou éclaircissements :

1- la semence est évaluée par Quesnay à une quantité fixe de 2/3 de setier par arpent de blé (soit huit boisseaux, environ 104 litres) et de 1/3 de setier par arpent d'avoine ou autres grains de Mars (soit huit boisseaux également puisque, si le setier de blé vaut 12 boisseaux, le setier d'avoine, quant à lui, vaut **24** boisseaux !),
2- la jachère, par définition, ne produit rien, le fermage correspondant est affecté formellement par Quesnay à la charge de la sole de blé qui paye ainsi **deux** fermages (10 livres 1/2 au lieu de 5 1/4),
3- pour le passage des quantités aux valeurs, les prix communs au setier retenus sont respectivement de :
   - 15,48 £ (15 £ 9 s 7 d) pour le blé (arrondi par Quesnay à 15 £ 9 s , soit 15,45 £),
   - 9 £ pour l'avoine
4- les chiffres de Quesnay étant souvent arrondis (et parfois erronés), on a présenté ici une colonne des valeurs par arpent de blé ***simplifiée*** concordant avec les valeurs données par François Quesnay pour les deux millions d'arpents.

5- toutes les charges sont considérées par Quesnay comme fixes (quelle que soit la quantité produite) sauf la dîme (v. supra, point b); le gain du fermier (noté ici : E) dépend de la quantité récoltée et du prix de marché, comme on le verra au point suivant. En année moyenne, on a la ventilation suivante du « produit net » (au sens restreint, c'est à dire dîme exclue) :

T = **1/5** PN , P = **3/5** PN , E = **1/5** PN

Tableau n°4 : Compte d'exploitation en année moyenne pour la Grande Culture (M : millions)

	BLE			AVOINE			Valeurs cumulées pour les 6 millions d' arpents (2 en blé+ 2 en avoine + 2 en jachère)
	par arpent		pour 2 M d'arpents	par arpent		pour 2 M d'arpents	
	Volume (setiers)	Valeur (en livres)	Valeur (millions de £)	Volume (setiers)	Valeur (en livres)	Valeur (millions de £)	
Semence (S)	0,667	10 1/4 (10,3)	20,5	*0,333*	*3*	6	26,5
Dîme (D)	0,472	7 1/4 (7)	14,5 (14,91)	0,166	*1,5*	*3 (et 3,1)*	17,5 (18)
Frais (F)	3,876	*60*	*120*	0,556	*5*	*10*	*130*
Taille (T)	0,223	3,5 (3,4)	7	0,222	*2*	*4*	*11*
Propriétaires (P)	0,678	*10,5 (et 10,6)*	21	0,583	*5 1/4*	*10,5*	*31,5*
Exploitants (E)	0,223	3,5 (3,4)	7	0,306	*2 3/4*	*5,5*	*12,5*
Produit Net (PN) = Sous-Total : T+P+E	1,130	17,5 (17,4)	35	1,111	*10*	*20*	*55*
Total : R	6,139	95	190	2,166	19,5	39	229
R-S = R'	5,472	84 3/4 (84,4)	169,5 (169,91)	1,833	16,5	*33 (et 33 1/3)*	202,5 (203)
R-D = R"	5,667	87 3/4 (87,7)	175,5	*2*	18	36	211,5
R-S-D = R*	*5*	77 1/2 (77,4)	155	*1,666*	*15*	30	185

d) Du degré d'abondance des récoltes et de son influence sur le gain du fermier.

Ce que l'on appellerait aujourd'hui la situation conjoncturelle, en fait le degré d'abondance des récoltes, est pris en compte par Quesnay dans la mesure où il détermine l'équilibre de l'offre et de la demande, donc le niveau du prix fixé par le marché et les gains du fermier.

Les variations conjoncturelles envisagées par Quesnay peuvent être présentées dans un tableau (v. *infra*, Tableau n°5), en reprenant dans chaque cas les valeurs par arpent. François Quesnay ne retient ici dans son texte que les chiffres des années abondantes, bonnes et moyennes, nous les avons complétés avec les valeurs des années faibles et mauvaises, pour permettre la comparaison avec les autres passages où Quesnay retient cinq cas.

Comme on le constate dans le tableau, les fermiers doivent craindre, paradoxalement, les années *abondantes* et *bonnes* puisqu'il s'agit pour eux dans ce cas d'années de perte : « Ainsi le fermier a intérêt qu'il n'y ait pas beaucoup de blé; car il ne gagne un peu que dans

les mauvaises années : je dis **un peu,** parce qu'il a peu à vendre, et que la consommation qui se fait chez lui à haut prix augmente beaucoup sa dépense »[111].

Tableau n°5 : Influence de la conjoncture sur le gain du fermier (par arpent de blé)

Blé Caractéristique de la récolte annuelle	Q* Productivité (setiers par arpent)	p prix du setier (en livres)	R* = Q* x p Recette totale par arpent (en £)	F + T + P Charges par arpent (en £)	E = R* - (F + T + P) Gain du Fermier par arpent (en £)
Abondante	*7*	*10*	*70*	74 (73,925 ou 73 £ 18 s 6 d)	- 4 (- 3,925)
Bonne	*6*	*12*	*72*	74	- 2 (- 1,925)
Moyenne	*5*	15,48 (15,45)	*77,4*	74	+ 3,4 (arrondi à 3,5)
Faible	4	20	80	74	+ 6
Mauvaise	3	30	90	74	+ 16

Quesnay veut sans doute ici trop prouver car la consommation domestique du fermier en blé a déjà été prise en compte dans le calcul de toutes les hypothèses (qu'elle ait été déduite de la production ou comprise dans les frais de production), et on voit mal pourquoi, lors des mauvaises années cette consommation domestique se mettrait justement à augmenter!

Quant aux rapports entre quantités récoltées et prix, on a vu ci-dessus que l'hypothèse retenue par Quesnay pouvait être résumée par une fonction simple reliant le prix du blé et le niveau de production (la notion de production retenue étant ici la récolte *dîme et semences déduites* notée Q*) :

$$p = \frac{60}{Q^* - 1}$$ *Fonction de prix de marché de Quesnay*[112]

les chiffres donnés par Quesnay concordent exactement avec cette formule, sauf pour un petit écart que l'on peut constater dans le cas du prix moyen (p = 15,48 £) où la quantité correspondante devrait être de 4,88 setiers environ, et non 5 setiers comme l'indique le texte.

De cette fonction de prix de marché peut être déduite la fonction de recette totale (semences et dîme déduites : R*) qui présente une forme similaire :

$$R^* = p \,.\, Q^*$$

donc :

$$R^* = \frac{60.Q^*}{Q^* - 1}$$ *Fonction de recette totale*[113]

Les deux fonctions ne sont autres que des fonctions homographiques d'asymptotes x=1, y = 0 dans le cas du prix et x=1, y = 60 dans le cas de la recette. La courbe de la recette totale apparaît ainsi comme la translation vers le haut - d'un montant de 60 - de la courbe des prix. (v. *supra*, Figure n°1).

---

[111] *Op. cit.*, p. 148, c'est l'auteur (F.Q.) qui souligne.

[112] Qui peut s'inverser en : Q* = (60/p) + 1

[113] Qui peut s'écrire, en fonction du prix : R* = 60 + p

Comme on le constate d'après le graphique en se déplaçant vers la droite sur l'axe des quantités produites, le gain du fermier diminue au fur et à mesure que la production augmente, il s'annule pour $Q^* \approx 5{,}29$ (soit p = 14 £) et au delà commence la zone de perte. En effet, comme les charges par arpent sont fixes (F+T+P=74 £), la fonction de gain du fermier est ici :

$$E = R^* - 74 = \frac{60.Q^*}{Q^*-1} - 74 = \frac{74-(14.Q^*)}{Q^*-1}$$

ou, mieux :

$$E = R^* - 74 = (p + 60) - 74 \qquad \Rightarrow \qquad \boxed{E = p - 14}$$

Compte tenu du caractère très approximatif des compétences mathématiques de Quesnay, il est très vraisemblable que c'est plutôt à partir d'une relation de ce type qu'il a bâti son exemple chiffré avec toutes ses hypothèses de gain, de recette et de prix, plutôt qu'à partir d'une forme analytique comme celle de la fonction de prix que nous avons déduit de cet exemple.

B - État de la petite culture des grains (30 Millions d'arpents).

« Excepté l'achat des bœufs, c'est la terre elle-même qui avance tous les frais de culture ». Mais ce système est « onéreux au propriétaire et encore plus à l'État » :l'absence de troupeaux signifie en effet absence d'engrais et l'absence d'engrais, faibles récoltes « qui ne sont évaluées dans les bonnes années qu'au *grain* cinq ».

a) Calcul de la productivité physique.

La formule consacrée de l'époque pour l'expression de la productivité physique et celle du « grain k », c'est à dire, comme le précise lui-même Quesnay, la production du **k^uple** de la semence. Le calcul effectué est en fait le suivant :

$$k = \frac{R''}{S} = \frac{(récolte\_hors\_dîme, \_semence\_non\_déduite)}{(semence)}$$

Seuls ses calculs ultérieurs permettent de comprendre qu'il s'agit bien de cela et de ne pas confondre ce mode de calcul de **k** avec les autres présentations possibles se référant aux notions de production que nous avons notées R et R* . Il est facile de montrer les relations entre ces différentes formes :

$$k = \frac{R''}{S} = \frac{R-D}{S} = \frac{R-(R/13)}{S} = \frac{12}{13} \bullet \frac{R}{S}$$

et :

$$k = \frac{R''}{S} = \frac{R^*+S}{S} = \frac{R^*}{S} + 1$$

Les chiffres de productivité physique retenus par Quesnay pour les différents types de culture peuvent être résumés dans le tableau suivant :

Grande culture, Blé : k = **5**2/3 / 2/3 = 8,5	Bonne culture, Blé : k = **6**2/3 / 2/3 = 10
Grande culture, Avoine : k = **2** / 1/3 = 6	Bonne culture, Avoine : k = **2**1/3 / 1/3 = 7
Petite culture, Blé : k = **2**2/3 / 2/3 = 4	

On notera que Quesnay retient ici pour la petite culture en année moyenne le **grain 4** (et non le grain 5 évoqué au début et qui correspond en fait pour lui aux bonnes années).

b) Compte d'exploitation de la petite culture en année moyenne.

La *petite culture* représente une superficie de 30 Millions d'arpents répartis en deux parties :

- 15 Millions cultivés et
- 15 Millions d'arpents de jachère.

Le prix moyen retenu par Quesnay pour le setier de blé : 12 livres est plus faible que le prix appliqué dans le cas de la grande culture. L'auteur justifie la différence de traitement par deux considérations :

1- dans les provinces concernées, le débit est plus faible, d'où un plus bas prix de vente moyen,
2- bien que la production essentielle soit le froment, il existe également une petite proportion de seigle, avoine et autres grains de moindre valeur. Quesnay prend ici le parti de ne pas les isoler dans le compte et de retenir un prix global plus faible.

On remarquera qu'une fois de plus, le fermage correspondant à la jachère est affecté formellement à la sole de blé (2 x 1,5 £ = 3 £) et les valeurs de la dernière colonne du tableau concernent donc l'ensemble des 30 Millions d'arpents de terres relevant de la *petite culture* (v. *infra*, Tableau n° 6)

Tableau n°6 : Petite Culture, Compte d'exploitation en année moyenne

PETITE CULTURE	par arpent		Valeur pour 15 millions d'arpents cultivés (en millions de £)
	Volume (setiers)	Valeur (en livres)	
Semence (S)	*0,667*	8	120
Dîme (D)	0,222	2 2/3 (2,65)	40 (32 ou 37,8)
Frais (F)	1,583	*19*	*285*
Taille (T)	0,083	*1*	15
Propriétaires (P)	0,250	*3*	45
Exploitants (E)	0,083	*1*	15
Produit Net (PN) = Sous-Total : T+P+E	0,417	*5*	75
Total : R	2,888	34 2/3	520
R-S = R'	2,222	26 2/3	400 (392 ou 397,8)
R-D = R"	2,666	32	480
R-S-D = R*	*2*	*24*	360

C - Synthèse de la situation actuelle

Il est maintenant possible de synthétiser toutes les valeurs produites dans les deux groupes de terres telles qu'elles résultent des calculs de Quesnay pour la *situation actuelle*. Ce compte global servira ensuite de point de comparaison (il faudrait dire de *repoussoir*) pour l'appréciation des avantages de la *bonne culture*.

Tableau n°7 : Synthèse de la *situation actuelle*. Petite Culture, compte d'exploitation en année moyenne

SITUATION ACTUELLE (Synthèse)	6 millions d'arpents de grande culture (en millions de £)	30 millions d'arpents de petite culture (en millions de £)	Valeur pour 15 millions d'arpents cultivés (en millions de £)
Semence (S)	26,5	120	146,5
Dîme (D)	17,5 (18)	40 (32)	57,5 (50)
Frais (F)	*130*	*285*	*415*
Taille (T)	*11*	*15*	*26*
Propriétaires (P)	*31,5*	*45*	*76,5*
Exploitants (E)	*12,5*	*15*	*27,5*
Produit Net (PN) = Sous-Total : T+P+E	*55*	*75*	*130*
Total : R	229	520	749
R-S = R'	202,5 (203)	400 (392)	602,5 (595)
R-D = R"	211,5	480	691,5
R-S-D = R*	185	360	545

II - Bonne culture des grains

A - Bonnes terres

Quesnay les estime à un total de 30 Millions d'arpents qui seraient répartis en trois soles d'égale importance : 10 Millions cultivés en blé, 10 Millions en avoine et 10 Millions laissés en jachère.

a) Variations du prix du blé et évolution des gains :

Si on la compare à celle du point précédent, la relation entre l'évolution conjoncturelle du prix du blé et les recettes brutes et nettes du fermier prend ici un tour très différent.

Tableau n°8 : Productivité et rentabilité dans le cas de la *Bonne Culture*.

Caractéristique de la récolte annuelle :	Q* Productivité (setiers par arpent)	p prix du setier (livres)	R* = Q* x p Recette totale par arpent (en £)	F Frais totaux par arpent (en £)	PN = R* - F Produit net par arpent (en £)	F + T + P Charges par arpent (en £)	E=R*-(F+ T+P) Gain du fermier (en livres)
Abondante	*8*	*16*	*128*	*66*	*62*	*96*	*32*
Bonne	*7*	*17*	*119*	*66*	*53*	*96*	23
Moyenne	*6*	*18*	*108*	*66*	*42*	*96*	12
Faible	*5*	*19*	*95*	*66*	*29*	*96*	-1
Mauvaise	*4*	*20*	*80*	*66*	*14*	*96*	*-16*
Total pour les 5 années	*30*	*90*	530	*330*	*200*	*480*	50
Divisé par 5 =	6	18	106	*66*	40	*96*	10 (9,9 £)

Pour le calcul du prix, on retrouve l'hésitation de Quesnay entre :

1) Moyenne simple : $p_m = \frac{\sum p}{n} = \frac{90}{5} = 18£$ le setier

2) Moyenne pondérée : $p_m' = \frac{\sum p \cdot Q^*}{\sum Q^*} = \frac{530}{30} = 17£\ 2/3 = 17\ £\ 13\ s\ 4\ d$

Il retient finalement la solution (2) c'est à dire un prix commun de 17£ 2/3.

Quant à la relation entre productivité physique et prix, il s'agit ici, on l'a vu, d'une fonction linéaire :

$$p = - Q^* + 24$$

d'où la recette totale par arpent (R*) de type parabolique : $R^* = - Q^{*2} + 24.Q^*$

et, dans sa partie « utile », c'est à dire dans la zone de productivité envisagé par Quesnay (c'est à dire de $Q^* = 4$ à $Q^* = 8$), la recette est croissante [114], ce qui constitue l'exact opposé de la situation précédente.

L'enjeu est ici considérable pour Quesnay, il s'agit en effet d'opposer deux méthodes aux conséquences radicalement opposées :

→ dans la situation actuelle : « l'abondance ruine le fermier et celui-ci ne peut se dédommager un peu que dans les mauvaises années »,

→ dans la bonne culture : « il gagne [dans les bonnes années] et il perd dans les mauvaises »[115]. L'intérêt du fermier concorde alors avec l'intérêt général : son avantage - et celui des consommateurs - est qu'il obtienne une forte récolte.

---

[114] Elle ne décroîtrait qu'au delà de Q* = 12, abscisse du point où la recette marginale (dR*/dQ*) s'annule.

[115] *Op. cit.*, p. 479.

b) Compte d'exploitation en année commune.

Tableau n°9 : Compte d'exploitation, en année moyenne, des bonnes terres en *bonne culture*.

BONNES TERRES EN BONNE CULTURE	BLE			AVOINE			Valeurs cumulées pour les 30 millions d'arpents (10 en blé + 10 en avoine + 10 en jachère)
	par arpent		pour 10 M d'arpents	par arpent		pour 10 M d'arpents	
	Volume (setiers)	Valeur (en livres)	Valeur (millions de £)	Volume (setiers)	Valeur (en livres)	Valeur (millions de £)	
Semence (S)	0,667	11 7/9	117,8	0,333	3,33	33,3	151,1
Dîme (D)	0,555 (0,563)	9,82 (9,95 ou 10)	98,2 (99,5 ou 100)	0,194	1,94 (1,85)	19,4 (18,5)	117,6 (118)
Frais (F)	3,736	*66*	*660*	0,500	*5*	*50*	*710*
Taille (T)	0,566	*10*	*100*	0,250	*2,5*	*25*	*125*
Propriétaires (P)	1,132	*20*	*200*	1,000	*10*	*100*	*300*
Exploitants (E)	0,566	*10*	*100*	0,250	*2 1/2*	*25*	*125*
Produit Net (PN) = Sous-Total : T+P+E	2,264	*40*	*400*	1,500	*15*	*150*	*550*
Total : R	7,222	127,60	1276	2,527	25,27	252,7	1528,7
R - S = R'	6,556	115,82 (116)	1158,2 (1159,5)	2,194	21,94 (21,85)	219,4 (218,5)	1377,6 (1378)
R - D = R"	6,667	117,78	1177,8	2,333	23,33	233,3	1411,1
R – S - D = R*	*6*	*106*	1060	*2*	*20*	200	1260

Pour établir le compte d'exploitation correspondant à l' « *année commune* » et en déduire les gains du fermier, Quesnay retient une productivité physique de 6 setiers par arpent et un prix de 17£ 2/3, ce qui détermine les valeurs suivantes par arpent :

Q* = 6 setiers => R* = 6 x 17 £ 2/3 = 106 £

et, comme les frais sont estimés à : F + T + P = 96 £

le gain du fermier par arpent se monte à : E = R* - (F+T+P) = 10 £

soit, par setier : 10 £ / 6 = 1 £ 2/3 = 1 £ 13 s 4d (arrondi à 1 £ 13 s par Quesnay).

B - Terres médiocres

Celles-ci sont également estimées à 30 Millions d'arpents parfois plantés en blé mais pouvant aussi porter toute une série d'autres cultures énumérées par Quesnay [116]. Il estime l'ensemble de la valeur produite sur ces 30 Millions d'arpents au **tiers** de la valeur produite sur les 30 Millions d'arpents de bonnes terres.

---

[116] Aux chanvres, lins, légumes, seigles, orges, prairies artificielles et menus grains s'ajoutent les bois, vignes, arbres à cidre, noyers, châtaigners, sans oublier les blés noirs, faux seigles, pommes de terre, navets et grosses raves . . .

Tableau n°10 : compte d'exploitation des terres médiocres en bonne culture

TERRES MEDIOCRES BONNE CULTURE	Valeurs par arpent (en livres)	Valeur pour 30 millions d'arpents cultivés (en millions de £)
Semence (S)	1,47	44
Dîme (D)	1,23	*37*
Frais (F)	7,33	*220*
Taille (T)	1,33	*40*
Propriétaires (P)	3,33	*100*
Exploitants (E)	1,33	*40*
Produit Net (PN) = Sous-Total : T+P+E	6,00	*180*
Total : R	16,03	481
R - S = R'	14,56	*437*
R - D = R"	14,80	444
R-S-D = R*	13,33	400

Le compte d'exploitation correspondant a été reconstruit à partir des chiffres fournis par Quesnay, la valeur de la semence, qu'il n'indique pas, étant déduite des valeurs globales de la dîme (D = 37 Millions de livres) et de la récolte (R' = 437 Millions de livres) :

$$D = \frac{R}{13} = \frac{R'+S}{13} = 37 \text{ Millions de livres}$$

donc : R' + S = 481 Millions de £ et : S = R - R' = 481 - 437 = 44 Millions de £

C - Synthèse des comptes de la bonne culture.

Il est maintenant possible de synthétiser les informations relatives à l'ensemble des terres en bonne culture en cumulant les chiffres des tableaux 9 et 10 pour donner une vue d'ensemble des avantages de la bonne culture.

On remarquera simplement que Quesnay utilise ici une notion de « *produit, frais déduits* » qui est en fait un produit net **au sens large** c'est à dire un produit net incluant la dîme :

$$R' - F = R - S - F = D + T + P + E = \mathbf{P_N + D}$$

C'est cette notion de « produit net » *lato sensu* qu'il retiendra ensuite dans les différentes versions de son *Tableau économique*

Tableau n°11 : Synthèse de la *bonne culture*. Compte d'exploitation en année moyenne

SYNTHESE BONNE CULTURE	Valeurs pour 30 millions d'arpents de bonnes terres (en millions de £)	Valeurs pour 30 millions d'arpents de terres médiocres (millions de £)	Total (en millions de £)
Semence (S)	151,1	44	195,1
Dîme (D)	117,6 (118)	*37*	154,6 (155)
Frais (F)	*710*	*220*	*930*
Taille (T)	*125*	*40*	*165*
Propriétaires (P)	*300*	*100*	*400*
Exploitants (E)	*125*	*40*	*165*
Produit Net (PN) = Sous-Total : T+P+E	*550*	*180*	*730*
Total : R	1528,7	481	2009,7
R-S = R'	1377,6 (1378)	*437*	1814,6 (1815)
R-D = R"	1411,1	444	1855,1
R-S-D = R*	1260	400	1660
PN + D	667,6	217	884,6 (885)

III - Comparaison de la situation actuelle et de la *bonne culture*

L'étape suivante – essentielle - du raisonnement de Quesnay consiste à comparer les deux situations. Il y a certes quelques divergences entre les chiffres repris ici par l'auteur et ceux de certains de ses calculs précédents ainsi que quelques erreurs de calcul, mais les écarts sont mineurs.

Après les quelques corrections nécessaires, le tableau des valeurs globales se présente de la manière suivante [117] :

L'examen de la dernière colonne du tableau n°12 fait apparaître des phénomènes intéressants pour la compréhension de la démonstration de Quesnay. On constate en particulier que la recette est multipliée à peu près par **3** mais , comme les frais augmentent moins, le produit net est multiplié, lui, par **5** environ. On peut d'ailleurs préciser la contribution de chacun des facteurs à l'évolution globale du produit net en décomposant l'indice du produit net (**I**PN) :

[117] Nous avons adjoint au tableau, à côté des différences calculées par Quesnay, une colonne des rapports entre valeurs produites dans le cas de la *bonne culture* et dans la situation actuelle. Ces indices -ou coefficients multiplicateurs- nous apparaissent en effet plus significatifs que les écarts en valeur absolue.

Tableau n°12 : Comparaison de la situation de *bonne culture* avec la situation actuelle.

Comparaison (valeurs en millions de livres)	[1] Situation actuelle (36 millions d'arpents)	[2] Bonne culture (60 (millions d'arpents)	[3] Différence [2] - [1]	[3] Rapport [2] / [1]
Semence (S)	146,5	195,1	48,6	1,33
Dîme (D)	57,5 (50 et 60)	154,6 (155)	97,2 (105)	2,69
Frais (F)	*415*	*930*	*515*	2,24
Taille (T)	26 (27)	*165*	139 (138)	6,35
Propriétaires (P)	*76,5*	*400*	*323,5*	5,23
Exploitants (E)	*27,5*	*165*	*137,5*	6
Produit Net (PN) = Sous-Total : T+P+E	130 (131)	730	600	5,62
Total : R	749	2009,7	1260,7	2,68
R-S = R'	602,5 (595)	1814,6 (1815)	1212,1 (1220)	3,01
R-D = R"	691,5	1855,1	1163,6	2,68
R-S-D = R*	545	1660	1115	3,05
R' - F = PN + D	187,5 (178 et 180)	884,6 (885)	697,1 (707)	4,72

$$\mathbf{I}P_N = \frac{P_{N1}}{P_{N0}} = (R_1.\frac{P_{N1}}{R_1}) \div (R_0.\frac{P_{N0}}{R_0}) = (U_1.\frac{R_1}{U_1}.\frac{P_{N1}}{R_1}) \div (U_0.\frac{R_0}{U_0}.\frac{P_{N0}}{R_0}) = I_R.I\pi$$

$$\mathbf{I}P_N = \mathbf{I}U \,.\, \mathbf{I}r \,.\, \mathbf{I}\pi$$

formules où les notations suivantes ont été retenues :

U : surface totale utilisée (jachère comprise),

R* : recette totale (hors dîme et semence),

π : part du produit net dans la recette totale ($\pi = P_N / R^*$)

r : productivité en valeur par arpent ($r = R^* / U$).

Cette décomposition en facteurs, dans l'exemple donné par Quesnay, donne les résultats suivants :

Tableau n°13 : Décomposition multiplicative des facteurs de croissance du produit net.

Décomposition des facteurs	[1] Situation actuelle	[2] Bonne culture	Indice (I) [2] / [1]
Surface (en millions d'arpents) : S	36	60	1,67
Productivité en valeur (livres par arpent) : n = R*/S	15,14	27,67	1,83
Recette totale (en millions de livres) : R*	*545*	*1660*	3,05
Part du produit net dans la recette : r = PN / R*	0,238	*0,439*	1,84
Produit Net (en millions de livres) : PN	130	730	5,62

On vérifie que :

$$\underset{\mathbf{I}P_N}{} = \underset{\mathbf{I}U}{1,66} \times \underset{\mathbf{I}r}{1,83} \times \underset{\mathbf{I}\pi}{1,84} = 5,62$$

Enfin, on peut affiner encore cette analyse en comparant les surfaces cultivées, les revenus obtenus avec le blé et les revenus de la culture de l'avoine.

a) Comparaison des surfaces;

Tableau n° 14 : Répartition des surfaces emblavées.

Surfaces Utilisées (U) en millions d'arpents	Situation Actuelle			[4]	Différence
	[1] Grande Culture	[2] Petite Culture	[3] Total	Bonne Culture	[5] = [4] - [3]
Sole de Blé	2	15	17	10	- 7
Sole d'Avoine	2	---	2	10	+ 8
Jachère	2	15	17	10	- 7
Autres cultures	--	---	---	30	+ 30
Total	6	30	36	60	+ 24

La comparaison de la *bonne culture* avec la situation actuelle fait apparaître trois points essentiels :

→ une réduction de la sole de blé (de 7 Millions d'arpents) au profit d'une augmentation de la sole d'avoine (+ 8 Millions d'arpents), l'objectif visé étant d'assurer la nourriture des chevaux dont l'usage se généralise,

→ une réduction de près de la moitié des terres en jachère (de 17 à 10 Millions d'arpents),

→ l'apparition comme spéculation significative des « *autres cultures* » (vignes, vergers, potagers) qui, certes, existent avant la généralisation de la *bonne culture*, mais qui ne représentent que des surfaces négligeables leur production étant destinée à la consommation familiale essentiellement. Elles couvrent maintenant 30 Millions d'arpent soit autant que les terres consacrées aux grains.

b) Comparaison des revenus pour le blé

On peut, là encore, ventiler la variation de la recette totale et du produit net en la décomposant sous la forme d'un produit de facteurs multiplicatifs ou indices :

$$\mathbf{I}_{PN} = \frac{P_{N1}}{P_{N0}} = (R_1.\frac{P_{N1}}{R_1}) \div (R_0.\frac{P_{N0}}{R_0}) = I_R.I\pi$$

$$\mathbf{I}_R = \frac{R^*_1}{R^*_0} = \frac{p_1.Q^*_1}{p_0.Q^*_0} = (p_1.\frac{Q^*_1}{U_1}.U_1) \div (p_0.\frac{Q^*_0}{U_0}.U_0) = I_p.I_q.I_U$$

donc : $\mathbf{I}_{PN} = \mathbf{I}p \,.\, \mathbf{I}q \,.\, \mathbf{I}U \,.\, \mathbf{I}\pi$

si l'on note **q** la productivité physique par arpent (hors dîme et hors semence) .

Notons que, par construction, l'indice $\mathbf{I}\pi$ est positif si les frais (F) croissent moins rapidement que la recette totale (R*), ce qui est le cas ici.

$$I_{Q^*} \qquad 1{,}50$$

$$I_{PN} = I_p \,.\, I_q \,.\, I_U \,.\, I_\pi = 1{,}37 \times 2{,}55 \times 0{,}59 \times 1{,}77 = 3{,}64$$

$$I_R \qquad 2{,}06$$

On notera l'influence majeure de la croissance de la productivité physique par arpent (multipliée par 2,5) et l'influence plus modérée de l'augmentation de prix (+ 1/3). La diminution des surfaces cultivées (- 40 %) est exactement compensée par la croissance de la part du produit net dans la recette ($I_U \,.\, I_\pi \approx 1$).

Tableau n° 15 : Comparaison des revenus pour le blé [118].

Décomposition des facteurs	Situation Actuelle			[4] Bonne Culture	Indice [5] = [4] / [3]
	[1] Grande Culture	[2] Petite Culture	[3] Ensemble		
Surface (millions d'arpents) : U	2	15	17	10	0,59
Productivité (setiers / arpent) : q = Q*/U	5	2	2,35	6	2,55
Production (millions de setiers) : Q*	10	30	40	60	1,50
prix (livres) : R*/ Q* = p	15,48	12	12,875	17,667	1,37
Recette (millions de livres) : p . Q* = R*	155	360	515	1060	2,06
PN / R* = n	0,226	0,208	0,214	0,377	1,76
Produit Net (millions de livres) : PN	35	75	110	400	3,64

c) Comparaison des revenus pour l'avoine :

La production d'avoine dans la situation actuelle provient en totalité de la grande culture, elle est négligeable en petite culture. La comparaison globale des deux hypothèses donne selon Quesnay les résultats suivants :

---

[118] Les valeurs de q, p et π de la colonne (3) sont en fait des moyennes pondérées :

- par les surfaces pour q : $\overline{q} = (U_0.q_0 + U_1.q_1) \div (U_0 + U_1)$
- par les quantités pour P : $\overline{P} = (Q^*_0.P_0 + Q^*_1.P_1) \div (Q^*_0 + Q^*_1)$
- par les recettes pour π : $\overline{\pi} = (R^*_0.\pi_0 + R^*_1.\pi_1) \div (R^*_0 + R^*_1)$

Tableau n° 16 : Comparaison des revenus pour l'avoine.

Décomposition des facteurs	[1] Situation actuelle	[2] Bonne Culture	Indice [3] = [2] / [1]
Surface (millions d'arpents) : U	2	10	5
Productivité (setiers / arpent) : q = Q*/U	1 2/3	2	1,2
Production (millions de setiers) : Q*	3 1/3	20	6
prix (livres) : R*/Q* = p	9	10	1,111
Recette (millions de livres) : p . Q* = R*	30	200	6,667
PN / R* = n	0,667	0,750	1,125
Produit Net (millions de livres) : PN	20	150	7,5

$$I_{Q^*} \qquad 6$$

$$I_{PN} = I_p \cdot I_q \cdot I_U \cdot I_\pi = 1{,}111 \times 1{,}2 \times 5 \times 1{,}125 = 7{,}5$$

$$I_R \qquad 6{,}667$$

C'est ici la croissance des surfaces emblavées en avoine (multiplication par 5) qui est déterminante, les autres facteurs jouent un rôle faible.

On remarquera pour terminer que le produit des « *autres cultures* » réalisées sur les « terres médiocres », négligeable dans la situation actuelle pour François Quesnay, vient ajouter dans une situation de *bonne culture* une importante recette de 400 Millions de livres aux autres sources de revenus. Cette source est loin d'être négligeable puisqu'elle représente près du quart de la recette totale et également le quart du produit net.

* * *

*

Chapitre 5

Les paradoxes de la fiscalité physiocratique

« L'impôt donc est la vie des États et la clef de toute la politique ou de l'art de maintenir et de perfectionner les sociétés »
Marquis de Mirabeau[1]

Dès 1759, dans une lettre au nouveau contrôleur général Silhouette, en qui les physiocrates avaient placé de grands espoirs, Mirabeau l'enjoint, pour instaurer des réformes indispensables notamment en matière fiscale, de profiter de ce premier temps de son ministère - de cet « état de grâce » pour reprendre la terminologie actuelle - : « Le nouveau ministre doit penser que le temps le plus convenable qu'il aura dans doute sa gestion est le premier temps, quoique sans doute il lui paraisse bien dur. Le temps du Français : *la nouveauté*. Tout dépend de ses commencements, il manque tout s'il n'en profite[2] ». Les théories fiscales du marquis sont certes encore bien confuses mais deux idées-forces apparaissent dès ce premier écrit bursal :

- ce n'est pas le principe même de l'impôt qui est en cause, l'épuisement des provinces ne provient pas « de l'argent qu'on leur ôte, mais de celui qu'on leur empêche d'avoir[3] ».
- le mécanisme de l'*incidence* est déjà pressenti qui servira de justification, quelques temps plus tard à l'impôt unique : « Ne verra-t-on jamais qu'il n'est aucune nature d'impôt qui ne nuise à une autre, et que multiplier les êtres, c'est resserrer leurs fonctions[4] ».

Le sens de l'État dicte certes ces conseils au contrôleur général, mais le message implicite est que l'auteur déjà célèbre du *Mémoire sur l'utilité des États provinciaux* ne s'opposerait pas à ce qu'une importante fonction soit confiée à ses lumières. Par exemple celle de Directeur de l'agriculture dont il prône avec insistance la création. Mais le soutien à

[1] *Supplément à la Théorie de l'impôt*, La Haye, 1776, p. 306 ; *apud* : Mireille Touzery, *L'invention de l'impôt sur le revenu- La taille tarifée 1715-1789*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Imprimerie nationale, 1994, p. IX.
[2] Lettre de Mirabeau à Silhouette [printemps 1759] *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, Paris, P. Geuthner, 1910, p. 41.
[3] *Ibid.*, p. 41.
[4] *Ibid.*, p. 42.

Silhouette fut de courte durée et Mirabeau put revenir à ses travaux théoriques, reportant à plus tard ses projets d'intervention directe dans la politique économique du royaume.

Dans les derniers jours de 1760, Mirabeau publie la *Théorie de l'impôt*, ouvrage rapidement rédigé d'après les idées de Quesnay et en partie sous son contrôle puisque le médecin avait imposé plusieurs corrections importantes au texte initial[5]. Mirabeau attend beaucoup de cette œuvre, rien moins qu'un poste de ministre ! Il s'en ouvre d'ailleurs sans fard au Bailli son frère :

« Mes principes sont qu'en fait de chose publique, il faut la proue ou rien ; *aut*
« *Cæsar, aut nihil.* Mes conditions, dans le cas que l'on vînt à s'y frotter, ce qui n'est guère
« probable [...] seraient [...] que j'eusse la place et le titre de surintendant, avec pouvoir
« absolu dans cette partie, n'ayant à traiter qu'avec le maître seul, ou, supposé qu'il voulût
« un tiers, avec M. le Dauphin ; qu'aucune des opérations ne serait soumise au Conseil[6] ».

Dans cette *Théorie de l'impôt*, Mirabeau, malgré quelques précautions de style, n'avait pu masquer son aversion pour la « finance dévorante ». La hardiesse du propos de l'auteur, si elle fut sans doute pour beaucoup dans le succès de l'ouvrage, fut sûrement en tout cas la cause de la disgrâce et de l'emprisonnement qui s'ensuivit. Par contre coup, selon Weulersse[7], le mentor du Marquis risquait d'être compromis lui aussi : « La prison au lieu du ministère ! Le coup était rude ; et ce n'était pas seulement les ambitions personnelles de Mirabeau qui paraissaient ruinées ! Quesnay fut un moment atterré. Dans les audaces de Mirabeau, il était presque de moitié ; un des passages violents de la conclusion était de lui, " médecin du Roi ", et le marquis n'avait fait que le transcrire : " Les traitants volent, dit-on, mais ils sont le salut de l'État dans ses besoins [...] . Le royaume est ruiné par le crédit, et on croit que c'est le ministre de la finance qui a ruiné le crédit. S'il pince les financiers, ils menacent de faire tomber le crédit, et toute la nation vient à leur secours[8] "».

Le maître avait pourtant prodigué à de nombreuses reprises des conseils de prudence « il l'avait plus d'une fois engagé à modérer son langage et à ne pas tout dire[9]. À la dernière page du *Résumé*, il avait souligné quelques lignes sur la banqueroute en demandant au marquis de les « élaguer » ; et sans son intervention, cette conclusion d'un ton si âpre, qui se termine sur ce trait de haine et de colère : " Supprimons ce mot odieux : *financier* ", aurait été d'une allure plus révolutionnaire encore ; aurait atteint l'administration royale tout entière. Ainsi le livre ne serait point téméraire, du moins Quesnay et Mirabeau le croyaient ; et cependant ce serait la plus éloquente critique qui eût encore été faite d'un régime fiscal détesté ; l'un comme l'autre, ils attendaient de sa publication des résultats décisifs : " Ce n'est

---

[5] Cf. le manuscrit M 784 des Archives nationales où figurent les notes de Quesnay, publiées par Georges Weulersse dans *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales, op. cit.*

[6] Lettre de Mirabeau au Bailli, 23 oct. 1759, *in* : *Mémoires* de Montigny, t. II, pp. 228-229. *Apud :* Weulersse, *Le mouvement physiocratique*, tome I, p. 73.

[7] Weulersse, *Le mouvement physiocratique*, pp. I- 74-75.

[8] *Théorie de l'impôt*, (Edit. 1760), in-12, p. 516. Cf. manuscrit M. 784, 2ème liasse. Certains passages des commentaires du Docteur, que Mirabeau n'a pas reproduits, contiennent des expressions plus violentes encore : « Après la paix faite comme pendant la guerre, la misère même de l'État sera continuellement le prétexte des scélérats pour éloigner la réforme du mal. » - « Tant que les valets peuvent voler et que le maître peut emprunter, tout paraît bien aller à la maison. » (Note de Weulersse, op. cit., pp. I-74-75).

[9] M. 784, 2ème liasse. « Finances, autre article encore plus contentieux et plus dangereux à dilucider que l'imposition. On trouve là non-seulement les gros financiers, mais encore les gros de toutes espèces, et tous se tiennent. Ne touchons pas là, si ce n'est obliquement ».

pas ici le cas où il ne faille que frapper à demi, avait écrit le Docteur ; il faut assommer du premier coup. " Et voilà que ce n'était pas l'odieuse finance qui était frappée, mais l'audacieux dénonciateur, l'apôtre de la nouvelle doctrine, l'espoir de la jeune école ! [10] »

Certes, lors de l'emprisonnement, le pouvoir avait fait montre d'une exceptionnelle considération pour le condamné. « On n'a jamais arrêté un homme comme celui-là l'a été », écrit Mme d'Epinay, qui rapporte la phrase de l'officier chargé de l'arrestation : " Monsieur, mes ordres ne portent pas de vous presser. Demain, si vous n'avez pas le temps aujourd'hui . . . ". Il part avec une malle chargée de livres et de papiers ; tout ce qu'il fait est bien[11] ». L'emprisonnement à Vincennes ne dura que huit jours et fut suivi d'un exil de trois mois au Bignon, propriété du marquis. Loin de desservir l'auteur, cette persécution élargit encore son audience auprès du public. Ainsi à sa sortie de prison : « Non seulement tout Egreville, mais encore tout Nemours était en haie double et triple aux fenêtres, sur les étaux et partout, pour me voir passer. J'ai trouvé autant d'empressement dans la capitale[12] ».

Sous des dehors anecdotiques, ces quelques notes historiques permettent de mettre en valeur plusieurs aspects importants de l'attitude des physiocrates à l'égard de la fiscalité :

- ce sera, dès les premiers textes, un des thèmes majeurs de l'École,
- la critique portera toujours particulièrement sur les impôts indirects[13],
- les disciples - et le maître lui-même - oscilleront longtemps entre une attitude pragmatique et une position théorique plus tranchée, celle de l'*impôt unique*,
- si le principe de l'existence de l'impôt sera toujours clairement soutenu, les thèses vont varier au cours du temps entre une justification par le « marché » fictif passé entre le souverain et les sujets, et la référence à une « copropriété » du souverain sur toutes les terres du royaume.
- les débats sur la fiscalité, bien plus que les débats sur les prix ou la liberté du commerce des grains, constitueront toujours un domaine extrêmement « sensible » pour le pouvoir royal où les auteurs seront contraints à une grande prudence, voire à un double langage.

---

[10] Weulersse, *Le mouvement physiocratique*, p. I-75.

[11] Lettre de Mme d'Epinay à Voltaire. Citée par Loménie, t. II, pp.223-224.

[12] Lettre de Mirabeau, citée par Grimm, *Correspondance*, t. XI, p. 351, *apud* : Weulersse, *op. cit.* pp. I-75-76.

[13] Les physiocrates pouvaient en tout cas sur ce point se prévaloir de l'opinion commune quasi unanime. Même un Necker devait reconnaître que la législation des impôts indirects était « tellement embrouillée qu'à peine un ou deux hommes par génération venaient à bout d'en posséder la science et qu'on ne pouvait rien réformer en partant des détails ; il n'y a, si possible, qu'à tout détruire ». Cité par François Hincker, *Les français devant l'impôt sous l'Ancien Régime*, éd. Flammarion, Paris, 1971, p. 12.

5.1 - L'état de la fiscalité française au milieu du 18ème siècle.

5.1.1 - L'« anormalité » de l'impôt.

L'impôt n'est pas considéré à l'époque comme une institution normale : « l'idée de l'impôt, contribution nationale permettant le fonctionnement régulier des services publics est une idée non seulement moderne mais relativement récente. La tradition, héritée du Moyen-Âge, était que le roi devait vivre de son « domaine ». De ce point de vue, l'impôt ne pouvait avoir qu'un caractère extraordinaire et n'avait de raison d'être qu'en des circonstances exceptionnelles [14]». Tout l'art des rédacteurs d'ordonnances bursales sera ainsi de rattacher les impôts créés à des traditions, aussi anciennes que possible. Mais la terminologie traditionnelle gardera longtemps la trace de cette conception en opposant les « ressources ordinaires » : celles du domaine, et les « ressources extraordinaires » : les impôts[15].

Certes, l'idée de permanence s'est peu à peu affermie avec l'accoutumance à la taille, mais à chaque création d'impôt on se justifie encore par des causes circonstancielles - telles que les guerres, ou la volonté d'apurer une dette publique grossie par des événements exceptionnels - et non par les nécessités du fonctionnement permanent de l'État. « Au fond, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, a persisté l'opinion que seule la guerre légitime vraiment l'impôt. [...] Dans ce contexte, on comprendra que la coutume et la doctrine officielle fondaient elles-mêmes le droit aux protestations lorsque, les circonstances ayant changé, l'impôt aurait dû tout naturellement tomber en désuétude[16] ». Bien plus, par un retournement somme toute assez logique, la protestation contre l'impôt pouvait devenir parfois en fait une protestation détournée contre la guerre elle-même. Ce fut sans doute le cas pour certains mouvements paysans du 17ème siècle[17].

5.1.2 - L'inexorabilité de l'impôt

Les paysans français supportaient sous l'Ancien Régime deux prélèvements : ceux du « complexe féodal » (dîme, cens, champart, banalités . . .), et ceux de l'État (taille, gabelle, aides . . .). Contrairement à une opinion assez courante, les premiers, « que la Révolution qualifia de barbares et de gothiques furent dans l'ensemble mieux supportés que l'impôt royal[18] ». Ces prélèvements en effet sont opérés au profit de personnes directement connues qui assurent en échange un certain « service » . . . Au contraire, les impôts, notamment les indirects, tombaient comme un coup de tonnerre et provoquaient l'arrivée dans la paroisse d'un « étranger » troublant l'ordre de la collectivité.

Le principe, dans les pays de taille personnelle est « l'impôt de *répartition* ». Mais cette répartition est très arbitraire faute de statistiques précises : le critère retenu pour la détermination de la cote n'est autre, le plus souvent, que la facilité avec laquelle l'impôt a été

---

[14] Jean Meuvret, « Comment les français voyaient l'impôt au 17e siècle », *in* : *Dix-septième siècle*, N^os^ 25-26, 1955, cité par François Hincker, *op. cit.*, pp. 12-13.
[15] V. par exemple Edgard Allix, *Législation financière française*, Paris, Rousseau, 1909, p. 286.
[16] F. Hincker, *Ibid.* , p. 13.
[17] Cf. F. Hincker, *Ibid.* , p. 70.
[18] F. Hincker, *Ibid.* , p. 18.

acquitté par la communauté dans le passé. Les paroisses et les généralités ont donc tout intérêt à se montrer mauvais payeurs et à se présenter sous les dehors du dénuement, voire de la misère. Pour les communautés comme pour les particuliers en tout cas, la règle d'or est ce que l'on pourrait appeler à la suite de François Hincker la « fuite devant le signe extérieur de richesse[19] ». D'où les critiques des physiocrates qui voient dans le principe de la répartition un frein au progrès de l'agriculture.

C'est un des points essentiels sur lequel insiste par exemple le Cahier de Doléances du Tiers État du Bailliage de Nemours, largement rédigé selon toute vraisemblance par Du Pont lui-même : « Au lieu de calculer le produit net des récoltes, on évaluait au hasard l'aisance des particuliers. Ceux-ci, pour lors, craignaient d'avoir aucune richesse ostensible : ils n'osaient se procurer le nombre de bestiaux nécessaire à une bonne exploitation ; ils cultivaient pauvrement afin de passer pour pauvres, et le devenaient en effet ; ils affectaient de mal payer afin de n'être pas obligés de payer trop ; ils ajoutaient ainsi à la lenteur inévitable des recouvrements une lenteur volontaire ; ils se refusaient toute commodité, toute consommation, toute jouissance dans leurs aliments, dans leurs logements, dans leurs habits ; ils coulaient leurs jours dans la privation, dans la tristesse ; leur courage et leur santé s'en altéraient ; ils en avaient l'air plus humbles, et cette contenance même excitait les percepteurs et les citadins à les humilier davantage. La terreur de l'arbitraire faisait encore plus de mal que ces vexations[20] ».

La conception traditionnelle de la fiscalité avait, de plus, une conséquence particulièrement régressive : « l'impôt royal n'étant pas considéré comme ordinaire, comme normal, c'est le privilège qui, lui, est dans la nature des choses pour le français de l'Ancien Régime, et ce n'est qu'à la veille de la Révolution que la conscience du clivage privilégié - non privilégié, fut nette pour tous. Jusque là, tout le monde veut être plus ou moins privilégié, et même un paysan de Bretagne est privilégié pour la gabelle par rapport à celui de l'Anjou, alors que ce dernier l'est pour la taille, par rapport à celui de Bretagne. Force est de constater que jusqu'au 18ème siècle il n'y a pas d'émeutes contre les privilèges fiscaux mais des émeutes contre la fiscalité[21] ».

Il faut également, ce qui complique encore les choses, nuancer l'idée selon laquelle les nobles ne payent aucun impôt sous l'Ancien Régime :
- les nobles payent bien sûr les taxes indirectes en tant que consommateurs,
- dans les pays de taille réelle, ce sont *les terres* qui sont ou ne sont pas exemptées : c'est la terre noble qui est privilégiée (même si c'est un roturier qui la possède), à l'inverse, la terre roturière est taillable, même si c'est un noble qui l'a acquise. Le collecteur se heurtait cependant à la mauvaise grâce ces nobles propriétaires de biens roturiers.
- théoriquement, les nobles paient la capitation et le vingtième, même si la noblesse avait réussi souvent à alléger ces charges par *rachat* (c'est-à-dire par versement en une seule fois d'une grosse somme au Trésor) ou par *abonnement* (annuel).

---

[19] Cf. F. Hincker, *Ibid.* , p. 20.

[20] *Cahier du Tiers État du Bailliage de Nemours pour les États de 1789*, « Chap. I, « Des privilèges relatifs aux impositions et nommément à la taille », cité par M.Marion, *Les impôts directs dans l'Ancien Régime*, 1910, pièce n° 65.

[21] F. Hincker, *Ibid.*, p. 25. Hincker note d'ailleurs que les grandes révoltes anti-fiscales s'apaisent au début du 18ème siècle et que les séditions des années 70-80 (comme la Guerre des Farines) ou les Jacqueries de 1788 ont le caractère d'émeutes de subsistance ou de mouvements anti-féodaux.

Certains auteurs, comme l'historienne anglaise C.B.A. Behrens, ont déduit de leur analyse de la société française d'Ancien Régime une définition large du privilège : droits juridiques honorifiques ou *utiles* (c'est-à-dire sources d'avantages matériels), souvent héréditaires dont jouissaient certaines catégories de gens en vertu du consentement ou de la faveur du roi. Cette approche permet de concevoir l'existence d'une classe supérieure regroupant une partie de l'aristocratie et la haute bourgeoisie d'office, de finance ou *de cloche* (*i.e.* : municipale) ce qui amène l'auteur à conclure, à la suite de Turgot, « que l'Ancien Régime est mort d'une insuffisance d'absolutisme, en quelque sorte, pour n'avoir pas su briser les privilèges et réduire chaque français au droit commun[22] ».

Cependant on insiste trop ainsi sur l'aspect juridique et pas assez sur la conscience de cette réalité sociale par les contemporains. L'aristocratie constituait tout entière une classe de privilégiés de nature spécifique. C'est ce qu'explique Tocqueville : « La féodalité était demeurée la plus grande de toutes nos institutions civiles en cessant d'être une institution politique. Ainsi réduite, elle excitait bien plus de haines encore, et c'est avec vérité qu'on peut dire qu'en détruisant une partie des institutions du moyen-âge, on avait rendu cent fois plus odieux ce qu'on en laissait[23] ».

Il serait donc très réducteur de considérer que tout le monde sous l'Ancien Régime était plus ou moins privilégié et qu'il aurait existé une simple différence de degré entre les bénéficiaires, une sorte d'échelle du privilège allant de l'exemption totale de toute charge à différentes situations de « moins-privilégiés ». Il reste en particulier une différence radicale - de nature aurait sans doute pu dire Mirabeau - entre ceux qui supportent la Taille et ceux qui y échappent : « être taillable, c'est le signe même de la roture. Ne pas être taillable, c'est présenter une présomption de noblesse, et c'est pourquoi le privilège de l'exemption était si recherché, au delà même de l'avantage matériel qu'on en retirait[24] ». Bref, la « charge symbolique » de la fiscalité est peut-être aussi importante que la charge financière.

Pour terminer ce rapide tour d'horizon des inégalités devant l'impôt, on notera enfin que certains roturiers échappent largement à la fiscalité directe : c'est le cas dans certaines villes exemptes de taille. D'ailleurs, « dans l'ensemble, les villes sont toujours moins imposées à la fiscalité directe que les campagnes, ce qui renforce l'image du paysan contribuable : ce n'est pas tout le Tiers État qui est vraiment " taillé " dans la réalité, mais le Tiers État rural. Ceci explique en partie le sentiment anti-urbain qui anime la campagne française d'Ancien Régime[25] ». Il faudrait également évoquer un autre facteur d'inégalité important : la fraude, beaucoup plus facile à réaliser pour les puissants qui ont les connaissances juridiques . . . et l'audace nécessaire. Bien que non mesurable, son efficacité est sans commune mesure avec « la fraude du pauvre [consistant] simplement à cacher le plus possible tous les signes extérieurs de " richesse ", sur lesquels risque d'avoir prise la répartition[26] ».

---

[22] F. Hincker, *Ibid.* , pp. 152-153.
[23] Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Livre II, conclusion du chap. 1, éd. GF-Flammarion, Paris, 1988, p. 127.
[24] F. Hincker, *Ibid.* , p. 26.
[25] F. Hincker, *Ibid.* , p. 26.
[26] F. Hincker, *Ibid.* , p. 58.

On rappellera également que le clergé, lui, résista toujours à l'imposition. Il n'avait pas cependant l'argument d'être un corps combattant. Le premier ordre n'accepta jamais que de payer au souverain des *dons gratuits*, c'est-à-dire des contributions volontaires accordées tous les deux ou trois ans par l'Assemblée du clergé.

La fiscalité directe avait certes ses parasites : il était bien connu que les « élus », Trésoriers de France, Receveurs Généraux, avant leur remplacement progressif par les intendants et les subdélégués, détournaient une partie de l'impôt. Comme le dit joliment le juriste Loyseau dans son « Traité des ordres » : « Il est raisonnable que, comme celui qui manie la poix en retienne quelque chose entre ses doigts, aussi ceux qui manient les finances, en prennent sur leurs mains leur part : à quoi volontiers ils ne s'oublient guère[27] ». Colbert fit d'ailleurs étroitement surveiller ces officiers de finance. Mais, si ce péculat était ainsi relativement facile à combattre, il n'en allait pas de même pour la concussion organisée qui régnait dans le domaine de la fiscalité sur la consommation.

Les impôts indirects sont en effet en règle générale confiés à des particuliers pour leur perception : c'est le système de *la Ferme*, monopolisée au 18ème siècle par une centaine de familles et qui est devenue une institution permanente. Les fermiers eux-mêmes se retournaient sur un plus grand nombre de prêteurs : les « partisans » ou « traitants » qui participaient à des « croupes », au total, environ 3000 personnes[28]. Avec la concentration de la Ferme, le prélèvement était certes devenu plus ordonné, mais les profits avaient augmenté pour les fermiers. « Or ces profits étaient souvent placés en bons d'État, si bien que par un extraordinaire cercle vicieux, l'État s'endettant faisait prospérer ceux-là mêmes qui, s'ils avaient versé toutes les sommes qu'ils percevaient, auraient peut-être contribué à restreindre la dette et par conséquent les impositions nécessaires pour l'amortir[29] ».

En fait, chacun était un cas particulier qui, à la fois, souffrait du système et s'y trouvait privilégié. Ainsi tout tendait à l'inertie, chacun craignant les « nouvelletez » qui auraient pu atteindre leur privilège. Ce qui explique le soutien populaire aux remontrances des Parlements, dont l'aspect paradoxal est bien exprimé par Mirabeau dans sa critique de Colbert : « Il finit par faire interdire aux Compagnies le droit et l'usage des remontrances, droit illusoire sans doute de la part des tribunaux absolument ignorants par état de tous intérêts ruraux et de Commerce, sans rapports avec les contribuables, et hors d'état par leurs occupations courantes d'embrasser aucunes vues économiques mais droit enfin qu'il était inutile de faire priser par sa radiation, et de faire regarder au peuple comme une barrière nécessaire contre les invasions d'un gouvernement que sa misère seule eut pu rendre suspect[30] ».

---

[27] Cité par F. Hincker, *Ibid.* , p. 29.

[28] Dont, à une certaine époque, Louis XV lui-même, à travers des prête-noms !

[29] F. Hincker, *Ibid.* , p. 33. « Par un cercle vicieux, la Ferme prête au roi une grande partie de ses profits, lesquels proviennent de la différence entre la valeur du bail et la valeur de la perception, de sorte que cette différence sert deux fois ! » *Ibid.*, p. 147.

[30] F. Hincker, *Ibid.*, p. 56.

Une autre conséquence du mode de perception des impôts sous l'Ancien Régime, fondamentale mais restée peu visible aux contemporains jusqu'aux prises de positions physiocratiques, fut de ne pas lier la fiscalité avec l'évolution économique. Comme l'impôt direct n'est pas un impôt sur le revenu - c'est plutôt un impôt sur les signes extérieurs de richesse d'une partie des régnicoles - il n'est pas rattaché à l'évolution de la richesse du royaume, au contraire :
- globalement : la pression fiscale s'accroît dans la période de dépression économique des deux derniers tiers du 17ème siècle parce que les besoins de l'État augmentent alors. À l'inverse, dans la période d'essor du 18ème siècle, on ne parvient pas à faire appliquer des réformes qui auraient permis un meilleur rendement,
- dans sa répartition entre les catégories : au 18ème siècle, la rente féodale, la rente du propriétaire et le profit industriel et commercial augmentent considérablement, or la fiscalité les frappe à peine. D'après quelques monographies, il semble même « que le taux des impôts directs était bien progressif, mais progressif à l'envers : plus le propriétaire foncier était petit, plus le taux de l'impôt qui le frappait était élevé. Quant aux industriels et commerçants, ils échappaient quasi totalement aux impôts directs[31] »,
- enfin, pour ce qui est de la fiscalité indirecte, elle n'était pas, elle non plus, directement liée à l'activité économique « puisqu'elle était fondée essentiellement sur les consommations marginales et stables de sel et de boissons. Et du point de vue des entreprises, l'absurdité, la complication, la lenteur du système des traites étaient une lourde gêne sans qu'elles fussent vraiment profitables à l'État[32] ».

5.1.3 - Le poids de la fiscalité

Dans l'analyse du poids de la fiscalité, on aura garde d'oublier un point essentiel à l'appréciation de la charge ressentie : « le contribuable de l'Ancien Régime est principalement un paysan qui vit largement sur lui-même et encore plus largement dans une économie non monétaire. Or l'impôt doit se payer en espèces. C'est dire qu'évaluer le taux de l'impôt par rapport au produit net est une opération purement intellectuelle : il faut se représenter que parfois l'impôt [...] *absorbe tous les revenus monétaires* du paysan[33] ». Il doit même parfois vendre *pour* le payer. Vauban avait sans doute compris cela quand il vantait la dîme ecclésiastique.

Si l'impression prévaut que le poids de la fiscalité d'Ancien Régime fut sensiblement inférieur à celui de la fiscalité contemporaine, il faut, avec Pierre Goubert, assortir cette analyse de précisions qui ne sont pas mineures : « Le prélèvement royal sur le produit brut dut rarement descendre en dessous de 5 % et monter parfois à 10 % [...]. À lui seul il n'est pas écrasant ; mais dans une lente progression d'ensemble après Richelieu, il est obligatoire et imprescriptible, il ignore ou à peu près les « mauvaises » années (chertés, chômage, maladies), et surtout il s'ajoute aux autres : à celui du seigneur, à celui du décimateur, à celui de l'éventuel « bailleur » et du probable usurier, qui, tous, sont solidement protégés par la législation et la jurisprudence, en un temps où presque tous les juges sont des rentiers[34] ».

---

[31] F. Hincker, *Ibid.* , p. 35.
[32] F. Hincker, *Ibid.* , p. 36.
[33] F. Hincker, *Ibid.* , pp. 39-40 (C'est nous qui soulignons, B.D.).
[34] *Les français et l'Ancien Régime*, Pierre Goubert et Daniel Roche, Tome 1 (de Pierre Goubert) : « La société et l'État », Paris, A.Colin, 1984, p. 111.

Pour ajouter à l'aspect inégalitaire, il y a, de plus, de fortes variations entre régions et même à l'intérieur d'une région.

BU LILLE

Mais le plus grave sans doute est que l'impôt frappe à contretemps : l'impôt étant lié à la guerre, la pression fiscale augmente dans ces périodes et vient s'aggraver des troubles provoqués par le passage des troupes, du ralentissement économique que la guerre provoque. Si, de plus, un hasard météorologique provoque cherté, épidémies, épizooties, chômage . . . le problème tourne à la catastrophe. « Ne se souciant déjà guère des facultés réelles des individus que [l'impôt] frappe, il ne se préoccupe pas davantage de la conjoncture, ou s'il s'en préoccupe c'est pour frapper plus lourdement, puisque par exemple en période de crise les impôts sur les transactions se rétractent avec elles et que le gouvernement doit chercher une compensation[35] ».

Pour la fiscalité indirecte, le poids est encore plus difficile à estimer « mais plus encore que la taille, cette fiscalité justifie l'appréciation selon quoi la façon de percevoir était plus odieuse que la perception elle-même[36] ». La gabelle présente un poids extrêmement variable selon les régions. Les « aides » (c'est-à-dire tous les autres impôts sur la consommation) ont un caractère aléatoire et imprévisible (sauf pour les boissons alcoolisées où elles sont permanentes . . . et lourdes, et où le mécanisme du « trop bu » qui présume la fraude - bien que d'un rapport dérisoire pour l'État - synthétise en lui-même le pire du système pour les contribuables). Enfin « les traites, quoique beaucoup plus graves, provoquaient moins la colère d'une opinion foncièrement hostile au mouvement des denrées que celle des commerçants et des idéologues[37] ». Non seulement leur poids était assez lourd mais les perquisitions, visites et contrôles divers ralentissaient le mouvement des produits.

C'est sur ce point que la critique du colbertisme par Mirabeau sera la plus vive : « Ce système de Colbert consiste à tirer l'impôt par toutes les voies détournées possibles, à l'envelopper, à le cacher au peuple sous prétexte de le rendre insensible, et ce qui s'en suit à l'affermer et en traiter avec des gens qui sachent en étendre les rameaux, qui fassent leur affaire, et toute leur honnête science, de l'art d'en provigner l'espèce et les détails, gens nécessairement appuyés par des rapports très prochains et très bien fomentés, de toute l'autorité coërective, sans jamais être revêtus de celle à laquelle on a droit d'avoir recours, toujours parties dans l'attaque, toujours juges dans la défense, toujours avides selon le droit naturel de leurs intérêts, toujours acteurs principaux dans la chose publique, toujours étrangers à tout autre intérêt public que celui de leur commission passagère et inévitablement oppressive[38] ».

Pour le marquis, c'est une politique fiscale exactement à l'opposé de l'intérêt public qu'a mise en œuvre Colbert : « il diminue l'impôt territorial, les tailles, mal réparties sans doute, qu'il fallait régler et surveiller, mais enfin qui allaient directement au trésor, et il augmente partout les octrois, les impôts sur les consommations, impôts déréglés, anticipés, destructeurs de tout équilibre entre les valeurs, gangrène de tous les échanges, grimoire de

---

[35] F. Hincker, *op. cit.* , p. 49.
[36] F. Hincker, *op. cit.* , p. 49.
[37] F. Hincker, *op. cit.* , p. 51.
[38] Mirabeau, *Extrait des éloges des hommes à célébrer. Article de Boisguilbert*, Stockholm, 1774, chez H.Fougt. Repris en *fac-simile* dans : *Boisguilbert parmi nous*, INED, 1989, pp. 36-37.

perception qui nécessite les traitants, impôts exécrablement ruineux surtout pour l'agriculture[39] ».

Finalement, si l'on ajoute aux impôts royaux la dîme et les droits seigneuriaux on peut penser avec François Hincker que le prélèvement total se situe dans une fourchette de un quart à un tiers du produit brut, et du cinquième à la moitié du produit net ; mais les modalités de ce prélèvement sont un sujet de débat sans doute plus important pour les contemporains que le montant lui-même.

[39] *Ibid.*, pp. 51-52.

5.2 - Les bases de la théorie fiscale physiocratique.

5.2.1 - Les premiers débats sur la réforme de l'impôt.

La conception traditionnelle de l'impôt est que le roi est seigneur de son domaine et qu'il doit en vivre, sauf circonstances exceptionnelles. Ainsi Savinien d'Alquié dans les « Délices de la France » (1670) cités par Jean Meuvret présente-t-il le nouveau souverain comme ayant « racheté ses domaines pour n'être plus obligé d'avoir recours à ses peuples que dans des occasions pressantes [...] Il veut, maintenant que ses coffres sont pleins, remettre les tailles dans le même état qu'elles étaient au temps d'Henry le Grand ».

Mais dès la fin du dix-septième siècle[40] sont posés les principaux problèmes, qui tournent tous autour de quatre grandes questions :

→ comment gérer la perception des droits indirects (affermage . . .) ?
→ faut-il obtenir le consentement de l'impôt par le contribuable, et comment ?
→ que faire pour parvenir à une situation d'égalité des sujets devant l'impôt ?
→ comment déterminer l'assiette de l'impôt : sur quelles richesses doit-il peser ?

Cependant, il faut attendre le « Détail de la France » de Boisguillebert en 1695 et la « Dîme royale » de Vauban en 1701 pour assister à la première inversion de perspective : « *pour eux, il ne s'agit plus de proportionner l'impôt aux besoins de l'État, mais d'abord aux facultés des contribuables. Il s'agit bien là d'une révolution théorique considérable* qui devait mener :

- aux analyses économiques de l'impôt menées par les physiocrates : Quelle est l'incidence de l'impôt sur le développement ? Quel est le secteur sur lequel doit peser principalement l'impôt ?
- aux analyses, mais aussi aux tentatives pratiques entreprises par les ministres réformateurs[41] ».

À cet égard, l'institution du *vingtième* en 1749, créé en pleine paix, qui aurait dû entraîner des réformes pour sa perception et dont l'assiette était universelle fut un épisode important.

Le seul point d'accord de tous les théoriciens était l'opposition à la fiscalité indirecte et surtout à la *Ferme* (parmi les rares exceptions, on peut citer Grimm). D'ailleurs les intendants eux-mêmes regimbaient à soutenir les Fermiers : « Je ne suis pas leur homme et, pour vous dire franchement ma pensée, j'ai une grande répugnance à tenir toujours les armes à la main pour combattre ou défendre des personnes qui sont si insatiables et qui ont des intentions si contraires au bien de la justice. L'on aurait pu lever les mêmes choses qui ont été levées dans cette province avec moins de bruit si j'eusse été cru et *je vous assure Monseigneur que le peuple se plaint plus de la forme du procédé que de l'imposition*[42] ».

---

[40] Par exemple chez Hay du Chatelet dans son *Traité de la politique de la France*, 1669.
[41] F. Hincker, *op. cit.* , p. 81 (C'est nous qui soulignons, B.D).
[42] Lettre de l'intendant Dechaulnes au chancelier Séguier du 25 juillet 1642, in : *Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, de Boris Porchnev, éd. française, Paris, SEVPEN, 1963, pièce n° 28 (Orthographe modernisée). C'est nous qui soulignons (B.D.).

Et pourtant, il faut attendre les physiocrates pour trouver, au-delà des récriminations habituelles, une argumentation forte contre la fiscalité indirecte. Leur thèse s'appuie sur trois points essentiels :

→ Pour être rentables, les taxes devraient porter sur les consommations courantes mais elles sont alors injustes car le pauvre mange et boit à peu près autant que le riche. Citons par exemple Le Mercier : « Ce cordonnier qui n'a que ses bras, qui entre sa famille et ses garçons a 15 bouches à nourrir, doit consommer tout autant de boisson que son voisin qui a un grand revenu - et plus même, car ils travaillent - et le voisin et son valet ne font[43] ».

→ Peut-on pour autant se reporter sur les biens de luxe ? Ce serait peut-être souhaitable, mais c'est impossible en pratique. Selon Baudeau en effet : « l'impôt sur les consommations a un maximum qu'il ne peut passer, et ce maximum est déterminé par le plus ou moins de facilité de la fraude. Or plus les marchandises sont précieuses, plus elles ont de valeur sous un moindre volume, plus la fraude est facile [...] Il faut donc diminuer le droit à proportion de ce que la denrée a plus de valeur, et les dépenses des riches sont précisément les moins chargées[44] ».

→ Mais le plus grave aux yeux des physiocrates est que la fiscalité indirecte représente un frein au développement économique ce qui, pour les physiocrates, constitue l'empêchement dirimant. L'impôt indirect, en effet, majore les prix des biens taxés et diminue ainsi leur demande[45], il a, de plus, des effets médiats puisqu'il réduit la possibilité de dépense des consommateurs. Par un biais ou par un autre, l'incitation à produire des subsistances devenues plus difficiles à écouler est donc compromise. C'était, pour la première fois, poser le problème de l'*incidence de l'impôt*, révolution théorique plus importante que celle de Vauban et de Boisguillebert.

On peut voir une autre constante de la pensée physiocratique dans la revendication du consentement du peuple à l'impôt - qui n'avait plus été demandé par le souverain depuis les États-Généraux de 1614 - même si de grandes divergences se font jour sur les modalités de mise en œuvre du principe. Quesnay, quant à lui, n'hésitait pas à faire montre - surtout en privé, certes - d'idées fortement anti-absolutistes qui, à tout le moins, auraient du inciter à nuancer la Vulgate des critiques du « Despotisme légal » : « La souveraineté et les rois ne sont pas la même chose. Dans bien des royaumes, les rois n'y ont qu'une portion de la souveraineté, et partout la souveraineté doit être telle qu'elle était dans la nation avant que la nation ne s'en soit démise. Ainsi elle n'est pas moins la règle du souverain que celle des sujets. Il faut avoir toujours ceci au moins dans la pensée quand on écrit sur la matière dont il s'agit, qui est l'objet de noise et de dérèglement. C'est pourquoi la plupart des nations ne cèdent point à leur roi l'administration des finances ni le droit à l'impôt[46] ».

---

[43] Le Mercier de la Rivière, *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, p. 234.

[44] Abbé Baudeau, Baudeau, *Lettre sur les vingtièmes*, p. 45.

[45] Pour les mêmes raisons, les physiocrates demandent également la suppression des droits de circulation (et même la suppression sans rachat lorsqu'il s'agit de droits seigneuriaux).

[46] F. Quesnay, Notes sur le manuscrit de la « Théorie de l'Impôt », *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, édités par G. Weulersse, Paris, P. Geuthner, 1910, pp. 53-54.

5.2.2 - La critique de la conception colbertiste de la fiscalité.

À l'époque où écrivent Mirabeau ou Quesnay, une première révolution a eu lieu , on l'a vu, dans l'attitude à l'égard de l'impôt. On ne conteste plus la raison d'être de la fiscalité elle-même ; Boisguilbert est ainsi porté au rang de précurseur de l'école car « il a compris que l'impôt ne fait pas le malheur des peuples alors que c'était l'avis commun » et « que par ce moyen les intérêts du souverain et ceux du peuple seront indivisiblement unis [...] [47] ».

Mais de nombreux auteurs, et non des moindres, vont beaucoup plus loin, qui attribuent à l'impôt le rôle actif essentiel dans l'économie. Pour Galiani qui publie ses *Dialogue sur le commerce des blés* en 1770, c'est même devenu une évidence qui ne souffre point de discussion : « Il fut un temps où ni les Souverains ne savaient placer les impôts, ni les peuples ne savaient en connaître l'utilité. La soif de l'argent seule guidait les uns à imposer, la méfiance seule excitait les autres à résister. Ce temps n'est plus. Depuis le grand Colbert on connaît la nature de l'impôt, on distingue entre l'impôt de profit et l'impôt d'encouragement. On connaît la vertu, l'efficacité du tarif ; on sait que par le moyen de certains impôts qui ne sont que de véritables *écluses politiques*, on dirige les niveaux des canaux du commerce. On sait qu'il faut imposer sur les entrées, les Manufactures étrangères, si on veut encourager les nationales, on sait qu'il faut imposer sur la sortie des matières brutes nationales pour le bien des Manufactures intérieures. Toutes ces idées sont connues, elles sont communes aujourd'hui. Dois-je m'appesantir sur des vérités devenues si vulgaires ? [48] ».

C'est à ce lieu commun de la doctrine fiscale du premier dix-huitième siècle que les physiocrates vont s'attaquer avec la dernière énergie, en concentrant leurs attaques sur l'initiateur et le symbole de cette politique : Colbert. Pour Mirabeau, le grand commis - outre sa roture, soit dit en passant ! - présente une tare irrémédiable : « Colbert [...] parut, et fut en effet plus que tout autre persuadé d'un système cruel et destructeur dans ses effets, autant qu'erroné dans son principe, à savoir que *le fisc semblable au cœur qui placé au centre du corps humain doit par sa double action aspirante et repoussante donner le branle à la circulation entière*, le fisc dis-je devait tout recevoir et tout dépenser. Il ne sut pas voir que tandis que le cœur perfectionne, le fisc au contraire détériore les sucs nourriciers ; qu'il pompe les avances de tous les travaux, qu'il verse les sucs d'oisiveté et de servitude. Il ne voulut pas voir qu'à toute recette il faut des bornes connues, pour que la dépense en puisse avoir ; qu'il faut, de par la nature prescrire des bornes à la dépense pour que la recette ne soit pas aujourd'hui ou demain spoliation, nécessairement passagère et bientôt le terme fatal de tout ; qu'il faut que tout aille par compte et par mesure, sans quoi la violence et la fraude deviennent les plénipotentiaires indispensables de tous les traités respectifs ; que les Rois s'ils ne sont pères de famille [...] ne sauraient s'offrir au moins que comme bons et justes juges, et que personne ne veut d'un juge qui fait payer ses vacations à volonté ; qu'étendre donc les rameaux du fisc par le poids seul de l'autorité, c'était rendre le Roi conquérant de son peuple,

---

[47] « Éloge de Boisguilbert », bibliothèque royale Albert 1[er] de Belgique, Mss. 20797 B, seconde partie, respectivement pp. 1 et 26. *Apud* : Catherine JACQUES « Pratiques mondaines des physiocrates et textes inédits : les Assemblées économiques du Marquis de Mirabeau (1770-1777) », communication au colloque du Tricentenaire de la naissance de Quesnay organisé par Jacqueline Hecht (Versailles, 1-4 Juin 1994).

[48] Galiani, *Dialogue sur le commerce des blés*, réédition : Paris, Fayard, « Corpus des œuvres de philosophie de langue française », p. 242 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

et du meilleur peuple de l'univers et du plus affectionné à ses souverains, et démontré tel essentiellement et pécuniairement par les actes de toutes ses annales[49] ».

Telle est bien la critique essentielle portée contre Colbert : généraliser les droits indirects pour dissimuler l'impôt, c'est certes compliquer le système et enrichir des parasites puisque : « Au lieu d'être puisé à la source, où la perception serait simple, on lève le tribut dans la circulation par le secours de traitants ; ce qui forme un ordre de riches infâmes [...][50] ». Mais c'est surtout, tenter de priver le peuple de la conscience du prélèvement, et de lui retirer tout pouvoir dans la détermination des bornes de la charge fiscale. C'est là l'aspect le plus grave d'un système placé ainsi sous le contrôle d'un groupe de gens de finance « toujours étrangers à tout autre intérêt public que celui de leur commission passagère et inévitablement oppressive[51] ». Aux yeux de Mirabeau, pourtant peu suspect de sympathie pour la Basoche, le dernier stade du processus de réduction des moyens de contrôle du peuple fut atteint lors de la remise en cause par Colbert du droit de remontrance des Parlements[52].

5.2. 3 - La thèse du « marché de la contribution ».

Face à la prolifération des tâches imparties par Colbert et ses successeurs à la puissance publique, il est urgent pour les physiocrates de ramener la fiscalité à ce qu'elle n'aurait jamais du cesser d'être, c'est-à-dire le moyen de financer la fonction essentielle de l'État : assurer la sûreté des citoyens. Cette approche, selon Mirabeau, fournit à la fois la justification de l'impôt et elle en fixe les limites.

Elle implique tout d'abord une règle d'économie de moyens : « Puisqu'il faut également que tout se dépense, à moins de frais se peut faire le service, est le mieux pour le Prince et pour ses ministres, d'où suit que moins le Prince retire est le mieux, à égalité d'obéissance de respect et d'amour[53] ».

Mais la thèse va beaucoup plus loin qu'un objectif de gestion des deniers de l'État par le souverain en bon père de famille. Pour la première fois sans doute est introduite l'idée d'une comparaison entre le coût et les avantages procurés par les institutions publiques - la *police* comme on disait à l'époque - : « A quoi sert d'établir une bonne police quand elle doit coûter plus qu'elle ne rapporte, et tout réduire à l'art sublime de plumer en tout sens la poule sans la faire crier[54] ».

De cette mise en balance des contributions et des services pouvait découler assez naturellement l'idée d'un « marché de la sûreté » ; il restait un pas à franchir, Mirabeau

---

[49] Mirabeau, *Extrait des éloges des hommes à célébrer. Article de Boisguilbert*, Stockholm, 1774, chez H.Fougt. Repris en *fac-simile* dans : *Boisguilbert parmi nous*, INED, 1989, pp. 47-48.

[50] Note de Quesnay au « Traité de la monarchie » du Marquis de Mirabeau, publié par G. Weulersse *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, Paris, P. Geuthner, 1910, p.28. Dans la même veine, Mirabeau estime dans une de ces formules dont il a le secret le détournement réalisé à 20 % : « Il n'est point de rameau de finances qui ne fasse de cent sols quatre livres « Bref état des moyens pour la restauration de l'autorité du Roi et de ses finances », *in* : *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 6, 1913, n° 2, p. 199. N.B. : 4 livres = 80 sols. (Weulersse ed.)

[51] Mirabeau, *Extrait des éloges des hommes à célébrer. Article de Boisguilbert*, Stockholm, 1774, chez H.Fougt. Repris en *fac-simile* dans : *Boisguilbert parmi nous*, INED, 1989, pp. 36-37.

[52] V. le texte cité ci-dessus au niveau de la note 30.

[53] Mirabeau, *Ibid.*, p. 52.

[54] Mirabeau, *Ibid.*, p. 58.

n'hésita pas : « Chacun sent la nécessité d'une force active qui le défende au dedans de la cupidité intestine, au dehors de celle des étrangers. En conséquence chacun consent à contribuer à cette force publique qui consiste réellement dans ce consentement ; c'est donc son avantage que chacun considère dans cette contribution. Montrez-lui un grand avantage : il offrira une forte contribution ; diminuez l'avantage : son offre diminuera ; retirez tout à fait l'avantage : il retirera son offre ; en un mot c'est ici un marché comme tous les autres ; *rien pour rien*, c'est la devise des hommes, et Dieu lui-même l'a voulu. [...] Or dans tout marché chacun cherche à donner le moins et à retirer le plus en échange. Les principes moraux : l'équité, la justice, la générosité etc. peuvent, il est vrai, civiliser ce principe inhérent à la substance humaine, et c'est par là que la richesse en mœurs est le plus grand trésor pour la société ; mais à considérer la chose en politique qui rapporte tout à la connaissance des hommes, il faut toujours regarder les vertus morales comme un calcul du bon esprit qui préfère l'enthousiasme du sentiment de bien faire au petit profit mécanique que lui promettent l'astuce et le quant à soi. [...] Tout en un mot revient à cette règle : *chacun cherche à donner le moins et à retirer le plus*. Un prince doit donc se dire : [...] " Il faut donc que je vaille plus à mon peuple que je ne lui coûterai, et mon profit à moi dans cet échange consistera en puissance et en bon emploi d'icelle [...] . Tout le secret de la finance est que le peuple paye le plus qu'il est possible et qu'il pense qu'il paye le moins ; par ce moyen il payera de gré, et nous donnera la force. Payer le plus qu'il est possible, c'est nous rendre le plus de services possible, et penser payer le moins, c'est attendre plus de sa contribution qu'on ne l'estime en valeur "[55] ».

5.2.4 - Le principe de l'immunité du cultivateur.

Le propriétaire doit traiter le fermier comme son égal, pour Quesnay, « tous deux sont également propriétaires, et à cet égard la dignité est égale de part et d'autre[56] », le fermier est « copropriétaire du revenu » renchérit Mirabeau dans sa *Philosophie rurale*[57]. Toute la politique du souverain doit donc viser à assurer l'immunité du cultivateur.

Et tout d'abord il faut proscrire la *corvée*, qui n'est rien d'autre que « l'épargne d'un homme qui démolirait sa maison pour faire bouillir son pot en brûlant la charpente[58] » dit Mirabeau. La construction des routes en particulier doit être prise en charge par l'État, soit en employant des soldats (comme on l'avait fait pour le canal de Briare) soit des ouvriers financés par des impôts spéciaux[59]. L'argument est brillamment présenté par Turgot : « la dépense en argent est toujours prise sur les revenus ; la dépense en nature diminue souvent la source des richesses[60] ». Dans le même esprit, les physiocrates s'opposent au fait que les fermiers ou leurs fils soient obligés de tirer au sort pour la milice[61]. Enfin l'opposition des physiocrates à la corvée s'étend bien entendu, *a fortiori*, aux corvées seigneuriales que subissaient encore certains paysans, notamment les *mainmortables*.

---

[55] « Notes inédites sur Boisguillebert », du Marquis de Mirabeau, publiées par G. Weulersse, *in* : *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, vol. 3, 1910, n° 2, pp. 145-147 [Weulersse date ce manuscrit des années 1758-1759].

[56] *Maximes générales*, n° 14.

[57] Mirabeau, *Philosophie rurale*, ed. 1763, p. 10.

[58] Mirabeau, *Ami des hommes*, 6ème partie, t. III, p. 48.

[59] V. l'article *Grains* de Quesnay.

[60] Turgot, *Œuvres*, t. II, p. 103.

[61] Cependant le système ne leur semble pas trop critiquable pour les métayers et ouvriers agricoles ! (Cf. Weulersse, p. I-448).

Cette question de la corvée royale peut sembler mineure à nos yeux, et pour tout dire purement symbolique, mais elle est loin de n'être que cela. Elle représente en effet environ 20 à 25 jours par an soit approximativement *l'équivalent de tous les autres impôts*. Ce n'est donc pas sans raisons que les physiocrates s'opposèrent toujours à cette institution qui diminuait la production et qui, de plus, ne touchait ni les nobles, ni le clergé, ni les bourgeois des villes. Elle ne frappait que les taillables les plus modestes : ceux, justement, qui avaient le moins besoin des voies de communication. Enfin, autre marque d'inégalité, elle ne touchait que les paroisses proches des chantiers.

Turgot institua en 1776 un impôt de la corvée payable par tous les privilégiés que le vingtième touchait « c'est la classe des propriétaires qui doit faire l'avance, puisqu'elle en retire les intérêts[62] » disait-il. Ceci lui valut, comme l'on sait, les remontrances des parlements qui rappelaient que selon la maxime traditionnelle « *nul n'est corvéable s'il n'est taillable* ». La corvée fut donc rétablie, avec cependant la possibilité d'un rachat.

Mais les physiocrates allèrent plus loin : les fermiers, justement, ne doivent être *ni corvéables ni taillables*, seule leur immunité peut assurer la prospérité des propriétaires et de l'État. Et, si la loi n'accorde pas au fermier cette immunité fiscale complète qu'ils réclament, il doit, lors du renouvellement du bail, faire porter ces impositions à la charge du propriétaire : « Tout cultivateur intelligent doit laisser à la charge du propriétaire tout impôt direct ou indirect, territorial ou personnel ; toute charge publique enfin, sous quelque forme qu'elle se présente : corvées, milices, etc. Tout cela peut s'apprécier en argent, à distraire du revenu du propriétaire[63] ». L'argument est en fait l'intérêt bien entendu du propriétaire lui-même : toute surcharge du laboureur se traduirait par une diminution de ses moyens, donc de ses récoltes, donc du revenu du propriétaire foncier.

La critique de la dîme est également radicale : elle se lève en effet sur le produit *brut* sans prise en compte des frais de production. Ainsi, « plus la terre est médiocre et plus la récolte est faible, plus l'impôt sur le produit total est onéreux et injuste[64] ». Selon Quesnay, « il serait très important de travailler à rendre cette redevance plus régulière ; car *elle se détruit elle-même* en s'opposant à la culture des terres qui ne peuvent pas en soutenir la surcharge[65] ».
À plus forte raison les physiocrates rejettent tout projet d'impôt sur le produit brut comme la *Dîme royale* proposée par Vauban : « Si l'on prenait le 10ème du produit total, ce serait, dans des cas, la moitié du revenu ; et dans d'autres, tout le revenu. Dans une riche culture les frais sont la moitié du produit total ; ils sont les 2 / 3, les 3 / 4 et les 4 / 5 dans les cultures inférieures. L'impôt serait le plus disproportionné que l'on pourrait mettre[66] ».

La *taille d'exploitation* ne vaut guère mieux : elle est très souvent arbitraire, elle pousse les laboureurs à ne pas progresser ou tout au moins à ne pas faire montre de leurs progrès : « les laboureurs préfèrent une médiocre exploitation à une meilleure qu'ils

---

[62] Turgot, cité par Hincker, *op. cit.* p. 115.
[63] Mirabeau, 2ème Lettre sur la stabilisation de l'ordre légal, *Ephémérides*, nov. 1768, p. 155. (*Apud :* Weulersse, *op. cit.*, p. I-452, note 4).
[64] Mirabeau, *Ami des hommes*, 6ème partie, t. III, p. 256.
[65] Quesnay, Manuscrit M. 784, 3 liasses, 2ème liasse, n° 19 (*Apud :* Weulersse, *op. cit.*, p. I-454).
[66] Butré, *Ephémérides*, nov. 1767, p. 109-110 (*Apud* : Weulersse, *op. cit.*, p. I-454).

pourraient exécuter, parce que, s'ils paraissaient prospérer, ils s'attireraient le fléau de l'arbitraire, qui les rejetterait bientôt au-dessous de leur premier état, et qui les anéantirait enfin[67] ». Ceci vaut en particulier pour le bétail, qui sert généralement de signe extérieur pour la détermination de la cote de l'impôt. Or c'est, aux yeux des physiocrates, l'élément le plus précieux du capital d'exploitation que l'on frappe ainsi, et c'est encore lui qui répond des paiements et des amendes que réclame le fisc[68]. Bien plus, cette taille d'exploitation est en fait spoliatrice car elle s'attaque au capital de la culture : le laboureur n'a pas généralement de profit sur lequel il puisse payer l'impôt et ce dernier compromet donc ses reprises. À vrai dire, la dénonciation de la taille et de son mode de prélèvement déborde largement les cercles physiocratiques orthodoxes : même un Forbonnais, qui considère que la taille « ne dépouille pas le cultivateur de ses capitaux » doit avouer que « son vice est de détourner les capitaux de s'employer à la culture[69] ».

5.2.5 - Critique de l'imposition de la classe stérile :

Les physiocrates opposent à la taxation de l'industrie de nombreux arguments et d'abord des arguments pratiques. La classe stérile s'y entend en effet à merveille pour dissimuler et rendre impossible l'évaluation de ses gains, ou même, s'ils risquent d'être taxés, pour faire fuir leurs capitaux à l'étranger : « Les marchands revendeurs savent conserver leurs gains et les préserver d'impôts ; leurs richesses, ainsi qu'eux-mêmes, n'ont point de patrie ; elles sont inconnues, ambulantes, dispersées dans tous les pays, et tellement confondues en dettes actives ou passives qu'on ne peut les évaluer pour les soumettre à des impositions proportionnelles[70] ». Même si ces capitaux restaient dans le pays, on préférerait les déplacer dans des activités productrices de rente, ou l'on prendrait prétexte de l'imposition pour réclamer le développement de privilèges exclusifs.

Mais, plus fondamentalement, la critique majeure porte sur les effets induits de ce type d'impôt. Pour les physiocrates : « Taxer le travail, c'est le renchérir[71] » et c'est sur le revenu foncier que l'impôt retombera en augmentant des dépenses de culture.
« L'imposition sur les hommes de travail qui vivent de leur salaire n'est, rigoureusement parlant, qu'une imposition sur le travail, qui est payée par ceux qui emploient les ouvriers ; de même qu'une imposition sur les chevaux qui labourent la terre ne serait réellement qu'une imposition sur les dépenses mêmes de la culture[72] ».

---

[67] Mirabeau, *Philosophie rurale*, p. 262 (*Apud* : Weulersse, *op. cit.*, pp. I-456-457). V. aussi Cliquot-Blervache, selon lequel, du fait de la taille, le cultivateur, craignant « le châtiment de son industrie, est porté à cultiver moins. » *Considérations* ..., p. 12.

[68] « Les bestiaux forment un genre de production très profitable dans un État bien gouverné : mais c'est aussi l'objet le plus exposé aux désordres des impositions arbitraires, et des vexations qui s'exercent sur les habitants des campagnes. Les bestiaux, par leur valeur et par la facilité de les élever, sont les effets que l'on envisage dans les impositions de la taille, des droits de gabelle, dans les extorsions des commis des fermes, dans les frais exigés par les receveurs, dans les amendes infligées par l'administration arbitraire, en sorte que la vache d'un paysan lui attire de toutes parts des vexations, jusqu'à ce qu'elle lui soit enlevée ! ». Quesnay, article « Hommes », éd. Hecht, p. 552.

[69] *Principes et observations*, t. I, p. 264.

[70] Quesnay, *Dialogues sur le commerce*, *Physiocrates*, p. 177. Cf. Mirabeau, *Théorie de l'impôt*, p. 113. Cf. *Maximes générales*, note à n° 5, *in* : *Physiocrates*, ed. Guillaumin, p. 84 : « Sur le salaire des hommes de travail l'impôt serait arbitraire... ».

[71] Mirabeau, *Philosophie rurale*, chapitre IX, p. 273.

[72] Quesnay, *Maximes générales*, note à la maxime n° 5 ; *in* : *Physiocrates*, ed. Guillaumin, p. 84.

Pour Du Pont, non seulement tous les impôts retombent finalement sur le propriétaire, mais ils retombent sur lui *grossis* et on peut même directement lier le poids de cette charge incidente et la longueur du circuit : « Si les propriétaires cherchent à éluder l'impôt, c'est qu'ils ignorent que toutes les impositions retombent sur eux avec une surcharge proportionnée à l'étendue du circuit qu'elles ont fait avant de revenir à eux »[73]. Accepter de subir l'impôt directement - à la source de la richesse - ce serait pour eux annuler ce circuit parasite et économiser ainsi cette surcharge.

La conclusion s'impose : les impôts sur les stériles n'étant qu'un *surfaix* sur les dépenses de la culture, il faut étendre à la classe stérile l'immunité réclamée pour la classe productive : « La classe stérile est immune, de droit et de fait, de toutes les dépenses qui ne servent pas directement à sa consommation et à son travail, parce qu'elle ne subsiste elle-même que sur la dépense des autres, et que donner et reprendre ne vaut[74] ».

Enfin un dernier argument vient renforcer l'opposition à ces impôts : ils se traduisent presque nécessairement par une baisse de la consommation des ouvriers et donc du débit des denrées. Quant aux taxes indirectes, elles présentent exactement le même effet de contraction de la consommation des subsistances auquel s'ajoute un coût de perception énorme et le fait qu'elles donnent lieu à des doubles et des triples emplois.

Selon Quesnay, instaurer un impôt sur les ouvrages d'industrie, sur les consommations : « c'est mettre en parcelles un impôt qui retombe sur le fonds, qui multiplie les dépenses de la recette, qui facilite les contraventions, qui n'est fondé sur aucune proportion avec les revenus ; c'est un pillage en détail dont on n'aperçoit les ravages qu'après la ruine et la dépopulation de l'État. L'impôt qui porte sur les ouvrages, sur les travaux, sur la subsistance, et qui est surchargé par les dépenses et les contraventions de la recette, charge les marchandises et le salaire de l'ouvrier d'un prix additionnel qui se prend sur l'épargne de ceux-ci ou de ceux qui les emploient, et qui diminue de plus en plus la consommation, les travaux, l'emploi des hommes, les productions, le commerce, la population, les revenus de la nation et ceux du souverain ; qui tombe en déprédation par les dépenses et les désordres de la perception ; qui établit dans l'État des troupes ennemies pour ruiner les sujets ; qui cause des fortunes pécuniaires cachées et stériles, et qui forme un ordre de finances étranger à la nation ; lequel sépare les richesses pécuniaires de l'agriculture et du commerce, épuise les ressources de l'État, se refuse à ses besoins ou lui survend ses secours, profite des malheurs de l'État pour exercer un commerce usuraire sur les dettes publiques, et prévoit de loin les dangers qui menacent les papiers commerçables. Alors l'agio cesse, le crédit tombe, la finance disparaît, l'État se trouve ruiné par ses impôts, par ses financiers, par ses emprunts, et abandonné à son indigence, lors même qu'il recèle encore dans son sein les trésors qu'on lui a dérobés[75] ».

Weulersse résume bien cette thèse physiocratique sur les impôts stériles : « Levé sur les " faux revenus " de l'industrie et du commerce, non seulement il finirait par retomber tout entier sur le revenu territorial, mais il y retomberait d'une manière détournée ; il deviendrait onéreux, à cause des surcharges de perception, et même destructeur : car il risquerait d'atteindre le capital de l'exploitation agricole. L'impôt indirect serait d'ailleurs aussi

[73] Du Pont, cité par Hincker, *op. cit.*, p. 94.

[74] Du Pont, *De l'exportation et de l'importation des grains*, 1764 , pp. 16-17.

[75] Note de Quesnay au « Bref état des moyens pour la restauration de l'autorité du Roi et de ses finances » du Marquis de Mirabeau, avec des notes de Quesnay, publié par G. Weulersse, *in* : *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 6, 1913, n° 2, pp. 207-208.

contraire aux principes qui justifient l'impôt que funeste au développement de la richesse publique, qui seule peut l'alimenter : car il entraîne des violations incessantes de la propriété et de la liberté des individus[76] »

5.2.6 - L'impôt doit porter exclusivement sur le propriétaire.

Pour les physiocrates et leurs proches comme Turgot, l'impôt doit toujours porter sur le revenu, jamais sur le capital : un impôt sur le capital comme le centième denier n'est rien d'autre qu'une violation de la propriété. « Quand on s'est assujetti à payer des impositions pour la conservation de la société dont on est membre, ce n'a été que pour conserver la propriété, non pour la perdre [...] . Il y a sans doute des cas où l'on consentirait à sacrifier une partie de sa propriété pour sauver le reste ; mais ce ne saurait être le cas ordinaire. On veut avoir une jouissance constante et assurée, et on veut aussi que ce qu'on sacrifie soit constant. *C'est donc sur le revenu que l'imposition doit porter, et non sur les capitaux*[77] ».

En matière d'agriculture, le seul moyen qui puisse empêcher que l'impôt ne touche le capital du cultivateur est qu'il « soit établi immédiatement sur le revenu des propriétaires[78] » soutient Quesnay. Tel est « le grand secret de la science fiscale développé[79] » renchérit Mirabeau.

On peut certes imaginer que le fermier ayant supporté un nouvel impôt - ou une augmentation d'impôt - se retourne vers son propriétaire pour obtenir la compensation par une diminution du fermage, mais celle-ci ne pourra intervenir que lors du renouvellement du bail. En attendant, la taxe survenant dans le cours des baux est « une spoliation immédiatement destructive[80] ». Un auteur indépendant comme Auxiron est en accord complet avec les physiocrates sur ce point : « tout le monde dit : ce n'est pas mon fermier qui paye la taille, c'est moi-même. On a raison [...] mais puisque l'on en convient, pourquoi asseoir la taille sur le cultivateur, et non pas sur le propriétaire ? En l'établissant sur le cultivateur, elle le détruit : l'État et le propriétaire en souffrent davantage[81] ».

Comme le dit Quesnay à propos du projet de Mirabeau de création d'un impôt de supplément portant sur les fermiers : « On peut faire des fautes sur les branches, mais celles qui détruisent les racines ne sont pas pardonnables[82] ». L'essentiel à ses yeux est d'asseoir l'impôt sur le revenu des propriétaires et uniquement sur lui : « Il n'y a que l'agriculture qui ait besoin de protection et d'émulation. Cependant c'est elle seule qui doit payer l'impôt ;

---

[76] Weulersse, *op. cit.*, p. II-45. « Toute forme d'imposition qui restreindrait la propriété et la liberté de l'homme [...], et qui diminuerait les richesses et la population, seraient donc manifestement opposée au but de l'impôt ». Du Pont, *Science nouvelle . . .*, § XV, *in* : *Physiocrates*, ed. Daire, p. 351. Cf. Mirabeau, Introduction du « Mémoire sur l'utilité des États provinciaux », *Ami des hommes*, 4ème partie, t. II, p. 55 : « Les impôts sur les terres n'attaquent point la propriété : c'est un tant pour la sauvegarde ».

[77] Turgot, *Plan d'un mémoire sur les impositions, OEuvres,* t. I, p. 400 ; *apud* : Weulersse, *Le mouvement physiocratique*, p. II-62, note 2.

[78] *Tableau économique*, remarque n° 7, ed. 1760.

[79] Mirabeau, *Théorie de l'impôt*, p. 106.

[80] Quesnay, Manuscrit M. 784, 3 liasses, 2ème liasse (*Apud* Weulersse, *op. cit.*, p. I-468). V. aussi : Mirabeau, *Théorie de l'impôt*, pp. 371-372.

[81] Auxiron, *Principes de tout gouvernement*, t. II, pp. 275-277.

[82] Note de Quesnay au « Traité de la monarchie » du Marquis de Mirabeau, publié par G. Weulersse *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, Paris, P. Geuthner, 1910, p. 62.

mais il y faut distinguer deux sortes de richesses : celles des frais et celles du revenu. Celles des frais doivent être exemptes ; ainsi nul impôt sur le fermier. L'impôt doit se tirer du revenu, et doit être payé par le propriétaire. Le fermier déchargé de l'impôt augmente le prix du fermage à proportion de l'impôt dont il est délivré. Mais le marché se fait avec connaissance, et volontairement entre lui et le propriétaire : *Volenti non fit injuria.* La quantité du revenu décide de la quantité de l'impôt que doit payer le propriétaire ; ainsi l'impôt n'est plus arbitraire et désordonné. Les propriétaires ont plus de crédit dans l'État que les fermiers ; ainsi leurs représentations contre les augmentations de l'impôt peuvent arrêter les excès. En tout cas, le fermier étant exempt, l'agriculture se soutient, les richesses foncières ne dépérissent pas[83] ».

Mais reste à mesurer le produit net sur lequel doit être assis l'impôt. Certes il serait possible pour les physiocrates de l'évaluer directement en déduisant du produit total les *reprises*, c'est-à-dire le montant des frais de culture - sans oublier toutefois de prendre en compte dans ces reprises les intérêts des avances du cultivateur, comme l'a clairement exposé Turgot. Mais cette méthode, envisageable à un niveau monographique - les physiocrates ont fait de nombreuses tentatives d'estimation à partir des comptes de telle ou telle exploitation[84] - n'était pas généralisable à l'époque, aussi conseillaient-ils de se référer au montant des baux. La méthode était d'ailleurs largement acceptée à l'époque, y compris en dehors des cercles physiocratiques.

C'est ce que Quesnay cherche à faire comprendre à Mirabeau dans ses notes sur la *Théorie de l'impôt* : « Il ne paraît pas que l'on puisse déterminer le produit net autrement que par la part qui revient au propriétaire et qui a été débattue sur le marché entre le fermier et le propriétaire. Tournez-vous de quel coté il vous plaira, vous donnerez dans le pot au noir.

« Le prix de la vente des productions et des bestiaux n'a aucun rapport proportionnel général et fixe avec le produit net. Dans telle terre il y aura le double de productions et moins de frais ; dans telle autre il y aura le double de frais annuels et d'avances primitives et moins de productions. *Tirez-vous de là* !

« La déclaration annuelle des quotités de productions et de leur prix mettrait l'État du fermier trop à découvert vis-à-vis le fisc, vis-à-vis le propriétaire, et vis-à-vis les concurrents. De là, malheur à l'émulation, à l'amélioration de la terre, au propriétaire et à l'État.

« Une partie des productions se consomment en nature chez le fermier, et il y a des fermiers qui préfèrent de payer la nourriture à une partie de leurs gens, et d'autres préfèrent de les nourrir. Faudra-t-il établir ici la loi pénale du trop bu et du trop mangé ?[85] »

L'estimation du produit net par les baux ne présente pas, pour les physiocrates, de risque majeur de dissimulation car « les possessions de chacun sont assez notoires pour qu'on

---

[83] Note de Quesnay au « Bref état des moyens pour la restauration de l'autorité du Roi et de ses finances » du Marquis de Mirabeau, avec des notes de Quesnay, publié par G. Weulersse, *in* : *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 6, 1913, n° 2, p. 199. Weulersse date ce manuscrit des années 1757-1760.

[84] Voir sur ce point l'article essentiel de Jean-Claude Perrot : « La comptabilité des entreprises agricoles dans l'économie physiocratique », *Annales ESC*, mai-juin 1978, pp. 559-579. Repris dans : *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, éd. de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1992, pp. 217-236.

[85] Note de Quesnay [1760] à la « Théorie de l'impôt » du Marquis de Mirabeau, publié par G. Weulersse *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, Paris, P. Geuthner, 1910, pp. 55-56. N.B. : On retrouve ici le problème de l'évaluation des intra-consommations.

ne puisse espérer de tromper en donnant de fausses déclarations[86] ». Bien entendu, ce principe d'estimation pose un problème pour les provinces « où l'on n'afferme pas » : il faudra en effet alors se contenter de la déclaration du propriétaire[87]. Mais les physiocrates tablent sur une extension du fermage, et en attendant, le contrôle est possible, en effet « les terres affermées et reconnues de même qualité serviront de boussole[88] ».

Pour Weulersse, l'impôt foncier basé sur le loyer des terres n'était plus, dès cette époque, un paradoxe ; et l'immunité du cultivateur ne paraissait pas une utopie[89]. Et Weulersse de citer une note de Malesherbes de 1791 selon lequel, « dès 1750, c'était une vérité dont un grand nombre de citoyens étaient convaincus, que l'imposition sur les terres n'est juste que quand elle est proportionnée au produit net qu'en retire le fermier[90] ». Le propos est intéressant, même si la date est très anticipée comme le prouve l'utilisation du terme « produit net » qui ne se généralisera pas avant les années 1760.

5.2.7 - La justification de l'impôt sur l'agriculture par la théorie de la copropriété.

Pour Du Pont de Nemours « Comme la loi qui déclare chaque citoyen propriétaire de son bien est la première, celle qui statue l'impôt est la seconde loi fondamentale de toute société quelconque[91] » ; l'impôt est « le grand lien, le nœud fédératif, le *vinculum sacrum* [lien sacré] [92] ». Mais il s'agit plus là d'un slogan - abondamment repris dans les textes de propagande de la Secte - que d'un argument. De même, la conception économique de l'impôt comme une prime d'assurance de la propriété, reprise par Mirabeau à quelques auteurs antérieurs[93], était à vrai dire un peu courte.

Les physiocrates iront plus loin dans leurs tentatives de justification de l'impôt en bâtissant la thèse - qui restera spécifique à la Secte - de la *copropriété* des terres, sur la base d'une transformation subtile de la théorie du « domaine éminent » des juristes politiques des 16ème et 17ème siècles pour lesquels « les souverains sont les premiers propriétaires de tous les fonds de leur royaume ».

C'est dans l'« Éloge de Boisguilbert », manuscrit de Mirabeau de 1770-1772 retrouvé récemment, que l'accent est mis le plus nettement sur la communauté d'intérêts du souverain et de la nation résultant de cette copropriété qui justifie à elle-seule l'impôt foncier unique. Boisguilbert est ainsi porté au rang de précurseur de l'école car « il a compris que l'impôt ne fait pas le malheur des peuples alors que c'était l'avis commun » et « que par ce moyen les intérêts du souverain et ceux du peuple seront indivisiblement unis [...] [94] ». Avec

---

[86] Lettre de Turgot à d'Ormesson du 20 novembre 1767, *apud* : Weulersse, *op. cit.*, p. II-338.
[87] Cf. Quesnay, « Maximes générales », *Physiocrates* . . ., note p. 85.
[88] « Ordre naturel », *Physiocrates* . . ., p. 461.
[89] V. Weulersse, *op. cit.*, p. I-473.
[90] Cf. *Bulletin de l'académie des sciences morales*, sept.-oct. 1904, pp. 417-418.
[91] Du Pont, *Journal d'Agriculture*, fév. 1766, note pp. 145-152.
[92] Du Pont, « Science nouvelle . . . », § XV. *in* : *Physiocrates*, p. 351. Cf. Mirabeau, « Explication du Tableau », *Ami des hommes*, t. IV, p. 255 : « l'impôt est de droit naturel. ».
[93] En particulier à l'illustre Montesquieu : « l'impôt est une portion que chaque citoyen donne de son bien pour avoir la sûreté de l'autre ou pour en jouir plus agréablement », *Esprit des Lois*, livre XIII, art. 1.
[94] « Éloge de Boisguilbert », bibliothèque royale Albert 1er de Belgique, Mss. 20797 B, seconde partie, respectivement pp. 1 et 26. *Apud* : Catherine JACQUES « Pratiques mondaines des physiocrates et textes inédits :

Boisguilbert, Mirabeau critique les exemptions et les impôts qui ruinent la consommation mais il rejette les propositions de l'auteur qui ne propose pas l'impôt territorial unique - et qui, à vrai dire, ne pouvait pas encore le proposer, car pour envisager un impôt réel et direct : « il aurait fallu [...] avoir la connaissance du produit net, ce qui suppose la distinction précise et calculée des avances et nous avons déjà vu que cet excellent homme ne s'était point arrêté à ces bases là, d'où tout dépend[95] ».

L'impôt constituant pour les physiocrates « une sorte de co-jouissance indispensable de l'État dans le revenu des domaines ; ils ont été dès lors facilement amenés à poser le principe d'une copropriété du souverain sur les biens-fonds[96]. L'attribution d'une partie du revenu à l'État doit être en effet aussi ancienne que l'établissement effectif des propriétés privées. " Sans la part que l'autorité tutélaire doit naturellement avoir dans le produit net du territoire écrit Dupont, il n'y aurait ni gouvernement, ni société, ni sûreté de possession pour quelque individu que ce soit[97] ". Même, suivant Baudeau, l'État serait le premier propriétaire des terres, propriétaire privilégié, les particuliers n'ayant acquis que postérieurement un droit de copropriété[98] ».

Selon Du Pont encore, « ce produit net n'existerait pas sans l'établissement de l'impôt : c'est la sûreté que l'impôt donne à la propriété qui a seule pu soutenir et favoriser les entreprises et les travaux par lesquels la culture est parvenue au point de faire naître un produit net tant soit peu considérable[99] ».

5.2.8 - Les limites de l'impôt

La copropriété publique s'étend certes à toutes les terres du royaume mais ses effets sont-ils sans limites ? Il n'en est rien pour les physiocrates car « les lois universelles et essentielles de l'ordre physique l'ont de tous côtés circonscrite[100] ». L'enjeu est de taille : il s'agit des modalités de la répartition du produit net entre le souverain et les propriétaires. Sans doute il faut « assigner au souverain la plus grande part possible dans les produits nets ; mais, pour déterminer cette plus grande part possible, c'est l'ordre physique qu'il faut consulter[101] ». C'est cet ordre physique - donc une règle objective - qui détermine le partage, suivant cet ordre en effet, « il est de toute nécessité que l'état des propriétaires fonciers soit le meilleur

---

les Assemblées économiques du Marquis de Mirabeau (1770-1777) », communication au colloque du *Tricentenaire de la naissance de François Quesnay* organisé par J. Hecht (Versailles, 1-4 Juin 1994).

[95] *Ibid.*, troisième partie, p. 3.

[96] « Qu'est-ce que l'impôt dans l'ordre essentiel des sociétés? C'est le produit d'un partage dans le revenu net des terres, partage qui se fait en vertu d'un droit de copropriété qui appartient au souverain » *Ordre naturel, in* : *Physiocrates*, pp. 477-478. Cf. *Philosophie rurale*, p. 61 : « Le produit net est remis d'abord aux propriétaires particuliers des fonds de terre, et au propriétaire universel du territoire qui est l'État ».

[97] Du Pont, *Journal d'Agriculture*, Mars 1766, p. 13.

[98] Weulersse, *op. cit.*, p. II-45. Cf. : Baudeau, *Éphémérides*, fév. 1767, pp. 92-93. V. aussi *Éphémérides*, 1770, n° 7, pp. 114-115 : « les travaux de l'autorité tutélaire sont les premiers ; ceux des propriétaires fonciers sont les seconds » ; et Quesnay, *Maximes générales*, note à la maxime n°4 : « La puissance souveraine qui assure la propriété des sujets a un droit primitif au partage des fruits de la terre, source unique des richesses », Physiocrates . . ., p. 83.

[99] Du Pont, *Science nouvelle* . . ., § XVII, *Physiocrates*, p. 357. De même la nécessité des capitaux d'exploitation justifie le droit de copropriété du fermier : droit en quelque sorte préalable quand il s'agit d'une terre que ces capitaux seuls ont pu mettre en valeur ; mais droit qui ne retranche rien au droit primitif du propriétaire sur le domaine à l'état naturel, ou simplement pourvu des avances foncières (Note de Weulersse, p. II-46).

[100] *Ordre naturel, Physiocrates*, p. 468. Cf. Weulersse, op. cit. p. II 58-59.

[101] *Ordre naturel, Physiocrates*, p. 461. Cf. p. 463.

état possible, afin que toutes les terres soient mises en valeur, qu'elles reçoivent toutes les améliorations dont elles sont susceptibles, etc.[102] ».

Weulersse insiste à juste titre sur l'importance cruciale de cette thèse dans la théorie fiscale de l'École : « *l'impôt est donc limité par la force des choses, sous peine de se détruire lui-même*. Supposons que le souverain veuille prendre tout le produit net. S'il usurpe la part qui revient aux propriétaires sans remplir le rôle qu'ils jouent dans l'exploitation du sol, la culture cesse d'être productive et le souverain est ruiné. Si au contraire, s'arrogeant tout le produit net, il assume aussi toutes les charges des possesseurs particuliers, cette nouvelle fonction l'absorbe tout entier et lui fait négliger celle de souverain[103] ». Alors, « le souverain supposé propriétaire ne pourrait s'empêcher d'être partout tyrannique ou partout lésé[104] ».

Un tel raisonnement permet de soutenir la thèse selon laquelle la proportion de l'impôt n'est plus arbitraire dans ce système mais impérieusement fixée par la nature[105]. Mais qui peut valablement interpréter ces lois de la nature et fixer sur leur base la proportion de l'impôt dans le produit net ? Pour Mirabeau, seul le peuple peut connaître par l'expérience cette proportion et il évoque « le droit naturel et imprescriptible des peuples de concourir par leur consentement à la demande du prince en fait d'imposition[106] ».

Cependant cette approbation peut être donnée une fois pour toutes[107], il est inutile (dangereux ?) de réclamer une acceptation formelle du chiffre de l'impôt par la nation chaque année puisqu'une certaine proportion a été consacrée par le temps, justifiée par l'expérience[108]. « Dans les pays agricoles, où le produit net du territoire présente une base naturelle et suffisante à l'impôt, on n'a besoin du consentement du peuple que dans le commencement même de la société[109] ». Ensuite, le partage du produit net disponible sera opéré « d'après la proportion qui se trouve établie. Il n'y a plus de loi à faire à cet égard, il faut se conformer à la loi faite ; la société naissante l'a instituée, et depuis ce moment tous les contrats d'acquêt ont été autant d'actes confirmatifs de cette loi, autant d'actes où elle a parlé pour manifester et assurer de nouveau les droits proportionnels du souverain et ceux de l'acquéreur[110] ». Les Physiocrates considéraient que pour la France le taux fixé « par le

---

[102] *Ibid., p.* 469. Cf. Du Pont, *Science Nouvelle, § XXI., Physiocrates, p.* 364 ; Cf. § XVII, p. 355. *Apud* : Weulersse, *op. cit.* pp. II-58-59.

[103] Weulersse, *op. cit.* p. II-59 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[104] Mirabeau, « Quatrième lettre sur la restauration de l'ordre légal », *Éphémérides* , juin 1768, p. 65.

[105] V. Du Pont, *Éphémérides*, 1770, n° 3, pp. 172 *sq.*

[106] Mirabeau, *Théorie de l'impôt*, p.97 ; *apud* : Weulersse, *Le Mouvement Physiocratique*, p II - 60. V. aussi *Ibidem*, pp. 172-174 : « l'opinion que les princes peuvent imposer à volonté sur leurs sujets, sans autre accession que leur autorité, qui est censée entraîner de droit le consentement de la nation, doit être regardée à jamais comme une flatterie absurde, impie, etc. ».

[107] « Cette proportion naturelle et légitime de l'impôt avec le produit net qui doit le payer s'établit d'elle-même dans une société naissante. Car alors ce sont les propriétaires fonciers qui, pressés de la nécessité de se soumettre à l'autorité tutélaire qu'ils élèvent au milieu d'eux pour se garantir mutuellement la jouissance de leurs biens, consacrent volontairement et pour leur propre intérêt une partie du produit net de leurs domaines à faire les frais du ministère de cette autorité protectrice ». Du Pont, *Science Nouvelle, § XVII, Physiocrates,* pp. 355-356.

[108] « Vous ne m'accuserez point, Seigneur, de vouloir inférer de ceci que le consentement formel du peuple, et énoncé par ses représentants assemblés, soit nécessaire en tous lieux pour donner autorité de loi à une ordonnance fiscale ». *Théorie de l'impôt*, Ed. 1760, pp. 172-174.

[109] Du Pont, *Éphémérides,* 1770, n° 2, note pp. 217-219.

[110] *Ordre naturel, in : Physiocrates*, p. 468.

consentement des peuples et un très long usage » était d'environ 1/3 [111]. Cette proportion suffisait d'après eux, pour relever les finances du royaume, pourvu que le produit net fût lui-même porté à son maximum.

Par contre, si le mauvais gouvernement faisait que cette proportion ne suffise point, un nouveau consentement deviendrait alors indispensable. Dupont brandit cette menace des États-Généraux à la face de la royauté française dans un texte prémonitoire de 1770 : « Il devient impossible, écrit-il, si l'on ne veut pas attenter à la liberté des propriétaires et à leur propriété, de se passer ou de leur consentement, ou du moins d'un organe de réclamation légale qui tende à retarder la marche du pouvoir ; deux moyens essentiels aux Républiques, et qui changent du plus au moins la constitution naturelle des monarchies, quand on est obligé de les y introduire[112] ».

Mais la thèse fondamentale, déduite du principe de la copropriété foncière qui associe le souverain et la nation, est la communauté d'intérêt du souverain et de la nation qui écarte tout danger au despotisme. En effet, « les despotes peuvent tout ce qu'ils veulent pour leur bien, lequel se trouve inséparablement et manifestement attaché à celui des nations qu'ils gouvernent[113] ». Mirabeau n'exprime pas autre chose quand il déclare que « l'harmonie politique a des règles simples, fixes et précises, au delà desquelles la puissance ne peut rien que contre elle-même[114] ».

Ces positions nettes ont un corollaire obligé : rien ne saurait justifier une exemption même partielle des charges fiscales au bénéfice de certains propriétaires[115]. « Obligatoire, cette copropriété territoriale du Souverain est aussi, de droit, universelle. Les Physiocrates condamnent en principe les immunités fiscales, non pas tant comme un manquement à l'égalité qui devrait régner entre les citoyens, que comme une atteinte à la prérogative essentielle de l'État. Quesnay semble encore admettre qu'on peut avoir dans certains cas de bonnes raisons pour maintenir ces immunités, dans l'intérêt même du public[116] ; mais Baudeau les juge sans rémission « contraires à l'ordre ». Sans doute, « le service militaire et les fonctions quasi gratuites de la haute magistrature pour la noblesse ; les offrandes comme volontaires et périodiques du clergé, sont une espèce de compensation très antique et très difficile à réformer » ; mais il est aisé de voir qu'elle est au détriment de l'État ». « Les préjugés commencent à être assez dissipés dans la nation pour qu'on applaudît presque unanimement à des lois qui feraient rentrer la souveraineté dans ses droits, et qui assureraient pour jamais au monarque, pour l'entretien de son autorité tutélaire, la copropriété de toutes les terres quelconques ; et, pour fruit de cette copropriété une portion fixe et constante du produit net[117] ». Mirabeau, que l'enthousiasme économique a peu à peu guéri de ses préjugés nobiliaires, partage entièrement l'avis du roturier son confrère en physiocratie : « si l'on venait

---

[111] D'après le Tableau, 1/3 exactement, la dîme prélevée ; 2/7 du produit net total, en y comprenant la part du décimateur. Cf. Mirabeau, « Explication du Tableau ». Baudeau, lui, donne une proportion de 6/20. Cf. *Lettre sur les vingtièmes*, pp. 17-19. Cf. Weulersse, *op. cit.*, note pp. II-60-61.

[112] Du Pont ; *Éphémérides,* 1770, n° 2, pp. 217-219. *Apud* : Weulersse, *op. cit.*, p. II-61.

[113] Du Pont, *Science Nouvelle*, Conclusions ; *Physiocrates*, p. 364. *Apud* : Weulersse, *op. cit.*, p.II-75.

[114] *Ami des Hommes*, 2ème partie, Ch. V, t. I, p. 155. *Apud* : Weulersse, *op. cit.*, p. II-76.

[115] Cf. Weulersse, *op. cit.*, p. II-46.

[116] « S'il y avait des biens-fonds exempts de la contribution de l'impôt ce ne devrait être qu'en considération de quelques avantages pour le bien de l'État, et alors cela devrait être compté comme faisant partie du revenu public ; aussi de telles exemptions ne doivent avoir lieu qu'à bon titre ». Quesnay, *Analyse du Tableau*, note, *Physiocrates*, p. 61. (Note de Weulersse, *op. cit.* p. II-46).

[117] Baudeau, *Éphémérides*, juin 1767, pp. 207-208.

à dire au souverain qu'il est des terres privilégiées, il n'aurait qu'à répondre : Sus donc, je lève la sauvegarde, et je déclare que c'est à elles à se garder[118] ».

La suppression des privilèges d'impôt était dès cette époque le vœu de toute l'opinion éclairée[119] ; encore que les raisons alléguées par l'École ne soient pas celles que l'on faisait le plus communément valoir. La conception de l'impôt considéré comme une prime d'assurance de la propriété est déjà plus originale : parmi les contemporains nous n'avons guère que l'Ami des hommes, à la veille de devenir Physiocrate, qui l'ait formulée nettement. Mais ce que l'on ne rencontre point chez les auteurs du temps, c'est la notion précise d'une copropriété de l'État s'appliquant aux terres exclusivement. Cette idée suffit à ôter toute justification à l'existence de dérogations à l'impôt comme les terres privilégiées.

[118] Mirabeau, Lettre sur la dépravation de l'ordre légal, *Éphémérides*, nov. 1767, p. 20.

[119] Cf. Mirabeau, *Économiques*, t. II, p. 248 : « On n'ose déjà plus contredire l'assertion économique, que les terres privilégiées d'un État doivent être regardées comme étrangères et renonçant par le fait à tous les droits du régnicole, comme à ses devoirs ».

5.3 - Le succès des thèses physiocratiques en matière de fiscalité.

5.3.1 - Mise en œuvre des idées physiocratiques :

Malgré les critiques nombreuses des outrances de la théorie fiscale physiocratique, on pourrait multiplier les exemples de large adhésion à leur programme, même chez des auteurs ou des praticiens qui marquent ostensiblement leurs distances voire leur hostilité. Des intendants favorisent ainsi le remplacement des corvées par un impôt en argent[120]. Des exemptions sont accordées pour les défrichements qui se multiplient à partir de 1766 : Du Pont les évaluera en 1770 à 400 000 arpents[121]. Les efforts se multiplient dès le milieu du siècle pour améliorer la justice de l'imposition de la taille et pour rationaliser les principes de détermination de son assiette[122]. Bien plus, en conformité avec les vœux des physiocrates, l'industrie et le commerce continuent à jouir d'une immunité fiscale quasi-complète à tel point même que l'introduction occasionnelle d'une imposition nouvelle est présentée par l'administration royale comme une situation toute provisoire : de manière tout à fait orthodoxe, c'est le principe même de cet impôt qui est condamné[123].

Dans la même veine, l'idée progresse, même en dehors des sphères physiocratiques que la petite culture est défavorable au rendement de l'impôt. Jusqu'à Forbonnais qui doit reconnaître que si la « culture à bras » - par opposition à la culture à la charrue - est plus rémunératrice pour le propriétaire, elle est désavantageuse pour l'impôt, « parce que la subsistance marche avant le tribut »[124].

Même Galiani au détour d'une critique des physiocrates ne peut éviter de reprendre à son compte un de leurs *leitmotive* en déclarant tout de go que les impôts retomberont toujours sur la terre et sur les propriétaires. Certes c'était là un argument *ad hoc* destiné à prouver que le supplément de revenu des fermiers produit par le *bon prix* des denrées se traduirait rapidement par une augmentation des baux, elle-même entièrement prélevée par l'État sous forme d'augmentations d'impôts - qui donc retomberaient in fine sur les agriculteurs. Mais l'argument est présenté sur le ton de l'évidence : « La classe peu nombreuse des propriétaires des terres, classe illustre à la vérité, mais la moins chère à l'État, se trouvant composée en partie de mains mortes, en partie de mains paresseuses. Ces mains soit nobles ou sacrées seront mieux remplies pendant quelques temps, je l'avoue ; mais la joie sera bien courte. Car le Souverain obligé d'augmenter tous les appointements, les pensions, les dépenses, si la découverte de la pierre philosophale n'est pas faite, comme il n'y a pas grande apparence, sera obligé d'augmenter les impôts. *Les impôts vous le savez, quelque chose qu'on y fasse, vont tous retomber sur la terre et sur les propriétaires* ; les nouvelles taxes leur ôteront donc le bénéfice du renchérissement des denrées. Ainsi pour dernière conclusion, après une secousse terrible et une génération entière de chagrins, d'amertume, d'inquiétude, il n'y aura rien de

---

[120] C'est le cas par exemple de Fontette dans la généralité de Caen en 1757, puis de Turgot en Limousin en 1766 (v. Weulersse, *op. cit.*, pp. II- 176-178).

[121] Soit environ 200 000 ha. (v. Weulersse, *op. cit.*, pp. II- 182-189).

[122] v. Weulersse, *op. cit.*, pp. II- 179-182 et Mireille Touzery, *L'invention de l'impôt sur le revenu- La taille tarifée 1715-1789.*

[123] v. Weulersse, pp. II-240-242.

[124] *Principes et observations*, t. II, p. 57, *apud* : Weulersse, pp. II-319.

gagné pour personne, rien de fait ; si ce n'est que beaucoup de pièces de cette grande machine se trouveront cassées ou dérangées [125] ».

Bref, pour de nombreuses années - au moins en France -, même les plus sceptiques sont bien en peine d'opposer une réfutation argumentée à la théorie fiscale des physiocrates qui, s'appuyant sur les deux thèses complémentaires de la productivité exclusive de l'agriculture et de l'incidence, n'aurait pu être contredite que par une construction théorique aussi ambitieuse. Les adversaires les plus acharnés éviteront d'ailleurs prudemment ce terrain et axeront au contraire leur critique sur le caractère trop abstrait des écrits physiocratiques. Par manque d'arguments théoriques à opposer, c'est le principe même de la théorisation du fonctionnement de la société qui est contesté globalement comme le manifeste le rejet des « écrivains à système ». Un bon exemple de cette attitude nous est donné par Jean-Pierre Hirsch dans son étude des rapports rédigés par les délégués du commerce pour les États Généraux qui, d'une part prétendent que : « de plus grandes lumières, Sire, ont [...] détruit de nos jours, ces vains systèmes que quelques *Écrivains à paradoxes* s'étaient efforcés d'accréditer, et par lesquels ils osaient prétendre et semblaient presque ordonner qu'on sacrifiât le commerce à l'agriculture »[126], et qui, par ailleurs, ont une attitude essentiellement défensive et sont, pour le moins, peu à l'aise sur la question de leur productivité.

En France en tout cas, et jusqu'à la fin du siècle, les débats porteront plus sur des aspects pratiques de facilité de calcul et de perception[127] que sur les bases théoriques du système fiscal : les physiocrates n'avaient pas trouvé de contradicteurs à leur mesure.

5.3.2 - Le paradoxe de l'impôt foncier unique : défendre les propriétaires en les taxant.

La principale critique adressée aux physiocrates consiste à dénoncer l'aspect paradoxal d'une théorie qui, pour défendre l'agriculture, limite la charge fiscale aux seuls propriétaires des terres en écartant de l'assiette de l'impôt les gains des manufacturiers, artisans, négociants et surtout les financiers. On aura reconnu ici l'argument essentiel de Voltaire dans « l'homme aux quarante écus ».

À cet argument, la réponse des physiocrates est à la fois théorique et pratique. Sur le plan de l'analyse économique, c'est leur conception déjà évoquée de l'*incidence* selon laquelle tous les impôts retombent à terme sur le produit net quel que soit leur point d'application initial : « L'imposition sur l'exploitation stérile[128] est sans conséquence pour ceux qui la payent, parce qu'ils la retirent de ceux qui achètent leurs ouvrages, qu'elle se répartit conformément aux facultés de ceux qui en ont la dépense et qu'elle se trouvera toujours en dernier ressort payée par les revenus proportionnellement aux charges et aux franchises des biens qui produisent les revenus. Ainsi la répartition se fait d'elle-même en raison des charges

---

[125] *Dialogues . . ., op. cit.*, p. 249. C'est nous qui soulignons (B.D.).

[126] *Requête des Six Corps (1788), pour obtenir leur représentation particulière aux États-Généraux*, cité par Jean-Pierre Hirsch *in* : « Les milieux du commerce, l'esprit de système et le pouvoir à la veille de la Révolution », *Annales*, 1975, n° 6, pp. 1344-1345.

[127] C'est ainsi que certains, contre l'impôt sur le produit net en argent des physiocrates, proposent une « dîme royale », ou « dîme en fruit » telle que la connaissent les chinois (v. *Journal économique*, nov. 1758, p. 492), c'est-à-dire un impôt proportionnel, en nature, sur le produit brut. Elle aurait l'avantage d'être déterminée sans arbitraire, et d'être plus facile à prélever : les cultivateurs ont généralement peu d'argent liquide alors qu'ils disposent en abondance de denrées lors de la récolte.

[128] C'est-à-dire l'exploitation non agricole.

et exemptions des propriétaires ; pourvu qu'elle n'enlève pas forcément les richesses de l'exploitation productive[129], ce qui anéantirait tous revenus, toutes rétributions et le fond de toutes impositions[130] ».

Mais est-ce à dire que les formes d'imposition peuvent être considérées comme indifférentes ? Non, car en pratique, le coût de perception des impôts indirects est tellement énorme - surtout en cas d'affermage - qu'ils doivent être définitivement rejetés. C'est ce qu'exprime Mirabeau avec son style inimitable de bretteur dans l'« Introduction au mémoire sur les états provinciaux » : certes dit-il les impôts retomberont toujours sur « la glèbe », mais « la différence est grande de porter d'aplomb ou de côté. Il n'y a d'absolument accablant que les charges indirectes, et de meurtriers en ce genre que les contre-coups »[131].

On cite à cet égard l'exemple - évidemment extrême, mais révélateur du Pays de Gex, cher à Voltaire, où il advint que les revenus de la Ferme avaient été entièrement absorbés par les frais de perception ! [132] En moyenne, les physiocrates estimaient les frais de perception jusqu'à deux tiers des rentrées pour les impôts affermés et encore la moitié pour les impôts en régie [133].

Face à ces systèmes d'imposition parasitaires, l'idée de l'impôt unique a acquis une grande vogue vers 1760 ; on en veut pour preuve le succès d'œuvres comme *Richesse de l'État* ou l'*Anti-financier* de Darigrand. Il en est de même de la thèse de l'incidence finale sur le revenu foncier qui rencontre bien peu de contradicteurs. Il faudra attendre 1767 pour que les *Principes et observations* de Forbonnais et l'*Essai analytique* de Graslin renversent une partie de l'opinion sur ces deux points.

D'ailleurs, peut-on toucher véritablement les fortunes pécuniaires ? Non prétend par exemple Saint-Péravy puisqu'il est facile de faire jouer le mécanisme de la répercussion : « le fur naturel de l'argent prenant toujours l'ascendant sur le fur légal qui s'efforce en vain de le saisir et de le fixer, la reprise de l'impôt sur les rentes est calculée par le prêteur et exigée par lui en sus du fur naturel ; ce qui le fait renchérir et retomber sur l'emprunteur, qui s'abuse s'il prétend le gagner »[134].

Peut-on alors envisager, pour soulager les propriétaires, le recours à l'impôt de consommation comme le proposent certains adversaires des physiocrates tels que Forbonnais ou Graslin ? C'était là reprendre une opinion émise notamment par Montesquieu[135] selon lequel les taxes de consommation sont « volontaires » et insensibles. Leur assiette n'est pas

---

[129] C'est-à-dire l'exploitation agricole.

[130] Note de Quesnay au « Traité de la monarchie » du Marquis de Mirabeau, publié par G. Weulersse *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, Paris, P. Geuthner, 1910, p. 63.

[131] *L'Ami des hommes*, 4ème partie, T. II, p. 55.

[132] Cf. Weulersse, p. II-350, note 2.

[133] Cf. Weulersse, *op. cit.* p. II-380-381. Marion, dans son étude sur l'impôt sur le revenu, estime lui les frais de perception à 6 ou 7 % dans le cas du vingtième.

[134] *Mémoire* . . . , 1768, *apud* : Weulersse, p. II-357.

[135] « Il vaut mieux des droits d'entrée que des impositions. Un cordonnier à qui vous demanderez deux écus disputera tant qu'il pourra ; et, si vous lui faites payer 25 livres de droits pour un muid de vin, il les payera sans s'en apercevoir, et gaiement ». Montesquieu, *Cahiers 1716-1755*, ed. B. Grasset, 1941, p. 125 et *Œuvres Complètes*, col. la Pléiade, 1949, p. I-1505.

arbitraire, elles frappent tout le monde et pour qu'elles soient justes, il suffirait de taxer d'autant plus que le bien serait moins nécessaire.

Pour les Économistes, c'est une fausse solution puisque le propriétaire serait , dans ce cas, atteint à la fois en tant que consommateur et par la baisse du débit de ses denrées ou de leur prix de vente de première main. En effet, selon eux, « les habitants des villes ont des revenus bornés ; ils ne peuvent acquitter les droits d'entrée qu'en mésoffrant sur le prix à payer aux producteurs et en restreignant leur consommation »[136].

De plus, pour les physiocrates le système est injuste car il ne tient pas compte de la richesse du consommateur. Quant à la surcharge des produits de luxe, on sait bien que plus une marchandise est précieuse - sous un faible poids -, plus elle est facile à frauder.

Enfin le contrôle de ces impôts est plus difficile : « les impôts de ce genre étant moins apparents, dit Du Pont, ils peuvent plus aisément être accrus sans mesure »[137]. Thèse énoncée dans les mêmes termes par Mirabeau : « le propre de l'impôt indirect est d'échapper à l'inquiète vigilance de celui qui le paie. Il est donc plus facile d'en abuser, et d'établir une telle confusion sur la nature des profits, que le fisc pense en apercevoir partout »[138].

En fait, les adversaires se voient souvent contraints de reconnaître l'incidence finale de tout impôt sur la terre, leur dernière ligne de défense consistant à faire valoir la charge de l'*avance* de l'impôt. C'est par exemple la position de Baudeau - avant sa conversion à la physiocratie - : « De quelque façon que vous imposiez, il se fera de proche en proche, plus ou moins rapidement, une compensation entre les citoyens. L'unique question est celle-ci : convient-il au bien public d'exiger d'une espèce de sujet plutôt que d'une autre, qu'elle fasse au Trésor royal l'avance du subside, sauf à s'en procurer le dédommagement ? La classe agricole est peut-être la moins qualifiée pour faire cette avance, puisqu'elle ne reçoit directement que des denrées et point d'argent »[139].

5.3.3 - L'impôt foncier unique est juste.

Plus fondamentalement, et Weulersse insiste à juste titre sur ce point : « l'impôt foncier unique n'est pas seulement économique, disent les physiocrates, il est juste. »[140] En effet : « Toutes les dépenses publiques sont les charges des propriétaires dans le droit comme dans le fait ; car elles tournent toutes à leur plus grand profit, par la loi de la concurrence qui oblige tous les autres citoyens à se borner à leur rétribution et à la rentrée de leurs avances. [141] » Telle est en effet la doctrine physiocratique, sur laquelle cette explication jette une nouvelle lumière : les autres classes de la société doivent jouir d'un minimum de subsistance

---

[136] « Plan d'un Mémoire sur l'imposition », *in : Œuvres*, p. I-398. (Voir aussi : « Comparaison des impôts sur le revenu et des impôts sur la consommation », *in : Œuvres*, p. I-411).

[137] Du Pont, *Éphémérides*, 110, N° 5, p. 130. *Apud* : Weulersse, *op. cit.*, p. II-440, note 6.

[138] Mirabeau, 5ème lettre sur la dépravation de l'ordre légal, *Éphémérides*, janvier 1768, pp. 36-38. *Apud* : Weulersse, *op. cit.*, p. II-440, note 6.

[139] *Idées sur l'administration des finances*, pp. 20-22, *apud* : Weulersse, *op. cit.* p. II-363.

[140] Weulersse, *op. cit.* p. II-365.

[141] Du Pont, « Administration des chemins », *Ephémérides*, mai 1767. Cf. Mirabeau, « Réponse à l'essai sur la voirie », *Ami des Hommes*, 6ème partie, t.III p.9 et p. 13 : « Le tarif de la répartition des charges publiques se trouve tout tracé par celui du bénéfice que chacun retire de la société ».

et de profit irréductible ; mais, tandis que ce minimum reste immuable, tout le bénéfice du progrès revient naturellement aux maîtres du sol.

Le financement des chemins est de ce point de vue, souvent pris en exemple. Ces chemins sont en effet « une sorte de propriété commune indispensable pour que l'on puisse faire valoir les propriétés particulières des possesseurs du territoires[142] ». Il n'en va pas autrement pour les services de la police et de la défense nationale : le produit net, en y contribuant, s'assure et s'augmente lui-même[143].

Dans le même sens, Turgot écrit à Trudaine de Montigny que « les seuls propriétaires profitent de la bonté des chemins par l'augmentation du commerce[144] » ; l'ingénieur en chef de la généralité de Moulins est d'avis que l'impôt spécial établi pour les travaux des routes soit levé sur la propriété foncière exclusivement. De même, dès 1752, Perronnet avait fait observer que « les journaliers sans terre ne retiraient point d'utilité des chemins ; que les laboureurs en général, ne tenant leurs terres qu'à ferme, ou n'en possédant que peu, n'en profitaient pas beaucoup non plus » et il avait proposé de répartir les frais de construction entre les paroisses riveraines d'après le rôle des vingtièmes. Daniel Trudaine s'était aussi prononcé pour un impôt au prorata des biens-fonds.

Mais si la contradiction était faible, il s'en fallait de beaucoup que cette théorie obtînt une adhésion unanime. En fait, la plupart des propriétaires - à fortiori les nobles - étaient tout à fait hostiles, bien entendu, au programme fiscal de l'école. Mais la menace paraissait tellement lointaine que les autres aspects du programme physiocratique emportaient très largement leur adhésion[145].

Quant à l'abolition des privilèges fiscaux, en particulier pour les terres nobles, les physiocrates restent très fluctuants, Mirabeau le premier, périodiquement repris par ses fantasmes nobiliaires[146]. Certains rassurent les nobles - ou veulent se rassurer eux-mêmes - en cherchant à démontrer que les exemptions sont factices car elles génèrent la création d'impôts indirects qui atteignent tout le monde ; que leur suppression compenserait selon eux largement la fin des exemptions d'impôts directs.

À vrai dire, malgré leurs déclarations dogmatiques, les physiocrates semblent en fait assez hésitants sur cette question des impôts. « Les économistes s'emploient beaucoup plus activement à obtenir la liberté du commerce des grains que la suppression des impôts qu'ils condamnent en principe[147] ». Ils proposeront même au début des impôts transitoires bien peu orthodoxes[148]. Quesnay lui-même, n'hésite pas, à l'occasion, à faire preuve de « réalisme » et à opposer la prudence aux projets de réforme radicaux de Mirabeau : on peut certes envisager de remplacer certains impôts par d'autres recettes, « proposer d'autres arrangements » [...]

---

[142] *Ibid.*, pp.136-137.
[143] Cf. « Science nouvelle... », § XVII. *Physiocrates* ..., p. 357.
[144] 20 Septembre 1764, cité par Lafarge, p. 241. V. Weulersse, *op. cit.* p. II-366.
[145] Cf. Weulersse, *op. cit.* p. II-375.
[146] D'autant plus fortement ressentis sans doute que le nombre de quartiers de noblesse dont peut se prévaloir sa famille est bien peu assuré !
[147] Weulersse, *op. cit.*, p. II-386.
[148] Cf. *ibidem*, p. II-385.

« Mais vous le feriez inutilement, s'ils ne pouvaient pas se concilier avec l'avidité du fisc et le délabrement des affaires de l'État. Autrement ce serait se confondre avec tant d'imaginaires qui ont fait en ce genre de la bouillie pour les chats. Il ne s'agit pas ici d'un système libre où l'on coupe et taille à discrétion, mais du meilleur système possible assujetti à notre état actuel ; et il faut que cet état soit bien débrouillé et bien calculé[149] ».

Il faut enfin ajouter que, selon eux, l'impôt unique ne pourrait être établi à un niveau correct - soit selon eux un tiers du produit net - dans l'immédiat puisque les dépenses ordinaires de l'État atteignaient à l'époque le niveau même du produit net (soit quelques 225 millions de livres). Il fallait donc concevoir toute une période de transition où, par la voie des réformes suggérées par la Secte, le revenu des biens-fonds auraient été porté à un niveau comparable à celui de la Hollande ou de la Grande-Bretagne soit 900 millions environ, ce qui autoriserait à la fois une augmentation absolue du prélèvement, porté à un montant de l'ordre de 300 millions, et une diminution de son taux qui ne serait plus spoliateur. C'était ainsi résoudre - au moins sur le papier - le problème de la quadrature du cercle des impôts en restaurant du même mouvement les finances royales et le profit des propriétaires[150].

5.3.4 - La révolution de l'impôt.

Il faut sans doute aller plus loin et considérer avec Weulersse que, pour les plus lucides d'entre eux - parmi lesquels bien sûr Quesnay - c'est une véritable révolution des formes de propriété qui est secrètement visée : « ce qui se cache sous cette théorie abstraite de l'impôt payé gratuitement par la terre, c'est une sorte de plaidoyer pour l'expropriation partielle des anciens propriétaires seigneuriaux et le transfert des domaines dépréciés par la surcharge fiscale à de nouveaux maîtres qui, les ayant achetés à bon compte, pourront donner une large part du produit à l'État.[151] » Pour Quesnay en tout cas, l'immunité des fermiers est bien plus importante pour la production du revenu que la question de la charge incidente réelle sur les propriétaires.

Le paradoxe de la théorie fiscale des physiocrates est patent pour les contemporains, ainsi pour Graslin : « Si on résume les principes du nouveau système économique, on verra que d'un côté ils tendent à accroître le privilège des propriétaires aux dépens de toutes les autres classes[152], en cherchant à augmenter le produit net du sol ; et que, d'un autre côté, ils tendent à annuler ce même privilège en voulant charger cette richesse seule de tout l'impôt de la nation »[153]. Mais le passage est éclairant autant par ce qu'il dit que par ce qu'il ignore : une fois de plus, est complètement escamoté ici la position spécifique des fermiers. Or n'est-ce pas ici le point essentiel de la thèse physiocratique ? Si l'on fait intervenir en effet cette classe

---

[149] Lettre de Quesnay à Mirabeau, *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, Paris, P. Geuthner, 1910, p. 75.

[150] Accessoirement, pour faire bonne mesure (et conserver deux fers au feu) certains physiocrates prennent argument de leurs projets fiscaux (et de leur lutte contre les corporations) pour se défendre d'être les ennemis de la classe « stérile ». C'est ainsi que Baudeau répond par exemple à Béardé de l'Abbaye : « Eh bien, Monsieur, en quoi consiste notre inimitié contre ces arts, contre ce commerce ? [...] Dire que le commerce et les arts ne doivent subir aucune gêne, aucune contrainte, et qu'ils ne doivent payer aucun impôt, c'est donc être leur ennemi ? » *Éphémérides,* 1770, n° 7, pp. 129-130.

[151] Weulersse, *op. cit.*, p. II-374.

[152] Pour elles en effet, le passage au « bon prix » des denrées constitue, selon Graslin, une surcharge importante.

[153] Graslin, *Essai analytique*, pp. 157-158. *Apud* : Weulersse, *op. cit.*, p. II-440.

intermédiaire, le paradoxe disparaît : on peut concevoir un système qui favorise le fermier par le passage des « non-valeurs » aux « bons prix », et qui simultanément ponctionne le produit net accaparé par les propriétaires qui n'ont participé généralement que de manière très indirecte à son élaboration.

Mais de quels propriétaires parlent les physiocrates, dit Weulersse ? « Est-ce que ce sont les descendants des propriétaires originels, dont les droits se seraient invariablement transmis par héritage au sein des mêmes familles ? Il ne le paraît pas. Les Physiocrates parlent peu de l'hérédité foncière ; ils parlent beaucoup des moyens d'accélérer la « mobilisation », de faciliter la mutation des biens fonds[154], et des avantages qu'il convient d'assurer aux nouveaux, je dirais presque aux futurs possesseurs[155]. Ce qui les intéresse, c'est que les fortunes pécuniaires se transforment en fortunes foncières ; cela ne se peut que par l'évincement progressif des anciens propriétaires ruinés. Mais quel sera donc le titre des nouveaux maîtres ? Uniquement l'argent avec lequel ils auront acheté leurs domaines[156] ».

« D'un autre côté, poursuit Weulersse, les Économistes prétendent faire porter sur les détenteurs du sol la masse entière de l'impôt : s'il en résulte une surcharge effective pour la classe foncière, qui donc en souffrira ? Les propriétaires actuels, les anciens ; mais non les nouveaux, les acquéreurs du lendemain. Ceux-ci compteront l'impôt en déduction du revenu des terres qu'ils achèteront, et ils paieront d'autant moins cher. Pour les anciens possesseurs, ce sera une sorte d'*expropriation partielle* : c'est au prix de cette sorte de confiscation que l'impôt pourra vraiment n'être plus payé par personne. Ainsi la cité « foncière » des Physiocrates se trouvera peuplée de capitalistes mobiliers transformés[157] ».

« D'ailleurs, sans changer aussi complètement de caractère, le capital mobilier y prend une place à peine moins grande que celle occupée par les propriétaires, en la personne des grands fermiers. Sans doute les Économistes n'entendent pas que ceux-ci se substituent à leurs maîtres[158], ou deviennent plus riches qu'eux[159] ; cela serait renverser l'ordre social et tarir en même temps la source du revenu public. Mais ne constituent-ils pas la classe productive par excellence ? N'est-ce point par eux, par leurs avances primitives, que commence le cercle de la reproduction[160] ? Ne sont-ils pas expressément investis d'une sorte de copropriété sur les terres qu'ils cultivent[161] ? Ne recueilleront-ils pas en fait une large part des bénéfices que doit procurer la hausse des denrées[162] ? Ne les proclame-t-on pas le premier soutien de la richesse de l'État ; et pour cette raison ne veut-on pas qu'ils jouissent d'une entière immunité

---

[154] Cf. Tome I, p. 436.

[155] Cf. les étroites limites que Turgot assigne à la propriété ancienne de la superficie pour assurer le développement de la propriété nouvelle du tréfonds. Cf. Tome II, p. 635.

[156] Weulersse, *op. cit.*, tome II, pp. 695-696.

[157] Weulersse, *ibidem*. Cf. Karl Marx : « L'apparente apothéose de la propriété foncière se change en sa négation économique et en l'affirmation de la propriété capitaliste. Tous les impôts sont mis sur la rente foncière ; en d'autres termes la propriété foncière est partiellement confisquée. » *Mouvement Socialiste*, p. 100.

[158] Cf, l'attitude des Physiocrates dans la question du *droit de marché*. V. *supra*, tome II, pp. 305-306.

[159] Cf. l'attitude des Physiocrates dans la question des longs baux. V. *supra*, Tome premier. pp. 406-407.

[160] « Le représentant du capitalisme industriel - la classe des fermiers - dirige tout le mouvement économique ; et l'agriculture est exploitée en entreprise capitaliste » K. Marx, *Le Capital*, Livre II, 3e partie, ch. XIX, p. 400 (trad. Borchardt).

[161] Cf. tome premier, p. 359.

[162] Cf. la réponse du Roi aux Représentations arrêtées dans l'Assemblée de police, 19 décembre 1768 : « Cette augmentation est l'effet de l'aisance même des laboureurs, cette portion si précieuse de nos sujets. »

pécuniaire et personnelle envers et contre tous ? Avec quelque hésitation, ne les admet-on pas enfin, à côté des propriétaires, dans le corps de la nation ? »

« Et pourtant ils comprennent bien que la France n'est plus exclusivement la nation terrienne qu'elle avait pu être jadis ; qu'elle devient chaque jour davantage un pays de richesses mobilières, ou, suivant le mot de Quesnay, " un pays de fortune[163] ". Mirabeau avoue que, si « l'encens constitue toujours (du moins il le pense) le premier corps de l'État, dans le fait l'argent constitue le second, et la misère le troisième[164] » ; n'est-ce pas la définition d'une société capitaliste, où il ne reste plus réellement en présence que deux classes : les possesseurs de capitaux, et un prolétariat de travailleurs ? Au fond ce que les Économistes demandent, en matière économique, c'est que les profits de ce capitalisme nouveau aillent d'abord à l'agriculture ; et non à l'industrie ou au pur commerce. Et ce qu'ils demandent, au point de vue social, c'est que la bourgeoisie nouvelle, qui bientôt sera assez dominante, soit surtout une bourgeoisie foncière, où puisse se retrouver l'ancienne noblesse. [165]»

« Il y a certainement dans le système physiocratique quelque chose de féodal. Lorsque les Physiocrates cherchent à donner la sensation vive de la subordination qui constitue suivant eux l'état normal de la classe industrieuse, ils semblent réédifier le vieux château du Moyen-âge au pied duquel se blottissaient les humbles maisonnettes des artisans. Leurs grands propriétaires, ils semblent vouloir les obliger à mener la plantureuse mais rude et grossière existence des gentilshommes d'autrefois, quand ils prêchent le *luxe de subsistance* et la résidence dans leurs manoirs. On dirait aussi qu'ils veulent leur conserver ou leur rendre certaines des prérogatives sociales et politiques des seigneurs de jadis quand ils réservent aux maîtres du sol le droit de correspondre avec le gouvernement central et l'exercice gratuit des fonctions publiques. C'est la société féodale encore qu'ils paraissent vouloir ressusciter quand ils prennent le parti des campagnes contre les villes et qu'ils proclament la prééminence des premières sur les secondes. Au reste celui des Économistes en qui se personnifient le mieux ces tendances réactionnaires, ne se défend pas d'une certaine sympathie rétrospective pour le régime domanial[166]. Or le marquis de Mirabeau n'était pas à cet égard un isolé : parmi les adeptes de la nouvelle doctrine, il y avait beaucoup de nobles[167]. Est-ce pour se ménager ce précieux appui, que les Physiocrates semblent éviter de se prononcer catégoriquement contre le privilège des décimateurs, contre le principe de l'impôt seigneurial, même contre l'inégalité fiscale[168] ? »

« Chez le marquis de Mirabeau précisément la tradition nobiliaire et les aspirations bourgeoises se rencontrent et se mêlent ; et de même que les projets politiques du duc de Bourgogne, de St Simon et de Fénelon avaient présenté la double apparence d'un retour à une sorte d'aristocratie semi-féodale et d'un acheminement vers le régime constitutionnel, de même le système physiocratique est à double face. Mais quelles que soient les hésitations de

---

[163] Cf. Quesnay, Note au *Bref Etat*, ch. III. Manuscrit M. 783, n° 2.

[164] 4ème Lettre sur la dépravation de l'ordre légal, *Éphémérides*, déc. 1767, p. 20.

[165] Weulersse, *op. cit.*, tome II, p. 710.

[166] Cf. Weulersse, *op. cit.*, t. II, p.135 ; et aussi : Du Pont, *Éphémérides*, 1769 n° 3 pp. 169-170.

[167] Cf. K. Marx, op. cit., p. 90 : « On comprend comment l'apparence féodale de ce système, tout comme le ton aristocratique de l'exposition, devait faire d'une foule de seigneurs féodaux autant d'adhérents enthousiastes et de propagateurs d'un système qui, dans son essence, proclamait le système de production bourgeoise sur les ruines du système féodal. » Cf. pp. 96-97 : « C'est cette apparence féodale qui a fait illusion aux aristocrates partisans du Dr Quesnay, par exemple à Mirabeau, l'homme des rengaines patriarcales. »

[168] Weulersse, t. II, pp. 710-711. Cf. Stourm, *Les finances de l'Ancien Régime*, 1885, t. 1, p. 115.

l'École entre une sorte de *féodalisme décoloré* et le capitalisme franc, c'est l'esprit bourgeois qui l'emporte chez elle, parce qu'il domine déjà dans la société contemporaine[169]. »

« Nul tableau plus saisissant de la décomposition des « ordres » privilégiés, que celui tracé par l'apôtre de la Physiocratie : " Au milieu de ce chaos civique, si le sacerdoce compose le premier ordre de l'État depuis le chef jusqu'au moindre clerc, tout en est, et tous les états fournissent des sujets à cet ordre. Si le militaire fait le second, la noblesse non-enrôlée n'en est donc plus, et le dernier armateur en fait partie ; si c'est la naissance, obligé d'admettre le privilège, le commerçant anobli et le financier secrétaire en sont donc aussi. " En revanche, quelle unité dans le tiers état ! " Celui-ci comprend tout le reste, et quel reste ! C'est-à-dire que les possessions, les professions et les distinctions n'y font rien ; que les magistrats [...] que les laboureurs cet ordre fondamental, les commerçants, financiers, entrepreneurs, artisans, ouvriers, etc., tout cela est tout un, et à bon droit [...] Ce reste est tout de fait, et rien de droit.[170] " C'est déjà presque la formule de Siéyès. [171]»

« Mais au sein de cet immense tiers état, n'y aura-t-il point de différences économiques à établir ? Quand Mirabeau parle de « souffler sur les barrières » et de « faire table rase », comment définit-il l'ordre de la cité nouvelle : l'ordre de la propriété[172]. Cet ordre comporte des rangs. Au premier se placeront les riches propriétaires et les gros fermiers ; au second, par la force des choses, les entrepreneurs d'industrie et de commerce[173]. Mais rien n'empêchera les nobles de garder leur place. La noblesse a un moyen, un seul, de compter encore dans l'État ; ce n'est pas de se livrer au négoce citadin ou maritime, c'est de faire valoir ses terres, au besoin d'exploiter celles des autres, et de joindre à ses entreprises agricoles celles du commerce rural[174]. « Le premier fondement de la dignité de la noblesse est la richesse. La pauvre noblesse figure mal. L'idée abstraite de noblesse frappe peu les sens. Les richesses loyales donnent considération et pouvoir ; si elles se séparaient de la noblesse, elles tiendraient bientôt le premier rang. Pour que la noblesse se soutienne en considération, il faut anoblir les riches et attirer les richesses dans la noblesse[175] ». Les jeunes gentilshommes n'avaient-ils pas commencé à « fumer leurs terres » en épousant les filles des riches roturiers ? Dans le capitalisme agricole vieille noblesse et jeune bourgeoisie achèveront de se fondre[176] : l'idéal des Économistes représente l'achèvement d'une évolution commencée. Quand elle aura atteint son terme, à l'aristocratie se sera substituée une haute bourgeoisie : car c'est surtout à la petite noblesse que les Économistes s'intéressent, et nous savons qu'ils ne désirent pas voir se constituer de très grandes propriétés ni de très grandes fermes sur le modèle de l'Angleterre. Et la nouvelle élite territoriale aura d'ailleurs d'autres devoirs à remplir que l'ancienne caste nobiliaire.[177] »

---

[169] Weulersse, t. II, pp. 711-712. Cf. K. Marx, *op. cit.*, pp. 96-97 : « Le système physiocratique correspond au moment où la société bourgeoise éclôt en se dégageant de la féodalité ».

[170] Mirabeau, 4ème Lettre sur la dépravation de l'ordre légal, *Éphémérides,* déc. 1767, pp. 16-20.

[171] Weulersse, t. II, p. 712.

[172] *Ibid.* Cf. p. 15. Cf. *supra*, t. II, p. 79.

[173] Cf. Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, t. I, p. 549 : « Bien que la bourgeoisie au XVIIIème siècle se sentît à la veille de fonder sa puissance sur la possession d'une partie du sol, cependant le véritable levier de la classe ascendante n'était encore que la richesse mobilière ; et les Physiocrates ne se seraient probablement pas maintenus, s'ils n'avaient pu se perdre dans les rangs des disciples de Gournay ».

[174] Cf Quesnay, art. *Impôts, Rev. hist. doct. écon.,* 1908, pp. 175-176. Cf. Weulersse, t. I, p. 388.

[175] Quesnay, vers 1758. Note au *Bref état . . .*, ch. III, M. 783, n° 2. Cf. Weulersse, t. II, p. 79.

[176] « La haute bourgeoisie fabricante ou marchande peu à peu avait acquis la terre, et voici qu'au XVIIIème siècle elle tient sur l'agriculture le même langage que la noblesse campagnarde ». Dubois, *Precis,* pp. 274-275.

[177] Weulersse, t. II, pp. 712-713.

Peut-on conclure en démêlant le discours officiel de l'École, sa propagande, et les objectifs réellement visés ? On pourrait peut-être partir de la perception qu'en ont eu les contemporains mais il faut garder à l'esprit que « les débats fiscaux sous l'Ancien Régime étaient piégés de contradictions : les adversaires des privilèges sont les partisans de l'absolutisme, et les plus réactionnaires, les défenseurs du peuple contre une fiscalité qui, au fond, fut toujours jugée comme un corps étranger dans l'ordre social [178]».

Certains ont bien compris cependant - et parfois pour la regretter - la profonde unité des Lumières. Ainsi Bachaumont, au début de l'avertissement des « Mémoires secrets » de 1777 met-il bien en perspective les trois courants métaphysique, économique et politique : « D'abord les *Encyclopédistes*, en perfectionnant la métaphysique, ont détruit le fanatisme et la superstition. À ceux-ci ont succédé les *Économistes*, s'occupant essentiellement de la morale et de la politique pratique, ils ont cherché à rendre les peuples plus heureux en resserrant les liens de la société par une communication de services et d'échanges mieux entendue, en appliquant l'homme à l'étude de la nature, mesure des vraies jouissances. Enfin des temps de troubles et d'oppression [vers 1771] ont enfanté les *Patriotes* qui, remontant à la source des lois et de la constitution des gouvernements, ont démontré les obligations réciproques des sujets et des souverains [...].[179] ».

Et s'il fallait une autre preuve de la rupture marquée de la physiocratie par rapport à la « réaction féodale », il suffirait de remarquer la profonde influence de leurs idées sur le contenu des Cahiers de doléances :
- la quasi-totalité des Cahiers du tiers-état et de la noblesse souhaitent l'impôt universel[180],
- tous condamnent la Ferme et plus généralement la fiscalité indirecte,
- le principe du droit du peuple à consentir à l'impôt est solennellement réaffirmé,
- le seul impôt véritablement proposé est un impôt foncier ou impôt territorial[181].

Quelques Cahiers iront certes beaucoup plus loin dans la voie d'une conception plus moderne de la fiscalité, comme ce « Cahier du 4ème Ordre » que cite Soboul :
« Quant aux riches, les divers degrés de fortune doivent seuls servir à classer les hommes, lorsqu'il s'agit de se cotiser ; [...] rien ne serait moins relatif à toute délibération sur les contributions que de classer les hommes comme pontifes, gentilshommes ou roturiers. En effet, la raison dit, au contraire, qu'il faudrait confondre tous ces ordres pour classer ceux qui les composent selon leurs facultés ; alors les véritables ordres seraient ceux des pauvres, de ceux qui n'ont que le nécessaire, des gens aisés, des riches, des opulents, des exubérants ou régorgeants. Or, selon cette distribution, les pauvres de tout ordre, loin de payer, auraient droit à des soulagements ; ceux qui n'ont que le nécessaire ne paieraient, ni ne recevraient, parce que l'indigence seule doit recevoir, parce que le superflu seul doit payer, et comme les besoins réels ne croissent point en raison du superflu, si les gens aisés doivent payer un vingtième, les riches devront en payer deux et demi, les opulents cinq, les régorgeants dix.
« Il est évident que cette distribution, quelque conforme qu'elle soit à l'équité, au meilleur ordre moral, est tellement opposée à l'état actuel de la société qu'elle est impraticable ; mais il

---

[178] Hincker, *op. cit.*, p. 97.
[179] Bachaumont, *op. cit.*, *apud* Weulersse, p. II-721, note 2.
[180] Avec cependant une demande de renforcement des privilèges de rang et de fonction dans certains cahiers de la noblesse.
[181] Concernant la perception, une préférence apparaît pour la répartition par les institutions locales, et parfois pour un impôt en nature, en proportion de la récolte (qui rappelle le projet de dîme royale).

est évident aussi que toute résolution sur la répartition de l'impôt sera d'autant plus juste, d'autant plus salutaire qu'elle tendra au même résultat :

1° Décharger les pauvres.

2° Imposer les riches proportionnellement à leurs facultés. [182]»

Les physiocrates, certes, allaient beaucoup moins loin dans leurs projets de réforme et, à vrai dire, ce problème de la justice distributive n'était pas au centre de leurs préoccupations. Mais la justice trouverait néanmoins son compte dans l'application de leur programme : en diminuant le poids de l'économie parasitaire et en augmentant celui du secteur producteur de richesses tout le peuple bénéficierait plus ou moins directement de la nouvelle configuration. On peut considérer d'ailleurs que les réalisations fiscales de la Révolution, même quand elles s'éloignent de la lettre du programme physiocratique, sont très largement inspirées de ses idées.

[182] *Cahier du Quatrième Ordre, celui des pauvres journaliers, des infirmes, des indigents etc., l'ordre sacré des infortunés* par M. Dufourny de Villiers, cité par Soboul, *1789, l'An I de la Liberté*, Paris, 1950.

Annexe V

Notes de Quesnay [1760] à la *Théorie de l'impôt* de Mirabeau [183]

« Dans bien des royaumes, les rois n'y ont qu'une, portion de souveraineté, et partout la souveraineté doit être telle qu'elle était dans la nation avant que la nation s'en soit démise. Ainsi elle n'est pas moins la règle du souverain que celle des sujets. Il faut avoir toujours ceci au moins dans la pensée, quand on écrit sur la matière dont il s'agit, qui est l'objet de noise et de dérèglement. C'est pourquoi la plupart des nations ne cèdent point à leurs rois l'administration des finances ni le droit d'impôt. Il semble qu'il suffirait de bien établir l'unité d'intérêt entre le souverain et les sujets pour tenir tout dans la règle ; mais les vampires ruinent les sujets et le Roi *de par le Roi*. Je vois par ma fenêtre que les chenilles ont dépouillé toute la forêt de Rambouillet ; elles en rongeaient bien d'autres. Il faut au moins que votre principal objet, en traitant de la science de l'impôt, soit d'en établir si clairement et rigoureusement la régularité, la légitimité et les proportions que la règle essentielle bien exposée déclame d'elle-même contre les abus, que le souverain et les sujets la voient si clairement qu'elle en impose par son évidence.

Dans la doctrine de l'impôt, on peut se taire (et c'est le mieux) sur le droit indéfini du souverain d'imposer, droit qui est l'abolition de tout droit de propriété ; car, au fond, le propriétaire privé du revenu de sa propriété est un propriétaire dépossédé. Or le droit indéfini d'imposer est le droit indéfini d'enlever le revenu des propriétaires, droit qui n'a jamais pu être accordé au souverain. Quoiqu'on puisse supposer des cas extraordinaires de périls pour l'État si grands qu'il n'y ait plus rien à ménager pour la défense, ces cas extraordinaires ne peuvent être dans l'ordre réglé de la société, le fondement d'un droit déréglé. Et ces cas extraordinaires sont assez manifestes pour être aussi connus aux sujets qu'au souverain : alors ce sont les principaux, les grands propriétaires, qui doivent être juges avec lui, puisqu'ils connaissent comme lui le danger, et que ce sont principalement eux qui ont à supporter le dommage que la nécessité exige. Mais en tout genre la nécessité n'a point de loi.

Mais hors de là, il y a des lois, de l'ordre, de la règle, qui sont dictés et maintenus par le droit naturel ; et en ceci le droit naturel doit être éclairé par la connaissance approfondie et mise en évidence qui doit elle-même donner la loi au souverain et aux sujets, loi naturelle et souveraine sans laquelle il ne peut y avoir de gouvernements assurés. C'est pourquoi la doctrine de l'impôt doit être la principale base de la constitution des États, et surtout des États monarchiques, où il ne peut y avoir d'autre préservatif contre la tyrannie et contre la rébellion que la connaissance de la règle naturelle de l'impôt. C'est pourquoi cette matière doit être traitée avec toute la solidité et toute l'exactitude possible, sans entrer à cet égard dans aucun examen des droits du souverain ni des droits de la nation. C'est à la lumière naturelle bien

[183] Note de Quesnay à la « Théorie de l'impôt » du Marquis de Mirabeau, publiée par G. Weulersse *in* : *Les manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux archives nationales*, Paris, éd. P. Geuthner, 1910, pp. 54-55.

exposée à éclairer l'une et l'autre ; à contenir les conseillers perfides, les protecteurs et les agents avides, par la connaissance qu'ils auront que la nation est instruite, qu'elle est en garde contre l'autorité tyrannique, et que le masque de l'iniquité est transparent. C'est d'ailleurs à ceux qui traitent du droit public, à marquer les limites des souverains et des nations relativement à la nature des gouvernements légitimes des différents États ; instruits de la nature de l'impôt, qui est la même partout relativement à la justice et à l'intérêt commun, ils feront prononcer clairement et rigoureusement la loi suprême et éternelle ».

* * *

*

Chapitre 6

Karl Marx et la physiocratie

« Je me tiens pour obligé de donner sous la forme aussi complète et aussi littérale que possible les exposés dans lesquels Marx [...] tire au clair le "Tableau économique" *de Quesnay, cette énigme du sphinx, restée insoluble pour toute l'économie moderne » Friedrich Engels*[1].

En matière de louange dithyrambique du maître, Friedrich Engels vaut bien le marquis de Mirabeau quand il porte aux nues la contribution de Karl Marx à l'*Anti-Dühring* et en particulier « sa façon de tirer au clair le *Tableau économique* de Quesnay, cette énigme du sphinx restée insoluble pour toute l'économie moderne »[2]. Le nouvel Œdipe éclairant le nouveau Socrate . . . , le ridicule n'était pas loin.

En fait, Marx n'a pas résolu, loin de là, tous les problèmes d'interprétation du système de Quesnay - il n'avait d'ailleurs pas à sa disposition toutes les sources qui lui auraient permis de le faire -. Il reste cependant que Marx a été le premier auteur à mesurer l'importance fondamentale des physiocrates dans la genèse de l'économie politique comme science. L'analyse des nombreux textes qu'il leur a consacré, des *Manuscrits de 1844*[3] à l'*Anti-Dühring* le confirme amplement.

On ne peut donc évoquer l'histoire de la réception des idées physiocratiques chez les économistes du 19ème siècle sans évoquer, au moins dans ses grandes lignes l'apport fondamental de Marx. Il est assez surprenant que malgré quelques travaux, d'ailleurs anciens pour la plupart[4], peu d'études complètes aient été consacrées à cette question. Ceci est d'autant plus regrettable que les analyses de Marx peuvent encore nous aider à comprendre certains des aspects obscurs du *Tableau économique*.

---

[1] Préface à la 3ème édition [1894], *in* : Friedrich Engels, *Anti-Dühring (M. Dühring bouleverse la science)*, 1877, trad. Émile Bottigelli, Paris, éd. sociales, 1963, p. 44 (édition allemande : *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft*, Marx-Engels Verlag, Moskau, 1935).

[2] *Ibidem.*

[3] Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Émile Bottigelli (éd.), éd. sociales, Paris, 1972.

[4] V. Jean Bénard, « Marx et Quesnay », *in* : *François Quesnay et la physiocratie*, Tome 1, I.N.E.D., Paris, 1958 ; Pierre Le franc, « Marx et les recherches économiques de Quesnay », *Économie et politique*, n° 164-165, mars-avril 1968, pp. 161-173 ; Eric Esaer, « Retour à marx : "théories sur la plus-value" », *La Pensée*, n° 162, mai-juin 1972, pp. 72-98 ; Sylvana Malle, « Marx on Physiocracy », *in* : *François Quesnay, an Elgar Reference Collection*, vol II, pp. 185-207 (reprise d'un article de : *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali*, 26 (4), April, pp. 364-386) ; Jean-Pierre Terrail, « Les physiocrates dans l'Ancien Régime », *La Pensée*, n° 184, déc. 1975, pp. 58-79. Le seul travail récent est celui de Christian Gehrke et Heinz D. Kurz, « Marx on Physiocracy », contribution au colloque *La diffusion internationale de la physiocratie*, Saint-Cloud, 1993.

6.1 - Les physiocrates et l'*Économie politique* :

6.1.1- Marx et les physiocrates : une familiarité de plus de trente ans.

La publication en 1844 des éphémères *Annales Franco-Allemandes* marquent pour Marx et Engels, avec la fin de leur période *jeune hégélienne*, le début de recherches économiques qui allaient se poursuivre tout au long de leur vie, à l'exclusion de quelques brèves périodes où action politique ou contraintes matérielles les obligeront à suspendre ces travaux. C'est l'article de Engels : « Esquisse d'une critique de l'économie politique » rédigé en Février qui allait à la fois déclencher leur collaboration[5] et amener Marx, dès le mois suivant[6], à entreprendre la lecture de toute une série d'économistes[7].

Engels semble cependant au départ se faire une idée assez vague des économistes du XVIII[ème] siècle qu'il évoque de manière très générale, sans distinguer les auteurs et les courants[8]. Marx, quant à lui, apparaît, dès les *Manuscrits de 1844*[9], conscient de l'importance de l'École de Quesnay, mais il n'en a encore apparemment, lui aussi, qu'une connaissance très indirecte .

Expulsé de Paris, Marx va s'installer en Février 1845 à Bruxelles[10], où il reprendra activement ses recherches à la suite de la signature début 1845 d'un contrat avec l'éditeur allemand Lecke pour la publication d'un ouvrage en deux volumes intitulé *Critique de la politique et de l'économie politique* et qui était censé paraître l'été suivant[11].

---

[5] « J'entretenais par écrit un constant échange d'idées avec Frédéric Engels, depuis qu'il avait publié dans les "Annales Franco-Allemandes", sa géniale esquisse d'une critique des catégories économiques » dit Marx dans l'avant-propos de la *Critique de l'économie politique* (V. Karl Marx, *Œuvres - Économie*, Tomes I (1965) et II (1968) Maximilien Rubel (éd.), Bibliothèque de la Pléiade, éd. Gallimard, Paris) t. I, p. 274).
V. Friedrich Engels : *Esquisse d'une critique de l'économie politique (Umrisse zu einer Kritik der Nationalökonomie)*, édition bilingue, Henri Alexis Baatsch (éd.), éd. Aubier Montaigne, Paris, 1974 [Première édition allemande, *in* : *Deutsch-Französische Jahrbücher* (Annales Franco-Allemandes), éditées par Arnold Ruge et Karl Marx, un seul numéro (double) paru, Paris, Mars 1844 [MEGA, I, tome 2, pp. 379-404].
V. aussi : M. Rubel, « Les cahiers de lecture de Karl Marx, I - 1840-1853 », (*in* : *International Review of Social History*, Amsterdam, n° 3, 1957, pp. 392-420 & n° 1, 1960) et M. Rubel : « Les premières lectures économiques de Karl Marx », *in* : *Cahiers de l'ISEA*, Série S, n° 2, oct. 1959.

[6] Engels anticipe sans doute quelque peu quand il indique dans sa préface au Livre II du *Capital* que Marx « avait commencé ses études économiques en 1843, à Paris, par les grands auteurs anglais et français » (K Marx, *Le capital - Critique de l'économie politique*, Livre I : traduction Joseph Roy, Livre II : trad. Erna Cogniot, Livre III, trad. C. Cohen-Solal, G. Badia, 8 tomes, éditions sociales, Paris, 1971, édition allemande : *Das Kapital, kritik der politischen Ökonomie*, « *Marx Engels Werke* », Tomes 23, 24, 25 ; Berlin, Dietz Verlag, 1967, 1968, 1969.*op. cit.*, L. II, T. 1, p. 14). Cette préface, cependant, a été rédigée par Engels plus de quarante après (en 1885) ce qui expliquerait cette légère erreur de date.

[7] Des cahiers d'extraits qui nous sont parvenus, on retiendra en particulier que Marx a lu, du début de l'année 1844 au début de 1845, Say, Ricardo, Mc Culloch, Destut de Tracy, Lauderdale, List, Boisguillebert et Law (Cf. A. Cornu, t. III, p. 89). Il cite également dans les *Manuscrits de 1844* : Smith, Mill, Skarbeck et Michel Chevalier. Les ouvrages anglais sont lus généralement par leur traduction française.

[8] Si Engels déclare que « le XVIIIème siècle, le siècle de la Révolution, a également révolutionné l'économie » (*l.c.*, pp. 35-37), il n'évoque pas explicitement les physiocrates (pas même dans le passage consacré à la concentration de la propriété foncière, p. 99), en fait, seule la *Richesse des nations* d'Adam Smith est citée *expressis verbis*.

[9] v. *op. cit.*, pp. 74-75, 81-82, 111.

[10] Il y restera jusqu'à la révolution de 1848.

[11] Cf. A. Cornu, *op. cit.*,t. IV, p. 229.

En fait, le premier contact avec le *Tableau économique* de Quesnay ne date, selon toute vraisemblance, que de 1846, année de la publication du recueil de textes physiocratiques de Eugène Daire, un cahier de cette période contient en effet plus de vingt extraits de ce recueil[12] et c'est cette édition qui est citée dans *Misère de la philosophie*, ouvrage rédigée en 1847[13]. Tout indique également que Marx découvrit dans ce même recueil les œuvres de Baudeau, qu'il utilisera de temps à autre, ainsi que celles de Le Trosne et Le Mercier qu'il citera plus tard abondamment dans le Livre I du *Capital* à propos de l'équivalence des échanges[14].

Ensuite, comme Marx l'indique lui-même dans la préface de la *Critique* : « La publication de la *Nouvelle Gazette Rhénane* [...] et les événements qui suivirent, interrompirent mes études économiques. Je ne pus les reprendre qu'en 1850 à Londres »[15]. Marx, exilé en Angleterre, poursuit ses recherches bibliographiques au *British Museum*.

Les notes prises par Marx à cette époque seront réutilisées dans presque tous ses manuscrits économiques ultérieures, en particulier dans les *Manuscrits de 1857-58* (traditionnellement connus sous le nom de *Grundrisse*) et dans les *Manuscrits de 1861-63*[16].

Mais c'est lors du travail de rédaction des *Théories sur la plus-value*[17], et plus précisément - d'après la correspondance avec Engels - de 1862 à 1863, que Marx reprendra de

---

[12] Cf. Rubel, op. cit., Tome II, note 2 p. LXIV et M. Kuczinski, op. cit., Tome II.1, pp. 18-20. On sait grâce à la liste dressée par son ami R.Daniels en 1850 que la bibliothèque de Marx contenait les éditions réalisées par Daire des *Économistes financiers du XVIII*ème *siècle* (1843) et des *Physiocrates* (1846), à côté d'autres ouvrages d'histoire, d'économie ou d'histoire des doctrines économiques. V. aussi Rubel, op. cit., T. II, pp. 1856-1857, & Marx-Engels Gesamtausgabe [MEGA], T. VI, p. 613. On trouvera les principaux extraits de Quesnay colligés par Marx dans les notes rédigées par Marguerite Kuczinski pour la magnifique édition allemande des Œuvres de Quesnay (*François Quesnay - Ökonomische Schriften*, Berlin, Akademie-Verlag, Tome (*Band*) I, 1971, Tome (*Band*) II, 1976) Tomes **I**. 2 et **II**. 2, *passim*).

[13] K. Marx, *Misère de la philosophie*, [1ère édition, 1847], Paris, éd. sociales, 1968, pp. 113-114.

[14] Ce qui nourrira ses critiques des thèses mercantilistes de l'enrichissement par la circulation.

[15] Avant-propos de la *Critique de l'économie politique* (éd. Rubel, *op. cit.*, T. I, pp.274-275). Cet exil avait pour lui, en quelque sorte, un aspect favorable puisque « Une énorme quantité de matériaux relatifs à l'histoire de l'économie politique s'est accumulée au British Museum » et que « Londres offre un remarquable point de vue à qui veut observer la société bourgeoise » (*Ibid.*).

[16] Seuls les textes de 1857-1859 réunis sous le titre *Contribution à la critique de l'économie politique* n'abordent pas directement de thèmes physiocratiques, on notera cependant une allusion dans l'*Introduction à la critique de l'économie politique* (V. K Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, trad. Maurice Husson et Gilbert Badia, Paris, éd. sociales, 1957, p. 168) au rôle joué par les physiocrates dans la formation d'une catégorie abstraite de travail : « Le système des physiocrates pose une forme déterminée de travail -l'agriculture- comme la forme de travail créatrice de richesse et pose l'objet lui-même non plus sous la forme déguisée da l'argent, mais comme produit en tant que tel, comme résultat général du travail. Ce produit, en raison du caractère limité de l'activité, reste encore un produit déterminé par la nature -produit de l'agriculture, produit de la terre *par excellence* ».

Éditions utilisées pour l'étude des *"Grundrisse"* de Marx :

- *Manuscrit de 1857-1858 ("Grundrisse")*, 2 tomes, Jean-Pierre Lefebvre (éd.), éd. sociales, Paris, 1980,
- *"Grundrisse"*, Tome 1 : Chapitre de l'argent, Tome 2 : Chapitre du capital, trad. Roger Dangeville, Paris, Union Générale d'Edition, col. 10/18, 1968,
- *Grundrisse der Kritik der politiscen Ökonomie*, Dietz Verlag, Berlin, 1953.

[17] K. Marx, *Théories sur la plus-value (Livre IV du "Capital")*, Tome Premier, Gilbert Badia (éd.), éd. sociales, Paris, 1974, [édition allemande : *Theorien über den Mehrwert*, Tome 26.1, Marx Engels Werke, Berlin, Dietz Verlag, 1971].

manière systématique l'étude du *Tableau économique* de Quesnay[18]. Il utilisera une nouvelle fois l'édition Daire, mais aussi la présentation du *Tableau* donnée par le physiocrate allemand Theodor Schmalz dans son *Économie Politique*[19].

Marx reviendra enfin une dernière fois au *Tableau* en 1877 à l'occasion de la rédaction du chapitre X de la réponse à l'*Histoire critique de l'économie et du socialisme* de Dühring[20], mais ses sources seront toujours les mêmes : l'édition de Daire et Schmalz. Seul Engels aura connaissance grâce à Stephan Bauer des premières versions du *Tableau économique* et d'autres textes de Quesnay jusque-là inconnus[21] pendant son travail de préparation de l'édition du Livre IV du Capital, mais il ne pu tirer parti de ces nouvelles sources, la mort ayant interrompu ce travail quelque temps plus tard. Dans sa lettre de remerciement à Bauer, Engels soulignait une fois encore la valeur essentielle de l'œuvre de Quesnay pour Marx : « Vous avez raison de souligner que, depuis Baudeau, personne, excepté Marx, n'avait compris l'importance de ce gros travail en matière économique ; Marx d'ailleurs a été le premier à tirer les physiocrates de l'obscurité où les avait plongés les succès ultérieurs de l'école anglaise. S'il devait m'être donné de publier également le Livre IV du Capital, vous y trouveriez d'autres hommages plus détaillés aux mérites de Quesnay et de ses disciples. »

6.1.2 - Un rôle pivot entre les mercantilistes et les classiques.

On ne peut qu'être impressionné par l'assiduité des efforts déployés par Marx pour analyser la pensée physiocratique et par la qualité de son interprétation. Ce vif intérêt pour une doctrine passée, désuète, peut surprendre d'autant plus qu'il ne faiblit pas - tout au contraire - depuis la lecture des œuvres collationnées par Daire en 1846, jusqu'aux derniers commentaires de 1877.

---

[18] V. lettres de Marx à Engels du 18 Juin 1862 et du 6 Juillet 1863 (*Marx Engels Werke* [*M.E.W.*], t. 30, pp. 248-249 et 361-367 ; Gilbert Badia (éd.) : *Correspondance Marx-Engels, lettres sur "le capital"*, éd. sociales, Paris, 1964, p. 119 et pp. 139 *sq.*
N.B. : Certaines lettres sont également publiées dans l'édition de la Pléiade par M. Rubel, *op. cit.*, Appendice II : « Lettres sur l'économie », Tome II, pp. 1501-1525 (on trouvera p. 1514 les fameux schémas joints par Marx à sa lettre à Engels du 6 Juillet 1863). Le texte original de la correspondance échangée de Janvier 1860 à Septembre 1864 se trouve dans le Tome 30 des *Marx Engels Werke*, Dietz Verlag, Berlin, 1964 ; celui de la correspondance échangée de Février 1875 à Septembre 1880, dans le Tome 34, 1966.

[19] Cf. *Theorien über den Mehrwert*, note 91, p. 468. Marx utilise la traduction française de l'ouvrage. V. Theodor Schmalz : *Économie Politique*, trad. Henri Jouffroy, 2 tomes, Paris, 1826.

[20] Cf. *Anti-Dühring*, pp. 261-291, et la lettre de Marx à Engels du 7 Mars 1877, in : *Lettres sur "le Capital"*, p. 283 et *M.E.W.*, Tome 34, pp. 68-70.

[21] Cf. lettre d'Engels à Stephan Bauer du 10 Avril 1895 (*Ibid.*, p. 423), qui vient de lui envoyer des fac-similé du *Tableau* (il ne peut s'agir que de la célèbre édition que Bauer vient de réaliser en 1894 pour la *British Economic Association*) et la monographie qu'il y a consacré (sans doute son article « Quesnay's Tableau économique » paru dans *The Economic Journal*, en Mars 1895, vol. 5, pp. 1-21). Bauer avait publié 5 ans auparavant l'article « Studies on the Origin of the French Economists », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 5, 1890, n° 1, pp. 100 – 107 et en allemand, l'article « Zur Entstehung der Physiokratie auf Grund ungedruckter Schriften François Quesnay », *in* : *Jahrbücher für National-Ökonomie und Statistik*, vol. 21, août 1890, pp. 113-158.

En Grande-Bretagne pourtant, la doctrine ne suscite plus guère d'intérêt autre qu'historique. Mill la mentionne à peine dans ses *Principes d'économie politique* en 1848[22], Mac Culloch présente un exposé un peu plus étendu : dans le chapitre introductif de ses propres *Principes*[23] intitulé « Rise and progress of the science », il considère Quesnay comme le premier auteur à concevoir, en dépit d'erreurs, l'économie sous une forme systématique[24].

En France, Blanqui consacre un chapitre aux physiocrates dans son *Histoire de l'économie politique en Europe*, mais il est aussi peu analytique que celui de Mac Culloch. Dans les deux cas, c'est la rupture par rapport aux mercantilistes qui est mise en valeur et l'analyse du *Tableau économique* est absente, « c'est, de tout le système, écrit Blanqui, la partie qui a fait le plus de bruit, et qui est aujourd'hui la plus oubliée, parce qu'elle repose sur des bases erronées »[25].

Il faut pourtant signaler un certain regain d'intérêt au milieu du siècle qui dépasse l'aspect purement bibliophilique. Ainsi Daire, tout en publiant son recueil fait paraître dans le *Journal des économistes* un article tentant de réhabiliter les physiocrates ainsi qu'un commentaire élogieux de l'opuscule de Dutens au titre sans ambiguïté : *Des prétendues erreurs dans lesquelles, au jugement des modernes économistes, seraient tombés les anciens économistes, relativement au principe de la richesse nationale*. Ces plaidoyers furent certes immédiatement combattus, dans la même feuille, par Passy puis Baudrillard, mais c'était la preuve en tout cas que le débat restait ouvert, sinon sur l'actualité des physiocrates, du moins sur leur place dans l'histoire de la pensée économique.

Depuis Say et son « Discours préliminaire » au *Traité d'économie politique* de 1803, on avait plutôt associé la naissance de l'économie politique au nom d'Adam Smith et relégué les physiocrates, au mieux, dans les limbes de la science nouvelle. « Jusqu'au moment où Smith écrit, note Say, on a confondu la *Politique* proprement dite, la science du gouvernement, avec l'*Économie politique* qui montre comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses »[26].

Cette confusion des domaines n'était pas leur seul défaut : « cette malheureuse doctrine du produit net leur ferma les yeux sur une infinité de vérités qu'ils auraient déduites de l'observation des faits, s'ils avaient suivi la méthode sévère des écrivains qui leur ont succédé »[27]. Ainsi considérait-on généralement Adam Smith, tout influencé qu'il était par Quesnay, comme le « véritable père de l'économie moderne » (Passy), le seul à « opérer une révolution dans la marche de l'économie politique » (Blanqui).

Marx connaissait ces interprétations de la physiocratie - il avait lu la plupart des économistes de l'époque et en particulier Blanqui et Say - mais il s'en démarquera progressivement, à mesure que se précisera sa propre définition de l'économie politique

---

[22] John Stuart Mill, *Principles of Political Economy*, J.W. Parker, London, 1848 ; *Reprint*, Kelley, Fairfield, New Jersey, 1987.

[23] John Ramsay Mac Culloch, *The Principles of Political Economy*, A. & C. Black, Edimburgh, 4ème éd., 1849 (première édition : 1825).

[24] Il fera également paraître en 1853 une notice sur la vie et l'œuvre de Quesnay.

[25] Jérôme Adolphe Blanqui, *Histoire de l'économie politique en Europe depuis les anciens jusqu'à nos jours*, 4ème édition, Paris, éd. Guillaumin, 1860 (1ère édition : 1837), 1860, T. II, p. 79.

[26] Jean-Baptiste Say : *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, 2 vol., Paris, Déterville, an XI (1803), tome 1, p. II.

[27] J. A. Blanqui, *Histoire de l'économie politique ...*, T. II, p. 86.

moderne. On note d'ailleurs, à cette époque, une différence sensible entre l'attitude d'Engels et celle de Marx.

L'*Esquisse* d'Engels est surtout un commentaire critique des économistes anglais modernes - Smith, Malthus, Ricardo, Mill, Mac Culloch, et dans une moindre mesure de Say - . L'histoire de l'économie politique, traditionnellement organisée autour du passage du système mercantile à celui de Smith et de ses successeurs, est perçue par Engels comme le remplacement d'« économistes anciens » à la « candeur catholique naïve » par les « économistes modernes » faisant montre d'une « affreuse hypocrisie ».

Chez Marx, le sens de la rupture entre le mercantilisme et l'économie politique moderne est plus profond. Comme Engels il souligne l'« hypocrisie » et le « cynisme » des économistes modernes, mais il insiste sur le caractère scientifique de ce nouveau savoir et considère comme « un haut fait de l'économie anglaise moderne d'avoir défini la rente foncière comme la différence entre les intérêts du sol le plus mauvais affecté à la culture et ceux de la meilleure terre cultivée, d'avoir montré les illusions romantiques du propriétaire foncier - son importance soi-disant sociale et l'identité de son intérêt avec celui de la société, identité qu'Adam Smith affirme encore après les physiocrates - et d'avoir anticipé et préparé le mouvement de la réalité qui transformera le propriétaire foncier en un capitaliste tout à fait ordinaire et prosaïque »[28].

Les physiocrates jouent donc encore à cette date pour Marx le rôle d'auteurs de transition entre les mercantilistes et Smith. Propos qui pourrait paraître banal, si l'on négligeait le fait qu'il s'agit pour lui d'un rôle actif, malgré son ambiguïté : « La *physiocratie* est directement la décomposition *économique* de la propriété féodale, mais elle est de ce fait tout aussi immédiatement la *transformation économique*, la restauration de celle-ci, à ceci près que son langage n'est plus maintenant féodal mais économique", cependant "la terre est encore reconnue ici comme existence naturelle, indépendante de l'homme, et ne l'est pas encore comme capital, c'est à dire comme un moment du travail lui-même, c'est plutôt le travail qui apparaît comme *son* moment »[29].

Pour Marx, on peut donc parler d'une séparation incomplète d'avec la féodalité qui les empêche de constituer pleinement une économie politique moderne. Pour eux, « la terre n'est pas encore le capital », « le travail n'est pas encore saisi dans son universalité et son abstraction » et le propriétaire est considéré comme « le seul vrai producteur » quand les économistes modernes y verront « le seul rentier tout à fait improductif »[30].

Dans les *Grundrisse*, Marx abandonne l'étiquette de *romantiques* dont il affublait jusque-là les physiocrates - et, en passant, Smith - et il s'interroge plutôt sur la signification de leur rupture d'avec les *théoriciens du système monétaire* et les *mercantilistes*. Pour lui, ils constituent la première étape de la prise de conscience du fait que la source de la richesse est dans le travail, même s'ils ne considèrent qu'une « forme déterminée de travail - l'agriculture - comme la forme de travail créatrice de richesse »[31]. Mais ce qui sépare véritablement les deux systèmes, c'est leur conception de la valeur et du capital. Si les mercantilistes

[28] *Manuscrits de 1844*, pp. 73-74.
[29] Ibid., pp. 81-82.
[30] Ibid., p. 81.
[31] *Grundrisse*, éd. sociales, Vol. I, p. 38.

« pressentent le capital sous l'argent », ils ne considèrent le capital industriel comme créateur de richesse que pour autant qu'il crée un capital mercantile qui, dans la circulation, deviendra argent[32]. Les physiocrates ne font pas cette confusion, « ils distinguent le capital de l'argent et conçoivent le premier sous sa forme générale de valeur d'échange autonome, susceptible de se conserver et de s'accroître dans la production. [...] Les physiocrates sont donc les pères de l'économie moderne. Ils comprennent également que la création de plus-value par le travail salarié représente l'auto-valorisation, c'est à dire la réalisation du capital »[33].

S'ils ont compris que « seul le travail qui crée la plus-value est productif », ils limitent cependant cette création au seul « domaine où, de façon tangible, la force naturelle de l'instrument de travail permet au travailleur de produire plus de valeurs qu'il n'en consomme » c'est à dire à l'agriculture puisque « c'est seulement dans le rapport de la semence naturelle à son produit qu'apparaît de façon tangible cette multiplication de valeurs d'usage »[34].

Où d'autres n'ont vu qu'incohérence et pétition de principe, Marx discerne donc une logique du raisonnement : la richesse tient dans l'excédent des productions de la terre et la rente est naturellement l'expression de cet excédent. Au plan idéologique, Marx, poursuivant l'interprétation esquissée dans les *manuscrits de 1844*, pointe une ambiguïté : « les premiers prophètes du capital ne concevaient comme représentants de la richesse bourgeoise que les non-capitalistes, les propriétaires fonciers féodaux. En conséquence, ils mirent tous les impôts à la charge de la rente, ce qui est tout à l'avantage du capital bourgeois »[35].

On remarquera en passant que Marx fait encore bien peu de cas des fermiers dans ces premiers manuscrits. Il envisage alors essentiellement les physiocrates sous l'angle de la propriété et du revenu, le point de vue des avances et de leur reconstitution ne sera réellement abordé que dans *le Capital*[36] et les *Théories sur la plus-value.* Il suggère néanmoins dès les *Grundrisse* (à propos de l'impôt unique) une duplicité des physiocrates, ou au moins de certains d'entre eux, dans la défense du système féodal : « la glorification bourgeoise du féodalisme sur le plan des principes - qui a dupé plus d'un féodal, comme le vieux Mirabeau - ne sert qu'à le ruiner sur le plan de l'application pratique »[37]. Mais Marx n'a jamais clairement tranché entre la thèse de la duplicité et celle du fourvoiement involontaire, ainsi, dans *le Capital*, c'est la thèse de l'aveuglement qui domine : l'étiquette collée sur un système trompe le vendeur tout autant que l'acheteur, « Quesnay lui-même et ses plus proches disciples croyaient à leur enseigne féodale (jusqu'ici, nos professeurs aussi). En réalité cependant le système des physiocrates est la première conception systématique de la production capitaliste »[38].

---

[32] *Ibid.*, Vol. I, pp. 266-267 et éd. Dangeville, pp. 111-112.
[33] *Ibid.*, Vol. I, p. 267 et éd. Dangeville, p. 112.
[34] *Ibid.*, Vol. I, p. 267 et éd. Dangeville, p. 113.
[35] *Ibid.*, Vol. I, p. 268 et éd. Dangeville, p. 114.
[36] K Marx, *Le capital - Critique de l'économie politique*, Livre I : traduction Joseph Roy, Livre II : trad. Erna Cogniot, Livre III, trad. C. Cohen-Solal, G. Badia, 8 tomes, Paris, éd. sociales, 1971 [édition allemande : *Das Kapital, kritik der politischen Ökonomie*, « *Marx Engels Werke* », Tomes 23, 24, 25 ; Berlin, Dietz Verlag, 1967, 1968, 1969].
[37] *Ibidem.* « Die Legung aller Steuern auf die Rente, ist aber dann auch ganz zum Vorteil des bürgerlischen Kapitals. Der Feudalismus ist nur bürgerlich verherrlicht in Prinzip -was manche Feudale, wie den alten Mirabeau dupiert hat-, um ihn in der Nutzanwendung zu ruiniren », éd. Dietz, p. 235.
[38] *Le Capital*, L. 2, T. 2, éd. sociales, Vol. 5, p. 15 ; éd. allemande, L.II, p.359.

Ainsi, dans la distinction *économie classique / économie vulgaire* qui remplace progressivement dans les textes de Marx les autres découpages, c'est cette approche capitaliste de la production - fût-elle ou non pour eux consciente - qui justifie parfaitement le rattachement de la physiocratie au camp de l'économie classique.

Dans la *Contribution*, Marx avait déjà précisé le sens qu'il donnait à l'épithète « classique » et avait évoqué la genèse de cette école de pensée : « elle commence en Angleterre avec William Petty, en France avec Boisguillebert, et finit en Angleterre avec Ricardo et en France avec Sismondi »[39]. Il indiquait également, sans développer l'analyse sur ce point, l'existence de deux branches nationales de cette école classique et l'idée d'un « contraste permanent » entre la branche française et la branche britannique ; contraste illustré successivement par Petty et Boisguillebert, puis par Smith et Quesnay, enfin par Ricardo et Sismondi.

Il reviendra sur cette spécificité française dans les *Théories sur la plus-value*. Une théorie de la production capitaliste, écrit-il, ne pouvait apparaître qu'en France : « pays à prédominance agricole, et non pas en Angleterre, pays à prédominance industrielle, commerciale et maritime. En Angleterre, l'attention se porte naturellement sur la circulation : le produit ne prend de valeur, ne devient marchandise que sous forme d'argent, en tant qu'expression du travail social général. Ainsi, tant qu'il s'agit non pas de la forme de la valeur mais de sa grandeur et de sa mise en œuvre, on a affaire au profit d'expropriation [...]. S'agit-il par contre de montrer la création de la plus-value dans la sphère même de la production, alors il faut d'abord en revenir à la branche de travail où cette plus-value se présente indépendamment de la circulation, donc à l'agriculture. C'est pourquoi cette initiative est partie d'un pays à prédominance agricole »[40].

6.1.3 - Questions de méthode, le « matérialisme » des physiocrates.

Sur le plan des méthodes, le parallèle entre Marx et Quesnay a été poussé très loin par certains auteurs. C'est la thèse de Pierre Moride au début du siècle qui semble exprimer le point de vue le plus catégorique : « Les deux sociologies [de Quesnay et de Marx] sont assise sur une base économique. On peut dire que pour Quesnay le produit net explique toute la société, comme dans le matérialisme historique de Marx l'infrastructure économique conditionne la superstructure sociale. Chez Quesnay et chez Marx la société est divisée en classes et cette division correspond aux fonctions économiques exercées par chaque classe. » Et Moride poursuit en note : « On peut simplifier [leurs divisions en classes] et dire que pour Quesnay et Marx, il n'existe en réalité, que deux classes : l'une produit les valeurs nouvelles (produit net ou plus-value), et l'autre se les approprie »[41].

C'était là traiter le problème de la conception quesnélienne et marxienne des classes de manière bien schématique, mais la parenté des approches nous apparaît en effet difficilement contestable. Marx, qui n'hésitait jamais à décocher des épigrammes contre ses adversaires du

---

[39] K Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, trad. Maurice Husson et Gilbert Badia, Paris, éd. sociales, 1957, p. 30.

[40] *Théories sur la plus-value*, T. I, p. 38.

[41] Pierre Moride, *Le produit net des physiocrates et la plus-value de Karl Marx*, éd. Arthur Rousseau, Paris, 1908, pp. 167 sq..

présent et du passé, aurait-il à ce point ménagé Quesnay si tel n'avait pas été le cas? A cet égard, le texte de Quesnay exhumé par Georges Weulersse dans son édition des manuscrits économiques du fonds Mirabeau aux Archives Nationales, aurait sans doute enchanté Marx s'il avait pu en avoir connaissance : « L'étude des objets essentiels du gouvernement économique, envisagés dans leurs différents rapports, dans leurs différents effets [...] est la clef de l'histoire des nations, relativement à leur puissance, à leur succès, à leur prospérité, à leur gloire, à leur indigence, à leur abaissement, à leur décadence. Que sont nos historiens? Des conteurs de batailles, de sièges, de procédés politiques, d'adresses, d'astuces, des différents rôles joués par les grands acteurs en politique, en guerre, en religion, en galanterie ; ils ont ignoré l'état de la base sur laquelle portaient les nations qui ont subi les révolutions qu'ils racontent »[42].

Peut-on parler pour autant d'une proximité méthodologique entre Quesnay et Marx ? Pour Ronald Meek, celle-ci est nette : « L'économie était pour Quesnay, comme elle le sera plus tard pour Smith et Marx, partie intégrante d'un système plus général de sociologie dans lequel la structure et le développement de la société humaine étaient conçus comme essentiellement dépendants du mode de subsistance. On ne prend généralement pas suffisamment conscience de ce que les physiocrates partagent avec Adam Smith, John Millar et les autres membres de l'École Historique Écossaise, une vision de l'histoire et de la société qui peut être décrite, sans grande erreur, comme matérialiste. [...] L'un des fils rouges les plus significatifs qui court à travers l'ensemble des écrits de Quesnay est le principe exposé par Quesnay dans une note marginale aux manuscrits de Mirabeau : "Chez nous, pour nous, tout est physique, et tout le moral en dérive"[43] . En ce qui concerne l'ordre social, le "physique" signifiait simplement pour les physiocrates l'économique. Pour comprendre pourquoi différentes sociétés ont différentes formes de gouvernement, différentes idées sur la morale, etc., on doit d'abord considérer les différentes méthodes par lesquelles les sociétés assurent leur subsistance, car c'est le facteur-clé dans le processus de développement social »[44].

Cette dimension « matérialiste » de la physiocratie avait certes été reconnue par Marx, mais celui-ci aurait sans aucun doute contesté la dimension historiciste que Meek attribue à leurs analyses : « Ils ont eu le grand mérite de considérer les formes [bourgeoises de la production] comme des formes physiologiques de la société, émanant des nécessités naturelles de la production elle-même et indépendantes de la volonté des hommes, de la politique, etc. Ce sont des lois physiques ; l'erreur consistait seulement à voir dans la loi physique d'un certain état historique de la société une loi abstraite régissant toutes les formes de la société »[45].

Les disciples de Quesnay faisaient montre, d'ailleurs, sur le plan scientifique, d'ambitions bien moins grandes que celles du maître. Selon Mirabeau par exemple, pour une

---

[42] Georges Weulersse (éd.) : *Les Manuscrits économiques de François Quesnay et du Marquis de Mirabeau aux Archives Nationales*, éditions Paul Geuthner, Paris, 1910. , pp. 36-37. Il s'agit ici d'une note de Quesnay au manuscrit de Mirabeau du « Mémoire sur l'agriculture » (1759). Ce passage avait d'ailleurs frappé Weulersse qui précise en note : « C'est déjà le principe de l'*interprétation économique* de l'histoire » (p.37 n.).

[43] Weulersse, 1910, op. cit., p. 122. Le texte cité par Weulersse (et qui d'ailleurs n'est pas de Quesnay mais de Mirabeau) se poursuit ainsi : « Or nos principes physiques sont les avances, leur proportion avec le produit net, etc. . . . Voilà tout le secret de notre cabale, et l'on ne nous reprochera pas de ne pas l'avoir assez répété ».

[44] Ronald Meek, « the Interpretation of Physiocracy », *in* : *The Economics of Physiocracy*, Harvard, Harvard University Press, 1963, p. 376.

[45] *Théories sur la plus-value*, T. I, p. 31.

fois bien modeste : « Nous avons fixé la nomenclature d'une langue faite pour être entendue d'un bout de l'hémisphère à l'autre. Nous l'avons fait sans rien changer aux expressions reçues, mais seulement en fixant et appliquant l'idée qu'elles renferment à des réalités naturelles, universelles et nécessaires à tous. Voilà l'unique service que nous avons rendu »[46].

[46] « Discours prononcé à la rentrée des Assemblées Économiques », 4 Décembre 1775, *in* : Georges Weulersse : *Les Manuscrits économiques* . . . , p. 128. V. *supra*, chapitre 3, première partie, les développements consacrés à la langue des Économistes.

6.2 - Les physiocrates, pères de l'économie politique moderne :

Si l'on cite souvent l'opinion très élogieuse exprimée par Marx sur Quesnay et ses disciples : « C'est essentiellement aux physiocrates que revient le mérite d'avoir analysé le capital dans les limites de l'horizon bourgeois, ce qui fait d'eux les véritables pères de l'économie moderne »[47], peu d'analyses ont été produites à ce jour qui cherchent, au delà de l'hommage formel, à mesurer toutes les dimensions de leur apport à l'économie de Marx. Nous nous contenterons ici de suggérer quelques pistes.

6.2.1 - Produit net et plus-value.

« Les premiers interprètes du monde moderne, les promoteurs du système monétaire, dont le système mercantile, n'est qu'une variante, proclamèrent que l'or et l'argent, c'est à dire la monnaie, sont l'unique richesse »[48] Cette position avait une certaine justification : « ils traduisent avec une parfaite exactitude la vocation de la société bourgeoise, qui est de faire de l'argent »[49], et si l'économie politique moderne fait « une guerre inexpiable au système monétaire et mercantile, c'est, en grande partie que ce système divulgue, dans sa brutalité naïve, le secret de la production bourgeoise, sa dépendance totale de la valeur d'échange [...], elle ne veut pas reconnaître en lui la forme barbare de son propre principe fondamental »[50].

Mais la production de la plus-value - clé de l'anatomie du système capitaliste - ne pouvait être expliquée tant que l'on cantonnait l'analyse à la sphère de la circulation. C'est ici que se place pour Marx le progrès décisif réalisé par Quesnay et ses disciples :

> *« Les physiocrates ont recherché l'origine de la plus-value non plus dans la sphère de la circulation mais dans celle de la production immédiate, jetant ainsi les bases de l'analyse de la production capitaliste »*[51].

Toute la difficulté, comme l'indique Marx au début du chapitre consacré à la rente foncière dans le livre III du *Capital* est de parvenir à analyser la rente foncière « du point de vue de l'économie politique moderne, en sa qualité d'expression théorique du mode de production capitaliste »[52].

---

[47] *Théories sur la plus-value*, T. I, p. 31. Le texte original est plus catégorique : « Die Analyse des *Kapitals*, innerhalb des bürgerlichen Horizonts, gehört wesentlich den Physiocraten. Dies Verdienst ist es, das sie zu den eigentlichen Vätern der modernen Ökonomie macht » (*Theorien über den Mehrwert*, T. 26.1, p. 12).

[48] *Critique de l'économie politique*, éd. Rubel, p. I-419.

[49] Ibidem.

[50] Ibid., p. I-420.

[51] *Théories sur la plus-value*, T. I, p. 33. Texte original : « Die physiokraten haben die Untersuchung über den Ursprung des Mehrwerts aus der Sphäre der Zirkulation in die Sphäre der unmittelbaren Produktion selbst verlegt und damit die Grundlage zur Analyse der kapistalistischen Produktion gelegt », *Theorien über den Mehrwert*, Tome **26**.1, p. 14.

[52] *Le Capital*, L. 3, T. 3, éd. sociales Vol. 8, p.164 (traduction revue). « Man muß sich klarmachen, worin eigentlich die Schwierichkeit der Behandlung der Grundrente, vom Standpunkt der modernen Ökonomie, als des theoretischen Ausdrucks der kapitalistischen Produktionsweise besteht » (*das Kapital*, L. III, *M.E.W.*, vol. 25, p. 790).

Certes, poursuit Marx, pour les économistes anciens comme Petty, Cantillon et les « **auteurs encore proches de la féodalité** »[53], le mode de production capitaliste est peu développé et l'analyse de la rente ne présente pas de difficulté. Mais, à ses yeux, la situation est différente pour les physiocrates, qu'il a garde donc de confondre justement avec ces « auteurs encore proches de la féodalité ». Quesnay et ses disciples en effet, « premiers interprètes systématiques du capital », tentent d'analyser la nature même de la plus-value qui se confond avec la rente, seule forme de plus-value existant pour eux. « Ils considèrent à juste titre que la production de plus-value est le fait déterminant. Ils ont le grand mérite [...] de remonter du capital marchand agissant uniquement dans la sphère de la circulation, au capital productif. Ils s'opposent ainsi à la théorie mercantiliste qui, dans son réalisme grossier, **représente la véritable économie politique vulgaire de son temps** dont les soucis d'ordre pratique faisaient reléguer à l'arrière-plan les premières analyses scientifiques entreprises par Petty et ses successeurs »[54].

Herbert Lüthy insiste, à juste titre selon nous, sur l'importance de cette remarque - trop souvent négligée - de Marx : le fait que Quesnay fasse découler la valeur et la plus-value de la production et non de la circulation, « amenait Marx à considérer Quesnay comme un prédécesseur et à tracer un véritable parallèle entre la lutte des physiocrates contre le mercantilisme et son propre combat contre Say et l'"économie vulgaire" libérale »[55].

Cette prééminence accordée par les physiocrates à la sphère productive, ne doit cependant pas être interprétée comme trahissant chez eux une conception purement physique du circuit et du surplus. Marx ne tombe pas dans cette erreur si fréquente chez les lecteurs de Quesnay, il affirme ainsi très nettement dans sa critique de John Gray que : « **C'est la *valeur vénale* qui est l'essentiel chez les physiocrates** »[56]. Pour lui, il ne fait pas de doute que c'est le cycle du capital-marchandise (M ... M' dans le jargon de Marx) que cherche à décrire Quesnay, et non le cycle du capital-productif (P ... P') : « Quesnay a pris M ...M' comme base de son *Tableau économique* ; il a fait preuve de beaucoup de discernement en préférant cette figure à P ... P' pour l'opposer à la figure A ... A' [cycle du capital-argent] (qui est la seule et unique formule retenue par le système mercantile) »[57].

« Le procès de reproduction annuelle est facile à comprendre tant que l'on ne considère que le fonds de la production totale annuelle. Mais tous les éléments de celle-ci doivent être mis sur le marché et c'est là que la difficulté commence. Là, les mouvements des capitaux individuels et des revenus personnels se croisent, se rassemblent et se perdent dans un chassé-croisé général - la circulation de la richesse sociale - qui trouble la vue de l'observateur et donne à l'analyse de très complexes problèmes à résoudre. C'est le grand mérite des physiocrates d'avoir les premiers essayé de donner dans leur *Tableau économique* une image de la production annuelle sous la forme dans laquelle elle surgit de la circulation. Leur exposition est à beaucoup d'égards plus près de la vérité que celle de leurs successeurs »[58].

---

[53] *Ibid.*, p. 165, c'est nous qui soulignons.

[54] *Ibid.*, p. 166, c'est nous qui soulignons.

[55] Herbert Lüthy : « François Quesnay und die Idee der Volkswirtschaft », *in* : *Kultur- und Staatswissenschaftliche Schriften der Eidgenössischen Technischen Hochscule Zürich*, n° 106, Polygraphischer Verlag A.G., Zürich, 1959, p. 36.

[56] *Théories sur la plus-value*, Tome I, p. 451.

[57] *Le Capital*, L. 2, T. 1, éd. sociales Vol. 4, p. 92.

[58] *Le Capital*, L. I, T. 3, éd. sociales, Vol. 3, p.31 (traduction revue). Cette remarque est importante pour Marx, elle figure déjà dans les commentaires rédigés en 1863 à propos de l'*Analyse de la Formule du Tableau*

Certes, le procès de reproduction économique décrit par le *Tableau économique* est, dans l'agriculture, « toujours entremêlé avec un procès de reproduction naturel ». Mais en l'occurrence, poursuit Marx, « Les conditions tangibles du second nous éclairent sur celles du premier et évitent cette confusion d'idées que seuls font naître les aspects trompeurs de la circulation »[59].

Certes on critiquer les physiocrates, « si supérieurs à tant d'égards » pour avoir « imaginé que la rente foncière n'est pas un tribut arraché aux hommes, mais un présent fait par la nature même aux propriétaires »[60]. Mais l'essentiel est ailleurs : « quoique les physiocrates n'aient pas pénétré le secret de la plus-value, ils ont au moins reconnu qu'elle est "une richesse indépendante et disponible que [son possesseur] n'a point achetée et qu'il vend" »[61]. Ainsi, paradoxalement, c'est en quelque sorte l'erreur même des physiocrates - la thèse du *don gratuit* - qui les met sur la voie, selon Marx, de la théorie de la plus-value.

Bref, l'examen des textes de Marx et, plus encore, de sa correspondance le prouve abondamment, il porte en très haute estime les physiocrates. Comme il l'explique à Engels, à l'époque de la rédaction de l'*Anti-Dühring*, « ce qui caractérise ma manière de traiter les physiocrates c'est de les considérer comme les premiers économistes qui entreprirent méthodiquement (et pas seulement à l'occasion, comme Petty, etc.) d'*expliquer le capital* et le *mode de production capitaliste* »[62].

6.2.2 - Supériorité de Quesnay sur Smith : la question du capital.

Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx marque clairement - à propos de sa critique de Rodbertus - la supériorité de l'analyse physiocratique de la reproduction sur celle des autres classiques : « A. Smith a effectivement fait faire fausse route à tous les économistes ultérieurs, Ricardo compris et Monsieur Rodbertus compris, du fait qu'il décompose "toute la valeur du

---

économique de Quesnay (v. Kuczinski, T. II. 2, note 59, pp. 466-467), et il la cite une nouvelle fois dans sa lettre à Engels du 7 Mars 1877, parmi les passages du *Capital* auxquels il faut renvoyer le lecteur dans l'Anti-Dühring (v. in : *Lettres sur 'Le Capital'*, pp. 283-284).
Le texte allemand est le suivant : « Solange man nur den Fonds der Gesamt-Jahresproduktion ins Auge faßt, ist der jährliche Reproduktionprozeß leicht verständlich. Aber alle Bestandteile der Jahresproduktion müssen auf den Warenmarkt gebracht werden, und da beginnt die Schwierigkeit. Die Bewegungen der Einzelkapitale und persönlichen Revenuen kreuzen, vermengen, verlieren sich in einem allgemeinen Stellenwechsel -der Zirkulation des gesellschaftlichen Reichtums-, der den Blick verwirrt und der Untersuchung sehr verwickelte Aufgaben zu lösen gibt [...]. Es ist das große Verdienst der Physiokraten, in ihrem *Tableau économique* zum ersten Mal den Versuch gemacht zu haben, ein Bild der Jahresproduktion zu geben in der Gestalt, in welcher sie aus der Zirkulation hervorgeht ». (*das Kapital*, L. I, *M.E.W.* Tome 23, p. 617).

[59] *Le Capital*, L. 2, T. 2, éd. sociales, Vol. 5, p. 15.

[60] *Le Capital*, L. 1, T. 1, éd. sociales, Vol. 1, p. 93.

[61] *Le Capital*, L. 1, T. 2, éd. sociales, Vol. 2, p. 205. La citation est de Turgot : *Réflexions ...* , éd. Daire, p. 11 (éd. Calmann-Lévy, p. 127). Ce passage est également repris dans la lettre de Marx à Engels du 7 Mars 1877, déjà citée ci-dessus à la note 32.

[62] « Die ersten methodischen (nicht nur gelegentlichen, wie Petty etc.) *Ausleger des Kapitals* und der *kapitalistischen Produktionsweise* ». *in* : Lettre à Engels du 7 Mars 1877 (v. in : *M.E.W.*, T. 34, pp. 39-40, et *Lettres sur 'Le Capital'*, pp. 283-284, traduction revue : une malencontreuse erreur fait lire ici « manie personnelle » au lieu de « manière personnelle » !). Marx poursuit en expliquant que s'il n'a pas exprimé clairement cette position dans l'*Anti-Dühring* c'est de peur que son point de vue soit « repris par des cuistres et adultéré, avant qu'il ait eu l'occasion de le développer ».

produit en salaire, rente foncière et bénéfice du capital" oubliant ainsi le capital constant qui forme également une partie de la valeur. L'absence de cette distinction rendait tout simplement impossible tout exposé scientifique [...]. A cet égard, les physiocrates étaient allés plus loin : leurs *avances primitives* et *annuelles* sont distinctes en tant que portion de la valeur du produit annuel ou fraction du produit annuel lui-même »[63].

La différence entre ces *avances* n'est autre que la distinction entre le *capital fixe* et le *capital circulant* et, pour Marx, la présentation de Quesnay est correcte : la différence ne peut apparaître qu'au sein du capital productif - c'est à dire quand l'argent avancé se trouve converti en éléments du capital productif -, et cette différence est fondée sur la manière dont la valeur de ces capitaux est mise en circulation avec le produit.

Le seul progrès fait par Adam Smith, selon Marx, est d'étendre l'utilisation de ces notions au delà de l'agriculture. « Il ne s'agit plus chez lui, d'une forme spéciale du capital, le capital du fermier, mais de n'importe quelle forme de capital productif. D'où il suit tout naturellement que la distinction, empruntée à l'agriculture, entre la rotation annuelle et la rotation de plusieurs années fait place à la distinction générale entre des rotations de différentes durées »[64]. Mais « le progrès qu'il réalise se borne à cette généralisation des catégories. Dans l'application, il retombe loin derrière Quesnay »[65]. Il y a en effet chez Smith une « confusion fondamentale entre le capital productif et le capital se trouvant dans la sphère de la circulation (capital-marchandise et capital-argent) »[66], la preuve en est qu'il « prend le capital commercial comme exemple dans une question où il ne s'agit que des différences du capital *productif* dans le procès de création du produit et de la valeur, ainsi que des différences qui en résultent à leur tour pour la rotation et la reproduction du capital »[67]. L'opposition entre capital fixe et capital circulant établie par Smith est ainsi très confuse : elle est en effet basée sur le point de vue subjectif du capitaliste individuel, à la différence de celle de Quesnay qui, lui, « fait dériver les différences du procès de reproduction et de ses nécessités mêmes [...]. Smith retombe donc loin derrière Quesnay »[68].

Chez Smith, « le progrès réside dans le mot "capital" dont le concept est généralisé, sans tenir compte de l'application particulière que les physiocrates en faisaient à l'agriculture ; le recul, c'est de poser que la différence essentielle est entre les termes "fixe" et "circulant" et de se tenir à cette distinction »[69]. Ceci aboutit en effet à une confusion entre les catégories "capital constant et capital variable" et les catégories "capital fixe et capital circulant" et l'économie politique bourgeoise a « rabâché aveuglément durant un siècle, de génération en génération, la confusion commise par Smith »[70]. Ricardo lui-même, qui pourtant « met plus de logique et de profondeur dans son étude de la valeur et de la plus-value »[71], commettra aussi cette erreur, ce qui l'amènera à considérer cette distinction comme « subjective et superflue »[72].

---

[63] *Théories sur la plus-value*, Tome II, pp. 165-166.
[64] *Le Capital*, L. 2, T. 1, éd. sociales, Vol. 4, p. 176.
[65] *Ibidem*.
[66] *Ibid.*, p. 178.
[67] *Ibid.*, pp. 176-177.
[68] *Ibid.*, p. 183.
[69] *Le Capital*, L. 2, T. 2, éd. sociales, Vol. 5, pp. 17-18.
[70] *Le Capital*, L. 2, T. 1, éd. sociales, Vol. 4, p. 202.
[71] *Ibid.*, p. 203.
[72] *Ibid.*, p. 206.

Il reste cependant pour Marx que l'apport de Smith est essentiel, en effet, alors que « le système des physiocrates pose une forme déterminée du travail - l'agriculture - comme la forme de travail créatrice de richesse » [...], « un énorme progrès fut fait par Adam Smith quand il rejeta toute détermination particulière de l'activité créatrice de richesse pour ne considérer que le travail tout court, c'est à dire ni le travail manufacturier, ni le travail commercial, ni le travail agricole, mais toutes les formes de travail dans leur caractère commun. [...] L'exemple d'Adam Smith, qui retombe lui-même de temps à autre dans le système des physiocrates[73], montre combien était difficile et important le passage à cette conception nouvelle »[74].

Avec Smith également, le profit devenait la forme originaire de la plus-value, ce qui représentait une inversion de la conception physiocratique selon laquelle la rente constituait la seule forme de plus-value, le profit industriel étant considéré comme une sorte de salaire supérieur et l'intérêt soit comme une usure contre nature (Mirabeau), soit comme ce que nous pourrions appeler une rente « substitutive » prélevée sur la vraie rente pour un emploi du capital hors de l'agriculture (Turgot)[75].

6.2.3- L'interprétation du *Tableau économique*.

L'interprétation du rôle joué par l'analyse du *Tableau économique* de Quesnay dans la construction par Marx de son propre système d'explication est un sujet controversé. Les commentaires oscillent entre ceux qui négligent ou refusent totalement cette influence et ceux qui, au contraire, lui attribuent une importance prépondérante.

Hector Denis est sans doute celui qui va le plus loin dans cette dernière voie quand il déclare, dans son *Histoire des systèmes économiques et socialistes* : « Si grande que soit la distance qui sépare Marx des Physiocrates, il est impossible de ne pas être porté à penser que l'œuvre à laquelle Karl Marx a consacré une aussi prodigieuse puissance d'analyse est réellement tissée sur la trame du *Tableau économique* ». Le mérite propre de Marx aurait consisté à enrichir leur analyse en passant de la statique économique des physiocrates à la constitution d'une dynamique économique, grâce à la prise en compte de la genèse et de l'accumulation du capital[76].

Une telle formulation est certes quelque peu outrée, mais l'on ne peut nier, selon nous, la filiation directe entre la construction quesnélienne et plusieurs concepts économiques centraux de Marx, en particulier ceux qui concernent la dynamique du système, c'est à dire essentiellement les schémas de reproduction et les mécanismes de rotation du capital.

---

[73] Marx cite à ce propos un passage explicitement physiocratique de Smith : « Il n'est pas de capital qui, à grandeur égale, mette en mouvement une plus grande quantité de travail productif que celui du fermier. Non seulement ses domestiques, mais ses bêtes de travail aussi sont des ouvriers productifs. [Joli compliment pour les domestiques !, note Marx] En agriculture, la nature *travaille* aussi à côté des hommes ; et quoique son travail *ne coûte aucune dépense,* ce qu'elle produit n'en a pas moins sa *valeur* propre, *aussi bien que ce que produisent les ouvriers qui coûtent le plus.* » (cité in : *Le Capital*, L. 2, T. 2, éd. sociales, Vol. 5, p. 16).

[74] *Introduction à la critique de l'économie politique*, éd. sociales, p. 168.

[75] v. *Théories sur la plus-value*, Tome I, pp. 34-35.

[76] Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, Paris, Giard et Brière, 1904, vol. I, « les fondateurs », p. 97.

Marx entreprendra comme l'on sait à plusieurs reprises une analyse très détaillé de l'*Analyse de la Formule du Tableau économique* de Quesnay, en particulier en 1862 et en 1877. On trouve les développements correspondants dans le chapitre « Digression, *Tableau économique* suivant Quesnay » des *Théories sur la plus-value* [77] et dans le chapitre « Sur l'"histoire critique" » rédigé par Marx pour l'*Anti-Dühring*[78].

Il ne saurait être question dans le cadre limité de ce chapitre de détailler tous les méandres de cette interprétation parfois laborieuse (comme dans certains passages des *Théories sur la plus-value*). Nous nous bornerons à renvoyer sur ce point aux analyses lumineuses qu'en avait données Jean Cartelier lors de la parution de la traduction française du « Livre IV » du *Capital*[79], et à indiquer quelques éléments d'explication des difficultés rencontrées par Marx dans la compréhension des thèses de Quesnay.

a) Sans parler même des sources manuscrites, qui ne seront publiées par Weulersse qu'en 1910, Marx connaît les textes physiocratiques essentiellement par le recueil de Daire, édition importante mais où manquent, comme on le sait maintenant, les premières versions du *Tableau économique* dont la connaissance s'est avérée essentielle pour l'interprétation de l'analyse quesnélienne de la circulation.

b) Les autres sources de Marx sont, soit indirectes : l'*Histoire* de Blanqui et les quelques passages - généralement condescendants - consacrés aux physiocrates par les économistes anglais, soit issues d'épigones de Quesnay comme Paoletti, Garnier, Spencer ... .

c) En ce qui concerne le *Tableau* proprement dit, Marx est à la fois très admiratif et très perplexe devant la version très synthétique qu'il trouve dans Daire. Dans les *Théories sur la plus-value*, il se repose pour l'essentiel sur l'interprétation qu'en donne Baudeau dans l'*Explication du Tableau économique à Madame de* *** publiée dans la deuxième partie du recueil de Daire et celle de Schmalz dans son *Économie Politique*.

Ces conditions particulières de lecture des textes physiocratiques expliquent selon nous, en partie au moins, certains des problèmes d'interprétation sur lesquels bute Marx et dans lesquels il se débat au long de la quarantaine de pages consacrées au *Tableau* dans les *Théories sur la plus-value*. Évoquons rapidement les principaux points d'achoppement :

1) Les intraconsommations :

Sur les consommations internes à chaque classe, en particulier celles de l'agriculture, la position de Marx diffère d'un texte à l'autre. Dans les *Théories sur la plus-value,* il cherche à les prendre en compte, alors que dans les textes ultérieurs, il considérera clairement qu'une des hypothèses de base du *Tableau économique* est « que toute la circulation n'ayant lieu qu'à l'intérieur d'une classe particulière soit exclue et que l'on ne considère que la circulation de

[77] éd. sociales, tome 1, 358-399, et « Complément au chapitre sur les physiocrates », *ibid.*, pp.442-445.
[78] éd. sociales, pp. 261-291.
[79] « Quesnay, Marx et la société d'Ancien Régime, quelques aperçus », *in* : *Marx et l'économie politique*, Paris/Grenoble, P.U.G./Maspéro, 1977, pp. 47-72. On pourra se reporter également à l'appendice rédigé par Shigeto Tsuru pour l'ouvrage de Paul Sweezy, *The Theory of Capitalist Development, op. cit.*, pp. 365-374.

classe à classe »[80]. Cette hésitation n'est, à vrai dire, pas surprenante puisqu'elle renvoie à l'attitude fluctuante de Quesnay lui-même qui, d'une version à l'autre du *Tableau,* tentera en vain de régler cette question épineuse[81].

2) Distinction avances annuelles, avances primitives :

Dans les *Théories sur la plus-value* encore, cette difficulté à saisir les flux d'intra-consommation, jointe aux ambiguïtés sur le montant et la forme de prélèvement des *intérêts* et des *reprises* sur la masse de la reproduction annuelle provoque un certain flou dans la distinction des *avances annuelles* et des *avances primitives* des fermiers[82].

3) La reproduction totale annuelle :

Enfin, sans que l'on puisse clairement en attribuer la cause au problème de la comptabilisation des intraconsommations ou à celle des *intérêts* et des *reprises*, c'est le montant même de la *reproduction annuelle* qui oscille chez Marx entre 5 et 7 milliards de Livres si l'on prend en compte la consommation annuelle des artisans[83]. Mais peut-être après tout n'est-ce qu'un *double-compte* entre la masse des valeurs produites et la masse monétaire (de 2 milliards) qui a permis leur circulation[84].

4) L'équilibrage du système :

Plus fondamentalement peut-être, dans sa tentative pour « équilibrer les soldes » entre les classes[85], Marx cherche à présenter simultanément plusieurs approches qui, si elles sont bien sûr fortement liées pour des raisons évidentes, doivent néanmoins être distinguées avec précaution dans l'analyse. Il mélange en effet à plusieurs reprises :

- l'approche en termes de flux monétaires et l'approche en termes de flux physiques, d'une part,
- l'examen du bilan annuel - de l'équilibre comptable de l'ensemble des flux - et celui de la « trésorerie » - du calendrier des versements et des échanges -, d'autre part.

Toutes ces difficultés, et en particulier la dernière évoquée trouvent bien sûr une grande partie de leur explication dans les ambiguïtés de Quesnay lui-même. Mais elles sont surtout, selon nous, largement imputables au fait qu'à cette époque, Marx se soit laisser guider dans l'interprétation du *Tableau* par les commentaires de Baudeau et Schmalz. Du premier dérive l'importance extrême accordée aux formes de la circulation du *pécule* - c'est à dire de

---

[80] *Anti-Dühring*, éd. sociales, p. 283. A la même époque cependant, dans une lettre à Engels, la formulation retenue est moins nette : « la circulation d'argent à l'intérieur de chaque classe est exclue, à juste titre, du *Tableau* » (lettre du 8 Août 1877, in M.E.W., Tome 34, p. 70).

[81] Sur ce point trop négligé à nos yeux par les commentateurs, et qui éclaire pourtant certains aspects essentiels de la genèse du *Tableau*, v. *supra*, chapitre 3, 2ème partie. A la page 386 des *Théories ...* , Marx parle du 1/5ème du produit brut qui « n'entre pas dans la circulation » et poursuit « là manifestement, le décompte cloche », effectivement, selon Quesnay, ce sont 2 cinquièmes du produit total qui sont consommés par l'agriculture sur son propre produit.

[82] Ainsi, p. 387, Marx évoque 1/5ème du produit brut qui « appartient à la reproduction », mais s'agit-il de la reprise des avances annuelles ou de l'intérêt des avances primitives ?

[83] V. « Digression sur le *Tableau économique* », *op. cit.*, Tome I, notamment pp. 443.

[84] Malgré sa volonté explicitement affirmée d'éviter ces doubles-comptes, Quesnay tombe parfois, comme l'on sait, dans ce travers ce qui l'amène à des contradictions dans l'exposé de l'équilibre global du système (v. *supra*, chapitre 3).

[85] V. *op. cit.*, pp. 391 *sq.*

la masse monétaire nationale - entre les classes ; du second les laborieuses tentatives de traduction du *Tableau* dans les termes de la comptabilité à partie double[86].

Dans l'*Anti-Dühring*, Marx prend le parti de présenter de manière plus globale le *Tableau économique*, ce qui lui permet de tourner la plupart des difficultés rencontrées précédemment[87] et de centrer l'analyse sur ce qui reste pour lui l'essentiel, c'est à dire le fait que « l'ensemble est, compte tenu de l'époque de sa publication, *une des généralisations les plus géniales qu'ait produit l'économie politique* »[88].

6.2.4 - Des « féodaux déguisés en capitalistes » ?

Au terme de ce rapide tour d'horizon, il reste à évoquer une question elle aussi très controversée : quelle est la position propre des physiocrates dans les conflits qui opposent les classes dans la répartition du produit net? Si le problème est évoqué à de nombreuses reprises par Marx, il ne le tranche jamais clairement, il s'en tire plutôt par ce que nous pourrions appeler une « pirouette dialectique », justifiée par les « contradictions du système physiocratique » :

«Le système des physiocrates est le premier à présenter comme d'éternelles lois « naturelles de la production les conditions dans lesquelles du capital est produit et dans « lesquelles le capital produit. Mais il fait par ailleurs, à l'inverse, l'effet d'une réplique « bourgeoise du système féodal, de la domination de la propriété foncière ; et les sphères « industrielles au sein desquelles le capital amorce son développement autonome sont « présentées comme des branches « improductives » du travail, de simples appendices de « l'agriculture. [...] Tandis que la féodalité acquiert de la sorte un aspect bourgeois, la société « bourgeoise prend des allures féodales »[89].

En fait pour Marx, ces ambiguïtés du discours physiocratique ont leur origine dans la situation de la société française au milieu du XVIIIème siècle : « Toutes ces contradictions sont celles de la production capitaliste en train de se dégager de la société féodale et ne donnant plus de cette dernière qu'une interprétation bourgeoise sans avoir pour autant trouvé encore sa forme caractéristique »[90].

---

[86] V. sur ce point la lettre de Marx à Engels le 18 Juin 1862 : « Si cela pouvait se faire à très brève échéance, sans te demander trop de travail, je souhaiterais avoir un exemple de comptabilité à l'italienne, avec explication jointe. Cela me serait utile pour éclairer le *Tableau économique* du Dr Quesnay. » (*in* : *Lettres sur 'Le Capital'*, p. 119). V. aussi les « comptes à l'italienne » de Schmalz dans son chapitre sur le système de Quesnay (*Économie Politique*, Tome 1, pp. 329 et *sq.*

[87] Sa correspondance prouve qu'à cette date, il ne les a pas encore toutes résolues (V. par exemple la lettre de Marx à Engels du 8 Août 1877 ; *M.E.W.*, Tome 34, p. 70).

[88] *Ibidem* (c'est nous qui soulignons). Marx, dans la même lettre, fournit à Engels un nouveau schéma du Tableau, mais il lui déconseille prudemment de le publier dans la revue qui édite sa critique de Dühring : « surtout, je pense que tu ferais mieux de n'utiliser le Tableau que pour ta propre gouverne ; et de n'indiquer dans la présentation pour *Vorwärts* qu'*en termes littéraires* les différents mouvements très simples. Si le Tableau lui-même était imprimé, il serait nécessaire d'entrer dans des petits détails accessoires qui induiraient plus les gens en erreur qu'ils ne les éclaireraient ».

[89] *Théories sur la plus-value*, Tome I, pp. 37-38.

[90] *Ibid.*, Tome I, p. 40.

Doit-on pour autant considérer que Marx se refuse à trancher entre la thèse des « féodaux déguisés en capitalistes » et celle des « capitalistes travestis en féodaux » ? Pas exactement : l'interprétation dominante, au moins à l'époque des *Théories sur la plus-value* est quand même celle des « capitalistes travestis », c'est à dire de la modernité des physiocrates : « Dans les conséquences tirées par les physiocrates eux-mêmes, l'apparente glorification de la propriété foncière se mue en sa négation économique et en une confirmation de la production capitaliste »[91]. Aussi Marx souligne-t-il fréquemment combien certains des épigones de Quesnay se fourvoient dans la compréhension des œuvres du maître, le comte du Buat par exemple, « cet écrivain obscur et diffus, qui confond l'apparence de la physiocratie avec son essence et avec la glorification de l'aristocratie terrienne »[92]. Le pauvre Buat n'est pas seul : « on comprend [...] les aspects féodaux de ce système, tout comme le ton aristocratique de l'explication, ont pu faire d'un grand nombre de seigneurs féodaux les adeptes enthousiastes et les propagateurs d'un système qui annonçait pour l'essentiel l'édification du système de production bourgeois sur les ruines du système féodal »[93].

Si l'on doutait encore de leur position, il suffirait, dit Marx, d'évoquer leur proposition de report des impôts sur la rente foncière « parce qu'elle est la seule plus-value » qui aboutit « à une confiscation partielle de la propriété foncière que la législation révolutionnaire française a cherché à réaliser »[94]. Bref, « en dépit de leur faux air féodal, les physiocrates travaillent la main dans la main avec les encyclopédistes »[95].

Que penser de l'analyse de Marx ? Faut-il la prolonger et considérer avec Lüthy que l'œuvre de Quesnay constitue en effet « l'attaque la plus franche et la plus irréfutable contre les privilèges fiscaux des seigneurs terriens qui ont ruiné la monarchie »[96], ou la critiquer au contraire avec Cartelier pour qui l'œuvre de Quesnay est « une utopie réactionnaire » qui « paraît fournir sous le concept de *royaume agricole* et par le *Tableau économique* une rationalisation de la réaction féodale »[97]. La question sort largement du cadre de la présente contribution, nous nous bornerons donc à évoquer deux objectifs que devraient selon nous se fixer une réflexion ultérieure sur ce thème - et qui sont évoqués d'ailleurs par Marx lui-même dans certains passages :

---

[91] *Ibidem.*
[92] *Ibid.*, Tome I, p. 446.
[93] *Ibid.*, Tome I, p. 41.
[94] *Ibid.*, Tome I, p. 40.
[95] *Ibid.*, Tome I, p. 59.
[96] H. Lüthy : *La banque protestante en France*, Paris, éd. S.E.V.P.E.N., 1961, p. 21, note. Voir aussi, Lüthy, *Le passé présent- Combats d'idées de Calvin à Rousseau*, col. Preuves, éditions du Rocher, Monaco, 1965, p.169 : « Quesnay ouvre ainsi l'attaque frontale contre les privilèges fiscaux de la noblesse, du clergé et de la haute bourgeoisie d'office qui devait conduire l'Ancien Régime de la faillite financière à la banqueroute politique. [...] L'abolition des privilèges fiscaux est la conclusion qui s'impose clairement à la lecture la plus superficielle du Tableau, qui semble n'avoir été construit que pour cette démonstration ».
[97] J. Cartelier, *in* : *Marx et l'économie politique*, p. 70. Voir aussi son introduction à l'édition de *la Physiocratie* aux éditions Flammarion, col « GF », 1991, pp. 62-64.

- d'une part une clarification -parallèlement à la critique du concept très confus de *féodalité*- du statut de la propriété et du rôle respectif des propriétaires et des fermiers dans le système physiocratique[98],
- d'autre part -mais ces deux points ne sont pas sans liens-, une meilleure prise en compte des différences parfois très sensibles entre les positions de Quesnay lui-même et celles de ses disciples.

En effet, « ce sont surtout les épigones de Quesnay eux-mêmes qui ont fait sombrer son enseignement dans le ridicule en le dégradant en réaction de nostalgie féodale et romantique contre la société industrielle montante »[99]. Certains féodaux, et non des moindres, ne s'y étaient d'ailleurs pas trompés et préféraient se défier du maître que se fier aux disciples -fussent-ils de leur propre famille-, c'est le cas du Bailli de Mirabeau qui écrit à son frère le Marquis en 1779 une mise en garde très révélatrice : « Tes soins paternels pour l'humanité peuvent avoir fait du bien aux Suédois, aux Toscans, et à quelques étrangers ; mais ils ont prodigieusement nui, ainsi que tous les beaux paragraphes des *économistes* à la Provence, au Languedoc, au Dauphiné, et à tous les pays où la commune fait communauté. Vous avez excité la rébellion générale de la canaille, qui argumente toute d'après l'égalité naturelle, et messieurs les avocats, procureurs et gratte-papier répètent vos arguments, en les accommodant à leur guise »[100].

* * *

*

[98] On trouve une telle tentative dans l'article de Philippe Steiner : « Le projet physiocratique : théorie de la propriété et lien social », *in* : *Revue économique*, Vol. 38, N° 6, Nov. 1987, pp.1111-1128.
[99] H. Lüthy : *Le passé présent ...* , *op. cit.*, p. 160.
[100] Lettre du Bailli à son frère le Marquis de Mirabeau du 8 Mars 1779, *in* : Louis de Loménie, *Les Mirabeau, nouvelles études sur la société française au XVIII*ème *siècle* (2 tomes), Paris, Dentu, 1879, Tome 2, pp. 411-412.

Annexe VI.1

Lettre de Marx à Engels du 8 août 1877

[*Marx Engels Werke*, vol. 34
Berlin, Dietz Verlag, 1966,
Lettre n° 28, pp. 68-70]

[London] 8. August 77

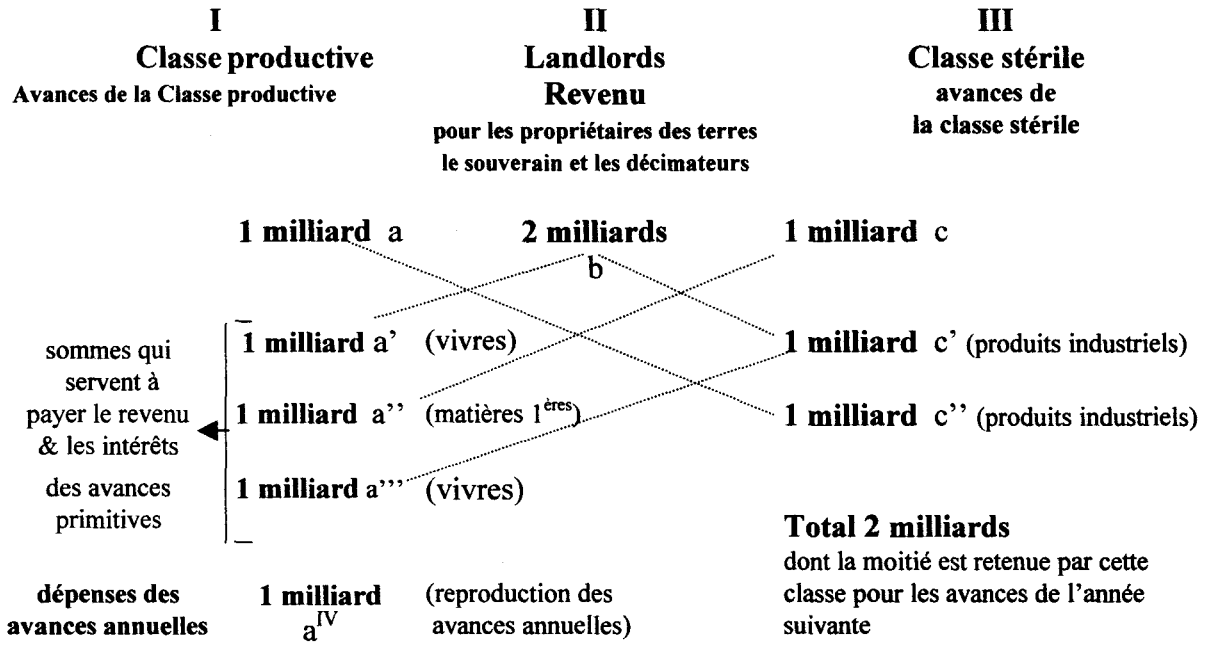
Dear Fred,

[...]

Einliegend das *Tableau Économique* mit einigen Randglossen.

[...]

« Schema des *Tableau Économique* »



Soweit das Tableau Quesnays !

Sub I a) avances annuelles des fermiers, ausgegeben durch selbe ; ersetzt durch Produkt von *5 milliards,* wovon 2 milliards (a^{IV}), Ersatz selbiger avances annuelles *in natura,* depensiert werden durch die Classe Productive (fermiers und ihre ouvriers) während des folgenden, i. e. mit der neuen Ernte beginnenden Jahres.

Die *avances primitives* von 10 Milliards figurieren nicht im Tableau, sind aber selbem vorausgesetzt, wie ferner vorausgesetzt ist, daß die Pächter 2 milliards *in Geld* als Rente an *Revenue* (landlords, church and state) *gezahlt haben,* bevor die im Tableau dargestelte Zirkulation beginnt.

Außer dem Ersatz der avances annuelles von 2 milliards in natura, liefert das Bruttoprodukt 3 fernere Milliards, wovon 2 in vivres, 1 in matières premières für Industrie. Diese 3 milliards sub a', a", a"' sind *surplus produce,* wovon aber nur 2/3 als *net produce, produit net* oder *Revenue* zählen, weil 1/3 (in fact, der Profit der Pächter) den in natura produzierten Zins für die avances primitives von 10 milliards bildet.

Sub III c) *avances der classe sterile von* 1 milliard bestehen nur aus *Rohmalerialien* (sieh meine frühere Auseinandersetzung) ; verausgabt während des mit der letzten Ernte abschlieenden Jahres. Sind ersetzt durch *Industriewaren* (c' und c") zum Wert von 2 milliards ; wovon 1 *milliard = Wert der matières premières, 1 milliard = Wert der Lebensmittel,* welche die classe stérile für ihre Arbeit als salaire von den beiden andern Klassen erhalten.

Nun das im Tableau dargestellte mouvement :

1. *b-a'. Landlords* (Kirche, Staat inkl.) kaufen für 1 milliard vivres von fermiers ; diesen retourniert damit ½ des Geldes, das sie für die rent of land gezahlt.

2. *b-c'-a"'.* Landlords kaufen für 1 milliard Industriewaren von classe stérile, diese für selbe milliard Lebensmittel von classe productive ; letzterer retourniert damit die zweite Hälfte des Geldes, das sie für rent of land gezahlt.

3. *a-c".* Pächter kaufen für 1 milliard Industrieprodukte von classe stérile (näheres in der früheren Auseinandersetzung). Die Linie läuft von a nach c" und von c" nach a zurück, um anzudeuten, daß der größte Teil dieser Ausgabe der Pächter kapitalisiert wird, i. e. zur Erhaltung und Bereicherung von Elementen der avances annuelles und primitives dient.

4. *c-a".* Classe stérile kauft von classe productive für 1 Milliard Rohstoffe und ersetzt damit ihre avances fürs kommende Jahr, in fact ihr produktives Kapital. Damit fließt 1 Milliard Geld wieder an Pächter zurück, und sie befinden sich wieder im Besitz der 2 milliards Geld, die das pécule der Nation bilden und von ihnen zunächst mittelst der landlords (für Rentzahlung) in Zirkulation geworfen werden. Die Geldzirkulation *innerhalb* jeder einzelnen Klasse ist vom Tableau ausgeschlossen und mit Recht.

Das ganze ist, Anbetracht der Zeit der Veröffentlichung, eine der genialsten Generalisationen, die die politische Ökonomie geliefert hat.

In der Auseinandersetzung, die ich Dir zuerst gegeben, zugrund gelegt das Tableau, wie es mit Sanktion Quesnays von Abbé Baudeau in "Explication du Tableau Economique" etwas modifiziert. Die Linie a-c" hatte Mißverständnisse veranlaßt. Ebenso bei Baudeau beginnt das mouvement nicht von b (landlords) aus, sondern von a' (Pächtern), indem die Zahlung der Geldrente nicht als vollbracht vorausgesetzt wird. Das und einige andre Details ändern absolut nichts am Sachverhalt.

Überhaupt glaube ich, tust Du am besten, das Tableau nur zu Deiner eignen Orientierung zu benutzen ; in der Darstellung für "Vorwärts" aber *nur in Worten* die verschiednen sehr einfachen Bewegungen anzugeben. Würde das Tableau selbst gedruckt, so wäre es nötig, auf kleine unwesentliche Details einzugehen, welche die Leute mehr verwirren als aufklären würden.

Annexe VI.2

Lettre de Marx à Maxim Kowalewski d'avril 1879

[*Marx Engels Werke*, vol. 34
Berlin, Dietz Verlag, 1966,
Lettre n° 3, p. 506]

Marx an Maxim Maximowitsch Kowalewski
in Moskau

[London, April 1879]

Das Werk des Herrn Karejew ist hervorragend (excellent). Nur teile ich nicht ganz seine Ansicht über die Physiokraten.

Nehmen wir die Theorie des Kapitals, d. h. der modernen Gesellschaftsordnung. Beginnend mit Petty bis hin zu Hume wurde diese Theorie nur in Bruchstücken entwickelt, so wie die Zeit es erforderte, in der der Autor lebte. Quesnay stellte die politische Ökonomie als erster auf ihre wirlkliche, d. h. die kapitalistische Basis, und es ist nur seltsam, daß er dabei offensichtlich verfährt wie der Pächter eines Grundeigentümers.

Herr Karejew hat völlig unrecht, wenn er sagt, daß die Physiokraten nur einen Produktionszweig der Gesellschaft, nämlich die Agrikultur, einem anderen, d. h. der Industrie und dem Handel gegenübergestellt hätten, aber ähnlich wie Smith niemals so weit gegangen seien, die Klassen der Gesellschaft einander gegenüberzustellen.

Wenn sich Herr Karejew an den Grundgedanken des Vorworts zu Ricardos berühmtem Werk erinnerte, wo er drei Klassen der Gesellschaft (Grundeigentümer, Kapitalisten und Arbeiter, durch deren Arbeit das Land kultiviert wird) unterscheidet, so würde er sich davon überzeugen, daß die erste Entdeckung der drei Klassen in der ökonomischen Sphäre und ihrer gegenseitigen Beziehungen nur in der Agrikultur gemacht werden konnte, wie das Quesnay getan hat.

Darüber hinaus muß der Schriftsteller unterscheiden, was ein beliebiger Autor in der Tat aussagt, von dem, was er auszusagen glaubt. Das trifft sogar für philosophische Systeme zu : So sind es zwei ganz verschiedene Dinge - was Spinoza für den Eckstein seines Systems hielt, und jenes, was ihn wirklich bildet.

Daher ist es nicht verwunderlich, daß einige Anhänger Quesnays, wie etwa Mercier de la Rivière, das Wesen des gesamten Systems in dessen Paraphernalien sahen, während die englischen Physiokraten, die im Jabre 1798 schrieben, als erste auf der Grundlage Quesnays im Gegensatz zu A. Smith die Notwendigkeit der Beseitigung des Privateigentums an Grund und Boden nachwiesen.

* * *
*

Chapitre 7

Lectures de la physiocratie, contresens et réinterprétations

« *En tranchant les liens corporatifs et politiques qui garrottaient l'économie de l'Ancien Régime, François Quesnay se comportait en libérateur attendu, venant à son heure* ». Alfred Sauvy[1].

Les modalités de la réception en Europe des idées physiocratiques fournissent un nouvel éclairage très significatif à la fois sur les intentions du mouvement physiocratique, telles que pouvaient les percevoir les contemporains, et sur les réinterprétations du message de l'école en fonction des projets politiques et économiques des lecteurs de Quesnay et de Mirabeau, de Du Pont et de Le Mercier. La multiplicité des nuances internes à la physiocratie, l'ambiguïté de certaines de ses thèses ouvrait la voie à de nombreuses « traductions » - parfois opposées - du message des Économistes.

Il serait donc particulièrement bien venu de présenter ici un tableau historique des progrès des idées physiocratiques en Europe, comme Condorcet en avait formé le projet dans un texte lumineux qui, comme l'on sait, est malheureusement resté à l'état d'esquisse :

« Nous suivrons les progrès de cette philosophie dans les diverses parties de « l'Europe, où l'inquisition des gouvernements et des prêtres ne put empêcher la langue « française, devenue presque universelle, de la porter avec rapidité. Nous montrerons avec « quelle adresse la politique et la superstition employèrent contre elle tout ce que la « connaissance de l'homme peut offrir de motifs pour se défier de sa raison, d'arguments « pour en montrer les bornes et la faiblesse, et comment on sut faire servir le pyrrhonisme « même à la cause de la crédulité.

[1] A . Sauvy, Présentation de l'ouvrage de l'INED : « François Quesnay et la physiocratie », p. XVI.

« Ce système si simple, qui plaçait dans la jouissance d'une liberté indéfinie les « plus sûrs encouragements du commerce et de l'industrie, qui délivrait les peuples du fléau « destructeur et du joug humiliant de ces impôts répartis avec tant d'inégalité, levés avec « tant de dépense, et souvent avec tant de barbarie, pour y substituer une contribution juste, « égale et presque insensible ; cette théorie qui liait la véritable puissance et la richesse des « États au bien-être des individus, et au respect pour leurs droits ; qui unissait par le lien « d'une félicité commune les différentes classes, entre lesquelles ces sociétés se divisent « naturellement ; cette idée si consolante d'une fraternité du genre humain, dont aucun « intérêt national ne devait plus troubler la douce harmonie ; ces principes séduisants par « leur générosité comme par leur simplicité et leur étendue furent propagés avec enthou- « siasme par les économistes français. Leur succès fut moins prompt, moins général que « celui des philosophes ; ils avaient à combattre des préjugés moins grossiers, des erreurs « plus subtiles. Ils avaient besoin d'éclairer avant de détromper, et d'instruire le bon sens « avant de le prendre pour juge.

« Mais s'ils n'ont pu faire à l'ensemble de leur doctrine qu'un petit nombre de « partisans ; si on a été effrayé de la généralité de leurs maximes, de l'inflexibilité de leurs « principes ; s'ils ont nui eux-mêmes à la bonté de leur cause, en affectant un langage obscur « et dogmatique, en paraissant trop oublier pour les intérêts de la liberté du commerce ceux « de la liberté politique, en présentant, d'une manière trop absolue et trop magistrale, « quelques portions de leur système qu'ils n'avaient point assez approfondies, du moins ils « sont parvenus à rendre odieuse et méprisable cette politique lâche, astucieuse et « corrompue, qui plaçait la prospérité d'une nation dans l'appauvrissement de ses voisins, « dans les vues étroites d'un régime prohibitif, dans les petites combinaisons d'une fiscalité « tyrannique.

« Mais les vérités nouvelles dont le génie avait enrichi la philosophie, la politique et « l'économie publique, adoptées avec plus ou moins d'étendue par les hommes éclairés, « portèrent plus loin leur salutaire influence »[2].

L'appréciation, sinon la mesure, de cette influence - souvent déterminante - mériterait aujourd'hui un grand travail de synthèse, où les travaux des historiens de tous les pays concernés seraient mis en perspective.

Il ne saurait être question d'entreprendre cette fresque ici[3]. Tout au plus pourrons nous illustrer de quelques exemples significatifs à la fois le rôle séminal de la pensée physiocratique, et les contresens et les réinterprétations auxquels elle a donné lieu.

---

[2] Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* [1ère éd. 1795], éd. Flammarion, col. « GF », 1988, pp. 227-229.

[3] Nous avons posé quelques jalons dans la voie de cette synthèse en organisant il y a 6 ans, avec Thierry Demals et Philippe Steiner, le colloque sur « La diffusion internationale de la physiocratie » (École Normale Supérieure de Saint-Cloud, 22-23 Septembre 1993), les Actes de ce colloque ont été publiés : *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)*, Bernard Delmas, Thierry Demals, Philippe Steiner (éds.), Presses universitaires de Grenoble, 1995, 482 pp. ; et, sous le même titre, en numéro spécial de la revue *Économie et sociétés*, t. XXIX, n° 1-2, série *Œconomia*, « Histoire de la Pensée Économique », P.E. n° 22-23, Janvier-Février 1995, 498 pp. (le contenu est identique à celui de l'ouvrage mais il inclut de plus les résumés des communications). Le début du présent chapitre s'inspire largement de certaines des communications présentées à ce colloque.

7.1 - La réception des idées physiocratiques de la Suède à la Toscane[4]

Mirabeau, devenu à la fin des années 1760 le véritable chef du groupe qui se réclamait des principes établis par Quesnay, se fixait un objectif essentiel : éclairer les élites dirigeantes régnicoles et étrangères sur l'ordre naturel et promouvoir l'établissement de gouvernements soumis à l'évidence des lois économiques.

Deux instruments jouaient un rôle majeur dans cette activité de « propagande » : les *Éphémérides du citoyen*, périodique dont Mirabeau ne cesserait jamais de recommander la lecture à ses correspondants étrangers, et les « mardis » du marquis de Mirabeau, salon « économique » où l'on facilitait les contacts entre les adeptes français du groupe et les sympathisants étrangers et où étaient discutés les articles à paraître dans l'organe physiocratique[5].

Les idées physiocratiques avaient alors en effet un grand retentissement en Europe : « le projet économique et social élaboré par l'école exerçait une forte attraction sur les élites dirigeantes européennes qui, face à une série de questions comme la rationalisation des systèmes fiscaux, la réorganisation du régime foncier, la modernisation des systèmes d'approvisionnement, cherchaient dans la "Science économique" la solution à ces problèmes fondamentaux pour la prospérité de leurs États ; comme nous le savons, une place prépondérante fut accordée à deux problèmes : le débat autour de la liberté du commerce des grains aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et celui concernant la création d'une imposition unique, souvent associée à la mise en place de cadastres »[6].

À l'heure où les expériences de libéralisation du commerce des grains étaient remises en question en France, et où les tentatives de rationalisation du système fiscal marquaient le pas, Mirabeau multipliait les efforts pour créer un véritable « parti des réformes » et faire rayonner la physiocratie en Europe. De leur côté, les élites dirigeantes européennes - celles du moins qui estimaient pouvoir appuyer leurs réformes sur les bases de la doctrine physiocratique - étaient prêtes à collaborer avec les disciples de Quesnay.

---

[4] v. Antonella Alimento, « La réception des idées physiocratiques à travers les traductions : le cas toscan et vénitien », *in* : *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e^-XIX^e^)*, *op. cit.*, pp. 295-313.

5 Cf. la lettre de Mirabeau au margrave du Bade du 20 mai 1771 où il décrit les « mardis » comme un lieu où « des gens de tous âges et de différents états concourent en un même objet d'instruction, se rapportent au même esprit et conviennent des mêmes principes, qui ne prêtent à aucune hérésie», *in* : Knies (ed.), *Carl Friedrich von Baden brieflicher Verker mit Mirabeau und Du Pont*, Carl Winters, Universitätsbuchhandlung, Heidelberg, 1892, p.50.

V. aussi en annexe de ce chapitre, une présentation de la *Secte* et de sa diffusion par un pamphlétaire critique à l'égard de la physiocratie : Pidansat de Mairobert.

[6] Antonella Alimento, *op. cit.*, p. 297.

7.1.1 - La Suède de Gustave III.

Dès 1768 Mirabeau est en rapport avec le comte Carl Fredrik Scheffer, conseiller du futur roi Gustave III de Suède[7], qui s'intéresse aux projets politiques et économiques de l'école physiocratique et lit régulièrement les *Éphémérides du citoyen*[8]. Entré en contact direct avec Mirabeau, il lui soumet toute une série de réflexions critiques sur des problèmes de grande actualité en Suède comme celui de la circulation du papier-monnaie et celui de la grande culture[9]. De la même manière, en septembre 1769, c'est le margrave de Bade qui demandera conseil à Mirabeau pour réformer le système fiscal du margraviat en introduisant l'impôt unique sur les terres[10].

« La rencontre entre le élites dirigeantes européennes et Mirabeau se produit donc à partir de choix précis en matière de politique économique et, dans le cas suédois, de légitimation du pouvoir royal ; la pénétration de la physiocratie dans ces pays est intimement liée aux objectifs politiques que les élites dirigeantes se proposaient d'atteindre, en particulier la revitalisation de l'économie par le libre commerce des grains, l'abolition du système de maîtrises et primes et la création d'une imposition unique sur les terres »[11].

Aux sollicitations de ces réformateurs, Mirabeau répondit en faisant circuler ses ouvrages et ceux des autres membres de l'école, en poussant même - en cas de demande précise - certains adeptes à écrire des ouvrages *ad hoc*[12], destinés à servir de trait d'union entre la théorie et son application et à faciliter la traduction en projets réformateurs les principes théoriques énoncés dans le *Tableau économique*. Dans l'autre sens, il fallait assurer la circulation des réformes expérimentées dans différents contextes économiques et sociaux sur la base des indications théoriques et pratiques fournies par l'école. Cette stratégie entraînera Mirabeau à construire de vrais mythes autour de Gustave III, le « héros du nord », et de Pierre Léopold, le « prince pasteur », le « Salomon du Midi »[13].

Les proches du « parti » physiocratique, de leur côté, firent circuler en traduction - éditées parfois presque en même temps que les originaux - certains textes de l'école pour obtenir par cette voie le soutien de l'opinion publique. Celle-ci en effet, une fois informée de ses droits et devoirs, ne pouvait - selon les schémas de l'« évidence » physiocratique - que soutenir leurs initiatives réformatrices.

---

[7] Pour les rédacteurs de l'*Encyclopédie*, le programme d'éducation du prince Gustave III - édité en brochure en 1756 - constituait un véritable modèle pour l'instruction d'un monarque « éclairé ». Il est cité dans l'article « Gouverneur de la personne d'un prince » (1757). Cf. *Dictionnaire européen des Lumières*, article « Suède » de Sven Björkman.

[8] Il les recevait grâce à G. Creutz, ambassadeur de Suède en France.

[9] Cf. Alimento [1990], pp. 128-132.

[10] Cf. la lettre du margrave de Bade à Mirabeau dans Knies [1892], pp. 3-9.

[11] Antonella Alimento, *op. cit.*, pp. 298-299.

[12] Cf. la lettre de Mirabeau à C.F.Scheffer du 5 mai 1773 dans laquelle il écrivait que Baudeau était en train d'écrire « sur la doctrine sophistiquée de l'argent », pour répondre à une question que Scheffer avait posée à Mirabeau, citée *in* : Alimento [1989], p.321.

[13] Cf. Becagli [1977], *passim*.

Les traductions de textes physiocratiques avaient constitué pour Charles Frédéric Scheffer un élément essentiel de son combat politique. Dès 1768, il avait publié, sous l'anonyme, la traduction de l'œuvre de Baudeau[14] : *Du luxe et des lois somptuaires*, œuvre qui, défendant la liberté de circulation, attaquait l'ordonnance « contre le luxe superflu » proposée par le parti des « Bonnets » en 1766 et qui entamait une politique déflationniste, en conservant néanmoins la politique économique protectionniste du parti des « Chapeaux ». Toujours sans nom d'auteur, Scheffer fit paraître, entre 1769 et 1770, dans l'*Allmänna Tidningar* la traduction du *De l'origine et du progrès d'une science nouvelle*[15] où Du Pont résume *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* de Le Mercier de La Rivière. Grâce à ce texte, dont il avait conseillé la lecture au prince Gustave et qu'il avait essayé de faire paraître en traduction quelque temps auparavant, Scheffer avait définitivement pris ses distances de l'orthodoxie politique qui avait dominé l'époque précédente, marquée par la supériorité des états sur le roi[16]. La doctrine du despotisme légal présentait pour Scheffer un grand avantage : elle permettait de concilier un gouvernement constitutionnel avec un pouvoir souverain renforcé ayant reconnu l'existence de lois économiques évidentes.

En fait certaines œuvres physiocratiques furent très vite traduites aussi bien en suédois qu'en allemand, dans le margraviat de Bade. Il s'agissait d'ouvrages qui rendaient facilement accessible au grand public la doctrine physiocratique. Ils abordaient en effet les thèmes majeurs : liberté du commerce des grains, abolition du système des corporations, impôt unique sur les fonds « sans l'appareil scientifique de démonstration qui accompagne la plupart de ses autres oeuvres »[17]. Ainsi en est-il, outre : *De l'origine et du progrès d'une science nouvelle*[18], des *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*[19]. Le choix des ouvrages physiocratiques publiés en traduction à l'étranger était éminemment politique, il était étroitement lié aux réformes politiques et économiques (libéralisation du commerce des grains, établissement de l'impôt unique ...) que souhaitaient entreprendre les « élites éclairées » de ces pays.

---

[14] *Du luxe* [1767], fut traduit sous le titre *Några ut ländske philosophers tankar om yppighet och sumptuariska lagar, utdragne och på svenska fwersatte* [1768], Cf. Herlitz [1974], pp. 38-41. N.B. : on a placé, pour des raisons de facilité la bibliographie particulière à ce chapitre ci-dessous en annexe VII-2.

[15] *Bref til Deras Excellenser, Herrar Riksens Råd, i et angeläget ämne* [1769-1770] : la traduction de *De l'origine* ... sert d'introduction à la traduction des *Maximes* de Quesnay [1767] ; l'ouvrage contient également la traduction partielle de la *Lettre* de Mirabeau [1767].

[16] Cf. Alimento [1990], pp. 127-128.

[17] F. Quesnay [1958], II, p. 949, note 2.

[18] Le margrave du Bade annonce à Mirabeau la traduction du livre de Du Pont dans une lettre fut de 1770 : « Je recommande la lecture des livres classiques de la Science à tous ceux qui ont quelque part à l'administration. J'en parle le plus souvent qu'il m'est possible. J'ai fait traduire en allemand le traité *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle*, qui m'a paru pouvoir servir pour annoncer de quoi il est question et pour donner de la curiosité pour en savoir davantage. Je continuerai à faire des traductions et je vous prie, Monsieur, de vouloir bien m'indiquer les moyens que vous trouverez les plus efficaces pour répandre avec promptitude et succès l'instruction publique », *in* : Knies,[1892], p. 18 ; le livre fut traduit par F.M. Vierordt sous le titre : *Von dem Ursprunge und Wachsthume einer neuen Wissenschaft* [1770], et retraduit en 1774, Cf. Priddat [1985], p.142, n° 174 et Id. [1987], p.62, sub I/174.

[19] Priddat [1985], signale p.138 n° 119, une traduction anonyme des *Maximes* [1758] sous le titre *Allgemeine Gründe der ökonomischen Wissenschaften, vorzüglich des Ackerbaues, der Handlung und des Kameralwesen* [1770-1771], non référencé par Fromm, [1950-1953].

Couronné en 1771, Gustave III, qui avait connu et apprécié à Paris les amis de Quesnay et particulièrement La Rivière, prit pour conseiller intime le comte Scheffer, longtemps ambassadeur en France, et qui avait fréquenté à cette occasion le milieu des Économistes[20]. Dès qu'il fut au pouvoir, le jeune roi se lança dans des réformes applaudies par les physiocrates. Le souverain précédent, Adolphe-Frédéric, avait certes déjà mis en œuvre quelques mesures favorables aux agriculteurs. Par une loi sur les enclaves, il avait par exemple ordonné que dans les villages où existaient des biens communaux, l'indivision pourrait être abolie à la demande d'un seul habitant. Toutefois sa politique économique n'avait pas eu le caractère systématique que lui donna Gustave III. À vrai dire, à la faveur des luttes internes à la noblesse déchirée entre le courant des « Chapeaux » soutenus par la France et celui des « Bonnets » subventionnés par la Russie et l'Angleterre, c'est l'anarchie qui régnait au cours de cette période traditionnellement appelée - sans doute par antiphrase - « ère de la liberté »[21].

À l'occasion d'un incident survenu peu de temps auparavant à l'Université d'Upsala[22] où un professeur avait chanté les louanges des manufactures au grand dam du monde agricole, Gustave III avait pu manifester dès son arrivée sur le trône ses sympathies pour la doctrine Économique. À la suite des protestations des députés des paysans à la Diète qui avaient obligé le professeur à se rétracter, le roi de Suède eut ainsi l'occasion de proclamer qu'il regardait l'agriculture comme le premier des arts, et qu'après les fonctions sacerdotales il n'y avait pas de soin plus convenable à un prêtre que celui de l'agriculture. Cette maxime royale eut un retentissement dans toutes les campagnes et nombreux furent les prêtres qui s'agrégèrent aux sociétés agronomiques[23], ceux qui se destinaient à desservir les églises de campagne furent même astreints à une formation de base dans les techniques agricoles, ainsi qu'en histoire naturelle et en médecine. « Ce médiateur entre l'État et le peuple qu'était le curé de campagne typique commença petit à petit à se dégager de son rôle traditionnel de gardien de la foi et des mœurs, pour faire progressivement de son presbytère un foyer de culture et d'instruction. C'est ainsi que le semeur de la parole divine trouva le temps d'être aussi un paysan modèle »[24].

« Soucieux de doter son État d'un ensemble d'institutions coordonnées, Gustave
« demanda à La Rivière un ouvrage consacré à l'Instruction Publique qui parut en 1775, à
« Stockholm et à Paris. Il s'en inspira tout particulièrement en fondant une chaire
« d'économie rurale à l'Université de Rintlen et, peut-être, en créant dans sa capitale une
« Académie des Dix-Huit calquée sur l'Académie Française. Par les ordonnances de 1774 et
« de 1775, le roi de Suède proclama la liberté du commerce des grains, des farines et des

---

[20] voir : Louis-Philippe May, *Esquisse d'un tableau des apports de la France à la civilisation*, Paris, Albin Michel, 1951, en particulier le chapitre 3 : « la physiocratie dans le monde » (May utilise à ce propos des contributions de François [de Neufchâteau] aux *Mémoires de la Société d'Agriculture de la Seine*, *ca.* 1850).

[21] V. François Bluche, *Le despotisme éclairé*, Paris, Fayard, 1969 (et 2ème éd. : Paris, Hachette, col. « Pluriel », 1985, pp. 298 *sq.*).

[22] L'Université d'Uppsala avait une forte tradition de mercantilisme, depuis la nomination en 1741 à la première chaire d'économie du « Chapeau » Anders Berch (1706-1774). Celui-ci s'intéressait surtout à l'arithmétique politique et particulièrement à la démographie, l'objectif poursuivi étant de rendre plus efficace l'exploitation industrielle de la main d'œuvre. Berch put tirer partie, à partir de 1749, des calculs d'un bureau de statistique, alors unique au monde : le *Tabellverket*, ancêtre du *Statistika Centralbyrån*.

[23] Une correspondance s'établit entre eux et les académiciens *géorgifiles* de Florence.

[24] Sven Björkman, *op. cit.*, pp. 1018-1019.

« pommes de terre, et dans une lettre à Turgot exprima sa fierté d'avoir osé l'imiter. Il « entreprend alors par toute la Suède et la Finlande des travaux publics considérables, étend « le réseau routier, réunit les lacs par de nombreux canaux, crée des centres où la liberté du « travail est instituée, organise la colonisation des provinces orientales. Le régime des « corporations est assoupli. La condition de la classe paysanne est améliorée sensiblement ; « des terres sont distribuées à des colons libres. Et la grande justice fiscale s'annonce : une « ordonnance institue le Cadastre »[25].

Cette politique, ainsi que d'autres mesures de la même veine instituant des ports francs, ou supprimant les corporations dans les villes dont il favorisait la création, eut des effets économiques favorables, en particulier pour l'essor du commerce suédois. Mais il n'est pas douteux que les agriculteurs étaient l'objet de toutes les faveurs de Gustave III, pour des raisons doctrinales peut être, mais surtout pour des raisons tactiques. La manœuvre réussit d'ailleurs pleinement : les représentants des paysans lui manifestèrent leur reconnaissance à la Diète de 1789 en le soutenant dans son deuxième « coup d'État » contre la noblesse, appui dont ils furent remerciés par la loi qui leur accorda la pleine propriété des terres[26].

D'ailleurs le roi voyait-il sans doute moins le redressement de l'économie suédoise comme un objectif en soi que comme une condition de restauration de sa puissance militaire, élément majeur de « ce qu'il considère comme l'œuvre essentielle du règne : imposer enfin la monarchie absolue »[27]. Malgré ses rodomontades, malgré les quelques succès obtenus lors de la guerre contre la Russie, la noblesse suédoise n'avait pas désarmé face à l'autocratie gustavienne de la fin du règne. Elle ne lui avait pas pardonné en particulier l'ordonnance de 1789 sur la propriété des terres.

Faut-il y voir un symbole ? C'est sous le masque du Carnaval que le souverain à double face - réformateur et absolutiste - sera la cible d'un attentat organisé par des nobles fanatiques dans l'Opéra de Stockholm qu'il avait fait construire. Mort des suites du coup de pistolet le 29 Mars 1792, « avec lui s'achève à Stockholm une expérience de monarchie éclairée qui, en dépit de ses à-coups et de ses limites, illumina durant vingt ans les cieux pâles de l'Europe du Nord »[28]. Au-delà de ces figures de rhétorique, le bilan réel du mouvement des Lumières en Suède apparaît pourtant assez limité : « Ces Lumières suédoises n'eurent ni le rôle dominant, ni le caractère polémique qu'elles avaient eu en France et les structures

---

[25] May, *op. cit.*, p. 258.

[26] Les philosophes français, pour la plupart, portaient aux nues le jeune monarque.
Ainsi le héros de Voltaire dans le conte *La princesse de Babylone*, visitant les royaumes éclairés d'Europe, passe par la Scandinavie : « Ce fut dans ces climats que des spectacles nouveaux frappèrent encore ses yeux. Ici la royauté et la liberté subsistaient ensemble par un accord qui paraît impossible dans d'autres États ; les agriculteurs avaient part à la législation, aussi bien que les grands du royaume ; et un jeune prince donnait les plus grandes espérances d'être libre de commander à une nation libre [...] », *op. cit.* [1768], *in* : Voltaire, *Romans et Contes*, édition de Henri Bénac, Paris, Garnier Frères, 1960, p. 378.
Guillaume III ne déçu d'ailleurs pas tous les espoirs placés en lui, ses efforts pour adoucir le droit pénal, pour instaurer la liberté de la presse, pour instituer la tolérance religieuse étaient dans la droite ligne des prescriptions philosophiques. Et c'est à Voltaire que le souverain annonça dès sa parution en 1781, son *Édit de tolérance* pour les catholiques et les juifs. L'année suivante, une nouvelle ordonnance habilitera les juifs au commerce et les autorisera à pratiquer leur culte.

[27] Bluche, *op. cit.*, p. 307.

[28] Bluche, *op. cit.*, p. 308.

sociales du pays ne furent pas non plus ébranlées de façon tangible. Les suédois "éclairés" partageaient cependant avec leurs homologues français bon nombre d'idées fondamentales, comme l'utilitarisme, la croyance au progrès, la foi en un avenir meilleur, la sympathie pour le despotisme "éclairé", et un certain nombre d'idées démocratiques ». Mais [...] « en Suède, l'autorité de l'Église et de l'État ne fut jamais vraiment mise en cause »[29].

7.1.2 - Le « Salomon du midi », la Toscane léopoldienne.

Les contacts de Mirabeau avec les réformateurs toscans ont également été très précoces, ils datent de la publication en 1767, à l'initiative de Francesco Gianni, de la loi libéralisant en Toscane le commerce des grains[30]. C'est l'abbé Niccoli, secrétaire de la légation du grand-duché à Paris qui assura l'essentiel de ces échanges d'informations entre la Toscane et la France sur les projets et les expériences réformatrices. Considéré comme le type le plus accompli du prince éclairé, le grand-duc Pierre-Léopold[31] s'était entouré d'excellents ministres et avait engagé dès le début de son règne une politique très active de réformes sociales[32] et économiques. Outre la libéralisation du commerce des céréales et l'abolition des corporations et des servitudes féodales, il avait lancé un programme d'assèchement des marais et de partage des *latifundia* en offrant aux cultivateurs la possibilité de se libérer plus aisément des baux emphytéotiques et de se transformer en propriétaires indépendants. Les réformistes agricoles, les *Georgofili*, reçurent également l'appui du ministre Fossombroni pour leur propagande en faveur des nouvelles méthodes d'assolement et du développement de l'utilisation des engrais[33]. N'étaient les mesures favorisant l'extension de la *mezzadria*[34]

---

[29] Sven Björkman, *op. cit.*, p. 1016.

[30] Cf. Becagli [1983].

[31] Frère cadet de l'empereur Joseph II, Pierre-Léopold de Lorraine-Habsbourg régna sur le duché de 1765 à 1790, puis il succéda à son frère sur le trône impérial de Vienne sous le nom de Léopold II.

[32] Admirateur enthousiaste de Beccaria, le grand-duc « ne fut pas moins audacieux dans le domaine des réformes sociales et juridiques : il abolit la torture avant tous souverains d'Europe, ainsi que la peine de mort et confiscation des biens du coupable ; il supprima un grand nombre de couvents et affecta leurs biens à des œuvres d'assistance publique ; il abolit l'Inquisition et les immunités ecclésiastiques, expulsa les Jésuites et introduisit le mariage civil. Il favorisa la culture en réformant les Universités de Pise et de Sienne et en fondant des académies des écoles, des musées », Franco Landogna, *Histoire d'Italie*, trad. Jean Imbert, Paris, Fayard, 1962, p. 198. Ce texte illustre bien l'attitude courante de l'historiographie italienne à l'égard du grand-duc. Nous détaillerons cette politique de réformes dans la deuxième partie de ce paragraphe. Bien qu'il s'agisse du même homme, l'image de l'empereur Léopold est bien moins flatteuse : il est communément décrit comme un souverain rétrograde.

[33] v. Léo Gershoy, *l'Europe des princes éclairés ; 1763-1780*, trad. José Fleury, Paris, A. Fayard, 1966 (*reprint* : éd. Gérard Monfort, Brionne, 1982), p.141.

[34] La Toscane est à l'époque un pays de grande propriété, ainsi qu'en témoigne la répartition de l'impôt foncier : au deux extrêmes, 4 % des propriétaires payent plus de la moitié de l'impôt et 90 % en payent à peine le quart. La *mezzadria* - forme transitoire entre la rente féodale et le revenu agricole capitaliste - domine largement dans toute la région. Ce contrat de métayage n'est pas considéré comme un contrat de travail, mais comme un contrat créant une société, chacun des associés apportant sa participation à l'exploitation du domaine. Les plus éclairés des grands propriétaires toscans « le considèrent comme le témoignage concret de la solidarité qui doit exister entre les différentes catégories sociales ». Mais le matériel agricole utilisé est rudimentaire et le système freine le développement économique car il « comporte en règle générale l'alternance traditionnelle céréales-jachère. Les plantes fourragères, la prairie artificielle sont pour ainsi dire inconnues. Ce mode de culture épuise le sol; mais le paysan est condamné à cultiver des céréales, même s'il associe à cette culture celle de la vigne et du mûrier : en

(métayage), Pierre-Léopold aurait été le prince physiocratique parfait et Mirabeau n'hésita pas à lui dédier *Les Économiques* en 1769 ce qui revenait à lui conférer l'onction officielle[35].

Au cours de la même année 1768 étaient parus successivement à Florence un *Avviso al popolo sul bisogno suo primario, o sia Trattato sulla totale e perfetta libertà del commercio de' grani*[36], et un *Avviso al popolo sul bisogno suo primario, o sia Trattato sulla macinatura dei grani e sul commercio della farina*[37] ; traductions des *Avis au peuple sur son premier besoin, ou petits traités économiques, sur le bled, la farine et le pain* que Baudeau avait publiés la même année dans les *Éphémérides du citoyen*. Les traductions, réalisées par Lelorgne, maître de langue française chez les « Cavalieri di Santo Stefano » de Pise, avaient vraisemblablement été commanditées par le conseiller d'État Tavanti[38]. Non seulement ces textes proposaient l'introduction en Toscane d'innovations techniques de grande importance en ces années de disette[39], mais ils prônaient de plus une liberté absolue d'exportation et d'importation des céréales, condition nécessaire à l'établissement du prix naturel des grains. Ces traductions furent suivies en 1769 par la publication d'une *Raccolta di decreti*[40] et, en 1770, des *Lettere ad un amico sopra i vantaggi della libertà del commercio dei grani e i cattivi effetti delle proibizioni* - traduction anonyme des *Lettres à un ami sur les avantages de la liberté du commerce des grains et le danger des prohibitions* de Le Trosne -, enfin par le troisième *Avviso al popolo sul bisogno suo primario, ossia Trattato sulla fabbricazione e commercio del pane e sopra la vera maniera di fare le Provvisioni necessarie al pubblico* - traduction du dernier des *Avis* de Nicolas Baudeau. Les « Avvertimenti al lettore »[41] et

---

effet, les céréales lui fournissent les ressources dont il a immédiatement besoin pour faire face à ses obligations à l'égard du propriétaire », Jean-Pierre Filippini, *in* : *Histoire économique et sociale du monde, tome 3 : Inerties et révolutions*, Pierre Léon (ed.), Paris, A. Colin, 1978, p. 549. Les *mezzadri*, présentés parfois comme une aristocratie paysanne, sont en fait très dépendants : « souvent le *mezzadro* devait louer au propriétaire non seulement la terre et les bâtiments, mais aussi le bétail. [...] Des petits propriétaires pouvaient être obligés, pour cultiver leur propre terre, de louer des bœufs pour une saison ou pour quelques années (contrat dit de *soccida*), voire des charrues, des bêches ou des pioches ». Jean Delumeau, *l'Italie de la Renaissance à la fin du XVIII*ème *siècle*, Paris, A. Colin, 1991, p. 97.

[35] Cf. Mirri [1958] p. 93 et Mirri [1980] pp.712-713 ; v. aussi Becagli [1977] p. 143 et note 20.

[36] Cf. le compte rendu dans le *Giornale d'Italia*, 1769, T.5, n° XXXVII, 11 mars, pp. 289-291 et n° XXXVIII, 18 mars, pp. 297-300 : « L'operetta presente, che di fresco uscita in Francia, è stata fatta ristampare tostamente in Toscana nell'intento di mettere al fatto di un punto di tanta importanza il popolo, che per lo più si ferma sulla corteccia delle cose, merita di essere analizzato perché contiene una verità che il grano non deve costare assai troppo, né poco troppo, un prezzo non assoluto ma relativo, non fisso, ma variabile, la libertà porta al vero prezzo naturale dei grani, che non è né troppo alto, né troppo vile per nessuno », p. 290.

[37] Cf.Becagli [1985].

[38] Cf. Baggiani [1993], p. 524 et note 18 ; sur le conseiller d'État et secrétaire des Finances Angelo Tavanti (1714-1781) « la cui adesione alle dottrine fisiocratiche appare sempre meno discutibili », Cf.Becagli, [1977], p. 140.

[39] Sur les crises alimentaires, suites des disettes enregistrées en 1763 et 1764 et sur l'importance qu'eurent en Toscane les études d'agronomie, Cf. Venturi [1987], pp. 336-423.

[40] La *Raccolta di decreti, Partiti e Lettere di alcuni parlamenti della Francia spettanti alla perfetta e intera libertà nel commercio de' grani* [Florence, Giuseppe Allegrini, 1769] est un recueil de traductions de lettres, arrêts et représentations sur la liberté du commerce des grains envoyés par les Parlements au Contrôleur général des finances français et publiés dans les *Ephémérides du citoyen* entre 1768 et 1769.

[41] Cf. *Lo stampatore a chi legge* en ouverture des *Lettere* [1770] : « Un testimone dell'utilità di queste massime [la libertà di importazione ed esportazione] è la Toscana, la quale ne risente i benefici effetti dopo la Clemenza di Sua Altezza Reale con le sue savissime leggi e provvedimenti ha restituito ai suoi sudditi la libertà di

plusieurs notes sont prétextes à louanges pour le Grand-Duc dont la politique de liberté « a procuré une abondance jamais connue, et a assuré au peuple, plus que des restrictions et règlements quelconques, tout ce dont il a besoin »[42], assertions qui témoignent, une fois de plus, du caractère très politique de ces traductions.

Ces traductions avaient en fait un rôle majeur dans la politique de réformes : elles préparaient l'opinion publique éclairée à l'instauration de la liberté de commerce des grains réalisée en deux temps par les lois de 1767 et de 1771, sous réserve de certaines restrictions à l'exportation[43]. De même, d'autres traductions d'ouvrages physiocratiques, comme celle du petit conte de Coyer : *Chinki, histoire cochinchinoise* qui parut en italien au début de 1770, sans doute à l'initiative de Niccoli, n'était pas anodine[44]. L'histoire de Chinki, incapable de trouver des moyens de subsistance du fait des règlements empêchant le libre exercice des arts et métiers, plaidait la cause de la suppression des corporations progressivement édictée par le gouvernement à partir de la loi du 1er février 1770[45].

Ainsi encore, l'idée d'instauration d'un impôt unique sur les terres chère aux physiocrates était-elle prônée par la publication - toujours en 1770 - du texte *Del ristabilimento dell'imposizione nel suo ordine naturale* - traduction anonyme d'un ouvrage qui touchait un sujet au cœur des initiatives réformatrices envisagées par Tavanti et le « Salomon du midi ». L'ouvrage en question ne provenait pourtant pas directement de l'école : *Du rétablissement de l'impôt dans son ordre naturel* [1769] avait en effet pour auteur Boesnier de L'Orme, un « compagnon » de l'école et non un disciple[46].

La traduction des *Lettres* de Le Trosne apportait des arguments supplémentaires en faveur de l'introduction de l'impôt unique sur le « produit net » et l'ouvrage proposait de résoudre les problèmes soulevés par l'établissement de cet impôt à travers la création d'un cadastre. Ce thème de l'impôt unique et du cadastre était au centre du débat réformateur en Toscane[47] ce qui explique l'attention porté par les administrateurs toscans aux débats sur ce point entre les partisans de Turgot, devenu « Contrôleur général des finances », et ceux de Mirabeau. Ce dernier, fidèle aux idées qu'il avait esquissées en 1760 dans la « Théorie de l'impôt », restera toujours hostile à cet instrument qui, fixant pour longtemps l'estimation des

---

commerciare e disporre dei prodotti dei loro terreni, ed ha aboliti tanti vincoli ed aggravi, che ad altro non servivano, che ad opprimere l'agricoltura, e ogni altra sorte d'industria », pp. IX-X.

[42] *Avviso* [1768/1], pp. 102-103.

[43] Cf. Mirri [1972], pp. 85-86 ; sur la deuxième phase des réformes, conclue par l'édit du 24 août 1775 qui fit prévaloir définitivement la solution libre-échangiste, Cf. Id. [1990], pp. 117-139.

[44] Cf. Timpanaro Morelli [1969], pp. 667-678.

[45] Dal Pane [1965], p.236.

[46] Cf. L'*Avertissement* publié par Dupont dans les *Éphémérides du citoyen*, 1769, vol. IX, où, voulant rejeter l'accusation de sectarisme, il affirme que plusieurs écrivains - dont Boesnier de l'Orme -, quoique n'appartenant pas au groupe, avaient soutenu les mêmes idées que l'école ; le compte rendu de l'œuvre dans les , *Éphémérides du citoyen* (1769, vol. VI, pp. 255-256 et vol. VIII, pp. 136-163) avait d'ailleurs été - malgré quelques réserves - extrêmement positif. Cf. Alimento [1987], pp.131-132.

[47] Sur la « Deputazione » chargée de la mise à jour des cadastres, crée en 1763 et renouvelée en 1769 et en 1778, Cf. Mirri [1980], pp. 737-738. Le président du Conseil d'état et principal ministre de Pierre-Léopold était Pompeo Neri (1706-1776) qui avait mené à bien auparavant le cadastre lombard.

biens-fonds, n'assure pas au souverain la liaison entre la croissance annuelle de son revenu et celle du produit net dont il est copropriétaire [48].

La traduction, toujours grâce à l'abbé Niccoli, du second ouvrage de Boesnier de L'Orme : *De l'esprit du gouvernement économique*, dès la parution de l'édition française en 1775, ne s'explique pas autrement[49] : dans cet ouvrage en effet Boesnier revenait sur la possibilité d'établir l'impôt unique sur la base d'un cadastre s'inspirant directement des vues de Turgot[50].

Le rôle éminemment politique de la traduction des textes physiocratiques est donc avéré. Il s'agit, en facilitant leur circulation, de soutenir la campagne du gouvernement toscan en faveur de la libéralisation du commerce intérieur et extérieur des grains, de l'abolition des corporations et de la création de l'impôt unique. Cette diffusion des œuvres physiocratiques atteint son apogée en 1774, avec la publication de la traduction de *La Science, ou les droits et les devoirs de l'homme* de Mirabeau[51]. Ouvrage dont Mirabeau lui-même avait sollicité la traduction en allemand[52], après avoir vainement essayé de le publier en Suède[53].

Pour Mirabeau ces œuvres d'instruction jouaient, on le sait, un rôle crucial : l'éducation devait en effet assurer *naturellement* l'établissement de l'ordre, un ordre qui ne pouvait en aucun cas être « ordonné par le prince, qui selon l'ordre ne doit rien ordonner »[54]. Il suffisait selon lui de convaincre l'opinion publique de la justesse des réformes entreprises pour garantir la pérennité d'un « gouvernement économique » se conformant aux lois physiques mises au jour par l'école. Après les échecs de la création de l'impôt unique en Bade, cette instruction du peuple apparaissait d'autant plus nécessaire à Mirabeau qui, se référant

---

[48] Cf. Alimento [1987], pp.130-137.

[49] *Dello spirito del governo economico*, Florence, ed. Cambiagi [1775]. Dans l'*Avviso del traduttore* on trouve ce passage intéressant : « Nel tradurre lo *Spirito del Governo Economico*, dove era men facile la traslazione in altra lingua dei sentimenti dell'Autore, ho scelto piuttosto di non mai allontanarmi dalla precisa intelligenza del testo, che di servire ai rigorosi grammaticali precetti. Molte sarebbero state l'osservazioni da farsi, tanto sul metodo, quanto su varie dimostrazioni dei fondamentali principj economici che s'incontrano nel corso di quest'opera celebre ; ma il ragguaglio delle medesime avrebbe ritardata notabilmente l'edizione di questi elementi ; onde fu il mio pensiero il riunirle, insieme con altre riflessioni importanti, ad un nuovo saggio già incominciato, per risolvere alcune fra le più inviluppate questioni relative alla scienza della politica economia. ».

[50] Sur la position de Turgot qui, appelé au « Contrôle général des finances », conçut un projet de cadastre général et sur le combat politique autour de la possibilité de créer un tel cadastre général en France à partir de l'édit préparé par Bertin en 1763, Cf. Alimento [1995].

[51] *La Scienza cioè i diritti e i doveri dell'uomo*, Florence, ed. Cambiagi [1774]. D'après une lettre de Niccoli à Tavanti du 31 mai 1773 citée *in* : Becagli [1977], p. 144, note 26, Mirabeau aurait envoyé l'ouvrage à F. Paoletti auteur d'un ouvrage : *I veri mezzi di render felici le società* [1772], qui est « il più organico degli scritti di orientamento fisiocratico pubblicati in Toscana, da autore toscano », Mirri [1980], p. 715.

[52] Cf. la lettre de Mirabeau au margrave de Bade du 20 août 1772, citée *in* : Knies, *op. cit.*, p. 65 ; la *Science*, parvenue au margrave par le chevalier de Sacramosa, fut traduite en 1775, Cf.Priddat [1985], p. 137, n° 105.

[53] Cf. la lettre de Mirabeau à Scheffer, décembre 1772, jointe au manuscrit de la *Science*, dans Alimento [1989], pp. 310 et p.325 ; précédemment Mirabeau avait proposé à Scheffer de faire apparaître en traduction *Les Économiques* (v. lettre du 22 septembre 1772).

[54] Lettre de Mirabeau au margrave de Bade du 9 juin 1774, citée *in* : Knies, *op. cit.*, p. 82. Mirabeau écrira plusieurs cours en forme de dialogue : outre *Les Économiques* (1769) et *La Science* (1774), déjà cités, on peut signaler les *Leçons économiques* (1770), *Les devoirs*, (1780) et *Les Entretiens d'un jeune prince avec son gouverneur* (1785), Cf. Becagli [1977], p. 143 note 21.

aux traductions réalisées en Toscane dès 1768-1770, donnait souvent Pierre-Léopold en exemple au margrave[55].

La traduction de la *Science* est l'occasion de tester la fidélité de la transmission de l'« étrange vocabulaire » de l'école physiocratique et des concepts sous-jacents, rendue certes difficile par le fait que ce vocabulaire n'était pas définitivement fixé. Une telle analyse, conduite sur les traductions suédoises, a ainsi mis en lumière la difficulté de transmettre un concept-clé comme celui d'« avances ». Influencé par sa formation mercantiliste, Scheffer aurait traduit les textes physiocratiques de manière à en faire un instrument de renforcement du pouvoir absolu, en particulier par la théorie de l'impôt unique garantissant au souverain, copropriétaire des terres, un constant accroissement de son revenu[56].

De ce point de vue, parmi les traductions en italien de textes physiocratiques[57], il est intéressant de s'arrêter à celle des *Maximes générales* de Quesnay, parue dans le *Giornale d'Italia* de Venise en 1770 car elle est à plusieurs reprises infidèle : entre autres « oublis » et coupures du texte original, dans la maxime XV les riches laboureurs deviennent ainsi les « proches agriculteurs » (*vicini agricoltori*), traduction qui révèle la préférence pour l'exploitation par des petits agriculteurs attachés à leur fonds. Par contre, le traducteur est plus hardi que Quesnay quant aux rapports de propriété : à la maxime IV qui évoquait le rôle de garant de la propriété exercé par la puissance souveraine, le traducteur avait joint une phrase assez critique sur la grande propriété nobiliaire[58].

Ce problème de la restitution du vocabulaire fut ouvertement abordé par les auteurs toscans : ainsi dans le compte rendu des *Novelle letterarie* de Giovanni Lami sur la *Première introduction à la philosophie économique* de Baudeau on souligne que « les mots mêmes manquent aux idées nouvelles (*i vocaboli stessi mancano alle nuove idee*) »[59] et Pelli, esquissant en 1774 dans la même publication l'histoire de l'école et de ses difficultés critique le style de la doctrine qui « eut aussi la malchance d'être annoncée par une Table mystérieuse, espèce d'arbre généalogique, dans lequel on a essayé d'exprimer la naissance, la circulation et la reproduction des richesses, et de la dépeindre sans l'expliquer suffisamment à l'intellect »[60],

---

[55] Lettre au margrave du 9 juin 1774, citée *in* : Knies, *op. cit.*, p. 83. V. aussi la lettre du 10 décembre 1773 à C.F. Scheffer où Mirabeau presse son correspondant de prendre exemple sur le gouvernement toscan « qui, dans près de dix ans d'administration, à l'excès compliqué par des abus précédents, n'a pas fait un seul pas de côté que l'économiste le plus imbécile sur les distinctions à faire entre le pouvoir apparent et le pouvoir réel, peut lui reprocher », cité *in* : Alimento [1989], p. 327.

[56] Cf. Herlitz [1974] et Alimento [1990], pp. 107-136.

[57] Les traductions italiennes des *Principes* [1776] de G.L. Schmidt d'Avenstein mériteraient une étude particulière. Mirabeau, dans une lettre à Longo du 11 mai 1777, déclara de ne pas connaître les *Principes*, bien que son auteur ait fréquenté ses « mardis » (Fonds Mirabeau, Musée P. Arbaud, Aix-en-Provence). L'attribution de la traduction siennoise de 1777 est incertaine, Cf. Landi [1990], p. 326 note 108 ; sur les traductions napolitaines en 1791 et 1795, et sur celle de Milan [1805-1807], v. Di Battista [1990], pp. 129-130.

[58] *Giornale d'Italia*, 1768, T.5, n° IX, 27 août, pp. 66-72, n° X, 3 septembre, pp. 76-80, n° XI, 10 septembre, pp. 86-88. Cf. Zangheri [1961], pp. V-XXX.

[59] *Op. cit.*, 1773, T.IV, n° 50, 10 décembre : « Le idee del fondatore di questa scuola si troveranno qui molto più chiaramente spiegate, che in altra opera di simil genere. Bisogna confessare, che la materia à per adesso qualche oscurità [...] ».

[60] « Lettera prima di un nostro amico scritta al Sig. N.N. sopra le Scienze economiche », *Novelle letterarie* (1774), n° 18, 6 mai ; pour l'attribution de cette lettre à G. Pelli Bencivegni, qui déclare avoir « fatto un simile

et il ne se prive pas de brocarder le marquis de Mirabeau qui, malgré son « zèle infini », « n'a pas eu le don de la clarté. La Science économique est si remplie de mots obscurs et de phrases contournées, que peu de gens l'ont bien comprise. Elle est une chaîne de vérités, mais de vérités qu'il faut développer en série, commençant aux plus simples, et arrivant aux autres qui en sont une conséquence, comme fait le Géomètre. Si elle a besoin de mots nouveaux, il faut que d'abord on fixe leur sens »[61]. On constate qu'un effort sera fait, au moins dans les traductions parues en Toscane, pour rendre en italien ces « mots nouveaux », ainsi pour le concept fondamental d'« avances » correctement rendu par « *anticipazioni* » bien préférable aux termes « *sborzi* » ou « *avanzi* » de certaines traductions antérieures.

Les libertés prises avec le texte original sont d'ailleurs rares, on peut citer cependant une insertion intéressante du traducteur de *la Science*, qui a ajouté des dialogues visant à démontrer la parfaite compatibilité de la science économique et de la religion[62]. En outre, là où le texte français indiquait qu'en dernière analyse tous les travaux dépendent du revenu des propriétaires, le traducteur insère une longue digression sur l'« indigence justifiée » - c'est-à-dire celle qui ne résulte pas de la paresse ou d'un autre vice - qui donne le droit de recevoir « le salaire de la piété des autres pour vivre ». Cette incise permettait de faire jouer à *la Science* un rôle dans le débat, assez vif en Toscane, sur l'aide aux « vrais mendiants »[63]. Le traducteur enfin, sans remettre en cause le dogme de l'incidence finale de l'impôt sur les biens-fonds, marquait ses distances par rapport à l'impôt unique sur les terres en proposant « d'assujettir aussi aux dépenses publiques les terres des autres souverains » par les taxes prélevées aux frontières et les riches par des impositions sur les biens de luxe.

S'il fallait faire le bilan de l'œuvre de Pierre-Léopold, il serait assez contrasté. Bien que considéré par les historiens comme une sorte de parangon des princes éclairés, celui qui par exemple avait toléré la sortie en Toscane d'une édition de l'*Encyclopédie* (Livourne, 1770), on a pu dire de lui qu'il n'avait été que « frôlé par l'esprit nouveau » plutôt que

---

volgarizzamento [des *Leçons économiques*], ma che nell'atto medesimo ò conosciuto, che non servono al bisogno, onde non ardisco farle stampare », Cf. Cossa [1963], p. 17.

[61] *Ibidem.*

[62] Cf. le chapitre *Les Avances*, où le dialogue, aux pp.7-8 :

« *Réponse* : Ainsi le droit et le devoir se succèdent, sont un cercle dont la continuation perpétue la vie humaine,

Demande : Et dans cette alternative, c'est le devoir qui marche le premier et pourvoit aux avances pour l'avenir,

Réponse : Oui : mais n'oublions pas que c'est la nature qui nous fait d'abord présent de la vie et des fruits de la terre qui furent les premières avances par lesquelles on a pu travailler à la terre, pour faire naître des récoltes plus abondantes, à mesure que les hommes se sont multipliés »,

est traduit ainsi :

« *Risposta* : or se il vivere è diritto, il lavorare è dovere, l'uno è compensato coll'altro, e fanno un circolo continuo nella durazione della vita umana.

Domanda : In questa alternativa chi ha il primo luogo ?,

Risposta : Se la fatica è la causa, e il prodotto de' viveri n'è l'effetto, pare che dovrebbe avere il primo luogo la fatica : ma siccome bisognava prima vivere per lavorare, Dio fece a principio che la fatica fosse la seconda, e seguendo l'ordine della natura ognun che nasce vive prima cogli avanzi del Padre, che con le proprie fatiche ».

[63] Sur la loi sur la mendicité et sur le concours, ouvert en 1770 par l'*Accademia dei Georgofili*, ayant pour thème l'emploi des mendiants en agriculture, Cf.Rotondò, [1980], pp.118-133 et Rosa, [1983], pp.93-125.

véritablement acquis à la philosophie des Lumières et qu'il avait « joué au réformateur » de manière empirique et sans passion[64].

Il alla cependant jusqu'à faire préparer par son ministre Gianni, à partir de 1779, un projet de constitution, le seul de toute l'histoire du despotisme éclairé. Ce texte, terminé trois ans plus tard mais non promulgué, critique les régimes traditionnels fondé « sur la contrainte et non sur le consentement du peuple qui, seul, peut légitimer les institutions » et leur oppose un bon gouvernement s'appuyant « sur une loi primitive et fondamentale, solennellement acceptée par la nation elle-même, qui investit le souverain de l'autorité légitime, laquelle doit respecter le droit des sujets ». Le principe de base sera que le souverain « ne pourra agir, ni faire aucune innovation sans le consentement des représentants du peuple [...] pour tout ce qui regarde la paix et la guerre, les finances, l'administration, les lois et la justice »[65]. Principe grandiose qu'il n'hésite pas à présenter sous un jour plus radical encore - en 1790 il est vrai - dans une lettre à sa sœur : « le souverain, même le souverain héréditaire, n'est qu'un délégué, un employé du peuple. [...] Il doit y avoir dans chaque pays une loi fondamentale qui serve de traité entre les sujets et le monarque et limite les droits et l'autorité de ce dernier ; le souverain qui ne respecte pas ce contrat, perd par cela même la situation qui ne lui a été donnée qu'à cette condition ; le pouvoir exécutif appartient au prince, mais le pouvoir législatif au peuple et à ses représentants ; le roi ne peut intervenir, ni directement ni indirectement, dans la justice civile ou criminelle ; il n'est pas autorisé à lever à sa volonté des impôts ou des taxes; il doit rendre compte de l'emploi des deniers publics ; ses ordonnances n'ont force de loi que par le concours des états »[66].

Commentant cette lettre et le projet de loi fondamentale, Bluche y voit à juste titre plutôt une généreuse déclaration d'intention, qu'un programme d'action concret : « Tout est contenu en ces déclarations : la vieille tradition des états provinciaux (ou généraux), les principes de la monarchie absolue, un peu de Locke, beaucoup de Montesquieu et, dans le second texte au moins, une pensée fugitive à l'égard de la France de 1789. On y verra par-dessus tout l'hommage rendu à la thèse contractuelle, si méconnue des souverains, Frédéric II excepté. Reprenant à son compte l'abstraite théorie du contrat social, Pierre-Léopold l'illustre ici par l'évocation gratuite d'un programme concret. Car l'œuvre tout entière, en dépit des réformes, va à l'opposé du libéralisme politique »[67].

En fait, dès son accession au pouvoir, Pierre-Léopold a fait montre de sa volonté de tout placer sous son autorité. Pour le conseiller, il institue un gouvernement central à la française, comportant quatre ministres : Affaires étrangères, Guerre, Intérieur et Finances. Régner ne lui suffit pas, dans un souci d'efficacité, il veut administrer et contrôler lui-même : « il n'y a que le souverain, écrit-il à Joseph II qui peut avoir en vue toutes les différentes branches à la fois, sans avoir de prédilection pour aucune que pour le bien général de tout l'État »[68].

---

[64] V. François Bluche, *op. cit.*, p. 240.
[65] Cité par Bluche, *ibid.* p. 241.
[66] Cité par Bluche, *ibid.* p. 242.
[67] F. Bluche, *Ibidem.*
[68] Lettre d'août 1782, citée par Bluche, *op. cit.* p. 243.

Le souci de l'autorité ira même très loin puisqu'en 1784, le grand-duc - que Frédéric II ne considérera plus désormais que comme un tyran policier - créera la sinistre *Presidenza del buon governo* : bureau de police dépendant totalement de son bon plaisir et échappant au contrôle des ministres. Le pouvoir de ce *Buon governo* est immense puisqu'il couvre la sûreté générale mais aussi l'hygiène publique, la surveillance des étrangers, des prisons et des spectacles. Ni les fonctionnaires, ni les magistrats n'échappent à la vigilance de ses sbires.

Selon Bluche, « ces contrastes ne sont pas des contradictions : le prince absolu, le despote tracassier et le réformateur bienfaisant forment les trois visages d'un monarque qu'obsède l'efficacité gouvernementale, tenue pour la première qualité de l'art politique. Par un procédé ou par un autre, Léopold et ses conseillers veulent instaurer un État unitaire en son administration, sa justice et ses lois, imposant à l'ensemble du peuple la toute puissance du pouvoir central au détriment des privilèges, autonomies et franchises : toutes les réformes iront en ce sens »[69].

La Toscane, au milieu du XVIII[ème] siècle cumule en effet toutes les tares de l'ancien régime :

- l'Église, au clergé séculier et régulier pléthorique, possède la majorité des terres cultivables et ne contribue pas aux progrès de l'agriculture,
- la noblesse, active à la cour et dans la haute administration, laisse à l'abandon d'immenses *latifundia*. Ses privilèges sont intacts[70] et l'impôt continue donc de frapper les pauvres,
- l'administration est nombreuse, lourde, corrompue,
- les corporations régentent la majeure partie de l'activité économique,
- les péages et douanes intérieures freinent les échanges . . .

Cependant l'existence de capitalistes du négoce ou de la manufacture, en particulier dans le très actif port de Livourne, est un facteur favorable car beaucoup sont prêts à appuyer les réformes du despotisme éclairé avec d'autres notables toscans. « Les Lumières ont, en effet, pénétré les hautes classes, bourgeois de négoce, cadets de la noblesse, prélats, professeurs d'Université, magistrats et grands fonctionnaires. L'*Encyclopédie* est rééditée à Lucques en 1758, à Livourne en 1770. L'académie florentine des *Georgofili*, créée en 1753, accueille les leçons de l'agronomie française en attendant les enseignements des physiocrates. En Toscane, comme dans toute l'Italie, les *illuminati* sont à l'abri des excès du rationalisme et d'autre part, disposés à servir l'État : double avantage pour Léopold, qui va trouver dans cette élite ses ministres et ses conseillers »[71].

Si Pierre-Léopold n'est pas lui-même un théoricien, deux particularités de son action vont contribuer à la mise en œuvre d'un vaste ensemble de réformes : le fait qu'il ait accordé la plus grande importance aux problèmes économiques et sociaux du grand-duché et le fait qu'il ait su s'entourer de conseillers « éclairés ». On peut d'ailleurs distinguer dans cet aréopage deux générations. Dans la première équipe de réformateurs domine Pompeo Neri

---

[69] F. Bluche, *ibid.* p. 243.

[70] Même si les inégalités sociales sont moins marquées que dans les Deux-Siciles ou dans les États pontificaux.

[71] F. Bluche, *ibid.* pp. 244-245.

(1706-1776), ancien professeur de droit à l'université de Pise, où il a été le collègue de Tanucci[72], il reçoit la charge de principal ministre et préside le conseil d'État. Le progrès de l'activité économique est pour lui une nécessité d'État, mais son expérience des affaires publiques l'amène à une certaine souplesse dans la mise en œuvre des réformes, alors que le secrétaire des Finances Angelo Tavanti (1714 1781), juriste mais aussi économiste et adepte de Quesnay, est considéré à ce titre comme plus doctrinaire, et on le soupçonne de vouloir appliquer à la lettre le programme physiocratique.

Ces hommes de confiance de Pierre-Léopold parviendront sans grande difficulté à le convaincre de la nécessaire mise en œuvre des mesures « libérales » de la première moitié du règne :

- la fameuse loi du 18 septembre 1767 qui assure la liberté de circulation des céréales,
- les édits des 1er et 3 février 1770 abolissant pour la première fois dans l'histoire les corporations et proclamant la liberté du travail.
- un décret du 24 août 1775 qui fait disparaître la *Congregazione del'Annona*, système de contrôle des entrées, des sorties, du stockage et du transport des céréales.

Bref, il ne manquait plus désormais que l'impôt foncier pour remplir l'ensemble des obligations du programme physiocratique, Tavanti va bien sûr tout faire pour parvenir à cette indispensable réforme du fisc. Il parviendra ainsi à obtenir du grand-duc qu'il supprime la plupart des innombrables exemptions existantes et qu'il établisse le principe de l'égalité de tous les sujets devant l'impôt. Ceci impliquait le lancement d'une œuvre immense de cadastre rural et urbain, commencé en 1781 mais immédiatement compromis par la mort de son principal instigateur, Tavanti.

Véritable premier ministre depuis la mort de Neri en 1776, homme de confiance du grand-duc, Francesco-Maria Gianni (1729-1821) jouera le rôle essentiel dans la deuxième génération physiocratique. À vrai dire, s'il connaît parfaitement les physiocrates français, mais aussi Beccaria et les économistes milanais, il est moins doctrinaire que Tavanti et préfère adapter empiriquement les interventions de l'État aux problèmes spécifiques du grand-duché plutôt que de vouloir appliquer à tout prix des systèmes abstraits. C'est ainsi qu'il instaure, au profit des manufactures locales, une politique « colbertiste » de protection douanière. C'est ainsi encore qu'à l'opposé des thèses agronomiques dominantes favorables aux grands domaines, Gianni mène une politique active de fractionnement des terres du clergé, de la noblesse et de la couronne, destinée à étendre la propriété foncière chez les paysans et dans la petite bourgeoisie rurale. L'expérience, qui avait débuté avec l'allotissement des biens des confréries dissoutes, se poursuivra lentement, malgré l'hostilité des nobles, jusqu'au départ de Pierre-Léopold.

On a présenté parfois cette politique comme anti-physiocratique, ce qui reste à démontrer. Si Francesco-Maria Gianni est en effet manifestement hostile aux *latifundia*, on ne peut pas dire que les physiocrates y soient eux-mêmes favorables, sauf à considérer que les entreprises de culture dirigées par de riches fermiers et irriguées de fortes avances qu'ils

[72] Il s'est illustré dans l'établissement du cadastre en Lombardie et a déjà tenu la charge de secrétaire des finances dans la régence de Toscane.

prônent sont identiques à l'exploitation extensive de grandes étendues de terres par des propriétaires absentéistes. L'étendue des terres n'est évidemment pas ici l'aspect essentiel, c'eût été, sinon, condamner la viticulture, ce dont les physiocrates se gardèrent bien. N'est « anti-physiocratique » qu'une agriculture n'atteignant pas en produit net le niveau requis par rapport aux avances consenties par le propriétaire ou l'exploitant.

Si les méthodes différent entre Neri et Gianni, l'un comme l'autre sont hostiles à un aspect particulièrement critiquable de l'ancien régime : les privilèges des corps intermédiaires. Leur objectif commun est de bâtir un État fort, centralisé et juste, associant l'élite à l'action du pouvoir ; objectif qui ne peut être atteint sans une profonde réforme des communes, de la justice et des finances. Les deux ministres inspirent ainsi une réforme, réalisée de 1769 à 1777, qui met un terme à l'anarchie des statuts communaux et substitue au système aristocratique ancien une administration bourgeoise. « Comme personne ne pourra avoir meilleur zèle et prévenance de la bonne conduite des affaires, affirme le règlement urbain de Volterra, que les intéressés eux-mêmes, nous avons résolu de donner plus de pouvoir à l'autorité municipale pour diriger et gouverner les affaires de la commune »[73].

En matière de finances communales, une chambre de la communauté vérifie désormais les budgets municipaux, on introduit une « taxe de rachat » unique à la place des innombrables impôts, on enlève aux privilégiés leurs droits sur l'impôt au profit des représentants de tous les contribuables, y compris les contribuables ruraux.

Quant à la justice, elle présente comme l'on sait sous l'ancien régime un aspect chaotique avec ses exemptions locales, ses privilèges de corps, ses immunités personnelles . . . Pierre-Léopold et ses ministres - Neri en particulier - s'attaqueront donc également à une réforme visant à simplifier et à unifier système judiciaire toscan, au profit de l'État mais aussi des justiciables. Neri parviendra à cette simplification et obtiendra un contrôle sur les justices seigneuriales même si celles-ci ne disparaissent pas et même s'il ne peut supprimer la vénalité des offices et le remplacement du tirage au sort des magistrats par un système d'examens.

Une réforme des lois, marquée également par le souci de clarté et le désir d'unification mais s'inspirant surtout en matière pénale des thèses humanitaires de Beccaria, complétera cette refonte des tribunaux. Un code pénal très novateur est édicté le 3 novembre 1786, il contient « l'abolition de la peine de mort, comme inutile à la fin que se propose la société dans la punition du coupable, l'élimination totale de l'usage de la torture et celle de la confiscation des biens du délinquant, comme tendant surtout au châtiment des membres innocents de sa famille qui ne sont pas complices », il supprime une multitude de délits ou crimes de lèse-majesté « inventés dans un temps pervers avec un raffinement de cruauté »[74].

Enfin, *last but not least*, une grande réforme des finances publiques est engagée par les collaborateurs de Pierre-Léopold. L'énorme dette de l'État toscan est progressivement asséchée par un rachat sur dix-huit ans, un *motu proprio* du 26 août 1767 résilie les anciens

[73] Texte de 1772 cité par F. Bluche, *op. cit.*, pp. 247-248.

[74] Texte cité par F. Bluche, *op. cit.*, p. 249. Bluche précise que le texte eut un large écho en Europe, les cours étrangères se faisant communiquer par leurs ambassadeurs le texte complet de cette ordonnance.

contrats des fermiers généraux, les dépenses personnelles du grand-duc à la cour ne sont plus financées dorénavant que par les seules ressources du Domaine. Par ailleurs, la comptabilité publique est assainie et, pour la première fois, la Toscane connaît un budget clair et équilibré, dont les dépenses sont désormais subordonnées « aux préceptes de la raison, aux lumières de la science, aux exigences de la dignité publique ».

Cette politique très active de réformes valut certes au grand-duc de fortes oppositions, en particulier de la part de la noblesse touchée de plein fouet par la suppression de ses privilèges fiscaux, de son accaparement des charges municipales et bien sûr par la réforme agraire. Mais, paradoxalement, ce n'est pas ce réformisme mais bien sa politique religieuse qui valut à Pierre-Léopold une impopularité grandissante et son échec final.

Son action sur ce plan complète pourtant assez logiquement à ses yeux son œuvre administrative : pour soumettre les ecclésiastiques à l'autorité de l'État, il faut restreindre leurs privilèges et limiter leur dépendance vis-à-vis du pontife romain. Soutenu - voire entraîné par son conseiller ecclésiastique le « secrétaire du droit royal » Giulio Rucellai, Pierre-Léopold édicte toute une série de mesures relevant de ce que l'on pourrait appeler un « gallicanisme toscan » ! :

- dès 1769 c'est la règle de l'*exequatur* qui impose un visa du souverain à tous les actes issus d'une juridiction étrangère, y compris, cela va sans dire, les actes pontificaux,
- en 1782, Pierre-Léopold supprime le Saint-Office en Toscane : les évêques en effet « n'ont de compte à rendre qu'à Dieu et à leur souverain »,
- en 1785, le grand-duc supprime les privilèges judiciaires du clergé en limitant la compétence des officialités[75] aux affaires strictement spirituelles,
- en 1788 enfin, est abolit à Florence le tribunal de la nonciature : le nonce ne sera plus désormais en Toscane qu'un simple diplomate.

En ce qui concerne le clergé, Pierre-Léopold ne demanderait pas mieux de pouvoir suivre la même politique que son frère à Vienne qui vient de supprimer les monastères contemplatifs et de laïciser les confréries[76]. Leur puissance en Toscane est en effet immense et leurs revenus énormes mais le « joséphinisme » du grand-duc restera nuancé : surveillance de l'observance des règles monastiques, interdiction des vœux précoces, lancement par Rucellai

---

[75] Les « officialités » sont les tribunaux ecclésiastiques, le juge y porte le nom d'*official*.

[76] Il lui écrit d'ailleurs à cette occasion et dévoile ses intentions sur ce point : « J'ai vu ce que vous avez bien voulu me marquer sur vos arrangements internes, et suis tout flatté qu'en une bonne partie des arrangements en matière ecclésiastique mes projets avaient combiné avec vos arrangements, et surtout celui de l'abolissement des confréries, pour y substituer une seule qui contienne les devoirs de charité et miséricorde. Je n'ai pas encore pu l'introduire, puisqu'en Italie on est beaucoup plus attaché à ces confréries qu'en Allemagne, mais mon projet était tout à fait comme celui que vous avez fait publier. Quant aux religieuses, je n'ai point du tout été étonné qu'elles aient toutes préféré de se retirer chez elles. Je suis persuadé qu'en Italie, malgré toutes leurs simagrées, elles feraient toutes de même ; mais avec le grand nombre que nous en avons, on n'oserait pas le faire, et il faudra se borner à les réformer peu à peu ; sans cela on ne saurait pas quoi faire de toutes ces femmes. La religion vous aura l'obligation d'avoir illuminé l'Europe et d'avoir épuré la vraie religion des superstitions et abus qui y avaient été introduits et que beaucoup déploraient, sans avoir le courage de les attaquer, comme vous, de front et dans la racine du mal ». Cité par F. Bluche, *op. cit.*, pp. 250-251.

en 1778 d'une enquête sur les effectifs des monastères, leurs revenus ... qui aboutira à la suppression des petits couvents et la confiscation de leurs biens. De plus, nouvelle manifestation du « gallicanisme », aucune maison religieuse ne pourra plus dépendre d'un supérieur résidant hors de Toscane. Pour le clergé séculier, il voudrait le placer au service de l'État et le soumettre à une stricte obéissance, diminuer le nombre des prêtres et répartir plus équitablement les revenus et rentes entre eux. En 1784, les biens des confréries et couvents supprimés sont utilisés pour créer des patrimoines diocésains destinés à payer décemment curés et desservants.

Rome ayant supprimé la compagnie de Jésus en 1773, le grand-duc - foin de « gallicanisme » - s'empresse de faire appliquer cette décision pontificale par des évêques souvent hésitants. Avec les biens de la Compagnie, l'État alimente, là encore, les patrimoines diocésains, mais réserve la plus grande part au financement de l'enseignement. Le grand-duc en profite pour réformer l'instruction publique, il crée une école au moins par ville et instaure à Florence une école normale modèle.

« Ces mesures, moins extrêmes que celles du joséphinisme autrichien, suffisent toutefois à inquiéter le clergé et le peuple. La propagande "éclairée" qui les accompagne, dénonçant les superstitions, le culte des reliques, le miraculisme et jusqu'à la pratique des pèlerinages, déconcerte les esprits simples et suscite mille protestations. L'appui imprudemment consenti par Pierre-Léopold aux tenants du jansénisme italien achèvera d'indisposer l'opinion »[77]. Les problèmes de doctrine religieuse avaient en fait ici peu de place, le jansénisme n'était pour lui qu'un moyen et de renforcer l'emprise du pouvoir temporel sur le clergé toscan et de gagner la bataille contre le pouvoir romain.

Pierre-Léopold imagine la tenue d'un concile national destiné à flatter les évêques et à symboliser l'émancipation du pouvoir romain. Des synodes préliminaires obtiennent des résultats mitigés et de nombreux prélats se montrent hostiles aux thèses anticuriales et jansénistes. Le ministre Gianni, sentant le danger d'accusations possibles d'hérésie et surtout le risque d'impopularité, obtient du grand-duc qu'il convoque au préalable une assemblée des évêques. Cette assemblée des prélats toscans, réunie au palais Pitti en avril 1787, est un échec, l'action de l'évêque réformateur janséniste Scipione dei Ricci à Pistoia et à Prato est condamnée. Le 20 mai, le peuple envahit la cathédrale de Prato et l'émeute qui s'ensuit : le « tumulte de Prato » met un terme aux réformes. La fin du règne est d'ailleurs proche[78], pour reprendre la formule de François Bluche : « l'heure de la réaction a sonné ».

« La disgrâce de Dutillot[79] en 1771, de Tanucci[80] en 1776, l'échec final de Pierre-Léopold en 1790 comportent une double leçon. Rome garde en Italie assez de places de sûreté pour défendre ses anciens droits dès que les excès régaliens provoquent une coalition du

---

[77] F. Bluche, *ibid.*, p. 252.

[78] L'animosité des toscans sera telle que l'évêque Ricci et le ministre Gianni seront tous deux contraints à la fuite peu de temps après le départ de Pierre-Léopold pour Vienne.

[79] Le ministre Guillaume Dutillot (1711-1774) avait tenté d'imposer à Parme des mesures régaliennes et un « joséphinisme » avant la lettre.

[80] Né en Toscanne, professeur de droit à l'Université de Pise, Bernardo Tanucci (1698-1783) deviendra principal ministre des Deux-Siciles où il défendra vivement les droits régaliens et obtiendra le départ des jésuites.

clergé et du peuple. Le despotisme éclairé, qui pense au bonheur des sujets, néglige trop leur consentement. Aucun régime n'est assez fort pour imposer la félicité collective »[81].

Quand Pierre-Léopold quitte Florence pour Vienne « après un règne d'un quart de siècle - le plus riche peut-être en réformes de toute l'histoire de la monarchie éclairée - le grand-duc laisse un pays uni dans le mécontentement : le clergé, atteint dans ses privilèges, la noblesse furieuse de la révolution agraire, le peuple, effrayé par la crise religieuse, se rejoignent dans une même ingratitude envers un prince que la postérité mettra sans hésiter au rang des souverains modèles »[82].

7.2 - Les deux lectures espagnoles de la physiocratie.

« La diffusion de la physiocratie en Espagne a été tardive, partielle, et "hérétique". Tardive, parce que les premières traductions ne sont apparues qu'après 1763. Partielle, parce que les propositions pratiques ont pris le pas sur les modèles explicatifs. Et "hérétique", parce qu'elles ont été mêlées à des propositions d'origine mercantiliste »[83].

« La réception des idées des *Économistes* en Espagne a profondément changé de contenu et de tonalité du XVIII^{ème} au XIX^{ème} siècle : Au XVIII^{ème} siècle, ils furent compris dans ce qu'ils avaient de réellement révolutionnaires, c'est à dire pour leurs propositions de type économique et agronomique. Mais les auteurs qui les reprennent à leur compte ne font pas référence au cadre théorique physiocratique : s'ils relèvent de l'"agrarianisme" et du libéralisme, ils ne peuvent donc être qualifiés de physiocrates »[84].

« Au début du nouveau siècle au contraire, ce sont des réactionnaires éclairés qui ont repris ces idées : ils croient lire dans les textes politiques de la physiocratie portant sur le *despotisme légal,* une défense de l'État absolutiste »[85].

« Curieuse transformation de la lecture espagnole des physiocrates, en partie imputable au changement de conjoncture politique en Espagne, mais qui renvoie également à l'ambivalence de la pensée physiocratique »[86].

Les idées des physiocrates ont connu en Espagne, deux formes de rayonnement différentes : une diffusion directe - mais très partielle - par les traductions, et une propagation

---

[81] F. Bluche, *op. cit.*, pp. 254-255.
[82] F. Bluche, *op. cit.*, pp. 239-240.
[83] « La physiocratie en Espagne : une synthèse provisoire » de Luis Argemi et Ernest Lluch, *in* : *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^{e}-XIX^{e}), Économie et sociétés, op. cit.*, n° 22-23, p. 489.
[84] *Ibidem.*
[85] *Ibid.*, p. 490.
[86] *Ibidem.*

indirecte - mais plus politique que théorique - par leur influence sur les économistes espagnols.

Certains auteurs comme Jovellanos ou Campomanes ont ainsi joué un rôle certain dans la circulation de leurs idées mais on a tort de les qualifier de « physiocrates » comme on le fait souvent. Il faut en effet marquer nettement la différence entre « agrarianisme » ou libéralisme et physiocratie.

La proximité des sujets de controverses politiques dans l'Espagne de la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle et dans la France pré-révolutionnaire explique sans doute en partie la confusion. Liberté du commerce, grande ou petite culture, impôt unique . . . , on retrouve pratiquement tous les topiques du discours physiocratique. Mais sous des dehors proches, ces débats avaient presque toujours une dimension spécifiquement espagnole. De plus les controverses se déployaient sans aucune référence au cadre théorique de la physiocratie.

7.2.1 - Les traductions.

On compte une quinzaine de traductions de physiocrates ou d'auteurs proches de 1764 à 1823, et en particulier dans la période du *Triennat Libéral*, de 1820 à 1823. Dans cette période en effet, la révolution libérale a permis la publication d'œuvres qui n'auraient pu l'être sous le régime réactionnaire en vigueur en Espagne avant cette date.

Mais la plupart des traductions portent sur des travaux mineurs, comme le *Mémoire* que Quesnay et Mirabeau ont rédigé pour la Société de Berne, traduit quatre ans seulement après sa publication en France. Peu après, en 1774, un collaborateur de Campomanes traduit l'*Essai sur l'amélioration des terres* de Patullo qui reprend une partie de l'article *Hommes* de Quesnay et conjugue physiocratie et nouvelle agronomie. Mais, significativement, le traducteur se trompe - ou trompe le lecteur - quand il voit dans les *latifundia* du sud de l'Espagne une forme de la « grande culture ». Campomanes d'ailleurs prônait un modèle de développement fondé sur l'industrie populaire qui n'avait rien de physiocratique[87].

La traduction la plus importante avant la fin du siècle, est cependant sans conteste celle des *Maximes* de Quesnay, réalisée par Manuel Belgrano, le héros national argentin, qui, avant de retourner à Buenos Aires, sa ville natale, en 1794, poursuivait ses études à Salamanque, Oviedo et Valladolid. Nommé secrétaire au Consulat, il mena de front ses activités politiques et une activité importante de diffusion des idées physiocratiques notamment dans ses *Mémoires du Consulat*, par la traduction de Quesnay et par celle du *Précis des Principes de l'Économie Politique*, du Margrave de Bade[88].

---

[87] V. Llombart V., « Ley agraria y sociedades de agricultura : la idea de Campomanes », *Informacion comercial Española*, 1976 ; Lluch E. & Argemi L.l., « Genealogia e influencia practica del "Discurso sobre el fomento de la industria popular" », *Historia Industrial*, 1993 et Campomanes P.R., *Discurso sobre el fomento de la industria popular*, Madrid, Sancha, 1775, réédité par J.Reeder, éd. IEF, 1984.

[88] C'était, rappelons-le, un exposé des idées exprimées par Du Pont de Nemours dans *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle* (1767), œuvre qui synthétisait elle-même l'*Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* de Le Mercier.

Belgrano lança en 1810 le *Correo del Comercio* où il publia divers articles reprenant dans une version « adaptée » quelques-unes des maximes de Quesnay[89]. Il allait ensuite devenir un des dirigeants les plus importants de l'indépendance argentine. C'est à ce titre qu'il présenta, avec le général San Martin, une proposition au Congrès de Tucuman de 1816 visant à donner au pays un statut de monarchie et à mettre sur le trône descendant des Incas[90].

Cette proposition surprenante de la « dynastie de l'Inca » de Belgrano témoigne, en partie au moins, de l'influence des physiocrates. Si la Chine représentait en effet le modèle principal de Quesnay, il avait écrit également une *Analyse du gouvernement des Incas du Pérou* que Belgrano appréciait beaucoup. Mais là où Quesnay ne voyait sans doute qu'une référence mythique, Belgrano concevait une réalité toujours vivante[91] et un exemple à suivre.

On retrouve un peu plus tard une évolution semblable à celle de Belgrano chez Valentin de Foronda. Entre son Pays Basque natal et les États-Unis où il devient consul et se lie d'amitié avec Jefferson, il passe de la physiocratie tardive de Guillaume Grivel à un libéralisme radical influencé par Rousseau. L'influence de la physiocratie, notamment de Mercier de la Rivière est sensible dans sa conception de droits naturels - propriété, liberté et sécurité - antérieurs au pouvoir politique.

Outre d'autres traductions de textes physiocratiques « hétérodoxes » comme certains calculs économiques de Lavoisier et le *Précis de la Richesse des Nations* de Condorcet, il est intéressant de signaler enfin une forme paradoxale de diffusion des idées physiocratiques dans la version espagnole de la *Richesse des Nations* d'Adam Smith. Le traducteur, Josef Alonso Ortiz, inclut en effet dans son ouvrage le « Bref exposé de la doctrine d'Adam Smith comparée avec celle des économistes français » que le traducteur de Smith en français, Germain Garnier, avait adjoint à l'édition française. Exposé assez surprenant qui fait en quelque sorte de Smith un disciple direct de Quesnay !

Mais l'épisode le plus curieux de l'histoire de la diffusion des idées physiocratiques en Espagne est celui des deux éditions successives de la traduction de l'*Ordre Naturel* de Mercier. En 1821, on est à l'époque du triennat libéral et les notes présentent un aspect réformiste en accord avec l'air du temps. Par contre, en 1823, après la promenade militaire des « cent mille fils de Saint-Louis » qui avait rétabli l'absolutisme, une deuxième édition, attribue le caractère ouvert des notes de l'ouvrage précédent à « l'oppression libérale » et elle leur substitue de nouvelles notes à contenu nettement réactionnaire. Le traducteur - le noble absolutiste Castillo y Carroz - faisait fond en particulier sur le concept de despotisme légal pour critiquer le régime libéral que l'Espagne avait connu entre 1820 et 1823[92].

---

[89] V. Belgrano M., *Estudios Ecónomicos*, Buenos Aires, Raigal, 1954.

[90] V. Lluch Ernest, *Acaecimientos de Manuel Belgrano, fisiocrata, y su traduccion de las "Maximas Generales del Gobierno Economico de un Reyno Agricultor" de François Quesnay*, Madrid, ICI, 1984.

[91] Cf. cette citation de Belgrano : « On prétend même qu'une partie de ce peuple immense, s'étant échappée de la cruauté de ses oppresseurs, est restée au centre de l'Amérique méridionale sous le même gouvernement et sous l'autorité des princes provenant de la race des Incas », cité dans la contribution de Argemi et Lluch à *La diffusion internationale de la physiocratie, op. cit.*, p. 254.

[92] V. Lluch & Argemi, *Agronomía y Fisiocracia en España 1750-1820*, Valencia, Alfonso V el Magnánimo, 1985.

Castillo, s'il approuve les physiocrates de placer le despotisme chinois au rang de modèle et de dénoncer le danger des « contrepoids » à l'autorité, est cependant conscient des contradictions où se débattent les physiocrates. En fin de compte, « toutes les institutions que la Révolution abolira irrémédiablement furent les objets particuliers de leurs attaques, aucune d'entre elles ne trouva grâce à leurs yeux » de plus, ils inspirèrent « presque toute la législation économique de l'Assemblée Constituante »[93]. Alors que, « en même temps, il est compréhensible que l'apparence féodale de ce système, de la même façon que le ton aristocratique des Lumières, ait pu conquérir un certain nombre de seigneurs féodaux comme adeptes enthousiastes et propagandistes d'un système qui proclamait, dans son essence, l'ascension du système bourgeois de production sur les ruines du système féodal »[94].

S'il est surprenant que l'introduction de l'un de ses principaux mouvements des Lumières, la physiocratie, s'effectue à travers des positions ultra-royalistes de Castillo, il est par contre très compréhensible que ce dernier ait été intéressé par les thèses physiocratiques, ou au moins par certaines d'entre elles. Castillo était en effet très lié à la grande propriété aristocratique caractéristique du Pays Valencien dont il était originaire. Or ces grandes propriétés nobles consistaient essentiellement en terres irrigables et il était tentant pour des auteurs comme Castillo de tenter un parallèle entre cette « société hydraulique » relevant par certains traits du « despotisme oriental » et le modèle physiocratique du « despotisme légal ».

Comme concluent à juste titre Argemi et Lluch : « Économie et agriculture libérale au XVIII^{ème} siècle, politique au XIX^{ème} siècle. Progressisme au XVIII^{ème}, absolutisme au XIX^{ème}. Les doctrines physiocratiques montrent ainsi leur ambivalence »[95].

7.2.2 - La connaissance des physiocrates.

La deuxième voie d'influence des physiocrates fut celle qu'ils exercèrent sur les économistes de leur époque. Mais, à l'exception des traducteurs, les économistes espagnols ne semblent pas connaître la physiocratie en tant que système, tout au plus utilisent-ils dans certains débats économiques des arguments d'allure physiocratique. Les similitudes viennent du fait qu'en France comme en Espagne, physiocrates et philosophes des Lumières s'affrontent à un ancien régime présentant des traits communs.

Ainsi Campomanes lui-même utilise-t-il presque littéralement la traduction du *Mémoire de la Société d'Agriculture de Berne* dans sa plaidoirie pour la liberté du commerce. De même, l'*Ensayo* fondateur de la Société Économique Basque, la première fondée en Espagne et qui a servi de modèle à Campomanes, a souvent des accents physiocratiques. Mais

---

[93] Cité dans la contribution de Argemi et Lluch à *La diffusion internationale de la physiocratie, op. cit.*, pp. 256-257.
[94] *Ibid.* p. 257.
[95] *Ibidem.*

le Pays Basque connaît à cette époque un début d'industrialisation et les auteurs de l'*Essai* n'hésitent pas à mêler les *Maximes* de Quesnay et les préceptes mercantilistes[96].

Le cas le plus intéressant est cependant celui de Gaspar Melchor de Jovellanos (1744-1811)[97]. Cet asturien, issu d'une famille noble mais modeste, d'abord procureur à Séville, s'était intéressé très tôt aux auteurs étrangers, il avait appris l'anglais et avait découvert l'œuvre des philosophes et des physiocrates français. Il s'était passionné pour les « colonisations » de la sierra Morena entreprises par Pablo Olavide. Il prenait aussi la plume et avait même écrit en 1774 une pièce de théâtre[98], certes larmoyante, dans le goût de l'époque, mais où l'un de ses personnages n'hésitait pas à réclamer « la raison, l'humanité et la nature ! »

Nommé en 1778 *alcalde de casa y corte* à Madrid, il se lie surtout aux défenseurs du despotisme éclairé, en particulier le comte de Campomanes, procureur du Conseil de Castille et fondateur des sociétés économiques des *Amis du pays*, dont le rôle fut grand dans la diffusion des Lumières en Espagne. Chargé de plusieurs missions destinées à préparer des réformes que voulait introduire Charles III , il ramène de ses voyages hors de Madrid des rapports décrivant en détail les terres, les modes de culture, l'attitude des paysans . . .

Mais la mort de Charles III et son remplacement par Charles IV en 1788, la Révolution française, l'ascension rapide de Manuel Godoy au secrétariat d'État vont mettre un coup d'arrêt aux critiques de l'ancien régime et à la politique de réformes. Jovellanos est marginalisé et on parvient même à l'éloigner de la capitale sous couvert d'une étude des mines de charbon de terre de sa province des Asturies. Ce semi-exil ne prend fin qu'en 1797 - soit sept ans après son envoi à Gijón - mais le répit n'est que de courte durée puisque, s'étant à nouveau signalé en 1801 par un *Informe acerca del tribunal de la Inquisición* (Rapport relatif au tribunal de l'Inquisition), c'est à Majorque qu'il est exilé jusqu'à la conspiration d'Aranjurez et l'abdiquation de Charles IV (1808).

Tout comme les physiocrates Jovellanos accorde une importance primordiale au rôle de l'instruction dans la réforme sociale et le développement de la prospérité du pays. Il réclame un enseignement des sciences exactes et naturelles et, pour les fonctionnaires mais aussi pour tous les citoyens et patriotes, une formation à « la véritable science de l'État, l'économie politique ».

Cependant, son grand œuvre, « la prunelle de ses yeux », est l'*Informe sobre la ley agraria* (Rapport sur la loi agraire) paru en 1795 mais qu'il avait mis plusieurs années à rédiger à la demande de la Société économique de Madrid. « Ce rapport célèbre, qui fut le point de départ des réformes agraires du XIX^{ème} siècle (et longtemps interdit par la censure), donne la mesure de la pensée économique libérale et individualiste de l'Espagne des Lumières, de ses audaces, de ses limites. À travers l'étude des principaux obstacles au développement de l'agriculture, Jovellanos attaque, en fait, les privilèges et monopoles de la noblesse et du clergé dont les biens de main-morte occupent plus de 80 % du territoire,

[96] Son auteur, le Comte de Peñaflorida, partage avec d'autres basques comme Arriquivar et Foronda une assez bonne connaissance de la nouvelle agronomie et des thèses physiocratiques.
[97] V. Florence Delay, article « Jovellanos », *Encyclopædia Universalis*, 1995.
[98] *El Delincuente honrado* (*Le Criminel honnête*).

empêchant toute nouvelle répartition des terres. Il établit une ligne de démarcation entre la fonction historique de la noblesse et son inutilité sociale depuis que la défense de l'État n'est plus entre ses mains. Puisque le droit de transmettre n'est pas dans la nature, la richesse de cette classe stérile ne provient pas du travail, mais des privilèges. La cour de Marie-Louise lui offrit d'ailleurs un spectacle d'encanaillement qui renforça les griefs moraux développés dans ses satires. Quant au clergé : "Des villes naguère opulentes ne sont plus aujourd'hui peuplées que d'églises, de couvents et d'hospices qui survivent à la misère qu'ils ont causée". Le raccourci est violent. Pourtant les conclusions sont faibles en comparaison des attaques. Il ne demande pas l'abolition de tout l'inaliénable (qu'il préconise dans ses lettres), seulement l'aliénation des terrains communaux. Il propose des dérogations, des corrections, jamais la destruction de l'ordre antérieur. "Que d'autres corps politiques cherchent leur gloire dans la ruine et la désolation". Sa prudence a repris les rênes »[99].

En fait, la Révolution française et les crises subséquentes ont exacerbé les contradictions des réformateurs espagnols. Alors que ses amitiés, ses prises de positions critiques, ses exils successifs l'ont entouré d'une *aura* révolutionnaire, il ne parvint pas à dépasser dans ses propositions politiques une simple ferveur patriotique. « Sollicité par le "roi philosophe", Joseph Bonaparte, pour participer au gouvernement – donc de voir ses idées réalisées – il refusa énergiquement, renia ses amis qui servaient l'envahisseur, et, s'identifiant à l'Espagne, en prit le parti contre ses propres espérances. C'est cette attitude qu'il défendit aux Cortes de Cadix où il représenta les Asturies et où il maintint l'esprit de réforme du XVIII^{ème} siècle face à un nouveau rationalisme empreint d'élan romantique qui annonçait le XIX^{ème} »[100].

Le bilan de l'action « physiocratique » de Jovellanos est donc au total assez limité. S'il met le doigt sur quelques problèmes cruciaux de l'agriculture espagnole du tournant du siècle, il subit sans doute autant, sinon plus, l'influence de Jean-Jacques Rousseau que celle de Quesnay. Ses églogues en faveur d'une population rustique enrichie par le travail de la terre, simple et vertueuse, le prouvent abondamment. En élargissant l'analyse à l'ensemble des auteurs espagnols de l'époque, on peut dire avec Argemi et Lluch que « la pensée économique des Lumières s'inscrit dans le cadre des coordonnées d'un mercantilisme libéral ou d'un agrarianisme mercantiliste »[101] qui se borne souvent à réclamer une plus grande liberté du commerce, considérée comme l'instrument essentiel pour la promotion de l'agriculture.

« Après l'éclatement de la Révolution française et la fermeture des frontières décrétée par le Gouvernement de Madrid, la physiocratie semble peu appréciée par les Espagnols. Par les libéraux, parce qu'il existait quelque chose de plus moderne ; par les réactionnaires, peut-être parce qu'ils avaient la même idée que Tocqueville qui voyait dans les physiocrates des précurseurs de la Révolution. Mais vingt ans plus tard, dans le tourbillon libéral, ces mêmes réactionnaires y ont vu la doctrine qui convenait à leurs fins. Une doctrine d'origine libérale, mais qui dans le nouveau contexte pouvait être un instrument absolutiste. Les traductions de Le Mercier, ainsi que celles de Schmidt d'Avenstein, ont cette origine. Et les idées propres de Castillo, que l'on peut analyser dans les notes à la traduction, en sont la preuve »[102].

---

[99] Florence Delay, article « Jovellanos », *op. cit.*
[100] *Ibidem.*
[101] « La physiocratie en Espagne : une synthèse provisoire » de Luis Argemi et Ernest Lluch, *op. cit.*, p. 259.
[102] Argemi L. & Lluch E., *Ibidem.*

Ainsi, « qu'il s'agisse des traductions de physiocrates, ou de la connaissance que les Espagnols montraient de leurs principes, l'image d'ensemble est celle d'une influence partielle, lacunaire, car il manqua toujours un trait d'union entre toutes les théories et les propositions »[103].

7.2.3 - Les thèmes physiocratiques.

Il reste néanmoins que l'on retrouve dans les débats espagnols du temps de nombreuses propositions marquées au sceau du libéralisme ou de l'agrarianisme et des thèmes qui semblent familiers aux connaisseurs de la physiocratie : quelques discussions sur la forme du gouvernement, beaucoup plus sur des points de politique concrète tels que les avantages respectifs des bœufs et des chevaux, la stérilité des artisans, le système d'imposition et le cadastre, la liberté du commerce . . . Mais les arguments théoriques utilisés sont peu profonds, ce qui limite grandement leur impact.

En fait, l'agrarianisme libéral est typique du mouvement des Lumières en Espagne. On insiste sur la nécessité de se préoccuper de l'agriculture et de la moderniser pour sortir de la crise. On repère les causes institutionnelles et techniques de cette crise (critique de la distribution de la propriété et des réglementations féodales d'une part ; opposition de la grande et la petite culture, de la culture par bœufs ou par des mules d'autre part). Le débat est animé sur tous ces points.

L'impôt unique est également un thème à l'ordre du jour. Les économistes espagnol réclament dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle une réforme fiscale s'inspirant des propositions d'un auteur espagnol « pré-physiocratique » : Zabala y Auñon. Mais Zabala propose un impôt unique très différent de celui des physiocrates : une imposition sur la richesse territoriale proche de celle du « Cadastre » catalan qui n'existait pas dans les royaumes de la Couronne de Castille.

« Le dernier point de similitude [entre les débats économiques en France et en Espagne] est le libéralisme. Campomanes, le principal responsable de la politique économique éclairée est, en politique, plus un pragmatique qu'un libéral. Comme on l'a vu, il se méfie des modèles généraux, comme celui des physiocrates. Mais il apporte la libéralisation du commerce des grains, comme Turgot. Et il gagne la guerre des farines espagnole, le *motin de Esquilache* ("guerre des chapeaux et des capes"), en approfondissant la libéralisation »[104]. L'influence de Turgot est certaine, cependant, « les racines théoriques de la politique éclairée de Charles III ne sont pas françaises mais napolitaines. Roi de Naples avant de devenir Roi d'Espagne, il est arrivé à Madrid avec des intellectuels italiens et les idées qu'ils ont apportées se sont mêlées à celles de fonctionnaires espagnols comme Campomanes. Et si l'on se rappelle de la tradition intellectuelle napolitaine, on peut voir pourquoi le modèle est plus caméraliste que physiocratique »[105].

---

[103] *Ibidem.*
[104] Argemi L. & Lluch E., *op. cit.* p. 261.
[105] *Ibidem.*

Confrontés à des problèmes similaires nés de la crise de l'ancien régime, il était naturel que des points de vue proches émergent dans les deux pays mais « si les visions sont semblables, elles diffèrent sur un point crucial : les objectifs physiocratiques ont une racine théorique, alors que les propositions faites en Espagne cherchent dans la tradition et les conditions espagnoles des apports possibles, mais manquent d'un cadre théorique cohérent. Quant à Jovellanos, dont l'œuvre est le point culminant du mouvement réformiste en Espagne au XVIII[ème] siècle, il était plus proche du libéralisme smithien que de la physiocratie »[106].

L'utilisation conjointe du terme de despotisme et de celui d'« ordre naturel » comme chez Perez y Lopez et plus tard chez Castillo y Carroz ne doit pas faire illusion : leur ordre naturel c'est l'ordre divin intangible et leurs idées sont clairement réactionnaires. Quand, après 1820, certains auteurs espagnols se réclament du « despotisme légal » des physiocrates, ils pensent plus au mot *despotisme* qu'à l'adjectif *légal*.

« Au début du nouveau siècle, on croît lire, dans les textes les plus politiques de la physiocratie, une défense de l'État absolutiste, et ce sont des réactionnaires éclairés qui ont repris ces idées, tandis que les anciens physiocrates ou ceux qui l'étaient presque devenus, ont évolué plus loin, vers Smith[107]. [...] Si cette interprétation est correcte, on peut tirer des conclusions apparemment curieuses de la façon dont furent reçues les idées des *Économistes* en Espagne. Au XVIII[ème] siècle, ils furent compris dans ce qu'ils avaient de réellement révolutionnaires, c'est à dire pour leurs propositions de type économique (en dépit de l'absence notable du noyau plus strictement analytique de ces propositions) et les nouvelles techniques agricoles qu'ils préconisaient. Mais au tournant du siècle, suite au "mauvais exemple" de la Révolution, lors du retour de l'absolutisme avec Ferdinand VII, ou avec le débat que permirent les lois du *Triennat libéral*, ces deux groupes furent compris dans ce qu'ils avaient de réactionnaire et de conservateur, ou, en tout cas, ils furent compris comme de simples rationalisateurs de l'ancien régime politique ou des techniques agricoles. Le changement de conjoncture impliqua une nouvelle lecture des physiocrates et des agronomes, et dans celle-ci, comme dans des jeux de miroirs, les images originales apparaissent déformées, voire coupées de leurs aspects essentiels »[108].

Il faudrait tenir compte également des différences entre les régions fortement influencées par les modèles étrangers, car l'unification administrative de l'Espagne est récente, elle ne date que de 1714. Ainsi « les royaumes de la Couronne d'Aragon penchaient pour le prétendant autrichien, tandis que ceux de la Couronne de Castille se tournaient vers la France. Ceci explique en partie les anomalies et les différences dans la diffusion d'une doctrine plus progressive comme la physiocratie, face au caméralisme d'origine autrichienne et napolitaine présent en Aragon et en Catalogne. En tout cas, le despotisme légal fournit une philosophie politique à la pratique administrative camérale. À nouveau, l'ambivalence de la physiocratie apparaît clairement. Ultime résurgence, beaucoup plus tard, au XX[ème] siècle, les georgistes

---

[106] *Ibidem.*

[107] Ce fut le cas pour Foronda.

[108] Argemi L. & Lluch E., « La physiocratie en Espagne : une synthèse provisoire », *op. cit.* p. 262.

espagnols ont publié des écrits en revendiquant le titre de "physiocrates modernes". Mais ceci est une autre histoire »[109].

7.3 - La dérive vichyste.

Première tentative de construction d'une économie politique à caractère scientifique, il était normal que tous les courants ultérieurs empruntent à la physiocratie des éléments de vocabulaire, des concepts, des méthodes de mesure, des modes de représentation de la réalité économique.

Ce qui l'était moins, c'était d'en produire une caricature volontaire permettant de mieux la discréditer au nom des règles de la cohérence interne d'une théorie, des principes éternels de fonctionnement de la société ou au contraire des contraintes de la modernité. Pièges relativement faciles à déjouer par un retour aux textes - et aux textes de Quesnay de préférence à ceux des épigones.

Mais une autre attitude s'est révélée plus délétère : celle qui consistait à en tirer une version édulcorée ou même purement et simplement « reconstruite » pour se réclamer de la postérité de l'école et bénéficier ainsi, peu ou prou, de son *aura*. Hommage du vice à la vertu en quelque sorte, cette attitude est plus difficilement repérable et critiquable. Elle a fait beaucoup, en France au moins, pour discréditer la « secte » en l'étouffant sous des monceaux de fleurs empoisonnées. Elle explique que la doctrine physiocratique soit trop souvent chez nous reléguée au rang de curiosité historique, que son apport à l'analyse économique soit largement minimisé.

L'exemple le plus significatif, selon nous, de cette attitude d'« étouffement » est certainement celle qu'a déployée avant - et surtout, pendant - la guerre le principal théoricien de la doctrine agrarienne française, Louis Salleron[110] qui s'installe dans les années trente, jeune juriste frais émoulu de l'Université, au 8 rue d'Athènes, siège de la très conservatrice « Union centrale des syndicats agricoles de France ». Il développera dans sa thèse[111] et dans de multiples articles une doctrine exaltant la supériorité de l'exploitation familiale, critiquant à la

---

[109] *Ibidem.*

[110] Ce même Salleron sera chargé trente ans plus tard par l'INED, comme spécialiste de l'agriculture, de rédiger les « notes de doctrine » pour l'édition des textes de Quesnay (alors que la grande spécialiste des textes du XVIII[ème] siècle, Jacqueline Hecht était limitée à la lourde responsabilité des notes bio-bibliographiques). Nous reparlerons plus loin de ce choix assez singulier et de ses conséquences.

[111] *L'évolution de l'agriculture française, du régime foncier au régime corporatif*, Thèse de droit, 1937, 220 p. Édition commerciale sous le titre : *Un régime corporatif pour l'agriculture*, 262 p.

fois le libéralisme et le socialisme et cherchant à fixer les contours d'une « troisième voie » corporative[112].

« Ce rejet du centralisme jacobin en même temps que de l'individualisme libéral se rattachait évidemment à une tradition contre-révolutionnaire. L'historien doit cependant préciser. Augé-Laribé parlera plus tard " des jeunes gens endoctrinés par Maurras " et pleins d' " admiration pour la corporation allemande "[113]. Ces deux affirmations ne semblent pas acceptables. Certes Rémy Goussault, l'un des animateurs, rapporta du *Reichsbauerntag* de Goslar un compte-rendu enthousiaste, mais cette attitude lui demeura personnelle. [...] Si l'exemple italien séduisait beaucoup Roger Grand, Salleron le critiquait avec fermeté comme trop dominé par l'étatisme. Les sources françaises en définitive suffisaient. La première restait la pensée traditionnelle du syndicalisme agricole, orientée selon la formule de La Tour du Pin " vers un ordre social chrétien " [...] et comme leurs prédécesseurs, tous les dirigeants étaient animés d'un foi religieuse, quoique en général ils ne l'invoquaient pas explicitement. Maurras exerça certes sur eux une influence comme sur toute la droite de l'époque mais elle resta diffuse et Salleron fut même l'un des dirigeants du *Courrier Royal* que le comte de Paris avait fondé en face de *L'Action française.* Le philosophe monarchiste avait d'ailleurs toujours méprisé les facteurs économiques. Le théoricien du corporatisme trouva plus d'éléments dans la réflexion de deux juristes républicains : Duguit pour l'association des syndicats aux responsabilités publiques, Hauriou pour la théorie de l'institution corporative[114] ».

Quoiqu'il en soit, l'arrivée au pouvoir de Pétain en 1940 allait fournir à ces théoriciens, et en particulier à Salleron, l'occasion de donner toute leur mesure. Comme le dit Barral avec sa modération habituelle : « L'État français, établi à Vichy en juillet 1940, comportait des tendances doctrinales diverses. L'une des plus accentuées fut l'agrarianisme traditionnel qui acquit alors une audience élargie, non seulement parce que la nation avait besoin des produits du sol, mais aussi parce qu'on attendait des campagnes une rénovation éthique et politique. Les thèmes ruraux, l'emploi du terme "paysan", l'idée du "retour à la terre" prirent alors une insistance et une fréquence remarquables. Le pouvoir agit en ce sens, et son action rencontra une orientation parallèle assez spontanée de l'opinion ».

« "Il arrive, disait Pétain lui-même en juin 1940, qu'un paysan de chez nous voit son champ dévasté par la grêle. Il ne désespère pas de la moisson prochaine. Il creuse avec la même foi le même sillon pour le grain futur". Et il lançait avec une réelle grandeur - poursuit Barral : "*La terre, elle, ne ment pas.* Elle demande votre secours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de la France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de la France qui renaît". Un autre discours précisait : "La France de demain sera à la fois très nouvelle et très ancienne. Comme le géant de la fable, elle retrouvera toutes ses forces en reprenant contact avec la terre", et cette rénovation était

---

[112] Voir la présentation très complète et mesurée de ces thèses et de leur contexte dans l'étude de Pierre Barral : *Les agrariens français de Méline à Pisani*, A. Colin, col. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques » n° 164, 1968, 386 p.

[113] *in : La politique agricole de la France de 1880 à 1940*, Paris, 1950, p.450.

[114] Barral, *op. cit.*, p. 236.

attendue de "l'agriculture familiale qui constitue la principale base économique et sociale de la France" »[115].

Comme les propagandistes le rappelaient à toute occasion, le chef de l'État était fils et frère d'exploitants, et on le présentait comme le « Maréchal-paysan ». Parmi les multiples morceaux de bravoure des discours sur ce thème, citons l'allocution de Pau, en avril 1941 : « C'est le paysan qui a forgé [la France] par son héroïque patience. C'est lui qui assure son équilibre économique et spirituel. [...] C'est pourquoi il faut que le paysan soit hautement honoré car il constitue avec le soldat des garanties essentielles de l'existence et de la sauvegarde du pays »[116].

« Les circonstances dramatiques avaient ainsi conduit l'administration à une intervention sans précédent dans le jeu du marché. Mais l'État français affirmait d'autre part sa volonté de reconnaître à la profession une large compétence. Ainsi fut créée, dans la ligne doctrinale qui s'était développée depuis dix ans, la Corporation paysanne chargée « de promouvoir et de gérer les intérêts communs des familles paysannes dans le domaine moral, social et économique ». Comme elle constitua en fait la principale réalisation de cet ordre dans la France contemporaine, son histoire mérite une attention particulière.

« Tout en ayant conscience des difficultés liées aux pressions du vainqueur et à l'absence des prisonniers, les corporatistes jugèrent le retournement politique de l'été 1940 particulièrement favorable pour la réussite de leurs projets. Ils craignaient en outre que, devant l'urgence du ravitaillement, on ne crée « des espèces de corporations de produits qui seraient purement et simplement des instruments de l'État ». « Ce serait, estimait-on, pour nos organisations actuelles et pour l'avenir de nos libertés paysannes, une menace telle qu'il ne serait pas exagéré de dire que nous aurions par notre faute, manqué la réforme corporative ». Il fallait donc agir pour l'orienter. Et l'auteur concluait : « Nous disposons actuellement de toutes les chances pour rétablir le régime que nous réclamons et que nous préparons depuis des années mais [...] nous courons le risque de "rater" ce régime si nous nous laissons aller à la facilité Les générations futures de la paysannerie ne nous le pardonneraient pas ». Dès septembre, un bref projet, précédé d'une note doctrinale, fut remis au gouvernement : le syndicalisme se verrait reconnaître la prépondérance sur les organisations économique, il obtiendrait l'adhésion obligatoire de leurs membres, désignerait dans leurs conseils d'administration les trois cinquièmes des membres et recevrait d'elles une dotation constitutive puis une part des bénéfices annuels. »[117]
[...]

« Dès cette époque, et plus encore depuis lors, certains ont soupçonné l'influence des exemples allemands et italiens, l'écho, écrivait Augé-Laribé "des préceptes rapportés de Goslar et de Rome". En fait, nous l'avons vu, l'admiration dithyrambique pour les réalisations totalitaires était restée avant guerre limitée. Après la défaite si le pouvoir de Vichy consentit assurément au vainqueur de lourdes concessions, ce ne fut pas dans ce domaine. [...] Construction logique et systématique, le projet de l'Union nationale reprenait simplement les

[115] *Ibidem*, pp. 256-257. C'est nous qui soulignons.
[116] Cité par Barral, *op. cit.* p. 257.
[117] Barral, *op. cit.* p. 274.

thèses héritées de l'école de la Tour du Pin, mûries par Salleron, proclamées par le congrès de Caen ; ses origines étaient bien nationales »[118]. Salleron fit partie d'ailleurs des délégués généraux chargés, au sein d'une Commission nationale présidée par le comte de Guébriant, de préparer les institutions définitives de la Corporation[119].

C'est à cette époque que Salleron jette les bases de la doctrine de référence de ces nouvelles institutions corporatives, il s'agit de ce qu'il appelle la « physiocratie nouvelle » qu'il décrit notamment dans son ouvrage : *La terre et le travail*, publié en décembre 1941.

La démonstration de Salleron débute par une réinterprétation très personnelle de l'histoire de la pensée économique depuis le XVIII[ème] siècle. Selon lui, aux origines de l'économie politique, toutes les théories seraient en quelque sorte « pono-physiocratiques », fondant la valeur des marchandises à la fois sur la terre et sur le travail. Mais il existerait entre auteurs français et anglais une nuance résultant de leur situation différente :

« Quand l'économie politique a pris conscience d'elle-même, au XVIII[ème] siècle, « elle a trouvé son expression dans l'école physiocratique. Les physiocrates, français et « terriens, estimaient que la valeur a pour fondement la *terre* et le *travail*. Ils mettaient la « terre au premier rang, les choses valant par elles-mêmes avant que le travail leur ait donné « une valeur plus grande. Après eux, Adam Smith renverse la proposition en donnant pour « fondement à la valeur le travail et la terre, et insistant particulièrement sur le travail. On « peut donc dire que le XVIII[ème] siècle voit les choses sainement, mais avec une tendance « déjà différente chez les Français essentiellement terriens et chez les Anglais déjà « principalement commerçants et industriels »[120].

Mais on cesse de « voir les choses sainement » au siècle suivant à la suite de la révolution introduite par Ricardo relayé par Marx. Une double erreur gangrène l'économie politique : la valeur devient son seul référent et cette valeur est uniquement fondée sur le travail :

« Au début du XIX[ème] siècle, Ricardo opère une révolution dans l'économie « politique en s'attachant exclusivement à la notion de *valeur* et en proclamant que l'unique « fondement en est le travail[121]. Pour lui, toutes les choses qui s'achètent, se vendent et se « consomment " valent " exactement la somme de travail qu'elles incorporent dans leur « production, leur transformation et leur transport. [...] Cette doctrine est reprise, quelques « années plus tard, par Karl Marx. Comme Ricardo, Marx considère que les choses n'ont « pas de valeur en dehors du travail qui y est incorporé. Il en déduit sa fameuse doctrine de

---

[118] *Ibidem*, pp. 275-276.

[119] Salleron aurait préféré un délégué unique - lui-même sans doute - « conformément aux principes de l'état nouveau » ! Cf. Barral, *op. cit.* p. 278.

[120] Louis Salleron, *La terre et le travail,* Plon, 1941, pp. 3-4.

[121] Salleron n'hésite pas à « étayer » sa thèse par des anecdotes : « La déviation de l'Économie " classique " est vérifiée par un détail extrêmement curieux. Le premier mot de l'étude de Turgot sur la formation des richesses est le mot *terre* ; le premier mot du livre d'Adam Smith sur la richesse des nations est le mot *travail* ; le premier mot de l'ouvrage de Ricardo sur les principes de l'Économie politique est le mot *valeur*. En quarante ans, on est passé du réalisme terrien à l'idéalisme monétaire : le capitalisme libéral, dont le centre est à Londres, a trouvé sa doctrine », *ibid.*, note 1, p. 4.

« la "plus-value", base des revendications sociales du monde ouvrier pendant près de cent « ans »[122].

Salleron a d'ailleurs une explication toute trouvée à cette convergence des deux doctrines : « il est intéressant de noter que *Ricardo et Marx sont, l'un et l'autre, juifs*. Ce fait explique certainement, en partie, leur mépris de la terre - mépris qu'ils légueront à leurs héritiers libéraux et communistes »[123]. Comme on le voit, les positions de Salleron étaient loin d'avoir le caractère anodin que leur prête Barral.

Pour l'auteur, libéralisme et marxisme, « totalement identiques dans leurs conceptions de base »[124] - puisqu'ils fondent l'économie politique sur le travail -, sont en même temps « totalement contradictoires dans leurs aspects de surface » puisqu'ils en tirent des conclusions complètement opposées :

« À partir de la valeur "travail", les libéraux conçoivent l'ordre économique dans « un équilibre spontané de la société fondée sur la loi de l'offre et de la demande et réglée « par le mécanisme des prix dont l'or est l'élément premier. Les marxistes, au contraire, « entendent éviter complètement le mouvement naturel des choses en le soumettant à la « volonté constructive de l'homme et en éliminant aussi bien la monnaie, désormais inutile, « que le système des prix qui n'a plus de référence extérieure »[125].

La conclusion s'impose pour l'auteur : « une doctrine révolutionnaire instaurant un ordre humain capable d'une civilisation durable ne doit donc pas chercher à se situer entre le libéralisme et le marxisme, mais à s'opposer à l'un et à l'autre pour trouver les normes régulatrices d'une économie stable »[126]. Suit une démonstration nébuleuse où les contradictions abondent : comment critiquer les théories de la valeur-travail pour leur matérialisme et affirmer dans le même temps que « L'économie ne repose pas seulement sur l'*homme,* elle repose aussi sur les *choses* » ? Comment vouloir fonder une « économie humaine », tout en refusant d'y accorder une place centrale au travail humain ?

Deux tentatives de réponse sont données : l'auteur enfile quelques lieux communs à caractère philosophique, selon lesquels l'ordre humain qu'il veut instaurer « ne saurait être matérialiste. L'homme n'est pas que matière, l'homme est aussi, et d'abord, intelligence et volonté. Un ordre humain doit respecter la nature humaine. Un ordre humain doit se fonder sur la nature humaine ». Et il promet par ailleurs d'éclairer ces idées « apparemment abstraites, à la lumière d'une Histoire récente et de l'actualité ». On craint le pire !

---

[122] *Ibid.*, pp. 4-5.

[123] *Ibid.*, note 1, p. 5 (C'est nous qui soulignons, B.D.).

[124] « Parce que Ricardo considère le travail comme la source de toute valeur, parce que Marx, sur ce point, ne fait qu'adopter la théorie de son prédécesseur libéral, une immense confusion va régner pendant un siècle dans la société. Cette confusion n'est pas dissipée. Sous prétexte d'honorer le travailleur, les écoles rivalisent à qui fera plus de place au travail. Elles veulent ainsi libérer l'homme. Elles l'asservissent. En économie comme en philosophie, l'humanisme intégral n'est qu'un idéalisme. C'est par l'objet que l'homme se situe et se sauve. C'est en adhérant fortement à la terre qu'il a le plus de chance de voir s'ouvrir les cieux ». *Ibid.*, p. 126.

[125] *Ibid.*, pp. 5-6.

[126] *Ibid.*, p. 6.

Avant de construire une physiocratie nouvelle, il faut dresser la bilan de la physiocratie ancienne. Ce bilan porte tout d'abord entièrement au crédit de l'École « la thèse centrale de l'œuvre de Quesnay [selon laquelle] l'agriculture seule est productive et qu'en conséquence c'est autour d'elle que l'économie tout entière doit s'ordonner. » Pour Salleron, cette thèse de la productivité exclusive de l'agriculture n'est pas dépassée : « N'allez pas vous figurer une doctrine naïve et comme le balbutiement d'une science naissante. La doctrine du produit net est si fortement établie que M. Deschamps a écrit[127] [...] : "Je n'ai pas encore pu, y ayant tâché pourtant sur la foi de ce qu'on répète avec assurance, réfuter cette thèse de la productivité exclusive de l'agriculture dans les termes où les physiocrates l'ont posée" »[128].

Et si l'obscur Deschamps ne suffit à convaincre, Salleron a une autre carte maîtresse, la réponse de Le Trosne aux objections de Condillac : « Il est [...] évident que l'industrie nous sert, mais ne nous enrichit pas, et qu'elle gagne sans rien produire, puisqu'elle ne produit ni les matières premières, ni les productions qu'elle consomme, ni la faculté de dépenser dans ceux qui la payent. On ne peut donc jamais mettre en parallèle les fruits de son travail avec ceux de la culture, comme formant deux articles séparés et devant être calculés à part, puisque *les ouvrages de l'industrie, quant au fond, sont fournis par le premier travail, et quant à la forme, sont payés par lui* »[129]. Ce qui permet à Salleron de poursuivre : « Cette formule, véritablement définitive, permet à Le Trosne d'annoncer au passage et tout ensemble de condamner implicitement la thèse fameuse de Marx. Parlant de ceux qui, dans la classe stérile, se font payer au delà des frais indispensables : " [...] S'ils semblent obtenir une sorte de produit net, écrit il, *ils ne le produisent pas, ils le gagnent* ; et cette plus-value qui est pour eux un bénéfice, est une dépense de plus pour l'acheteur ". »[130]

Pour l'auteur, la productivité exclusive de l'agriculture n'est pas une hypothèse, c'est la vérité de base de l'économie politique : « Une vue aussi exacte de la nature du produit net et, en général, de la productivité a conduit les physiocrates à poser le principe d'une circulation économique dont le point de départ et le point d'arrivée est la terre. Ils sont les premiers, et ils sont les seuls, à avoir vu et avoir dit que dans l'équation permanente des échanges il y a rupture à un moment donné ; cette rupture est à l'agriculture. Dans tout le mouvement économique la production est égale à la consommation, et réciproquement, sauf en ce point où nous voyons le produit net apparaître et permettre la création de richesses. Cette vérité qui a été découverte par Quesnay et qui restera son titre de gloire éternel, elle a été perdue de vue, elle a été pratiquement niée. Elle est pourtant la base même de l'Économie politique, tout le reste n'étant, comme dit Dupont de Nemours, que " corniches ", " fleurons " et " astragales " »[131].

---

[127] A. Deschamps : « Du profit que retire un jeune homme de l'histoire des doctrines économiques », *Réforme sociale*, 1er octobre 1902. Salleron cite d'après : René Gonnard, *Histoire des doctrines économiques*, Paris, Nouvelle librairie nationale, tome 2, p. 33.

[128] *Ibid.*, pp. 25-26.

[129] Cité par Salleron, *Ibid.*, p. 30.

[130] *Ibid.*, pp. 30-31.

[131] *Ibid.*, p. 31.

Salleron se garde bien pourtant d'étudier en détail l'appareil analytique de Quesnay, il préfère éviter l'obstacle et se retrancher une nouvelle fois derrière des arguments d'autorité : « Nous ne ferons pas l'analyse du célèbre *Tableau économique* où Quesnay a voulu renfermer tout le mécanisme de la circulation des richesses, [...] qu'il nous suffise de dire que Quesnay, par une intuition géniale qui illumine toute sa doctrine, arrive très vite à concevoir qu'excepté l'agriculture, l'activité économique est tout entière fondamentalement une *dépense.* Étonnante à première vue, cette conception se révèle à la réflexion, si nécessaire qu'on s'étonne qu'elle ait été si longtemps méconnue - et qu'elle le soit encore. Par bribes, cependant, on la retrouve »[132]. Salleron invoque ici la théorie de l'épargne de Rist puis, une nouvelle fois la critique du commerce par Le Trosne : « Si l'on prend des frais purement stériles pour des produits, si l'on veut voir un accroissement de richesses dans des dépenses qui se font au détriment du produit net possible ou aux dépens du produit net qui existe, il est pour une nation un moyen bien facile de s'enrichir à volonté ; c'est de multiplier les frais du trafic, c'est d'interdire les rivières, c'est de faire faire aux productions le double de chemin, et par terre, pour arriver à la consommation. Car tout ici est de rigueur : les principes sont vrais ou faux dans toute leur étendue. Si les frais sont un gain pour une nation, il faut les étendre ; s'ils sont une charge et une dépense, il faut les réduire par tous les moyens possibles ; et ce dilemme s'applique au commerce étranger comme au commerce intérieur »[133].

Les bases de la doctrine physiocratique sont donc irréfutables et rien ne justifie le long ostracisme qu'elle a subi : « le XIX^{ème} siècle, dans son ensemble, a ignoré ou méconnu les physiocrates. Adam Smith, qui leur devait beaucoup, leur avait tiré un coup de chapeau boudeur, en saluant leur doctrine "aussi juste qu'elle est grande et généreuse". Mais son autorité propre éclipse ensuite la leur. Les libéraux français déjà subjugués par la Grande-Bretagne, affectent de les considérer comme des enfants. Le ton est donné [...] par Jean-Baptiste Say, ce qui chagrine ce bon Dupont de Nemours qui l'accuse de "battre sa nourrice". [...] Plus équitable, Marx voit en eux "les véritables créateurs de l'économie moderne" et il déclare : "Smith a simplement pris la succession des physiocrates, sans réussir à donner à l'ensemble la justesse de développement et d'interprétation indiquée, malgré les hypothèses erronées de Quesnay, dans le Tableau économique". De nos jours, on commence à comprendre la valeur de la grande école française du XVIII^{ème} siècle. M. Gonnard qui cite le jugement de Marx, cite aussi ceux des historiens modernes, MM. Denis et Deschamps. Le premier disant que, si l'on voit aisément les imperfections du système physiocratique, "on n'en reconnaît presque jamais l'incomparable grandeur" ; le second ajoutant qu'"on réfute toujours les idées essentielles des physiocrates sans les comprendre", alors que leur doctrine est "d'une envergure et d'une profondeur telles que le grand ouvrage d'Adam Smith, malgré sa supériorité à certains points de vue, ne saurait lui être comparée". Quant à Oncken, il déclare avec une assurance parfaitement fondée : "Aujourd'hui encore, le système physiocratique attend sa réfutation scientifique". Léon Walras et l'école de Lausanne ne pensent point différemment »[134].

---

[132] *Ibid.*, pp. 32-33.

[133] Cité par Salleron, *ibid.*, pp. 33-34.

[134] *Ibid.*, pp. 36-38. On peut remarquer que, 17 ans plus tard, Salleron n'a pas varié, quand il présente l'hypothèse physiocratique selon laquelle :

« Salaires, profits, intérêts sont des revenus particuliers, mais sont une dépense sociale. Seul est revenu social l'ensemble des revenus particuliers des propriétaires fonciers. Toute la circulation des richesses n'est en quelque

Ces adhésions - présumées - à la physiocratie devraient emporter les dernières réticences du lecteur, mais, bon prince, Salleron n'hésite pas à nuancer son propos : « Est-ce à dire qu'il faille reprendre les travaux de Quesnay, de Turgot, de Le Trosne, de Beaudeau [sic], de Dupont de Nemours, de Mercier de la Rivière pour expliquer ou corriger tous les faits économiques contemporains ? Ce serait à désespérer de l'intelligence humaine si elle n'avait rien de plus à fournir pour dominer et diriger le monde moderne que des analyses vieilles de près de deux siècles et qui ignoraient presque tout de la technique où se meut désormais notre vie quotidienne. Non, il ne s'agit pas d'adhérer à la " secte ". Il s'agit, et c'est plus important, d'étudier des principes, une philosophie pour savoir si nous n'avons pas à en tirer quelque chose dont nous puissions faire notre profit *dans le désarroi actuel.* Or, grâce à ces vieux auteurs que nous venons d'évoquer, nous avons découvert quelques points essentiels qui devront nous servir à tracer les grandes lignes d'*une physiocratie nouvelle* »[135].

---

sorte qu'une conservation de l'énergie économique ; cette énergie n'est augmentée que par l'apport annuel de l'excédent de la production agricole »,

c'est en fait pour la reprendre pratiquement à son compte :

« Telle est l'hypothèse dont il faut faire honneur non à Turgot, mais à Quesnay. Hypothèse grandiose qui attend, non pas sa réfutation, on ne réfute pas une hypothèse scientifique, mais l'hypothèse plus profonde qui l'intégrera, en la contredisant et en s'y substituant. Elle embrasse la totalité de l'économie politique et, pour fruste qu'elle apparaisse au regard de la complexité moderne, elle demeure solide ».

Conclusion de la contribution de Louis Salleron au tome I de : *François Quesnay et la physiocratie* [INED, 1958] : « Le produit net des physiocrates », pp. 151-152.

[135] *Ibid.*, pp. 38-39. C'est nous qui soulignons (B.D.).

Un chapitre est consacré par Salleron dans son livre de 1941 à décrire cette « physiocratie nouvelle » ou « moderne ». La thèse se résume, pour l'essentiel à remplacer l'opposition des deux secteurs productif et stérile par une échelle de productivité, d'ailleurs non définie : « Évidemment, on ne saurait s'en tenir purement et simplement au *Tableau économique.* Mais une physiocratie moderne, développant le principe essentiel du produit net, ferait une discrimination très aisée des activités plus ou moins productives et de leurs satellites de dépenses plus ou moins nécessaires.

« Il s'agit d'une hiérarchie des valeurs économiques. Or nous apercevons tout de suite qu'il y a d'abord lieu de distinguer la *productivité* et la *lucrativité,* celle-ci n'étant que l'analogue de celle-là dans le domaine de l'argent. Il faudra donc, en toute circonstance, subordonner le lucratif au productif, du moins au plan politique. Puis il faudra établir une distinction absolue entre les activités qui s'appliquent directement aux *choses* et celles qui ne s'y appliquent qu'indirectement, par voie de *services.* Produire, transformer, transporter, distribuer sont des opérations de productivité décroissante et qui intègrent une portion croissante de dépense dans la valeur du produit consommable. Tous les services qu'exige chacune de ces opérations constituent des dépenses de plus en plus onéreuses relativement au produit. La dépense pure est celle de la fonction publique, qui doit être imputée sous forme d'impôts, dans les frais généraux de chaque activité productive. » [...]

« La plus grande richesse [...] provient de l'investissement de l'épargne dans les capitaux les plus "productifs", c'est-à-dire ceux qui libèrent la plus-value la plus forte, le profit le plus grand. À cet égard, il est certain que les possibilités de richesse s'accroissent de la production la plus simple à la production la plus complexe, de l'agriculture à l'industrie, du bien réel au signe qui le garantit et le représente. En tant qu'on peut isoler l'économie politique de la politique, en tant qu'on peut en faire une science des richesses indépendamment de l'homme et de la société, son domaine propre est très vite le lucratif pur, qui est l'image inversée du productif, une conquête du génie humain certes, mais qui tend à la mort en se coupant de la nature. C'est pourquoi, le lucratif n'existe en réalité, que dans la mesure où il asservit le productif : nous le vérifions chez les individus où le marchand d'argent gouverne en fait le producteur. Nous le vérifions parmi les nations où la Grande-Bretagne ne peut conserver sa richesse de fret, d'assurances et de banque, qu'en tenant sous domination des pays qui produisent » *Ibid.*, pp. 128-132.

Parmi les idées physiocratiques qui ont, selon Salleron, gardé - ou retrouvé - toute leur valeur « dans le désarroi actuel » il y a celle du patriotisme économique : « De toutes ces vérités, il en est une qui paraîtra bien insignifiante aux hommes de science, mais que je m'en voudrais de ne pas signaler ici : [...] le patriotisme des physiocrates [qui] s'affirme constamment dans leur doctrine économique ». L'auteur s'appuie sur une citation de Quesnay : « Les marchands revendeurs savent conserver leurs gains et les préserver d'impôts ; leurs richesses, ainsi qu'eux-mêmes, n'ont point de patrie ; elles sont inconnues, ambulantes et dispersées dans tous les pays de la sphère de leur commerce . . . [...] Les richesses des commerçants sont totalement séparées de celles de la nation; excepté dans la république marchande où les commerçants sont eux-mêmes le souverain, l'État et la nation »[136].

Le Trosne est également utilisé pour renforcer la démonstration : « le patrimoine des nations est leur territoire. [...] Le patrimoine des agents du commerce consiste dans les frais et les bénéfices qui leur sont payés par les nations. Ils participent donc aux richesses des nations et les nations ne participent pas aux leurs. [...] Leur fortune n'a ni patrie, ni domicile, elle est dispersée de toute part, elle circule partout où les affaires la portent »[137]. « On reconnaît là, commente Salleron, une condamnation qui cent cinquante ans plus tard frappera "la fortune anonyme et vagabonde". Il ne s'agit encore que de commerce. Mais les physiocrates ont bien vu le danger »[138].

Le Mercier est cité également pour ses formules sur le commerçant « cosmopolite », « homme pour qui nulle nation n'est étrangère et qui n'est étranger pour aucune nation » opposé par lui aux premiers propriétaires qui, eux seuls, dans chaque nation « forment essentiellement le corps politique de l'État, parce que tous les avantages de leur *existence sociale* sont attachés à la conservation de l'État et des liens qui les tiennent unis à l'État »[139].

Salleron développe encore ce thème en citant la fameuse lettre de Du Pont à Say de 1815 où Du Pont, après avoir montré que l'économie politique ne peut être dissociée de la politique et du droit poursuit : « Vous voyez mon cher Say que notre science a beaucoup d'étendue, qu'elle embrasse un grand nombre d'objets. Pourquoi la restreindriez-vous à celle des richesses ? Sortez du comptoir ; promenez-vous dans les campagnes ; c'est de toutes les volontés du créateur, relativement à notre espèce, qu'il s'agit. Votre génie est vaste; ne l'emprisonnez pas dans les idées et la langue des Anglais, peuple sordide qui croit qu'un homme ne *vaut* que par l'argent dont il dispose ; qui désigne la chose publique par le mot *commune richesse (common-wealth)* comme s'il n'y avait rien de tel que la morale, la justice, le droit des gens (dont le nom n'est pas encore entré dans leur langue). Ils parlent de

---

[136] *Ibid.*, pp. 16-17.

[137] Cité par Salleron, *ibid.*, p. 18.

[138] *Ibid.*, p. 18.

[139] Cité par Salleron, *ibid.*, pp. 19-20. Le Mercier poursuit dans le texte cité sur l'utilité du commerce à condition qu'il reste en position subordonnée : « en même temps que je rends à cette profession l'hommage qui lui est dû, je me fais un devoir, pour elle-même, de ne point dénaturer ses intérêts, de ne point les faire sortir du rang ou cet ordre immuable, l'ordre essentiel des sociétés les a placés ; ce serait leur rendre un mauvais office : au lieu d'être les amis et les associés des autres hommes, ils deviendraient leurs ennemis. Je dis donc que, malgré l'utilité dont ils sont, ils ne forment, dans la société générale qu'une classe d'hommes salariés par tous les autres hommes et servant toutes les nations indistinctement, tous les premiers propriétaires des choses commerçables ».

leurs plaines, de leurs montagnes, de leurs rivières, de leurs ports, de leurs côtes, de leur *contrée (country)*; ils n'ont pas encore dit qu'ils eussent une *patrie*." »[140].

Et l'auteur conclut : « évidemment, le patriotisme des physiocrates n'est qu'un à côté de leur doctrine. Nous l'avons signalé en passant pour montrer à quel point ils accordaient toutes les profondeurs de leur être à la même pensée qui fait leur originalité d'économistes »[141], cette pensée qui « s'oppose à l'opinion commune de notre siècle ». Si l'on rapproche les jugements épars le message est clair : « dans le désarroi actuel », face aux thèses « cosmopolites » des anglais, « peuple sordide », ou des juifs Ricardo et Marx, les physiocrates seuls sont patriotes, seuls ils sont en harmonie avec l'âme de la France !

La physiocratie cependant n'est pas parfaite, elle présente en effet aux yeux de Salleron un « péché capital »[142] : le libéralisme. L'auteur en donne le programme, tel que l'avait exposé Du Pont de Nemours : « Tous ces philosophes, - que nous appelons aujourd'hui indistinctement : les physiocrates - ont été, sont unanimes dans l'opinion que la liberté des actions qui ne nuisent à personne est établie sur le droit naturel et doit être protégée dans tous les gouvernements ; que la propriété en général, et de toutes sortes de biens, est le fruit légitime du travail, qu'elle ne doit jamais être violée ; que la propriété foncière est le fondement de la société politique, qui n'a de membres dont les intérêts ne puissent jamais être séparés des siens que les possesseurs de terres ; que le territoire national appartient à ces propriétaires puisqu'ils l'ont mis en valeur par leurs avances et leur travail ou bien l'ont soit hérité, soit acheté de ceux qui l'avaient acquis ainsi, et que chacun d'eux est en droit d'en revendre sa part ; que les propriétaires des terres sont nécessairement *citoyens* et qu'il n'y a qu'eux qui le soient *nécessairement* ; que la culture, que le travail, que les fabriques, que le commerce doivent être libres, tant à raison du rapport qui est dû aux droits particuliers naturels et politiques de leurs agents, qu'à cause de la grande utilité publique de cette liberté ; que l'on ne saurait y apporter aucune gêne qui ne soit nuisible à l'équitable et avantageuse distribution, de même qu'à la production des subsistances et des matières premières, partant, à celle des richesses, et qu'on ne peut nuire à la production qu'au préjudice de la population, à celui des finances, à celui de la puissance de l'État »[143].

Mais, poursuit Salleron, « j'aime trop les physiocrates pour insister sur leur faute essentielle. *Felix culpa*, dirais-je plutôt, puisque ses effets nous sont aujourd'hui si visibles que nous sommes en mesure de parfaitement dégager les vérités majeures qu'elle a compromises et qu'ils avaient si fortement indiquées »[144].

---

[140] Cité par Salleron, *ibid.*, pp. 23-24.

[141] Salleron, *ibid.*, p. 24.

[142] Les auteurs de ce péché de libéralisme, poursuit Salleron, qui décidément aime les anecdotes, « ont été punis dans leur descendance puisque Quesnay et Dupont de Nemours, qui n'honoraient que l'agriculture, auraient pu voir, à leur quatrième ou cinquième génération, leur nom lié à la banque des règlements internationaux et à la plus puissante des industries américaines. Tels sont les maux de l'ordre naturel, quand on n'entend pas y surajouter l'ordre humain ! », Salleron, *ibid.*, pp. 15-16.

[143] Cité par Salleron, *ibid.*, pp. 14-15.

[144] L. Salleron, *ibid.*, p. 16.

Tout un chapitre sur « le libéralisme et l'agriculture » est ensuite consacré à la démonstration de leur incompatibilité. « Dans la matière qui nous occupe, il est un point que nul ne peut contester : l'agriculture est antilibérale. Nous verrons si elle a tort ou si elle a raison. Mais je ne sache pas que les paysans ni leurs défenseurs attitrés aient jamais professé le libéralisme. Qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'ils soient "petits" ou "gros", qu'ils appartiennent aux syndicats les plus humbles ou qu'ils soient membres de la Société des Agriculteurs de France, ils demandent un régime de protection »[145].

Prenant l'exemple de la politique libérale de déflation de Flandin en 1935 ou celle de baisse des prix agricoles de Paul Reynaud en 1938, Salleron tranche : « aux agriculteurs la liberté économique apparaît comme le pire danger. Leur antipathie à l'égard du libéralisme est entretenue par l'attitude pratique des hommes politiques, qui se veulent libéraux. »[146]. Il précise ensuite les causes de l'antilibéralisme agricole : « Si nous voulions résumer les aspects du libéralisme, tels qu'ils sont sensibles à l'agriculture, nous avancerions les cinq propositions suivantes :

1° Le libéralisme subordonne le commerce national au commerce international ;
2° Le libéralisme subordonne l'agriculture à l'industrie, et les prix agricoles aux prix industriels ;
3° Le libéralisme subordonne les campagnes aux villes ;
4° Le libéralisme subordonne le paysan à l'ouvrier ;
5° Le libéralisme subordonne le producteur au consommateur. »[147]

Cette énumération suffirait, selon l'auteur, à justifier l'opposition de l'agriculture au libéralisme, mais il veut donner plus de force à son argumentation en prenant de la hauteur par rapport à ces raisons purement « corporatistes ». Ce qu'il faut démontrer, c'est que le libéralisme n'est pas une valeur universelle, mais un instrument aux mains des plus forts : « Il y a un "monisme" de la liberté et [...] le libéralisme économique implique un libéralisme social universel. *Pas de libéralisme dans un seul secteur ! Pas de libéralisme dans un seul pays !* Telle pourrait être la devise du libéralisme. C'est celle du socialisme marxiste qui, lui aussi, est moniste »[148]. Mais cet « impérialisme » du libéralisme est un piège, il faut en effet distinguer deux niveaux : « *Juridiquement,* être libre signifie *avoir le droit de faire* quelque chose. *Pratiquement,* être libre signifie *pouvoir faire* quelque chose. Le droit et le fait coïncident chez les plus forts, chez ceux qui ont (le mot dit bien la chose) le *pouvoir.* Chez les plus faibles, au contraire, le droit théorique est illusoire, étant sans effet possible. La liberté n'a son sens plein que si elle s'accompagne d'une puissance réelle et c'est pourquoi le libéralisme, doctrine de la liberté, est aussi la doctrine des puissances établies. Tous ceux qui, à quelque degré, souffrent de ces puissances, éprouvent un ressentiment contre la doctrine. Ils réclament au nom de la justice, et, poursuivant la conquête de leur propre liberté, ils se veulent ennemis du libéralisme »[149].

---

[145] *Ibid.*, p. 44.
[146] *Ibidem.*
[147] *Ibid.*, p. 45.
[148] *Ibid.*, p. 62.
[149] *Ibid.*, pp. 62-63.

La conclusion s'impose pour Salleron : « La liberté est, en somme, toute relative. Elle n'exprime qu'un rapport de forces. Le plus fort, étant *libre,* devient *libéral.* L'Histoire illustre à l'évidence cette vérité de bon sens ».
« *Dans les activités économiques,* c'est l'industrie qui s'est faite, au XIX^{ème} siècle, le champion du libéralisme parce qu'elle est devenue la puissance majeure en face d'une agriculture diminuée qui, après s'être imprudemment voulue libérale au siècle précédent, s'affirme, dès lors, antilibérale résolue ».
« *Dans les classes sociales,* c'est la bourgeoisie qui croit à la liberté parce qu'elle tient le commerce et l'industrie et parce qu'elle a le pouvoir politique ; les salariés, au contraire, vont au socialisme ».
« *Au plan international,* c'est l'Angleterre qui est libérale parce qu'elle dispose du monopole maritime et que son industrie, sa banque, ses assurances, lui permettent de tenir sous sa griffe toutes les autres nations »[150].

Mais pour Salleron tout n'est pas perdu car ces nations « se rebellent parfois. L'Allemagne fournit Marx contre la *classe* capitaliste et List contre la *nation* capitaliste. Bientôt *Hitler fusionnera en national-socialisme le double mouvement doctrinal issu de Marx et de List et construira la grande nation travailliste revendiquant contre le capitalisme international* »[151]. Hitler, créateur de « la grande nation travailliste », disciple de Marx et de List, en première ligne dans le combat contre le capital cosmopolite est présenté sous un jour, somme toute, bien sympathique !

La péroraison porte, comme c'est de tradition, sur le « supplément d'âme » : « *Au plan de l'homme* enfin, dans le conflit des valeurs qui définissent la destinée de la personne humaine et de la collectivité humaine, l'Économie se veut reine. Étant la force et la prospérité, elle se veut la justice et le progrès ; étant la matière triomphante, elle se veut l'esprit triomphant. Elle détrône la Politique. Elle détrône la religion même. Le libéralisme installe le régime de l'argent. Mais la nature des choses et la nature humaine regimbent. Tandis que la politique, affreusement corrompue, se durcit en nationalisme et en étatisme contre la dissolution menaçante du corps social, la religion affirme la primauté de DIEU sur Mammon. Les Papes, à tour de bras, de Pie IX à Pie XII, condamnent le "libéralisme inhumain" (Pie XI) »[152].

Un autre argument est longuement développé, selon lequel la doctrine libérale a complètement changé de contenu depuis sa naissance au XVIII^{ème} siècle. Il s'agissait en effet alors « de libérer l'*individu* [...] de quatre contraintes qui sont *l'autorité religieuse, l'autorité royale, le privilège social* et *la réglementation économique.* La Révolution va réaliser ce programme. Elle sera le triomphe de l'individu. Désormais c'est *pour* l'individu, *par* l'individu, *à partir* de l'individu que toute la société s'organise. Le mot "individu" est le mot-clef de toutes les doctrines et de toutes les institutions qui se réclament et se réclameront de la

[150] *Ibid.*, pp. 63-64.
[151] *Ibid.*, p. 64. Nous soulignons (B.D.)
[152] *Ibid.*, pp. 64-65.

Révolution. L'État procède des individus. Sa volonté n'est rien autre ni rien de plus que la somme des volontés individuelles »[153].

Tout change au XIX^{ème} siècle « lorsque capitaux et personnes conquerront le droit de s'unir, lorsque la société anonyme et le syndicat s'organiseront, *le point fixe de l'individu étant désormais perdu, aucune limite valable ne sera trouvée au collectivisme naissant.* Le XX^{ème} siècle connaîtra la puissance formidable des féodalités financières et syndicales. L'État verra sa souveraineté investie de toutes parts par ces féodalités. Que devient le libéralisme ? Il a perdu toute signification pratique dans une société où les activités individuelles sont raréfiées. Il subsiste néanmoins, mais il n'est plus que *la doctrine de l'abstention de l'État en matière économique,* c'est-à-dire peut-être encore une doctrine de liberté mais non plus certes une doctrine d'égalité. Il ne s'agit plus désormais de sauvegarder les possibilités de l'individu par la concurrence ; il s'agit bien plutôt de consacrer la puissance des groupes par le monopole. Les secteurs sociaux qui se réclament de la liberté économique sont, en fait, ceux qui disposent du pouvoir économique. Pour eux, la notion de liberté coïncide avec celle d'autorité. Si l'individu aspire, lui aussi, à la liberté, ce n'est plus, comme jadis, en demandant l'abstention de l'État mais en implorant, au contraire, son intervention contre les groupes. L'ouvrier n'est pas seul à opposer la justice à la liberté. Toutes les activités non concentrées font chorus pour réclamer les lois salvatrices. Parmi ces activités l'agriculture est au premier plan »[154].

À l'argument de l'évolution historique des enjeux s'ajoute celui des différences *de nature* des nations en présence : « On est toujours hanté par l'exemple de l'Angleterre. C'est le plus mauvais qu'on puisse invoquer. Car elle est une nation commerçante, alors que la France est une nation agricole »[155]. Or leurs objectifs ne peuvent coïncider : « une nation commerçante sera peut-être puissante *par sa richesse.* Mais une nation agricole le sera par un *équilibre* de sa population, de ses subsistances et de sa richesse »[156]. Plus généralement, il importe de distinguer « les lois de l'Économique » et « les lois de la Politique » : « dans les nations commerçantes les lois de la Politique coïncident très étroitement avec les lois de l'Économique (et c'est pourquoi les nations commerçantes durent le temps que dure un certain ensemble de données économiques qui leur sont favorables). Dans les nations agricoles, les lois de l'Économique sont subordonnées aux lois de la Politique. C'est ainsi, et nous n'y pouvons rien. Admettre la liberté nationale mène donc nécessairement à refuser la liberté économique ; j'entends cette liberté qui exige l'abstention de l'État et la concurrence pure et simple - cette liberté que préconise le libéralisme »[157].

La suite du texte permet de comprendre l'intérêt des raisonnements oiseux de l'auteur. L'objectif, enfin clairement affiché, est rien moins que de justifier un retour aux corporations d'ancien régime, remises ainsi au goût du jour :
« Quelles sont les activités économiques qui vantent les bienfaits du libéralisme ? Ce sont celles qui, pour quelque raison que ce soit, sont à l'abri de la concurrence - ou y gagnent.

---

[153] *Ibid.*, p. 55.
[154] *Ibid.*, pp. 68-69. C'est l'auteur (L.S.) qui souligne.
[155] *Ibid.*, pp. 75-76.
[156] *Ibid.*, p. 75. C'est l'auteur (L.S.) qui souligne.
[157] *Ibid.*, p. 76.

Toutes les autres réclament une protection [...] car la multitude de ces agriculteurs, de ces artisans, de ces commerçants et de ces petits industriels demandent à être *libérés* de la contrainte des trusts aussi bien que de la contrainte de l'État. *Ils réclament des privilèges. Ils veulent se constituer en corporations. Sans s'en douter, ils nous rappellent que tout le système social qui, au XVIII*ème *siècle, apparaissait comme un système d'oppression, avait été édifié au cours des siècles comme un système de liberté* »[158].

Salleron, quand même, fait mine de nuancer sa position en ajoutant : « Je n'approuve pas, je constate ». Mais c'est pour renchérir aussitôt : « Je constate dans le passé et je constate dans le présent; car il est certain que le législateur moderne est en train de construire un régime de différenciations économiques et sociales auprès duquel l'ancien régime paraît, dès maintenant, égalitaire »[159].

Le programme est donc tout tracé : « Entre ces deux conceptions[160] qui n'admettent que l'individu ou l'État comme sujet de la liberté, il y a la conception réaliste qui restitue les *corps sociaux* dans leurs droits, à côté des individus et de l'État. Restituer les corps sociaux dans leurs droits, c'est légiférer de telle manière que l'autorité et la patrimonialité corporative soient consacrées et amplifiées, au lieu d'être simplement tolérées.
Tout d'abord, pour les activités individuelles, le régime corporatif devrait être ce que le régime patronal est pour les salariés. C'est-à-dire que les collectivités devraient assurer à leurs membres la protection sociale. [...]
Mais, sur le plan économique, la loi et l'État peuvent intervenir plus efficacement encore. La loi, en donnant à la corporation agricole les pouvoirs réglementaires sans lesquels la discipline de vente est un leurre aussi bien dans le domaine de la qualité que dans le domaine des prix, l'État en faisant œuvre d'initiative pour la découverte de techniques culturales et industrielles nouvelles »[161].

Et Salleron conclut, en opposition aux libéraux et aux socialistes, « qu'il faut sauver ensemble la liberté et l'État par une organisation nouvelle qui rejette définitivement le vieil individualisme révolutionnaire et qui tienne compte à la fois des fins supérieures de la personne humaine et des réalités collectives de l'Économie. Pour l'Agriculture, cette révolution est évidemment nécessaire. Nous la croyons également nécessaire pour le pays tout entier »[162].

Certes cette révolution agricole a à faire face à des ennemis, en particulier le marxisme. Pour Salleron, il est surprenant que Marx, si subtil dans l'analyse de l'industrie, se soit révélé « aussi épais en face de la complexité sociale » en ce qui concerne l'agriculture. Mais Salleron a une « explication » toute trouvée : « *Marx est Juif. À ce titre, l'Agriculture lui est étrangère. À ce titre, également, il poursuit, en le transposant, le vieux rêve de sa race qui est de rassembler le troupeau dispersé des élus dans une Jérusalem terrestre.* La *diaspora*

---

[158] *Ibid.*, pp. 76-77. Nous soulignons (B.D.).
[159] *Ibid.*, p. 77.
[160] Celle des « libéraux croient qu'on peut sauver l'État par la liberté » et celle des « socialistes croient qu'on peut sauver la liberté par l'État » (*Ibid.*, p. 84).
[161] *Ibid.*, pp. 80-81.
[162] *Ibid.*, p. 84.

d'un prolétariat sans patrie l'émeut pour de gigantesques desseins. Toute la passion des vieux prophètes ressuscite dans son oeuvre »[163]. Et la réflexion de l'auteur s'élargit à un niveau géopolitique : « Marx a parfaitement vu les deux catégories de faits sociaux qui pouvaient faire échec au triomphe du prolétariat tel qu'il conçoit ce prolétariat : d'une part, la nation, la race et la religion, d'autre part, les classes moyennes. À cet égard, on pourrait prétendre qu'à l'intérieur des frontières nationales c'est la nation qui a vaincu le marxisme en Italie, c'est la race qui l'a vaincu en Allemagne, et c'est la religion qui l'a vaincu en Espagne. Ne serait-ce pas les classes moyennes qui le dissolvent en France ? »[164]

Ainsi la conclusion du chapitre sur le marxisme et l'agriculture est-elle finalement « optimiste » : « Certes, les institutions, la loi du nombre, la volonté des dirigeants ont joué, pendant de longues années, contre l'agriculture. Un Parlement impuissant, un État au service du syndicalisme industriel, une "mystique antipaysanne" généralisée l'ignoraient, la grevaient ou la combattaient. Il ne lui restait plus qu'à subir l'impôt sur le capital pour connaître l'ultime épreuve que des ennemis, qui ne désarment pas, entendaient lui imposer. Elle n'y échappa que de justesse »[165]. Mais « Ces constatations ne doivent pas, cependant, nous rendre pessimistes à l'excès » car « justement, tout cela était trop. Notre pays, de structure et de tradition paysanne, ne pouvait pas se suicider pour satisfaire à des doctrines monstrueusement fausses. *Dans la douleur de la défaite, il s'est ressaisi.* Une reconnaissance doctrinale de la diversité des fonctions sociales et économiques laisse désormais sa place à l'industrie, tout en sauvant l'agriculture. *Après un siècle et demi de néfastes erreurs, le régime corporatif peut rendre à la France paysanne sa vigueur ancestrale. L'État nouveau nous ouvre des espoirs qui, voici seulement deux ans, nous eussent paru chimériques* »[166]. La formule « divine surprise » n'est pas employée mais c'est bien là le sens manifeste de la dernière phrase !

Le reste du texte est de la même eau : « L'exaltation du travail seul aboutit à la tyrannie de l'Économique, soit sous les. espèces libérales du capitalisme, soit sous les espèces étatiques du communisme. Aujourd'hui que l'humanité fait un gigantesque effort pour se libérer d'un siècle et demi d'erreurs, on a tendance à oublier la barbarie de ce proche passé. Pourtant si nous voulons mener à son terme la dialectique de restauration sociale dans laquelle nous sommes engagés, il importe de ne pas faiblir au milieu du combat. Pour rendre sa place au travailleur, il faut viser au delà du travail »[167].

« Dans une société matérialiste où le travail est roi, il est fatal que le travail manuel, plus facile à mesurer, devienne la norme de toutes les activités humaines. On s'efforce donc de ramener à lui ces activités, ce qui implique, pour commencer, l'unité de vocabulaire. La Russie soviétique crut bon d'appeler "travailleurs de l'intelligence" tous ceux qui, artistes, savants ou écrivains, ne passaient pas leur vie dans les usines et qui demeuraient cependant nécessaires pour l'édification du communisme universel. En France, ce nom fit sourire. Bien à tort, car quand M. Léon Blum eut réalisé par son gouvernement la synthèse du libéralisme et

[163] *Ibid.*, p. 101. Nous soulignons (B.D.).
[164] *Ibid.*, p. 106.
[165] *Ibid.*, pp. 119-120.
[166] *Ibidem.* Nous soulignons (B.D.).
[167] *Ibid.*, p. 147.

du marxisme, il s'appliqua à instituer, dans le Droit, ce que les Soviets avaient réalisé dans les faits ».
« Sous l'égide de M. Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, un projet de loi (dont l'auteur, croyons-nous, était M. Grunebaum-Ballin) fut déposé pour régler le droit d'auteur et le contrat d'édition. L'article premier en était ainsi rédigé : "Tout *travail* aboutissant à la création d'une œuvre littéraire ou artistique confère à son auteur, sur cette œuvre, un droit *sui generis* dit droit d'auteur. " [...] Il entendait bien marquer ainsi que ce qui l'intéressait, dans l'œuvre, c'était le travail et non pas l'œuvre elle-même. Il réduisait l'artiste ou l'écrivain au commun dénominateur du travail ; de l'œuvre, il ne conservait que ce qui précisément nous est indifférent »[168].

« Le travail s'analyse [...] comme la peine consciente de l'homme en vue de l'ordre. Cette participation à l'ordre se fait par la mise en œuvre de l'énergie de la nature. Elle se fait aussi par la mise en œuvre de l'énergie que nous portons en nous-mêmes. Le paysan collabore aux énergies de la terre, l'écrivain, l'artiste collabore aux énergies dont il est le détenteur douloureux. L'ouvrier collabore aux énergies de la nature captées et recomposées par l'effet du génie humain dans le monde nouveau de l'usine et de la cité »[169].

« Le travail paysan doit donc toujours attirer notre méditation. Seul, il est, nécessairement, le travail normal. L'homme y trouve sa peine et sa joie. L'homme y trouve la création de l'œuvre et la création de l'ordre. L'homme y trouve le lieu de son activité et le lieu de son loisir. L'homme y trouve la satisfaction de ses besoins personnels et la possibilité de fournir son apport à la communauté. [...] Car la terre donne sa loi à l'homme : loi normative en l'obligeant à cet effort, sans quoi il ne mangerait pas ; loi positive, en lui rappelant les limites actuelles de sa nature et les perspectives infinies d'une soumission à cette nature. Que l'humanité se penche donc sur la terre ! Avec une idée juste du travail, elle y retrouvera l'ordre et la joie. »[170]

Et Salleron termine son livre par une phrase entre guillemets dont chacun de ses lecteurs à l'époque connaissait les connotations : **"La terre ne ment pas"** [171].

* * *

*

[168] *Ibid.*, p. 153.
[169] *Ibid.*, pp. 169-170.
[170] *Ibid.*, pp. 170-171.
[171] *Ibid.*, p. 171. Nous soulignons (B.D.).

Annexe du Chapitre 7

Annexe VII.1

L'OBSERVATEUR ANGLAIS

ou Correspondance secrète entre
Milord ALL'EYE et Milord ALL'EAR

à Londres, chez John Adamson, 1777

[de : Pidansat de Mairobert[172]]

Lettre Première.

Sur les Économistes ; sur M. Turgot ; sur la nouvelle législation concernant le commerce des grains et sur les Émeutes.
// Tome I, pp. **357-415** //

[Extraits]

[...] // **358** //

Nous sommes convenus que je débuterais à la seconde époque considérable du règne de Louis XVI, c'est à dire aux émeutes. Mais quelque chose en a été le sujet ou le prétexte. Elles ont eu lieu sous un ministre novateur, car les mouvements populaires ne sont pas dans le cours habituel d'une administration réglée[173]. Des principes et des docteurs modernes ont dirigé ce ministre, tout objet divers se rapportant au même point historique. Ainsi en redescendant des causes aux effets, je vous entretiendrai d'abord des *Économistes*, puis de M. *Turgot*, de la nouvelle législation concernant le commerce des grains, et des suites funestes qui en ont résulté[174].

---

[172] * Mathieu-François Pidansat (ou Pidanzat) de Mairobert est considéré par tous les spécialistes de l'édition politique du 18ème siècle comme l'auteur de « *L'observateur Anglois* ». C'est en particulier l'attribution que retient le grand bibliographe Antoine-Alexandre Barbier dans son « *Dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes*"» (Paris, Imprimerie Bibliographique, 1806-1809). Il s'agit d'un auteur de libelles très critiques pour la cour (« qui n'a d'autre plaisir qu'à dévorer le peuple et à commettre des injustices ») ainsi que de vers de la même eau : « il vient d'être arrêté et conduit à la Bastille pour en avoir colporté de suspects et distribué dans les cafés contre le Roi et Mme la marquise [de Pompadour]. On lui en a même trouvé dans ses poches en l'arrêtant », note l'*inspecteur du commerce du livre* Joseph d'Hémery. Pidansat est pour lui « la plus mauvaise langue de Paris » (cité par Robert Darnton dans *Le grand massacre des chats*, rééd. R. Laffont, col. « Pluriel », 1986, pp. 182 & 205).

N.B. : nos propres notes (B.D.) sont distinguées de celles de l'auteur (P.M.) par un astérisque (*).

[173] * Pidansat dit ailleurs : « Les grands ministres sont plus sujets que d'autres [à la faute], parce que voulant s'ouvrir des routes inconnues, ils bronchent nécessairement ; mais ils se relèvent » (*Ibid.*, p. 94).

[174] Tout cet article est tiré en grande partie d'un journal étranger, intitulé : *Gazette littéraire de l'Europe*, ou j'ai trouvé les notions les plus précises et les plus claires sur la secte en question.

Les économistes sont des philosophes // **359** // politiques, écrivant principalement sur les matières agraires et d'administration intérieure. Il en est de *Pratiques* : ceux-ci réalisent par des expériences les spéculations des premiers : ils se sont rassemblés vers 1760. Isolés, ils avaient commencé par répandre, chacun de leur côté, les semences de leur doctrine ; rapprochés, ils ont prétendu bientôt faire un corps de système propre à renverser tous les principes reçus, en fait de gouvernement, et élever un nouvel ordre de choses. Quoique n'étant, à proprement parler, qu'une faible émanation des *Encyclopédistes*[175], ils n'ont pas tardé à se révolter. Ils sont entrés en rivalité avec ceux-ci. Déjà ils dressaient autel contre autel. Les contendants ont enfin mieux compris leurs intérêts ; ils se sont rapprochés de part et d'autre, et les deux sectes // **360** // sont aujourd'hui presque confondues dans une seule. Celle dont il est question, s'annonçait avec trop de prétention à la régie de l'état, pour ne pas éprouver beaucoup de contradictions de la part du ministère[176]. Elle a peu après trouvé des protecteurs et des prosélytes. Elle a surtout fait bruit en 1767 et en 1768, par l'influence qu'on lui attribua pour lors sur la cherté des grains, et par son audace à lutter dans son journal[177], qui commençait, contre les gémissements de la France entière affamée et périssant de misère. Elle a essuyé diverses vicissitudes sous les différents contrôleurs-généraux[178], qui tantôt semblaient adopter ses principes lorsqu'ils favorisaient leur cupidité particulière et les décriaient après, afin de faire retomber sur eux l'odieux de leurs // **361** // opérations[179]. Aujourd'hui ces principes sont dans toute leur vigueur. Les *économistes* en conviennent, en exaltant la liberté laissée par un ministre sage et éclairé qu'ils se glorifient d'avoir eu pour disciple[180] ; et l'expérience va pour jamais en confirmer l'excellence ou la démentir.

Ces philosophes commençant à faire corps, choisirent pour chef M. *Quesnay*, alors médecin de madame la marquise de *Pompadour*. Ses *maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, servirent de base à toute la *science*[181] qu'il avait traitée *ex professo*. Il fut surnommé le *maître* par excellence. L'auteur de l'*Ami des hommes* et de la *théorie le l'impôt*[182] // **362** // fut distingué comme un des principaux coryphées[183]. Outre ses docteurs dans l'intérieur du royaume, la secte eut des apôtres éloignés. L'un[184] fut en Pologne, jouir des honneurs distingués qu'on lui accorda[185] et acquérir une fortune refusée ici à son

---

[175] Qui dit *Encyclopédiste*, dit, suivant la définition du mot, un homme embrassant le cercle de toutes les connaissances, un homme universel. Cependant, comme un mortel ne peut suffire à tant de choses, cette espèce de philosophes s'attachait principalement à la métaphysique et à la morale.

[176] Il parut en 1764, sous le ministère de *Laverdy*, alors contrôleur-géneral, et qui n'aimait ni les philosophes ni la philosophie, une déclaration du roi, du 28 mars, défendant de rien écrire, imprimer , publier sur la réforme ou l'administration des finances, et l'on avait alors principalement en vue les *Économistes*.

[177] Sous le nom des *Éphémérides du citoyen*.

[178] Mrs. *Bertin, Laverdy, Mainon d'Invau,* l'abbé *Terray*.

[179] C'est-à-dire que sous le prétexte de la liberté générale, ils faisaient ou favorisaient le monopole particulier ; et attribuaient ensuite à la liberté générale les funestes effets du monopole.

[180] M. *Turgot,* le contrôleur-général actuel.

[181] C'est le terme usité dans les écrits et les assemblées des *économistes,* pour désigner le résultat de leurs principes.

[182] Deux ouvrages de M. le marquis de *Mirabeau.* Il fut mis à la Bastille pour le dernier, quoiqu'il eut fait part du manuscrit à madame *de Pompadour*.

[183] Il fut élu *sous-maître*. Les assemblées se tiennent chez lui tous les mardis, et il donne à dîner à ces Messieurs.

[184] L'abbé *Beaudeau*.

[185] Il fut prévôt mitré de *Witnieski.*

mérite. Mais ne pouvant propager la doctrine au milieu des guerres civiles dont ce malheureux pays était agité, il l'abandonna. Il fut depuis remplacé par un confrère plus courageux[186], que son zèle a ramené dans sa patrie à la voix d'un ministre, lui annonçant le règne de la raison et de la philosophie en France. Un autre[187], auteur d'un gros livre imposant par son titre[188] qui fit beaucoup de bruit à son origine, // **363** // que tout le monde admirait parce qu'ont n'y entendait rien, sur sa réputation, éphémère, avait été appelé dans le Nord[189], pour y travailler au code de lois que faisait rédiger alors l'illustre souveraine des Russies. Malheureusement il ne s'y trouva point d'adeptes en état d'entendre ses spéculations sublimes, il fut obligé de revenir sans succès, et ayant beaucoup perdu de la haute opinion que les étrangers avaient de lui.

J'ai parlé plus haut d'un journal que les économistes avaient entrepris, consacré uniquement à transmettre au public les extraits de leurs ouvrages, les détails de leurs expériences, les éloges de leurs héros et de leurs disciples. Cet ouvrage ne pouvait guère durer, vu la manière monotone ennuyeuse et insipide des productions dont il s'alimentait. Après avoir végété quelques années, il avait pris fin en 1772. Pour en colorer l'anéantissement on prétexta l'abandon sur la gêne et les entraves qu'on recevait journellement du ministère. Le vrai était qu'il pouvait contenir des vues utiles, mais tellement // **364** // noyées dans un fatras de raisonnements scientifiques et abstraits, qu'il fallait un courage héroïque pour les y démêler. Cet écrit périodique renaît depuis peu[190] sous les auspices de M. Turgot. Outre M. l'abbé Beaudeau qu'on en déclare le rédacteur, on prévient que M. de Saint Leu, colonel au service du roi et de la république de Pologne, se charge de traduire ou analyser les écrits en langue étrangère. En décembre dernier on a donné pour essai un petit volume extraordinaire gratuitement. On m'en a fait part. Je n'y ai rien trouvé de bien neuf, de bien piquant : on y revient même sur des choses rebattues. J'y ai relu d'ailleurs avec plaisir le *Discours économique au roi de Suède, et à son académie des sciences, sur le bonheur des peuples et sur les lois fondamentales de l'état*, par M. le comte de *Scheffer*, sénateur et chancelier des ordres. Cet ouvrage, traduit par M. Baër, secrétaire et aumônier de l'ambassade Suédoise à Paris, est merveilleusement bien écrit, // **365** // et porte, quant au fond, un grand intérêt avec lui.

Il ne faut point omettre l'écrivain infatigable[191], qui dans des feuilles hebdomadaires amasse la multitude de faits propres à servir d'appui aux principes économiques, mais qui, non content du rôle froid d'observateur, sait agir aussi, entrer en lice et défendre au besoin les principes et les coryphées de la secte outragée[192].

---

[186] M. *Dupont* fut rappelé par M. *Turgot*, lorsqu'il a été fait contrôleur-général.

[187] *M. Mercier de la Rivière,* conseiller du parlement de Paris, ancien intendant de la Martinique.

[188] Il porte : *De l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques.*

[189] Vers 1768.

[190] Sous le titre de *Nouvelles Éphémérides*, ou *Bibliothèque raisonnée de l'Histoire, de la Morale et de la Politique.*

[191] M. l'abbé Roubeau, auteur de la gazette d'Agriculture, de Commerce, des Arts et Finances.

[192] Il s'agit ici de la querelle de M. *Linguet* avec l'abbé *Roubeau,* dont il faut lire les détails dans la gazette de l'un et dans le journal de l'autre.

Oublierais-je l'abbé *Morellet*, si connu à Londres, si cher à notre compagnie des Indes Anglaises, depuis que par ses étrangers[193] paradoxes il a su détruire celle de France, et nous laisser ainsi maîtres du commerce et des richesses de ces contrées ? Le moyen de ne pas rendre hommage au mérite de ce célèbre *économiste,* dont la plume nous a mieux servis en Asie que nos flottes et nos armées !
// **366** //

Je ne finirais pas de vous énumérer la multitude des propagateurs enthousiastes de la secte. Point de province, point de ville, de village qui ne se renomme de quelque correspondance avec les chefs de la capitale. Ces sages modestes, répandant ainsi leurs lumières de toutes parts, prétendent gouverner les hommes, de leur cabinet, par leur influence sur l'*opinion,* reine du monde, et parvenir à leur découvrir enfin la source du bonheur dans les solides et vraies jouissances de la nature.

Ils ont aussi leurs poètes, car ils savent que pour instruire, le grand art est de prendre diverses formes, suivant le caractère, la portée, les goûts de ceux qu'on veut éclairer. Il en est qui, dans des ouvrages didactiques[194], enrichissent l'aridité du précepte d'un langage harmonieux, l'embellissent des grâces de l'imagination. Il en est qui déguisent plus adroitement encore leur doctrine, la mettent en action, et la font débiter // **367** // sur le théâtre par des personnages factices[195]. C'est ainsi que j'ai tout récemment admiré les axiomes divins de la *Théorie économique* dans un drame[196] fort ennuyeux d'ailleurs, mais que la secte avait adopté, comme roulant sur une action vertueuse[197] du ressort de ces philosophes ; car ils font gloire de s'enthousiasmer sur tout ce qui est humanité, bienfaisance, d'en prôner, d'en célébrer les actes mémorables, et de perfectionner la société morale autant que la politique. Leurs principes ainsi placés par le poète dans la bouche de l'empereur actuel, héros du poème, devaient produire, à leur gré, le plus grand effet, et le public // **368** // ne sentant pas autant qu'eux le mérite merveilleux de l'ouvrage, où l'auteur convenait lui-même avoir sacrifié les règles de l'art à l'honnêteté, à la simplicité, à la vérité du sujet[198], ils ont mis sur pied toutes les troupes auxiliaires qu'ils ont pu ramasser pour le soutenir et lui procurer des applaudissements.

J'ai trouvé, Milord, à mon arrivée dans ce pays-ci, les *économistes* désolés de la mort de leur chef, arrivée à la fin de l'année dernière, et dont, malgré le mérite éminent de la multitude des docteurs qu'ils se glorifient de compter dans leur sein, ils conviennent que la perte n'est pas encore réparée. Ce médecin, d'abord petit chirurgien de Province[199], avait beaucoup écrit sur les matières de sa profession ; mais illuminé tout à coup sur celles du gouvernement, il a fallu qu'il répandît la *science* dont il était enthousiasmé. Il s'est trouvé par bonheur des disciples en état de la recevoir et de la propager à leur tour. C'est ainsi que s'est

---

[193] * [sic].

[194] Comme M. de *St. Lambert,* dans son Poème *des Saisons.*

[195] Comme le Sr. *Favard,* dans ses *Moissonneurs,* opéra-comique donné à la comédie Italienne.

[196] *Albert premier,* de M. *Le Blanc,* joué 1e 4 février sur le théâtre de la comédie Française.

[197] Il s'agit d'un trait de bienséance [*i.e.* : bienfaisance, N. d. E.] de l'empereur régnant, qu'on y célèbre, mis en scène, et dont on trouve le détail dans le *Mercure.* Ce drame, qui devait être joué sous le précédent règne, avait été arrêté en 1773 en ce qu'il contenait, par opposition, une satire trop sensible du ministère français d'alors et de la vieille cour.

[198] Voyez la préface.

[199] À *Mantes,* sa patrie.

engendré l'essaim de ces // **369** // modernes philosophes. Ils n'ont pas manqué de payer à l'ombre de leur père le tribut de louanges qu'ils lui devaient. On m'a fait la description de la fête funéraire qu'ils ont célébrée en son honneur chez le marquis de *Mirabeau,* qui le remplace suivant l'ordre hiérarchique. C'est le mardi 20 décembre qu'elle a eu lieu. Après un splendide dîner, donné aux *frères,* il a convoqué chez lui les affiliés, les aspirants, les amateurs de la secte, au nombre de 200 environ. En présence de cette auguste assemblée, il a prononcé l'oraison funèbre de l'homme étonnant qu'elle regrettait, et le pompeux galimatias de ce discours[200] a parfaitement répondu à la sublimité du mérite du maître. On connaissait déjà le phœbus, l'obscurité, le néologisme du successeur, mais il s'est surpassé en une aussi belle occasion. Élevé par son sujet, il a imaginé des expressions, des tournures, des figures, des pensées inconnues à tous les orateurs passés, présents et à venir.
// **370** //

Après cette esquisse légère, concernant l'origine et les coryphées de la secte, il faut maintenant vous entretenir de leurs découvertes, de leurs principes et de leur doctrine. Ils ont vu en premier lieu que toutes les richesses réelles venaient de la terre, puisque cette mère inépuisable reproduisait sans cesse les aliments de nécessité première. En sorte qu'en supposant deux états, dont l'un n'aurait que du blé, du vin, des fruits, et l'autre posséderait toutes les mines d'or, de diamants et autres minéraux ou métaux plus précieux qu'on se voudra imaginer, il est démontré qu'à la longue, par les échanges continuels qu'ils feraient entre eux, le premier, sans perdre son abondance, ou plutôt prospérant par degrés, ruinerait l'autre à la fin et en attirerait toutes les richesses fictives. Il y a mieux : c'est qu'il en absorberait jusques aux individus, qui n'ayant plus rien à donner pour acquérir leur subsistance, se vendraient eux mêmes, et préféreraient d'être les esclaves d'une nation, ainsi maîtresse exclusive des seules sources de la vie. De là, la population, suite nécessaire de cette prédilection de la nature ; // **371** // population qui, en multipliant les bras, multiplierait les richesses, la terre rendant en proportion des forces qui la travaillent.

De cette hypothèse, purement idéale, il s'ensuit une vérité de faits très constante. C'est que l'état le plus agricole, toutes choses égales et toute proportion gardée, devient nécessairement le plus florissant, par ce cercle heureux d'une agriculture augmentant sa population et d'une population étendant son agriculture. Or, la *France* est précisément ce royaume de *promission.* On connaît la fertilité de son sol, que les divers *brigands* qui ont passé et passeront par le ministère n'ont pu et ne pourront jamais lui enlever. On sait la position languissante où elle était il y a dix ans, elle avait encore de quoi fournir, non seulement la nourriture de ses habitants, mais de quoi exporter au dehors en productions du premier besoin. C'est à l'accroissement de ces bienfaits de la nature envers leur patrie, que les *économistes* appliquent principalement leurs lumières et leurs talents.

En second lieu, toutes les richesses // **372** // réelles venant du sol, ils en ont conclu que c'étaient les propriétaires des terres qui, en *dernière analyse*, payaient les impôts : qu'en conséquence, sans les faire passer par des canaux intermédiaires, incertains, vicieux et ruineux, il fallait les asseoir directement sur le produit des biens-fonds, mais *produit net*, c'est à dire, les *dépenses foncières* prélevées. On entend par là toutes celles qui mettent un terrain

[200] On le trouve tout entier dans le volume de janvier 1775 des *Éphémérides.*

en état de rendre au moins ce qu'il a rendu l'année précédente[201], autrement la récolte diminuerait, et le produit et l'impôt au même degré. De là, l'impôt territorial et le cadastre[202].

En troisième lieu, les impôts ne pouvant être prélevés que sur le produit net des biens-fonds, et relativement // **373** // à sa quotité, il faut chercher les moyens les plus propres à l'accroître. Il n'en est point de meilleur que de laisser faire au cultivateur tout ce qu'il voudra de sa denrée, soit en la conservant et en l'emmagasinant, soit en la vendant au dedans ou au dehors du royaume.

Nulle crainte de monopole au milieu d'une liberté générale, indéfinie, illimitée ; il ne peut avoir lieu avec la concurrence, et il n'est jamais que le résultat des gênes de la police et du régime.

Il ne faut pas plus appréhender la famine par l'exportation ; il ne sortira jamais du royaume que le superflu de la récolte. Un négociant qui entend ses intérêts, ne vendra à l'étranger que lorsque le grain sera à trop bon compte en France, et cette baisse n'est que la suite d'une trop grande abondance.

Appliquant ensuite cette législation au commerce, aux arts et aux métiers, ils veulent y introduire la même liberté. Le travail est une faculté naturelle de l'homme, c'est une propriété dont il doit jouir dans toute son // **374** // énergie ; point de Jurandes[203] conséquemment, ni de Maîtrises, ni de corporations ; point d'inspecteurs dans les manufactures de poids, d'étalon[204]. S'il s'ensuit de la mauvaise foi, quelque fraude, de l'ineptie, de l'ânerie, tout cela sera bientôt réparé : on se défiera des fripons ; on n'emploiera plus les ignorants ; les uns seront forcés d'être honnêtes gens, et les autres de s'instruire, sous peine de mourir de faim, aiguillon le plus pressant pour porter à la probité et faire évertuer les talents.

Tels sont les éléments simples de la doctrine *économique*, que ses verbeux enthousiastes, à force de développements, d'explications, de commentaires, ont rendu inintelligibles. Peut-être aussi, n'est-ce pas sans dessein, et, comme en médecine, il faut nécessairement être charlatan pour plaire aux malades et gagner leur confiance, ces // **375** // médecins politiques, pour fixer l'attention du ministère et l'admiration du public, ont cru devoir se servir d'un langage extraordinaire, qui en imposât à la cour et frappât la multitude. Il faut avouer encore que de ces axiomes clairs, irrésistibles dans la spéculation, ils en ont tiré des corollaires qui peuvent être très fautifs dans la pratique. Ce n'est pas ce qu'il s'agit d'examiner en ce moment. Voyons maintenant, comment à force de prôner leur *science,* de décrier les vieux principes qu'ils appelaient des préjugés, de satiriser les administrations précédentes et surtout celle de Louis XIV, ils sont parvenus à s'initier au gouvernement et à devenir les législateurs du royaume.

---

[201] On conçoit qu'outre les semences et les frais de culture, il faut entendre par *dépenses foncières*, les réparations, entretiens et premiers achats de temps à autre, des outils des fermes, des bestiaux ou chevaux, la nourriture du laboureur, de sa femme, de ses enfants, de ses domestiques, leurs vêtements, etc. en un mot, tout ce qui est de nécessité première pour l'individu et la reproduction des fruits de la terre.

[202] Registre public, où sont inscrites les possessions de chacun, leurs mesures, leur valeur, etc.

[203] Par jurandes on entend le régime des jurés, c'est à dire, des chefs de chaque corps ou communauté, reçus par serment : *Per jurementum.*

[204] Mesure qu'on garde dans les hôtels de ville, pour confronter celle des particuliers soupçonnés.

Depuis la mort de Louis XV, le jeune prince, tout neuf, était assez porté par lui-même à s'écarter des errements de son aïeul, parce qu'il ne pouvait distinguer si l'état déplorable, où il prenait le royaume, devait s'attribuer ou à la fausseté des principes que suivaient ses ministres, ou au seul qu'ils avaient adopté, et le seul de toute cour corrompue, de n'en connaître d'autre que la volonté du souverain, // **376** // c'est à dire, ses faiblesses, ses passions, ses vices. On aurait cru cependant qu'ayant choisi pour mentor le comte de *Maurepas,* personnage qui avait gouverné dans les temps les plus florissants de la France, celui ci aurait fait prendre à son élève, l'administration douce, uniforme et roturière du cardinal de *Fleuri.* C'était d'autant plus vraisemblable, que, parvenu à cet âge où l'on aime le repos, il devait être éloigné d'adopter les secousses convulsives qui ébranlent un état jusque dans ses fondements, exigent toute l'activité, toute l'énergie de la jeunesse, et surtout une constance d'attention qu'il était incapable de donner ; qu'enfin il ne pouvait se dissimuler que la mort, à coup sûr, devait l'interrompre avant la consommation d'un nouveau système. Et c'est précisément le caractère leste et futile du comte, son goût pour la paresse et la domination en même temps, qui ont favorisé l'introduction du ministre novateur sur lequel on a les yeux aujourd'hui fixés.

M. de *Maurepas* a une grande confiance en sa femme impérieuse, et qui a profité de la faveur de son mari pour // **377** // intriguer sous lui, ou plutôt par lui. Elle-même reçoit, dit-on, l'impulsion d'un certain abbé de *Veri*, auditeur de Rote[205]. Car si les femmes gouvernent les hommes, les hommes gouvernent les femmes : c'est une action et réaction continuelle d'un sexe à l'autre. En sorte qu'on ne saurait trop assigner auquel reste l'ascendant de la première direction.

[...]

// **386** //

La province dont [Turgot] avait le département[206], lui convenait fort à cet égard : elle était pauvre, sans culture, sans commerce, sans chemins, sans navigation, éloignée de la capitale. Dans ces circonstances critiques où se trouvait la France, l'affreux monopole qu'y exerçaient les subalternes en sous-ordre du monarque, monopole devenu un principe d'administration, affamait tour à tour chaque canton. Celui-ci, qui ne fournissait pas lui-même de quoi nourrir ses habitants, était plus susceptible qu'un autre d'éprouver la misère & la disette. Et c'est ce qui arriva sous l'inspection de M. *Turgot.*

On y vit les pâles habitants brouter l'herbe, faute de subsistance, & joncher les champs de leurs cadavres expirants. On rend justice à cet intendant ; s'il n'eut pas le courage de sévir contre les monopoleurs, parce que cette manœuvre n'était point un crime suivant lui, il chercha le plus qu'il put à tromper leurs spéculations par des versements étrangers, qu'il sollicitait & qu'il facilitait, en faisant ouvrir des routes de communication.

// **387** //

Il apprit aux malheureux confiés à ses soins à se passer de blé, en y substituant une production aussi saine, moins dispendieuse, ne donnant aucune inquiétude, n'exigeant presque

---

[205] Premier tribunal de Rome.

[206] Il était intendant de *Limoges*.

BU LILLE

aucun travail & ne trompant jamais l'attente de l'agriculteur[207]. Enfin il joignit à ses préceptes la bienfaisance, qui leur donne plus de succès ; il sacrifia de ses revenus au soulagement des pauvres, & empêcha par son humanité, par son zèle & par son intelligence, la dévastation de la province, qui le bénit encore aujourd'hui. Il abolit dans son département les *corvées* : c'est une vexation odieuse, par laquelle on enlève les gens de la campagne à leurs occupations & à leurs foyers, pour les envoyer travailler loin de leur village aux grands chemins, & cela sans salaire & même sans subsistance.

Toutes ces opérations patriotiques étaient dans le système *économique* : M. *Turgot* était peut-être le premier administrateur // **388** // de la chose publique qui le suivit de bonne foi & le pratiqua dans la sincérité de son cœur. Aussi était-il prôné par la secte ; le journal des *Éphémérides* retentissait continuellement du récit de ses épreuves salutaires, & contenait quelquefois des mémoires de spéculation de sa part ; il joignait le génie à l'expérience. Il était d'ailleurs très-opposé à M. l'abbé *Terray,* dont il contrariait sans relâche le régime fiscal & les ordres arbitraires. C'est, précédé d'une aussi bonne renommée enflée par les éloges de bouches disertes du parti, qu'il fut élevé au contrôle-général par le roi, & les acclamations du peuple applaudirent à son choix d'un bout de la France à l'autre. On ne peut rendre l'allégresse des *économistes.* Quelques-uns, sans doute vraiment pénétrés de l'amour du bien public, n'envisagèrent que lui & crurent que le royaume allait, grâce a leurs clameurs, sortir de la cruelle & longue crise où l'avaient réduit tant de ministres dévorants ; mais le grand nombre, mû par cette ambition, plus exaltée encore dans une tête fanatique, s'imagina gouverner sous un tel pupille & faire adopter toutes les rêveries qui // **389** // leur passeraient par la tête. Bientôt ce nouveau contrôleur-général ne fut entouré que de ces docteurs & d'*encyclopédistes* : ceux-ci le revendiquaient aussi, le regardaient comme un de leurs disciples, & ne se flattaient pas moins de pouvoir, sous ses auspices[208], travailler à détruire les préjugés moraux & religieux, tandis que les autres devaient renverser les préjugés politiques & réglementaires. De-là les frémissements du *Clergé,* en apprenant l'exaltation de M. *Turgot.* Mais il ne pouvait embrasser tant de choses à la fois. D'ailleurs il fallait faire revenir insensiblement le jeune prince des idées superstitieuses, dont il avait été imbu durant son éducation puérile & bigote. Il se livra donc aux premiers, qui pour début lui firent donner une espèce de liberté tacite, de la presse[209], // **390** // relativement aux matières de son département ; mais quoiqu'elle dût embrasser également le pour & le contre, puisque la lumière ne naît jamais mieux que de la discussion, comme ces messieurs ne se trouvaient pas toujours en état de résoudre routes les objections qu'on leur faisait, ils jugèrent à propos de la faire restreindre dans le vrai à leurs seuls écrits. Ils se réservèrent, sous cette permission vague & générale, la faculté exclusive d'attaquer, en ôtant à leurs adversaires celle de répondre. C'est ainsi que M. *Linguet* ayant serré de trop près un des coryphées de la secte[210], a reçu

---

[207] Il est question de *pommes de terre,* qui sont de l'espèce de nos *patates,* mais moins bonnes au goût. Il y a beaucoup de châtaignes dans le Limousin, mais comme c'est la richesse du pays, les habitants, en y substituant une autre nourriture, pouvaient continuer de les vendre.

[208] On citait surtout un article du *vingtième,* du *dictionnaire encyclopédique,* auquel il avait travaillé, & où il annonçait des idées sinistres contre le clergé.

[209] Cette permission ne pouvait en effet être que de convenance & d'insinuation puisqu'en *France* c'est le *chancelier* seul ou son *vice-régent,* comme aujourd'hui le *garde des sceaux &* le *lieutenant de police* en sous-ordre, qui ont l'inspection de la librairie. M. *Turgot* déclara donc simplement qu'il ne s'opposerait point à l'impression de tout ouvrage concernant son administration, comme avaient fait ses prédécesseurs.

[210] L'abbé *Roubaud.* On voit les détails de la querelle dans le *Journal de Politique & de Littérature,* dont M. *Linguet* est le rédacteur.

défenses de répliquer[211] : qu'un autre Écrivain, pour // **391** // avoir frondé trop fortement le système *économique*, a été mis à la Bas*tille*[212] : & qu'un troisième, plus accrédité[213], est cruellement tourmenté, parce qu'au gré du public ses raisonnements sont supérieurs à ceux des docteurs de la secte ; // **392** // & que son livre, quoique volumineux, a eu un succès prodigieux & se lit préférablement aux leurs.

Indépendamment des ouvrages répandus concernant l'agriculture & le Commerce des blés, le premier point de la science *économique,* ils en publièrent une foule d'autres contre les traitants & les financiers, qui annonçaient la guerre ouverte que leur allait livrer le ministre[214], & l'on regarda cette seconde démarche comme très-gauche, en ce que ne pouvant rien entreprendre contre les publicains, dont le Contrôleur-général avoir besoin alors, il les indisposait prématurément & se les aliénait sans retour. De-là une ligue générale de ces gens-là contre lui, qui le // **393** // barrent dans toutes les opérations, disent hautement qu'il l'attendent à la fin de l'année, temps où le fisc épuisé a besoin sans cesse de nouvelles ressources pour se remplir.

En général, les espèces de gouverneurs du nouveau contrôleur-général lui ont rétréci les idées, & au lieu de lui faire envisager la machine en grand & dans tout son ensemble, l'ont circonscrit en un cercle de projets particuliers & partiels qui l'ont écarté du but essentiel, du seul objet qu'il dût se proposer pour prévenir la ruine prochaine de l'état, la diminution des dépenses & l'augmentation de la recette. Au contraire, ils lui ont fait prendre le change, & sous prétexte que le soulagement du peuple était le premier devoir d'un roi, & conséquemment de son ministre : *Salus populi suprema lex esto* ; que ce soulagement ne pouvait avoir lieu que par la diminution du pain, & que cette diminution résulterait nécessairement & uniquement de leur système mis en vigueur, ils l'ont entraîné dans une suite de mouvements violents & forcés, qui sans procurer l'effet salutaire qu'il s'en était proposé, ont bouleversé le royaume & causé des désordres affreux. Ils ont // **394** // commencé par afficher sous ses auspices leur *catéchisme,* intitulé : *Maximes générales du gouvernement agricole le plus*

---

[211] M. *Linguet* (qui n'accuse pourtant pas toujours juste) raconte que mandé par M. *Turgot*, à l'occasion de sa discussion polémique avec l'abbé *Roubaud* , après une conversation très vive avec le ministre, reçut défenses de rien écrire sur le système des *économistes ;* mais que celui-ci rougissant d'une contradiction aussi sensible avec l'impartialité qu'il avait annoncée, affecta de lui dire à la porte de son cabinet, en présence de l'audience qui attendait dans la salle suivante : *Ah ça* , M. Linguet *point d'invectives* , de *personnalités ; de la modération dans vos écrits,* sur quoi le journaliste outré de cette hypocrisie, toutefois se possédant, lui dit : *Mais* , M. *le contrôleur-général, auquel m'en rapporterai-je, ou au ministre qui vient de me parler tête-à-tête dans le cabinet, ou au ministre qui me parle ici en public ?*

[212] L'abbé *Saury* , auteur d'une petite brochure intitulée : *Réflexions d'un citoyen sur le commerce des grains.*

[213] M. *Neker* [sic], ministre de la république de *Genève*, à qui l'on voulait faire perdre cette place pour avoir publié son livre *sur la législation & le commerce des grains.* Il en avait fait part avant l'impression à plusieurs *économistes* avec lesquels il était lié : ceux-ci prévoyant l'effet fâcheux que causerait cette production, firent part de leurs craintes au ministre. On tâcha par des insinuations de détourner l'auteur de son dessein, mais inutilement, & l'autorité immédiate, c'est-à-dire, le garde des sceaux & le lieutenant de police, qui n'étaient pas partisans du système ne voulurent pas se prêter à en empêcher l'impression.

[214] Entr'autres un projet du sieur *Richard Desglanieres*, ayant pour titre : *Plan d'imposition économique & d'administration des finances, présenté à M. Turgot, ministre & Contrôleur-général des finances,* &c. On jugea que le ministre avait adopté cette diatribe qui lui était dédiée & était précédée d'une lettre du ministre à l'auteur. Cette idée du public donna une vogue prodigieuse au pamphlet. Les financiers en furent tellement alarmés, que M. *Turgot* fut obligé d'en faire retirer les exemplaires restants, & d'en suspendre la vente, jusqu'à ce qu'on eut retranché sa *lettre approbative* & même la *dédicace.*

avantageux au genre humain, par M. Quesnay, de l'académie des sciences. Tel en était le titre emphatique. Deux devises, ou plutôt deux sentences l'accompagnaient de droite & de gauche. Par la première ils exprimaient l'excellence de leur doctrine, puisée dans la nature même : *Ex natura jus, ordo & leges.* Par la seconde ils anathématisaient toutes les autres administrations, comme les œuvres de l'homme : *Ex homine Arbitrium, Regimen & Coercitio.* Suivaient 30 apophtegmes courts, concis, obscurs, à la manière des oracles[215], // **395** // & la quintessence de la multitude de volumes qu'ils avaient publiés jusque là // **396** // Ils n'avaient encore parlé qu'en philosophes, en orateurs, en moralistes : ils // **397** // commençaient à s'exprimer en législateurs. Enfin ils déterminèrent M. Turgot // **398** // à frapper son coup qui devait établir la base de tout le régime moderne. Il fit rendre l'arrêt du conseil[216] concernant la liberté du commerce des grains & farines dans l'intérieur du royaume. Mais dès ce premier pas il se trouva contrarié, en ce qu'on ne voulut point lui passer la liberté de la vente à l'étranger[217] ; ce qui donna de l'humeur aux *économistes.* Ils crièrent qu'on ne pouvait rien faire de bien sans une liberté absolue, généra le, entière, illimitée. Quoiqu'il en soit, la loi n'était ainsi que préparée ; elle manquait de la sanction de l'enregistrement dans les cours. Le ministre plein de vénération envers toutes les // **399** // œuvres de l'autorité, se serait volontiers contenté de l'acquiescement des tribunaux subsistants ; il aurait même préféré ceux-ci, moins récalcitrants, moins amis des formes antiques : mais comme il était instruit du projet de rétablir le parlement, il craignit de l'indisposer d'avance contre sa besogne, & il attendit son retour.

[...]

// **408** //

Ces discussions [sur la liberté du commerce des grains], dans lesquelles le gouvernement [de Turgot] semblait inviter tout le // **409** // monde d'entrer, par les avis, les instructions qu'on faisait répandre à ce sujet, par les verbeux préambules des arrêts du conseil dont j'ai parlé, ont vraisemblablement donné lieu aux émeutes. La classe indigente de la nation est devenue d'autant plus sérieuse de la cherté du pain, augmenté de prix au moment où l'on disait s'occuper à la soulager, qu'elle avait fondé les plus belles espérances sur le nouveau règne, qu'elles avaient été motivées par une lueur de félicité[218] : fatiguée depuis longtemps de l'administration désastreuse de Louis XV, elle l'avait supportée en se flattant d'en être bientôt débarrassée. Mais le moyen de souffrir patiemment sous un prince dont la carrière ne faisait que commencer, & dont le joug, à en juger par le début, deviendrait intolérable, si on laissait s'ancrer dans le ministère le chef d'une secte fanatique, depuis dix ans causant la famine à force de parler de blés, & tourmentant toujours le pauvre peuple par ses expériences fatales, sous le prétexte de s'occuper // **410** // de son bonheur. Ces insinuations malignes étaient fomentées par deux sortes d'hommes bien propres à les accréditer ; les gens d'église, qui regardaient M. *Turgot* comme un athée, à cause de ses liaisons avec les encyclopédistes, avaient fort à cœur de l'occuper ailleurs, pour l'empêcher de frapper sur eux les coups dont il

---

[215] Voici ces *maximes,* que leur brièveté permet de rapporter. [Suit le texte des 30 Maximes] [...]

[216] En date du 13 septembre 1774.

[217] S. M. s'y réservait de statuer sur la liberté de la vente à l'étranger, lorsque les circonstances seraient devenues plus favorables.

[218] L'abbé Terray avait fait diminuer le prix du blé au commencement du règne ; mais il avait bientôt repris son taux, & renchérissait de jour en jour.

les menaçait : les gens de finance le redoutaient encore plus, parce qu'il avait une influence plus immédiate sur eux ; que leur ruine était plus urgente, puisqu'il s'était expliqué si ouvertement sur leur compte, que d'un instant à l'autre il pouvait les écraser.

Les premiers donc, outre les conversations générales, profitaient des moyens particuliers qu'ils avaient d'animer leurs ouailles par la confession, par les consolations spirituelles qu'ils leur donnaient : les seconds appuyaient efficacement par les consolations temporelles, ils semaient l'argent qu'ils savaient bientôt retrouver s'ils restaient en place. Du reste, ils annonçaient ne pouvoir pas toujours faire de tels efforts.

C'est ainsi que se sont insensiblement amenées les insurrections dont j'ai été témoin en partie [...]

Paris, le 6 juin 1775

* * *
*

Annexe VII.2
Bibliographie du chapitre non reprise dans la bibliographie générale.

A - Traductions

• BAUDEAU N. (1767), « Du luxe et des loix somptuaires », *Éphémérides du Citoyen ou Bibliothèque raisonné des sciences morales et politiques*, T.I, pp. 171-234,

→ [trad. par SCHEFFER C.F.] (1768), *Några ut ländske philosophers tankar om yppighet och sumptuariska lagar, utdragne och på svenska fwersatte, ur en lärd journal, kallad*: Éphémérides du Citoyen ou Bibliothèque raisonné des sciences morales et politiques.

• BAUDEAU N. (1768/1), « Avis au peuple sur son premier besoin, ou petits traités économiques, sur le bled, la farine et le pain », *Éphémérides du citoyen*, T.I, n. 3, pp. 75-224,

• BAUDEAU N. (1768/2), « Avis au peuple sur son premier besoin, ou petits traités économiques, sur la mouture des grains et sur le commerce des farines », *Éphémérides du citoyen*, T.II, n° 3, pp. 101-164,

• BAUDEAU N. (1768/3), « Avis au peuple sur son premier besoin, ou petits traités économiques. Troisième Traité sur la fabrication et le commerce du pain, et sur le vrai moyen de pourvoir aux approvisionnements publics », *Éphémérides du citoyen*, T. IV, n° 2, pp. 85-224, T. V, n° 2, pp. 98-158.

→ [Anonyme] (1768/1), *Avviso al popolo sul bisogno suo primario, o sia Trattato sulla totale e perfetta libertà del commercio de' grani*. In Firenze, per lo Stecchi e Pagani.

→ [Anonyme] (1768/2), *Avviso al popolo sul bisogno suo primario, o sia Trattato sulla macinatura dei grani e sul commercio della farina*. In Firenze, per Stecchi e Pagani.

→ [Anonyme] (1770), *Avviso al popolo sul bisogno suo primario, ossia Trattato su la fabbricazione e commercio del pane e sopra la vera maniera di fare le Provvisioni necessarie al pubblico*. In Firenze, appresso Allegrini Pisoni e Compagni.

• BOESNIER de L'ORME P. (1769), *Du rétablissement de l'impôt dans son ordre naturel*, Yverdon.

→ [Anonyme] (1770), *Del ristabilimento dell'imposizione nel suo ordine naturale.* Traduzione dal francese, Como [Firenze].

• BOESNIER de L'ORME P. (1775), *De l'esprit du gouvernement économique*, Debure frères, Paris,

→ [Anonyme] (1775), D*ello spirito del governo economico del signore Boesnier de L'Orme.* Trasportato dal francese a pubblico vantaggio. In Firenze, per Gaetano Cambiagi.

• COYER G.-F. (1768), *Chinki, histoire cochinchinoise qui peut servir à d'autres pays*, Londres.

→ [Anonyme] (1770), *Chinki. Istoria concincinese, Che può servire ancora ad altri Paesi.* Firenze, Allegrini et Pisoni.

• DU PONT de NEMOURS P.-S. (1768), *De l'origine et des Progrès d'une science nouvelle*, Desaint, Londres et Paris,

→ [trad. par SCHEFFER C.F.] (1769-1770), dans « *Bref til Deras Excellenser, Herrar Riksens Råd, i et angeläget ämne* », Allmänna Tidningar.

→ [trad. par VIERORDT F.M.] (1770), *Von dem Ursprung und dem Fortgang einer neuen Wissenschaft*, Carlsruhe,

• LE TROSNE G. F. (1768), *Lettres à un ami sur les avantages de la liberté du commerce des grains et le danger des prohibitions*, Desaint, Amsterdam et Paris.

→ [Anonyme] (1770) *Lettere ad un amico sopra i vantaggi della libertà del commercio dei grani e i cattivi effetti delle proibizioni.* Firenze, Allegrini Pisoni e Compagni.

• MIRABEAU Victor (1762), « Mémoire sur l'Agriculture envoyé à la très-louable Société d'agriculture de Berne », *in* : L'*Ami des Hommes, ou Traité de la population.* Hambourg, Chrétien Hérold, 1760-1764, V^{ème} Partie.

→ [trad. par TRIGUEROS S.] (1764), *Disertación sobre el cultivo de trogos, que la Academia de Agricultura de la ciudad de Berna, en Suisse, premió en lo año de 1760*, Imprenta M. Ruiz, Madrid.

• MIRABEAU Victor (1767), « Lettre de M.B. à M. . . . sur la nécessité de l'instruction politique », *Éphémérides du citoyen*, T. 2.

→ [trad. par SCHEFFER C.F.] (1769-1770) dans « *Bref til Deras Excellenser, Herrar Riksens Råd, i et angeläget ämne* », Allmänna Tidningar.

• MIRABEAU Victor (1773), *La Science, ou Les droits et les devoirs de l'homme*. Ouvrage en IV parties contenant : 1. La vie naturelle de l'homme ; 2. Sa vie agricole ; 3. Sa vie sociale ; 4. Sa vie politique, Lausanne, F.Gresset et Comp.

→ [Anonyme] (1774), *La Scienza cioè i diritti e i doveri dell'uomo. Opera divisa in quattro parti che contengono 1. la vita naturale dell'uomo ; 2. la sua vita agricola ; 3. la sua vita sociale ; 4. la sua vita politica.* Firenze, Gaetano Cambiagi.

• MIRABEAU Victor Riqueti de, (1774), *La Science ou les droits et les devoirs de l'homme, Ouvrage en IV parties contenant : 1. la vie naturelle de l'homme ; 2. Sa vie agricole ; 3. Sa vie sociale ; 4. Sa vie politique. Augmentée d'un dialogue entre Mrs. de P. et L.D.H.*, Lausanne, Grasset et Comp.

→ [Anonyme] (1775), *Die grundsätzliche Wissenschaft, oder die Rechte und Pflichten des Menschen, von L.D.H., nebst einer Unterredung zwischen D.H.D. und P.L.D.H.*, Nürnberg.

• QUESNAY F.(1758), *Maximes générales du gouvernement économique et d'un royaume agricole*, Versailles.

→ [Anonyme] (1770-1771), *Allgemeine Gründe der ökonomischen Wissenschaften, vorzüglich des Ackerbaues, der Handlung und des Kameralwesens*, 3 Theile, Frankfurt und Leipzig (Nürnberg).

• QUESNAY F. (1767), « Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole et notes sur ces maximes », *in* : *Physiocratie, ou constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain*, Yverdon, 1768-1769.

→ [anonyme] (1770), « Massime generali da aversi nel Governo Economico di uno Stato, ove si voglia far fiorire l'Agricoltura, l'industria, e il Commercio, e rendere in conseguenza felice il popolo, e possente il Sovrano », *Giornale d'Italia spettante alla scienza naturale e principalmente all'agricoltura, alle arti ed al commercio*, T. VII, n. X, pp. 78-80, n. XI, pp. 81-83.

→ [trad. par SCHEFFER C.F.] (1769-1770) dans « *Bref til Deras Excellenser, Herrar Riksens Råd, i et angeläget ämne* », Allmänna Tidningar.

→ [Anonyme] (1769), *Raccolta di decreti, Partiti e Lettere di alcuni parlamenti della Francia spettanti alla perfetta e intera libertà nel commercio de' grani*, Firenze, Giuseppe Allegrini e Comp.

• SCHMIDT d'AVENSTEIN G.L. (1776), *Principes de la législation universelle*, Amsterdam, Rey,

→ [trad par Pietro Crocchi ou Cosimo Cennini] (1777), *Principi di legislazione universale*. Presso la Vedova, Parigi. Si vendono in Siena da Vincenzo Pazzini Carli e figli e Luigi e Benedetto Bindi.

→ *Principi della legislazione universale*, (1791), Stasi, Napoli,

→ *Principi della legislazione universale*, (1795), Marotta, Napoli,

→ [par Salfi], (1805-1807), *Principi della legislazione universale*, Nobile, Milano.

B - Autres Ouvrages

• ALIMENTO Antonella (1987), « Un paradosso storico : Forbonnais ed i fisiocrati di fronte alla riforma del sistema immpositivo », *Annali della Fondazione L.Einaudi*, Turin, Vol. XXI, pp. 115-137.

• ALIMENTO Antonella (1989), « La fisiocrazia in Svezia dopo il colpo di stato di Gustavo III attraverso la corrispondenza di V. de Riqueti de Mirabeau con C. F. Scheffer », *Annali della Fondazione L.Einaudi*, Turin, Vol. XXIII, pp. 297-369.

• ALIMENTO Antonella (1990), « Scelte politiche e dibattito economico : la penetrazione della fisiocrazia in Svezia », *in* : *Cultura, intellettuali e circolazione delle idee nel '700*, a cura di R. Pasta, Milan, Franco Angeli, pp. 107-136.

• ALIMENTO Antonella (1995), *Riforme fiscali e crisi politiche nella Francia di Luigi XV. Dalla "taille tarifée" al catasto generale*, Florence, L.Olschki.

• ANES Gonzalo (1969), *Economía e ilustración en la España del siglo XVIII*, Ariel, Esplugues.

• ANES Gonzalo (1995), *La Ley Agraria*, Madrid, Alienza Editorial.

• ARGEMI Luis L. (1983), « Una nota bibliografica sobre historia del pensamiento económico español », *Cuadernos de Economia*, n° 28, pp.28-30.

• ARGEMI Luis L. (1984), « Libertat mitigada per a l'agricultura », *L'avenç*.

• ARGEMI Luis L. (1989), (ed), *Agricultura e Ilustración*, Madrid, MAPA.

• ARGEMI Luis L., LLUCH Ernest (1985), *Agronomia y fisiocracia en Espana(1750-1820)*, Valencia, Institucio Valenciana d'Estudis i Investigacio.

• ARGEMI Luis L., LLUCH Ernest (1987), « La difusion en España de los trabajos económicos de Condorcet y Lavoisier », *Hacienda publica Española*.

• ARGEMI Luis L., LLUCH Ernest (1993), « Genealogia e influencia práctica del "Discurso sobre el fomento de la industria popular », *Historia Industrial*.

• AZAM G. (1980), « Jovellanos est-il un physiocrate ? »,*in* : *Pensée Hispanique et philosophie des Lumières*, Université Toulouse-Le Mirail.

• BAGGIANI D. (1993), « Tecnologia e riforme nella Toscana di Pietro Leopoldo : la traduzione del *The Advancement of Arts, Manufactures and Commerce* di William Bailey », *Rivista Storica Italiana*, CV, n° 2, 1993, pp. 514-554.

• BARRAL Pierre (1968), *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, A. Colin.

• BARRENECHEA J.M. (1984), *Valentín de Foronda. Reformador y economista ilustrado*, Alava, Arabako Foru Aldundia.

• BARRENECHEA, J. M. (1985), « Valentín de Fonda ante la Fisiocracia », *in* : Lluch E., Argemi L.l. : *Agronomía y fisiocracia en España, 1750-1820*, Valencia, Alonso V el Magnánimo.

• BECAGLI V. (1977), « Il "Salomon du Midi" e "L'ami des hommes". Le riforme leopoldine in alcune lettere del marchese di Mirabeau al conte di Scheffer », *Ricerche storiche*, VII, n° 1, pp. 137-195.

• BECAGLI V. (1983), *Un unico territorio gabellabile. La riforma doganale leopoldina. Il dibattito politico : 1767-1781*, Florence, Università degli Studi di Firenze, Istituto di Storia, Facoltà di Lettere e Filosofia.

• BECAGLI V. (1985), « Economia e popolazione in Toscana nella seconda metà des Settecento. Per una bibliografia delle traduzioni di opere straniere », contribution au Colloque *Le teorie sulla popolazione prima di Malthus*, Florence.

• BOUSSARD J. (1973), *La corporation paysanne*, Paris, ed. Hachette.

• BOUSSARD J. (1980), *Vichy et la corporation paysanne*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

• CABRILLO F. (1971), « Catalogo de traducciones al español de libros de Economia política (1800-1880) », *Moneda y Credito*.

• CIAMPINI R. (1968), « Lettere di A.Tavanti all'abate R.Niccoli », *Rivista italiana di studi napoleonici*, VII, n° 2, pp. 111-125.

• COSSA L. (1963), *Saggi bibliografici di economia politica*, Bologne.

• DAL PANE L. (1965), « Le riforme economiche e finanziarie di Pietro Leopoldo », *Rassegna Storica Toscana*, luglio-dicembre.

• DI BATTISTA F. (1990) *Dalla tradizione genovesiana agli economisti liberali. Saggio di storia del pensiero economico meridionale*, Bari, Cacucci Editore.

• ESTAPÉ F. (1951), « Algunos comentarios a la publicación del "Ensayo sobre la naturaleza del comercio en general" de Cantillon », *Moneda y Credito*.

• FROMM H. (1950-1953), *Bibliographie deutscher Übersetzungen aus dem Französischen, 1700-1948*, Bd. I-VI, Baden-Baden.

• HERNANDEZ ANDREU J. (1971), « La Unica Contribución del Marqués de la Ensenada y el impuesto único de los fisiócratas », *Moneda y Credito*.

• HERR R. (1958), *The Eighteenth Century Revolution in Spain*, Princeton, Princeton U. Press.

• HERLITZ L. (1974), « Fysiokratismen i svensk tappning, 1767-1770 », *Meddelanden från ekonomisk-historiska institutionen vid Göteborgs universitet*, n° 35, Göteborg.

• I.N.E.D. (1958), *F. Quesnay et la physiocratie*, Paris, éditions de l'Ined.

• IPARAGUIRRE D. (1978), « Era Arriquívar fisiócrata o mercantilista ? », *Estudios Economicos*.

• KNIES K. (1892), *Carl Friedrichs von Baden brieflicher Verker mit Mirabeau und Du Pont*, Heidelberg, Carl Winters Universitätsbuchhandlung.

• LANDI P.S. (1990), « Editoria, potere, opinione pubblica in Toscana nell'età delle riforme. Il caso senese », *Ricerche Storiche*, XX, n° 2-3, pp. 295-338.

• LLOMBART V. (1976), « Ley agraria y sociedades de agricultura : la idea de Campomanes », *Informacion comercial Española*.

• LLOMBART V. (1990), « Campomanes, el economista de Carlos III », *Papeles de Trabajo*, Universidad de Valencia.

• LLOMBART V. (1992), *Campomanes, economista y político de Carlos III*, Madrid, Alianza Editorial.

• LLUCH Ernest (1984), *Acaecimientos de Manuel Belgrano, fisiocrata, y su traducción de las "Máximas Generales del Gobierno Económico de un Reyno Agricultor" de François Quesnay*, Madrid, ICI.

• LLUCH E., SANDELS M. (1985), « Una traducción castellana de un fisiócrata sueco », *Trienio*.

• MIRRI M. (1960), « Per una ricerca sui rapporti fra economisti e riformatori Toscani. L'abate Niccoli a Parigi », *Annali dell'Istituto Feltrinelli*, Milan, II, 1959, pp. 55-115.

• MIRRI M. (1972), *La lotta politica in Toscana intorno alle riforme annonarie (1764-1775)*, Pise, Pacini.

• MIRRI M. (1980), « La fisiocrazia in Toscana : un tema da riprendere », *in : Studi di storia medievale e moderna per Ernesto Sestan*, Florence, II, pp. 703-760.

• MIRRI M. (1990), « Riflessioni su Toscana e Francia, riforme e rivoluzione », *Annuario dell'Accademia Etrusca di Cortona*, XXIV, Cortona, Calosci, pp. 117-233.

• PRIDDAT B.P. (1985), « Bibliographie des physiokratischen Debatte in Deutschland, 1759-1799 », *Das Achtzehnte Jahrhundert*, IX, H. 2, pp. 128-149.

• PRIDDAT B.P. (1987), « Ergänzungen und Korrekturen zur Bibliographie des physiokratischen Debatte in Deutschland, 1759-1799 », *Das Achtzehnte Jahrhundert*, XI, H. 1, pp. 62-64.

• REDLICH F. & CARPENTER K. (1973), « Research possibilities in the History of Political Economy trough a bibliography of translations », *History of Political Economy*.

• REEDER J. (1973), « Bibliografia de traducciones al castellano y catalán durante el siglo XVIII, de obras de pensamiento económico », *Moneda y Credito*.

• REEDER J. (1974), « Traducciones y traductores », *Moneda y Credito*.

• ROBLEDO HERNANDEZ R. (1994), *Economistas y reformadores españoles*, Madrid, MAPA.

• ROSA M. (1983), « Pauperismo e riforme nel Settecento italiano. Linee di ricerca », *in* : Brown P., Capitani O., Cardini F., Rosa M., *Povertà e carità dalla Roma tardo-antica al '700 italiano*. Quattro lezioni, Padoue, Francisci editore, pp.93-125.

• ROTONDO A. (1980), *Introduzione a C. Amidei*, Turin, Giappichelli.

• SARRAILH J. (1957), *La España ilustrada de la segunda mitad del siglo XVIII*, Mexico, Fondo de Cultura Economica.

• SOBOUL Albert (*et al.*) (1977), *Le siècle des Lumières*, Paris, P.U.F.

• TIMPANARO MORELLI M.A. (1969), « Legge sulla stampa e attività editoriale a Firenze nel secondo settecento », *Rassegna degli archivi di stato*, XXIX, n° 3, pp. 667-678.

• VARELA J. (1988), *Jovellanos*, Madrid, Alianza.

• VENTURI F. (1970), *Utopia e riforma nell' illuminismo*, Turin, Einaudi.

• VENTURI F. (1987), *Settecento riformatore. L'Italia dei lumi (1764-1790)*, vol.V/1, Turin, Einaudi.

• WRIGHT Gordon (1967), *Révolution rurale en France*, Paris, éditions Desclée de Brouwer.

• ZANGHERI R. (1966), « Introduzione », *in* : F.Quesnay, *Scritti economici*, Bologne, Forni.

Conclusion

« Il est donc convenable que nous fassions une loi à ceux qui sont destinés à remplir les premières places dans notre République, de s'appliquer à la science du calcul, de l'étudier, et non pas superficiellement ». Socrate [1]

Au terme de ce long parcours il serait vain de tenter un tour d'horizon complet des points qui pourraient nous sembler « acquis » et de ceux qui resteraient en débat. À vrai dire, c'est le deuxième groupe qui serait de très loin majoritaire, et il pourrait sembler inutilement décourageant d'étaler ainsi avec complaisance une telle liste d'incertitudes.

Certains points nous semblent quand même suffisamment étayés pour nous permettre d'exprimer clairement une opinion. Nous n'oserons d'ailleurs pas en revendiquer la moindre paternité, car elle recoupe presque point par point les termes de la magnifique synthèse réalisée en 1961 par le grand historien suisse Herbert Lüthy dans son ouvrage : *La banque protestante en France*[2]. Curieusement, la boucle se referme, car c'était là la toute première lecture que m'avaient conseillé mes amis historiens Jean-Pierre Hirsch et Gérard Gayot, quand je leur ai demandé, au tout début de mes recherches, de m'indiquer la meilleure référence sur les physiocrates !

La première vision géniale de Lüthy est celle de la position respective des classes dans la société d'Ancien Régime :

« *La monarchie absolue a donc bien une constitution, mais c'est une constitution* « *de rentes*, qui limite singulièrement le pouvoir royal dans la disposition des ressources du « royaume. "Premier propriétaire du royaume", il se partage avec tous les autres « propriétaires la rente foncière et les droits éminents [...]. La fiscalité royale a beau ne « frapper que les non-privilégiés ; impôt de répartition et non de quotité, l'impôt direct a « beau être réparti systématiquement à rebours des facultés contributives ; il n'en reste pas « moins que les ressources royales sont prises, pour l'essentiel, sur le produit du même « "immeuble" agricole [...].

---

[1] Citation de Socrate dans *la République* de Platon (VII, 525 b) placée par Quesnay en exergue du *Second problème économique*, éd. INED, p. 977.

[2] H. Lüthy, *La banque protestante en France,* Paris, éd. SEVPEN, 1961 (V. notamment le chapitre 1 : « Contours du "Siècle de Louis XV" »).

« Toutes les parties constituantes de l'Ancien Régime sont en quelque sorte co-
« propriétaires du royaume. Tous se partagent un revenu qui est de la même nature et tiré de
« la même source que celui du roi, sinon directement prélevé sur le sien, et il ne peut
« apparemment augmenter sa part qu'en empiétant sur la leur, c'est-à-dire par des actes de
« "despotisme" qui violeraient les "lois fondamentales du royaume".
« La longue querelle fiscale qui s'envenime à partir de 1756, et qui est bien une
« querelle constitutionnelle, se dispute en effet entièrement à l'intérieur de cette société de
« co-propriétaires du "royaume agricole" - noblesse, clergé, magistrature - sur le dos des
« "laboureurs" dont rien ne laisse prévoir une révolte, et en dehors de toutes les autres
« classes que Quesnay appelle "stériles" et qui le sont en effet pour l'impôt, car la fiscalité
« royale [...] n'est nullement équipée pour imposer ou même pour détecter les fortunes
« mobilières ou "pécuniaires" qui ne se manifestent pas en biens-fonds »[3].

Et Lüthy a raison de conclure cette analyse en disant que « nous arrivons ainsi bien près de cette représentation simple de la société d'Ancien Régime qui a suffi aux physiocrates pour tenter d'analyser son fonctionnement économique »[4].

Par intuition, nous avions été séduits et convaincus par les arguments de l'auteur lors de la découverte de ses textes. Notre accord avec lui s'est renforcé encore, maintenant que nous connaissons mieux la pensée physiocratique. La première idée fondamentale, Lüthy a parfaitement raison sur ce point, est que toutes les intentions réformatrices de Quesnay tournent autour de la question fiscale : il s'agit d'obtenir que ceux qui se partagent les revenus de la souveraineté, et qui refusent l'impôt, en prennent la charge et libèrent ainsi de ce poids « les paysans et les ouvriers *sur qui ils ont déjà prélevé la matière imposable* » :

« Quesnay, obsédé par l'idée d'une France agricole ruinée, [...] a bien jugé le
« fonctionnement de la société qu'il analysait. Toute l'économie de son tableau repose sur
« la distinction nette entre "les propriétaires des terres" - les seigneurs, le roi et le clergé
« décimateur - d'une part et les cultivateurs de toute condition de l'autre.
« *Ses disciples*, à commencer par Baudeau et Dupont, effrayés sans doute par les
« conclusions d'une telle analyse ont en général préféré confondre les deux, en déguisant les
« seigneurs et les princes d'église en agriculteurs honoraires, et par cette seule et unique
« tricherie *ont rendu absurdes le Tableau et la Doctrine*[5] [...]
« En escamotant ainsi la distinction fondamentale entre ceux qui fournissent et ceux
« qui perçoivent le "produit net" ils ont, du même coup, réduit en verbiage creux et
« abracadabrant la pièce maîtresse de la doctrine, cette grande audace de Quesnay : sa
« théorie de l'impôt qui découle de sa définition même du produit net comme "la seule partie
« disponible du revenu national" au-delà de la subsistance du peuple.
« N'oublions pas que le *Tableau*, destiné au roi, a été conçu en 1758, aux débuts
« même des calamités financières de la monarchie ; et il suffit de le lire avec attention pour
« voir qu'*il a été proprement conçu pour démontrer "scientifiquement" que, l'impôt ne*
« *pouvant être pris que sur le "produit net" qui est le revenu de souveraineté même, il ne*

---

[3] *Ibid.*, pp. 19-20.
[4] *Ibid.*, p. 20.
[5] Lüthy cite ici (p. 20) une remarque très juste de Necker, portée en marge de son exemplaire des *Éclaircissements demandés à M. N.*** au nom des propriétaires* de l'abbé Baudeau : « On a toujours l'art de confondre ensemble les propriétaires et les cultivateurs ; rien ne corrige ces Messieurs les Économistes de cette méthode » (Bibliothèque Publique et Universitaire de Genève, exemplaire annoté par Necker). La seule erreur de Necker est ici de confondre les épigones et le maître.

« *peut et ne doit être perçu que sur ceux qui se partagent ce revenu - sur ceux donc,*
« *précisément, qui refusaient l'impôt - et qu'il est à la fois absurde, néfaste et ruineux de*
« *vouloir imposer les paysans et les ouvriers sur qui ils ont déjà prélevé la matière*
« *imposable* : aussi absurde dira Quesnay que de vouloir imposer les bœufs et les chevaux
« pour épargner les propriétaires[6]. *C'est l'attaque la plus franche et la plus irréfutable*
« *contre les privilèges fiscaux des seigneurs terriens qui ont ruiné la monarchie* »[7].

Comme le dit ailleurs Lüthy : « au moment même où, dans les premières années fatales de la guerre de Sept Ans, s'allume la longue querelle fiscale entre la royauté et les privilégiés retranchés derrière les Parlements, Quesnay ouvre ainsi l'attaque frontale contre les privilèges fiscaux de la noblesse, du clergé et de la haute bourgeoisie d'office qui devaient conduire l'Ancien Régime de la faillite financière à la banqueroute politique. L'attaque est menée de façon toute didactique, avec une modération de termes qui assourdit mal la véhémence du raisonnement : l'abolition des privilèges fiscaux est la conclusion qui s'impose clairement à la lecture la plus superficielle du *Tableau, qui ne semble avoir été construit que pour cette démonstration* »[8].

Les textes de Quesnay cités par Lüthy, sont tellement éclairants, que l'on se demande comment ses disciples ont réussi à édulcorer des critiques aussi radicales et des projets aussi novateurs :

« La cupidité ignorante [des propriétaires] ne leur a jamais laissé apercevoir que l'impôt ne
« doit être pris que sur le revenu des terres [...]. Les nobles et le clergé ont réclamé des
« franchises et des immunités sans bornes, qu'ils ont prétendu être attachées à leurs biens et
« à leur état. Les souverains ont pensé qu'il convenait aussi d'accorder des exemptions
« totales à leurs officiers, et à tous ceux qui sont revêtus de charges et d'emplois dans toutes
« les différentes parties de l'administration du gouvernement. [...]
« Les propriétaires fonciers qui n'en prévoyaient pas les suites, et qui, dans le temps
« même qu'ils détruisaient leurs revenus, ne comprenaient, n'apercevaient pas même la
« cause de la diminution de leur richesse, applaudirent [aux] impositions indirectes par
« lesquelles ils crurent éluder l'impôt, qui aurait dû être établi directement sur le revenu de
« leurs biens, où il n'aurait causé aucun dépérissement dans la reproduction annuelle [...] au
« lieu que [...] les impositions indirectes [par leurs] détériorations progressives et inévitables,
« anéantissent leurs revenus, ceux du Souverain, et les richesses de la nation »[9].

Nous pensons avec Lüthy, que c'est bien cette perspective de réforme fiscale, avec les perspectives qu'elle ouvrait pour un développement de la richesse du royaume au profit de toutes les classes, qui explique en grande partie, les modalités et les formes du raisonnement économique de Quesnay. Bien plus, cette perspective permet également, dans une large mesure, de comprendre les formes parfois surprenantes de la réflexion politique de Quesnay. Comme le dit Lüthy : « c'est là aussi le sens profond de l'appel au "despotisme", seul capable de briser les privilèges ». Mais c'est un point brûlant et Quesnay préfère parfois recourir à des précautions de langage ou se borner à essayer de convaincre :

---

[6] V. Maximes générales, éd. INED, p. 958 : « Une imposition sur les chevaux qui labourent la terre ne serait réellement qu'une imposition sur les dépenses mêmes de la culture ».
[7] Lüthy, *op. cit.*, note 2, pp. 20-21 (C'est nous qui soulignons, B.D.).
[8] Herbert Lüthy, *Le passé présent, combats d'idées de Calvin à Rousseau*, Monaco, éd. du Rocher, 1965, p. 169 (C'est nous qui soulignons, B.D.).
[9] François Quesnay, *Second problème économique*, éd. INED, pp. 981-982.

« On peut demander à présent aux propriétaires fonciers, s'il n'est pas de la « dernière importance pour eux de satisfaire complètement à l'impôt direct qui fixe et assure « l'état de leur propriété ; et de ne pas engager, par un intérêt mal entendu, les souverains à « recourir, pour les besoins de l'État à des ressources aussi ruineuses pour le revenu des « propriétaires, pour les souverains eux-mêmes, pour le corps entier de la nation, que le sont « les impôts indirects »[10].

Quant aux disciples, une fois encore, ils n'ont pas brillé par leur compréhension des opinions profondes du maître : « ils ont mérité pour la plupart les railleries [...] de Voltaire. La chute de la théorie fiscale de Quesnay, si nette et si juste, dans la logomachie absconse des disciples, reflète la décadence rapide de la physiocratie en mystification réactionnaire [...] »[11]. Des nuances pourraient certes être introduites entre les positions des différents disciples, mais le jugement d'ensemble de Lüthy reste parfaitement valable :

« Nous voyons avec quelle mauvaise foi Voltaire, seigneur féodal de Ferney, a « caricaturé dans sa célèbre satire la thèse de Quesnay ; c'est la méthode éprouvée de se « retrancher derrière le pauvre petit paysan quand les privilèges du seigneur terrien sont « menacés. Cependant, la satire avait beau jeu : les disciples et épigones de Quesnay, à « commencer par l'abbé Baudeau et à l'unique exception de Turgot, s'empressèrent eux- « mêmes de brouiller cette conclusion explosive et de la noyer dans la confusion, en « transformant les propriétaires féodaux et les princes d'église en agriculteurs d'honneur.
« Par ce simple tour de prestidigitation qui détruit la structure même du *Tableau* en « confondant ce qu'il sépare si nettement - ceux qui fournissent et ceux qui encaissent le « *produit net* - toute la "Doctrine" devenait imposture et babillage dérisoire ; il n'en resta, « sous le nom abusif de Physiocratie, que cette fade idéalisation de la vie champêtre dans le « style des bergeries de Versailles, idylle sentimentale et futile au bord de l'abîme »[12].

En 1771, l'agronome Arthur Young pouvait encore écrire, impavide : « sauf les idiots, tout le monde sait qu'il faut maintenir les classes inférieures dans la pauvreté, sans quoi elles ne voudraient pas travailler »[13]. Quelques années plus tôt Quesnay, dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, avait présenté la thèse opposée, puisque la maxime XX prescrivait : « qu'on ne diminue pas l'aisance des dernières classes de citoyens », et que l'auteur la commentait en termes parfaitement clairs :

« Pour autoriser les vexations sur les habitants de la campagne, les exacteurs ont « avancé pour maxime, qu'il faut que les *paysans soient pauvres, pour les empêcher d'être « paresseux.* Les bourgeois dédaigneux ont adopté volontiers cette maxime barbare, parce « qu'ils sont moins attentifs à d'autres maximes plus décisives, qui sont que l'homme *qui ne « peut rien conserver ne travaille précisément que pour gagner de quoi se nourrir et qu'en « général tout homme qui peut conserver est laborieux, parce que tout homme est avide de « richesses.* [...] La pauvreté forcée n'est donc pas le moyen de rendre les paysans

---

[10] François Quesnay, « Résultat » concluant le *Second problème économique,* éd. INED, p. 992.
[11] H. Lüthy, *La banque protestante en France, op. cit.*, fin de la note 2, p. 21
[12] H. Lüthy, *Le passé présent . . ., op. cit.*, pp. 169-170.
[13] Arthur Young, *Eastern Tour*, 1771, p. IV-361, cité par R.H. Tawney, *in* : *Religion and the Rise of Capitalism*, Penguin, 1947, p. 224. « Everyone, but an idiot, knows that the lower classes must be kept poor or they will never be industrious [...], they must (like all mankind) be in poverty or they will not work ».

« laborieux ; il n'y a que la propriété et la jouissance assurées de leur gain, qui puissent leur « donner du courage et de l'activité.
« Les ministres, dirigés par des sentiments d'humanité, par une éducation supérieure, « et par des vues plus étendues, rejettent avec indignation les maximes odieuses et « destructives qui ne tendent qu'à la dévastation des campagnes ; car ils n'ignorent pas que « ce sont les richesses des habitants de la campagne qui font naître les richesses de la nation. « PAUVRES PAYSANS, PAUVRE ROYAUME »[14].

Comme il l'avait déjà démontré dans l'article « hommes » rédigé pour l'*Encyclopédie*, « les hommes qui produisent forment la partie fondamentale de la population », la classe stérile n'est « qu'une dépendance ou un accessoire toujours proportionné à celle-là ». Quant aux autres, le jugement est définitif : « Tout homme qui participe aux richesses du royaume, et qui n'y contribue en aucune manière, est inutile à l'État »[15]. Pouvait-on être plus clair dans le royaume de France en 1757 ?

[14] F. Quesnay, « Maximes générales », Note sur la maxime XX, *« Qu'on ne diminue pas l'aisance des dernières classes de citoyens. »*, éd. INED, p. 973.
[15] F. Quesnay, article « hommes », éd. INED, pp. 560-561.

BIBLIOGRAPHIE

Première Partie :

SOURCES PRIMAIRES [16]

- ALBON Claude-Camille-François Comte d', 1775
  « Éloge historique de M. Quesnay, contenant l'analyse de ses ouvrages »,
  Nouvelles Éphémérides Économiques,
  Tome V, mai, 2ème Partie, pp. 93-175 [cote B.N.F. : Z 21949].

- ALEMBERT Jean le Rond d', 1763
  Discours préliminaire de l'Encyclopédie,
  Paris, Librairie A. Colin, F. Picavet (éd.), (1912), 250 pp.

- ALEMBERT Jean le Rond d', 1778
  « Éloge de M. Quesnay »,
  Mercure de France, 15 Novembre 1778, Paris, Panckoucke [cote B.N.F. : 8° Lc² 39].

- [Anonyme], 1779
  « Anmerkungen zu Herrn Professor Dohms Abhandlung über das physiokratische System »,
  Das Deutsche Museum, Leipzig, Oct., pp. 427 - 453 [cote B.N.F. : Z 34523-34548].

- AUXIRON Claude François Joseph, 1766
  Principes de tout gouvernement, ou examen des causes de la splendeur et de la foiblesse de tout état, considéré en lui-même et indépendamment des moeurs,
  Paris, J. T. Hérissant fils, 2 volumes.

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1763
  Idées d'un citoyen sur l'administration des finances du roi,
  Amsterdam [cote B.N.F. : R. 38 936].

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1765
  Idées d'un citoyen sur les besoins, les droits et les devoirs des vrais pauvres,
  Amsterdam et Paris, Hochereau le jeune,
  [cote B.N.F. : Res. 92541].

---

[16] Ouvrages antérieurs à 1817.

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1767
  Principes de la science morale et politique sur le luxe et les lois somptuaires
  A.Dubois [Rééd. Paris 1912, ed.Geuthner]

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1767
  « Explication du Tableau Économique à Madame de *** »,
  Article d'abord paru dans les *Éphémérides*, puis en ouvrage (Paris, Delalain, 1776),
  Reproduit dans : *Les Physiocrates*, Daire (éd.), 1846.

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1767
  « Du luxe et des loix somptuaires »,
  Éphémérides du Citoyen, tome I, pp. 171-234,

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1768 a,
  « Avis au peuple sur son premier besoin, ou petits traités économiques, sur le bled, la farine et le pain », *Éphémérides du citoyen*, tome I, n. 3, pp. 75-224,

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1768 b
  « Avis au peuple sur son premier besoin, ou petits traités économiques, sur la mouture des grains et sur le commerce des farines »,
  Éphémérides du citoyen, T.II, n° 3, pp. 101-164,

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1768 c
  « Avis au peuple sur son premier besoin, ou petits traités économiques. Troisième Traité sur la fabrication et le commerce du pain, et sur le vrai moyen de pourvoir aux approvisionnements publics »,
  Éphémérides du citoyen, T. IV, n° 2, pp. 85-224, T. V, n° 2, pp. 98-158.

- BAUDEAU Nicolas (Abbé), 1768 d
  Lettre d'un citoyen à un magistrat sur les vingtièmes et les autres impôts,
  Amsterdam, Akstée et Merkus [cote B.N.F. : F. 21 165-21 166].

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1768 e
  Avis aux honnêtes gens qui veulent bien faire,
  Amsterdam et Paris, Desaint [cote B.N.F. : Res. 203971]

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1771
  Première introduction à la philosophie économique ou analyse des états policés . . .,
  Paris, Didot l'aîné, Repris *in* : Daire (1846) : *les Physiocrates.*

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1775
  *Éclaircissements demandés à M.N*** [Necker] sur les principes économiques . . .*
  Extrait des *Nouvelles éphémérides économiques*,
  [cote B.N.F. : Res. 97 326].

- BAUDEAU Abbé Nicolas, 1788
  « Question fondamentale d'économie politique »,
  Nouvelles Éphémérides Économiques, pp. 64-72,
  n° IV, Seconde partie de Janvier 1788

- BAUDEAU Nicolas (Abbé), 1788
  « Explication amiable entre M.Smith, célèbre écrivain anglois, et les Auteurs économiques »,
  Nouvelles Éphémérides Économiques, pp. 26-51,
  n°. II, Seconde partie de Février 1788.

- BICQUILLET Charles-François, 1804
  Théorie élémentaire du commerce,
  Édition critique et commentée par Pierre Crépel, postface de Stephen Stigler,
  Lyon, Aléas éditeur (1995).

- BOESNIER de L'ORME Paul,1769
  Du rétablissement de l'impôt dans son ordre naturel,
  Paris et Yverdon.

- BOESNIER de L'ORME Paul, 1775
  De l'esprit du gouvernement économique,
  Debure frères, Paris,

- BUTRÉ Charles de, 1782
  article « Culture »
  Encyclopédie méthodique de Panckoucke

- CAMPOMANES Pedro Rodriguez (Comte de), 1762
  Reflexiones sobre el comercio español a Indias,
  Col. : Clasicos del pensamiento economico español, Vicent Llombart (ed.),
  Madrid, Instituto de Estudios Fiscales, (1988), 458 pp.

- CANTILLON Richard, 1755
  Essai sur la nature du commerce en général,
  Réédition : I.N.E.D., 1952.

- CLERC (dit aussi : Le Clerc) Nicolas-Gabriel, 1769
  Yu-le-Grand et Confucius : Histoire chinoise . . .
  Soissons, impr.de Courtois [4° O^2 n. 286],
  Également reproduit dans les *Éphémérides*, t. III, 1769

- CONDILLAC Abbé Étienne Bonnot de, 1776
  Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre
  in : *Œuvres*, Tome 7, Paris, Libraires associés (1801- An IX).

- CONDORCET Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de, (1988)
  Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain,
  Paris Flammarion, col. « G.F. », Alain Pons (éd.), 350 pp. ($1^{ère}$ édition -posthume- 1795).

- COYER Abbé Gabriel-François, 1768
  Chinki, histoire cochinchinoise qui peut servir à d'autres pays,
  Londres [cote B.N.F. : Y^2 6914].

- DAIRE Eugène (ed.), 1846
  Les Physiocrates, 2 volumes
  Paris, éditions Guillaumin
  (réédition : Slatkine reprints, Genève).

- DAVENANT Charles, 1699
  Essay upon the Probable Methods of Making a People Gainers in the Balance of Trade,
  Londres.

- DIDEROT Denis, 1774
  « Observations sur le Nakaz » ou :
  « Observations sur l'instruction de S.M. Impériale aux députés pour la confection des lois »
  R.H.D.E S., Vol. 8, N.4, 1920 et :
  Œuvres, Tome III : Politique, Laurent Versini (ed.), éd. R. Laffont, Col. « Bouquins », 1995.

- DOHM Christian Conrad Wilhelm von, 1778
  « Über das physiokratische System »
  Das Deutsche Museum, Leipzig, Oct. 1778, pp. 289-324.

- DUFOURNY DE VILLIERS Louis-Pierre, 1789
  Cahier du Quatrième Ordre, celui des pauvres journaliers, des infirmes, des indigents, etc., l'ordre sacré des infortunés . . .,
  (V. Soboul, *1789, l'An I de la Liberté*, Paris, 1950).

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel, 1789
  Discours sur l'état et les ressources des Finances[17],
  Assemblée Nationale, 24 Septembre 1789
  Versailles, Chez Bauduin, 218 p.
  [cote B.N.F. : Res. 201 220]

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel, 1769
  Notice abrégée des différents écrits modernes qui ont concouru en France à former la science de l'économie politique.
  Ephémérides : t. 1, pp. XI - LI ; t. 2, pp. V - XLVIII ; t. 3, pp. V - XXX, t. 4, pp. III - XXV, t. 5, pp. V - XLVII ; t. 6, pp. 5-52 ; t. 8, pp. 5-38 ; t. 9, pp. 5-78,
  Repris *in* : Oncken 1888.

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel, 1764
  De l'exportation et de l'importation des grains
  Réédition Geuthner, Paris, 1911.

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel, 1764
  « Administration des chemins »,
  Ephémérides, mai 1767

[17] Donne en introduction un résumé de la théorie physiocratique.

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel (ed.), 1767
  Physiocratie ou constitution naturelle....
  Paris et Leyde, 2 vol. *in* 8 1767-1768
  [cote B.N.F. : R 21037, R 21038]
  → Réédition en fac-similé par : Verlagsgruppe Handelsblatt, Düsseldorf (1987).

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel, 1767
  De l'origine et des progrès d'une science nouvelle,
  1ère édition : Londres et Paris, Desaint 1768
  → Réédition : Guillaumin, 1846, *loc. cit.* Reprint, K.T.O. Press, Nendeln (Lichtenstein)
  Publié avec notice et table analytique par A. Dubois, 1910
  → Réédition en *fac-similé* par la *C. U. E. M.*, Catania, Italie, Col. « Textes économiques français du XVIIIème siècle » n° 5, Gino Longhitano (ed), 1992.
  DU PONT de NEMOURS P.-S. (1768), *De l'origine et des Progrès d'une science nouvelle*, Desaint, Londres et Paris,

- [DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel], 1789
  Cahier du Tiers État du Bailliage de Nemours pour les États de 1789,
  Texte in : M. Marion, *Les impôts directs dans l'Ancien Régime*, 1910, pièce n° 65.

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel, [1906]
  L'enfance et la jeunesse de Dupont de Nemours racontées par lui-même,
  Paris, Plon Nourrit et Cie, 294 pp.
  → Traduction par Elizabeth Fox-Genovese : *The Autobiography of Du Pont de Nemours,*
  Wilmington (Delaware), Scholarly Ressources Inc., 1984.

- DU PONT DE NEMOURS Pierre Samuel, [1979]
  Œuvres politiques et économiques,
  K.T.O. Press, Nendeln (Lichtenstein).

- FORBONNAIS François Véron de, 1767
  Principes et observations œconomiques,
  Amsterdam, M.-M. Rey, 2 vol. [cote B.N.F. : R 20946-20947].

- GALIANI Abbé Ferdinando , 1770
  Dialogue sur le commerce des blés.
  → Réédition : éd. Fayard, « Corpus des œuvres de philosophie de langue française »,

- GALIANI Ferdinando, (1979)
  "La bagarre" : Galiani's "lost" parody[18],
  → Edited, with an introduction by Steven Laurence Kaplan,
  La Haye/Boston, M. Nijhoff, Col. « International archives of the history of ideas », 122 pp.

- GRASLIN Jean-Joseph-Louis, 1767
  Essai analytique sur la richesse et sur l'impôt,
  → Réédition : Paris, 1911, Marcel Rivière.

[18] Met en parallèle les textes de l'« L'intérêt général l'état ou la liberté du commerce des blés » de Le Mercier de La Rivière et « L'intérêt général de l'état ou la liberté des bagarres » de Galiani, et les commente.

- GRASLIN Jean-Joseph-Louis, & Baudeau Abbé Nicolas, 1777
  Correspondance entre M. Graslin et M. l'Abbé Baudeau sur les principes fondamentaux de la Doctrine des soit-disants Philosophes Économistes,
  Londres, Onfroy,
  → Réédité en *fac-similé* par la *Cooperativa Universitaria Editrice di Magistero*, Catania, Italie, n° 1 de la collection des « Textes économiques français du XVIII[ème] siècle », choisis et présentés par Gino Longhitano, 1988.

- GRIMM Frédéric- Melchior baron de, & DIDEROT Denis, 1829-1831
  Correspondance littéraire, philosophique et critique de Grimm et de Diderot, depuis 1753 jusqu'en 1790, Paris, 15 volumes

- HAY DU CHASTELET Paul, 1669
  Traité de la politique de la France,
  Cologne, P. du Marteau.

- HERBERT Claude-Jacques, 1755
  Essai sur la poilce générale des grains, sur leurs prix et sur les effets sur l'agriculture.
  Berlin, 436 pp. [cote B.N.F. : F 25970].
  → Réédité par Edgar Depitre en 1910,

- HERRENSCHWAND Jean-Daniel, 1796
  De l'économie politique et morale de l'espèce humaine,
  Londres, Cooper and Graham, (2[ème] ed.) 2 vol. *in* 4° [cote B.N.F. : R 6068-6069].

- LA METTRIE Julien Offray de, 1745
  Histoire naturelle de l'âme,
  La Haye,

- LA METTRIE Julien Offray de, 1746
  La politique du médecin de Machiavel,
  Leyde, E. de Luzac.

- LA METTRIE Julien Offray de, 1748
  L'Homme machine,
  Leyde, E. de Luzac.

- LAVOISIER Antoine-Laurent, 1791
  De la richesse territoriale du royaume de France,
  Texte et documents présentés par Jean-Claude Perrot [1988]
  Éditions du Comité des Travaux historiques et Scientifiques (Min. de l'Éducation Nationale).

- LAW John, 1913
  « Justification du système de Law par son auteur »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 6, N°1, pp.49-103.

- LAW John, 1930
  Œuvres complètes,
  Paris, Harsin (éd.).

- LE MERCIER DE LA RIVIERE Paul-Pierre, 1978
  Mémoires et textes inédits sur le gouvernement économique des Antilles
  Paris, C.N.R.S., Louis-Philippe May (éd.)

- LE MERCIER DE LA RIVIÈRE Paul-Pierre, 1767
  L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques,
  Londres et Paris,

- LE MERCIER DE LA RIVIÈRE Paul-Pierre, 1770
  Intérêt général de l'Etat,

- LE MERCIER DE LA RIVIÈRE Paul-Pierre, (1978)
  Mémoires et textes inédits sur le gouvernement économique des Antilles[19],
  Avec des commentaires et notes de Louis-Philippe May (ed.)
  Paris, éditions du C.N.R.S., 260 pp.

- LE TROSNE Guillaume François, 1765
  La liberté du commerce des grains toujours utile jamais nuisible
  Paris, 99 p.
  [cote B.N.F. : Res. 92 805].

- LE TROSNE Guillaume François, 1768
  Lettres à un ami sur les avantages de la liberté du commerce des grains
  Amsterdam et Paris, chez Desaint [cote B.N.F. : Res. 92 807].

- LE TROSNE Guillaume François, 1777
  De l'intérêt social par rapport à la valeur, à la circulation, à l'industrie et au commerce extérieur,
  Paris, Debure [rééd. *in* : Daire *les Physiocrates*].

- LE TROSNE Guillaume François, 1788
  De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt
  Paris, Duplain [cote B.N.F. : Res. 201 316].

- LINGUET Simon, 1777-1792
  Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^{ème} siècle,
  Paris, 19 volumes.

- [MAIROBERT Mathieu François Pidansat de], 1777-1778
  l'Observateur anglois,
  Londres, Adamson, 4 volumes.

- MABLY, Gabriel Bonnot, Abbé de, an III (1794-1795)
  Du commerce des grains,
  Œuvres, t. XIII, Paris Desbrière [cote BNF : Z 23 855].

[19] Cet ouvrage, réalisé par L.-Ph. MAY, constitue la suite de son livre : *Mercier de la Rivière, aux origines de la pensée économique,* publié par les éditions du C.N.R.S. en 1975 (*v. infra* : sources secondaires).

- MABLY, Gabriel Bonnot, Abbé de, 1768
  Doutes proposés aux philosophes économistes sur l'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques,
  Œuvres, t. XI, Lyon, Delamollière, 1792 [autre édition, cote BNF : R 21 048].

- MARMONTEL Jean-François, an XIII (1804)
  Mémoires d'un père pour servir à l'Instruction de ses enfants,
  in : Œuvres, t. II, Paris

- MAUVILLON Jakob, 1780
  Physiokratische Briefe an den Herrn Professor Dohm : oder verteidigung und Erläuterungen der wahren staatswirtschaftlichen Gesetze, die unter dem Namen des physiokratischen Systems bekannt sind,
  Braunschweig, Reprint (1979).

- MESMON Germain-Hyacinthe (ROMANCE, marquis de)
  Éloge de François Quesnay,
  in : Oncken 1888, pp.73-114.

- MIRABEAU Victor Riqueti, Marquis de, [1758-59 ?]
  « Notes inédites sur Boisguillebert »,
  Publiées par G. Weulersse, *in* : *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*,
  Volume 3, 1910, n° 2, pp. 145-147.

- MIRABEAU Victor Riqueti, Marquis de, 1760
  Théorie de l'impôt,
  s.l. (*reprint* : Scientia Verlag, 1972)
  [cote B.N.F. : Res. 200 199].

- MIRABEAU Victor Riqueti, Marquis de, 1763
  Philosophie rurale,
  (*reprint* : Scientia Verlag, 1979)

- MIRABEAU Victor, 1762
  « Mémoire sur l'Agriculture envoyé à la très-louable Société d'agriculture de Berne »,
  in : L'*Ami des Hommes, ou Traité de la population.* Hambourg, Chrétien Hérold, 1760-1764, V^{ème} Partie.

- MIRABEAU Victor, 1767
  « Lettre de M.B. à M. . . . sur la nécessité de l'instruction politique »,
  Ephémérides du citoyen, T. 2.

- MIRABEAU Victor, 1773
  La Science, ou Les droits et les devoirs de l'homme.
  Ouvrage en IV parties contenant :
  1. La vie naturelle de l'homme ; 2. Sa vie agricole ; 3. Sa vie sociale ; 4. Sa vie politique,
  Lausanne, F.Gresset et Comp.

- MIRABEAU Victor Riqueti, Marquis de, 1768
  « 2ème Lettre sur la stabilisation de l'ordre légal »,
  Éphémérides, nov. 1768

- MIRABEAU Victor Riqueti, Marquis de,
  « Éloge de Boisguilbert »,
  Bruxelles, Bibliothèque royale Albert 1er de Belgique, Mss. 20797 B,

- MIRABEAU Victor Riqueti, Marquis de, 1768
  « Quatrième lettre sur la restauration de l'ordre légal »,
  Éphémérides , juin 1768.

- MIRABEAU Victor Riqueti, Marquis de, 1768
  « 5ème lettre sur la dépravation de l'ordre légal »,
  Éphémérides, janvier 1768

- [MIRABEAU Victor Riqueti Marquis de], 1769
  les Économiques, par l'A. d. H. [l'Ami des Hommes],
  Amsterdam et Paris, Lacombe

- MIRABEAU Victor Riqueti Marquis de, [1910]
  Les manuscrits économiques de Quesnay et de Mirabeau aux Archives Nationales
  Weurlesse (ed.), Paris, Geuthner

- MIRABEAU Victor Riqueti Marquis de, 1774
  Extrait des éloges des hommes à célébrer. Article de Boisguilbert,
  Stockholm, 1774, chez H.Fougt.
  Repris en *fac-simile* dans : *Boisguilbert parmi nous*, INED, 1989

- MIRABEAU Victor (Riqueti, Marquis de) [1913]
  Bref état des moyens pour la restauration de l'autorité du roi et de ses finances,
  in: *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 6, 1913, n° 2, pp.177-211, Weurlesse (ed.).

- MIRABEAU Victor Riqueti Marquis de, 1768
  Précis de l'ordre légal,
  Amsterdam, Arkstée et Merkus.

- MIRABEAU Victor Riqueti Marquis de, 1776
  Supplément à la Théorie de l'impôt,
  La Haye, P.-F. Gosse.

- MIRABEAU Victor Riqueti Marquis de et QUESNAY François [1999]
  Traité de la monarchie,
  Gino Longhitano (éd.), Paris, L'Harmattan.

- MONTESQUIEU Charles-Louis de Secondat baron de la Brède et de, 1748
  De l'esprit des Lois,
  Œuvres Complètes, col. la Pléiade, 1949.

- MONTESQUIEU Charles-Louis de Secondat baron de la Brède et de,
  Lettres persannes
  Œuvres Complètes, col. la Pléiade, 1949.

- MONTESQUIEU Charles-Louis de Secondat baron de la Brède et de, 1716-1755
  Cahiers 1716-1755,
  éd. B. Grasset, 1941, p. 125 et *Œuvres Complètes*, col. la Pléiade, 1949.

- NECKER Jacques, 1775
  Sur la législation du commerce des grains,
  Reprint : Roubaix, EDIRES, 1986, 158 pp.

- PATTULLO Henry, 1758
  Essai sur l'amélioration des terres,
  Paris, Durand [cote BNF : S 19 066]

- QUESNAY François, 1788
  « Exposition des premières loix constitutives d'une Société policée »,
  Nouvelles Éphémérides Économiques, pp.1-25 ; Seconde partie de Janvier 1788, N°1

- QUESNAY François [1888]
  Œuvres économiques et philosophiques,
  Francfort, Oncken (ed.)[20].

- QUESNAY François [1913]
  Note au « Bref état des moyens pour la restauration de l'autorité du Roi et de ses finances » du Marquis de Mirabeau,
  Publié par G. Weulersse, *in*: *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 6, 1913, n° 2, pp. 207-208.

- QUESNAY François, 1753
  Traité des fièvres continues,
  à Paris chez d'Houry.

- QUESNAY François, 1756
  Article « Fermiers(économie politique) »
  Encyclopédie, volume VI, pp. 528-540.

- QUESNAY François, 1757
  Article « Grains (économie politique) »
  Encyclopédie, volume VII, pp. 812-831.

- QUESNAY François, 1758
  Maximes générales du gouvernement économique et d'un royaume agricole,
  Versailles.

[20] Cette édition a servi de base pour une traduction allemande [par Valentine Dorn] : *François Quesnay, Allgemeine Grundsätze der wirtschaftlichen Regierung eines ackerbautreibenden Reiches*, H. Waenting (ed.), Iéna, 1921.

- QUESNAY François, 1767
« Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole et notes sur ces maximes », *in* : *Physiocratie, ou constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain*, Yverdon, 1768-1769.

- QUESNAY François, 1768
Examen de l'examen d'un livre intitulé « Principes de la liberté du commerce des grains »,
Paris, supplément au onzième tome des « Éphémérides du citoyen »,
Réédité en *fac-similé* par la *C.U.E.M.*, Catania, Italie, col. « Textes économiques français du XVIIIe siècle » n° 2, Gino Longhitano (éd), 1992.

- QUESNAY François, 1766
Second dialogue entre M. H. et M. N.,
« Journal de l'agriculture, du commerce et des finances », tome VII, Seconde partie, Nov. 1766, Paris, Imprimerie Knapen.
Réédité en *fac-similé* par la *C.U.E.M.*, Catania, Italie, col. « Textes économiques français du XVIIIe siècle » n° 4, Gino Longhitano (éd), 1991.

- [QUESNAY François], 1760
Tableau économique avec ses explications,
in : « L'Ami des hommes », de Mirabeau, 6ème partie,
Réédité en *fac-similé* par la *Cooperativa Universitaria Editrice di Magistero*, Catania, Italie, n° 3 de la collection des « Textes économiques français du XVIIIe siècle », choisis et présentés par Gino Longhitano, 1990.

- QUESNAY François, 1730
Observations sur les effets de la saignée, tant dans les maladies du ressort de la médecine que de la chirurgie, fondées sur les lois de l'hydrostatique . . .
Paris, Charles Osmont.

- QUESNAY François, [1910]
Les manuscrits économiques de Quesnay et de Mirabeau aux Archives Nationales
Weulersse (éd.), Paris, Geuthner

- QUESNAY François, 1969
Tableau économique des Physiocrates[21],
édité par Michel Lutfalla,
Paris, éditions Calmann-Lévy, Collection « Les fondateurs de l'économie ».

[21] Cette édition contient les textes suivants :
- Analyse de la formule arithmétique du Tableau économique, pp. 43-75,
- Premier problème économique, pp. 77-102,
- Second problème économique, pp. 103-134,
- Grains, pp. 135-229.

- QUESNAY François, 1991
  Physiocratie, Droit naturel, Tableau économique et autres textes[22],
  édité par Jean Cartelier,
  Paris, éditions Flammarion, Collection « GF ».

- SCHMIDT d'AVENSTEIN Georges Louis, 1776
  Principes de la législation universelle,
  Amsterdam, Rey,

- SIEYES Emmanuel, [1985]
  Ecrits Politiques (1775-1789)
  Roberto Zapperi (ed.)
  Editions des Archives Contemporaines

- SMITH Adam, [1859]
  Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (trad. Germain Garnier),
  Paris, Guillaumin, réédition : collection GF, Diatkine (éd.), 2 volumes.

- TURGOT Anne Robert Jacques, baron de l'Aulne, [1844]
  Œuvres,
  Paris, Guillaumin (première édition par Dupont, en 9 vol. : 1808).

- TURGOT Anne Robert Jacques, baron de l'Aulne,
  « Plan d'un Mémoire sur les impositions . . . »,
  in : Œuvres, p. I-398,

- TURGOT Anne Robert Jacques, baron de l'Aulne,
  « Comparaison des impôts sur le revenu des propriétaires et des impôts sur les consommations »
  in : Œuvres, p. I-411

- TURGOT Anne Robert Jacques, baron de l'Aulne,
  « Cinquième lettre sur la liberté du commerce des grains »,
  Œuvres, Paris, édition Guillaumin, tome I

- VAUBAN Sébastien Le Prestre de, (1992)
  La dîme royale
  Paris, Imprimerie nationale, col. « acteurs de l'histoire », E. Le Roy Ladurie (ed.), 293 pp.

---

[22] Cette édition contient les textes suivants :
- Le Droit naturel, pp. 69-86,
- Tableau économique, pp. 87-147,
- Philosophie rurale Chapitre 7, pp. 149-206,
- Analyse de la formule arithmétique du Tableau économique, pp.207-233,
- Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole, pp. 235-267,
- (Premier) problème économique, pp. 269-295,
- Du commerce, Premier dialogue entre M. H. et M. N., pp. 297-356,
- Sur les travaux des artisans, pp. 357-393,
- (Second) problème économique, pp. 395-418.

- YOUNG Arthur, 1774
  Political arithmetick . . . ,
  Londres, Nicoll [Reprint : augustus M. Kelley]

- YOUNG Arthur,
  Le cultivateur anglais

- YOUNG Arthur,
  Voyages en France

* * *

*

Deuxième Partie :

SOURCES SECONDAIRES[23]

- AGLIETTA Michel & ORLEAN André, 1982
  La violence de la monnaie,
  Paris, P.U.F.

- AIMÉ Denise, 1933
  Du Pont de Nemours, honnête homme,
  Paris, éd. Philippe Ortiz, préface de Édouard Herriot, 415 pp.

- AIRIAU Jean, 1965
  L'opposition aux physiocrates à la fin de l'Ancien Régime,
  Paris, L.G.D.J., (Thèse de droit 1964).

- ALBAUM M., 1955
  « The Moral Defenses of the Physiocrat's *Laissez-faire* »,
  Journal of the History of Ideas, pp. 179 - 197.

- ALBERTONE Manuela, 1986
  « Instruction et ordre naturel : le point de vue physiocratique »,
  Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, t. 33, Oct.-Dec., pp.589 - 607.

- ALBERTONE, Manuela.
  Fisiocrati, istruzione e cultura,
  Turin, 1979.

- ALBINA Larissa 1980
  « Les sources du conte *l'homme aux 40 écus* »
  T.I.C.E., 6° Congress,
  ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp.273-275.

- ALIMENTO Antonella, 1984
  « La querelle intorno alla « Richesse de l'état » : imposta unica e lotta politica in Francia attorno alla metà del Settecento »,
  Annali della Fondazione L.Einaudi, Turin, Vol. XVIII, pp. 273 - 323.

- ALIMENTO Antonella, 1987
  « Un paradosso storico : Forbonnais ed i fisiocrati di fronte alla riforma del sistema immpositivo »,
  Annali della Fondazione L.Einaudi, Turin, Vol. XXI, pp. 115-137.

[23] *i. e.* : postérieures à 1817.

- ALIMENTO Antonella, 1989
  « La fisiocrazia in Svezia dopo il colpo di stato di Gustavo III attraverso la corrispondenza di V. de Riqueti de Mirabeau con C. F. Scheffer »,
  Annali della Fondazione L.Einaudi, Turin, Vol. XXIII, pp. 297-369.

- ALIMENTO Antonella, 1990
  « Scelte politiche e dibattito economico : la penetrazione della fisiocrazia in Svezia »,
  in : Cultura, intellettuali e circolazione delle idee nel '700, a cura di R. Pasta,
  Milan, Franco Angeli, pp. 107-136.

- ALIMENTO Antonella, 1995
  Riforme fiscali e crisi politiche nella Francia di Luigi XV. Dalla "taille tarifée" al catasto generale,
  Florence, L.Olschki.

- ALLIX Edgard, 1911
  « Le physicisme des physiocrates »
  Revue d'économie Politique, Vol. 25, N°5, pp.563-586

- ALLIX Edgard, 1912
  « L'œuvre économique de Germain Garnier traducteur d'Adam Smith et disciple de Cantillon »
  Revue d'Histoire des Doctrines Économiques et Sociales, Vol.5, N° 4, pp.317-342

- ALLIX Edgard, 1920
  « Un précurseur de l'école mathématique : Nicolas-François Canard »
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 8, n°1, pp. 38 - 67

- ALLIX Edgard, 1913
  « La rivalité entre la propriété foncière et la fortune mobilière sous la Révolution »
  Revue d'Histoire des Doctrines Économiques et Sociales, Vol. 6, n°3, pp. 297 - 348

- AMZALAK Moses Bensabat, 1946
  « Les doctrines physiocratiques au 18ème et au début du 19ème siécle au Portugal »,
  in : Mélanges économiques dédiés à M. le Professeur René Gonnard,
  Paris, L.G.D.J., pp. 1-9.

- ANES Gonzalo, 1969
  Economía e ilustración en la España del siglo XVIII,
  Ariel, Esplugues.

- ANES Gonzalo, 1995
  La ley agraria,
  Madrid, Alianza Editorial.

- ANIKINE A., 1975
  La jeunesse d'une science. La pensée économique avant Marx,
  Moscou, éditions du progrès.

- ARENA Richard 1984
  « Valeur intrinsèque, production et échange chez Richard Cantillon »,
  Économie et Sociétés, série PE n° 1, Mars, pp. 63-96.

- ARGEMI d'ABADAL Luis, 1983
  « Una nota bibliografica sobre historia del pensamiento económico español »,
  Cuadernos de Economia, n° 28, pp.28-30.

- ARGEMI d'ABADAL Luis, 1984
  « Libertat mitigada per a l'agricultura », *L'avenç*.

- ARGEMI d'ABADAL Luis (ed), 1989
  Agricultura e Ilustración,
  Madrid, MAPA.

- ARGEMI d'ABADAL Luis L., LLUCH Ernest, 1985
  Agronomía y fisiocracia en España (1750-1820),
  Valencia, Institucio Valenciana d'Estudis i Investigacio.

- ARGEMI d'ABADAL Luis, LLUCH Ernest, 1987
  « La difusion en España de los trabajos económicos de Condorcet y Lavoisier »,
  Hacienda publica Española.

- ARGEMI d'ABADAL Luis,1993 a
  La revolución agrícola en España,
  Madrid, Ed. Akal, « Akal historia de la ciencia y de la técnica », n° 29, 62 pp.

- ARGEMI d'ABADAL Luis, LLUCH Ernest,1993 b
  « Genealogia e influencia práctica del "Discurso sobre el fomento de la industria popular »,
  Historia Industrial.

- ARIAS G.,1922
  « Ferdinando Galiani et les physiocrates »,
  Revue de sciences politiques, pp. 346-366.

- *Aspects de l'économie politique en France au 18ème siècle*
  OEconomia, n° 1, Mars 1984, 238 pp.

- ASPROMOURGOS T., 1989
  « The Theory of Production and Distribution in Cantillon's Essai »,
  Oxford Economic Papers, April, 41 (2), pp. 356 - 373.

- ASTON T.H., & PHILPIN C. H. E., (eds), 1985
  The Brenner debate : Agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe,
  Cambridge, Cambridge Univ. Press, « Past and present Publications Series », 339 pp.

- AUBAIN M., 1984
  « Par dessus les marchés : gestes et paroles de la circulation des biens d'après Savary des Bruslons », *Annales E.S.C.*, Juil. - Août, n° 4, pp. 820 - 830.

- AYMARD M., 1983
  « Autoconsommation et marchés : Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ? »,
  Annales E.S.C., Nov. - Déc., n° 6, pp. 1392 - 1410.

- AZAM G., 1980
  « Jovellanos est-il un physiocrate ? »,
  in : Pensée Hispanique et philosophie des Lumières,
  Université Toulouse-Le Mirail.

- BACKHOUSE R., 1988
  Economists and the Economy. The Evolution of Economic Ideas, 1600 to the Present Day,
  New York / Oxford, Blackwell, 224 pp.

- BACON Robert & ELTIS Walter, 1976
  Britain's economic problem : too few producers,
  London, Mac Millan.

- BACZKO Bronislaw, 1987
  « Le contrat social des français : Sieyès et Rousseau »,
  in : The Political Culture of the Old Regime, Baker K. M. (ed.), pp. 493 - 514.

- BADINTER Elisabeth et Roger, 1988
  Condorcet (1743-1794). Un intellectuel en politique,
  Paris, éditions Fayard, 658 pp.

- BAGGIANI D., 1993
  « Tecnologia e riforme nella Toscana di Pietro Leopoldo : la traduzione del *The Advancement of Arts, Manufactures and Commerce* di William Bailey »,
  Rivista Storica Italiana, CV, n° 2, 1993, pp. 514-554.

- BAKER Keith Michael (ed.), 1987
  The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture, Vol. 1 - The Political Culture of the Old Regime,
  Oxford / New-York, Pergamon Press.

- BAKER Keith Michael, 1987
  « Representation »,
  in : The Political Culture of the Old Regime, Baker K. M. (ed.), pp. 469 - 492.

- BAKER Keith Michael, 1988
  « "Revolution" »
  in : The Political Culture of the French Revolution, Lucas C. (ed.), pp. 41 - 62.

- BAKER Keith Michael, 1989
  Condorcet, raison et politique,
  Traduit de l'anglais par M. Nobile,
  Paris, éditions Hermann, 623 pp. (édition originale: 1974)

- BALAZS Eva 1980
  « Physiocrates et pseudophysiocrates dans la Hongrie des Lumières »,
  T.I C.E., 6° Congress,
  ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 275 - 277.

- BARNA Tibor 1975
  « Quesnay's *Tableau* in modern guise »
  The Economic Journal, Vol.85, Sept., pp. 485 - 496,
  Repris in : *Dibattito sulla fisiocrazia* ; Guido Candela & Maura Palazzi (ed[s]), 1979.

- BARNA Tibor, 1976
  « Quesnay's model of economic development »,
  European Economic Review, Vol. 8, pp. 315-338.

- BARRAL Pierre 1968
  Les agrariens français de Méline à Pisani,
  Paris, éditions A. Colin.

- BARRENECHEA J.M., 1984
  Valentín de Foronda. Reformador y economista ilustrado,
  Alava, Arabako Foru Aldundia.

- BARRENECHEA, J. M., 1985
  « Valentín de Fonda ante la Fisiocracia »,
  in : Lluch E., Argemi L.l. : *Agronomía y fisiocracia en España, 1750-1820*,
  Valencia, Alonso V el Magnánimo.

- BARTOLI Henri, 1946
  « Le problème de la valeur chez les physiocrates »
  in : *Mélanges économiques dédiés à M. le Professeur René Gonnard*,
  Paris, L.G.D.J., pp. 25-37.

- BARZEN Marion (ed.), 1989
  Französische Revolution und Politische Ökonomie,
  [Actes d'unColloque réuni les 27 et 28 mai 1988 au centre de recherche de la *Karl-Marx-Haus* de Trèves], « Schriften aus dem Karl-Marx-Haus », n° 41, 171 pp..

- BATBIE Anthelme, 1865
  L'homme aux quarante écus et les physiocrates.
  Paris, Cotillon, 1865

- BAUDIFFIER S., 1980
  « La notion d'évidence : Le Mercier de La Rivière,Diderot, Mably »,
  T.I.C.E., 6° Congress,
  ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 278-280.

- BAUDRILLART Henri, 1851
  « La philosophie des physiocrates »,
  Journal des Économistes, Vol. 29, N° 121, Mai.

- BAUER Stephan, 1890 a
  « Zur entstehung der Physiokratie,auf Grund ungedrückten Schriften Fr.Quesnay »
  Jahrbücher für National-Ökonomie und Statistik, Vol. 21, pp. 113-158.

- BAUER Stephan, 1890 b
  « Studies on the origin of the french economists »,
  Quarterly Journal of Economics, Vol. 5, n° 1, pp. 100-107.

- BAUER Stephan, 1894
  Article : « Ephémérides »
  in : Palgrave dictionnary.

- BAUER Stephan, 1895
  « Quesnay's "Tableau économique" »,
  The Economic Journal, Vol. 5, march, pp. 1-21.

- BAUER Stephan, 1908
  « L'article "hommes" de François Quesnay »,
  Revue d'Histoire des Doctrines Économiques et Sociales, n° 1, pp. 3 - 88.

- BAYARD Françoise & GUIGNET Philippe, 1991
  L'économie française aux XVI^e^, XVII^e^ et XVIII^e^ siècles,
  Paris, éditions Ophrys, 264 pp.

- BECAGLI Vieri, 1971
  « A proposito della prima edizione del "Tableau Économique" »,
  Studi Storici, Vol. 12, pp. 171 - 181.

- BECAGLI Vieri, 1972
  « Dal "Tableau Économique" a "l'Ami des Hommes", note fisiocratiche »,
  Studi Storici, Vol. 13, pp. 373 - 394.

- BECAGLI Vieri, 1977
  « Il "Salomon du Midi" e "L'ami des hommes". Le riforme leopoldine in alcune lettere del marchese di Mirabeau al conte di Scheffer »,
  Ricerche storiche, VII, n° 1, pp. 137-195.

- BECAGLI Vieri, 1983
  Un unico territorio gabellabile. La riforma doganale leopoldina.
  Il dibattito politico : 1767-1781,
  Florence, Università degli Studi di Firenze, Istituto di Storia, Facoltà di Lettere e Filosofia.

- BECAGLI Vieri, 1985
  « Economia e popolazione in Toscana nella seconda metà des Settecento. Per una bibliografia delle traduzioni di opere straniere »,
  Contribution au Colloque *Le teorie sulla popolazione prima di Malthus*, Florence.

- BEER Max, 1939
  An inquiry into physiocracy,
  London, Allen & Unwin, 196 pp.

- BÉNARD Jean, 1958
  « Marx et Quesnay »,
  in : François Quesnay et la physiocratie,
  I.N.E.D., Tome 1, pp.105 - 130.

- BENETTI Carlo, 1980
  Marchands ,salariat et capitalistes
  Paris, éditions Maspéro.

- BENETTI Carlo & CARTELIER Jean, 1987
  « Monnaie, valeur et propriété privée »,
  Revue Économique, Vol. 38, N° 6, Nov., pp. 1157-1170.

- BÉRAUD Alain et FACCARELLO Gilbert (ed^{s}.), 1992
  Nouvelle histoire de la pensée économique. Tome I. Des scolastiques aux classiques,
  Paris, éditions La Découverte, 620 pp.

- BERNARD Michel, 1963
  Introduction à une sociologie des doctrines économiques des Physiocrates à Stuart Mill,
  Paris / La Haye, Mouton, 270 pp.

- BERTRAND Valérie, 1987
  « La conception du commerce dans *l'Esprit des Lois* de Montesquieu »,
  Annales Historiques de la Révolution Française., n° 269 - 270, Juil.-Dec., pp. 266 - 290.

- BIEN D. D., 1988
  « Les offices, les corps et le crédit d'État : l'utilisation des privilèges sous l'Ancien Régime »,
  Annales E.S.C., Mars - Avril, n° 2, pp. 379 - 404.

- BILIMOVIC Alexandre, 1944
  « Das allgemeine Schema des wirtschaftlichen Kreislaufes »,
  Zeitscrift für nationalökonomie, Vol. 10, pp.199-241.

- BLAICH Fritz, 1983
  « Der Beitrag der deutschen Physiokraten für die Entwicklung der Wirtschaftswissenschaft von der Kameralistik zur Nationalökonomie »,
  Studien zur Entwicklung der ökonomischen Theorie,
  Berlin, Schriften des Vereins für Socialpolitik, Neue Folge, Band [vol.] 115 / III, pp. 9 - 36.

- BLANC Louis, 1860
  Histoire de la Révolution française
  Paris,

- BLANQUI Jérôme, 1837
  Histoire de l'économie politique en Europe,
  Paris, Guillaumin (Quatrième édition 1860).

- BLAUG Mark, 1981
  La pensée économique. Origine et développement,
  Traduit par A. et C. Alcouffe,
  Paris, Economica, 851 pp. (édition originale : 1964).

- BLAUG Mark (ed.), 1991
  The historiography of economics,
  Londres, Elgar, 234 pp.

- BLOCH Marc, 1930
  « La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du 18^{e} siècle »,
  Annales H.E.S., Vol. 2, N° 7, Juillet & N° 8, Octobre,
  Réédité *in* : *Mélanges historiques*, Tome 2, pp. 593 sq., Paris, ed. de l'EHESS.

- BLOCH Marc, 1955
  Les caractères originaux de l'histoire rurale française,
  Paris, A.Colin (Nouvelle éd.), deux tomes, 230 & 265 pp.

- BLOOMFIELD Arthur I., 1938
  « The foreign trade doctrines of the Physiocrats »,
  American Economic Review, Vol. 28, Dec., pp. 716 - 735.

- BÖHM-BAWERK Eugen (von), 1894
  « Essai sur la valeur »,
  Revue d'Économie Politique, Vol. 8, N° 4, pp. 503-533.

- BOITEAU Pierre, 1974
  « Naissance d'une agriculture de type capitaliste. Olivier de Serres »,
  La Pensée, N° 2, pp. 37-54.

- BORA Paola, 1980
  « Sir William Petty : macchina e organismo alle origini dell'economia politica »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 804-811.

- BORDES Christian & MORANGE Jean (ed^{s}), 1982
  Turgot économiste et administrateur. Actes d'un séminaire organisé pour le bicentenaire de la mort de Turgot (Limoges, Octobre 1981), Paris, P.U.F. / Publications de la Faculté de Droit et de Sciences Économiques de l'Université de Limoges, 268 pp.

- BORDO Michael, 1983
  « Some aspects of the monetary economics of Richard Cantillon »,
  Journal of monetary economics, Vol. 12, August, pp. 235-258.

- BOSS H., 1990
  Theories of surplus and transfer. Parasites and producers in economic thought,
  Winchester, (Mass.) & London, Allen and Unwin, 346 pp.

- BOSSENGA Gail, 1987
  « City and State : An Urban Perspective on the Origins of the French Revolution »,
  in : The Political Culture of the Old Regime, Baker K. M. (ed.), pp. 115-140.

- BOUDEVILLE Jacques Raoul, 1954
  « Les Physiocrates et le circuit économique »,
  Revue d'Économie Politique, Vol. 64, N° 3, Mai-Juin, pp. 456-481.

- BOULOISEAU Marc, 1972
  Bourgeoisie et Révolution, les Du Pont de Nemours 1788-1799,
  Comité d'histoire économique et sociale de la Révolution Française.
  Paris, Bibliothèque Nationale,

- BOURDE André 1967
  Agronomie et agronomes en France au 18° siècle,
  Paris, SEVPEN, (3 volumes, rééd. thèse Lettres 1959).

- BOURDIEU Pierre, 1979
  La distinction, critique sociale du jugement,
  Paris, éditions de Minuit, 670 pp.

- BOURTHOUMIEUX F., 1935
  Le mythe de l'ordre naturel en économie politique depuis Quesnay,
  Paris.

- BOUSSARD J., 1973
  La corporation paysanne,
  Paris, éd. Hachette.

- BOUSSARD J., 1980
  Vichy et la corporation paysanne,
  Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

- BOUVIER-AJAM Maurice & TINGUY Gabriel, 1963
  Mercantilisme et physiocratie,
  Paris, Éditions Sociales, C.E.R.M. (Centre d'études et de recherches marxistes).

- BOWMAN Mary Jean, 1951
  « The role and interests of the consumer. The consumer in the history of economic doctrine »,
  American Economic Review(Papers and proceedings), Vol. 51, N° 2, May, pp. 1-18.

- BRADLEY Ian & HOWARD M. (ed^{s}), 1982
  Classical and marxian political economy. Essays in honour of Ronald Meek,
  Londres, Mac Millan / New York, St. Martin's Press, 1982, 300 pp..

- BRAUDEL Fernand, 1979
  Civilisation matérielle, économie et capitalisme,
  A.Colin, 1979 (réédition : Livre de Poche).

- BREMS Hans, 1978
  « Cantillon versus Marx : the land theory and the labor theory of value »,
  History of Political Economy, Vol. 10, n° 4, Winter, pp. 669 - 678.

- BREMS Hans, 1983
  « Richard Cantillon : Resources and Population »,
  Économie Appliquée, 1983, 36 (2 - 3), pp. 277 - 286.

- BREMS Hans, 1986
  Pioneering economic theory 1630 - 1980. A mathematical restatement,
  Baltimore and London, Johns Hopkins University Press, 411 pp.

- BREWER Anthony, 1987
  « Turgot : founder of classical economics »,
  Economica, Vol. 54, n° 216, Nov., pp. 417 - 428.

- BREWER Anthony, 1988 a
  « Cantillon and the Land Theory of Value »,
  History of Political Economy, Spring 1988, 20 (1), pp. 1 - 14.

- BREWER Anthony, 1988 b
  « Cantillon and Mercantilism »,
  History of Political Economy, Fall 1988, 20 (3), pp. 447 - 460.

- BREWER Anthony, 1992
  Richard Cantillon : Pioneer of Economic Theory,
  London and New York, Routledge, 1992, 210 pp.

- BROCARD Lucien, 1902
  Les doctrines économiques et sociales du marquis de Mirabeau dans l'"Ami des hommes",
  1ère éd. Paris [*Reprint* : New-York, Burt Franklin 1970].

- BRUNOT Ferdinand, 1930
  Histoire de langue française des origines à 1900,
  Paris, éditions Armand Colin, tome VI, fascicules 1 & 2.

- BUFFANDEAU Pierre, 1967
  « Le *Tableau Économique* dans l'histoire de la pensée économique »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol.45, n° 3, pp. 381-401.

- BÜRGIN Alfred, 1967
  « Ein streiflicht auf die anfänge der nationalökonomie in Frankreich »,
  Kyklos, Vol. 20, pp. 249-269.

- BUSINO G., 1990
  « De Vauban aux physiocrates, quelques étapes de la recherche sociale empirique »,
  Cahiers Vilfredo Pareto, 28 (88), pp. 125 - 134.

- CABRILLO F., 1971
  « Catalogo de traducciones al español de libros de Economia política (1800-1880) »,
  Moneda y Credito.

- CAMPORESI Piero, 1981
  Le pain sauvage. L'imaginaire de la faim de la Renaissance au XVIII^e siècle.
  Traduit de l'italien par M. Aymard. Paris, éd. Le Chemin Vert, 253 pp.

- CANDELA Guido, 1975
  « Il modello economico di Quesnay »,
  Giornale degli Economisti e Annali di Economia,
  Vol. 34 (Nuova serie), n° 1-2, Gennaio-Febbraio, pp. 69 - 94.

- CANDELA Guido & PALAZZI Maura (éd^s), 1979
  Dibattito sulla fisiocrazia, Florence, La Nuova Italia,
  (Articles de Napoleoni, Meek, Eltis, Hishyama, Eagly, Barna, Phillips, Marx, Tsuru).

- CANDELA Guido & DENICOLO V., 1982
  « Coerenza statica ed incoerenza dinamica dei "Tableau Économique" »,
  *Giornale degli Economisti e Annali di Economia,*v. 41 (9-10), Sett.-Ott., pp. 605-637.

- CANEY M. & KNOTT D., 1970-1975
  « Catalogue of the Goldsmith's Library of economic literature »,
  Cambridge University Press, 2 volumes.

- CAO-PINNA Vera, 1955
  Notes introductives à l'étude et à l'application de la méthode "input-output",
  Turin, ed. de l'Institut Universitaire d'Etudes Européennes, 46 pages.

- CAPITAN Colette, 1987
  « L'abolition de l'"Ancien Régime" : question d'histoire ou d'actualité »,
  Les Temps Modernes, Vol. 42, N° 487, Fev., pp. 70-83.

- CARBAUGH Daniel, 1972
  « The nature of physiocratic society : an attempted synthesis of the Beer-Ware interpretation », *American Journal of Economics and Sociology*, v. 31, n° 2, pp. 199-207.

- CARR William, 1967
  Ces étonnants Du Pont de Nemours (Trad. fr. de *The Du Ponts of Delaware*),
  Paris, éditions Trévise, 344 pp.

- CARTELIER Jean, 1976
  Surproduit et reproduction. La formation de l'économie politique classique,
  Grenoble / Paris, P.U.G. / Maspéro.

- CARTELIER Jean, 1977
  « Quesnay, Marx et la société d'ancien régime : quelques aperçus »,
  in : Marx et l'économie politique : essais sur les "Théories sur la plus-value",
  Grenoble / Paris, P.U.G ./ Maspéro, pp. 47-72.

- CARTELIER Jean, 1980
  Marchands, salariat et capitalistes,
  Paris, Maspéro.

- CARTELIER Jean, 1982
  « La contradiction terre/capital-argent chez Turgot »,
  in : Bordes & Morange (éd^{s}).

- CARTELIER Jean, 1984
  « De l'ambiguité du Tableau Économique »
  Cahiers d'économie politique, n° 9, pp. 39-63.

- CARTELIER Jean, 1985
  « Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire : les termes d'un choix »,
  Économie Appliquée, Vol. 38, n° 1.

- CARTELIER Jean, 1991
  Édition et introduction de :
  Physiocratie, Droit naturel, Tableau économique et autres textes de François Quesnay,
  Paris, éditions Flammarion, Collection « GF ».

- *Catalogue of the Goldsmiths' Library of Economic Literature, University of London Library,*
  Vol. 1, Printed books to 1800,
  Compiled by Margaret Canney and David Knott, University of London Library, 1981.
  Vol. 2, Printed books, 1801-1850,
  Compiled by Margaret Canney, David Knott and Joan Gibbs, U. of London Library, 1981.
  Vol. 3, Additions to the printed books to 1850, periodicals, manuscripts,
  Compiled by Margaret Canney, Joan Gibbs and Rowan Watson, U. of London Library 1982.
  *Vol. 4, Index,*Compiled by Margaret Canney and Joan Gibbs, U. of London Library, 1983.
  Vol. 5, Additions to the printed books,periodicals and manuscripts to 1850,
  Compiled by Angela Whitelegge and Ruth Vyse, U. of London Library, 1995.

- *Catalogue of the Kress Library of Business and Economics,* 1940-1964
  Baker Library, Harvard Graduate School of Business Administration,
  Boston (5 volumes dont 2 suppléments).

- CATHELINEAU Jean, 1982
  « Les idées fiscales de Turgot », *in* : Bordes & Morange (éd^{s}).

- CÉPÈDE Michel, 1946
  Du prix de revient au produit net en agriculture. Essai d'une théorie de la production,
  Paris, Centre National d'Information Économique, P.U.F.

- CHANIER Paul, 1968
  « Le dilemme de Mirabeau : Cantillon ou Quesnay »,
  in : Actes du Colloque : *Les Mirabeau et leur temps*, pp. 23 - 35.

- CHAYANOV Alexander Vasilevich, 1966
  The theory of peasant economy,
  ed. Richard D. IRWIN (Homewood, Illinois), for the American Economic Association.

- CHEVET J. M., SAINT-AMOUR R., 1992
  « L'intégration des marchés de blés en France aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles »,
  Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales, n° 22, pp. 151 - 175.

- CIAMPINI R., 1968
  « Lettere di A.Tavanti all'abate R.Niccoli »,
  Rivista italiana di studi napoleonici, VII, n° 2, pp. 111-125.

- CLERE Jean-Jacques, 1991
  « La critique de la fiscalité de la monarchie absolue dans le discours des physiocrates : l'exemple de Le Trosne », *in* : *État, finances et économie pendant la Révolution française,* Comité pour l'Histoire Économique et Financière de la France, *op. cit.*, pp. 81 - 101.

- CLOUATRE Dallas, 1984
  « The concept of class in french culture : prior to the Revolution »,
  Journal of the history of ideas, Vol. 45, N° 2, April-June.

- COCHRANE James, 1970
  Macroeconomics before Keynes, Glenview Ill., Scott-Foresman & Co.

- COLEMAN Earle A., 1962
  « *Éphémerides du citoyen* 1767-1772 »,
  in : *Papers of the Bibliographical Society of America*, pp.17-45.

- COMITÉ POUR L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE, 1991
  État, finances et économie pendant la Révolution française,
  Colloque tenu à Bercy les 12, 13, 14 Oct. 1989 à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution, Paris, Imprimerie nationale, 625 pp.

- COMITÉ POUR L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE, 1997
  L'administration des finances sous l'Ancien Régime,
  Colloque tenu à Bercy les 22 et 23 février 1996, Paris, Imprimerie nationale, 426 pp.

- COMMONS John R., 1934
  Institutionnal economics, its Place in Political Economy,
  New-York, Mac Millan.

- CONAN Jules, 1955
  « Les débuts de Dupont de Nemours et la publication de la "Physiocratie" »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 33, n° 2, pp. 206-223.

- CONAN Jules, 1958
  « La physiocratie à l'honneur »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol.36, n° 4, pp.471-478.

- CONAN Jules, 1958 a
  Comptes-rendus de Jouy (1956) et Spiegel (1955),
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol.36, n° 4, pp.500-503.

- CONAN Jules, 1958 b
  « Les débuts de l'école physiocratique. Un faux départ : l'échec de la réforme fiscale »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 36, n° 1, pp. 45-63.

- CONAN Jules, 1964
  Compte-rendu de MEEK (1962),
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 42, n° 1, pp. 134-136.

- CONAN Jules, 1967
  Compte-rendu de KUCZYNSKI (1965),
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 45, n° 2, pp. 274-275.

- CONAN Jules, 1974
  « Progrès des études physiocratiques. Note bibliographique »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 52, n° 4.

- CONAN Jules, 1986
  « Une utopie physiocratisante : *l'île inconnue* de Guillaume Grivel »,
  Annales Historiques de la Révolution Française., N° 3 (265), pp. 263-284.

- CONKIN Paul K., 1980
  Prophets of Prosperity. America's First Political Economists,
  Bloomington, Indiana University Press, 333 pp.

- COQUELIN Charles & GUILLAUMIN C, 1853
  Dictionnaire d'économie politique,
  Paris, éditions Guillaumin (2 tomes).

- COORNAERT Émile, 1941
  Les corporations en France avant 1789,
  Paris, Gallimard, 8ème édition, 306 pp.

- COSSA L., 1963
  Saggi bibliografici di economia politica, Bologne.

- COURTHEOUX Jean-Paul, 1957
  « Observations sur les idées économiques de Réaumur »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 37, pp. 347-369.

- CRABBE P.J., 1985
  « Turgot's brief on mines and quaries : an early analysis of mineral land tenure »,
  Natural Ressources Journal, Vol. 25, April, pp. 267 - 273.

- CREPEL P. & GILAIN C. (eds.), 1989
  Condorcet, mathématicien, économiste, philosophe, homme politique (Colloque international), Paris, éditions Minerve, 570 pp.

- CROUZET François, 1986
  De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire, XVIIe-XXe siècles. Paris, Librairie Académique Perrin, 596 pp.

- CUBERTAFOND Bernard, 1982
  « La politique agricole de Turgot »,
  in : Bordes & Morange (éds).

- DAGOGNET François, 1973
  Des révolutions vertes, histoire et principes de l'agronomie,
  Paris, Hermann, col. « savoir » 182 pp.

- DAIRE Eugène (ed.), 1846
  Physiocrates. (Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trosne)
  Paris, Guillaumin et C^ie^.

- DAIRE Eugène, 1847
  « Mémoire sur la doctrine des physiocrates »[24],
  Journal des économistes, Vol. 17, N° 68, Juil., pp. 349-375 & N° 70 Août-Nov., pp. 113-140.

- DAIRE Eugène (ed.), 1851
  Économistes financiers du 18^ème^ siècle, Vauban, Boisguillebert, Law, Melon, Dutot
  Paris, Guillaumin et C^ie^.

- DAL PANE L., 1965
  « Le riforme economiche e finanziarie di Pietro Leopoldo »,
  Rassegna Storica Toscana, luglio-dicembre.

- DAMAMME D., 1986
  « L'économie politique sous le consulat et l'empire. Misère de l'économie, science de la richesse », *ŒEconomia*, Série PE, N° 6, pp. 49-62.

- DARNTON Robert, 1982
  L'aventure de l'Encyclopédie,
  Paris, Perrin, 1982 ; réédition 1992 : Paris, Le Seuil, collection Points.

- DASZYNSKA-GOLINSKA Sophie, 1922
  La Chine et le système physiocratique en France / Wplyn kultury chinskuej na Fizjokratyzm Francji. Varsovie, Cura et sumptibus Universitatis Liberae Polonae, 30 pp.

- DEANE Phyllis, 1978
  The evolution of economic ideas,
  Cambridge, C. University Press.

- DEANE Phyllis, 1989
  The state and the economic system
  Oxford, O. University Press.

- DEPRUN Jean, 1968
  « L'éthique de l'Ami des hommes »
  in : Actes du Colloque : *Les Mirabeau et leur temps*, pp. 57 - 66.

- DEHEM Roger, 1984
  Histoire de la pensée économique. Des mercantilistes à Keynes,
  Montréal / Paris, Presses de l'Université Laval / Dunod.

[24] Les 2 articles sont repris dans : DAIRE Eugène, 1847, *La doctrine des physiocrates,* Paris, ed. Hennuyer.

- DELAPORTE A., 1987
  L'idée d'égalité en France au XVIII^e siècle,
  Paris, P.U.F., « Histoire », 355 pp.

- DELEPLACE Ghislain, 1981
  Théories du capitalisme, une introduction,
  Paris, Maspéro.

- DELEULE Didier, 1980
  « Du domestique au politique : Hume, les Physiocates et la naissance du libéralisme »,
  Bulletin de la société française de philosophie, N° 3, Juil.-Sept., pp. 81-112.

- DELMAS Bernard & DEMALS Thierry, 1990
  « Le *Tableau Économique* : ombres et lumières »,
  Revue d'Economie Politique, vol. 100, n° 1, Janvier-Février 1990, pp. 83 - 108.

- DELMAS Bernard & DEMALS Thierry, 1991
  « Du Pont et *éclectiques* : controverse sur la stérilité pendant la période révolutionnaire »,
  in : La pensée économique pendant la Révolution française,
  Gilbert Faccarello & Philippe Steiner (éd^s), Presses Universitaires de Grenoble, 1991.
  (Également paru en numéro spécial (Juillet-Octobre, 1990) de la revue *ŒEconomia, Cahiers de l'ISMÉA*, Série PE, n° 13).

- DELMAS Bernard & DEMALS Thierry, 1992
  « La constitution de l'économie politique physiocratique : les *économistes* contre les *colbertistes* », *in* : *Transactions of the Eighth International Congress on the Enlightenment,*
  Université de Bristol (G.-B.), 21-27 Juillet 1991, general editor : H.T.Mason,
  Oxford, The Voltaire Foundation, 1992.

- DELMAS Bernard & DEMALS Thierry, 1994
  « Le "*Bon prix*" sans la "*Cherté*" : la quadrature du cercle des prix chez François Quesnay »,
  Communication au colloque international organisé par l'I.N.E.D. pour le *Tricentenaire de la naissance de François Quesnay*,
  Versailles, Juin 1994 (à paraître).

- DELMAS Bernard, DEMALS Thierry & STEINER Philippe (éd^s), 1995 a
  La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e-XIX^e),
  Actes du colloque international de Saint-Cloud (23-24 Septembre 1993).
  Presses Universitaires de Grenoble, 1995.

- DELMAS Bernard & DEMALS Thierry, 1995 b
  « La physiocratie en Grande-Bretagne au début du 19^ème siècle, errances ou deshérence ? »,
  Colloque : *La diffusion internationale de la physiocratie, op. cit.*, pp. 117-147.

- DELMAS Bernard & DEMALS Thierry, 1995 c
  « Karl Marx et la physiocratie »,
  Colloque: *La diffusion internationale de la physiocratie, op. cit.*, pp. 149-173.

- DELMAS Bernard, 1996
  « L'abbé de Saint-Pierre : l'utilité publique, principe de perfectionnement de l'État »
  Communication au colloque : *L'utilitarisme, analyse et histoire*, A.C.G.P.E., Lille, 25-26 Janvier 1996 (à paraître).

- DELOCHE R., 1988
  « En marge d'un bicentenaire : Galiani et l'apologue »,
  Revue Économique, Novembre, vol. 39, n° 6, pp. 1143 - 1157.

- DENIS Hector, 1880
  « Des origines et de l'évolution du droit économique. La Physiocratie »,
  Philosophie Positive, Paris, 88 p. [cote B.N.F. : 8° R. 3161].

- DENIS Hector, 1904
  Histoire des systèmes économiques et socialistes, volume I « les fondateurs »,
  Paris, éditions Giard et Brière.

- DENIS Henri, 1966
  Histoire de la pensée économique,
  Paris, P.U.F., collection « Thémis ».

- DERATHÉ Robert, 1963
  « Les philosophes et le despotisme »,
  in : Utopie et institutions au 18ème siècle, Pierre Francastel (ed.),
  Paris / La Haye, éd. Mouton.

- DEROUET B., 1980
  « Une démographie différentielle : clés pour un système autorégulateur des populations rurales d'Ancien Régime »,
  Annales E. S. C., Jan. - Fév., n° l, pp. 3 - 41.

- DESAI Meghnad, 1987
  « A pioneering analysis of the core : Turgot's essay on value »,
  Recherches Économiques de Louvain, Vol. 53, N° 2, Juin, pp. 191-198.

- [Anonyme] *Diarium Universitatis Mussipontae* (1572-1764), [1911]
  [Diaire de l'Université de Pont à Mousson],
  Manuscrit transcrit et édité par G.Gavet, sous les auspices de la Société des Amis de l'Université de Nancy, Paris-Nancy, Berger-Levrault.

- DI BATTISTA F., 1990
  Dalla tradizione genovesiana agli economisti liberali.
  Saggio di storia del pensiero economico meridionale,
  Bari, Cacucci Editore.

- D'IRSAY Stephen, 1935
  Histoire des Universités françaises et étrangères. Tome 1 : du XVIe siècle à 1860.
  Paris, éditions Auguste Picard, 452 pp.

- DOCKÈS Pierre, 1969
  L'espace dans la pensée economique du 16ème au 18ème siècle,
  Paris, Flammarion, « Nouvelle Biblothèque Scientifique », 461 pp.

- DOCKÈS Pierre, 1989
  Condorcet et l'esclavage des nègres, Lyon, P.U.L., Collection A.E.H.

- DORIGNY Marcel, 1989
  « Les courants du libéralisme français à la fin de l'Ancien Régime et aux débuts de la Révolution : Quesnay ou Smith ? », *in* : *Französische Revolution und Politische Ökonomie,* Marion Barzen (ed.), *op. cit.* , pp. 26 - 36.

- DORIGNY Marcel, 1994
  « Louis-Sébastien Mercier, lecteur et propagateur de l'économie politique »,
  in : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIIIème Siècle,* pp. 163 - 175.

- DOCKÈS Pierre, 1990
  « The birth of concepts of the trading space in the seventeenth and eighteenth centuries »,
  Journal of History of Economic Thought, Fall, 12 (2), pp. 124 - 145.

- DUBOIS Auguste, 1904
  « Quesnay anti-mercantiliste et libre-échangiste »,
  Revue d'Économie Politique, Vol. 18, N° 3.

- DULAC Georges, 1994
  « Les gens de lettres, le banquier et l'opinion : Diderot. et la polémique sur la Compagnie des Indes »,
  in : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIIIème Siècle,* pp. 177 - 199.

- DUMONT Louis, 1977
  Homo AEqualis, I : Genèse et épanouissement de l'idéologie économique
  Paris, N.R.F., éd. Gallimard.

- DUPAQUIER Jacques et Michel, 1985
  Histoire de la démographie,
  Paris, Librairie Académique Perrin, 462 pp.

- DUPAQUIER Jacques (ed.), 1988
  Histoire de la population française. II : De la Renaissance à 1789.
  Paris, P.U.F., 603 pp.

- DÜHRING Eugen Carl, 1875
  Kritische Geschichte der Nationalökonomie und . . . des Sozialismus, Berlin, Grieben, 595 pp.

- DUTENS Joseph-Michel, 1846
  Des prétendues erreurs dans lesquelles, au jugement des modernes économistes, seraient tombés les anciens économistes, relativement au principe de la richesse nationale[25],
  Paris, éd. Guillaumin [cote B.N.F. : R 34699].

[25] Voir le compte-rendu de cet ouvrage par Eugène Daire dans le *Journal des économistes*, t. XVI, déc. 1846 - Mars 1847, pp. 135-136.

- EAGLY Robert V., 1968
  Events, ideologie and economic theory,
  Detroit,Wayne State University Press.

- EAGLY Robert V., 1969
  « A physiocratic model of dynamic equilibrium »,
  Journal of Political Economy, Vol.77, N° 1, Janvier-Février, pp. 66-84.

- EAGLY Robert V., 1975
  The structure of classical economic theory,
  Oxford, Oxford University Press.

- EBENSTEIN Bernard, 1982
  « Turgot vu par Condorcet : éléments d'une hagiographie »,
  in : Bordes & Morange (ed^{s}).

- EHRARD Jean, 1968
  « *L'Ami des hommes,* Paris et la capitale du royaume »
  in : Actes du Colloque : *Les Mirabeau et leur temps*, pp. 37 - 43.

- EHRARD Jean, 1970
  L'idée de Nature en France à l'aube des Lumières[26],
  Paris, Flammarion, col. « science de l'histoire », 443 pp.

- EINAUDI Luigi, 1932
  « Contributi fisiocratici alla teoria dell'ottima imposta »,
  in : *Atti della reale Accademia delle scienze di Torino,* Classe di scienze morali, storiche e filologiche, vol. 67 (1932-33), Turin, Fratelli Bocca, pp. 433 - 456.

- EINAUDI Luigi, 1933
  « The physiocratic theory of taxation », *in* : *Economic essays in honour of Gustav Cassel* (20/10/1933), London, Allen and Unwin, pp. 129-142.

- ELSTER John, 1985
  Making sense of Marx,
  Cambridge, Cambridge University Press / Paris, Maison des sciences de l'Homme.

- ELTIS Walter A., 1975
  → « François Quesnay : a reinterpretation. 1 : The "Tableau économique" »,
  Oxford Economic Papers, Vol. 27, N° 2, July, pp.1 67-200 ;
  → « François Quesnay : a reinterpretation. 2 : The theory of economic growth »,
  Oxford Economic Papers, Vol. 27, N° 3, Nov., pp. 327 - 351.

- ELTIS Walter A., 1984
  The classical theory of economic growth,
  London, Mac Millan / New York, St-Martin Press, 372 pp.

---

[26] Version résumée de la thèse publiée en 1963 par la SEVPEN sous le titre : *L'idée de Nature en France dans la première moitié du XVIIIe siècle.*

- ELTIS Walter A., 1988
  « The contrasting theories of industrialization of François Quesnay and Adam Smith »,
  Oxford Economic Papers, Vol. 40, June, pp. 269 - 288.

- ENGELS Friedrich, 1877
  Anti-Dühring (M. Eugen Dühring bouleverse la science)[27],
  Trad. Émile Bottigelli, deuxième édition, Paris, éd. Sociales (1963).

- ERREYGERS Guido, 1990
  « Turgot et le fonctionnement subjectif de la valeur »,
  Cahiers d'Économie Politique, n° 18, pp. 149-169.

- ESAER Eric, 1972
  « Retour à Marx : "Théories sur la plus-value". Analyse historique de la pensée scientifique : discours et thématique »,
  La Pensée, n° 163, Mai-Juin, pp. 72-98.

- ESMEIN Adhémar, 1904 a
  « Sur la doctrine politiquedes physiocrates »,
  Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques,
  Paris, Impr. Nationale, pp. 135-147,

- ESMEIN Adhémar, 1904 b
  « L'assemblée nationale proposée par les physiocrates »,
  Séances et Travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, 2 Juillet, pp. 397-417,
  (Suivi des remarques de Passy, *ibid.* pp. 417-420).

- ESTAPÉ Fabian, 1951
  « Algunos comentarios a la publicación del "Ensayo sobre la naturaleza del comercio en general" de Cantillon », *Moneda y Credito*.

- ETNER François, 1987
  Histoire du calcul économique,
  Paris, éditions Economica, 1987, 204 pp.

- EVANS G. H., 1967
  « The Law of Demand- The Roles of Gregory King and Charles Davenant »,
  The Quarterly Journal of Economics, Vol. 81.

- FABRE Jean, 1968
  « Le marquis de Mirabeau, interlocuteur et protecteur de Rousseau »
  in : Actes du Colloque : *Les Mirabeau et leur temps*, pp. 71 - 90.

- FACCARELLO Gilbert, 1986
  Aux origines de l'économie politique libérale : Pierre de Boisguilbert,
  Paris, éditions Anthropos, 312 pp.

---

[27] Le Chapitre 10 « sur l'*Histoire critique* » - qui traite notamment des physiocrates - a été rédigé par Marx, comme l'indique Engels dans sa préface de 1885, *ibid.* p. 39.

- FACCARELLO Gilbert, 1989
  « L'évolution de l'économie politique pendant la Révolution : Alexandre Vandermonde ou la croisée des chemins »,
  in : *Französische Revolution und Politische Ökonomie,* M. Barzen (ed.), *op. cit.*, pp. 75-121.

- FAURE-SOULET Jean-François, 1964
  Économie politique et progrès au "siècle des Lumières", Paris, Gauthier-Villars.

- FAURE-SOULET Jean-François, 1970
  De Malthus à Marx, l'histoire aux mains des logiciens, Paris, Gauthier-Villars.

- FAŸ Bernard, 1965
  Naissance d'un monstre, l'opinion publique, Paris, Librairie Académique Perrin, 328 pp.

- FEBVRE Lucien, 1930
  « Les mots et les choses en histoire économique »,
  Annales H.E.S., Vol. 2, N° 6, Avril, pp. 231-242.

- FÉLIX Joël, 1994
  Économie et finances sous l'Ancien Régime. Guide du chercheur 1523-1789,
  Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 491 pp.

- FESTY Octave, 1947
  L'agriculture pendant la Révolution française. Les conditions de production et de récolte des céréales. Étude d'histoire économique 1789 - 1795,
  Paris, N.R.F., Gallimard, 463 pp.

- FINZI Roberto, 1980
  « Turgot fra fisiocrazia e pensiero classico »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford.

- FINZI Roberto, 1982 a
  « Turgot l'histoire et l'économie : "nécessité" de l'économie politique ? "historicité" des lois économiques ? », *in* : Bordes & Morange (ed[s]).

- FINZI Roberto, 1982 b
  « The theory of historical stages in Turgot and Quesnay. A few comparison »,
  Keizai Kenkyu, Vol. 33, N° 2 (spécial Turgot), Avril.

- FINZI Roberto, 1987
  Note su Turgot, la storia e l'economia, Bologne, ed. CLUEB, 1987, 61 pp.

- FIOROT, Dino, 1954
  La filosofia politica dei fisiocrati, Padoue, Cedam, 287 pp.

- FISHMAN Leslie, 1958
  « A reconsideration of the Tableau Économique »,
  Current Economic Comment, Vol. 20, Feb., pp. 41-50.

- FOLEY V., 1973
  « An origine of the "Tableau Économique" »,
  H.P.E., Vol. 5, N°1, Spring, pp. 121-150.

- FONTAINE Philippe, 1991
  « "Classes laborieuses" et "classe disponible" chez Turgot. Essai de généalogie des comportements économiques », *OEconomia. Cahiers de l'I.S.M.E.A., série PE*, Mai, pp. 93 - 116.

- FONTAINE Philippe, 1994
  « L'"opportunisme" au siècle des Lumières »,
  in : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIII*^{ème} *Siècle,* pp. 89 - 101.

- FOUCAULT Michel, 1966
  Les mots et les chose, une archéologie des sciences humaines,
  Paris, éditions Gallimard, N.R.F., 400 pp.

- FOURQUET François, 1980
  Les comptes de la puissance, Paris, éditions Encres.

- FOURQUET François, 1989
  Richesse et puissance, une généalogie de la valeur,
  Paris, éditions La Découverte, « Armillaire », 317 pp.

- FOVILLE Alfred de & PIGEONNEAU Henri, 1882
  L'administration de l'agriculture au contrôle général des finances (1785-1787), procès-verbaux et rapports, Paris, éditions Guillaumin.

- FOX-GENOVESE Elizabeth, 1975
  « The physiocratic model and the transition from Feudalism to Capitalism »,
  Journal of European Economic History, Vol. 4, N° 3, pp. 725-737.

- FOX-GENOVESE Elizabeth, 1976
  The Origins of Physiocracy :
  Economic Revolution and Social Order in Eighteenth-Century France.
  Ithaca & Londres, Cornell University Press.

- FOX-GENOVESE Elizabeth, 1979
  « Introduction » *in* : *Œuvres politiques et économiques de Du Pont de Nemours*,
  Nendeln, K.T.O. Press, Tome 1, pp.VII-XXII.

- FOX-GENOVESE Elizabeth, 1980
  « The internationalisation of physiocracy »,
  T.I.C.E., 6° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 280-281.

- FOX-GENOVESE Elizabeth (ed), 1984
  The Autobiography of Du Pont de Nemours,
  Introduction et traduction,
  Wilmington (Delaware), Scholarly Ressources Inc.

- *La France d'Ancien Régime. Etudes réunies en l'honneur de Pierre Goubert.* Toulouse, Privat, 1984, 2 vol.

- FRANKLIN Raymond, 1962
« The french socio-economic environment in the 18th century and its relation to the physiocrats », *A.J.E.S.*, Vol. 21 , N° 3, July, pp. 299-306.

- FROMM H., 1950-1953
Bibliographie deutscher Übersetzungen aus dem Französischen, 1700-1948,
Baden-Baden, 6 vol.

- GALLAIS-HAMONNO Janine, 1982
« Le premier exemple d'un travail de concept économique en extension et en compréhension : le concept de capital travaillé par Turgot », *in* : Bordes & Morange (ed^{s}).

- GALLIANI René, 1975
« L'Abbé Mably le luxe, le commerce, les manufactures et les ouvriers »,
Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol.53, N° 1, pp.144-155.

- GARNIER Joseph, 1873
Articles : « Quesnay », « Physiocrates », « Mirabeau », « Mercier-Larivière »
in : Dictionnaire Coquelin-Guillaumin.

- GAUDEMAR Jean-Paul (de), 1983
« La régulation despotique, un commentaire du *Tableau économique* de Quesnay »,
Revue d'Économie Politique, Vol. 93, mars-avril, n° 2, pp. 177-196.

- GAUTHIER Florence, 1985
« De Mably à Robespierre, un programme économique égalitaire 1775-1793 »,
Annales Historiques de la Révolution Française, Vol. 57 (261), pp. 265-289.

- GAUTHIER Florence & IKNI Guy-Roger (éd^{s}), 1988
La guerre du blé au XVIII^{ème} siècle.
(La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIII^{ème} siècle),
Paris, les éditions de la Passion.

- GAYOT Gérard & HRSCH Jean-Pierre, 1989
La Révolution fraançaise et le développement du capitalisme,
Actes du Colloque de Lille, nov. 1987, *Revue du Nord*, N° 5 Hors-série, Col. Histoire, 440 pp

- GENET J.P., et LE MENE N., (ed^{s}.), 1987
Genèse de l'Etat moderne. Prélèvement et distribution,
Actes du Colloque de Fontevraud, Paris, éditions du C.N.R.S., 250 pp.

- GEORGE Henry, 1890
« A single tax on land-values - Mr. George reply to Mr. Atkison »,
The century magazine, T. 40, July, pp. 394-403,
Article repris *in* : Gherity, 1965, pp. 493-511.

- GHERITY James A. (ed.), 1965
  Economic thought : a historical anthology[28],
  New-York, Random House,

- GIACOMETTI Jacques, 1985
  « Physique et métaphysique dans l'ordre naturel : le *Tableau économique* de F. Quesnay »,
  Œconomia (Économie et Sociétés - Série PE), n° 3, pp. 173-196.

- GIACOMIN A., 1986
  « Un modello economico dell Ancien régime : il *Saggio sulle natura del commercio in generale* di Richard Cantillon », *Ricerche Economiche*, Jan.-Mar., 40 (1), pp. 96-129.

- GIDE Charles & RIST Charles, 1922
  Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours,
  Paris, Sirey, 4ème édition, 1922, 815 pp.

- GILARDI Jean-Claude, 1981
  « Profit, domination et équilibre dans l'*Essai sur la nature du commerce en général* de R. Cantillon », *Économie Appliquée*, Vol. 34, n° 1, pp. 161-201.

- GILIBERT Giorgio, 1972
  « Una formulazione algebrica del *Tableau Économique* »,
  Studi Economici, N^os 1-6, Gennaio-Dicembre, Vol.27, pp.66-76.

- GILIBERT Giorgio, 1977
  Quesnay, la costruzione della 'macchina della prosperità', Milan, Etas Libri.

- GILIBERT Giorgio, 1987
  Article : « Circular flow », *In : New Palgrave*, Mac Millan, Tome 1, pp.424-426.

- GILLES P. & BERLAN J.P., 1991
  « Economie, histoire et genèse de l'économie politique. Quesnay, Turgot et Condorcet, Say, Sismondi », *Revue Économique*, Mars, 42 (2), pp. 367-393.

- GINDIN Claude, 1979
  « Autour de la Révolution Française. A propos de la théorie marxiste de la rente foncière »,
  La Pensée, n° 203, jan.-fév., pp. 123-140.

- GLEICHER David, 1982
  « The historical bases of Physiocracy : an analysis of the *Tableau Économique* »
  Science and Society, vol. 46 (3), Fall, pp. 328 - 360.

- GOGGI Gianluigi, 1994
  « Galiani et l'Angleterre. Sur la genèse des Dialogues sur les Blés »,
  in : Économie et politique, n° 26 de la revue *XVIIIème Siècle*, pp. 295 - 316.

- GOLDMANN Lucien, 1952
  Sciences humaines et philosophie, Paris, P.U.F.

---

[28] Reprend notamment les articles de Phillips et de Meek sur le *Tableau.*

- GOLDMANN Lucien, 1967
  « La pensée des "Lumières" », *Annales E.S.C.*, Vol. 22, n° 4, Juillet-Août, pp. 752-779.

- GOLDSMITH J. L., 1984
  « The Agrarian History of Preindustrial France : where do we go from here ? »,
  Journal of European Economie History, Spring, 13(1), pp. 175-199.

- GOMES L., 1987
  Foreign trade and the national economy. Mercantilist and classical perspectives.
  New York, St-Martin's Press, 323 pp.

- GORDON Kenneth, 1983
  « Consumption and expenditure in the *Tableau Économique* »,
  Science and Society, Vol. 47, n° 4, Winter, pp. 483-484.

- GOTTBERG A., 1985
  « Wollten die Physiokraten die Revolution ? »,
  Jahrbücher für Wirtschaftsgeschischte, pp. 97-114.

- GOTTHEIL Fred, 1975
  « The underdressed manufacturers in Quesnay's *Tableau* : and what economists are saying about it », *American Journal of Economics and Sociology*, Vol. 34, n° 2, April, pp.155-160.

- GOUBERT Pierre, 1984
  La société et l'Etat,
  Tome 1 de *Les français et l'Ancien Régime* de Pierre Goubert et Daniel Roche,
  Paris, éditions Armand Colin.

- GOUTTE Pierre-Henri, 1985
  « Quesnay et la fiscalité comme politique de développement »,
  Économie et Humanisme, n° 286, nov.-déc., pp. 62-73.

- GOUTTE Pierre-Henri, 1985
  « Évidence ,ordre naturel et science économique dans l'œuvre de Quesnay »,
  in : *Ordre, Nature, propriété*, Gérard Klotz (ed.), Lyon, P.U.L., Collection : A.E.H.

- GOUTTE Pierre-Henri, 1989
  « Économie et transitions : l'œuvre économique et politique de P.S. Dupont »,
  in : *Idées économiques sous la Révolution*, M.Servet (ed.),
  Lyon, P.U.L., Collection : A.E.H., pp. 145-234.

- GOUTTE Pierre-Henri, 1994
  « Les *Éphémérides du citoyen*, instrument périodique au service de l'ordre naturel »,
  in : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIII*^{ème} *Siècle,* pp. 139 - 161.

- GOY Joseph, 1989
  « Effets et limites de l'essor de l'agriculture nouvelle du XVIII^{e} siècle »,
  Actes du VII^{ème} *Congrès international des Lumières*, Budapest, 26 Juillet-2 Août 1987.
  Oxford, The Voltaire Foundation, tome 1, pp. 65 - 74.

- GOY Joseph, et LE ROY LADURIE Emmanuel, 1982
  Prestations paysannes, dîmes, rente foncière et mouvement de la production agricole à l'époque préindustrielle. Actes du colloque préparatoire au VII[ème] Congrès international d'histoire économique (Édimbourg), Section A 3.
  Paris, éd. de l'EHESS / éd. Mouton, 2 vol. (799 pp.)., « Cahiers des études rurales », n° IV.

- GRAM Harvey & WALSH V., 1980
  Classical and neoclassical theories of general equilibrium (historical origine and mathematical structure), Oxford-New York, Oxford University Press.

- GRANDAMY René, 1973
  La physiocratie, théorie générale du développement économique, Paris, Mouton.

- GRANGE Henri, 1982
  « La politique sociale de Turgot et de Necker », *in* : Bordes & Morange (ed [s]).

- GRANTHAM G., 1989
  « Jean Meuvret and the Subsistance Problem in Early Modern France »,
  Journal of Economic History, March , 49 (l), pp. 184 - 200.

- GRENIER Jean-Yves, 1985
  Séries économiques françaises (XVI[e] - XVIII[e] siècles).
  Paris, éditions de l'E.H.E.S.S., 657 pp.

- GRENIER Jean-Yves, 1987
  « Modèles de la demande sous l'Ancien Régime », *Annales E.S.C.*, n° 3, pp. 497-527.

- GRENIER Jean-Yves, 1990
  « La notion de croissance dans la pensée économique française du XVIII[e] siècle (1715-1789) », *Review*, Fall, XIII (4), pp. 499 - 549.

- GRENIER Jean-Yves, 1996
  L'économie d'Ancien Régime, Paris, A. Michel, 490 pp.

- GRIGG David B.,
  Population growth and agrarian change. An historical perspective.
  Cambridge, Cambridge University Press, 1980, 340 pp.

- GROENEWEGEN Peter, 1970
  « A reappraisal of Turgot's theory of value, exchange, and price determination »,
  H.P.E., Vol. 2, N° 1, Spring, pp. 177-196.

- GROENEWEGEN Peter, 1971
  « A re-interpretation of Turgot's theory of capital and interest »,
  The Economic Journal, Vol. 81, June, pp. 327-340.

- GROENEWEGEN Peter, 1982
  « Turgot : forerunner of Neo-classical economics ? »,
  Keizai Kenkyu, Vol. 33, N° 2 (spécial Turgot), April, pp. 119-133.

- GROENEWEGEN Peter, 1983
  « Turgot's place in the history of economic thought : a bicentenary estimate »,
  History of Political Economy, Vol. 15, N° 4, Winter, pp. 585-616.

- GROENEWEGEN Peter, 1989
  « New Light on the Origins of Modern Economics »,
  Economic Record, June, 65 (189), pp. 136 - 149.

- GROENEWEGEN Peter, 1994
  « La "French connection" : influences francaises sur l'économie politique britannique »,
  in : Économie et politique, n° 26 de la revue *XVIII*^{ème} *Siècle*, pp. 15 - 36.

- GRUDER Vivian R., 1987
  « The Boubon Monarchy : Reforms and Propaganda at the End of the Old Regime »,
  in : The Political Culture of the Old Regime, Baker K. M. (ed.), pp. 347 - 374.

- GUÉRY A., 1984
  « Échanges et marchés d'Ancien Régime »,
  Bulletin du Mauss, n° 9, pp. 117 - 130.

- GUÉRY A., 1984
  « Le roi dépensier. Le don, la contrainte et l'origine du système financier de la monarchie française d'Ancien Régime », *Annales E. S. C.*, n° 6, Nov. - Déc., pp. 1241 - 1269.

- GUENIFFEY Patrice, 1988
  « Les assemblées et la représentation »
  in : The Political Culture of the French Revolution, Lucas C. (ed.), pp. 233 - 258.

- GUIBERT-SLEDZIEWSKI Elisabeth, 1974 a
  « Du féodalisme au capitalisme. Transition révolutionnaire ou système transitoire »,
  La Pensée, N° 173, Fev., pp. 22-36.

- GUIBERT-SLEDZIEWSKI Elisabeth, 1974 b
  « Pouvoir royal et front aristocratique devant la révolution antiféodale »,
  in : Aujourd'hui l'histoire, Antoine Casanova & François Hincker (éd^{s}),
  Paris, éd. Sociales, pp. 333-349.

- GUIBERT-SLEDZIEWSKI Elisabeth, 1986
  Idéaux et conflits dans la Révolution française, Paris, éd. Klincksieck, col. « Méridiens ».

- GUYOT Yves, 1896
  Quesnay et la physiocratie, Paris, Guillaumin

- HABERMAS Jürgen, 1975
  Théorie et pratique, Paris, Payot (première édition allemande 1963, 2ème : 1971).

- HAFTER D. M., 1982
  « Dupont's America as a Physiocratic Ideal »
  in : Essays in honor of P. M. Spurlin, French-American Review, n° 2, pp. 234 - 246.

- HARSIN Paul, 1958
  « La théorie fiscale des physiocrates »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, pp. 7 - 17.

- HASBACH Wilhelm, 1890
  Die algemeine philosophischen Grundlagen der von François Quesnay und Adam Smith begründeten politischen Ökonomie, Leipzig, Duncker & Humblot, 177 pp.

- HASBACH Wilhelm, 1893
  « Les fondements philosophiques de l'économie politique de Quesnay »,
  Revue d'Économie Politique, Vol. 7, n° 4, pp. 747 - 795.

- HAUDRÈRE Philippe, 1989
  La Compagnie française des Indes au XVIII^e siècle, 1719-1795,
  Paris, Librairie de l'Inde, 1989, 4 vol., 1428 pp.

- HAÜFLE Heinrich, 1978
  Aufklärung und Ökonomie : zur Position der Physiocraten im Siècle des Lumières,
  München, Fink.

- HAZARD Paul, 1963
  La pensée européenne au XVIII^e siècle. De montesquieu à Lessing,
  Paris, Fayard, 469 pp.

- HÉBERT Robert F., 1994
  « Fondemenls et développements de l'économie publique »,
  in : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIII^ème Siècle,* pp. 37 - 49.

- HECHT J. ; SPENGLER J.J. ; LEONTIEF W., 1965
  « François Quesnay »,
  in : *Lebensbilder großer Nationalökonomen*, Horst Claus Recktenwald (ed.)
  Köln - Berlin, pp. 30 56

- HECHT Jacqueline, 1966
  « Du nouveau sur François Quesnay »,
  Population, Vol. 21, pp. 153-154.

- HECHT Jacqueline, 1986
  « Une héritière des Lumières, de la physiocratie et de l'idéologie : la première chaire française d'économie politique (1795) »,
  OEconomia (*Économies et Sociétés - Série PE*), n° 6, pp. 5-48.

- HECHT Jacqueline, 1989 a
  « De la révolution scientifique à la révolution culturelle »,
  in : *Idées économiques sous la Révolution*, M.Servet (ed.),
  Lyon, P.U.L., Col. A.E.H., pp. 35-84.

- HECHT Jacqueline (éd.), 1989 b
  Boisguilbert parmi nous,
  Actes du colloque international de Rouen (mai 1975),
  Paris, I.N.E.D., 531 pp.

- HECHT Jacqueline, 1994 a
  « Tricentenaire de la naissance de François Quesnay »,
  Population, vol. 49, n° 4-5, 1079-1098.

- HECHT Jacqueline, 1994 b
  « Malthus avant Malthus. Concepts et comportements prémalthusiens dans la France d'Ancien Régime »,
  in : Économie et politique, n° 26 de la revue *XVIII*^{ème} *Siècle*, pp. 69 - 78.

- HELMSTÄDTER Ernst, 1983
  « Quesnays Multiplikatortableau als kreislaufanalytisches Instrument »
  Studien zur Entwicklung der ökonomischen Theorie,
  Berlin, Schriften des Vereins für Socialpolitik, Neue Folge, Band [vol.] 115 / III, pp. 37-54.

- HENRY Gilles, 1989
  Mirabeau père, 5 octobre 1715 - 11 juillet 1789, Paris,éditions Tallandier, 335 pp.

- HERLAND Michel, 1982
  « En marge d'un bicentenaire : valeur et prix chez Turgot »,
  Revue Économique, Mai, 33 (3), pp. 426-445.

- HERLITZ Lars, 1961
  « The *Tableau Économique* and the doctrine of sterility », *S.E.H.R.*, Vol. 9, N° 1, pp. 4-55.

- HERLITZ Lars, 1961
  « Trends in the development of physiocratic doctrine », *S.E.H.R.*, Vol. 9, N° 2, pp. 108-151.

- HERLITZ L., 1974
  « Fysiokratismen i svensk tappning, 1767-1770 »,
  Göteborg (Suède), *Meddelanden från ekonomisk-historiska institutionen vid Göteborgs universitet*, n° 35.

- HERLITZ Lars, 1989
  « The physiocrats », pp. 23-52,
  in : Ideas of Capital and Development in Pre-classical Economic Thought : Two Essays
  University of Göteborg (Suède), Report of the Institute of Economic History, n° 7.

- HERNANDEZ ANDREU J., 1971
  « La Unica Contribución del Marqués de la Ensenada y el impuesto único de los fisiócratas »,
  Moneda y Credito.

- HERR R., 1958
  The Eighteenth Century Revolution in Spain,
  Princeton, Princeton University Press.

- HICKS John, 1973
  Une théorie de l'histoire économique,
  [Traduction de : *A Theory of Economic History*, Oxford U. P., 1969], Paris, éd. du Seuil.

- HIGGS Henry, 1897
  The physiocrats, six lectures on the french "Economistes" of the 18th century,
  London, Mac Millan (*reprint* : The Langland Press, New York, 1952).

- HINCKER François, 1971
  Les français devant l'impôt sous l'Ancien Régime,
  Paris, éd. Flammarion, collection « questions d'histoire ».

- HINCKER François, 1984
  « Les révolutionnaires et l'économie : idées et pratiques »,
  Cahiers de DECTA III, Bordeaux, n° 4.

- HINCKER François, 1991
  « L'idéologie économique à l'œuvre dans les débats et les décisions concernant la fiscalité pendant la période révolutionnaire », *in* : *État, finances et économie pendant la Révolution française,* Comité pour l'Histoire Économique et Financière, *op. cit.*, pp. 355-363.

- HIRSCH Jean-Pierre, 1975
  « Les milieux du commerce, l'esprit de système et le pouvoir à la veille de la Révolution »,
  Annales E.S.C., Vol. 30, N° 6.

- HIRSCH Jean-Pierre, 1991
  Les deux rêves du commerce. Entreprise et institution dans la région lilloise (1780-1860).
  Paris, éditions de l'E.H.E.S.S., col. « Civilisations et sociétés », vol. 82, 534 pp.

- HIRSHLEIFER J., 1985
  « The Expanding Domain of Economics », *American Economic Review*,Vol. 75, pp. 53-68.

- HISHIYAMA Izumi 1960
  « The "Tableau Économique" of Quesnay. Its analysis, reconstruction and application »,
  Memoirs of the Faculty of economics in the Kyoto University,
  Vol. 30, n° 1, April, pp. 1-46 (en anglais) [trad. italienne *in* Candela Palazzi (ed^{s}) 1979].

- HOBSBAWM Eric, 1978
  « Capitalisme et agriculture : les réformateurs écossais au 18ème siècle »,
  Annales E.S.C., Vol. 33, N° 3, Avril-Juin, pp. 580-601.

- HOFFMAN P. T., 1989
  « Institutions and Agriculture in Old Regime France »,
  Journal of Institutional and Theoretical Economics, March, 145 (l), pp. 166 - 181.

- HONT Istvan, 1983
  Wealth and Virtue,
  Cambridge, Cambridge University Press.

- HONT Istvan, 1989
  « The Political Economy of the "Unnatural and Retrograde" Order : Adam Smith and Natural Liberty », *in* : *Französische Revolution und Politische Ökonomie,* Marion Barzen (ed.), 1989, *op. cit.,* pp. 122 - 149.

- HOOCK Jochen, 1987
  « Discours commercial et économie politique en France au XVIII^{ème} siècle : l'échec d'une synthèse », *Revue de Synthèse*, tome 108, série 4, n° 1, pp. 57 - 73.

- HOOCK Jochen, 1989
  « Handelskapital und Franzosische Revolution »,
  in : *Französische Revolution und Politische Ökonomie,* Barzen (ed.), 1989, *op. cit.*, pp. 37-50.

- HORVATH Robert, 1962
  « L'*Ordre Divin* de Süssmilch », *Population*, Vol. 17, N° 2, Avril-Juin, pp. 267-288.

- HOSELITZ Bert (ed.), 1960
  Theories of Economic Growth, New York, The Free Press
  Traduction : *Théories de la croissance économique*, Paris, Dunod, 1970.

- HOSELITZ Bert, 1968
  « Agrarian capitalism, the natural order of things : François Quesnay »,
  Kyklos, Vol. 21, N° 4, pp. 637-662.

- HOTTA Seizo, 1980
  « Quesnay or Hume : Beccaria between France and Britain »,
  T.I.C.E., 6° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford.

- HOUMANIDIS Lazaros, 1980
  « Nascita e sviluppo dell' economia politica »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, T. 2, pp. 793 sq.

- HOWARD Michael & BRADLEY Ian (ed^{s}.), 1982
  Classical and marxian political economy. Essays in Honour of R.L Meek,
  London, Mac Millan.

- HOWEY R.S., 1982
  A bibliography of General Histories of Economics 1692 - 1975,
  Lawrence, The Regents Press of Kansas, 240 pp.

- HUBERT René, 1923
  Les sciences sociales dans l'Encyclopédie, Lille (Réédition : Slatkine reprints).

- HUFTON Olwen H., 1983
  « Le paysan et la loi en France au XVIII^{e} siècle »,
  Annales E.S.C., Mai-Juin, n° 3, pp. 679 - 701.

- HUFTON Olwen H., 1989
  « Bread, Tax and Politics at the End of the Old Regime »,
  in : *Französische Revolution und Politische Ökonomie,* Barzen (ed.), 1989, *op. cit.*, pp.11-25.

- HUTCHISON T.W., 1982
  « Turgot et Smith », *in* : Bordes & Morange (ed ^{s}).

- HUTCHISON T., 1988
  Before Adam Smith. The emergence of political economy 1662 - 1776.
  Oxford and New York, Blackwell, 1988, 469 pp.

- HYSE Richard, 1971
  « Richard Cantillon, financier to Amsterdam »,
  The Economic Journal, Vol. 81, n° 324, Dec., pp. 812-827.

- IGNATIEFF Michael & HONT Istvan (ed^{s}), 1983
  Wealth and Virtue, Cambridge, Cambridge University Press.

- IGNATIEFF Michael, 1986
  La liberté d'être humain, essai sur le désir et le besoin,
  Traduction française : éditions La Découverte (édition anglaise : 1984).

- IPARAGUIRRE D., 1978
  « Era Arriquívar fisiócrata o mercantilista ? »,
  Estudios Economicos.

- JACQUES Catherine, 1994
  « Pratiques mondaines des physiocrates et textes inédits : les Assemblées économiques du Marquis de Mirabeau (1770-1777) », Communication au colloque du Tricentenaire de la naissance de Quesnay organisé par l'INED (Versailles, 1-4 Juin 1994).

- JAFFÉ William, 1969
  « A.N.Isnard, progenitor of the walrasian general equilibrium model »,
  H.P.E., Vol. 1, spring, pp. 19-43.

- JACK Malcolm, 1978
  « On state of nature : Mandeville and Rousseau »,
  Journal of the History of Ideas, Vol. 29, n° 1, Jan.-March, pp. 119-124.

- JAUME Lucien, 1987
  « Citoyenneté et souveraineté : le poids de l'absolutisme »,
  in : The Political Culture of the Old Regime, Baker K. M. (ed.), pp. 493-514.

- JAŸ François, 1905
  Le système physiocratique et sa critique par Adam Smith, Thèse, Lyon, ed. Schneider.

- JEVONS Stanley, (1909)
  La théorie de l'économie politique, Paris, Giard & Brière.

- JOBERT Ambroise, 1941
  La commission d'éducation nationale en Pologne (1773-1794) et son œuvre d'instruction civique, Paris, éditions Droz, 491 pp.

- JOBERT Ambroise, 1941
  Magnats polonais et physiocrates français (1767-1794) [...], Paris, éditions Droz, 92 pp.

- JOBERT Ambroise 1958
  « Les Lumières et le problème du servage »,
  In : Utopie et institutions au 18ème siècle, Francastel (ed.), Paris, éd. Mouton, pp. 213-218.

- JOHNSON Jerah, 1966
  « The role of spending in physiocratic theory »,
  Quarterly Journal of Economics, Vol.80, nov., pp. 616-632.

- JOHNSON Harry, 1975
  « Quelques réflexions sur le *Tableau économique* de Quesnay »,
  Revue d'économie Politique, Vol. 85, N° 3, Mai-Juin, pp. 397-407.

- JOLLY Pierre, 1951
  Necker, Paris, P.U.F., 373 pp.

- JOLLY Pierre, 1956
  Dupont de Nemours, soldat de la liberté, Paris, P.U.F., 305 pp.

- JÜTTNER Siegfried, 1980
  « La ville dans les débats entre encyclopédistes et économistes »,
  T.I.C.E., 6° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 283-284.

- KAFKER Frank, 1981
  « La vieillesse et la productivité intellectuelle chez les encyclopédistes »,
  Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Vol. 28, Avril-Juin, pp. 304-327.

- KAPLAN Steven L. (ed.), 1979
  V. supra : GALIANI (*"La bagarre" : Galiani's "lost" parody).*

- KAPLAN Steven L. (ed.), 1983
  Le complot de famine : histoire d'une rumeur au XVIIIe siècle.
  Traduit de l'anglais par M. et J. Revel.
  Paris, éditions A. Colin, Cahiers des Annales n° 39, 1983, 78 pp.

- KAPLAN Steven L., 1986
  Le pain,le peuple et le Roi,
  (édition américaine : *Bread, politics and political economy*; M.Nijhof, 1976),
  Paris, éditions Perrin, 461 pp.

- KAPLAN Steven L., 1988 a
  « Les corporations, les "faux ouvriers" et le faubourg Saint-Antoine au XVIIIe siècle », *Annales E.S.C.,* Mars-Avril, n° 2, pp. 353 - 378.

- KAPLAN Steven L., 1988 b
  Les ventres de Paris. Pouvoir et approvisionnement dans la France d'Ancien Régime,
  (éd. américaine : *Provisioning Paris. Merchants and Millers in the Grain and Flour Trade during the Eighteenth Century* ; Cornell U. P., 1984), Paris, édititons A. Fayard, 702 pp.

- KAPLAN Steven L., 1996
  Le meilleur pain du monde,
  (éd. américaine : *The Bakers of Paris and the Bread Question, 1700-1775*; Duke U. P., 1996),
  Paris, édititons A. Fayard.

- KISS I. N., 1980
  « Money, Prices, Values and Purchasing Power from the XVIth to XVIIIth Century »,
  Journal of European Economic History, Fall, 9 (2), pp. 459 - 490.

- KLIPEL Diethelm, 1980
  « The influence of the physiocrats on the development of liberal political economy »,
  T.I.C.E., 6° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 284 - 285.

- KLOTZ Gérard, 1986
  « Sur les comptes de la puissance »,
  Cahiers A.E.H., pp. 73 - 95.

- KLOTZ Gérard, 1989
  « Réforme fiscale, Physiocratie et statistique : le cas Lavoisier »,
  in : *Idées économiques sous la Révolution*, M.Servet (ed.),
  Lyon, P.U.L., Col. A.E.H., pp. 125 - 140.

- KLOTZ Gérard (ed.), 1985
  Ordre, nature, propriété.
  Lyon, Presses Univ. de Lyon ; Analyse, Épistémologie, Histoire économique, 290 pp.

- KLOTZ Gérard & LARRÈRE Catherine (ed^{s}.), 1994
  « Économie et politique »,
  Numéro spécial de la revue *XVIII^{ème} Siècle* (n° 26), Paris, P.U.F., 701 pp.

- KLOTZ Gérard, 1994
  « Figures dela pensée quantitative en France »,
  in : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIII^{ème} Siècle,* pp. 51 - 68.

- KLOTZ Gérard (éd.), 1995
  Politique et économie au temps des Lumières,
  Société Française d'Études du XVIII^{ème} Siècle,
  Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 276 pp.

- KNIES Karl, 1892
  Carl Friedrichs von Baden brieflicher Verkher mit Mirabeau und Du Pont[29],
  (La correspondance entre Carl Friedrich von Baden, Mirabeau et Du Pont)
  Heidelberg, Carl Winters Universitätsbuchhandlung, 2 volumes.

- KOEN V., 1984
  « Du dilletantisme au professeur : le cas des économistes français, 1758 - 1910 »
  Revue Internationale des Sciences Sociales, vol. 36 (101), pp. 583 - 591.

[29] Introduction et notes de Knies en allemand, textes originaux en français.

- KOVALEWSKI Maxime, 1909
  La France économique et sociale à la veille de la Révolution. Tome 1 : Les campagnes.
  Paris, Giard & Brière, 392 pp.

- KOYRÉ Alexandre, 1948
  « Condorcet »,
  Journal of the History of Ideas, Vol. 9, n° 2, pp. 131-152.

- KRAUS Alexandra, 1928
  Die Einflüsse der physiokratischen Bewegung in Literatur und Gesetzgebung und ihre praktische Auswirkung in der Landwirtschaft der Schweiz.
  Vienne, G. Davis & C°, 11 pp.

- KRAUSS Werner, 1971
  « Le jeu des chiffres et la naissance de la méthode statistique au 18° siècle »,
  Beiträge zur Romanischen Philologie, Vol. 10, n° 2, pp. 245-252.

- KRIERSER Hannes, 1986
  « La Révolution française et la "Féodalité" : Bilan du thème de l'"abolition" dans l'historiographie française (1815-1914) »,
  Annales Historiques de la Révolution Française, n° 3 (265), pp. 248-267.

- KUBOTA Akiteru, 1958
  « The development of the schema of economic circular in the *Tableau Économique* »,
  Keizai Kenkyu (Revue Économique), Hitotsubashi University, Tokyo,
  Résumé en anglais de l'article original en japonais, Vol. 9, n° 4, Oct.,
  N° Spécial « Tableau Économique », p. 385.

- KUBOTA Akiteru, 1960
  « Essai sur les perturbations du système d'équilibre dans le *Tableau Économique* de François Quesnay » [en français], *in* : *Essais sur François Quesnay*
  The Science Council of Japan, Economic Series, n° 24, Tokyo, Mars 1960, pp. 1-25.

- KUBOTA Akiteru, 1960
  « Fondement philosophique de la théorie économique de François Quesnay » [en français],
  in : *Essais sur François Quesnay, ibidem*, pp. 26-62.

- KUBOTA Akiteru, 1964
  « Concept of class in Quesnay's Tableau Économique »,
  Waseda Economic Papers, N° 9, pp. 1-14 [en anglais].

- KUCZINSKI Marguerite & MEEK Ronald (ed ^{s}), 1972
  Quesnay's Tableau Économique,
  Royal Economic Society, American Economic Association, London, Mac Millan.

- KUCZYNSKI Marguerite, 1965
  « Tableau économique » von François Quesnay (3.Ausgabe 1759),
  Berlin, Akademie Verlag.

- KUCZYNSKI Marguerite, 1971-1976
François Quesnay, ökonomische Schriften,
Tome 1 : 832 pp., 1971 ; Tome 2 : 812 pp., 1976 (4 demi-volumes), Berlin, Akademie Verlag.

- KUCZYNSKI Marguerite, 1982
« *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses.* Some aspects and episodes concerning their curriculum vitae »,
Keizai Kenkyu, Vol. 33, n° 2 (spécial Turgot), April, pp. 97-108.

- LABRIOLA Arturo, 1897
Le dottrine economiche di F. Quesnay (Saggio). Naples, E. Croce, 199 pp.

- LABROUQUÈRE André, 1927
Les idées coloniales des physiocrates (documents inédits) : thèse pour le doctorat
Paris, P.U.F., 203 pp.

- LABROUSSE Ernest, (1984)
Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle,
Paris, éditions des Archives Contemporaines, 1984, 724 p. (première édition : 1933).

- LABROUSSE Ernest, (1990)
La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution
(Préface de J.C. Perrot), Paris, P.U.F., col. « Dito », 1990, 664 pp. (première édition : 1944).

- LACROIX Fernand, 1907
Les économistes dans les assemblées politiques au temps de la Révolution, Paris.

- LACROIX Antoine, 1969
Actualité du physiocrate François Quesnay,
Moulins, éditions des Cahiers Bourbonnais.

- LANCRY Pierre-Jean, 1982
« La conception du salaire chez Turgot », *in* : Bordes & Morange (ed^s).

- LANDAUER Carl, 1915
Die Theorien der Merkantilisten und Physiokraten über die ökonomische Bedeutung des Luxus. Münich, Steinebach, 140 pp.

- LANDI P. S., 1990
« Editoria, potere, opinione pubblica in Toscana nell'età delle riforme. Il caso senese »,
Ricerche Storiche, XX, n° 2-3, pp. 295-338.

- LANDRY Adolphe, 1909
« Les idées de Quesnay sur la population »,
Revue d'Histoire des Doctrines Économiques et Sociales, Vol. 2, N° 1, pp. 41-87.

- LANDRY Adolphe, 1914
« Une théorie négligée de l'influence de la direction de la demande sur la productivité du travail, les salaires et la population »,
Revue d'Économie Politique, Vol. 24, pp. 314-323 et 747-757.

- LARRÈRE Catherine, 1992
  L'invention de l'économie au XVIIIème siècle. Du droit naturel à la Physiocratie,
  Paris, P.U.F., « Léviathan », 1992, 325 pp.

- LARRÈRE Catherine, 1994
  « Malebranche revisité : l'économie naturelle des physiocrates »,
  in : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIII*^{ème} *Siècle,* pp. 117 - 138.

- LA SERVE Pierre de, 1911
  Mably et les physiocrates.
  Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie, 163 pp.

- LASPEYRES Ernst, 1864
  Article « Quesnay, Turgot und die Physiokraten »
  in : *Deutsches Staatswörterbuch*, J. - C. Blüntschli & K. Brater,
  Stuttgart & Leipzig, Expedition des Staatswörterbuch.

- LAVAL-REVIGLIO Marie-Claude, 1987
  « Les conceptions politiques des physiocrates »,
  Revue Française de Science Politique, N°2, pp. 181 sq.

- LEFEBVRE Georges, 1932
  Questions agraires au temps de la Terreur,
  Nouvelle éd. (1989) : Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Paris.

- LEFEBVRE Georges, 1954
  Études sur la Révolution Française, Paris, P.U.F.

- LEIGH Ralf Alexander, 1986
  « Rousseau and the scottish Enlightenment »,
  Contributions to political economy, Vol. 5, March, pp. 1-21.

- LEMAY Edna Hindie, 1980
  « Physiocratie et renouveau à l'assemblée constituante (1789-1791) »,
  T.I.C.E., 6° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 285-287.

- LEONTIEF Wassily, 1958
  La structure de l'économie américaine, Ed. Génin, (1ère ed. Angl. : 1941, 2ème ed. : 1950).

- LEONTIEF Wassily, 1966
  Essays in economics, New York / Oxford, O.U.P.

- LEONTIEF Wassily 1985
  « George Orwell versus Thomas Hobbes »,
  in : *Festschrift für H. C. Recktenwald*, Stuttgart - New York, pp. 75-76.

- LEROY-LADURIE Emmanuel, 1974
  « Révoltes et contestations rurales en France de 1675 à 1788 »,
  Annales E.S.C.,Vol. 1, Jan.-Fev., pp. 6-22.

- LEROY-LADURIE Emmanuel, 1975
  « De la crise ultime à la vraie croissance (1690-1789) »,
  in : Histoire de la France rurale, G. Duby & A.Wallon (ed ^{s}), Tome 2,
  Paris, éd. du Seuil.

- LETWIN William, 1963
  The origins of scientific economics. English economic thought 1660-1776, London, Methuen.

- LEVAN-LEMESLE Lucette, 1980
  « La promotion de l'économie politique en France au 19ème siècle jusqu'à son introduction dans les facultés (1815-1881) », *R.H. M. C.*, Vol. 27, Avril-Juin, pp. 270-294.

- LEXIS Wilhelm, 1910
  Article « Physiokratisches System »
  in : Handwörterbuch der Staatswissenschaften, édité sous la direction de : J. Conrad, L. Elster, W. Lexis, & E. Löning, Iéna, G. Fischer, tome VI, pp. 1038 - 1042.

- LIEBEL-WECKOWICZ Helen 1980
  « The physiocrat tax reform of Joseph II : the challenge of modernisation in the Habsbourg empire », *T.I.C.E.*, 6° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 287-289.

- LIGGIO Leonard R., 1985
  « Richard Cantillon and the French Economists : Distinctive French Contribution to J.B. Say », *Journal of Libertarian Studies*, vol. 7, n° 2, Summer, pp. 295 - 304.

- LIGGIO Leonard R., 1989-1990
  « Evolution of French Liberal Thought from the 1760's to the 1840's »,
  Journal des Économistes et des Études Humaines, 1989 - 1990, vol. 1, n° 1, pp. 101 - 148.

- LINDNER Fritz, 1906
  Charles de Butré : ein französischer Physiokrat des 18. Jahrhundert an einem deutschen Fürstenhofe : ein Beitrag zur Geschichte der Physiokratie.

- LLOMBART Vicent, 1976
  « Ley agraria y sociedades de agricultura : la idea de Campomanes »,
  Informacion comercial Española.

- LLOMBART Vicent, 1990
  « Campomanes, el economista de Carlos III »,
  Papeles de Trabajo, Universidad de Valencia.

- LLOMBART Vicent, 1992
  Campomanes, economista y político de Carlos III, Madrid, Alianza Editorial.

- LLUCH Ernest, 1984
  Acaecimientos de Manuel Belgrano, fisiocrata, y su traducción de las "Máximas Generales del Gobierno Económico de un Reyno Agricultor" de François Quesnay,
  Madrid, ICI.

- LLUCH Ernest, SANDELS M., 1985
  « Una traducción castellana de un fisiócrata sueco »,
  Trienio.

- LOMÉNIE Louis de, 1879
  Les Mirabeau,
  Paris, E. Dentu éditeur (2ème édition, en 5 volumes, éditée entre 1889 et 1892).

- LONGHITANO Gino, 1993
  Ricchezze, valori, società. La « nuova scienza » e i modelli sociali nella Francia del secondo Settecento, Vicenza, Nerri Pozza Editore, 205 pp.

- LORIN Félix, 1900
  « François Quesnay », Versailles, *Mémoires et documents publiés par la société archéologique de Rambouillet*, tome 14, pp. 61-237.

- LORION André, 1918
  Les théories politiques des premiers Physiocrates.

- LOWRY Todd, 1974
  « The archeology of the circulation concept in the economic theory »,
  Journal of the History of Ideas, Vol. 35, N° 3, Juil.-Sept., pp. 429-444

- LUCAS Colin (ed.), 1988
  The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture, Vol. 2 - The Political Culture of the French Revolution, Oxford / New-York, Pergamon Press,

- LUTFALLA Georges 1944
  « Tableaux économiques et ensembles cinétique »
  Chapitre II du *Cours à l'E.N.O.E.S.* Paris, éditions de l'E.N.O.E.S. (Multigr.).

- LUTFALLA Michel, 1962
  « La Chine vue par quelques économistes du 18ème siècle »,
  Population, Vol. 17, n° 2, Avril-Juin, pp. 289-296.

- LUTFALLA Michel, 1964
  L'état stationnaire, Paris, éd. Gauthier-Villars.

- LUTFALLA Michel (ed.), 1969
  Tableau économique des Physiocrates, Paris, Calmann-Levy.

- LUTFALLA Michel, 1981
  Aux origines de la pensée économique. Prodromes, épigones et périparadigmatiques.
  Paris, éditions Economica, 168 pp.

- LÜTHY Herbert, 1959
  « Quesnay und die Idee der Volkswirtschaft »,
  Zürich, *Kultur- und Staatswissenschaftliche Schriften der eidgenössichen technischen Hochschule*, N° 106.

- LÜTHY Herbert, 1961
  La banque protestante en France de la révocation de l'Édit de Nantes à la Révolution,
  Paris, éditions S.E.V.P.E.N.

- LÜTHY Herbert, 1962
  « François Quesnay et la société économique »,
  Preuves (Février 1962), Article repris dans l'ouvrage de LÜTHY : *Le passé présent*, éditions du Rocher, Monaco, 1965.

- LUXEMBURG Rosa, 1972
  L'accumulation du capital, in : *Œuvres*, Tomes 3 et 4,
  Paris, éd. Maspéro (petite collection).

- MAC LAIN James, 1977
  The economic writing of Dupont de Nemours[30],
  Newark, The University of Delaware Press.

- Mc MAMARA C.B., 1981
  French books and manuscripts 1700-1830.
  Descriptions of collections in Cornell University Library.
  Ithaca - New York, Cornell University Library, 35 pp.

- MAFFEY Aldo, 1973
  « Un plagio di François Quesnay : Il "Despotisme de la Chine" »,
  Il Pensiero politico, Vol. 6, N° 1, pp. 37-56.

- MAFFEY Aldo, 1976
  « Il pensiero politico della fisocrazia », *in* : *Storia delle idee politiche, economiche e sociali,*
  L. Firpo (ed.), Turin, vol. IV, n° 2, pp. 491-530.

- MAGNUSSON Lars, 1992
  « Economics and the Public Interest : The Emergence of Economics as an Economic Subject during the 18th Century »,
  Scandinavian Journal of Economics, Supplement 1992, vol. 94, pp. 249 - 257.

- MARGAIRAZ Dominique, 1986
  « La formation du réseau des foires et des marchés : stratégies, pratiques et idéologies »,
  Annales E.S.C., Nov. - Déc. , n° 6, pp. 1215 - 1242.

- MARGAIRAZ Dominique, 1988
  Foires et marchés dans la France préindustrielle,
  Paris, éditions de l'E.H.E.S.S., « Recherches d'histoire et de sciences sociales », 275 pp.

- MARION Marcel, 1910
  Les impôts directs dans l'Ancien Régime, principalement au XVIII^e siècle,
  Paris, éd. Cornély, 434 pp.

[30] V. aussi le compte-rendu de Samuels, *J.E.L.*, Sept. 1978, p. 1022.

- MARION Marcel, 1923
  Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^ème et XIII^ème siècles,
  Paris, éditions Picard.

- MARTIN SAINT-LÉON Étienne, 1941
  Histoire des corporations de métiers, Paris, P.U.F., 4^ème édition, 576 pp.

- MARKOVITS F., 1986
  L'ordre des échanges. Philosophie de l'économie et économie du discours au XVIII^e siècle en France. Paris, P.U.F., « Philosophie d'aujourd'hui », 320 pp.

- MAITAL Shlomo, 1972
  « The "Tableau Économique" as a simple Leontief model : an amendment »,
  Quarterly Journal of Economics, Vol. 86, n° 3, August, pp. 504-507.

- MARX Karl, 1905
  « Caractère général du système des physiocrates »,
  Traduction d'un extrait du Livre I des *Theorien über Mehrwert* (*Théories sur la plus-value*)
  par Bracke, *in* : *Le Mouvement Socialiste*, 15 Janvier, pp.88 sq.

- MARX Karl, 1861-1863
  Théories sur la plus-value (Livre IV du « Capital »), Paris, éditions Sociales (1974).

- MARX Karl, 1867
  Le Capital, Paris, éditions Sociales (1971).

- MASSON Bernard, 1984
  « Circuit et circulation chez Quesnay », *Cahiers d'économie politique*, N° 9, pp. 19-38.

- MASSON Bernard, 1984
  « La notion de production en relation avec la constitution de classes chez François Quesnay »,
  OEconomia, Série PE, N° 1, pp. 161-174.

- MATHIEZ Albert, 1936
  « Les doctrines politiques des physiocrates »,
  Annales Historiques de la Révolution Française, Vol. 13, Mai-Juin, pp. 193-203.

- MAUZI Robert, 1960
  L'idée de bonheur au XVIII^e siècle, Paris, édition A. Colin, 725 pp.

- MAY Louis-Philippe, 1950
  « Descartes et les physiocrates »,
  Revue de Synthèse, Vol. 28, Juil.-Dec., pp. 7 - 26 (suivi d'une discussion pp. 26 sq.).

- MAY Louis-Philippe, 1975
  Mercier de la Rivière, aux origines de la pensée économique[31],
  Paris, éditions du C.N.R.S., 178 pp.

---

[31] La suite de cet ouvrage est constituée par l'édition réalisée par L.-Ph. May des *Mémoires et textes inédits sur le gouvernement économique des Antilles* de Le Mercier de la Rivière (v. supra : sources primaires)

- MEEK Ronald Lindley, 1951 a
  « Physiocracy and the early theories of under-consumption », *Economica*, Vol. 18, May.

- MEEK Ronald, 1951 b
  « Physiocracy and classicism in Britain », *The Economic Journal*, Vol. 61.

- MEEK Ronald, 1956
  Studies in the Labour Theory of Value, London, Lawrence & Wishart (2nde éd. 1973).

- MEEK Ronald, 1959
  « The physiocratic concept of profit », *Economica*, Vol. 26, Feb., pp. 39-53.

- MEEK Ronald, 1960
  « The interpretation of the *Tableau Économique* », *Economica*, Vol. 27, Nov.

- MEEK Ronald, 1962
  The economics of physiocracy, essays and translations,
  London, Allen & Unwin (Autre edition : Harvard U. P. 1963).

- MEEK Ronald, 1968
  « Ideas,events and environment : the case of the french physiocrats »,
  in : Events, ideology and economic theory ; R.Eagly (ed.), Detroit, Wayne State U. P.

- MEEK Ronald, 1971
  « Smith, Turgot and the "Four Stages" theory »,
  History of Political Economy, Vol. 3, n° 1, Spring, pp. 9-27.

- MEEK Ronald & KUCZYNSKI Marguerite, 1972
  Quesnay's Tableau Économique,
  Royal Economic Society & American Economic Association,
  London, Mac Milan.

- MEEK Ronald, 1973
  Precursors of Adam Smith, readings in economic history and theory, London, Dent.

- MEEK Ronald, 1976
  Social science and the Ignoble Savage, Cambridge, Cambridge University Press, 250 pp.

- MERCIER Christian, 1978
  « La classe stérile chez les physiocrates », *Cahier A.E.H.*, N° 14-15, Avril, pp. 1-159.

- MEUVRET Jean, 1955
  « Comment les français voyaient l'impôt au 17ème siècle »,
  Dix-septième siècle, Nos 25-26.

- MEUVRET Jean, 1977
  Le problème des subsistances à l'époque Louis XIV.
  (La production des céréales dans la France du XVIIème et du XVIIIème siècle).
  Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales ; Paris /La Haye, Mouton (2 tomes).

- MEYER Jean, 1981
  Les capitalismes, Paris, P.U.F.

- MEYSSONIER Simone, 1989
  La balance et l'horloge. La genèse de la pensée libérale en France au XVIII^{ème} *siècle,*
  Paris, Les éditions de la Passion.

- MEYSSONIER Simone, 1990
  « Vincent de Gournay (1712-1759) et la "Balance des Hommes" »,
  Population, n° l, pp. 87 - 112.

- MINERBI Marco, 1980
  « Liberta economica, prezzo e profitto nell'analisi fisiocratica »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 829-834.

- MINZES Boris, 1893
  « Une question sociale et économique encore non résolue dans l'histoire de la grande Révolution Française », *Revue d'économie Politique*, Vol. 7, N° 1, pp. 208-243.

- MIRRI Mario, 1960
  « Per una ricerca sui rapporti fra economisti e riformatori Toscani. L'abate Niccoli a Parigi »,
  Annali dell'Istituto Feltrinelli, Milan, 1959, pp. 55-115.

- MIRRI Mario, 1972
  La lotta politica in Toscana intorno alle riforme annonarie (1764-1775), Pise, Pacini.

- MIRRI Mario, 1980 a
  « Analisi della realta ed elaborazione teorica nei fisiocratici »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, p. 828.

- MIRRI Mario, 1980 b
  « La fisiocrazia in Toscana : un tema da riprendere »,
  in : Studi di storia medievale e moderna per Ernesto Sestan, Florence, pp. 703-760.

- MIRRI Mario, 1990
  « Riflessioni su Toscana e Francia, riforme e rivoluzione »,
  Annuario dell'Accademia Etrusca di Cortona, XXIV, Cortona, Calosci, pp. 117-233.

- MIZUTA Hiroshi, 1980
  « Two Adams in the scottish Enlightenment : Adam Smith and Adam Ferguson on progress »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 812-819.

- MOES Nicole, 1962
  « Y a-t-il une théorie de la croissance économique chez François Quesnay ? »,
  Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 40, N° 3.

- MOLINIER Jean, 1958
  Les métamorphoses d'une théorie économique. Le revenu national chez Boisguilbert, Quesnay et Jean-Baptiste Say, Paris, A. Colin.

- MORHILAT Claude, 1988
  La prise de conscience du capitalisme, Paris, Klincksieck, Collection « Méridiens », 218 pp.

- MORIDE Pierre, 1908
  Le produit net des physiocrates et la plus-value de Karl Marx,
  Paris, éditions Rousseau (Thèse de Droit).

- MORINEAU Michel, 1984
  « Malthus au village »,
  in : *Malthus hier et aujourd'hui* ; A. Fauve-Chamoux (éd.), Paris, éd. du CNRS, pp. 221-231.

- MORINEAU Michel, 1971
  Les faux-semblants d'un démarrage économique : agriculture et démographie en France au XVIII^{ème} siècle, Paris, Librairie A. Colin, Cahiers des Annales n° 30.

- MORNET Daniel, 1954
  Les origines intellectuelles de la Révolution française (1715 - 1787),
  Paris, Librairie A. Colin, 5ème édition, 552 pp.

- MOURANT John Arthur, 1943
  The physiocratic conception of natural law,
  Chicago, [cote B.N.F. : 8° F. 44601] 172 pp.

- MOURANT John Arthur, 1949
  « Mr. Neill and Physiocracy », *Journal of the History of Ideas*, Vol. 10, Jan., pp. 130-134.

- MÜLLER A.L., 1974
  « The physiocratic theory of value »,
  South African Journal of Economics, V. 42, n°3, pp. 312-324.

- MÜLLER A.L., 1978
  « Quesnay's theorie of growth : a comment »,
  Oxford Economic Papers, Vol. 30, N° 1, March, pp. 150 - 158 (Discussion de Eltis, 1975).

- MULLIEZ Jacques, 1979
  « Du blé "mal nécessaire", réflexions sur les progrès de l'agriculture »,
  Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Vol. 26, janvier-mars.

- MURPHY Antoin E., 1986
  « Le développement des idées économiques en France (1750-1756) »,
  Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Vol. 33, Oct.-Dec., pp. 521 - 541

- MURPHY Antoin E., 1986
  Richard Cantillon, Entrepreneur and Economist,
  Oxford / New-York, Oxford University Press, 336 pp.

- MURPHY Antoin E., 1987
  « Richard Cantillon and John Law »,
  OEconomia, N° 7, Mars, Cahiers de l'ISMEA (serie PE, tome 21, N° 3), pp. 3-37.

- MYDLARSKI Henri, 1980
  « Vauvenargues, ou le moraliste devant la nécessité d'une économie politique »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 819-827.

- NAGELS Jacques, 1970
  Génèse, contenu et prolongements de la notion de reproduction du capital,
  Bruxelles, U.L.B., Institut Solvay.

- NAGELS Jacques, 1975
  « La politique des "bons prix" des physiocrates »,
  Études sur le 18ème Siècle, Bruxelles, Vol. 2, pp. 193-218.

- NAGELS Jacques, 1978
  « Quelques éléments économiques d'une stratégie de développement chez les physiocrates »,
  Études sur le 18ème Siècle, Vol. 5, pp. 199-218.

- NAGELS Jacques, 1980
  « Objectifs et instruments de la politique économique et sociale de la physiocratie »,
  T.I.C.E., 6° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 289-292.

- NAMER Gérard, 1968
  « Mirabeau et Rousseau. Réflexions sur un texte inédit »,
  in : Actes du Colloque : *Les Mirabeau et leur temps*, pp. 67 - 70.

- NAPOLEONI Claudio, 1970
  « I fisiocratici »,
  in : *Smith, Ricardo, Marx,* Torino, Boringhieri, Repris *in* : CANDELLA & PALAZZI 1979.

- NEILL Thomas-Patrick, 1948
  « Quesnay and physiocracy », *Journal of the History of Ideas*, Vol. 9, April, pp. 153-173.

- NEILL Thomas-Patrick 1949
  « The physiocrats' concept of economics », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 63.

- NEMTCHINOV V.S., 1966
  « Le *Tableau Économique* de F. Quesnay »,
  Cahiers de l'ISEA, N° 173, série G (23), mai, pp. 11-37.

- NEVEUX Hugues, 1997
  Les révoltes paysannes en Europe (XIVe - XVIIe siècle),
  Préface de Jean-Claude Perrot, Paris, A. Michel, col. « l'évolution de l'humanité », 332 pp.

- NYS Jean-François, 1982
  « Le commerce et l'industrie chez Turgot : mercantilisme ou physiocratie ? »,
  in : Bordes & Morange (ed s).

- OLIVIER-MARTIN Fr., 1938
  L'organisation corporative de la France d'ancien régime,
  Paris, édition Sirey, 565 pp.

- ONCKEN August, 1893 a
  « Ludwig XVI. und das physiocratsche System »,
  Zeitschrift für Litteratur und Geschichte der Staatswissenschaften, Jan., pp. 26-53.

- ONCKEN August, 1893 b
  Article « Quesnay (François) »
  in : *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, édité sous la direction de : J. Conrad, L. Elster, W. Lexis, & E. Löning ; Iéna, G. Fischer, tome VI, pp. 1270 - 1277.

- ONCKEN August, 1902
  Geschichte der Nationalöconomie, Première Partie (seule parue) : « die Zeit vor Adam Smith », Leipzig, Hirschfeld (*Reprint* : Sciencia Verlag, 1971).

- OPALEK Kazimierz, 1958
  « Les physiocrates et leur rôle dans le renouveau culturel au siècle des Lumières »,
  In : *Utopie et institutions au 18° siècle*, Francastel (ed.), éd.Mouton, pp. 169-189.

- OVERBEEK J., 1975
  « Mercantilism, physiocracy and population theory »,
  Economia Internazionale, Vol. 28, N° 1-2, Feb.-Maggio, pp. 129-135,
  (Paru également *in* : *South African Journal of Economic* 1973).

- OZOUF Mona, 1987
  « L'opinion publique »,
  in : The Political Culture of the Old Regime, Baker K. M. (ed.), pp. 419 - 434.

- PALAZZI Maura & CANDELA Guido (ed,[s]), 1979
  Dibattito sulla fisiocrazia, Florence, La Nuova Italia.

- PALGRAVE Robert Harry Inglis, 1894
  Dictionary of political economy,
  London, Mac Millan.

- PARENT M., 1986
  Vauban, un encyclopédiste avant la lettre,
  Paris, Berger-Levrault, 1986, 224 pp.

- PASINETTI Luigi, 1985
  Leçons sur la théorie de la production,
  Paris, ed. Dunod (ed. ital. 1975, ed. anglaise 1977).

- PASKOFF Benjamin, 1983
  Linguet. Eighteenth Century Intellectual Heretic of France,
  Smithtown, Exposition Press, 124 pp.

- PASQUINO Pasquale, 1987
  « Emmanuel Sieyes, Benjamin Constant et le "gouvernement des modernes" »,
  Revue française de science politique, Vol. 37, N° 2, Avril, pp. 214-229.

- PASSY Hypollite, 1847
  « De l'école des physiocrates »,
  Journal des Économistes, Vol. 17, N° 67, Juin, pp. 229-243.

- PATRICK Alison, 1988
  « French Revolutionary Local Governement, 1789-1792 »
  in : The Political Culture of the French Revolution, Lucas C. (ed.), pp. 399-420.

- PELED Y, 1980
  « Rousseau's Inhibited Radicalism : an Analysis of his Political Thought in Light of his Economic Ideas », *American Political Science Review*, December, 74 (4), pp. 1034-1045.

- PELLETIER Antoine, 1975
  « Le despotisme éclairé en France au 18ème siècle : une utopie bourgeoise ? »,
  La Pensée, N° 179, Fev., pp. 82-98.

- PERMEZEL Paul, 1907
  Les idées des physiocrates en matiere de commerce international. Lyon, J. Poncet, 249 pp.

- PERON Michel, 1991
  « Théories prérévolutionnaires de l'impôt : Mirabeau, les Encyclopédistes et Adam Smith »,
  in : État, finances et économie pendant la Révolution française, Comité pour l'Histoire Économique et Financière de la France, *op. cit.*, pp. 53 - 65.

- PERROT Jean-Claude, 1974
  Genèse d'une ville moyenne, Caen au XVIIIème siècle,
  Lille, Service de reproduction des Thèses (Thèse U. Paris I), 2 tomes.

- PERROT Jean-Claude, 1978
  « La comptabilité des entreprises agricoles dans l'économie physiocratique »,
  Annales E.S.C., Volume 33, N° 3, Avril-Juin, pp. 559-579.
  Repris dans : *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, Paris, 1992, pp. 217-236.

- PERROT Jean-Claude, 1980
  « Le premier dictionnaire d'économie politique en langue française »,
  T.I.C.E., 5° Congress, ed. : The Voltaire Foundation, Oxford, pp. 834-835

- PERROT Jean-Claude, 1981
  « Les dictionnaires de commerce au 18ème siècle »,
  Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Vol. 28, Janvier-Mars, pp. 36-67.

- PERROT Jean-Claude, 1983
  « Premiers aspects de l'équilibre dans la pensée économique française »,
  Annales E.S.C., Vol. 38, n° 5, Sept.-Oct.

- PERROT Jean-Claude, 1984
  « Les publications françaises d'économie politique (17ème-18 ème siècle) »,
  Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, Vol. 84, 16 ème série, n° 25, pp. 21-26.

- PERROT Jean-Claude, 1984 a
« La main invisible et le dieu caché »,
in : *Différences, valeurs, hiérarchie ; textes offerts à Louis Dumont,* éd. de l'E.H.E.S.S.

- PERROT Jean-Claude, 1984 b
« Nouveautés ; l'économie politique et ses livres »,
in : *Histoire de l'édition française* sous la direction de Henri-Jean Martin et Roger Chartier, Paris, Promodis, 1984, tome 2, pp. 240 - 257.

- PERROT Jean-Claude, 1988
« L'économie politique en France aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles. Vocabulaire, contenu, postulats »,
R. Européenne des Sciences Sociales. Cahiers Vilfredo Pareto, XXVI, 82, 1988, pp. 45-56.

- PERROT Jean-Claude, 1988
« Condorcet : de l'économie politique aux sciences de la société »,
Revue de synthèse, tome CIX, N°1, pp.

- PERROT Jean-Claude, 1988
« Les économistes, les philosophes et la population »,
in : *Histoire de la population française*, *Tome II : De la Renaissance à 1789*, pp. 199 sq.
Paris, P.U.F.

- PERROT Jean-Claude, 1988
Présentation de : *de la richesse territoriale du royaume de France* de Lavoisier,
Paris, éditions du Comité des Travaux historiques et Scientifiques (Ministère de l'Éducation Nationale), pp. 5-109.

- PERROT Jean-Claude, , 1992
Une histoire intellectuelle de l'économie politique, XVII^{ème} XVIII^{ème} siècle,
Paris, éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 496 pp.

- PERROTA C., 1988
Produzione e lavoro produttivo. Nel mercantilismo e nell'illuminismo,
Universita degli Studi di Lecce. Publicationi del Dipartimento di Studi Storici dal Medioevo all'Eta Contemporanea Series, n° 5. Galatina, Congedo Editore, 212 pp.

- PERROUX François, 1965
La pensée économique de Joseph Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme, Genève, Droz.

- PERVINQUIÈRE Louis, 1906
Contribution à l'étude de la notion de productivité dans la physiocratie,
Paris, A. Rousseau, 152 pp.

- PETER Hans, 1943
Strukturlehre des Wirtschaftskreislaufes, Berlin, Arbeitswissenschaftlicher Verlag, 174 pp.

- PETER Hans, 1953
« Zur Geschichte, Theorie und Anwendung der Kreislaufbetrachtung »,
Schweizerisches Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Vol. 89, pp. 1-24 & 160-170.

- PETERSEN Susanne, 1989
« Die Wurzeln des revolutionären Dirigismus »,
in : *Französische Revolution und Politische Ökonomie,* Barzen (ed.), 1989, *op. cit.*, pp. 51-74.

- PEYRONNET Jean-Claude, 1982
« Le libéralisme à l'épreuve de la crise de 1770 », *in* : Bordes & Morange (ed ^{s}).

- PHILLIPS Almarin, 1955
« The *Tableau Économique* as a simple Leontief model »,
Quarterly Journal of Economics, Vol. 69, N° 1, Feb., pp. 137 - 144.

- PIATKOWSKI Wieslaw, 1982
« Traité de J.C.L. Simonde de Sismondi sur les idées économiques des physiocrates et d'Adam Smith », *Économies et Sociétés*, Tome 18, N° 6-7, Série HS, pp. 641-665.

- PINNAULT Madeleine, 1993
L'Encyclopédie,
Paris, P.U.F. , col. « Que sais-je ? ».

- PITTALUGA Maria G., 1992
Du profit personnel aux vertus sociales. Contribution à une histoire du lexique économique, social et politique, Gènes, Facolta di Economia e commercio dell'universita di Genova, Istituto di lingue estere, 160 pp. (en français).

- PIWNICA E, 1993
« Les résistances à l'introduction du libéralisme en France : le témoignage des mémoires des corporations en 1776 »,
Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 40 (l), Janvier - Mars, pp. 30 - 48.

- PLENGE Johan, 1926
« Zum *Tableau Économique* »,
Weltwirtschaftliches Archiv, Iéna, Vol. 24, Heft 1, pp. 109-129.

- POPESCU Oreste, 1997
Studies in the History of Latin American Economic Thought,
Londres & New-York, Routledge, 319 pp.

- POPKIN Jeremy, 1987
« The Prerevolutionnary Origins of Political Journalism »,
in : The Political Culture of the Old Regime, Baker K. M. (ed.), pp. 203-224.

- PORCHNEV Boris, 1963
Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648,
Édition française, Paris, SEVPEN, 1963, rééd. Flammarion, col. « Champs », 1972, 442 pp.

- PORTA Pier Luigi, 1987
« Ferdinando Galiani on population and economic growth »,
OEconomia, N°7 [Cahiers de l'I.S.M.E.A., t. 21, N°3] Mars, pp. 40-52.

- POULON Frederic, 1982
  Macro-économie approfondie,
  Paris, éditions Cujas.

- PRENDERGAST R., 1991
  « Cantillon and the emergence of the theory of profit »,
  History of Political Economy, Fall, 23 (3), pp. 419-429.

- PRESSMAN Steven, 1994
  Quesnay's Tableau Économique. *A Critique and Reassessment,*
  Fairfield (N.J.), Augustus M. Kelley, 192 pp.

- PRIBRAM Karl, (1983)
  A History of Economic Reasoning,
  Baltimore and London, Johns Hopkins University Press, 764 pp.

- PRIDDAT B. P., 1985
  « Bibliographie des physiokratischen Debatte in Deutschland, 1759-1799 »,
  Das Achtzehnte Jahrhundert, Vol. IX, Heft 2, pp. 128-149.

- PRIDDAT B. P., 1987
  « Ergänzungen und Korrekturen zur Bibliographie des physiokratischen Debatte in Deutschland, 1759-1799 », *Das Achtzehnte Jahrhundert*, Vol. XI, Heft 1, pp. 62-64.

- RAPAPORT Mordché Wolf, 1908
  Chr. W. Dohm : der Gegner der Physiokratie und seine Thesen.
  Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht, 143 pp.

- RAVIX Joël, 1982
  « Le concept de produit net dans les analyses économiques de Turgot »,
  in : Bordes & Morange (éd[s]).

- RAYNAUD Bartholomé, 1905
  « Les discussions sur l'ordre naturel au 18[ème] siècle »,
  Revue d'Économie Politique, Vol. 19, pp. 231-248 et 354-373.

- RECKTENWALD Horst Claus (ed.), 1965
  Lebensbilder groβer Nationalökonomen[32], Köln – Berlin.

- RECKTENWALD Horst Claus, 1987
  Article : « Cameralism », *New Palgrave Dictionary*, London

- RECKTENWALD Horst Claus, 1987
  « Quesnays Gesamtwerk, eine wissenschaftstheoretische Sicht »,
  in : Über François Quesnays « Physiocratie », vademecum zu einem frühen klassiker,
  Düsseldorf, Verlagsgruppe Handelsblatt, pp. 27-43.

[32] Articles de J. Hecht ; J.J. Spengler ; W.Leontief, F. Hayek

- REDLICH F. & CARPENTER K. (1973),
« Research possibilities in the History of Political Economy trough a bibliography of translations », *History of Political Economy.*

- REEDER J., 1973
« Bibliografia de traducciones al castellano y catalán durante el siglo XVIII, de obras de pensamiento económico », *Moneda y Credito.*

- REEDER J., 1974
« Traducciones y traductores », *Moneda y Credito.*

- REMOND André, 1957
« Trois bilans de l'économie française au temps des théories physiocratiques »,
Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 35, pp. 416-456.

- RÉTAT Pierre, 1985
« La jouissance physiocratique »,
in : *Ordre, nature, propriété* ; Gérard Klotz (ed.), Lyon, P.U.L., Collection A.E.H.

- RÉTAT Pierre, 1994
« Luxe », *in* : *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIII*^{ème} *Siècle,*, pp. 79 - 88.

- RHIS Charles, 1967
« Les utopistes contre les lumières », *T.I.C.E.*, 2° Congress, ed. : The Voltaire Foundation.

- RICARDO David, 1817 [1993]
Principes de l'économie politique et de l'impôt,
Traductrion : Cécile Soudan (avec la collaboration de B. Delmas, T. Demals, R. Mahieu, H. Philipson, F. Vandevelde), Paris, éditions Flammarion, 1993.

- RICARDO David, 1951-55
The works and correspondance, Piero Sraffa (ed.), Cambridge U.P.

- RICHARDS T., 1983
« Weather, nutrition and the economy : short run fluctuations in births deaths and marriages, France, 1740 - 1909 », *Demography*, May, 20 (2), pp. 197 - 210.

- RIETER Heinz, 1983
« Zur Rezeption der Physiokratischen Kreislaufanalogie in der Wirtschaftswissenschaft »,
Studien zur Entwicklung der ökonomischen Theorie,
Berlin, Schriften des Vereins für Socialpolitik, Neue Folge, Band [vol.] 115 / III, pp. 55 - 99.

- RILEY James C., 1987
« French Finances 1727-1768 », *The Journal of Modern History*, V. 59, n° 2, June, p. 209 *sq.*

- ROBIN Régine, 1974
« Idéologie et bourgeoisie avant 1789 »[33], *in : Aujourd'hui l'histoire*, Antoine Casanova & François Hincker (eds.), Paris, éd. Sociales, pp. 301-331.

[33] Reprend presque intégralement l'article paru sous le même titre dans la revue *Nouvelle Critique*, n° 32 (nouvelle série), mars 1970, pp. 42-53.

- ROBLEDO HERNANDEZ Ricardo, 1993
  Economistas y reformadores españoles : la cuestion agraria (1760-1935),
  Madrid, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentacion, 146 pp.

- ROCHE Daniel & VOVELLE Michel, 1960
  « Bourgeois, rentiers, propriétaires. Éléments pour une définition d'une catégorie sociale à la fin du 18ème siècle », *in* : *Actes du 84ème congrès national des sociétés savantes (Dijon 1959)*, Min. de l'Education Nationale, Comité des travaux historiques et scientifiques, pp. 419-452.

- ROCHE Daniel, 1978
  « Lumières et engagement politique : la coterie d'Holbach dévoilée »,
  Annales E.S.C., Vol. 33, N° 4, Juil.-Août, pp. 720 - 728.

- ROMANI Paul-Marie, 1982
  « Turgot et les critiques de la théorie de la concurrence », *in* : Bordes & Morange (ed s).

- ROOT H. L., 1990 a
  « Politiques frumentaires et violences collectives en Europe au XVIIIe siècle »,
  Annales E.S. C., Jan. - Fév., n° l, pp. 167 - 189.

- ROOT H. L., 1990 b
  « The "Moral Economy" of the Prerevolutionary French Peasants »,
  Science and Society, Fall , 54 (3), pp. 351 - 361.

- ROOT H. L., 1991
  « Privilege and Regulation of the Eighteenth Century French Trades »,
  Journal of European Economic History, Fall, 20 (2), pp. 301 - 348.

- ROSA M., 1983
  « Pauperismo e riforme nel Settecento italiano. Linee di ricerca »,
  in : Brown P., Capitani O., Cardini F., Rosa M., *Povertà e carità dalla Roma tardo-antica al '700 italiano. Quattro lezioni,* Padoue, Francisci editore, pp.93-125.

- ROSANVALLON Pierre, 1987
  « L'utilitarisme français et les ambiguïtés de la culture politique prérévolutionnaire (position du problème) », *in : The Political Culture of the Old Regime*, Baker K. M. (ed.), pp. 435-440.

- ROSANVALLON Pierre, 1988
  Article : « Physiocrates »,
  Dictionnaire critique de la Révolution, F.Furet, M.Ozouf (éds), Paris, P.U.F.

- ROSENTHAL Jean Laurent, 1992
  The fruits of Revolution. Property rights, litigation and French Agriculture 1700-1860.
  Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 216 pp.

- ROSIER Michel, 1987
  « Le modèle de reproduction et d'accumulation d'Adam Smith »,
  Recherches Économiques de Louvain, Vol. 53, n° 2, Juin, pp. 167-190.

- ROSIER Michel, 1988
  « Chronique de la méthode en histoire de la pensée économique : cinq études de cas »,
  OEconomia, N° 9, Mars, pp. 155-166.

- ROSS Ian, 1980
  « The physiocrats and Adam Smith »,
  T.I.C.E., 6° Congress, Oxford, ed. : The Voltaire Foundation, pp. 292-293.

- ROTONDO A., 1980
  Introduzione a C. Amidei, Turin, Giappichelli.

- ROUTH Guy, 1975
  The origin of economic ideas, London, Mac Millan.

- SAINT-AMOUR R., 1991
  « Les fluctuations du prix du blé lors des crises céréalières (1519-1872) »,
  Cahiers d'Économie et Sociologie Rurale, n° 21, pp. 25 - 44.

- SAKATA Taro, 1958
  « On various forms of Quesnay's Tableau Économique »,
  Annals of the Hitotsubashi Academy (Tokyo), Vol. 9, n° 1, pp. 14-56 (en anglais).

- SAKATA Taro, 1958
  « Marx's interpretation of Quesnay's *Tableau Économique* »,
  Keizai Kenkyu (Revue Économique), Hitotsubashi University, Tokyo,
  Vol. 9, N° 4, Oct., N° Spécial « Tableau Économique »,
  Résumé en anglais de l'article original en japonais, pp. 385-386.

- SALLERON Louis, 1941
  La terre et le travail, Paris, Plon, 185 pp.

- SALVATI Michele, 1980
  « François Quesnay, lavoro produttivo e lavoro sterile »,
  Note Economiche (Siena), n° 2, pp. 25-61.

- SAMUELS Warren J., 1961
  « The physiocratic theory of property and state »,
  Quarterly Journal of Economics, Vol. 75, N° 1, Feb., pp. 96-111.

- SAMUELS Warren J., 1962
  « The physiocratic theory of economic policy »,
  Quarterly Journal of Economics, Vol.76, Feb., pp.145-162.

- SAMUELS Warren J., 1969
  « The *Tableau Économique* as a simple Leontief model : a precursor to Phillips »,
  Indian Economic Journal, Vol. 17, n° 1, July-Sept., pp. 113-117

- SAMUELSON Paul, 1982
  « Quesnay's *Tableau Économique* as a theorist would formulate it today »,
  in : *Classical and marxian political economy* ; Bradley & Howard (ed^{s}), London, Mac Millan.

- SARRAILH J., 1957
  La España ilustrada de la segunda mitad del siglo XVIII,
  Mexico, Fondo de Cultura Economica.

- SAUVY Alfred, 1970
  « Historique de la comptabilité nationale », *Économie et Statistiques*, n° 14, pp. 19-32.

- SAUVY Alfred, 1983
  « La stimulation de la demande de Law à Mirabeau »,
  in : Religion, société et politique. Mélanges en Hommage à Jacques Ellul.
  Paris, P.U.F., 1983, pp. 653 - 665.

- SAVATIER René, 1918
  La théorie du commerce chez les physiocrates,

- SAY Léon, 1891
  Turgot, Paris, éditions Hachette.

- SCHELLE Gustave, 1904
  « Quesnay avant d'être économiste »,
  Revue d'économie Politique, Vol. 18, n° 3, pp. 177-212.

- SCHELLE Gustave, 1905
  « Quesnay et le Tableau Économique »,
  Revue d'économie Politique, Vol. 19, n° 4, Dec., pp. 490-521.

- SCHELLE Gustave, 1907
  Le docteur Quesnay, chirurgien, médecin de Madame de Pompadour et de Louis XV, physiocrate, Paris, éditions Alcan, 402 pp.

- SCHELLE Gustave, 1908
  « *Impôts* par Quesnay. Article inédit, avec notes de Turgot »,
  Revue d'Histoire des Doctrines Économiques et Sociales, 1908, N°1, pp. 137-186.

- SCHLOBACH Jochen, 1980
  « Les physiocrates et une tentative de réalisation de leur doctrine en Allemagne (d'après la correspondance de Mirabeau et de Du Pont de Nemours avec le Margrave de Bade) »,
  T.I.C.E., 6° Congress, Oxford, ed. : The Voltaire Foundation, pp. 293-296.

- SCHMIDT Christian, 1983
  « De Charles Gide à Mark Blaug : éléments pour une histoire de l'Histoire de la pensée économique », *Revue d'économie politique*, Nov. Déc., 93 (6), pp. 847 - 868.

- SCHMIDT Karl-Heinz,1983
  « Die finanzpolitischen Reformvorschläge der Physiokraten »,
  Studien zur Entwicklung der ökonomischen Theorie,
  Berlin, Schriften des Vereins für Socialpolitik, Neue Folge, Band [vol.] 115 / III, pp. 101-138.

- SCHNEIDER Erich, 1961
  Einführung in die Wirtschafttheorie, Tübingen, Mohr (Siebeck).

- SCHNEIDER J., 1984
  « François Quesnay und die Encyclopédie »,
  in : *Denis Diderot (1713 - 1784) [...]*, T. Heydenreich (ed.), Erlangen, pp. 63 - 79..

- SCHUMPETER Joseph, 1972
  Esquisse d'une histoire de la science économique des origines au début du 20ème siècle,
  Paris, Dalloz (2ème ed.).

- SCHUMPETER Joseph A., 1983
  Histoire de l'analyse économique (3 tomes), Paris, éditions Gallimard , N.R.F.
  Traduction française sous la direction de Jean-Claude Casanova,
  Première publication anglaise : 1954, Georges Allen & Unwin, London.

- SELIGMAN Edwin R. A., 1910
  Théorie de la répercussion et de l'incidence de l'impôt,
  Trad. fr. par Louis Suret, Paris, Giard et Brière, 544 pp.

- SERVET Michel (ed.), 1989
  Idées économiques sous la Révolution 1789-1794,
  Lyon, Presses Universitaires de Lyon, Collection A.E.H., 484 pp.

- SERVET Jean-Michel, 1994
  « La fable du troc », *Économie et politique*, n° 26 de la revue *XVIIIème Siècle,* pp. 103 - 115.

- SHACKLE George L.S., 1972
  Epistemics and economics. A critique of economic doctrines,
  Cambridge, Cambridge University Press.

- SHACKLETON Robert, 1958
  « Les Lumières et l'action politique en Angleterre »,
  In : *Utopie et institutions au 18ème siècle*, Francastel (ed.), pp. 77-82.

- SIMONIN J. R., 1988
  « A propos de deux ouvrages de Boisguillebert : l'effet Giffen, phénomène de crise ou transformation structurelle », *Revue d'Économie Politique*, vol. 98 (2), pp. 209 - 231.

- SKINNER Andrew, 1982
  « A scottish contribution to marxist sociology ? », *in* : Bradley & Howard, 1982.

- SOBOUL Albert, 1966
  La France à la veille de la Révolution, Paris, SEDES, 196 pp.

- SOBOUL Albert, 1976
  Problèmes paysans de la Révolution (1789-1848), études d'histoire révolutionnaire,
  Paris, éditions Maspéro, 442 pp.

- SOBOUL Albert (*et al.*), 1977
  Le siècle des Lumières, Paris, P.U.F.

- SOBOUL Albert, (1984)
  La Révolution française, Paris, éd. Gallimard, collection « Tel », nouvelle édition, 606 pp.

- SOBOUL Albert, (1988)
  1789, L'an Un de la Liberté,
  Paris, Messidor / éditions Sociales, 3ème éd. (1ère éd. 1973), 350 pp.

- SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROBESPIERRISTES & CENTRE AIXOIS D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE XVIIIe SIÈCLE, 1968
  Les Mirabeau et leur temps, Actes du Colloque d'Aix-en- Provence, 17 - 18 déc. 1966,
  Paris, Société des études robespierristes, 252 pp.

- SONENSCHER Michael, 1989
  Work and wages. Natural law, politics and the eighteenth century French trades.
  Cambridge / New York, Cambridge University Press, 427 pp.

- SOUBEYRAN Antoine, 1987
  « Les reprises au sein du circuit des avances », C.E.F.I., G.R.E.Q.E., Mars.

- SPENGLER Joseph J., 1956 (1942)
  Économie et population. Les doctrines françaises avant 1800. De Budé à Condorcet,
  (Traduction française de : *French predecessors of Malthus*, Duke U.P.),
  P.U.F., Travaux et documents de l'INED, cahier N° 28.

- SPENGLER Joseph J., 1945
  « The physiocrats and Say's law of markets »,
  Journal of Political Economy, Chicago, Vol. 53, n° 3 , pp. 193-211 & n° 4 pp. 317-347.

- SPENGLER Joseph J., 1958
  « Quesnay philosophe, empiriste, économiste »,
  in : *François Quesnay et la physiocratie,* I.N.E.D., tome 1, pp. 55-74.

- SPENGLER Joseph J., 1960
  « Mercantilist and physiocratic growth theory »,
  in : *Theories of economic growth*, Bert Hoselitz (ed.),
  Traduction française : « Mercantilistes, physiocrates et théorie de la croissance » ,
  in : *Théories de la croissance économique*, Bert Hoselitz (ed.), Paris, Dunod, 1970.

- SPENGLER Joseph J., 1968
  Article : « Physiocratic thought »,
  in : *International encyclopedia of the social sciences*, D.L.Sills (ed.),
  London, Mac Millan (Vol. 4), pp. 443-446.

- SPENGLER Joseph J., 1984
  « Boisguilbert's Economics Views *vis-à-vis* those Contemporary Réformateurs »,
  History of Political Economy, Spring 1984, 16 (l), pp. 69 - 88.

- SPIEGEL Henry (ed.), 1955
  Dupont de Nemours On economic curves, Baltimore, The Johns Hopkins Press, VI-17 pages.

- SPIEGEL Henry William, 1971
  The growth of economic thought, Englewood Cliffs, N.J.

- SPURLOCK Janis, 1980
  « The physiocrats, the people and public economic policy : debates for and against a non-interventionist state »,
  T.I.C.E., 6° Congress, Oxford, ed. : The Voltaire Foundation, pp. 296-299.

- SRAFFA Pierro, 1970
  Production de marchandises par des marchandises,
  Paris, éditions Dunod (ed. anglaise 1960).

- STAUM M. S., 1987
  « The Institute Economists. From Physiocracy to Entrepreneurial Capitalism »,
  History of Political Economy, Winter, 19 (4), pp. 525 - 550.

- STEINER Philippe, 1984
  « Régulation despotique ou despotisme légal ? Commentaire sur une interprétation récente du *Tableau Économique* », *Revue d'économie Politique*, Vol. 94, N° 2, pp.

- STEINER Philippe, 1986
  « Les peuples et l'impôt dans la *Dixme Royale* de Vauban »,
  OEconomia. Cahiers de l'I.S.M.E.A., série PE, Mars, n°5, pp. 153 - 179.

- STEINER Philippe, 1987
  « Le projet physiocratique : théorie de la propriété et lien social »,
  Revue économique, Vol. 38, N° 6, pp. 1111-1128.

- STEINER Philippe, 1994
  « La liberté du commerce : le marché des grains »,
  in : Économie et politique, n° 26 de la revue *XVIII*^{ème} *Siècle,* pp. 201 - 219.

- STEINER Philippe, 1998
  La « science nouvelle » de l'économie politique, Paris, P.U.F., col. « philosophies », 128 pp.

- STIGLER G. J., 1981
  Economics or Ethics ? The Tanner Lectures on HumanValues, Cambridge,

- STOURM René, 1885
  Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution, origine du système financier actuel,
  Paris, éditions Guillaumin, 2 volumes.

- STRENSKI Ellen Marie, 1967
  « Diderot for and against the physiocrats »,
  T.I.C.E., 2° Congress, Oxford, ed. : The Voltaire Foundation.

- SUAUDEAU René, 1947
  Les représentations figurées des physiocrates, Paris, éditions Sirey (réédition : 1958).

- SURAULT Pierre, 1982
  « Turgot et le populationnisme », *in* : Bordes & Morange (ed ^{s}).

- TAINE Hippolyte, 1900
  Les origines de la France contemporaine. Première partie : l'Ancien Régime,
  Paris, Librairie Hachette, 2 volumes, 339 pp. & 329 pp.

- TARASCIO V. J., 1981
  « Cantillon's Theory of Population Size and Distribution »,
  Atlantic Economic Journal, July, 9 (2), pp. 12 - 18.

- TEBOUL René, 1985
  « Le circuit comme représentation de l'espace économique. Une relecture de l'œuvre de Boisguillebert », *Revue d'économie Politique*, Vol. 95, N° 2, pp. 117-133.

- TERRAIL Jean-Pierre, 1975
  « Les physiocrates dans l'Ancien Régime », *La Pensée*, N° 184, décembre, pp. 58 - 75.

- THEOCARIS Reghinos, 1986
  Early developments in mathematical economics, London, Mc Millan (2 nd ed.), 1 st ed. : 1961.

- THÉRÉ Christine, 1984
  « Eléments d'une sociologie des auteurs économiques de langue française (1715-1776) »
  Économie et Sociétés, Série PE, n° 1, mars, pp. 11-33.

- THIELE Ottomar, 1906
  « François Quesnay und die Agrarkrisis im Ancien Régime »,
  Vierteljahreschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Vol. 4, pp. 515-562 & 633-652.

- THIVEAUD J. M., 1990
  « Crédit universel et utopies financières. I : Rêves d'actuaire au Siècle des Lumières »,
  Revue d'Économie Financière, n° 14, pp. 221 - 240.

- THOMPSON Edgar P. *et alii*, 1988
  La guerre du blé au XVIIIe siècle, Montreuil, éditions de la Passion, 1988, 237 pp.

- THOMPSON Edgar P., 1971
  « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century »,
  Past and Present, pp. 76 - 136.

- TIMPANARO MORELLI M. A., 1969
  « Legge sulla stampa e attività editoriale a Firenze nel secondo settecento »,
  Rassegna degli archivi di stato, XXIX, n° 3, pp. 667-678.

- TITS-DIEUAIDE M. J., 1987
  « L'évolution du prix du blé dans quelques villes d'Europe occidentale du XV^{e} au XVIII^{e} siècle », *Annales E.S.C.,* Mai-Juin, n° 3, pp. 529 - 548.

- TOCQUEVILLE Alexis (de), (première éd. 1856)
  L' Ancien Régime et la Révolution,
  Paris, éd. Michel Lévy (septième éd. 1866).

- TOUZERY Mireille, 1994
  L'invention de l'impôt sur le revenu- La taille tarifée 1715-1789,
  Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Imprimerie nationale, 618 pp.

- TRONCHIN Henry, 1906
  Un médecin du 18ème siècle : Théodore Tronchin (1709-1781, d'après des documents inédits,
  Paris, éditions Plon.

- TSAGOLOV N., 1959
  « Quesnay's *Tableau Économique* and its signifiance »,
  Problems of Economics (Moscou), Vol. 1, N° 12, April.

- TSOULFIDIS L.,1988
  « The Physiocratie Theory of Tax Incidence »,
  Scottish Journal of Political Economy, August, 36 (3), pp. 301-310.

- TSUDA T. (ed.), (1983)
  Traités sur le commerce de Josiah Child avec les remarques inédites de Vincent de Gournay,
  Texte intégral d'après les manuscrits conservés à la Bibliothèque Municipale de Saint-Brieuc.
  « Economic Research Series » n°20, The Institute of Economic Research, Hitotsubashi Univ.,
  Tokyo, Kinokuniya Compagny Ldt., 1983, 485 pp.

- TSURU Shigeto, 1952
  « The *Tableau Économique* of F.Quesnay . . . by Henry Woog[34] »,
  Econometrica, Vol. 20, N° 4, Oct., pp. 697-698.

- TSURU Shigeto, 1958
  « The Application of Quesnayian Methodology in the Marxian Discussion of Reproduction Schemes[35] », *Keizai Kenkyu (Revue Économique)*, Hitotsubashi University, Tokyo,
  Vol. 9, N° 4, Oct., N° Spécial « Tableau Économique », p. 386.

- TSURU Shigeto, 1962
  « On Reproduction Schemes », *in* : *The theory of capitalist development*, P.M.Sweezy,
  Appendix A, pp. 365-374 (première éd. 1942).

- VAGGI Gianni, 1982
  « Surplus and Effective Demand in Physiocracy »,
  Studi Economici, Vol. 37, n° 18, pp. 55-90.

- VAGGI Gianni, 1983
  « The Physiocratic Theory of Prices »,
  Contributions to Political Economy, N° 2, March.

---

[34] Commentaire de Woog [1950].
[35] Résumé en anglais de l'article original en japonais.

- VAGGI Gianni, 1985 a
« The Role of Profit in Physiocratic Economics »,
History of Political Economy, Vol. 17, N° 3, Fall, pp. 367 - 384.

- VAGGI Gianni, 1985 b
« A Physiocratic Model of Relative Prices and Income Distribution »,
The Economic Journal, N° 95, Dec.

- VAGGI Gianni 1986
« Walter Eltis-The Classical Theory of Economic Growth »,
Contributions to Political Economy, Vol. 5, March, pp. 102-103 (Compte-rendu).

- VAGGI Gianni, 1987 a
Article : « François Quesnay »,
in : *The new Palgrave*, Vol. 4, pp. 22-29. London, Mac Millan.

- VAGGI Gianni, 1987 b
The Economics of François Quesnay,
London, Macmillan, 247 pp.

- VALARCHÉ Jean, 1957
« L'influence des physiocrates en Suisse »,
Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 37, pp. 337-346.

- VARELA J., 1988
Jovellanos, Madrid, Alianza Editorial.

- VARGAS Yves, 1986
Rousseau, Économie politique, *1755,*
Paris, P.U.F., col. « philosophies », 125 pp.

- VATTER Harold, 1956
« The physiocrats and the growth of underdeveloped economies »,
Current Economic Comment, Vol. 18, Nov., pp. 37-44.

- VATTEVILLE Eric, 1971
« La pensée fiscale de J.J.L.Graslin (1727-1790) »,
Revue d'Histoire Économique et Sociale, Vol. 49, N° 3, pp. 325-342.

- *Vauban réformateur. Actes du Colloque*,
Paris, Musée Guimet, 15, 16, 17 décembre 1983.
Paris, Association Vauban, 1985, 521 pp.

- VEBLEN Thorstein, 1899
« The preconceptions of economic science »,
Quarterly Journal of Economics, Vol. 13, N° 2, pp. 121-150.

- VENTURI F., 1960
« Galiani tra enciclopedisti e fisiocrati »,
*Rivista Storica Itali*ana, pp. 45 -64.

- VENTURI F., 1970
  Utopia e riforma nell' illuminismo, Turin, Einaudi.

- VENTURI F., 1987
  Settecento riformatore. L'Italia dei lumi (1764-1790), vol.V/1, Turin, Einaudi.

- VENTURINO Diego, 1988
  « La naissance de l'"Ancien Régime" »
  in : The Political Culture of the French Revolution, Lucas C. (ed.), pp. 11 - 40.

- VERLEY Patrick, 1987
  Secteurs forts et secteurs faibles dans l'économie française des années 1860 : une simulation économétrique, Paris, Fayard.

- VIDONNE Paul, 1986
  La formation de la pensée économique[36], Paris, éditions Economica.

- VIGUERIE Jean de, 1995
  Histoire et dictionnaire du temps des Lumières,
  Paris, éditions Robert Laffont, collection « Bouquins ».

- VILQUIN E., 1975
  « Vauban, inventeur des recensements[37] »,
  Annales de démographie historique, pp. 207 - 257.

- VILLARI Lucio, 1965
  « La fisiocrazia nel dibattito illuministico », *Studi Storici*, Vol. 6, N° 1, Jan., pp. 25-39.

- VISOL Thierry, 1982
  « La notion de "sur le champ" dans la théorie du capital de Turgot »,
  in : Bordes & Morange (éd[s]).

- VOELKER A., 1931
  « Der *Tableau Économique* Quesnay's und seine Erklärung »,
  Schmoller's Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft . . . (Munich & Leipzig), Vol. 55, pp. 841-854.

- VOISINE Jacques, 1968
  « Un appendice à *L'Ami des hommes*: le *Corps complet d'OEconomie rustique* »,
  in : Actes du Colloque : *Les Mirabeau et leur temps*, pp. 45 - 56.

- VOVELLE Michel, 1960
  « Bourgeois, rentiers, propriétaires. Éléments pour la définition d'une catégorie sociale à la fin du 18ème siècle »,
  in : *Actes du 84ème congrès des sociétés savantes,* Paris, Imp. Nationale, pp. 419-452.

---

[36] Édition précédée de la publication suivante : *Essai sur la formation de la pensée économique. Nature, rente, travail* (Thèse), éditée par l'auteur, Grenoble, 1982, 556 pp.

[37] Contient en Annexe le texte de 1686 : « Méthode générale et facile pour faire le dénombrement des Peuples » de Vauban.

- VOVELLE Michel, 1968
« Mirabeau et Beaumont. Deux communautés paysannes face à leurs seigneurs »,
in : Actes du Colloque : *Les Mirabeau et leur temps*, pp. 11 - 22.

- WALRAS Léon, 1953
Abrégé des éléments d'économie pure, Paris, L.G.D.J. (1ère ed. : 1874).

- WALSH Vivian & GRAM H., 1980
Classical and neoclassical theories of general equilibrium (historical origine and mathematical structure), Oxford (U.K.), Oxford University Press.

- WALTER Gérard, 1963
Histoire des paysans de France, Paris, éd. Flammarion, col. « L'histoire », 522 pp.

- WAQUET J.C., 1982
« Who Profited from the Alienation of Public Revenues in Ancien Régime Societies ? Some Reflection on the Examples of France, Piemont and Naples in the XVIIth and XVIIIth Centuries », *Journal of European Economic History,* Winter, 11 (3), pp. 665 - 673.

- WARE Norman J., 1931
« The physiocrats,a study of economic rationalization »,
American Economic Review, Vol. 21, n° 4, Dec., pp. 607-619.

- WATANABE Teruo, 1958
« The conception of the 'Tableau Économique'('Tableau Fondamental')[38] »,
Keizai Kenkyu (*Revue Économique*), Hitotsubashi University, Tokyo.

- WATANABE Takeshi, 1958
« On formation of "*Tableau Économique*" »,
Keizai Kenkyu (*Revue Économique*), Hitotsubashi University, Tokyo,
Vol. 9, N° 4, Oct., N° Spécial "Tableau Économique", pp. 384-385,
(Résumé en anglais de l'article original en japonais).

- WEIR David R., 1989
« Tontines, public finance and Revolution in France and England 1688 - 1789 »,
Journal of Economic History, March, 49 (1), pp. 95 - 124.

- WEIR David R., 1991
« Les crises économiques et les origines de la Révolution française »,
Annales (Economies Sociétés Civilisations), Juillet-août, n° 4, pp. 917-947

- WEISS Eberhard, 1970
« Ergebnisse eines Vergleichs der grundherrschaftlichen Strukturen Deutschlands und Franckreichs vom 13. bis zum Ausgang des 18. Jahrhundert »,
Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Vol. 57, pp. 1-74.

[38] Résumé en anglais de l'article original en japonais, p. 384.

- WESTERGAARD Harald, 1932
  Contributions to the history of statistics,
  London, P.S. King and son (*reprint* : 1969, Augustus M. Kelley, New York).

- WEULERSSE Georges (ed), 1910 a
  Les manuscrits économiques de François Quesnay et du marquis de Mirabeau aux Archives Nationales (M. 778 à M. 785), Inventaire, Extraits et notes,
  Paris, éditions P. Geuthner, 151 pp.

- WEURLESSE Georges, 1910 b
  Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770,
  Paris,ed. Alcan, 2 volumes (Réédition : ed. Mouton,1968).

- WEULERSSE Georges, 1910 c
  Les physiocrates
  (Résumé de l'ouvrage précédent), Paris, ed. Doin.

- WEULERSSE Georges, 1911
  « De l'application de la méthode historique à l'histoire des doctrines économiques »,
  Revue de synthèse historique, Tome XXII, fév.-juin, pp. 10 - 29.

- WEULERSSE Georges, 1913
  « Les physiocrates et la question du pain cher au milieu du XVIII^{ème} siècle (1756-1770) »,
  Revue du XVIII^{ème} siècle, Tome 1, n° 1, Jan. - mars, pp. 175 - 192.

- WEULERSSE Georges, 1922
  « Sully et Colbert jugés par les physiocrates »,
  Revue d'Histoire des Doctrines économiques et sociales, tome 10, pp. 234 - 251.

- WEULERSSE Georges, 1950
  La physiocratie sous les ministères de Turgot et de Necker (1774-1781),
  Paris, P.U.F., 375 pp.

- WEULERSSE Georges, 1959
  La physiocratie à la fin du règne de Louis XV, 1770-1774,
  Paris, P.U.F., 238 pp.

- WEURLESSE Georges, 1985
  La physiocratie à l'aube de la Révolution 1781-1792,
  Introduction, bibliographie et révision des textes par C. Beutler,
  Paris, éditions de l'EHESS, 452 pp.

- WILL Robert M., 1965
  « Economic thought in the Encyclopédie »,
  The Southern Economic Journal, Vol. 32, N° 2, Oct., pp. 191-203.

- WILSON E. O., 1984
  Biophilia, Cambridge.

- WILSON Th., 1985
  « Invisible Hands : Public and Private »,
  in : Staat und Politische Ökonomie heute - Public Sector and Political Economy Today, Essays in Honour of H. C. Recktenwald, H. Hanusch (ed.), Stuttgart - New York, pp. 13-20.

- WOLFF Jacques, 1973
  Les grandes oeuvres économiques (Tome 1 : de Xénophon à Adam Smith), Paris, Cujas.

- WOOG Henri, 1950
  The "Tableau Économique" of François Quesnay. An essay in the Explanation of its Mechanism and a Critical Review of the Interpretations of Marx, Bilimovic and Oncken [...],
  Berne, A. Francke, 101 pp.

- WOOG Henri, 1958
  « Le mécanisme du *Tableau Économique* de François Quesnay »,
  in : François Quesnay et la physiocratie, I.N.E.D., tome 1, pp. 153-168.

- WRIGHT Gordon, 1967
  Révolution rurale en France, Paris, éditions Desclée de Brouwer.

- ZANGHERI R., 1966
  « Introduzione »,
  in : F.Quesnay, *Scritti economici*, Bologne, Forni.

- ZAPPERI Roberto (ed.), 1970
  Introduction de : *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* de E. J. Sieyes,
  Genève, ed. Droz.

- ZAPPERI Roberto, 1972
  « Sieyès et l'abolition de la féodalité en 1789 »,
  Annales Historiques de la Révolution Française., Vol. 44, pp. 321-351.

- ZAPPERI Roberto, 1972
  « Per una nuova edizione degli scritti di François Quesnay »,
  Annali della Fondazione Luigi Einaudi (Torino), Vol. 6, pp. 31-62.

- ZAPPERI Roberto, 1974 a
  « Recherches sur les premiers écrits économiques de Quesnay »,
  Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Vol. 21, Oct.-Dec., pp. 567-574.

- ZAPPERI Roberto, 1974 b
  Per la critica del concetto di rivoluzione borghese- la politica di Sieyès,
  Bari, De Donato editore.

- ZAPPERI Roberto (ed.), 1985
  Écrits politiques de Emmanuel Sieyes,
  Paris / Montreux, editions des archives contemporaines.

* * *
*

Plan détaillé

Introduction générale 7

Sommaire 19

Chapitre 1 : « *Sapere aude* ». 21

1.1 - La censure impuissante ou complice. 24

1.2 - La censure, histoire traditionnelle et réinterprétations 28

1.3 - Le poids réel de la censure sur les « auteurs philosophiques » 37

1.4 - Jacob-Nicolas Moreau et la défense de l'absolutisme 40

1.5 - Jacob-Nicolas Moreau et l'encadrement de la physiocratie 46

1.6 - Censure et discrimination selon le rang 52

Annexes au chapitre I : De la censure au magistère doctrinal, les prescriptions du censeur royal Moreau. 57
Annexe I.1 : Rapport sur le *Précis de l'Ordre Légal* de Mirabeau. Lettre de Monsieur M., Censeur Royal, à un Magistrat 57
Annexe I.2 : « Corps de doctrine » de Moreau 67

Chapitre 2 : Les enjeux d'une biographie. 73

2.1 - La jeunesse de François Quesnay, légendes et réalités. 77

2.2 - François Quesnay chirurgien et polémiste. 79

2.3 - François Quesnay, médecin de Cour et théoricien de la médecine. 86

2.4 - De l'« économie animale » à l'économie politique. 90

Annexes du Chapitre II 98
Annexe II.1 : Éloge de François Quesnay par d'Alembert 98
Annexe II.2 : Première lettre de François Quesnay au médecin suisse Théodore Tronchin 99
Annexe II.3 : Deuxième lettre de François Quesnay à Théodore Tronchin 100
Annexe II.4 : Édit de Son Altesse royale portant création d'une chaire de professeur en chirurgie en l'Université de Pont à Mousson 100bis

Chapitre 3 : Ombres et Lumières du *Tableau économique.* 101

Première Partie : La langue physiocratique 103

3.1 - Le vocabulaire des physiocrates 103

3.2 - La comptabilité physiocratique. 113

Deuxième Partie : Le *Tableau économique.* 120

3.3 - L'équilibre emplois-ressources dans le *Tableau économique* 122

3.4 - Les intraconsommations, une « pure dépense » ? 127

3.5 - Les retouches du *Tableau* 132

3.6 - La circulation des avances 136

Annexes du Chapitre III 141
Annexe III.1 : Transcription de la première version, manuscrite, du *Tableau Œconomique* 141
Annexe III.2 : Les six versions principales du *Tableau économique*, Tableau synoptique 142

Chapitre 4 :
Le «bon prix» sans la «cherté» : la quadrature du cercle des prix. 147

Première Partie :
De la productivité à la rentabilité : *bonne culture* et *bon prix.* 150

4.1 - L'*opulence* par la généralisation de la *bonne culture.* 151
4.1.1 - Les intérêts en présence. 151
4.1.2 - Comparaison des productions en grande et en petite culture. 153

4.2 - La situation actuelle : la productivité est préjudice pour le fermier. 155

4.3 - La *bonne culture* : productivité et rentabilité vont de pair. 160

Deuxième Partie :
De la police du commerce à la pleine liberté de la concurrence : *Circulation* et *Reproduction.* 163

4.4 - La liberté des échanges extérieurs. 163
4.4.1 - La libre exportation des *denrées.* 163
4.4.2 - La libre importation des *manufactures.* 166

4.5 - La liberté du commerce intérieur des denrées du cru. 167
4.5.1 - Que l'on facilite la circulation. 167
4.5.2- Que l'on favorise le *faste de subsistance*. 169
4.5.3 - Que l'on ne provoque point le *luxe de décoration*. 171

Annexe IV : Analyse de l'article « *Grains* » de Quesnay 174

Chapitre 5 : Les paradoxes de la fiscalité physiocratique. 191

5.1 - L'état de la fiscalité française au milieu du 18ème siècle. 194
5.1.1 - L'« anormalité » de l'impôt. 194
5.1.2 - L'inexorabilité de l'impôt 194
5.1.3 - Le poids de la fiscalité 198

5.2 - Les bases de la théorie fiscale physiocratique. 201
5.2.1 - Les premiers débats sur la réforme de l'impôt. 201
5.2.2 - La critique de la conception colbertiste de la fiscalité. 203
5.2.3 - La thèse du « marché de la contribution ». 204
5.2.4 - Le principe de l'immunité du cultivateur. 205
5.2.5 - Critique de l'imposition de la classe stérile 207
5.2.6 - L'impôt doit porter exclusivement sur le propriétaire. 209
5.2.7 - La justification de l'impôt sur l'agriculture par la théorie de la copropriété. 211
5.2.8 - Les limites de l'impôt 212

5.3 - Le succès des thèses physiocratiques en matière de fiscalité. 216
5.3.1 - Mise en œuvre des idées physiocratiques 216
5.3.2 - Le paradoxe de l'impôt foncier unique : défendre les propriétaires en les taxant. 217
5.3.3 - L'impôt foncier unique est juste. 219
5.3.4 - La révolution de l'impôt. 221

Annexe V : Notes de Quesnay [1760] à la *Théorie de l'impôt* de Mirabeau 227

Chapitre 6 : Karl Marx et la physiocratie. 229

6.1 - Les physiocrates et l'*Économie politique*. 230
6.1.1- Marx et les physiocrates : une familiarité de plus de trente ans. 230
6.1.2 - Un rôle pivot entre les mercantilistes et les classiques. 232
6.1.3 - Questions de méthode, le « matérialisme » des physiocrates. 236

6.2 - Les physiocrates, pères de l'économie politique moderne 239
6.2.1 - Produit net et plus-value. 239
6.2.2 - Supériorité de Quesnay sur Smith : la question du capital. 241
6.2.3- L'interprétation du *Tableau économique*. 243
6.2.4 - Des « féodaux déguisés en capitalistes » ? 246

Annexe VI.1 : Lettre de Marx à Engels du 8 août 1877 248bis
Annexe VI.2 : Lettre de Marx à Maxim Kowalewski d'avril 1879 248quater

Chapitre 7 : 249
Lectures de la physiocratie, contresens et réinterprétations

7.1 – La réception des idées physiocratiques de la Suède à la Toscane 251
7.1.1 – La Suède de Gustave III. 252
7.1.2 – Le « Salomon du midi », la Toscane léopoldienne. 256

7.2 – Les deux lectures espagnoles de la physiocratie. 268
7.2.1 – Les traductions. 269
7.2.2 – La connaissance des physiocrates. 271
7.2.3 – Les thèmes physiocratiques. 274

7.3 – La dérive vichyste. 276

Annexe VII-1 : *L'observateur Anglois* [de Pidansat de Mairobert] Extrait 292
Annexe VII-2 : Bibliographie du chapitre 7 303
A- Traductions 303
B- Autres ouvrages 307

Conclusion générale 311

Bibliographie 331

* * *

*

UNIVERSITÉ DES SC. ET TECHN.
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE
LILLE